PROCES VERBAL DU

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 14 DECEMBRE 2021

La Teste de Buch mercredi 08 décembre 2021

CONVOCATION
à l'attention des Membres du
CONSEIL MUNICIPAL

Direction Générale des Services
Affaire suivie par M. PELIZZARDI
tél : 05.56.22.38.74
réf : SP/VG n° 2021-12-44

DGS :
Cab :
DGA :
Adjoint :
CS :

Objet : CONVOCATION CONSEIL MUNICIPAL

Chère collègue, cher collègue,

Je vous prie de bien vouloir participer à la réunion du CONSEIL MUNICIPAL qui se tiendra à l'Hôtel de Ville, 1 esplanade Edmond Doré, salle du conseil municipal, le :

MARDI 14 DECEMBRE 2021 à 15 H 00

Ordre du jour : ci-joint.

L'ensemble des documents joints à la présente convocation sont transmis ce jour par voie dématérialisée sécurisée sur votre adresse mail prenom.nom@latestedebuch.fr par le biais de la plateforme de convocation électronique Gironde Numérique (Mairie de La Teste de Buch - pastell@girondenumerique.info). Il vous suffit de cliquer sur le lien proposé.

Les dispositions dérogatoires en matière de tenue des conseils municipaux fixées par les lois des 31 mai et 05 août 2021 ont pris fin le 30 septembre 2021. Aussi, ce conseil municipal se réunira dans le respect des gestes barrières et en présence du public. Cependant, compte tenu de la configuration de la salle, un nombre limité de personnes sera accepté.

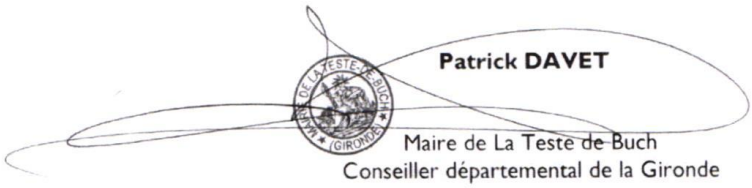
Les débats seront néanmoins retransmis en direct sur le site internet de la ville ou depuis sa chaine YouTube.

D'autre part, conformément à l'article 15 du règlement intérieur du conseil municipal, je vous informe que Monsieur Nicolas SAVELLI Consultant du Cabinet STRATORIAL, Conseil en gestion et finances locales, présentera les statuts définitifs de l'EPIC OT-OCA et la convention d'objectifs et de moyens et répondra aux questions des élus.

Hôtel de Ville ▪ 1, Esplanade Edmond Doré ▪ B.P. 50105 ▪ 33164 La Teste de Buch Cedex
Tél. 05 56 22 35 00 ▪ Fax 05 56 54 46 40 ▪ mairie@latestedebuch.fr

Monsieur Philippe VACHERON, architecte conseil de la ville vous présentera également la Charte architecturale communale.

Vous souhaitant bonne réception des présentes, je vous prie de bien vouloir agréer, chère collègue, cher collègue, l'expression de mes salutations distinguées.



Patrick DAVET

Maire de La Teste de Buch
Conseiller départemental de la Gironde

❖ *Pièces jointes à la présente convocation : Ordre du jour, Délibérations accompagnées des notes explicatives de synthèse et annexes correspondantes, le document budgétaire pour le budget principal et budgets annexes 2022, les rapports annuels d'activités ainsi que les Décisions du Maire prises en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales*

CONSEIL MUNICIPAL du MARDI 14 DECEMBRE 2021
Ordre du jour

RAPPORTEURS :

RÉNOVATION URBAINE, AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

Mme OTHABURU	1. Création d'un établissement à caractère industriel et commercial chargé de l'attractivité territoriale – approbation des statuts définitifs – *Présentation de M. Savelli du cabinet Stratorial Finances*
Mme OTHABURU	2. Convention d'objectifs et de moyens entre la commune et l'EPIC office du tourisme, du commerce et de l'artisanat – *Présentation de M. Savelli du Cabinet Stratorial Finances*
M. SAGNES	3. Adoption de la Charte architecturale communale – *Présentation de M. Vacheron, architecte conseil de la ville*
M. BERNARD	4. Entretien des équipements d'accueil en forêt domaniale : programme 2022
Mme DELEPINE	5. Etude de circulation dans la commune de La Teste de Buch : rapport d'étape
M. PASTOUREAU	6. Reconstruction du groupe scolaire des Miquelots : mise à disposition de terrains supplémentaires au profit de la Cobas
Mme DEVARIEUX	7. Incorporation de biens sans maître dans le domaine public communal des parcelles GN 150, 171, 178 et 179 sises lotissement La Lède de la Seuve
Mme TILLEUL	8. Etablissement de la liste nationale des communes soumises à l'érosion du trait de côte (projet de décret loi climat et résilience) : Inscription de la commune de La Teste de Buch

DÉVELOPPEMENT DURABLE, DÉMOCRATIE DE PROXIMITÉ, VIE COLLECTIVE ET ASSOCIATIVE

Mme POULAIN	9. Appel à candidatures « Culture et santé » : Convention de partenariat culturel avec le centre hospitalier

Mme DESMOLLES	10. Exercice 2022 : attribution des subventions de fonctionnement et d'investissement
M. DUFAILLY	11. Convention de partenariat 2022 avec le Rugby Club du Bassin d'Arcachon
M. SLACK	12. Convention de partenariat 2022 avec l'Association Sportive Testerine
Mme GRONDONA	13. Avenant de prolongation de la convention Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité avec la CAF de la Gironde du 1er juillet au 31 août 2021
Mme COUSIN	14. Fête de fin d'année organisée par la Maison de quartier de la Règue Verte : Convention de partenariat avec Gironde Habitat
M. VOTION	15. Projet d'animation de la Vie sociale 2022-2025 : validation des axes prioritaires et du plan d'actions
Mme DELFAUD	16. Projet Espace de Vie sociale de Cazaux 2022-2023 : validation des axes prioritaires et du plan d'actions
M. BOUYROUX	17. Convention de partenariat avec l'association d'animation des fêtes du port 2022
M. AMBROISE	18. Modification du règlement intérieur du secteur Jeunes
Mme TILLEUL	19. Convention d'occupation du site de l'Ile aux oiseaux en vue de la réalisation de travaux de rénovation de la cabane de gestion n° 21
M. BERILLON	20. Animation du site Natura 2000 « zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch » : convention de participation financière avec la communauté de communes des Grands Lacs pour l'année 2021
Mme GRONDONA	21. Rapport annuel 2021 de la commission communale pour l'accessibilité

ADMINISTRATION GÉNÉRALE, RELATIONS HUMAINES, FINANCES et BUDGETS, SERVICES à la POPULATION

Mme SECQUES	22. Comité des œuvres sociales des agents de la ville et des établissements publics communaux (coes) : convention 2022
Mme GRONDONA	23. Convention d'objectifs et de moyens entre la commune et le CCAS 2022-2026

M.SAGNES	24. Modification du tableau des effectifs des emplois permanents des emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité et le recours éventuel à des vacataires
M. DAVET	25. Rénovation de l'entretien professionnel annuel
M. BOUDIGUE	26. Constitution des provisions et reprises sur provisions au titre de l'exercice 2021
M. BUSSE	27. Adoption des autorisations de programme et des crédits de paiement AP/CP exercices budgétaires 2022-2026
Mme JECKEL	28. Exercice 2022 - budget principal et budgets annexes : tarifs publics
M. BOUDIGUE	29. Exercice 2022 budget primitif : budget principal et budgets annexes

COMMUNICATION

M. DAVET	30. Communication des rapports d'activités de la Cobas et du Siba et des rapports sur le prix et la qualité des services publics (RPQS) de l'eau, de l'assainissement et pour l'élimination des déchets pour l'année 2020

<u>Comptes rendus annuels d'activités exercice 2020 :</u>

M.PASTOUREAU M. DAVET M. BUSSE Mme COUSIN	31. SOGERES 32. AUXIFIP 33. GRDF 34. SDEEG
Mme OTHABURU	35. Epic office de tourisme : bilan d'activités de l'année 2021

- Décisions prises en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Maire :

Nous allons ouvrir le conseil municipal. Je demande évidemment dans ce cas de figure de respecter toutes les règles, nous avons du public, je vous demanderai de garder vos masques et l'autorisation vous est donnée si vous souhaitez l'enlever au moment de parler.

Vous avez dû trouver sur table un parapluie aux couleurs de la Teste qui a été distribué à chaque élu… On va commencer en disant que c'est le cadeau de noël, chacun l'interprétera comme il voudra, soit comme un cadeau ami ou ennemi, nous avons souhaité le faire pour tout le monde de la même façon.

Il faut dire merci aux testerins c'est payé avec l'impôt des testerins, malheureusement il n'y aura pas 28 000 parapluies de distribués, mais nous porterons fièrement les couleurs de notre ville avec ce parapluie.

Je souhaiterais également, ce n'est pas à l'ordre du jour, faire une minute de silence pour notre ami Fred Vaudeville, vous connaissez tous les circonstances, il y a une enquête qui est en cours, j'ai reçu sa fille hier et tout le monde se retrouve désemparé.

Merci pour lui.

Je vais faire l'appel.

M. SAGNES présent

Mme GRONDONA présente

M. PASTOUREAU présent

Mme POULAIN présente

M. BOUDIGUE présent

Mme DEVARIEUX présente

M. BERILLON présent

M. BERNARD a donné procuration à M SAGNES

Mme DELFAUD présente

M AMBROISE présent

Mme DESMOLLES présente

M SLACK présent

Mme SECQUES présente

Mme COUSIN présente

M. BOUYROUX présent

Mme DELEPINE présente

M VOTION présent

Mme PLANTIER présente

M. BOUCHONNET présent

M. CHAUTEAU présent

Mme PETAS présente

Mme MONTEIL- MACARD absente

M. MURET présent

Mme PHILIP a donné procuration à M MAISONNAVE

Mme DELMAS présente

M. DUCASSE présent

M. MAISONNAVE présent

M. DEISS présent

Mme PAMIES a donné procuration à M. DEISS

Mme TILLEUL présente

M. DUFAILLY présent

Mme JECKEL présente

M. BUSSE présent

Mme OTHABURU présente

M. DAVET présent

Avec l'accord de l'assemblée je vais désigner un secrétaire de séance, conformément à l'article 2121-15 du code général des collectivités territoriales, je vous propose Mme POULAIN.

Monsieur MURET :
Une observation à la lecture de l'ordre du jour, il n'y a pas la révision du règlement intérieur que vous nous aviez promise et qui était si impérieuse et si nécessaire, je m'en étonne encore une fois.

Monsieur le Maire :
Vous avez raison elle n'y est pas, il y a d'autres sujets qui vont être traités.

Monsieur DUCASSE :
A la convocation, n'est pas associé le PV du conseil du 18 novembre, qui était intéressant, nous avions pas mal d'interventions que l'on aurait pu contrôler, et j'étais surpris, et c'est bizarre, la convocation nous est arrivée au nom du groupe d'opposition, je m'étonne de voir tant de monde, j'ai eu l'impression qu'il y avait que nous qui étions convoqués, parce que en général quand on fait une convocation du conseil municipal on l'envoie à tous les conseillers municipaux élus au suffrage universel sans découper les copains et les opposants, c'est une anomalie, une volonté je ne sais pas, je pense que c'est une innovation.

Monsieur le Maire :
Je découvre, mais si tel est le cas c'est une anomalie, vous voyez parfois le mal là où il n'y est pas, c'est certainement une anomalie comme vous en faites régulièrement, on en parlera.

Monsieur DUCASSE :
Et le PV du conseil dernier ?

Monsieur le Maire :
Au prochain conseil, on a fait d'autres choses, vous allez voir,

Madame PETAS :
Je voulais simplement vous demander à la lecture de ma convocation, j'ai constaté que mon nom figurait sur la liste de l'opposition, auriez-vous un document confirmant que je faisais partie de l'opposition ?

Monsieur le Maire :
J'en ai simplement un qui dit que vous ne faites plus partie du groupe majoritaire, donc vous faite partie de l'opposition.

Rapporteur : Mme OTHABURU **DEL2021-12-594**

CREATION D'UN ETABLISSEMENT A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL (E.P.I.C) CHARGE DE L'ATTRACTIVITE TERRITORIALE DE LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

Approbation des statuts définitifs

Mes chers collègues,

VU la loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires des territoires de montagne et notamment son article 69 codifié à l'article L5216-5 du Code général des collectivités territoriales ; (dérogation OT commune classée station de tourisme)

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2221-1 (SPIC), L2221-10 (création d'une régie municipale à personnalité morale et financière) ainsi que les articles R2221-27 à 52,

VU la délibération n° 2016-12-523 du 13 décembre 2016 par laquelle la commune de La Teste de Buch a décidé de conserver la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » ;

VU le Décret du 4 août 2017 portant renouvellement du classement de la commune de La Teste-de-Buch (Gironde) comme station de tourisme ;

CONSIDERANT qu'en tant que commune classée station de tourisme, la Teste-de-Buch est un territoire touristique majeur du littoral atlantique ; qu'en conséquence il a été jugé nécessaire de conduire une profonde réflexion quant au mode de gestion communal de l'attractivité commerciale et touristique locale afin de créer une structure chargée du développement local dans son ensemble, dont le champ d'action est donc élargi par rapport à celui de notre Office de Tourisme actuel ;

CONSIDERANT que l'efficacité de la gestion de cette attractivité repose dans la création d'une synergie entre différents acteurs publics locaux en charge du rayonnement commercial et touristique de la commune, la municipalité souhaite dès lors créer un nouvel établissement public regroupant :

- l'Office de tourisme et ses missions connexes définies en objet des statuts du nouvel EPIC ;
- l'Office du commerce et de l'artisanat ;
- L'organisation et le développement des marchés permanents ou saisonniers sur l'ensemble du territoire communal ;
- La gestion des foires, congrès et évènements en matière de tourisme d'affaires ainsi que l'exploitation du Parc des Expositions

CONSIDERANT la difficulté juridique d'une gestion commune du marché et des autres services, le statut d'établissement public chargé d'une mission de service public industriel et commercial (E.P.I.C) fondé sur les dispositions du Code général des collectivités territoriales est apparu comme l'unique moyen de parvenir à créer la synergie attendue entre les différentes missions concourant au développement local.

CONSIDERANT qu'il est proposé la création d'un établissement public industriel et commercial, dénommé « OFFICE DU TOURISME, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE LA TESTE DE BUCH », outil au service du rayonnement économique et touristique de la commune de la Teste-de-Buch en charge de développer son projet de marketing territorial.

CONSIDERANT que l'objet de ce nouvel EPIC entraîne la dissolution de l'EPIC actuel gérant l'office de tourisme d'une part, et du budget annexe communal actuellement en charge du Parc des Expositions d'autre part : un budget annexe sera créé à cet effet dans le nouvel EPIC qui assurera la gestion comptable et opérationnelle du bâtiment. Enfin, les marchés permanents et saisonniers, avec une ambition de développement de nos différents centres, seront également transférés afin de créer l'efficience attendue avec l'office du commerce et de l'artisanat : ils feront l'objet du second budget annexe.

CONSIDERANT la délibération du conseil municipal du 23 septembre 2021 n° 2021-09-450a approuvant la création d'un EPIC chargé de l'attractivité territoriale de la Commune de La Teste de Buch régi par le CGCT et dénommé « Office du Tourisme, du commerce et de l'artisanat de La Teste de Buch » ainsi que la composition inchangée des membres du conseil d'administration de de l'Etablissement à caractère industriel et commercial,

CONSIDERANT la délibération du conseil municipal du 23 septembre 2021 n° 2021-09-450a approuvant la dissolution du budget annexe du parc des expositions ainsi que le transfert de l'actif et du passif correspondants aux budgets de l'Epic actuel et au budget annexe communal du parc des expositions dissous puis réintégré dans le budget communal,

CONSIDERANT la délibération du conseil municipal du 23 septembre 2021 n° 2021-09-450a approuvant la mise à disposition de deux agents communaux,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de délibérer afin de soumettre les statuts définitifs au Conseil Municipal comme cela avait été évoqué lors du vote initial,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 07 décembre 2021, de bien vouloir :

- **APPROUVER** les statuts définitifs de l'EPIC tels qu'ils sont annexés à la présente délibération ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à préparer et à adopter tous les autres actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération notamment tous les actes nécessaires à la création des régies de recettes et d'avances.
- **CHARGER** Monsieur le Maire de définir la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens du nouvel EPIC.

DISSOLUTION DE L'OFFICE DE TOURISME ET CREATION D'UN NOUVEL ETABLISSEMENT PUBLIC A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
Approbation des statuts définitifs

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La commune développe une stratégie de valorisation de l'ensemble de ses activités touristiques, commerciales et artisanales. Cette valorisation se traduit par l'évolution de la forme juridique des établissements publics, ainsi que par l'évolution de la répartition des compétences entre la commune et ces derniers.

Ainsi la commune va remplacer son Office de Tourisme actuel, établissement public industriel et commercial basé sur des dispositions du code du tourisme, par un nouvel EPIC basé sur des dispositions du code général des collectivités territoriales (CGCT). Le recours aux dispositions du CGCT permettra de rassembler des compétences plus variées que ne le permet la situation actuelle.

Cette transformation de l'EPIC actuel va permettre de rassembler en son sein l'essentiel des activités touristiques, commerciales et artisanales de la commune (Office de tourisme, gestion des marchés, Parc des expositions, Office du commerce et de l'artisanat) pour en faire une agence d'attractivité à l'échelle de la commune. Ainsi le nouvel EPIC disposera de son budget principal pour l'office de tourisme et de deux budgets annexes spécifiques pour ses activités connexes en terme de développement du territoire :

- Un budget dédié au parc des expositions
- Un budget dédié à l'office du commerce et de l'artisanat incluant notamment l'organisation des marchés permanents et saisonniers (axés sur les producteurs locaux)

Les délibérations du 23 septembre 2021 avaient donc pour objet de :

- DISSOUDRE l'établissement public en charge l'Office de tourisme existant, celui-ci ne pouvant perdurer au regard de la modification du fondement juridique de l'EPIC (Code du tourisme auparavant, CGCT désormais)

- PROCEDER à la création d'un nouvel établissement public en charge de l'Office de tourisme, la gestion des marchés, le Parc des expositions et l'Office du commerce et de l'artisanat, dont les missions sont inscrites dans son objet

- PREVOIR les moyens de fonctionner de ce nouvel EPIC à travers le principe d'une CPOM de 3 ans, une dotation initiale en numéraire correspondant à la trésorerie de l'EPIC actuel à fin 2020 ainsi qu'une dotation initiale en nature pour les biens dont il aura la gestion

- TIRER la conséquence de cette réorganisation stratégique en supprimant le budget annexe du Parc des Expositions de la commune afin que l'ensemble des flux financiers liés au Pex soient dans le même budget, au sein de l'EPIC (à ce jour, c'est l'OT qui finançait le BA communal pour rembourser l'emprunt et couvrir sa dotation aux amortissements des immobilisations).

L'ensemble de ces délibérations visaient à fixer le nouveau cadre stratégique en matière de développement local à travers une agence locale d'attractivité mutualisant ses moyens autour d'activités connexes et imbriquées du point de vue opérationnel, les marchés permanents et saisonniers constituant un outil fort en la matière, par exemple, et très complémentaire à l'animation & évènementiel tout au long de l'année. Cet objectif de favoriser la vie économique de notre commune et de ses différentes centralités est d'ailleurs l'axe majeur du projet politique.

Depuis le vote du conseil municipal du 23 septembre 2021 actant la création du nouvel EPIC au 1er janvier 2022, le Cabinet STRATORIAL FINANCES a finalisé les détails juridico-budgétaires afin de pouvoir délibérer sur les statuts définitifs avant la fin de l'année, comme il avait été annoncé en commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 16 septembre 2021.

Ainsi, ce vote doit permettre d'engager les opérations administratives nécessaires à la création de la nouvelle structure, tant du point de vue administratif et comptable que du point de vue du personnel (à cet effet, le Comité Technique du 17/09/2021 a rendu un avis favorable).

La délibération autorisant le Maire à signer tous les actes afférents à la création et la mise en œuvre de l'EPIC lui permet de signer les arrêtés de création de régie d'avance et de recettes du nouvel Epic.

Statuts de l'EPIC
OFFICE DU TOURISME, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE LA TESTE DE BUCH

Table des matières

Titre 1 Dispositions générales 4
Article 1 Création de la régie 4
Article 2 Siège et dénomination 4
Article 3 Objet 4
Article 4 Financement 5
Article 5 Durée 5
Article 6 Modification des statuts 5
Article 7 Règlement intérieur 5
Titre 2 Organisation administrative de la régie 6
Article 8 Organisation générale 6
Article 9 Autres organes 6
Chapitre 1 Le Conseil d'Administration 7
Article 10 Désignation et mandat des membres du Conseil d'Administration 7
Article 11 Composition 7
Article 12 Interdictions relatives aux membres du Conseil d'Administration 8
Article 13 Le Président et le(s) Vice-Président(s) 8
Article 14 Les autres membres du Conseil d'Administration 9
Article 15 Convocation et fonctionnement du conseil d'administration 9
Article 16 Attribution du conseil d'administration 9
Chapitre 2 Direction 10
Article 17 Désignation 10
Article 18 Incompatibilité 10
Article 19 Attributions 10
Article 20 Délégations 11
Chapitre 3 Comptable 11
Article 21 Nomination et conditions d'exercice des fonctions 11
Article 22 Attribution de l'agent comptable 12
Article 23 Contrôle du Directeur et du Président du Conseil d'Administration 12
Chapitre 4 Le personnel de la régie 12

Article 24 Régime juridique 12
Titre 3 Régime financier et comptable 12
Chapitre 1 Le budget 12
Article 25 Budget principal, budgets annexes et nomenclatures comptables 12
Article 26 Calendrier budgétaire 14
Chapitre 2 Gestion financière 14
Article 27 Dotation initiale – Reprise des dettes 14
Article 28 Concours financier de la commune 15
Article 29 Emprunts, subventions et financements participatifs 15
Article 30 Dépôt des fonds 16
Article 31 Gestion des crédits non engagés 16
Article 32 Affectation du résultat 17
Article 33 Compte de fin d'exercice 17
Chapitre 3 Gestion des biens 18
Article 34 Apport en nature et immobilisations 18
Article 35 Biens propres de la régie 19
Article 36 Personnel mis à disposition par la commune 19
Titre 4 Contrôles de la régie 19
Article 37 Contrôle de l'activité de la régie 19
Titre 5 Fin de la régie 19
Article 38 Fin de la régie 19

Titre 1 Dispositions générales

Article 1 Création de la régie

Par délibérations du 23 septembre 2021 et 14 décembre 2021, le Conseil municipal de La Teste de Buch a entendu créer une régie à caractère industriel et commercial (article L2221-1 du CGCT), dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière (article L2221-10 du CGCT et R2221-27 à 52). Celui-ci est donc créé sur la base juridique du CGCT et non du code du tourisme afin d'intégrer l'ensemble des missions d'une agence locale d'attractivité, allant au-delà des missions d'un Office de Tourisme (cf article 3).

Article 2 Siège et dénomination

La régie nouvellement créée est dénommée « **OFFICE DU TOURISME, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE LA TESTE DE BUCH »**, ci-après dénommée « La Régie ».

Le siège administratif de la régie est situé 13 bis rue Victor Hugo, 33 260 LA TESTE DE BUCH. Il peut être transféré en tout lieu par une simple décision de son Conseil d'Administration.

Article 3 Objet

L'EPIC a pour objet d'exploiter les services publics suivants :

- La promotion du tourisme à travers un Office de tourisme (au sens de l'article L.133-3 du code du tourisme et de l'article 69 de la Loi n°2916-1888 du 28 décembre 2016 dite Loi Montagne II), y compris l'entretien du bâtiment qui est le siège de la régie (article 2)
- La gestion des foires, congrès et évènements en matière de tourisme d'affaires ainsi que l'exploitation du Parc des Expositions
- Les fêtes, cérémonies, animations et évènements ne relevant pas de la gestion municipale (convention) sur le territoire de La Teste de Buch, ou impliquant la promotion/communication touristique et économique de la commune en relation avec les partenaires institutionnels tels que la Région, le Département, la COBAS, le SIBA, le Syndicat Mixte du Grand Site, le SMPBA, le Parc Marin, ainsi que les chambres consulaires
- Le développement et la commercialisation de produits touristiques dont le camping municipal et l'aire de camping-car de Cazaux,
- La gestion de la taxe de séjour pour le compte de la commune de La Teste de Buch, taxe qui sera collectée par la commune puisque l'EPIC n'est plus fondé sur le code du tourisme
- L'organisation et le développement des marchés permanents ou saisonniers sur l'ensemble du territoire communal, y compris l'exploitation du bâtiment du marché ;

- Le service public local de management et développement des centres-villes (La Teste, Pila, Cazaux) à travers la fonction d'Office du Commerce et de l'Artisanat, y compris l'adhésion et la représentation du territoire au sein du CMCV (club des managers de centre-ville), comme relais entre les socio-professionnels du commerce et les élus, au service de l'attractivité du territoire
- L'appui et le conseil auprès de la collectivité dans ses projets d'investissement concernant les objets précédemment cités.

Article 4 Financement

Le financement de la structure sera défini par une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens (CPOM) signée avec la commune de La Teste-de-Buch.

Article 5 Durée

La régie est créée pour une durée pour une durée de 99 ans, sous réserve de l'article 35.

Article 6 Modification des statuts

Les présents statuts pourront faire l'objet de modifications qui devront être approuvées par le Conseil d'Administration à la majorité des 2/3 des votants.

Article 7 Règlement intérieur

Le Directeur de la régie élabore un règlement intérieur et le soumet pour adoption au Conseil d'Administration dans les six mois qui suivent la signature des présents statuts. Il pourra faire l'objet de modification. Le Conseil d'Administration sera saisi de chaque modification substantielle du règlement.

Titre 2 Organisation administrative de la régie

Article 8 Organisation générale

La régie est administrée par un Conseil d'Administration, son Président et un Directeur. Le règlement intérieur de la régie est préparé par le Directeur et adopté par le Conseil d'Administration dans les six mois qui suivent son installation.

La régie est également en charge de fixer les redevances des services publics dont elle a la charge au titre de l'article R2221-38 du CGCT.

Article 9 Autres organes

Les autres organes se répartissent entre le Comité de Direction, organe technique et interne à l'EPIC, et les commissions thématiques spécifiques pouvant intégrer des élus et personnalités qualifiées extérieures au Conseil d'Administration.

Ces comités et commissions sont des organes ayant vocation à proposer et construire les projets au Conseil d'Administration, sans pouvoir de décision.

Comité de Direction (CODIR) :
Le Comité de Direction est une instance technique uniquement, qui se réunit une fois par semaine. Il est animé par la direction de l'EPIC et permet de travailler en équipe avec les différents services (OT, OCA, Marché, PEX, Evènementiel, Comptabilité, Marketing-data...) sur la vie et le projet de la structure

Commissions thématiques :

- **Commission du Marché** : celle-ci se réunira a minima une fois par trimestre afin de traiter l'ensemble des discussions règlementaires et en matière de développement des marchés intérieur et extérieur. De par le transfert de l'activité de la commune vers l'EPIC, sa composition sera identique.
- **Commission Office du Commerce et de l'Artisanat** : celle-ci se réunira environ une fois tous les 4 mois afin de traiter l'ensemble des discussions sur la création et le développement des missions de l'objet de l'EPIC qui se rapportent à sa thématique. Elle sera composée de 7 membres maximum proposés par le Conseil d'Administration.
- **Commission Management de la qualité et RSE** : celle-ci se réunira environ une fois tous les 4 mois afin de traiter l'ensemble des discussions sur les labels de l'EPIC, notamment ceux liés à l'office de tourisme, ainsi que le développement d'actions nouvelles, y compris d'éventuels projets de certification. Elle sera composée de 7 membres maximum proposés par le Conseil d'Administration.

Chapitre 1 Le Conseil d'Administration

Article 10 Désignation et mandat des membres du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'administration sont désignés par délibération du Conseil municipal, sur proposition du Maire. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Les conseillers municipaux membres du conseil d'administration sont nommés pour la durée de leur mandat municipal. Les autres membres du Conseil d'Administration voient leur mandat prendre fin lors du renouvellement du Conseil municipal.

En cas de vacance, pour quelle que raison que ce soit, le Conseil municipal pourvoit au remplacement du membre du Conseil d'Administration en suivant les modalités exposées ci-dessus. Il veille au respect de la composition du conseil exposé à l'article 7. Le mandat du nouveau membre se termine au renouvellement intégral du Conseil d'Administration.

En cas de dissolution du Conseil municipal, le mandat des membres du Conseil d'Administration est prorogé jusqu'à la désignation de nouveaux membres par le nouveau Conseil municipal.
Les administrateurs peuvent être renouvelés dans leurs fonctions.

Article 11 Composition

Le Conseil d'Administration de la régie est composé de **17 membres à voix délibérative** :

- 9 représentants de la Commune désignés par le Conseil municipal en son sein (majoritaires au sein du CA), dont de droit le/la Maire de la commune. Un siège sur ces neuf est réservé de droit à un membre de l'opposition municipale.
- 8 personnalités représentant les catégories socio-professionnelles et associatives réparties de la manière suivante :
  - 1 membre choisi parmi la catégorie socio-professionnelle des restaurateurs et cafés-restaurants ;
  - 2 membres choisis parmi la catégorie socio-professionnelle des hôteliers, y compris l'hôtellerie de plein-air
  - 1 membre choisi au sein de l'union des commerçants ou, à défaut parmi la catégorie socio-professionnelle des commerçants ;
  - 4 personnalités qualifiées choisies parmi des professions exercées ayant un lien avec l'objet des statuts de l'Epic ou choisies parmi les dirigeants associatifs des secteurs non représentés par ailleurs, sur proposition de M. le Maire.

Il est par ailleurs composé de **3 membres bénéficiant d'une voix consultative** :

- 1 membre représentant les organismes gestionnaires des services publics municipaux : le DGS ou son représentant
- 1 membre représentant la CCI de la Gironde
- 1 membre représentant la Chambre des Métiers et de l'Artisanat

Article 12 Interdictions relatives aux membres du Conseil d'Administration

Conformément à l'article R2221-8 du Code général des collectivités territoriales, les membres du Conseil d'Administration ne peuvent :

- Prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie
- Occuper une fonction dans ces entreprises
- Assurer une prestation pour ces entreprises
- Prêter leur concours à titre onéreux à la régie.

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat soit par le Conseil d'Administration à la diligence de son Président, soit par le Préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du Maire.

Article 13 Le Président et le(s) Vice-Président(s)

Le président et le(s) vice-président(s) sont élus lors du premier Conseil d'Administration de la régie. Ce dernier se tient impérativement au cours du premier mois d'existence de la régie.

Le Président et le(s) Vice-Président(s) peuvent être renouvelés dans leurs fonctions.

Le(s) vice-président(s) sont au nombre de 2. Leurs délégations de fonction et de signature seront octroyées par le Président.

Article 13.1 *L'élection du Président du Conseil d'administration*

Le Président est un représentant du Conseil municipal. Lors du premier Conseil d'Administration, il est élu à la majorité absolue des membres en exercice. En l'absence de majorité absolue aux deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgés des candidats est élu.

Le scrutin a lieu à bulletin secret sauf accord unanime des membres du Conseil.

Le premier Conseil d'Administration est présidé par le plus âgés des membres du Conseil.

Article 13.2 *Les fonctions du Président du Conseil d'administration*

Le Président arrête l'ordre du jour des réunions du Conseil et procède à sa convocation. Il dirige les débats, fait procéder aux votes et signe les procès-verbaux des séances. Il dispose d'une voix prépondérante en cas de partage égal des voix. Il s'assure auprès du Directeur de l'exécution des délibérations du Conseil d'Administration et de l'expédition des délibérations du Conseil au contrôle de légalité.

Article 13.3 *Les fonction(s) des Vice-Président(s)*

Les Vice-Président(s) secondent le Président dans l'exercice de ses fonctions et le remplacent en cas d'absence ou empêchement, dans l'ordre de leur désignation.

Article 14 Les autres membres du Conseil d'Administration

Les fonctions de membre du Conseil d'Administration sont gratuites.

Article 15 Convocation et fonctionnement du conseil d'administration

Le Conseil d'Administration se réunit au moins 4 fois par an (2 fois avant l'été, 2 fois après) sur convocation de son Président. Il peut se réunir chaque fois que son Président le juge utile ou à la demande du Préfet ou de la majorité des membres du Conseil.

Les convocations sont adressées par écrit, sous quelque forme que ce soit (électronique ou postale), au domicile des membres du Conseil d'Administration. S'ils en font la demande ces convocations peuvent être envoyées à une autre adresse ou transmises par voie dématérialisée. La convocation indique l'ordre du jour de la réunion.

Les séances du Conseil d'Administration ne sont pas publiques.

En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Le Directeur assiste aux séances avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Article 16 Attribution du conseil d'administration

Le Conseil d'Administration délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement de la régie.

Chapitre 2 Direction

Article 17 Désignation

Le Directeur/la directrice de la régie est un agent public désigné(e) par le Conseil municipal, sur proposition du Maire. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes, sauf dans les cas prévus à l'article 16 des présents statuts.

En cas de vacance prolongée du Directeur, pour quelle que raison que ce soit, un Directeur par intérim pourra être désigné dans les mêmes conditions pour une durée correspondant à celle de l'absence ou de l'empêchement du Directeur en service.

La rémunération est également fixée par le Conseil Municipal, sur le fondement du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 (rémunération) et de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 (parité avec les agents titulaires) en cas d'agent non titulaire.

Article 18 Incompatibilité

Conformément à l'article R2221-11 du Code général des collectivités territoriales, les fonctions de Directeur sont incompatibles avec un mandat de sénateur, député, représentant au Parlement européen. Elles sont également incompatibles avec un mandat de conseiller à l'Assemblée de Corse, conseiller régional, conseiller départemental, conseiller municipal, conseiller de Paris ou conseiller d'arrondissement détenu dans la ou les collectivités intéressées ou dans une circonscription incluant cette ou ces collectivités.

Les fonctions de Directeur/Directrice sont incompatibles avec celles de membre votant du Conseil d'Administration de la régie.

Le Directeur/la Directrice ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte.

En cas d'infraction à ces interdictions, le Directeur est démis de ses fonctions soit par le Maire, soit par le préfet. Il est immédiatement remplacé.

Article 19 Attributions

Le Directeur/la Directrice est le/la seul(e) représentant(e) légal(e) de la régie et son Ordonnateur. Il peut, après autorisation du Conseil d'Administration, intenter au nom de la régie les actions en justice et défendre la régie dans les actions intentées contre elle. Les transactions sont conclues dans les mêmes conditions. Le Directeur, en tant que

représentant légal, peut sans autorisation préalable du Conseil d'Administration, faire tous actes conservatoires des droits de la régie.

Le Directeur/la Directrice assure, sous l'autorité et le contrôle du Président du Conseil d'Administration, le fonctionnement de la régie. A cet effet :

- Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil d'Administration ;
- Il exerce la direction de l'ensemble des services, sous réserve des dispositions ci-après concernant le comptable ;
- Il recrute et licencie le personnel nécessaire dans la limite des inscriptions budgétaires avec l'agrément du Président du Conseil d'Administration;
- Il peut faire assermenter certains agents nommés par lui et agréés par le Préfet ;
- Il est l'ordonnateur de la régie et, à ce titre, prescrit l'exécution des recettes et des dépenses ;
- Il passe, en exécution des décisions du Conseil d'Administration, tous actes, contrats et marchés ;
- Il établit chaque année un rapport sur l'activité de la régie, lequel est soumis au Conseil d'Administration et au Conseil municipal.
- Il participe au Conseil Municipal sur demande du Maire afin d'exposer tout élément concernant la vie de la Régie
- Il participe, sur demande du Maire, aux commissions municipales au titre du rôle de conseil de la régie sur les investissements communaux concernant les bâtiments exploités par la régie ainsi que concernant l'élaboration des documents communaux et intercommunaux relevant de ses objets

En outre, le Directeur prend les décisions pour lesquelles il a reçu délégation en vertu des dispositions du c) de l'article L. 2221-5-1.

Article 20 Délégations

Le Directeur/la Directrice peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature à un ou plusieurs chefs de service. Il/Elle sera rémunéré(e) sur le grade d'Attaché Territorial Principal (Indice brut : 732 – Indice majoré 605).

Chapitre 3 Comptable

Article 21 Nomination et conditions d'exercice des fonctions

Les fonctions de comptable sont confiées soit à un comptable de la Direction Générale des Finances publiques, soit à un agent comptable. Le comptable est nommé par le Préfet sur proposition du Conseil d'Administration, après avis conforme du Directeur départemental ou, le cas échéant, régional des Finances publiques. Il ne peut être remplacé ou révoqué que

dans les mêmes formes. A la date de l'élaboration, il est retenu que la fonction soit confiée à un agent de la DGFIP.

Article 22 Attribution de l'agent comptable

L'agent comptable assure le fonctionnement des services de la comptabilité. Il peut, sous sa responsabilité, déléguer sa signature à un ou plusieurs agents qu'il constitue ses fondés de pouvoir.

Il est soumis, sous sa responsabilité personnelle et pécuniaire, à l'ensemble des obligations qui incombent aux comptables publics. L'agent comptable est placé sous l'autorité du Directeur, sauf pour les actes qu'il accomplit sous sa responsabilité propre en tant que comptable public.

L'agent comptable de la régie est soumis au contrôle de l'Inspection générale des Finances et du Directeur départemental ou, le cas échéant, régional des Finances publiques. Il peut faire contrôler les opérations et les écritures de la régie par un délégué qu'il désigne à cet effet.

Article 23 Contrôle du Directeur et du Président du Conseil d'Administration

Le Directeur et le Président du Conseil d'Administration peuvent, à tout moment, prendre connaissance dans les bureaux du comptable des pièces justificatives des recettes et des dépenses et des registres de comptabilité. Ils peuvent recevoir copie des pièces de comptabilité.

Chapitre 4 Le personnel de la régie

Article 24 Régime juridique

Le Directeur et le personnel mis à disposition de la régie par la commune sont des agents de droit public. Les autres personnels sont soumis au Code du travail. Les litiges opposant ces derniers à la régie relève du Conseil des Prud'hommes territorialement compétent.

Titre 3 Régime financier et comptable

Chapitre 1 Le budget

Article 25 Budget principal, budgets annexes et nomenclatures comptables

Article 25.1 *Principes généraux*

La régie est dotée d'un budget principal et de deux budgets annexes. Chaque budget est composé de deux sections :

- Dans la première sont prévues et autorisées les opérations d'exploitation ;
- Dans la seconde sont prévues et autorisées les opérations d'investissement.

Les budgets sont arrêtés en équilibre par le Conseil d'administration.

Les projets de budgets sont établis sur la base : du programme pluriannuel et des directives générales qu'a pu donner le Conseil d'Administration, des mesures nouvelles adoptées par le Conseil d'Administration suite à l'année écoulée, des obligations résultant des présents statuts, de l'évolution prévisibles des conditions économiques de l'exploitation.

Les budgets sont établis avec la nomenclature comptable de la collectivité en vigueur, soit la nomenclature M4 pour les SPIC, considérant que cette nomenclature perdure pour les SPIC malgré le passage à la M57 de la commune à compter du 1er janvier 2023.

Article 25.2 *La section d'exploitation*

La section d'exploitation ou compte de résultat prévisionnel fait apparaitre successivement :

- Au titre des produits : les produits d'exploitation, les produits financiers et les produits exceptionnels
- Au titre des charges : les charges d'exploitation, les charges financières, les charges exceptionnelles, les dotations aux amortissements et aux provisions et, le cas échéant, l'impôt sur les sociétés.

Article 25.3 *La section d'investissement*

Les recettes de la section d'investissement comprennent notamment :

- Les apports, réserves et recettes assimilées ;
- Les subventions d'investissement ;
- Les provisions et les amortissements ;
- Les emprunts et dettes assimilées ;
- La valeur nette comptable des immobilisations sortant de l'actif ;
- La plus-value résultant de la cession d'immobilisation ;
- La diminution des stocks et en-cours de production.

Les dépenses de la section d'investissement comprennent notamment :

- Le remboursement du capital des emprunts et dettes assimilées ;
- L'acquisition d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières ;
- Les charges à répartir sur plusieurs exercices ;
- L'augmentation des stocks et en-cours de production ;
- Les reprises sur provisions ;
- Le transfert des subventions d'investissement au compte de résultat.

Article 25.4 *Le budget principal*

Le budget principal est relatif aux activités de l'Office de tourisme. Il suit la nomenclature M4.

Article 25.5 *Les budgets annexes*

La régie est dotée de deux budgets annexes lui permettant d'individualiser ses missions :

- Budget annexe « Marchés et OCA » en M4 ;
- Budget annexe « Parc des expositions », intégrant l'actif et le passif du budget annexe de la commune dissout, en M4 ;

Article 26 Calendrier budgétaire

Le Directeur soumet au Conseil d'Administration, avant la date du 15 avril, le projet de budget de la régie pour l'année N.

Chapitre 2 Gestion financière

Article 27 Dotation initiale – Reprise des dettes

La dotation initiale de la régie représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectués par la collectivité locale de rattachement, déduction faite des dettes ayant grevé leur acquisition, lesquelles sont mises à la charge de la régie. La dotation initiale s'accroit des apports ultérieurs, des dons et subvention et des réserves.

A la date de la création de la Régie, soit le 1er janvier 2022, le montant de la dotation initiale en numéraire est basé sur le solde du compte 515 de l'EPIC Office du tourisme, soit 1 643 407 euros, et inscrit au compte 1021.

Les fonds de la Régie sont déposés auprès du Trésor Public, sur le compte au trésor spécifiquement créé pour celle-ci.

Cette dotation initiale en numéraire est remboursable à la clôture de la Régie ou à l'expiration du délai réglementaire de 30 ans (instruction du plan comptable M4 applicable au 1er janvier 2022), soit au plus tard au 31/12/2051.

Cette dotation initiale est complétée par une dotation en nature correspondant aux autres éléments de l'actif et du passif que la trésorerie nette, à date de clôture de l'actuel EPIC et de son compte de gestion, soit le 31/12/2021. Cette dotation en nature est complétée de

l'actif et du passif de l'actuel budget annexe du Parc des Exposition de la commune, dissous au 31/12/2021, destinée au budget annexe de la régie spécifique à cette activité. Elle est enfin complétée du bâtiment du marché.

Article 28 Concours financier de la commune

Dans les conditions fixées par l'article L.2224-2 du code général des collectivités territoriales, la commune peut verser une contribution au budget de la régie pour assurer un équilibre financier. Cette contribution ne peut se traduire par la compensation pure et simple d'un déficit de fonctionnement.

Le montant de la contribution est proposé par la régie. Par une délibération motivée, la commune fixe les règles de calcul et les modalités de versement des dépenses du service prises en charge par la commune, ainsi que le ou les exercices auxquels elles se rapportent.

En cas de différence entre le montant proposé par la régie et celui décidé en Conseil municipal, le Directeur soumet, dans les meilleurs délais au Conseil d'Administration, une révision budgétaire se conformant obligatoirement au vote de la commune sur le montant de sa contribution.

Article 29 Emprunts, subventions et financements participatifs

La régie est habilitée à contracter des emprunts auprès de tous les organismes prêteurs. Elle peut également recourir à des modes de financements participatifs (mécénat, crowdfunding...) et est autorisée à contracter des lignes de trésorerie. Le recours à un emprunt devra être

La régie est autorisée à accepter des subventions, apports ou dotations, faits par des personnes morales ou physiques. La décision d'acceptation relève de la compétence du Conseil d'Administration.

La régie est autorisée à recevoir, en règlement de ses créances, des effets de commerce acceptés, les endosser ou les remettre à l'encaissement. Les effets ainsi reçus peuvent être escomptés conformément aux usages du commerce.

L'emprunt en cours suivant transféré par la commune sera remboursé par la régie : emprunt AI n° 9524939 (budget annexe parc des expositions).

Caractéristiques du prêt :

Montant du Prêt : 425 752,56 € (Quatre cent vingt cinq mille sept cent cinquante-deux euros cinquante-six)	Commission d'engagement : 400,00 € (Quatre cents euros)
MISE A DISPOSITION DES FONDS	
Versement intégral des fonds le : 25/03/2015	
PHASE D'AMORTISSEMENT DES FONDS	
Taux d'intérêt du Prêt : taux fixe de 1,79 % l'an	Base de calcul : 30/360
Durée de la phase d'amortissement : 10 ans	Mode d'amortissement : progressif
Date du Point de départ de l'Amortissement correspond à la date de Versement des Fonds	Périodicité des échéances : trimestrielle
Montant de la 1ère échéance : 11 648,57 €	Date de la Première Echéance : 25/06/2015
Le Taux effectif global du Prêt est égal à :	
1,82 % l'an	soit un taux de période de 0,46% pour une période trimestrielle

Le capital restant dû au 25 décembre 2021 sera de 146 792,24 euros.

Article 30 Dépôt des fonds

Les fonds de la régie sont déposés au Trésor. La régie peut néanmoins se faire ouvrir des comptes de dépôt dans un établissement de crédit après autorisation du Directeur départemental des Finances publiques.

Un compte de dépôt de fonds sera créé par activité, avec sa régie de recettes et d'avances associée : office de tourisme, marché et Parc des Expositions.

Article 31 Gestion des crédits non engagés

Les crédits budgétaires de la section d'exploitation du budget non engagés à la clôture de l'exercice ne peuvent être reportés au budget de l'exercice suivant.

Les dépenses de la section d'exploitation régulièrement engagées, non mandatées et pour lesquelles il y a eu service fait au 31 décembre calendaire, sont notifiées par le Directeur au comptable et rattachées au résultat de l'exercice qui s'achève.

Les crédits budgétaires de la section d'investissement du budget régulièrement engagés et correspondant à des dépenses non mandatées pour lesquelles il y a eu service fait au 31 décembre calendaire sont notifiés par le Directeur au comptable et reportés au budget de l'exercice suivant.

Article 32 Affectation du résultat

Article 32.6 *Affectation du résultat excédentaire*

Le résultat excédentaire est affecté :

- En priorité, pour le montant des plus-values de cession d'éléments d'actifs, au financement des mesures d'investissement ;
- Pour le surplus, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement apparu à la clôture de l'exercice précédent et diminué du montant des plus-values de cession d'éléments d'actifs ;
- Pour le solde, au financement des dépenses d'exploitation ou d'investissement, en report à nouveau ou au reversement à la collectivité locale de rattachement.

Pour l'affectation au financement des dépenses d'investissement, l'exécution de la décision budgétaire de reprise des résultats, adoptée par le Conseil d'Administration, se fait par l'émission d'un titre de recettes. La délibération affectant le résultat excédentaire est produite à l'appui de la décision budgétaire de reprise.

Article 32.7 *Affectation d'un résultat déficitaire*

Lorsque le résultat est déficitaire, il est ajouté aux charges d'exploitation de l'exercice.

Article 33 Compte de fin d'exercice

Article 33.8 *Le compte financier*

A la fin de chaque exercice le Directeur fait établir le compte financier par le comptable. Ce dernier est transmis au Conseil d'Administration en annexe du rapport annuel d'activité. Le Conseil d'Administration arrête le compte financier. Le compte, affirmé sincère et véritable, daté et signé par le comptable, est présenté au juge des comptes et transmis pour information à la collectivité de rattachement dans un délai de deux mois à compter de la délibération du Conseil d'Administration.

Article 33.9 *Le contenu du compte financier*

Le compte financier comprend :

- la balance définitive des comptes,
- le développement des dépenses et recettes budgétaires,
- le bilan et le compte de résultat,
- le tableau d'affectation des résultats,

- la balance des stocks établie après inventaire.

Chapitre 3 Gestion des biens

Article 34 Apport en nature et immobilisations

La commune met à la disposition de la régie les biens mobiliers et immobiliers nécessaires à son fonctionnement. Ces mises à disposition peuvent prendre trois formes : l'apport, la location ou la remise en pleine propriété.

Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur nette comptable.

Article 34.10 *Les biens apportés par la Commune en dotation*

Les biens apportés par la commune au titre de la dotation initiale ou des dotations ultérieures font l'objet d'un inventaire et d'un état des lieux contradictoire précisant leur consistance et leur état. Le procès-verbal de l'état des lieux est annexé aux présents statuts.

Pour ces biens la régie assure tous les droits et obligations du propriétaire, à l'exception, du pouvoir d'aliéner. La régie assure tous les pouvoirs de gestion : entretien, renouvellement et extension. La régie peut louer ces biens et bénéficier des recettes subséquentes.

Article 34.11 *Les biens mis à disposition par la commune en location*

Les conditions de location des biens mis à disposition par la commune sont précisées par des conventions de mise à disposition particulières.

Article 34.12 *Les biens remis en pleine propriété par la commune*

Les biens remis par la commune en pleine propriété font l'objet d'un inventaire et d'un état des lieux contradictoire précisant leur consistance et leur état. Le procès-verbal de l'état des lieux est annexé aux présents statuts. Pour ces biens, la régie assure tous les droits et obligations du propriétaire. A ce titre, la régie assure tous les pouvoirs de gestion et, en particulier, l'entretien, le renouvellement et l'extension.

La régie peut autoriser l'occupation des biens ; elle en perçoit les fruits et les produits.

Elle se substitue à la commune dans les droits et obligations découlant des contrats que cette dernière a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens apportés.

Article 35 Biens propres de la régie

La régie peut acquérir des biens meubles ou immeubles soit sur ses fonds propres, soit au moyen de subventions ou d'emprunt. Un inventaire spécifique des biens propres de la régie devra être tenu.

La régie peut vendre les biens propres de son domaine privé. Les sommes provenant de cette transaction donneront lieu à la constatation comptable de plus ou moins-value de cession au profit de la régie.

La régie peut également louer ou sous-louer ses biens propres.

Article 36 Personnel mis à disposition par la commune

Pour l'accomplissement des missions de service public de la régie, la commune peut mettre à disposition des agents municipaux à titre permanent. La régie établit, à l'issue de chaque année écoulée, un rapport relatif à l'exécution des missions dévolues à ces agents, qu'elle remet à la commune.

Titre 4 Contrôles de la régie

Article 37 Contrôle de l'activité de la régie

Le Directeur rédige annuellement un rapport d'activité conformément à l'article 15. Ce rapport est transmis à la commune dans les deux mois suivant son approbation par le Conseil d'Administration et, au plus tard, avant le 30 juin de l'année N+1.

La commune peut, à tout moment, demander toutes justifications concernant l'accomplissement des obligations de la régie.

Titre 5 Fin de la régie

Article 38 Fin de la régie

L'exploitation de la régie prend fin lorsqu'une délibération du Conseil municipal est prise en ce sens.

La délibération du Conseil municipal décidant de renoncer à l'exploitation de la régie détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de celle-ci. Les comptes sont arrêtés à cette date. L'actif et le passif sont repris dans les comptes de la commune.

Le Maire est chargé de procéder à la liquidation de la régie. Il peut désigner par arrêté un liquidateur dont il détermine les pouvoirs. Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au Préfet du département, siège de la régie, qui arrête les comptes.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Cette comptabilité est annexée à celle de la commune. Au terme des opérations de liquidation, la commune corrige ses résultats de la reprise des résultats de la régie, par délibération budgétaire.

Lorsque le fonctionnement de la régie compromet la sécurité publique ou lorsque la régie n'est pas en état d'assurer le service dont elle est chargée, le Directeur prend toutes les mesures d'urgence en vue de remédier à la situation en cause. Il rend compte des mesures prises à la prochaine réunion du Conseil d'Administration. A défaut, le Maire peut mettre le Directeur en demeure de remédier à la situation.

Si l'atteinte à la sécurité publique persiste ou si les mesures prises se révèlent insuffisantes, le Maire propose au Conseil municipal de décider la suspension provisoire ou l'arrêt définitif des opérations de la régie. Dans ce cas, les dispositions des articles R. 2221-16 et R. 2221-17 du Code général des collectivités territoriales s'appliquent.

Madame OTHABURU :
Comme il est convenu dans la convocation nous avons sollicité la présence de M Savelli qui est le consultant du groupe Stratorial et qui va vous expliquer la création de ce nouvel EPIC et qui répondra si besoin à toutes les questions que vous poserez.

Monsieur SAVELLI :

Bonjour, je vous remercie pour votre invitation et j'ai effectivement le plaisir de vous présenter les enjeux de ces 7 à 8 mois de travail collectif et intense, pour arriver à cette version définitive que vous avez validée lors d'une délibération de principe au mois de septembre.
Je vais axer mon propos sur 3 points principaux, qu'est-ce que l'EPIC et quelle est cette nouvelle structure, quel est son objet pourquoi on a retenu cette proposition de forme juridique, quelles sont ses missions et comment est-ce que la structure financière de cette structure a été construite dans un 2ème temps au regard de ses missions.

Un EPIC c'est une gestion, une émanation de la commune, l'EPIC c'est une structure qui est créée, modifiée, contrôlée et dissoute par le conseil municipal.
En ça il diffère notamment d'un mode de gestion que vous avez connu qui est la société d'économie mixte qui gérait votre parc des expositions.
Pour le coup le mode d'administration est différent car dans une SEM on est mis en concurrence et on gère un contrat, on gère une délégation de service public.
Le conseil municipal se voit présenter comme vous le savez le rapport annuel d'activités, mais n'a pas de contrôle direct sur la structure.

Un EPIC est contrôlé directement à travers ses statuts créés et soumis à votre vote mais également à travers le rendu du rapport annuel d'activités, à travers la majorité des élus au CA et à travers ses différents organes de gouvernance qui sont détaillés dans les statuts avec un conseil d'administration qui intègre aussi des sociaux professionnels mais qui les intègre dans des structures de travail, des commissions.
Dans ces organes il y a dans cette structure 2 fois plus de socio professionnels que dans l'EPIC OT aujourd'hui.
L'EPIC a aussi dans ses missions, vous l'avez vu la fonction d'être un organe inscrit dans les réseaux, pourquoi ? parce qu'il est chargé d'attractivité et de développement territorial.
Il a pour mission d'inscrire la politique du conseil municipal dans l'ensemble des réseaux qui permettent le développement touristique, commercial et économique de la commune.

Quels sont du coup ses fondements juridiques ?, on est parti d'une réflexion qui était de dire simplement, aujourd'hui l'attractivité dépasse les fonctions de l'OT et les fonctions définies par le code du tourisme.
Votre EPIC était fondé sur le code du tourisme et donc il était limité aux fonctions traditionnellement définies par l'article 133-3 du code du tourisme qui inclut notamment la gestion des équipements touristiques mais qui ne permettait pas de faire la connexion avec le restant de l'objet de l'attractivité qui est le commerce, l'artisanat et la gestion du marché.
C'est pourquoi on a souhaité la dissolution de l'EPIC OT pour aller vers un EPIC fondé sur le code général des collectivités territoriales, ce qui permet au regard de la clause de compétence générale, d'appréhender l'ensemble de l'attractivité territoriale.
Cela me paraît important d'y revenir pour situer les missions de ce nouvel établissement, et les différencier de l'établissement que vous avez connu qui était l'EPIC OT.
L'attractivité territoriale c'est la notoriété, c'est rayonner et promouvoir, donc de ce fait on est dans les missions assez classiques de l'OT.

Par contre, le pendant de la notoriété c'est attirer, c'est l'attractivité au sens propre du terme, attirer des personnes, une commune est là pour attirer des commerces, des habitants, pour délivrer un service public, et donc pour ça il faut attirer des personnes.
Elles contribuent à l'ensemble des ressources de la collectivité et il faut attirer des capitaux et pour ça il faut développer une stratégie de marque territoriale et une stratégie d'attractivité.

L'OT, par ses statuts, ne pouvait pas faire ces différentes missions, donc on a décidé de fonder cet EPIC sur le code général des collectivités territoriales, et parce que l'on change de fondement juridique on est obligé de dissoudre l'ancienne structure pour en recréer une nouvelle et non pas simplement lui adjoindre une nouvelle mission qui est celle de la gestion du commerce, de l'artisanat et du marché à ses missions existantes.
L'idée et de rajouter une nouvelle mission par rapport aux missions actuelles, puisqu' il me paraît important de rappeler et de resituer que l'intégration d'équipements et de missions connexes aux missions traditionnelles de l'OT a commencé dès 2019 lorsque la SEM qui gérait le parc des expositions a été dissoute et que la commune a fait le choix de confier le parc expositions à l'OT.
Dès lors on a démarré cette stratégie de confier à un établissement pluridisciplinaire la logique d''attractivité en connectant le tourisme réceptif avec le tourisme d'affaires. Aujourd'hui l'enjeu de ce projet c'est d'y ajouter tout le volet commerce, artisanat et développement commercial et de faire la connexion que les textes appellent la connexité des différentes missions d'un EPIC en ajoutant le commerce et l'artisanat.
Là on définit dans ce cadre-là la structure budgétaire du futur établissement puisque cette structure budgétaire est construite à travers une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens qui sera soumise à votre vote et qui définit les missions mais annuellement.
C'est le moyen qui permet au conseil municipal après avoir évalué le travail de sa structure de lui confier ses moyens et de repréciser au besoin ses objectifs année par année.

On est sur un contrôle poussé du conseil municipal d'une structure qui est l'émanation de la commune et pour la traçabilité et la réorganisation de la structure budgétaire, le choix était fait d'avoir 2 budgets annexes dans cette structure simplement parce que l'on avait des flux croisés, Le Budget principal de la structure sera celui de l'OT.
La mission principale de la structure reste bien l'OT mais pour ça il est financé notamment par le reversement de la taxe de séjour, et puis ensuite on avait aujourd'hui le parc des expos. Le Parc des expositions si l'EPIC OT l'exploitait, il finançait aussi au budget annexe de la commune le volet investissement, il finançait le passif pour payer l'emprunt résiduel et il finançait également l'amortissement des immobilisations. De ce fait on avait une sorte d'anomalie du point de vue budgétaire avec un flux croisé et finalement une gestion qui était entièrement à la charge de l'OT depuis 2019 bien qu'il réside un budget annexe dans les comptes de la commune, et de ce fait l'idée a été de rationaliser cette organisation budgétaire pour éviter ces flux croisés et donc de dire, puisque c'est l'OT qui depuis 2019 finance cet ensemble, alors dissolvons le budget annexe de la commune qui n'a plus lieu d'être et ayons un budget d'investissement pour le parc des expos dans l'EPIC qui le gère.
Le deuxième budget annexe c'est celui de l'office du commerce et de l'artisanat qui permet à la fois d'être financé par les recettes du marché et qui permet donc de faire tout ce développement de l'animation commerciale en lien dans l'objectif d'élargir l'activité économique sur l'ensemble des 4 saisons en lien avec toute la stratégie d'animation, la stratégie d'évènementiels et la stratégie d'attractivité du territoire parce que les marchés sont un élément constitutif de l'attractivité d'un territoire touristique comme le vôtre et contribue à la redynamisation du commerce local et des centres bourgs.

Ces objectifs que M le Maire nous a assignés dans le projet de construction que l'on a proposé sont les objectifs de l'Etat d'abord.
On sait que l'Etat à travers ces différents contrats pousse aujourd'hui les collectivités, dans l'esprit, à redynamiser leurs centres-bourgs, favoriser les circuits courts économiques, le dynamisme des petits commerces, des PME, des artisans à travers la redynamisation des centres-bourgs avec un objectif qui est celui d'éviter les friches commerciales qui deviennent une vraie plaie aujourd'hui dans le paysage, l'économie et ce notamment en vue d'atteindre les objectifs que vous connaissez, celui dont les décrets vont bientôt sortir qui est le « zéro artificialisation nette » à échéance de quelques décennies.
Pour ça il faut éviter de consommer du foncier et redynamiser les centres-bourgs pour éviter les mobilités liées à des services que l'on pourrait trouver localement et pour lesquels on est obligé de se déplacer en véhicules individuels un petit peu plus loin que son centre bourg de proximité, ce qui est toujours dommage.

En synthèse je suis disponible pour répondre à l'ensemble de vos questions, n'hésitez pas, sur le fondement juridique, sur la partie budget, aujourd'hui c'est un établissement qui a été créé avec une trajectoire, un budget à 5 ans, une construction budgétaire et qui vise, à travers les synergies opérationnelles mais aussi d'attractivités créées, à réduire la dépendance et la contribution de la commune notamment au parc des expos, puisque l'idée est que les synergies développées permettent d'arriver à 5 ans à un autofinancement du parc des expos et à améliorer de manière générale l'attractivité du territoire communal.

Monsieur le Maire :
Avant de lire la délibération avez-vous des questions ?

Monsieur MURET :
On est dans un cadre un peu particulier avec une parenthèse d'un intervenant expert qui vient dans un conseil municipal, qui est en quelque sorte suspendu le temps de son intervention, ce que je réclame c'est de pouvoir vous poser les questions avoir vos réponses et après faire mon intervention.

Monsieur le Maire :
Vous faites ce vous avez à faire, après Mme Delmas vous pourrez intervenir si il y a des réponses ou si vous n'avez pas tous les éléments.
Ce que vous voulez surtout c'est exister…..

Monsieur MURET :
J'ai des éléments à recueillir et après ça, grâce à ça, je pourrai faire mon intervention et expliquer mon vote, c'est simplement ça que je réclame.

On a compris avec votre explication que vous avez été missionné il y a déjà quelques mois, ce qui n'était pas apparu dans les éléments que nous avions le 23/09 lors de la 1ère délibération. Qui a mandaté votre mission ? la ville, l'ancien EPIC ? Forcément vous étiez intervenu sur la préparation préalable de cette délibération que vous avez qualifiée « de principe » du 23/09.
Votre expertise en la matière selon vous, cette délibération du 23/09 qui pour nous est apparue comme assez clef, vous est-elle apparue suffisamment précise et suffisamment fondée en Droit, par rapport à tous les éléments qui étaient manquants dans cette délibération ?

Monsieur SAVELLI :
Je vais vous répondre au fur et à mesure, j'ai été missionné par l'EPIC, aujourd'hui c'est bien une transformation de l'EPIC OT en une nouvelle structure qui vise à transformer ses missions.
Effectivement je vous confirme que pour que l'on puisse présenter une délibération en conseil municipal au mois de septembre avec un projet de structure, avec un fondement juridique, avec un projet financier si il faut d'abord présenter les principes au conseil municipal , on a bien sûr construit l'ensemble des éléments en parallèle avec une trajectoire et avec des objectifs et des moyens qui étaient en interaction et en itération avec le volet juridique et le volet stratégique et attractivité locale.
Oui, je vous le concède pour arriver à une présentation d'un rapport qui visait à valider les principes pour ensuite rentrer dans tout le détail et avoir comme c'était prévu dès le départ, un deuxième temps cette présentation finale avant la fin de l'année , oui effectivement il nous a fallu plusieurs mois de travail avant de vous présenter ces principes, on n'est pas venus devant l'ensemble de la représentation communale avec juste une idée en disant voilà comment on va la travailler et la développer ensuite.
Oui, on a commencé à travailler au mois de mai ou juin sur ce projet, parce qu'il fallait présenter une idée bien développée avec un concept, une trajectoire budgétaire de façon à éclairer le conseil sur l'intérêt de cette structure après il y a beaucoup de travail pour finaliser mais en parallèle enclencher, une fois que l'on a la validation de principe du conseil, l'ensemble des démarches administratives parce qu'il ne s'agissait pas de faire évoluer une structure existante mais d'en changer le fondement juridique pour pouvoir mettre en œuvre un projet stratégique.
Sur la question de la justification en droit, oui, très clairement vous pouvez vérifier, il y a 2 types d'EPIC, 2 types de fondements juridiques soyez en sûr on ne vous a pas proposé une solution qui n'était pas légale c'est une évidence.

Monsieur MURET :
Il me reste une interrogation assez forte sur le transfert des droits d'occupation du domaine public générés par le marché municipal envers cet EPIC.
Pour moi ils ne me semblent pas suffisamment formalisés pas suffisamment actés par le conseil municipal et ce faisant on transfère un exercice d'une compétence municipale totalement envers cet EPIC et j'aurais souhaité vous entendre là-dessus.

Monsieur SAVELLI :
Il me semble qu'il y a 2 pans dans votre question, le premier : la nature des biens, l'occupation du domaine public, on est sur une affectation de biens, il n'y a pas de transfert de propriétés, de compétences, on est bien sur un bien que l'on met à disposition de sa propre structure pour exploiter le service.
Une affectation de biens, du point de vue comptable, je n'ai pas envie de faire trop technique comptable, mais c'est neutre dans le bilan.
Vous savez que la comptabilité M4, puisque l'ensemble des budgets de cet EPIC seront de norme comptable M4 pour les services publics industriels et commerciaux, cette comptabilité est présentée classiquement comme les budgets communaux sous la forme d'un budget de fonctionnement et d'investissement, mais lorsque vous regardez les annexes du compte de gestion, le contenu par le comptable, vous avez cette même présentation qui concorde sous la forme d'un compte de résultat et d'un bilan actif-passif. C'est dans le bilan que l'on retrouve l'ensemble des biens affectés et c'est neutre car les biens que l'on prête à la structure de la même manière qu'on les prêtait auparavant à la SEM pour quelle puisse les exploiter rentre dans l'actif, par des comptes 22 et ressortent dans les autres fonds propres par des comptes 29.

C'est neutre dans le bilan simplement on valorise aujourd'hui le bien avec sa valeur nette comptable tel qu'il est dans les comptes de la commune, dans les comptes de celui qui gère, c'est ce que l'on fait avec tout EPIC ou toute société satellite d'une collectivité.

Madame DELMAS :
Merci monsieur de toutes ces explications qui à mon sens arrivent avec 3 mois de retard.
Je déplore que vous ne soyez pas venu il y a 3 mois, vous avez dit que vous étiez sur ce projet depuis le mois de juin, effectivement il nous a été fait une présentation succincte de principe de ce projet de création d'EPIC et à ce moment-là nous avions demandé au mois de juin, est ce que l'on aura l'approche budgétaire comptable , vous avez dit oui et quelle a été notre surprise quand on nous a demandé de voter la création d'un nouvel EPIC et d'approuver les statuts.

Madame OTHABURU :
Je vous rappelle qu'au mois de septembre nous présentions une délibération de projet de statuts et que nous avions bien précisé que les statuts seraient finalisés pour le mois de décembre.
Nous sommes tout à fait dans les clous de ce que l'on avait prévu.

Madame DELMAS :
Non, j'ai le compte rendu sous les yeux, vous m'avez reproché « vous êtes en train de faire pendant un conseil municipal un conseil d'administration, en fait aujourd'hui c'est une délibération sur le projet des statuts » mais vous dites « le 1er CA votera les statuts qui seront complétés »
Vous êtes en train de nous dire que c'était le CA du futur établissement qui devra voter les statuts définitifs ? Alors que les statuts doivent être votés par le conseil municipal.

Monsieur SAVELLI :

Une précision, effectivement aujourd'hui si le budget, la trajectoire est construite, naturellement ça se prépare et se travaille, le conseil a la charge de créer la structure et de voter ses statuts et le CA votera le budget lors de sa première réunion, mais pour ça il faut créer la structure.

Madame DELMAS :
Absolument mais là il était question de statuts, il y avait donc une erreur.

En préambule des remarques sur la forme :
Un changement de commission, précédemment dans la commission administration générale et aujourd'hui commission rénovation urbaine, c'était probablement une erreur d'affectation, néanmoins ce changement de membres de commission ne favorise pas la bonne compréhension du dossier, son étude pour un avis éclairé de la commission. Les commissions servent à quelque chose et si on change de commission pour le suivi….

Madame OTHABURU :
Je vous rappelle que la commission s'appelait rénovation urbaine, aménagement de l'espace développement économique et touristique et que la délibération de septembre était bien dans cette commission.
Par contre si vous ne venez pas aux commissions vous n'êtes pas forcément au courant.

Madame DELMAS :
Je suis désolée, cette remarque est malvenue, car je suis présente à toutes les commissions à laquelle j'appartiens.

Monsieur SAVELLI :
Il y avait dans la 1ère délibération une étape absolument incontournable elle faisait aussi suite au comité technique de la commune qui permettait d'engager le procès de mise à disposition du personnel, le comité technique s'était déroulé quelques jours auparavant cette séance de principe, donc effectivement on avait bien deux temps prévus dès le départ. Un 1er temps purement administratif pour dire les dates, le transfert du personnel, qu'on met à disposition ou pas qui du point de vue externe peut expliquer peut-être un travail avec deux commissions.
La deuxième après avoir engagé le principe et finalisé, le travail porte véritablement sur l'acceptation du choix et la mise en œuvre de la stratégie de développement territorial.
Voilà comment on a construit la démarche de projet.

Madame DELMAS :
Merci de votre réponse, elle est cohérente et me rassure, j'étais bien présente à la commission, et ce projet avait bien été présenté à cette commission.
L'intitulé de la délibération : approbation des statuts définitifs, là je ne partage pas contrairement à ce que vous écrivez dans cette nouvelle délibération…….

Monsieur le Maire :
Mme Delmas on va lire la délibération maintenant, et après vous interviendrez et vous poserez les autres questions après.

Madame OTHABURU :
Lecture de la délibération

Madame DELMAS :
Je reviens sur la forme, L'intitulé de la délibération : approbation des statuts définitifs. Contrairement à ce que vous écrivez dans cette nouvelle délibération, dans la délibération du 23 septembre 2021 vous nous avez demandé d'approuver les statuts du nouvel EPIC, sans bien sûr préciser qu'ils étaient provisoires ni mentionner « projet » sur le document transmis.
En fait Monsieur le Maire il est nécessaire aujourd'hui de délibérer à nouveau car il y a une requête en annulation enregistrée au tribunal administratif.
Sur le fond, l'accompagnement du cabinet Stratorial pour je cite « finaliser les détails juridico-budgétaires » tout ce qui a été présenté longuement, précisément pour moi ne sont pas des détails juridico-budgétaires, c'est le cœur même du projet.
Ces détails permettent de donner enfin la vision des impacts budgétaires et patrimoniaux pour la ville et le nouvel EPIC.
Nous avons également à travers la CPOM, dont nous avions d'ailleurs demandé le projet l'étendue des concours apportés par la ville et les échanges financiers, subvention d'équilibre, mise à disposition des locaux, les inventaires des locaux …
On note quelques modifications au passage comme l'ajout du camping municipal et l'aire de camping-car de Cazaux .
A l'issue des éléments transmis, nous avons quelques remarques/interrogations :

- Aucune redevance n'est versée en contrepartie de la mise à disposition gratuite du marché couvert et non couvert, valeur nette comptable de 5.4 millions d'euros, ni du parc des expositions soit 42 606 M². A ce sujet dans l'inventaire il est fait état de 28840M² et 13 766 M² et dans la convention il est mentionné une mise à disposition de seulement 28840 M² Qu'en est-il, c'est la convention qui est à hauteur de 18 000 ou c'est un oubli ?

Monsieur SAVELLI :
Pouvez-vous répéter ce dernier point, je n'ai pas compris

Madame DELMAS :
Sur le dernier point j'ai constaté que dans la convention de mise à disposition du parc des expos, vous mentionnez 28 000M² alors que dans l'inventaire que vous faites, joint, vous mentionnez 42600M², ma question, quelle est la mise à disposition en fait la totalité, les 42000M² ou les 28000m².

Monsieur SAVELLI :
Je n'ai pas l'intégralité des surfaces et des plans cadastraux dans la tête, mais je pense que tout simplement il y a 2 parties, puisque c'est comme ça qu'est construit l'inventaire comptable de la collectivité, il y a la partie du parc à proprement parler, il y a les parkings et il y a les terrains attenants qui ne sont pas amortis, ils sont mis pour leur valeur nette comptable initiale et brute dans les comptes et dans la valorisation.
Je pense que l'on est simplement sur plusieurs éléments d'une somme qui fait 42 000M² au total.

Madame DELMAS :
Donc la mise à disposition elle porte sur quoi, la totalité ?

Monsieur SAVELLI :
Elle porte sur la totalité, puisque aujourd'hui le terrain sur lequel notamment il y a les stationnements et attenants donc, la mise à disposition porte sur la totalité du périmètre, puisque à travers ce périmètre il y a aussi la notion d'entretien et de gestion, on ne peut pas séparer les parkings du parc.

Madame DELMAS :
Dans la convention de mise à disposition il faudra donc vérifier et modifier. C'est le document que vous nous avez transmis

Monsieur SAVELLI :
Je n'ai pas en tête cela mais s'il y a besoin on modifiera, mais l'inventaire comptable de la collectivité c'est bien l'intégralité….

Madame DELMAS :
C'est-à-dire il y avait les 2 parcelles 13000 et 28000 ce qui fait 40000M² donc ma question c'était pourquoi la convention de mise à disposition ne porte que sur 28000M².

Monsieur SAVELLI :
Je pense que c'est simplement une petite coquille, puisqu'elle porte sur l'ensemble du périmètre il n'y a aucune raison particulière.

Madame DELMAS :
La ville versera en plus des taxes de séjour diminuée des 10%, une subvention annuelle pour 2022 de 64 000 €, ce montant correspondant à la valorisation du soutien logistique technique et administratif apporté par la ville que devra verser l'EPIC. Il y a un échange financier qui a été valorisé ….

Monsieur SAVELLI :
Ce n'est pas la ville qui verse à l'EPIC, c'est l'EPIC qui verse à la ville et effectivement on a dans la convention de moyens, cette idée de mutualiser au maximum un certain nombre de fonctions, ne pas recréer des services dans l'EPIC qui existent dans la ville et qui gère déjà aujourd'hui, comme le prévoient les textes on valorise le temps-agent avec le descriptif très précis de chacun des services dont un certain nombre de personnels sont mis à disposition et on valorise parce que cette mise à disposition fait l'objet d'un remboursement de la part de l'EPIC à la ville.

Madame DELMAS :
Cela a été estimé à 64 000€, mais j'ai lu aussi que la ville versera en plus des taxes de séjour 64 000€ à l'EPIC, c'est une subvention ?

Monsieur SAVELLI :
La ville verse un certain nombre de concours, on a le budget principal et ensuite on est pas sur des activités aujourd'hui lucratives, on est sur une trajectoire d'établissement qui vise à autonomiser tout ce qui est directement équilibrable en terme de développement commercial et de vente de prestations de services, donc il y a un concours budgétaire, la taxe de séjour ne suffit pas, donc la ville a des prestations mutualisées qui ont une valeur qui font l'objet d'une rétribution , elle verse 90% de sa taxe de séjour parce que vu que ce n'est pas un EPIC OT il ne peut pas directement percevoir la taxe de séjour de ce fait là elle est collectée par l'EPIC mais encaissée par la commune qui a une régie pour cela et à côté de ça elle garde 10% de frais de gestion car aujourd'hui la commune va avoir des frais pour gérer la partie qui lui incombe après la préparation de l'EPIC, donc elle garde 10% du montant et elle a valorisé son apport en prestations à cette somme.

Madame OTHABURU :
On déborde, c'est sur la 2ème délibération ce dont vous parlez….
On reste sur la première pour l'instant pour que l'on s'y retrouve

Madame DELMAS :
Non, monsieur est là pour me répondre, donc je vais ré intervenir alors….

Monsieur le Maire :
On va lire la délibération Mme Delmas on va faire délibération par délibération, c'est la dernière question que vous posez ensuite on va voter la première délibération

Madame DELMAS :
J'ai deux interrogations qui subsistent qui rejoignent un petit peu ce qu'a dit M Muret : le non passage en commission de délégation de services publics car il y a bien transfert d'un service municipal à la gestion du marché municipal.
Il y a bien un transfert de service municipal au nouvel EPIC, pourquoi vous avez jugé et sur quoi s'appuie de ne pas le passer en commission de DSP ?

Monsieur SAVELLI :
Ce n'est pas une DSP c'est pour cela que ce n'est pas passé en commission, le parc quand il était à la SEM c'était une DSP, là on est sur un autre mode de dévolution, ce n'est pas passé en commission DSP mais en commission des services publics locaux puisque ça traite des modes de gestion des services publics et pas spécifiquement des DSP.
La raison est uniquement celle-là, tout à l'heure dans votre introduction vous parliez des concours financiers et vous avez évoqué un point sur lequel je n'ai pas répondu c'est la dotation initiale.
La dotation initiale : pourquoi on n'avait pas dans le 1er projet de statuts, c'est parce que on ne l'avait pas parce que cette dotation initiale c'est le solde du compte de gestion de l'EPIC tel qu'il est aujourd'hui. Cet EPIC il a sa propre trésorerie et dans le montage budgétaire et financier on a toujours 2 sujets, pour ne pas amputer la trésorerie qui est le fruit de l'histoire on est parti d'une dotation initiale qui correspond au montant du compte au trésor de l'actuel EPIC OT sans en fait modifier ce compte.
Vous pouvez regarder le montant du compte de gestion 2020 vous retrouverez le montant que vous allez voter.

Madame DELMAS :
Excusez-moi monsieur, mais heureusement que l'on n'attend pas d'avoir précisément le montant, vous pouviez très bien faire un arrêté provisoire comme ça se fait généralement, et vous indiquiez un montant et ça aurait permis de préciser les choses et après il y a l'arrêté définitif quand le transfert s'opère au 31 décembre.
Ce n'est pas pour rien s'il y a des arrêtés provisoires comptables dans ce sens.

Monsieur SAVELLI :
Faut –il que les comptables publics les fassent et effectivement il y avait tellement de sujets à voir avec cette transformation de structure, nomenclatures comptables etc.….

Madame DELMAS :
C'était pas la raison on n'attend pas d'avoir précisément le montant on peut faire un arrêté provisoire….

Monsieur SAVELLI :
C'est théoriquement impossible je vous l'accorde mais pour le coup on a traité d'autres sujets….

Monsieur le Maire :
Mme Delmas, maintenant on va mettre cette délibération au vote…….

Madame DELMAS :
Non, vous ne m'avez pas répondu, le marché municipal n'est pas géré par la SEM vous avez fait une confusion…..

Monsieur SAVELLI :
Non je parlais du parc, le marché n'est pas géré par une DSP donc…..

Madame DELMAS :
Je ne vous ai pas parlé de la DSP je vous ai parlé pour le marché municipal…..

Monsieur SAVELLI :
Je vous ai répondu, ce n'est pas une DSP

Madame DELMAS :
Vous m'avez parlé de la SEM, je ne vous ai jamais parlé ….

Monsieur SAVELLI :
Non j'ai dit que contrairement au parc anciennement quand il était géré par la SEM sous forme de DSP on n'était pas là dans le cadre d'une DSP pour le marché….

Madame DELMAS :
Je vous ai parlé du marché municipal, je ne vous ai jamais parlé du parc des expos

Monsieur SAVELLI :
C'est pour ça que je vous explique qu'on n'est pas dans le cadre d'une DSP, que l'on n'est pas dans le même cas de figure que celui que vous avez connu pour un autre service et que donc c'est passé en CCSPL.

Monsieur le Maire :
Merci Monsieur Savelli Mme Delmas je voudrais que vous gardiez votre calme, aujourd'hui vous êtes en train de réaliser que ce que nous faisons c'est sérieux, c'est prouvé et re-prouvé vous êtes aujourd'hui à chercher des détails, pinailler.
Nous allons voter, il n'y a plus d'intervention sur cette délibération. M Muret vous parlerez à la prochaine délibération

Monsieur DUCASSE :
C'est tellement le bordel….. que je m'échappe un moment ce n'est pas sérieux, c'est de l'à peu près…..

Monsieur le Maire :
Vous plaisantez, vous vous l'êtes sérieux ?, vous êtes pris à votre propre piège, donc vous dites c'est de l'a peu près, M Ducasse vous fonctionnez comme ça, nous allons voter

Oppositions : M. DUCASSE – Mme MONTEIL MACARD – M. MURET – Mme PHILIP par procuration – Mme DELMAS – M. MAISONNAVE

Abstentions : pas d'absentions

Le dossier est adopté à la majorité.

Rapporteur : Mme OTHABURU **DEL2021-12-595**

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE ET L'EPIC OFFICE DU TOURISME, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE LA TESTE DE BUCH

Mes chers collègues,

VU la loi n'2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires des territoires de montagne et notamment son article 69 codifié à l'article L52l 6-5 du Code général des collectivités territoriales ; (dérogation OT commune classée station de tourisme)

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2221-l (SPIC), L2221-10 (création d'une régie municipale à personnalité morale et financière) ainsi que les articles R2221-27 à 52,

CONSIDERANT qu'en tant que commune classée station de tourisme, la Teste-de-Buch est un territoire touristique majeur du littoral atlantique ; qu'en conséquence il a été jugé nécessaire de conduire une profonde réflexion quant au mode de gestion communal de l'attractivité économique et touristique locale afin de créer une structure chargée de l'attractivité du territoire communal ;

CONSIDERANT que l'efficacité de la gestion de cette attractivité repose dans la création d'une synergie entre différents acteurs publics locaux en charge du rayonnement économique et touristique de la commune, la municipalité souhaite dès lors créer un nouvel établissement public regroupant :

- L'Office de tourisme et ses missions connexes définies en objet des statuts du nouvel EPIC ;
- L'Office du commerce et de l'artisanat ;
- L'organisation et le développement des marchés permanents et saisonniers sur l'ensemble du territoire communal ;
- La gestion des foires, congrès et évènements en matière de tourisme d'affaires ainsi que l'exploitation du Parc des Expositions.

CONSIDERANT que la commune de La Teste de Buch a décidé la dissolution de l'actuel établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) Office de tourisme régi par le Code du tourisme ainsi que la création d'un nouvel EPIC chargé de l'attractivité du territoire en se fondant non plus sur le Code du tourisme mais du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dont le but est d'être une agence locale d'attractivité. De même, les statuts de cet EPIC nous ont été précisés en tenant compte notamment de l'année 2021 sur le plan financier,

La présente délibération a pour objet de préciser de manière opérationnelle pour les trois prochaines années, l'ensemble des objectifs définissant :

- Le champ d'action de l'EPCI Office du tourisme, du commerce et de l'artisanat,
- Les objectifs attendus par la ville de La Teste de Buch à travers les missions qu'elle lui confie,
- La nature et l'étendue des concours apportés par la ville de La Teste de Buch et inversement,
- Les échanges financiers entre les deux personnes publiques.

Pour ce faire, est annexée à la présente délibération d'une part, la convention pluriannuelles d'objectifs et de moyens, les conventions ou avenant de mise à disposition des bâtiments, infrastructures et équipements nécessaires ainsi que les inventaires des biens s'y rattachant.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 07 décembre 2021, de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention d'objectifs et de moyens entre la ville de La Teste de Buch et l'EPIC Office du tourisme, du commerce et de l'artisanat de La Teste de Buch,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la présente convention ainsi que tous les documents et actes s'y rattachant et le cas échéant les avenants aux conventions de mise à disposition visées dans la convention d'objectifs et de moyens

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE ET L'EPIC OFFICE DU TOURISME, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE LA TESTE DE BUCH

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La présente délibération a pour objet de préciser de manière opérationnelle pour les trois prochaines années, l'ensemble des objectifs définissant :

- Le champ d'action de l'EPCI Office du tourisme, du commerce et de l'artisanat,
- Les objectifs attendus par la ville de La Teste de Buch à travers les missions qu'elle lui confie,
- La nature et l'étendue des concours apportés par la ville de La Teste de Buch et inversement,
- Les échanges financiers entre les deux personnes publiques.

Dans un souci de clarification et d'une bonne organisation, la Ville propose donc de conclure une convention d'objectifs et de moyens définissant les objectifs attendus par la Ville comme suit :

1. Valoriser la commune
2. Préserver le patrimoine naturel
3. Dynamiser l'économie locale

La Ville a décidé de confier à l'EPIC OT-CA les missions suivantes :

- Gestion managériale, administrative et financière de l'EPIC en étroite collaboration avec les supports et la direction générale de la ville.

- Mise en œuvre d'un plan d'actions au sein de l'office de tourisme au travers de 5 axes : la politique accueil clients, l'animation des réseaux socioprofessionnels, la commercialisation d'une offre touristique, la promotion de la destination, le maintien de la politique qualité à travers la marque qualité Tourisme.

- La création de l'office de commerce et artisanat et l'établissement d'un plan d'actions au travers d'actions commerciales au sein des commerces testerins et en cœur de ville, la création de rendez-vous réguliers avec les différents acteurs économiques testerins, la valorisation du commerce de l'artisanat testerin, le développement du commerce et de l'artisanat au sein de la commune.

- La participation au réseau du club des managers de centre villes est attendue afin de se nourrir des expériences en cours de ce type de démarche d'attractivité économique locale.

- Développer l'offre des Marchés municipaux permanents et saisonniers, créer de nouveaux marchés éphémères et permanents, optimiser la réglementation du Marché : il s'agit de l'un des moyens de mettre en œuvre la politique de l'OCA.

- Mise en place d'une nouvelle stratégie commerciale du parc des expositions visant à optimiser sa rentabilité, lancer une réflexion sur la prospective du Tourisme d'affaires au sein de la commune de La Teste-de-Buch, en relation avec les divers acteurs de la filière du tourisme d'affaires en Gironde (COBAS, Agence départementale…)

- Concourir au développement et à la mise en œuvre de la stratégie touristique du territoire communal en relation avec le développement de la stratégie à l'échelle de la COBAS.

Cette convention précise l'étendue des concours apportés par la Ville à l'EPIC (service juridique, marchés publics, ressources humaines, finances, services techniques, etc) et les biens mis à disposition. Elle précise également, la valorisation financière des concours apportés par la Ville à l'EPIC et de l'EPIC par la Ville.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER les conditions et termes de la convention d'objectifs et de moyens ci-annexée,

- AUTORISER Monsieur le Maire à la signer ainsi que tout acte ou document relatif à cette affaire.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE ET L'EPIC OFFICE DU TOURISME, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE LA TESTE DE BUCH

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch représentée par son Maire en exercice, Monsieur Patrick DAVET, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 14 décembre 2021

Ci-après dénommée « La Ville », d'une part,

ET

L'EPIC OT-OCA représenté par son (sa)Vice-Président (e) en exercice, M……., agissant en vertu de la délibération du conseil d'administration en date du 21/01/2022
Ci-après dénommé « EPIC OT-OCA » d'autre part.

PREAMBULE

VU la loi n'2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires des territoires de montagne et notamment son article 69 codifié à l'article L52l 6-5 du Code général des collectivités territoriales ; (dérogation OT commune classée station de tourisme)

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2221-l (SPIC), L2221-10 (création d'une régie municipale à personnalité morale et financière) ainsi que les articles R2221-27 à 52,

VU la délibération n°2016-12-523 du 13 décembre 2016 par laquelle la commune de La Teste de Buch a décidé de conserver la compétence « Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme » ;

VU le Décret du 4 août 2017 portant renouvellement du classement de la commune de La Teste-de-Buch (Gironde) comme station classée de tourisme ;

VU l'avis favorable du Comité Technique en date du 17 septembre 2021 qui a validé la mise à disposition de 2 agents à 100% par la commune au nouvel EPIC en relation avec les nouvelles missions de celui-ci (marché)

CONSIDERANT qu'en tant que commune classée station de tourisme, la Teste-de-Buch est un territoire touristique majeur du littoral atlantique ; qu'en conséquence il a été jugé nécessaire de conduire une profonde réflexion quant au mode de gestion communal de

l'attractivité commerciale et touristique locale afin de créer une structure chargée de l'attractivité et du développement local du territoire communal ;

CONSIDERANT que l'efficacité de la gestion de cette attractivité repose dans la création d'une synergie entre différents acteurs publics locaux en charge du rayonnement commercial et touristique de la commune, la municipalité souhaite dès lors créer un nouvel établissement public regroupant :

- L'Office de tourisme et ses missions connexes définies en objet des statuts du nouvel EPIC ;
- L'Office du commerce et de l'artisanat ;
- L'organisation et le développement des marchés permanents et saisonniers sur l'ensemble du territoire communal ;
- La gestion des foires, congrès et évènements en matière de tourisme d'affaires ainsi que l'exploitation du Parc des Expositions

Afin de lui permettre d'exercer ses missions, la Ville attribue à l'EPIC une subvention d'équilibre annuelle et lui apporte divers concours permettant d'accompagner et d'optimiser le fonctionnement de l'établissement et l'utilisation de ses ressources mais aussi d'apporter une cohérence globale de gestion des services municipaux et de l'EPIC OT-OCA.

Dans un souci de clarification et de bonne organisation, la Ville et l'EPIC OT-OCA ont décidé de conclure une convention définissant, outre les missions codifiées par le code du tourisme concernant l'OT, les missions connexes matière de développement local en confiées et les objectifs attendus par la Ville envers l'EPIC fondé juridiquement sur le CGCT.

Cette convention prévoit la subvention annuelle d'équilibre du budget ainsi que l'étendue des concours apportés par la Ville à l'EPIC et inversement.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objectifs de définir :

- Le champ d'action de L'EPIC OT-OCA en vertu des textes
- Les objectifs attendus par la Ville à travers les missions qu'elle lui confie
- La nature et l'étendue des concours apportés par la Ville à l'EPIC et inversement,
- Les échanges financiers entre les deux personnes publiques.

Article 2 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans.

Article 3 – Missions réalisées par l'EPIC OT-CA

A La promotion du tourisme à travers un Office de tourisme (dans le cadre des articles 133-1 du code du tourisme et de l'article 69 de la Loi n°2916-1888 du 28 décembre 2016 dite Loi Montagne II), y compris l'entretien du bâtiment qui est le siège de la régie (article 2)

B La gestion des foires, congrès et évènements en matière de tourisme d'affaires ainsi que l'exploitation du Parc des Expositions

C Les fêtes, cérémonies, animations et évènements ne relevant pas de la gestion municipale (convention) sur le territoire de La Teste de Buch, ou impliquant la promotion/communication touristique et économique de la commune en relation avec les partenaires institutionnels tels que la Région, le Département, la COBAS, le SIBA, le Syndicat Mixte du Grand Site, le SMPBA, le Parc Marin, ainsi que les chambres consulaires notamment.

D Le développement et la commercialisation de produits touristiques

E La collecte de la taxe de séjour pour le compte de la commune de La Teste de Buch

F L'organisation et le développement des marchés permanents ou saisonniers sur l'ensemble du territoire communal, y compris l'exploitation du bâtiment du marché ;

G Le service public local de management et développement des centres villes (La Teste, Pyla sur Mer, Cazaux) à travers la fonction d'Office du Commerce et de l'Artisanat, y compris l'adhésion et la représentation du territoire au sein du CMCV (club des managers de centre-ville), comme relais entre les socio-professionnels du commerce et les élus, au service de l'attractivité du territoire

Article 4 – Objectifs et Missions attendues par la Ville

1. Valoriser la commune
2. Préserver le patrimoine naturel
3. Dynamiser l'économie locale par le commerce du centre-ville

Cet ensemble d'objectifs concourt à la consolidation du modèle économique et social de la commune de La Teste-de-Buch, au service d'une vie à l'année dans cette commune marquée par l'existence de plusieurs centralités. En ce sens, il est attendu de l'EPIC qu'il puisse formuler des propositions d'initiatives favorisant *in fine* la vie à l'année et le développement d'activités économiques et touristiques en intersaisons.

Dans une approche de marketing territorial, et en complément des cibles touristiques traditionnelles, il est donc important pour la commune de La Teste-de-Buch que les publics des communes alentours puissent également contribuer au développement économique à travers le développement du commerce, de l'artisanat et des marchés. L'objectif est ainsi de concilier autant que possible développement touristique, développement économique et commercial à l'année, attractivité démographique et accroissement de la qualité de vie des habitants en confortant l'attractivité territoriale de la commune par l'offre commerciale et de services.

La Ville a décidé de confier à l'EPIC les missions suivantes :

- Gestion managériale, administrative et financière de l'EPIC en étroite collaboration avec les supports et la direction générale de la ville.

- Mise en œuvre d'un plan d'actions au sein de l'office de tourisme au travers de 5 axes : la politique accueil clients, l'animation des réseaux socioprofessionnels, la commercialisation d'une offre touristique, la promotion de la destination, le maintien de la politique qualité à travers la marque qualité Tourisme.

- La création de l'office de commerce et artisanat et l'établissement d'un plan d'actions au travers d'actions commerciales au sein des commerces testerins et en cœur de ville, la création de rendez-vous réguliers avec les différents acteurs économiques testerins, la valorisation du commerce de l'artisanat testerin, le développement du commerce et de l'artisanat au sein de la commune.

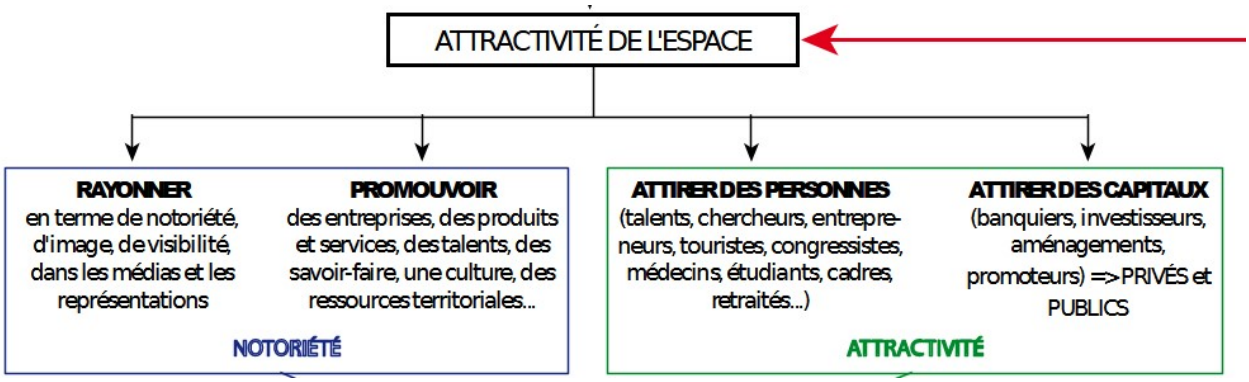
- La participation au réseau du club des managers de centre villes est attendue afin de se nourrir des expériences en cours de ce type de démarche d'attractivité économique locale.

- Développer l'offre des Marchés municipaux permanents et saisonniers, créer de nouveaux marchés éphémères et permanents, optimiser la réglementation du Marché : il s'agit de l'un des moyens de mettre en œuvre la politique de l'OCA.

- Mise en place d'une nouvelle stratégie commerciale du parc des expositions visant à optimiser sa rentabilité, lancer une réflexion sur la prospective du Tourisme d'affaires au sein de la commune de La Teste-de-Buch, en relation avec les divers acteurs de la filière du tourisme d'affaires en Gironde (COBAS, Agence départementale…)

- Concourir au développement et à la mise en œuvre de la stratégie touristique du territoire communal en relation avec le développement de la stratégie à l'échelle de la COBAS.

En synthèse, concourt à l'attractivité de l'espace, selon un principe « d'agence locale d'attractivité ».



Article 5 – Nature et étendue des concours apportés par la Ville à l'EPIC

Dans des objectifs de mutualisation et de cohérence de gestion, les fonctions support de la Ville (finances, RH, juridique, prévention, marchés publics / assurance, service techniques, informatique, communication, archives etc.) sont mises à la disposition de l'EPIC.

A partir du 1er janvier 2022, ils feront l'objet d'une valorisation financière correspondant au remboursement de ces frais, sans marge.

De façon générale, l'EPIC est en charge de l'entretien courant des bâtiments mis à disposition par la ville et cette dernière est en charge des travaux de gros entretien et de l'investissement sur les bâtiments.

5.1 Prestations des Services techniques

Les services techniques de la Ville sont chargés de :

- Réaliser des plans, des programmes ou autres documents techniques.
- Conseiller le Président, les élus et la direction
- Programmer et effectuer les travaux de fonctionnement ou d'investissement en fonction des besoins et des projets (réalisation d'un plan pluriannuel ou annuel d'investissement)
- Évaluer le coût des prestations à réaliser
- Soutient technique – logistique dans la mise en œuvre d'évènements
- Passation et pilotage des marchés concernant les programmes de gros entretien ou d'investissement sur les bâtiments mis à disposition

5.2 Prestations de la direction de l'innovation numérique et des systèmes d'information (DINSI)

Les missions réalisées par le service DINSI de la Ville pour l'EPIC sont les suivantes :

- Assure la confidentialité, la disponibilité et l'intégrité des données, dont la mission de délégué à la protection des données (DPO) de l'EPIC

- Installation et maintenance de 1er, 2ème et 3ème niveau sur les ordinateurs

- Installation et maintenance de 1er et 2ème niveau sur les équipements périphériques, les serveurs, les équipements réseaux et télécoms

- Réalisation de l'intégration des nouveaux composants dans le parc informatique ainsi que de leurs évolutions et mises à jour)

- Gestion des accès informatique, à la messagerie

- Assistance et conseil auprès des agents

- Assurer l'interface et le suivi technique des prestations avec les entreprises intervenant sur site ou à distance dans son domaine d'activité

- Suivi et Gestion des sauvegardes des différents serveurs

- Sensibiliser les utilisateurs au respect de la charte informatique de l'établissement ou règles de bonnes pratiques

Le Directeur du DINSI réalise également des missions pour l'EPIC :

- Conseiller et faire des propositions dans la définition des orientations stratégiques et des points techniques en matière de SI et de numérique
- Organiser et mettre en œuvre la politique SI
- Contrôler l'efficacité et la maîtrise des risques liés au SI
- Évaluer et préconiser les investissements en fonction des évolutions informatiques souhaitées par l'EPIC.

5.3 Prestations du service juridique et de la commande publique

- Relectures de délibérations,
- Gestion des contentieux et précontentieux,
- Aide à la gestion des contrats d'assurances,
- Analyses de conventions ou contrats
- Conseils sur l'application de textes législatifs ou réglementaires, sur les modalités d'approbation d'actes (quel organe compétent, CA ou Président),
- Rédaction, gestion des offres, passation des marchés publics
- Groupement de commande avec la Ville

5.4 Prestations du service des Finances

- Accompagner l'EPIC sur les recherches de subventions
- Assure un rôle d'expertise et de conseil auprès de la Direction de l'EPIC

5.5 Prestations du service Communication

- Réalisation des supports de communication et d'impressions après validation du Président et de la direction générale des services de la Ville
- Accompagnement et conseil dans la relation avec les médias
- La gestion des relations presse

5.6 Prestations du service Urbanisme

- Rédaction et suivi des conventions de mise à disposition des locaux
- Aide et conseils en la matière

5.7 Prestations des Ressources Humaines

- Gestion de carrière des agents Ville mis à disposition de l'EPIC
- Gestion et suivi RH de la Directrice et la Responsable Comptable de l'EPIC

- Assure un rôle d'expertise et de conseil auprès de la Direction de l'EPIC

Article 6 – Mise à disposition de locaux par la Ville à l'EPIC

La Ville met à disposition les locaux nécessaires à la réalisation de ses missions et notamment les locaux présentés dans le tableau suivant.

IDENTITE DU PRENEUR	NATURE DU PRENEUR	ADRESSE DU BIEN LOUE / DESCRIPTIF	DATE DE PRISE D'EFFET DU BAIL	DUREE/ DATE DE FIN DU BAIL	LOYER	CONVENTION / DECISION - DELIBERATION
EPIC	Siège social	13 bis rue Victor Hugo 33164 LA TESTE DE BUCH	01/01/2022	Durée de la présente convention	GRATUIT	20/12/2012
EPIC	Marché	Rue des Halles 33260 LA TESTE DE BUCH	01/01/2022	Durée de la présente convention	GRATUIT	23/09/2021
EPIC	PEX	Avenue du Parc des Expositions 33260 LA TESTE DE BUCH	01/01/2022	Durée de la présente convention	GRATUIT	23/09/2021

Article 7 – Rapport annuel de l'EPIC

A travers son rapport annuel habituel et dans le cadre du bon suivi de la présente convention, l'EPIC transmettra, chaque année, avant le 31 mars de l'année N+1, un bilan de mise en œuvre de la convention sous la forme d'un rapport. Ce dernier doit comporter, à *minima* :

- un état des lieux qualitatif et quantitatif de l'activité de la structure en lien direct avec les objectifs définis et les missions attendues
- des perspectives annuelles et pluriannuelles des activités et des projets
- l'exécution budgétaire de l'année N et la prospective financière sur les années restant de la convention (N+1, N+2 etc.).

Ce rapport sera présenté en conseil d'administration de l'EPIC et en conseil municipal de la Ville.

Article 8 – Versement d'une subvention annuelle par la Ville à L'EPIC ou reversement de la collecte de la taxe de séjour :

Le montant annuel de la subvention est déterminé d'un commun accord entre l'EPIC et la Ville. Le versement de la subvention est notamment lié à :

- l'atteinte des objectifs fixés
- la bonne réalisation des missions
- la fourniture d'un rapport annuel

Pour l'année 2022, le montant de la subvention annuelle s'élève à 64 000 euros.

Le versement de la subvention est convenu chaque année par avenant

Parallèlement, la Ville reversera 90 % de la collecte de la Taxe de séjour à L'EPIC

Article 9 – Valorisation financière des concours apportés par la Ville à l'EPIC et de l'EPIC par la Ville

9-1 Concours de fonctionnement

Comme convenu par les articles 5 et 6, la Ville et l'EPIC conviendront, chaque année, par avenant les valorisations des actions de la Ville pour le compte de l'EPIC et inversement.

La valorisation financière est établie comme suit :

Remboursements de l'EPIC à la Ville :

Service	Modalité de calcul	Montant pour 2022
Services Techniques	Montant forfaitaire de 40 000 € par an pour l'entretien des bâtiments, espaces verts, véhicules… (montant révisable chaque année par avenant, en fonction des projets et interventions)	40 000 €
Service Prévention	Montant forfaitaire de 2000 € par an (révisable chaque année par avenant)	2 000 €
Service juridique	Montant forfaitaire de 5000 € par an (révisable chaque année par avenant)	5000 €

Service Communication	Montant forfaitaire de 5000 € par an (révisable chaque année par avenant)	5000 €
DSI	Montant forfaitaire de 7000 € par an (montant révisable chaque année par avenant, en fonction des projets et interventions)	7000 €
Service urbanisme	Montant forfaitaire de 1000 € par an (montant révisable chaque année par avenant, en fonction des projets et interventions)	1000 €
Service RH	Montant forfaitaire de 4000 € par an (montant révisable chaque année par avenant, en fonction des projets et interventions)	4000 €

Remboursements de la Ville à l'EPIC :

Service	Modalité de calcul	Montant prévisionnel pour 2022
Financier	90 % de la Taxe de séjour	675 000 €
Financier	Subvention Ville	64 000 €

Pour l'année 2022, le montant de la valorisation des actions s'élève donc à 64 000 € que l'EPIC remboursera à la Ville.

9-2 Concours initial

Le montant de la dotation initiale sera de 1 643 407 euros, il correspond à la trésorerie de l'EPIC OT au 31/12/2020. Il sera remboursable selon les dispositions *ad hoc* des statuts.

Article 10 – Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de 3 mois.

Article 11 – Litiges

Tout litige relatif à la présente convention pouvant survenir dans le cadre de son application relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Bordeaux. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable.

Fait à La Teste de Buch, le …….

Le/La Président(e) de l'EPIC

M ou Mme……

Le Maire de La Teste de Buch

Patrick DAVET

Pièces jointes :

- Conventions et avenant de mise à disposition du bâtiment de l'office de tourisme, du parc des expositions et du marché municipal,
- Inventaire comptable global des biens mis à disposition.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU PARC DES EXPOSITIONS DE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH

ENTRE

LA MAIRIE DE LA TESTE DE BUCH

ET

L'ETABLISSEMENT A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL CHARGE DE L'ATTRACTIVITE TERRITORIALE DE LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

SOMMAIRE

Article 1. IDENTIFICATION DES PARTIES 3
Article 2. OBJET DE LA CONVENTION 3
Article 3. DEFINITION DE LA CONVENTION 3
Article 4. DUREE DE LA CONVENTION 4
Article 5. DESCRIPTION DES BIENS MIS A DISPOSITION 4
Article 6. CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DES BIENS 4
6.1 DESTINATION DES LOCAUX 4
6.2 ORGANISATION ET PARTAGE DE L'ACTIVITE 5
Article 7. ETAT DES LIEUX D'ENTREE 5
Article 8. OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE 6
Article 9. OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT 6
Article 10. CHARGES ET CONSOMMATIONS 6
Article 11. TRAVAUX ET AMENAGEMENTS 7
Article 12. ENTRETIEN ET REPARATIONS 7
Article 13. CESSION ET SOUS-LOCATION 7
Article 14. INTUITU PERSONAE ET CESSION DU CONTRAT 8
Article 15. CONTRÔLES ET ACTIONS 8
Article 16. ETAT DES LIEUX EN FIN D'OCCUPATION 9
Article 17. REDEVANCE 9
Article 18. ASSURANCES 9
Article 19. MODIFICATION DE LA CONVENTION 9
Article 20. RESILIATION 10
20.1 RESILIATION A L'INITIATIVE DU PROPRIETAIRE 10
20.2 RESILIATION A L'INITIATIVE DE L'OCCUPANT 10
Article 21. REGLEMENT DES LITIGES 11
Article 22. ENGAGEMENT DES PARTIES 11

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DES PARTIES

La présente convention est conclue entre :

LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
Hôtel de Ville
33 260 – La Teste de Buch

Représentée par son Maire en exercice, Patrick DAVET,

Ci-après dénommée « Mairie de La Teste de Buch », ou « propriétaire »

D'une part,

Et

L'ETABLISSEMENT A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL CHARGE DE L'ATTRACTIVITE TERRITORIALE DE LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

13 bis rue Victor Hugo
33 260 – La Teste de Buch

Ci-après dénommé « E.P.I.C » ou « occupant »

D'autre part.

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise à disposition du Parc des Expositions, situé Avenue de l'Europe et propriété de la Commune de La Teste de Buch, à l'Etablissement à caractère industriel et commercial chargé de l'attractivité territoriale de la commune de La Teste de Buch pour occupation et exploitation du site.

La présente convention est complétée par deux annexes :

- Annexe n°1 : plan du site ;
- Annexe n°2 : inventaire des biens mobiliers présents sur site.

ARTICLE 3. DEFINITION DE LA CONVENTION

La présente convention constitue une occupation du domaine public dans le cadre défini aux articles L2122-1 et suivants et notamment à l'article L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARTICLE 4. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1er janvier 2022 pour une durée d'un an renouvelable quatre fois. En tout état de cause la convention prendra fin au plus tard au terme de sa cinquième année, soit au 31 décembre 2026.

Le renouvellement de la convention se fait par voie tacite. La décision de non-renouvellement doit nécessairement être communiquée par la Mairie de La Teste de Buch par voie écrite et recommandée à l'Etablissement à caractère industriel et commercial chargé de l'attractivité territoriale de la commune de La Teste de Buch au plus tard trois mois avant la date de renouvellement.

A l'expiration du délai de la convention ou en cas de non renouvellement de celle-ci l'Etablissement à caractère industriel et commercial chargé de l'attractivité territoriale de la commune de La Teste de Buch ne pourra se prévaloir d'aucun droit au maintien dans les lieux ni ne réclamer aucune indemnité à la Mairie de La Teste de Buch.

ARTICLE 5. DESCRIPTION DES BIENS MIS A DISPOSITION

La présente convention porte sur la mise à disposition du Parc des Expositions situé Avenue de l'Europe sur le territoire communal de La Teste de Buch, propriété cadastrée GZ n°77-78-79 (dont le plan est annexé à la présente convention), d'une superficie de 28 840m².

La présente convention autorise l'occupation et l'exploitation commerciale par E.P.I.C. dans son ensemble : bâtiment et terrain non bâti, dont le parking.

Par extension, sont mis à disposition toutes les installations, équipements et matériels (mobilier, installations de chauffage, d'éclairage, matériel sanitaire et technique, etc.) présents sur le site et participant à son usage.

ARTICLE 6. CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DES BIENS

6.1 Destination des locaux

La présente mise à disposition est justifiée par la nécessité pour l'E.P.I.C de disposer des biens nécessaires à la réalisation de ses missions relatives à l'exploitation commerciale du Parc des Expositions.

La validité de la présente convention est donc conditionnée par l'exercice de cette compétence, laquelle est définie dans les statuts et la convention d'objectifs de l'E.P.I.C. L'arrêt de l'exercice ou la modification substantielle des conditions d'exercice de cette compétence pourront entraîner la résiliation de plein droit de la présente convention pour défaut du respect de la destination du bien.

En cas d'évolution notable des activités exercée sur le site, que ce soit dans leur nature (notamment si les activités ne correspondent à une mission de service public industriel et commercial) ou leur contexte (notamment en cas de transfert ou délégation de l'exploitation du Parc des Expositions), il est fait obligation à l'E.P.I.C d'en informer la Mairie de La Teste de Buch pour demander le maintien de la présente convention. Le défaut d'information, dans un délai de deux mois à compter de la connaissance certaine des évolutions des activités menées sur le site, pourra constituer un motif de résiliation par la Mairie de La Teste de Buch.

6.2 Organisation et partage de l'activité

La Mairie de La Teste de Buch, propriétaire du Parc des Expositions conserve la possibilité d'organiser sur le site des évènements pour son activité propre. Elle conserve par ailleurs le droit d'accorder une occupation du site à d'autres partenaires, tels que le CCAS, pour l'accomplissement de missions de service public.

La Mairie de La Teste de Buch dispose d'une priorité d'usage pour la tenue de ses manifestations par rapport à celles organisées par l'E.P.I.C.

Il est cependant garanti par la présente convention que toutes les manifestations demandées par la Mairie de La Teste de Buch pour elle ou pour le compte de ses partenaires institutionnels doivent être fixées au calendrier des manifestations et doivent être acceptées par l'E.P.I.C, sous réserve des conditions fixées à l'alinéa ci-après.

Par principe l'E.P.I.C ne pourra refuser une demande de manifestation de la part la Mairie de La Teste de Buch lorsque celle-ci est transmise au moins 3 mois avant l'évènement et qu'aucune autre manifestation n'est prévue à la date choisie. A contrario, l'E.P.I.C pourra refuser les demandes qui ne rempliront pas ces deux conditions cumulatives.

Par défaut, La Mairie de La Teste de Buch dispose du droit de réaliser, pour son compte ou pour le compte d'organisme partenaires tels que le CCAS, jusqu'à 6 manifestations dans l'année[1]. Au-delà de ce nombre, l'E.P.I.C pourra soit opposer un refus à La Mairie de La Teste de Buch, soit demander un dédommagement, s'il est démontré que ces manifestations supplémentaires se font au détriment d'autres évènements donnant lieu à recettes.

ARTICLE 7. ETAT DES LIEUX D'ENTREE

La Mairie de La Teste de Buch et l'E.P.I.C réalisent, dans les dix jours qui suivent la prise de possession de l'occupant, un état des lieux des biens et équipements présents sur le site du Parc des Expositions. Cet état des lieux doit préciser a minima l'appartenance de ces biens, pour déterminer s'ils sont la propriété ou non de la Mairie de La Teste de Buch.

Par principe et sauf mention particulière dans l'état des lieux, les biens et équipements présents sur le site et appartenant à la Mairie de La Teste de Buch feront également l'objet de la mise à disposition au titre de la présente convention.

L'état des lieux sera rédigé et établi par la Mairie de La Teste de Buch ou par un tiers habilité par elle. Il sera transmis à l'E.P.I.C dans un délai de 30 jours suivant la tenue de l'état des lieux. Il sera annexé à la présente convention.

[1] Il est considéré qu'une manifestation est un évènement qui requiert l'occupation du Parc des Exposition pour toute ou partie de son espace pour une durée d'un à trois jours consécutifs maximum.

ARTICLE 8. OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

La Mairie de La Teste de Buch, au titre de propriétaire, participera aux frais d'entretien, de fourniture et de service dans le cadre de ses propres activités réalisées sur le site du Parc des Expositions. Les modalités de cette participation (prise en charge des prestations, des matériels et des coûts) seront fixées d'un commun accord entre les parties. Cette participation pourra notamment prendre la forme soit d'une prise en charge directement par la Mairie de La Teste de Buch des coûts, soit d'une compensation financière pour l'E.P.I.C.

La Mairie de La Teste de Buch s'engage à laisser à l'occupant les installations, équipements et matériels dans leur intégralité pour qu'il puisse satisfaire à ses missions. Elle assure ainsi à l'E.P.I.C une jouissance paisible des biens utilisés, dans le respect des obligations mutuelles.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

l'E.P.I.C s'engage à préserver le patrimoine de la Mairie de La Teste de Buch, en assurant la surveillance et l'entretien du site et en veillant à son utilisation rationnelle afin d'éviter toute dégradation ou toute usure anormale des équipements ou des lieux.

l'E.P.I.C assure le respect des normes et règles de sécurité sur le site et prend toutes les mesures nécessaires à cette fin. Cette obligation concerne notamment :

- la sécurité incendie ;
- la sécurité contre les dégradations (surveillance, fermeture ou contrôle des accès, etc.)
- la sécurité en matière d'hygiène et de santé ;
- la sécurité des biens et des personnes dans le cadre de ses activités lorsque celle-ci supposent l'accueil du public.

l'E.P.I.C s'engage à exploiter le Parc des Expositions en professionnel compétent pour maintenir et faire prospérer son attractivité. Il s'engage à ne rien faire, ni laisser faire, qui puisse avoir pour conséquence la dépréciation anormale du bien.

l'E.P.I.C s'engage à n'accueillir ou organiser sur le Parc des Expositions, aucune activité qui porterait directement ou indirectement atteinte aux bonnes mœurs, à l'ordre public et aux intérêts ou à l'image de la Mairie de La Teste de Buch. Les manifestations à caractère politique, syndical ou religieux devront faire l'objet d'une information préalable de la Mairie de La Teste de Buch qui pourra s'opposer à leur tenue.

ARTICLE 10. CHARGES ET CONSOMMATIONS

l'E.P.I.C s'engage à régler l'ensemble des charges et dépenses liées aux consommables, à la gestion des déchets, fluides ou énergies, notamment chauffage, nécessaires à l'exploitation du Parc des Expositions.

l'E.P.I.C gère ainsi en son nom l'ensemble des contrats et abonnements liés à l'exploitation du site.

La Mairie de La Teste de Buch ne pourra se voir facturer, même pour ses manifestations propres, ces dépenses.

l'E.P.I.C assure le paiement de l'ensemble des impôts et taxes imputables à sa qualité d'occupant et d'exploitant. La Mairie de La Teste de Buch assure quant à elle le paiement de l'ensemble des impôts et taxes imputables à sa qualité de propriétaire.

ARTICLE 11. TRAVAUX ET AMENAGEMENTS

Tous les travaux de rénovation (hors réparation, voir article suivant), d'extension, d'aménagements (lorsque ceux-ci portent sur les biens immobiliers) sont conduits et à la charge de la Mairie de La Teste de Buch, sous son entière responsabilité.

L'E.P.I.C doit être informé de ces travaux au moins 2 mois avant leur commencement. Dans le cas contraire l'E.P.I.C, s'il démontre que ces travaux sont de nature à perturber son activité, pourra demander leur report ou leur annulation, ou, à défaut, une compensation pour la perte financière générée, laquelle devra être justifiée au coût réel.

La Mairie de La Teste de Buch est également tenue de réaliser les travaux à la charge du propriétaire lorsque ceux-ci sont nécessaires à la sécurité, à la bonne utilisation ou à la conformité des locaux.

ARTICLE 12. ENTRETIEN ET REPARATIONS

La Mairie de La Teste de Buch s'engage à réaliser à ses frais toutes les grosses réparations telles que définies à l'article 606 du Code civil.

L'E.P.I.C s'engage à réaliser toutes autres réparations que celles mentionnées à l'alinéa précédent.

L'E.P.I.C s'engage à réaliser le nettoyage, la maintenance et l'entretien courant des installations, équipements et matériels du Parc des Expositions. Il assure notamment le maintien en parfait état de propreté des locaux et leurs abords, l'entretien des espaces verts et l'évacuation des déchets.

L'E.P.I.C s'engage à réaliser les contrôles techniques obligatoires et ceux facultatifs mais nécessaires des installations pour s'assurer de leur conformité aux normes en vigueur et particulièrement en matière de sécurité.

L'E.P.I.C s'engage à réparer et renouveler, en cas d'usure ou de dégradation, tous les équipements et matériels présents au Parc des Expositions, figurant à l'état des lieux d'entrée et appartenant à la Mairie de La Teste de Buch. Si l'E.P.I.C souhaite ne pas remplacer ou remettre en état un équipement ou un matériel, il doit en informer obligatoirement par écrit la Mairie de La Teste de Buch, laquelle dispose d'un délai de deux mois pour accepter ou refuser la proposition de l'E.P.I.C. En cas d'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'accord de la Mairie de La Teste de Buch sera considéré comme acquis.

ARTICLE 13. CESSION ET SOUS-LOCATION

Le Parc des Expositions étant la propriété de la Mairie de La Teste de Buch, l'E.P.I.C ne peut en aucun cas céder ce bien. L'E.P.I.C peut éventuellement céder, avec l'accord express et écrit de la Mairie de La Teste de Buch, les biens mobiliers appartenant à la Mairie et figurant dans l'état des lieux initial. Le cas échéant, les recettes de cette cession reviendront à la Mairie de La Teste de Buch, sauf en cas de renonciation expresse de cette dernière, auquel cas la recette sera affectée à l'E.P.I.C.

L'E.P.I.C a la possibilité de louer tout ou partie des espaces du Parc des Expositions à des tiers, dans le cadre de l'exercice de sa mission d'exploitation commerciale du site. Ces locations devront toutefois être limitées dans le temps pour ne pas excéder, en cas de non renouvellement de la présente convention de mise à disposition, de plus de 6 mois la date d'expiration de ladite convention.

Les recettes tirées de la location du Parc des Expositions iront au bénéfice exclusif de l'E.P.I.C.

La Mairie de La Teste de Buch devra, dans le cadre de ses manifestations lorsque celles-ci seront concomitantes avec la présence d'un locataire sur le site du Parc des Expositions, respecter les conditions d'occupation du locataire et veiller à ne porter atteinte à son activité.

ARTICLE 14. INTUITU PERSONAE ET CESSION DU CONTRAT

La présente convention est conclue en considérations des qualités et de la compétence accordée à l'E.P.I.C pour l'exploitation commerciale du Parc des Expositions.

L'E.P.I.C ne peut donc céder toute ou partie des obligations mises à sa charge et des droits acquis par la présente convention sans autorisation préalable, expresse et écrite de la Mairie de La Teste de Buch.

Le non-respect des dispositions des alinéas précédents pourra entraîner la résiliation de plein droit de la présente convention par la Mairie de La Teste de Buch.

De même, la Mairie de La Teste de Buch s'engage à ne pas céder les biens faisant l'objet de la présente mise à disposition pour toute la durée de la convention, sans garantir le maintien des droits de l'occupant. Il est précisé que toute cession partielle ou totale des biens fera l'objet d'une information préalable de l'E.P.I.C.

ARTICLE 15. CONTRÔLES ET ACTIONS

La Mairie de La Teste de Buch dispose du droit de se rendre sur site à tout moment pour vérifier l'état des lieux et du respect des obligations de l'occupant. L'E.P.I.C ne pourra refuser l'accès aux locaux que sur un motif d'impératif commercial (notamment pour ne pas perturber l'activité d'un exposant) ou de contrainte logistique majeure.

En cas de contestations entre la Mairie de La Teste de Buch et l'E.P.I.C sur les conditions d'occupation du Parc des Expositions ou sur son état, il sera procédé aux frais de la Mairie à un constat contradictoire donnant lieu à procès-verbal. L'occupant devra être informé au moins 7 jours avant la tenue de ce constat.

En cas de demande de la Mairie de La Teste de Buch, l'E.P.I.C doit être en mesure de fournir, dans un délai de 30 jours, tous les documents utiles (bilan, rapport d'activité ou autres, le mode de preuve étant libre), afin de permettre de vérifier que le Parc des Expositions est bien exploité dans le cadre convenu.

Dans les cas particuliers de troubles à l'ordre public, de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité ou de risque avéré et imminent pour la sécurité des biens ou des personnes, la Mairie de La Teste de Buch dispose du droit de fermer les locaux sans préavis.

ARTICLE 16. ETAT DES LIEUX EN FIN D'OCCUPATION

A l'expiration de la présente convention, il sera procédé à un état des lieux contradictoire de fin d'occupation, lequel devra être réalisé au plus tôt 1 mois avant la date de fin de la convention et au plus tard 1 mois après cette date.

L'E.P.I.C devra restituer les lieux, équipements et matériels appartenant à la Mairie de La Teste de Buch en parfait état, dans la limite de leur usure et sous réserve des altérations ou cessions réalisées au cours de l'occupation conformément au cadre posé par la présente convention.

Dans le cas contraire, la Mairie de La Teste de Buch se réserve le droit de demander la prise en charge des frais de remise en état qui résulterait d'une mauvaise gestion des biens, d'une insuffisance de l'occupant, d'un manquant à ses obligations ou à une affectation non conforme des biens.

ARTICLE 17. REDEVANCE

A la date de la signature de la présente convention, la commune de la Teste de Buch met gratuitement à disposition de l'E.P.I.C. les biens comme détaillés en son article 5 de la présente convention, à titre précaire et révocable.

ARTICLE 18. ASSURANCES

La Mairie de La Teste de Buch et l'E.P.I.C s'engagent à souscrire les contrats d'assurance pour couvrir les risques et dommages pouvant concerner leurs responsabilités respectives.

Le contrat d'assurance de l'E.P.I.C doit notamment couvrir les cas de vol, d'incendie, de dégâts des eaux et sa responsabilité civile.

La Mairie de La Teste de Buch peut demander à tout moment la justification des contrats d'assurance et du paiement régulier des primes d'assurance de la part de l'occupant, lequel disposera d'un délai de 15 jours pour communiquer ces éléments.

ARTICLE 19. MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut faire l'objet de modification par voie d'avenant, lesquels devront être nécessairement signés par les représentants habilités des deux parties.

ARTICLE 20. RESILIATION

20.1 Résiliation à l'initiative du propriétaire

La Mairie de La Teste de Buch peut procéder à la résiliation de la présente convention pour l'un des motifs suivants :

- Manquement de l'occupant à l'une de ses obligations, pour lequel la présente convention prévoit la possibilité de résilier ;
- Modification notable des conditions d'occupation et d'exploitation du Parc des Expositions (voir article 6.1 de la présente convention) ;
- Manquements graves ou répétés de l'occupant à des obligations pour lesquelles la présente convention ne prévoit pas expressément la résiliation comme sanction ;
- Motif d'intérêt général.

La résiliation prendra effet 120 jours minimum à compter de sa notification par écrit recommandé à l'occupant. La résiliation peut prévoir une date d'effet ultérieure à ce délai. La résiliation entraîne la programmation d'un état des lieux de fin d'occupation dans les conditions prévues à la présente convention.

20.2 Résiliation à l'initiative de l'occupant

L'Office de Tourisme peut procéder à la résiliation de la présente convention pour l'un des motifs suivants :

- Manquements graves ou répétés du propriétaire à ses obligations ;
- Arrêt de ses activités sur le site du Parc des Expositions.

La résiliation prendra effet 120 jours minimum à compter de sa notification par écrit recommandé à l'occupant. La résiliation peut prévoir une date d'effet ultérieure à ce délai. La résiliation entraîne la programmation d'un état des lieux de fin d'occupation dans les conditions prévues à la présente convention.

ARTICLE 21. REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige autour du respect de la présente convention devra faire l'objet au préalable d'une mise en demeure et d'une demande de règlement amiable. Si et seulement si cette démarche amiable n'aboutit pas au terme d'un délai raisonnable, les parties se réservent le droit de saisir la juridiction administrative compétente, à savoir le Tribunal Administratif de Bordeaux dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux
9 Rue Tastet
CS 21490
33063 Bordeaux Cedex
Téléphone : 05.56.99.38.00
Télécopie : 05.56.24.39.03
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

ARTICLE 22. ENGAGEMENT DES PARTIES

Pour la MAIRIE DE LA TESTE DE BUCH

Patrick DAVET

Maire de La Teste de Buch

Pour l'E.P.I.C.

Président du Conseil d'Administration

Fait à La Teste de Buch, le .....

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU MARCHE MUNICIPAL COUVERT ET NON COUVERT DE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH

ENTRE

LA MAIRIE DE LA TESTE DE BUCH

ET

L'ETABLISSEMENT A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL CHARGE DE L'ATTRACTIVITE TERRITORIALE DE LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

SOMMAIRE

Article 1. IDENTIFICATION DES PARTIES 3
Article 2. OBJET DE LA CONVENTION 3
Article 3. DEFINITION DE LA CONVENTION 3
Article 4. DUREE DE LA CONVENTION 4
Article 5. DESCRIPTION DES BIENS MIS A DISPOSITION 4
Article 6. CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DES BIENS 4
6.1 DESTINATION DES LOCAUX 4
6.2 ORGANISATION ET PARTAGE DE L'ACTIVITE 5
Article 7. ETAT DES LIEUX D'ENTREE 5
Article 8. OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE 6
Article 9. OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT 6
Article 10. CHARGES ET CONSOMMATIONS 6
Article 11. TRAVAUX ET AMENAGEMENTS 7
Article 12. ENTRETIEN ET REPARATIONS 7
Article 13. CESSION ET SOUS-LOCATION 7
Article 14. INTUITU PERSONAE ET CESSION DU CONTRAT 8
Article 15. CONTRÔLES ET ACTIONS 8
Article 16. ETAT DES LIEUX EN FIN D'OCCUPATION 9
Article 17. REDEVANCE 9
Article 18. ASSURANCES 9
Article 19. MODIFICATION DE LA CONVENTION 9
Article 20. RESILIATION 10
20.1 RESILIATION A L'INITIATIVE DU PROPRIETAIRE 10
20.2 RESILIATION A L'INITIATIVE DE L'OCCUPANT 10
Article 21. REGLEMENT DES LITIGES 11
Article 22. ENGAGEMENT DES PARTIES 11

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DES PARTIES

La présente convention est conclue entre :

LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
Hôtel de Ville
33 260 – La Teste de Buch

Représentée par son Maire en exercice, Patrick DAVET,

Ci-après dénommée « Mairie de La Teste de Buch », ou « propriétaire »

D'une part,

Et

L'ETABLISSEMENT A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL CHARGE DE L'ATTRACTIVITE TERRITORIALE DE LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

13 bis rue Victor Hugo
33 260 – La Teste de Buch

Ci-après dénommé « E.P.I.C » ou « occupant »

D'autre part.

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la mise à disposition du marché municipal couvert et non couvert, situé rue des Halles et propriété de la Commune de La Teste de Buch, à l'Etablissement à caractère industriel et commercial chargé de l'attractivité territoriale de la commune de La Teste de Buch pour occupation et exploitation du site.

La présente convention est complétée par deux annexes :

- Annexe n°1 : plan du site ;
- Annexe n°2 : inventaire des biens mobiliers présents sur site.

ARTICLE 3. DEFINITION DE LA CONVENTION

La présente convention constitue une occupation du domaine public dans le cadre défini aux articles L2122-1 et suivants et notamment à l'article L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARTICLE 4. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1er janvier 2022 pour une durée d'un an renouvelable quatre fois. En tout état de cause la convention prendra fin au plus tard au terme de sa cinquième année, soit au 31 décembre 2026.

Le renouvellement de la convention se fait par voie tacite. La décision de non-renouvellement doit nécessairement être communiquée par la Mairie de La Teste de Buch par voie écrite et recommandée à l'Etablissement à caractère industriel et commercial chargé de l'attractivité territoriale de la commune de La Teste de Buch au plus tard trois mois avant la date de renouvellement.

A l'expiration du délai de la convention ou en cas de non renouvellement de celle-ci l'Etablissement à caractère industriel et commercial chargé de l'attractivité territoriale de la commune de La Teste de Buch ne pourra se prévaloir d'aucun droit au maintien dans les lieux ni ne réclamer aucune indemnité à la Mairie de La Teste de Buch.

ARTICLE 5. DESCRIPTION DES BIENS MIS A DISPOSITION

La présente convention porte sur la mise à disposition du marché couvert et non couvert situé rue des Halles sur le territoire communal de La Teste de Buch, propriété cadastrée, pour le marché couvert, FP 260 et 264, d'une superficie de 1738 SHOB m² et FP 252- 260-264-266-271 pour le marché extérieur (dont le plan est annexé à la présente convention).

La présente convention autorise l'occupation et l'exploitation commerciale par E.P.I.C. dans son ensemble : bâtiment et terrain non bâti, dont le parking.

Par extension, sont mis à disposition toutes les installations, équipements et matériels (mobilier, installations de chauffage, d'éclairage, matériel sanitaire et technique, etc.) présents sur le site et participant à son usage, à l'exception du kiosque sorbet d'amour (glacier situé sur la partie non couverte du marché).

ARTICLE 6. CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DES BIENS

6.1 Destination des locaux

La présente mise à disposition est justifiée par la nécessité pour l'E.P.I.C de disposer des biens nécessaires à la réalisation de ses missions relatives à l'exploitation commerciale du marché municipal couvert et non couvert.

La validité de la présente convention est donc conditionnée par l'exercice de cette compétence, laquelle est définie dans les statuts et la convention d'objectifs de l'E.P.I.C. L'arrêt de l'exercice ou la modification substantielle des conditions d'exercice de cette compétence pourront entraîner la résiliation de plein droit de la présente convention pour défaut du respect de la destination du bien.

En cas d'évolution notable des activités exercée sur le site, que ce soit dans leur nature (notamment si les activités ne correspondent plus à une mission de service public industriel et commercial) ou leur contexte (notamment en cas de transfert ou délégation de l'exploitation du marché municipal couvert et non couvert), il est fait obligation à l'E.P.I.C d'en informer la Mairie de La Teste de Buch pour demander le maintien de la présente convention. Le défaut d'information, dans un délai de deux mois à compter de la connaissance certaine des évolutions des activités menées sur le site, pourra constituer un motif de résiliation par la Mairie de La Teste de Buch.

6.2 Organisation et partage de l'activité

La Mairie de La Teste de Buch, propriétaire du marché municipal couvert et non couvert conserve la possibilité d'organiser sur le site des évènements pour son activité propre. Elle conserve par ailleurs le droit d'accorder une occupation du site à d'autres partenaires, tels que le CCAS, pour l'accomplissement de missions de service public.

La Mairie de La Teste de Buch dispose d'une priorité d'usage pour la tenue de ses manifestations par rapport à celles organisées par l'E.P.I.C.

Il est cependant garanti par la présente convention que toutes les manifestations demandées par la Mairie de La Teste de Buch pour elle ou pour le compte de ses partenaires institutionnels doivent être fixées au calendrier des manifestations et doivent être acceptées par l'E.P.I.C, sous réserve des conditions fixées à l'alinéa ci-après.

Par principe l'E.P.I.C ne pourra refuser une demande de manifestation de la part la Mairie de La Teste de Buch lorsque celle-ci est transmise au moins 3 mois avant l'évènement et qu'aucune autre manifestation n'est prévue à la date choisie. A contrario, l'E.P.I.C pourra refuser les demandes qui ne rempliront pas ces deux conditions cumulatives.

Par défaut, La Mairie de La Teste de Buch dispose du droit de réaliser, pour son compte ou pour le compte d'organisme partenaires tels que le CCAS, jusqu'à 6 manifestations dans l'année[1]. Au-delà de ce nombre, l'E.P.I.C pourra soit opposer un refus à La Mairie de La Teste de Buch, soit demander un dédommagement, s'il est démontré que ces manifestations supplémentaires se font au détriment d'autres évènements donnant lieu à recettes.

ARTICLE 7. ETAT DES LIEUX D'ENTREE

La Mairie de La Teste de Buch et l'E.P.I.C réalisent, dans les dix jours qui suivent la prise de possession de l'occupant, un état des lieux des biens et équipements présents sur le site du marché municipal couvert et non couvert. Cet état des lieux doit préciser a minima l'appartenance de ces biens, pour déterminer s'ils sont la propriété ou non de la Mairie de La Teste de Buch.

Par principe et sauf mention particulière dans l'état des lieux, les biens et équipements présents sur le site et appartenant à la Mairie de La Teste de Buch feront également l'objet de la mise à disposition au titre de la présente convention.

L'état des lieux sera rédigé et établi par la Mairie de La Teste de Buch ou par un tiers habilité par elle. Il sera transmis à l'E.P.I.C dans un délai de 30 jours suivant la tenue de l'état des lieux. Il sera annexé à la présente convention.

[1] Il est considéré qu'une manifestation est un évènement qui requiert l'occupation du Parc des Exposition pour toute ou partie de son espace pour une durée d'un à trois jours consécutifs maximum.

ARTICLE 8. OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

La Mairie de La Teste de Buch, au titre de propriétaire, participera aux frais d'entretien, de fourniture et de service dans le cadre de ses propres activités réalisées sur le site du marché municipal couvert et non couvert. Les modalités de cette participation (prise en charge des prestations, des matériels et des coûts) seront fixées d'un commun accord entre les parties. Cette participation pourra notamment prendre la forme soit d'une prise en charge directement par la Mairie de La Teste de Buch des coûts, soit d'une compensation financière pour l'E.P.I.C.

La Mairie de La Teste de Buch s'engage à laisser à l'occupant les installations, équipements et matériels dans leur intégralité pour qu'il puisse satisfaire à ses missions. Elle assure ainsi à l'E.P.I.C une jouissance paisible des biens utilisés, dans le respect des obligations mutuelles.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

L'E.P.I.C s'engage à préserver le patrimoine de la Mairie de La Teste de Buch, en assurant la surveillance et l'entretien du site et en veillant à son utilisation rationnelle afin d'éviter toute dégradation ou toute usure anormale des équipements ou des lieux.

L'E.P.I.C assure le respect des normes et règles de sécurité sur le site et prend toutes les mesures nécessaires à cette fin. Cette obligation concerne notamment :

- la sécurité incendie ;
- la sécurité contre les dégradations (surveillance, fermeture ou contrôle des accès, etc.)
- la sécurité en matière d'hygiène et de santé ;
- la sécurité des biens et des personnes dans le cadre de ses activités lorsque celle-ci supposent l'accueil du public.

L'E.P.I.C s'engage à exploiter du marché municipal couvert et non couvert en professionnel compétent pour maintenir et faire prospérer son attractivité. Il s'engage à ne rien faire, ni laisser faire, qui puisse avoir pour conséquence la dépréciation anormale du bien.

L'E.P.I.C s'engage à n'accueillir ou organiser sur le marché municipal couvert et non couvert, aucune activité qui porterait directement ou indirectement atteinte aux bonnes mœurs, à l'ordre public et aux intérêts ou à l'image de la Mairie de La Teste de Buch. Les manifestations à caractère politique, syndical ou religieux devront faire l'objet d'une information préalable de la Mairie de La Teste de Buch qui pourra s'opposer à leur tenue.

ARTICLE 10. CHARGES ET CONSOMMATIONS

L'E.P.I.C s'engage à régler l'ensemble des charges et dépenses liées aux consommables, à la gestion des déchets, fluides ou énergies, notamment chauffage, nécessaires à l'exploitation du Parc des Expositions.

L'E.P.I.C gère ainsi en son nom l'ensemble des contrats et abonnements liés à l'exploitation du site.

La Mairie de La Teste de Buch ne pourra se voir facturer, même pour ses manifestations propres, ces dépenses.

L'E.P.I.C assure le paiement de l'ensemble des impôts et taxes imputables à sa qualité d'occupant et d'exploitant. La Mairie de La Teste de Buch assure quant à elle le paiement de l'ensemble des impôts et taxes imputables à sa qualité de propriétaire.

ARTICLE 11. TRAVAUX ET AMENAGEMENTS

Tous les travaux de rénovation (hors réparation, voir article suivant), d'extension, d'aménagements (lorsque ceux-ci portent sur les biens immobiliers) sont conduits et à la charge de la Mairie de La Teste de Buch, sous son entière responsabilité.

L'E.P.I.C doit être informé de ces travaux au moins 2 mois avant leur commencement. Dans le cas contraire l'E.P.I.C, s'il démontre que ces travaux sont de nature à perturber son activité, pourra demander leur report ou leur annulation, ou, à défaut, une compensation pour la perte financière générée, laquelle devra être justifiée au coût réel.

La Mairie de La Teste de Buch est également tenue de réaliser les travaux à la charge du propriétaire lorsque ceux-ci sont nécessaires à la sécurité, à la bonne utilisation ou à la conformité des locaux.

ARTICLE 12. ENTRETIEN ET REPARATIONS

La Mairie de La Teste de Buch s'engage à réaliser à ses frais toutes les grosses réparations telles que définies à l'article 606 du Code civil.

L'E.P.I.C s'engage à réaliser toutes autres réparations que celles mentionnées à l'alinéa précédent.

L'E.P.I.C s'engage à réaliser le nettoyage, la maintenance et l'entretien courant des installations, équipements et matériels du marché couvert et non couvert. Il assure notamment le maintien en parfait état de propreté des locaux et leurs abords, l'entretien des espaces verts et l'évacuation des déchets.

L'E.P.I.C s'engage à réaliser les contrôles techniques obligatoires et ceux facultatifs mais nécessaires des installations pour s'assurer de leur conformité aux normes en vigueur et particulièrement en matière de sécurité.

L'E.P.I.C s'engage à réparer et renouveler, en cas d'usure ou de dégradation, tous les équipements et matériels présents au marché municipal couvert et non couvert, figurant à l'état des lieux d'entrée et appartenant à la Mairie de La Teste de Buch. Si l'E.P.I.C souhaite ne pas remplacer ou remettre en état un équipement ou un matériel, il doit en informer obligatoirement par écrit la Mairie de La Teste de Buch, laquelle dispose d'un délai de deux mois pour accepter ou refuser la proposition de l'E.P.I.C. En cas d'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'accord de la Mairie de La Teste de Buch sera considéré comme acquis.

ARTICLE 13. CESSION ET SOUS-LOCATION

Le marché municipal couvert et non couvert étant la propriété de la Mairie de La Teste de Buch, l'E.P.I.C ne peut en aucun cas céder ce bien. L'E.P.I.C peut éventuellement céder, avec l'accord express et écrit de la Mairie de La Teste de Buch, les biens mobiliers appartenant à la Mairie et figurant dans l'état des lieux initiaux. Le cas échéant, les recettes de cette cession reviendront à la Mairie de La Teste de Buch, sauf en cas de renonciation expresse de cette dernière, auquel cas la recette sera affectée à l'E.P.I.C.

L'E.P.I.C a la possibilité de louer tout ou partie des espaces du marché municipal couvert et non couvert à des tiers, dans le cadre de l'exercice de sa mission d'exploitation commerciale du site. Ces locations devront toutefois être limitées dans le temps pour ne pas excéder, en cas de non renouvellement de la présente convention de mise à disposition, de plus de 6 mois la date d'expiration de ladite convention.

Les recettes tirées de la location du marché municipal couvert et non couvert iront au bénéfice exclusif de l'E.P.I.C.
La Mairie de La Teste de Buch devra, dans le cadre de ses manifestations lorsque celles-ci seront concomitantes avec la présence d'un locataire sur le site du marché municipal couvert et non couvert, respecter les conditions d'occupation du locataire et veiller à ne porter atteinte à son activité.

ARTICLE 14. INTUITU PERSONAE ET CESSION DU CONTRAT

La présente convention est conclue en considérations des qualités et de la compétence accordée à l'E.P.I.C pour l'exploitation commerciale du marché municipal couvert et non couvert.

L'E.P.I.C ne peut donc céder toute ou partie des obligations mises à sa charge et des droits acquis par la présente convention sans autorisation préalable, expresse et écrite de la Mairie de La Teste de Buch.

Le non-respect des dispositions des alinéas précédents pourra entraîner la résiliation de plein droit de la présente convention par la Mairie de La Teste de Buch.

De même, la Mairie de La Teste de Buch s'engage à ne pas céder les biens faisant l'objet de la présente mise à disposition pour toute la durée de la convention, sans garantir le maintien des droits de l'occupant. Il est précisé que toute cession partielle ou totale des biens fera l'objet d'une information préalable de l'E.P.I.C.

ARTICLE 15. CONTRÔLES ET ACTIONS

La Mairie de La Teste de Buch dispose du droit de se rendre sur site à tout moment pour vérifier l'état des lieux et du respect des obligations de l'occupant. L'E.P.I.C ne pourra refuser l'accès aux locaux que sur un motif d'impératif commercial (notamment pour ne pas perturber l'activité d'un exposant) ou de contrainte logistique majeure.

En cas de contestations entre la Mairie de La Teste de Buch et l'E.P.I.C sur les conditions d'occupation du marché municipal couvert et non couvert ou sur son état, il sera procédé aux frais de la Mairie à un constat contradictoire donnant lieu à procès-verbal. L'occupant devra être informé au moins 7 jours avant la tenue de ce constat.

En cas de demande de la Mairie de La Teste de Buch, l'E.P.I.C doit être en mesure de fournir, dans un délai de 30 jours, tous les documents utiles (bilan, rapport d'activité ou autres, le mode de preuve étant libre), afin de permettre de vérifier que le marché municipal couvert et non couvert sont bien exploités dans le cadre convenu.

Dans les cas particuliers de troubles à l'ordre public, de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité ou de risque avéré et imminent pour la sécurité des biens ou des personnes, la Mairie de La Teste de Buch dispose du droit de fermer les locaux sans préavis.

ARTICLE 16. ETAT DES LIEUX EN FIN D'OCCUPATION

A l'expiration de la présente convention, il sera procédé à un état des lieux contradictoire de fin d'occupation, lequel devra être réalisé au plus tôt 1 mois avant la date de fin de la convention et au plus tard 1 mois après cette date.

L'E.P.I.C devra restituer les lieux, équipements et matériels appartenant à la Mairie de La Teste de Buch en parfait état, dans la limite de leur usure et sous réserve des altérations ou cessions réalisées au cours de l'occupation conformément au cadre posé par la présente convention.

Dans le cas contraire, la Mairie de La Teste de Buch se réserve le droit de demander la prise en charge des frais de remise en état qui résulterait d'une mauvaise gestion des biens, d'une insuffisance de l'occupant, d'un manquant à ses obligations ou à une affectation non conforme des biens.

ARTICLE 17. REDEVANCE

A la date de la signature de la présente convention, la commune de la Teste de Buch met gratuitement à disposition de l'E.P.I.C. les biens comme détaillés en son article 5 de la présente convention, à titre précaire et révocable.

ARTICLE 18. ASSURANCES

La Mairie de La Teste de Buch et l'E.P.I.C s'engagent à souscrire les contrats d'assurance pour couvrir les risques et dommages pouvant concerner leurs responsabilités respectives.

Le contrat d'assurance de l'E.P.I.C doit notamment couvrir les cas de vol, d'incendie, de dégâts des eaux et sa responsabilité civile.

La Mairie de La Teste de Buch peut demander à tout moment la justification des contrats d'assurance et du paiement régulier des primes d'assurance de la part de l'occupant, lequel disposera d'un délai de 15 jours pour communiquer ces éléments.

ARTICLE 19. MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut faire l'objet de modification par voie d'avenant, lesquels devront être nécessairement signés par les représentants habilités des deux parties.

ARTICLE 20. RESILIATION

20.1 Résiliation à l'initiative du propriétaire

La Mairie de La Teste de Buch peut procéder à la résiliation de la présente convention pour l'un des motifs suivants :

- Manquement de l'occupant à l'une de ses obligations, pour lequel la présente convention prévoit la possibilité de résilier ;

Modification notable des conditions d'occupation et d'exploitation du marché municipal couvert et non couvert ;

- (voir article 6.1 de la présente convention) ;
- Manquements graves ou répétés de l'occupant à des obligations pour lesquelles la présente convention ne prévoit pas expressément la résiliation comme sanction ;
- Motif d'intérêt général.

La résiliation prendra effet 120 jours minimum à compter de sa notification par écrit recommandé à l'occupant. La résiliation peut prévoir une date d'effet ultérieure à ce délai. La résiliation entraîne la programmation d'un état des lieux de fin d'occupation dans les conditions prévues à la présente convention.

20.2 Résiliation à l'initiative de l'occupant

L'Office de Tourisme peut procéder à la résiliation de la présente convention pour l'un des motifs suivants :

- Manquements graves ou répétés du propriétaire à ses obligations ;
- Arrêt de ses activités sur le site du marché municipal couvert et non couvert.

La résiliation prendra effet 120 jours minimum à compter de sa notification par écrit recommandé à l'occupant. La résiliation peut prévoir une date d'effet ultérieure à ce délai. La résiliation entraîne la programmation d'un état des lieux de fin d'occupation dans les conditions prévues à la présente convention.

ARTICLE 21. REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige autour du respect de la présente convention devra faire l'objet au préalable d'une mise en demeure et d'une demande de règlement amiable. Si et seulement si cette démarche amiable n'aboutit pas au terme d'un délai raisonnable, les parties se réservent le droit de saisir la juridiction administrative compétente, à savoir le Tribunal Administratif de Bordeaux dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux
9 Rue Tastet
CS 21490
33063 Bordeaux Cedex
Téléphone : 05.56.99.38.00
Télécopie : 05.56.24.39.03
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

ARTICLE 22. ENGAGEMENT DES PARTIES

Pour la MAIRIE DE LA TESTE DE BUCH

Patrick DAVET

Maire de La Teste de Buch

Pour l'E.P.I.C.

Président du Conseil d'Administration

Fait à La Teste de Buch, le .....

AVENANT n°2
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU PROFIT DE L'EPIC – Office de Tourisme en date du 23 juillet 2012

Immeuble 13 bis rue Victor Hugo

Entre :

La Commune de La Teste de Buch, représentée par son Maire, Monsieur Patrick DAVET, dont les bureaux sont situés en l'Hôtel de Ville, dûment habilité par la délibération n°2020-07-155 du 16 juillet 2020 et agissant au nom et pour le compte de celle-ci en vertu de

Ci-après dénommée la Commune,

D'UNE PART

L'EPIC-Office de Tourisme représenté par sa Directrice, Madame Astrid ZORZABALBERE, dûment habilitée en vertu de

Ci-après dénommé l'EPIC – Office de Tourisme ou le Bénéficiaire,

D'AUTRE PART

Il est exposé ce qui suit :

EXPOSE

La Commune est propriétaire de l'immeuble cadastré section FR n° 633, situé 13 bis rue Victor Hugo, élevé d'un rez-de-chaussée et d'un étage, d'une superficie respectivement de 132,05 m² et 155,62 m².

Aux termes d'une convention en date du 23 juillet 2012, Commune a mis à la disposition de l'EPIC – Office de Tourisme, à titre gratuit, le rez-de-chaussée de cet immeuble, pour une durée non renouvelable de 10 années entières et consécutives à compter du 02 juillet 2012 soit jusqu'au 1er juillet 2022.

Puis, l'EPIC-Office de Tourisme a sollicité la mise à disposition du premier étage, qui était alors inoccupé, pour y installer l'Office du Commerce et de l'Artisanat, ce qui a donné lieu à la signature d'un avenant n°1 le 30 mars 2021.

Or, par délibération n° 2021-05-451 du 23 septembre 2021, le Conseil Municipal a approuvé la dissolution de l'EPIC-Office de Tourisme au 31 décembre 2021.

Par délibération du même jour n° 2021-09-450, le Conseil Municipal a accepté la création d'un nouvel EPIC à compter du 1er janvier 2022, dénommé « OFFICE DU TOURISME, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE LA TESTE DE BUCH » et a approuvé les statuts de ce nouvel établissement.

Il est donc nécessaire de modifier la convention et l'avenant n°1 précités pour prendre en compte l'existence de ce nouvel EPIC se substituant à l'EPIC-Office de Tourisme.

AVENANT

Article 1er : La dénomination « EPIC-Office de Tourisme » est remplacée systématiquement, dans toute la convention du 23 juillet 2012 et son avenant n°1 précités, par la dénomination suivante : « EPIC OFFICE DU TOURISME, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE LA TESTE DE BUCH ».

Article 2 : Le présent avenant prend effet à compter du 1er janvier 2022.

Article 3 : Toutes les clauses et conditions de la convention de mise à disposition en date du 23 juillet 2012 et de son avenant n°1 qui ne sont pas modifiées ou supprimées par le présent avenant demeurent en vigueur.

Fait à LA TESTE DE BUCH en deux exemplaires, le

Le Maire de La Teste de Buch,

Patrick DAVET

La Directrice de l'Office de Tourisme,

Astrid ZORZABALBERE

Inventaire de la Ville de La Teste de Buch à mettre à disposition de l'EPIC OT

Marché Municipal + Office de Tourisme

Nature	Année Acquisition	N° Immobilisation	Libellé du bien	Valeur Historique	Amortissements Cumulés	VNC au 30/12/2021
2051	2014	L/2051/0134	Module Plan De Marche - Marche Municipal	336,00	336,00	0,00
2111	1996	T/2111002	Parcelles Fp 260 - 264 - 271 : 5 318 M²	683,04	0,00	683,04
2112	2010	2112075	Place Du Marché Extérieur (Parcelle Fp 266 - 270 : 3 144 M²)	285 688,72	0,00	285 688,72
2121	2007	P/2121/0020	AMGT ABORDS DU MARCHE - PLANTATIONS	11 252,57	10 500,00	752,57
	2008	P/2121/0026	CREATION RP DU MARCHE	6 759,01	5 400,00	1 359,01
	2013	P/2121/0058	AMGT ABORDS MARCHE MUNICIPAL - PLANTATIONS	1 362,81	720,00	642,81
21318	1996	B/21318010/003	Office Du Tourisme (Etage)	459 185,66	0,00	459 185,66
	2012	B/21318010/003-1	Office Du Tourisme (Rez De Chaussee)	150 449,75	0,00	150 449,75
	1996	B/21318011/010	Marche Municipal	4 478 059,49	0,00	4 478 059,49
	2016	B/21318011/010-1	Local Poubelle - Marche Municipal	7 104,67	0,00	7 104,67
	1996	B/21318011/011	Office Du Tourisme Marche	6 454,31	0,00	6 454,31
2152	2013	R/13/2152-8	ABORDS MARCHE MUNICIPAL- AMGT 7 Jardinières en Béton	7 970,14	0,00	7 970,14
2183	2019	M/2183001/650	Marche Municipal - Imprimante Hp Laserjet Pro M227Fdw	357,31	357,31	0,00
	2021	M/2183001/747	Marche Municipal - Imprimante Samsung Bixolon	480,00	0,00	480,00
2184	2013	M/2184/0346	Vitrine D'Extérieur Murale - Porte Battente En Plexiglas - Fond Tôle 8 A4 - Marche Mun	146,75	146,75	0,00
	2011	M/2184001/0279	Local Du Placier - Armoire Vest V2S - Marché Municipal	318,80	318,80	0,00
	2013	M/2184001/0347	3 Fauteuils De Travail For All Tissu King L Noir - Local Placier Marché Municipal	619,75	619,75	0,00
	2018	M/2184001/0503	Marche Municipal - 3 Vestiaires Individuel Salis Suiv Gs	356,40	356,40	0,00
	2018	M/2184001/0504	Marche Municipal - 1 Vestiaire Individuel Salis Suiv Gs	194,95	194,95	0,00
2188	2003	M/2188/0066	Coffre C1201 A2P Classe IE 188 L	3 647,70	3 276,00	371,7
	2007	M/2188/0367	6 Corbeilles Abords Du Marche Couvert	12 450,36	12 450,36	0,00
			8 Bancs Abords Du Marche Couvert			
			4 Parcs À Vélos Abords Du Marche Couvert			
			14 Potelets Abords Du Marche Couvert			
	2011	M/2188/0564	Marche Municipal - Cabines Sanitaires Automatiques	59 969,10	53 964,00	0,00
	2012	M/2188/0564-1	Quartier Marche Municipal - Cabines Sanitaires	382,00	382,00	0,00
	2012	M/2188/0661	Sonorisation Marche Municipal	389,70	389,70	0,00
	2013	M/2188/0696	Marche Municipal - Seche Mains	139,80	139,80	0,00
	2013	M/2188/0730	Marche Municipal - 6 Cendriers Muraux Itr2 New	377,94	377,94	0,00
	2013	M/2188/0748	Marche Municipal - Potelet/Chaine/Maillon	6 436,87	6 436,87	0,00
	2013	M/2188/0762	Marche Municipal - Réfrigerateur Table Top Fagor Fl400W	12 104,71	10 591,00	0,00
			Marche Municipal - 2 Machines À Glace Marque Brema G500A Ref 31495			
	2014	M/2188/0799	Parking Marche Municipal - Barriere Amovible	3 841,07	3 841,07	0,00
	2016	M/2188/1119	Marche Municipal - Machine A Glace Sme 500	10 155,90	8 124,00	0,00
	2016	M/2188/1120	Marche Municipal - Machine A Glace Sme 500	10 155,90	8 124,00	0,00
	2017	M/2188/1187	Marche Municipal Cote Rue Verdun - Remplacement Mât Accidenté	3 300,60	1 980,00	660,60
	2018	M/2188/1375	Marche Municipal - 4 Poletes Amovibles Et Cidex	4 980,00	3 320,00	0,00
	2018	M/2188/1380	Marche Municipal - 4 Poteaux Cidex B6 La Poste	414,19	414,19	0,00
	2018	M/2188/1425	Marche Municipal - 6 Cendriers Muraux Portsea Eco + 6 Plaque Alu Zone Fumeur	759,00	759,00	0,00
	2018	M/2188/1490	Marche Municipal - 2 Potelets Pour Signalisation Place Pmr Nord Marché Couvert	1 560,00	1 040,00	0,00
	2018	M/2188/1529	Marche Municipal - Remplacement Borne Escamotable Nord/Est Marché Couvert	5 661,36	3 774,00	0,00
	2018	M/2188/1569	Marche Municipal - Chariot Multi Usage 2 Seaux 15L + 2 Seaux 6L Techline Floorr390518	225,36	225,36	0,00
	2020	M/2188/1994	Marche Municipal - Aspirateur Eau /Poussiere Nt65/2	864,00	0,00	692,00
	2020	M/2188/2116	Marche Municipal - 3 Extincteurs Eau E6A15Ev	177,48	0,00	0,00
	2021	M/2188/2260	Marche Municipal - Horloge Astronomique	517,91	0,00	517,91
			Total Marché Municipal + Office de Tourisme	***5 556 291,08***	***138 559,25***	***5 401 072,38***

Parc des Expositions

Nature	Année Acquisition	N° Immobilisation	Libellé Du Bien	Valeur Historique	Amortissements Cumulés	VNC au 31/12/2021
2111	1996	T/2111004/0002	Parcelles Gz 77 & 78 = 13 766 M²	2 884,07	0,00	2 884,07
2118	2004	PARC/2118/0001	Acquisition Terrain Parc Des Expositions (Gz 79 - 28 840M²)	526 303,86	0,00	526 303,86
2131	2004	PARC/2131/0001	Acquisition Batiment Parc Des Expositions	201 935,04	114 427,00	87 508,04
			Total Parc des Expositions	***731 122,97***	***114 427,00***	***616 695,97***

Aire des Camping Car Cazaux

Nature	Année Acquisition	N° Immobilisation	Libellé Du Bien	Valeur Historique	Amortissements Cumulés	VNC au 31/12/2021
2111	1996	T/2111004/0011	Parcelles Cw 72, 73, 74, 109-111 & 114 = 2 570M²	389,51	0,00	389,51
			Total Aire des Camping Car Cazaux	***389,51***	***0,00***	***389,51***

Etat de l'Actif Epic Office de Tourisme Budget 71600

2051 D **Concessions et droits assimilé**

N°	N° Inventaire	Date Achat	Intitulé	Valeur Achat	Amo.Cum	Valeur Nette
00001	023	01/01/2006	LOGICIEL PROGEMA	2 601,30	2 601,30	
00002	077	11/07/2014	OPEN OFFICE STANDARD 4 LICENCE	816,00	816,00	
00003	080	06/10/2015	LICENCE OPEN GOVT OFFICE 2013	342,00	342,00	
00004	082	22/02/2016	LOGICIEL AMORTISSEMENT MX2	600,00	600,00	
00008	86	16/06/2016	LICENCE OPEN GOVT OFFICE 2016	660,00	660,00	
00010	92	20/12/2018	SITE INTERNET	27 540,00	27 537,24	2,76
00012	96	15/03/2019	LICENCE PLATEFORME	2 400,00	2 235,33	164,67
00011	95	15/03/2019	LICENCE LOGI. GEST. TAXE SEJOU	3 000,00	2 794,16	205,84
Total	*2051*	*D*		37 959,30	37 586,03	373,27

2181 D **Installat°,agencement,aménag.d**

N°	N° Inventaire	Date Achat	Intitulé	Valeur Achat	Amo.Cum	Valeur Nette
00001	050	06/07/2012	D BEAUNE ARCHITECTE INTERIEUR	16 856,61	16 856,61	
00003	052	07/07/2012	TYPIC INT AGENCEMENT	14 094,17	14 094,17	
00002	051	07/07/2012	TYPIC INT DECORATION	14 094,17	14 094,17	
00004	100	19/02/2020	BOUTIQUE OT	8 500,00	1 983,33	6 516,67
Total	*2181*	*D*		53 544,95	47 028,28	6 516,67

2182 D **MATERIEL DE TRANSPORT**

N°	N° Inventaire	Date Achat	Intitulé	Valeur Achat	Amo.Cum	Valeur Nette
00002	90	08/03/2018	VEHICULE ZOE ZEN R90	15 812,76	15 077,03	735,73
Total	*2182*	*D*		15 812,76	15 077,03	735,73

2183 D **Matériel de bureau & d'informa**

N°	N° Inventaire	Date Achat	Intitulé	Valeur Achat	Amo.Cum	Valeur Nette
00004	006	04/11/2005	IMPRIMANTE PERSO LEXMARK	107,15	107,15	
00006	008	17/11/2005	MICRO DELL 2.8GH	736,50	736,50	
00003	047	18/11/2008	SURFONLINE 3 MONITEURS HUNDAI	630,56	630,56	
00002	054	03/02/2012	INMAC HP SCAN JET 5590	327,70	327,70	
00001	053	28/09/2012	RECOM POSTE TELEPHONIQUE	343,65	343,65	
00005	076	11/07/2014	4 MICROS INTELCORE	2 452,03	2 452,03	
00007	079	06/10/2015	MICRO PORTABLE HP PROBOOK 450	738,30	738,30	
00012	083	08/03/2016	ENREGISTREUR NUMERIQUE	69,80	69,80	
00011	087	16/06/2016	MICRO ACCUEIL INTEL CORE (2)	1 360,00	1 360,00	
00014	98	18/06/2019	ECRAN MURAL A MOTEUR	257,24	217,45	39,79
00013	97	18/06/2019	VIDEO PROJECTEUR	1 088,32	965,97	122,35
00015	99	25/06/2019	PC PORTABLE PROBOOK	784,92	658,39	126,53
00016	98	28/01/2020	WELOGIN IMPRIMANTE TIROIR CAISS	368,40	368,40	
00018	102	04/06/2020	ONDULEUR RIELLO	96,00	96,00	
00030		16/07/2020	TABLETTE MICROSOFT SURFACE	1 101,90	535,65	566,25
00022	106	24/08/2020	PORTABLE SECRETARIAT	836,40	377,15	459,25
00023	107	24/08/2020	POTABLE COMPTABILITE	836,40	377,15	459,25
00020	104	24/08/2020	PC DE BUREAU LENOVO	798,44	360,04	438,40
00021	105	24/08/2020	PORTABLE TAXE DE SEJOUR	836,40	377,15	459,25
00034	126	01/01/2021	IPHONE SE 128	84,89	84,89	

2183 D (suite) **Matériel de bureau & d'informa**

N°	N° Inventaire	Date Achat	Intitulé	Valeur Achat	Amo.Cum	Valeur Nette
00032	124	13/01/2021	IPHONE 12 PRO MAX	1 004,89	323,80	681,09
00033	125	13/01/2021	IPHONE 12 PRO MAX	1 004,89	323,80	681,09
00031	123	16/01/2021	PC PORTABLE ASUS P1504JA	934,00	298,36	635,64
00035	128	11/06/2021	HP ELITEBOOK 840G7	1 590,00	294,44	1 295,56
00038	132	04/11/2021	HP ELITEBOOK 840 G7	1 562,00	82,44	1 479,56
00036	130	04/11/2021	HP ELITEBOOK 840 G7	1 562,00	82,44	1 479,56
00037	131	04/11/2021	HP ELITEBOOK 840 G7	1 562,00	82,44	1 479,56
00039		30/11/2021	IPHONE 13 PRO GHISLAINE	588,99	16,91	572,08
Total	*2183*	*D*		23 663,77	12 688,56	10 975,21

2184 D **Mobilier**

N°	N° Inventaire	Date Achat	Intitulé	Valeur Achat	Amo.Cum	Valeur Nette
00003	009	05/12/2005	ARMOIRE A PHARMACIE	115,96	115,96	
00002	022	12/12/2005	PORTE MANTEAU	49,90	49,90	
00001	012	15/12/2005	3 CAISSETTES A MONNAIE	64,18	64,18	
00004	035	25/10/2007	EDIMETA CHARIOT POSTER	980,29	980,29	
00006	038	08/11/2007	TABLES BASSES JPG	118,40	118,40	
00005	037	08/11/2007	CHAUFFEUSES JPG	866,26	866,26	
00007	048	30/01/2010	COFFRE FORT	618,33	618,33	
00020	067	17/09/2012	ARMOIRE DIRECTION	756,25	756,25	
00021	068	17/09/2012	TABLE OFFICE	206,05	206,05	

00018	065	17/09/2012	POSTE DE TRAVAIL DIRECTION	429,34	429,34	
00019	066	17/09/2012	FAUTEUIL DIRECTION	356,31	356,31	
00022	069	17/09/2012	TABOURETS OFFICE	272,40	272,40	
00025	072	17/09/2012	ARMOIRES SALLE DE REUNIONS	756,25	756,25	
00026	073	17/09/2012	FRAIS DE PORT	1 077,80	1 077,80	
00023	070	17/09/2012	TABLES SALLE REUNIONS	2 683,82	2 683,82	
00024	071	17/09/2012	CHAISES SALLE REUNIONS	1 331,87	1 331,87	
00017	064	17/09/2012	ARMOIRES BUREAU	1 350,81	1 350,81	
00010	057	17/09/2012	SIEGES ACCUEIL	599,91	599,91	
00011	058	17/09/2012	TABOURETS ACCUEIL	1 363,44	1 363,44	
00008	055	17/09/2012	BANQUE D'ACCUEIL	5 953,78	5 953,78	
00009	056	17/09/2012	RANGEMENT ACCUEIL	455,96	455,96	
00012	059	17/09/2012	FAUTEUILS ACCUEIL	352,82	352,82	
00015	062	17/09/2012	POSTES TRAVAIL BUREAU	2 599,63	2 599,63	
00016	063	17/09/2012	FAUTEUILS BUREAUX	1 425,25	1 425,25	
00013	060	17/09/2012	BANC ACCUEIL	380,38	380,38	
00014	061	17/09/2012	PRESENTOIRS MURAUX ACCUEIL	260,32	260,32	
00027	075	28/06/2013	CAISSON CONNEXIS	226,04	226,04	
00028	074	17/07/2013	MOBILIER	2 486,13	2 486,13	
00029	078	18/06/2015	TV LED SAMSUNG UE40H5040	399,00	399,00	
00030	081	31/10/2015	VITRINE EXTERIEURE	170,88	170,88	
00038	101	30/09/2018	SIEGE RESILLE	406,80	406,80	
Total	*2184*	*D*		29 114,56	29 114,56	0,00

2188 D **Autres immobilisations corpore**

N°	N° Inventaire	Date Achat	Intitulé	Valeur Achat	Amo.Cum	Valeur Nette
00001	30	24/02/2006	DIABLE ET ESCABEAU	94,82	94,82	
00002	49	01/07/2010	CLIMATISEUR + TAPIS	581,95	581,95	
00009	085	04/04/2016	ENSEIGNES LUMINEUSES (2)	588,00	588,00	
00010	084	04/04/2016	PAVILLON 1X1,5 M (2)	86,00	86,00	
00011	089	28/08/2017	COMPTOIR POPUP ET VISUEL	682,80	592,90	89,90
00015	117	30/06/2020	ECRAN PLEXI DE COMPTOIR	106,80	106,80	
00016	118	31/07/2020	ECRAN PLEXI DE COMPTOIR	106,80	106,80	
00017		30/09/2020	POTEAU CHROME SANGLE ROUGE	119,06	119,06	
Total	*2188*	*D*		2 366,23	2 276,33	89,90

2211 D **TERRAIN**

N°	N° Inventaire	Date Achat	Intitulé	Valeur Achat	Amo.Cum	Valeur Nette
00001	135	01/09/2009	TERRAIN CAMPING CAZAUX	3 970,92		3 970,92
Total	*2211*	*D*		3 970,92		3 970,92

2238 D **autres constructions**

N°	N° Inventaire	Date Achat	Intitulé	Valeur Achat	Amo.Cum	Valeur Nette
00001	122	01/09/2009	CAMPING	28 644,73	5 728,95	22 915,78
Total	*2238*	*D*		28 644,73	5 728,95	22 915,78

TOTAL GENERAL	Valeur Achat	Amo.Cumulés	Valeur Nette
	195 077,22	**149 499,74**	**45 577,48**

TOTAL PAR CHAPITRE

Chapitre	Valeur Achat	Amort Cumulés	Valeur Nette
20	37 959,30	37 586,03	373,27
21	124 502,27	106 184,76	18 317,51
22	32 615,65	5 728,95	26 886,70

Etat de l'Actif Epic Office de Tourisme Service Parc des Expositions Budget 71601

Compte	N° Inventaire	Immobilisation	Date Acquisition	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette
2051	82	Progema Compta	07/11/2019	2 272,70	871,21	1 401,49
2051	84	Licence IV	01/11/2019	10 900,00	0,00	10 900,00
Total 2051 :				**13 172,70**	**871,21**	**12 301,49**
2181	85	Mat & Agencement	01/11/2019	100,00	100,00	0,00
Total 2181 :				**100,00**	**100,00**	**0,00**
2183	83	Caisse Enregistreuse	04/12/2019	436,50	436,50	0,00
2183	87	Imprimante Therm Epson	19/02/2020	290,00	290,00	0,00
2183	86	Logiciel billeterie Parc	19/02/2020	250,00	250,00	0,00
Total 2183 :				**976,50**	**976,50**	**0,00**
Total Immobilisation Budget 71601				**14 249,20**	**1 947,71**	**12 301,49**

Monsieur le Maire :
Merci Mme Othaburu, y a-t- il des interventions ?

Monsieur MURET :
Merci de m'autoriser la parole, en préambule je voudrais dire que j'avais plutôt un a priori positif sur cet élargissement des missions de l'EPIC, sur la création de cette régie pluridisciplinaire je trouvais plutôt bien avec l'accent que vous souhaitez mettre à la fois sur l'attractivité et sur la redynamisation du commerce du centre-ville, cela me semblait opportun ça c'est sur le fond.
En réalité sur la forme et la procédure c'est là que ça commence à pécher.
Je peux en parler pour avoir suivi le conseil du 23/09 depuis internet malheureusement retenu pour des horaires inadaptés, mes collègues l'ont particulièrement bien souligné cette délibération qui nous avait été soumise à date n'était ni suffisamment préparée ni suffisamment aboutie.

Effectivement chose que l'on rattrape ce soir et cela ne trompe personne on voit bien qu'effectivement le fait que le groupe d'opposition mené par Dominique Ducasse ait intenté un recours contre cette délibération qui n'était à l'évidence pas complètement construite pour éclairer suffisamment le consentement et le vote des membres d'un conseil municipal, a eu cet effet et je vous remercie M le Maire d'avoir organisé cette séance avec un expert pour combler les déficits techniques, c'est utile et ça permet que l'on comprenne beaucoup mieux de quoi on parle.

Sur le fond je suis à peu près d'accord avec cette ambition mais dans le détail mes 2 points durs c'est une partie dont on a peu parlé, c'était la partie « animations » et la question qui reste en suspens à laquelle je n'ai pas de réponse l'EPIC va-t-il gérer les fêtes du port ? En termes de moyens, en termes de charge de travail, la convention on en parle pas trop, la convention entre la ville et les fêtes du port on en parle pas du tout, est-ce que cette idée qui a germé un moment a été abandonnée ou pas ?
Sur le fond on ne peut que s'interroger sur un organisme qui absorbe notamment le marché municipal, un point clé de la vie de notre ville et la gestion des fêtes du port c'est un pan entier des politiques publiques municipales qui sont gérées à présent par cet EPIC.

C'est 2 domaines qui vont échapper au conseil municipal, j'ai bien entendu ce que vous nous avez dit sur le contrôle qui était directement effectué par le conseil municipal mais au travers du rapport annuel de l'EPIC, ce n'est pas véritablement un contrôle à mon sens mais peut-être l'expérience me démontrera le contraire et donc pour moi il y a un vrai risque d'opacité et finalement même de confiscation au contrôle démocratique qui s'exerce dans cette assemblée et on va retirer des éléments qui sont traditionnels de la gestion de la ville comme le fonctionnement, la tarification, la vie du marché on va la retirer au débat de cette assemblée à laquelle nous appartenons.
Ce n'est pas anodin d'externaliser un marché municipal fût-il pour une gestion d'un EPIC, on a bien compris que dans votre esprit et présentation l'EPIC finalement c'est la famille, c'est encore la mairie mais institutionnellement ça ne l'est plus et démocratiquement ça ne l'est plus.

Pour moi c'est dangereux, et je ne vois pas dans vos démonstrations d'éléments qui me font croire à des vraies synergies dans ce transfert du marché vers l'EPIC.
Je l'ai déjà dit la gestion du marché municipal est une chose délicate qui implique de la diplomatie et de la fermeté et je crains que ce ne soit pas le rôle de spécialistes de

l'attractivité du marketing data ou encore de l'animation, c'est un vrai métier la gestion d'un marché municipal et ça implique de vraies compétences.

Dans l'ordre du jour qui suit, il y a une délibération tarifaire qui nous est soumise et de fait dès ce soir les tarifs du marché municipal ne sont plus votés par notre assemblée nous avons donc perdu cette prérogative de voter les tarifs d'occupation du marché dès ce soir c'est quand même un fait historique et je voulais le souligner.
Pour le contrôle de ce super EPIC je ne peux que m'en remettre à la vigilance et à la sagacité de notre collègue M Chauteau que votre majorité a sans doute désigné dans ce but et pour ces raisons je n'ai que trop de méfiance envers tous ces transferts envers ce qu'aurait dit le Général « ce machin » pour y apporter mon soutien.

Monsieur le Maire :
Avant de répondre quand on est opaque soi-même on voit l'opacité partout, maintenant on va vous répondre.

Madame OTHABURU :
Juste pour les fêtes du port, les fêtes du port c'est une association qui est municipale qui est à la Teste et qui est complétement autonome sur les fêtes du port, la mairie est un partenaire mais c'est tout.

Monsieur le Maire :
Je m'étonne de vous entendre des propos comme ça je ne sais pas si c'est radio bistrot une fois de plus, mais comment vous avez pu inventer ça par rapport aux fêtes du port.
Vous laissez entendre que l'on va abandonner les fêtes du port, cet été on a essayé de les faire, mais les fêtes se feront toujours avec l'association des fêtes du port, venez demander à ceux qui savent.

Monsieur SAVELLI :
Les fêtes du port je les ai découvertes à travers votre intervention, il n'a jamais été question et vous les trouverez nulle part dans les documents ni dans le budget qui sera présenté au conseil d'administration, tout simplement parce que l'OT ne concourt qu'à la promotion des événements qui se déroulent sur le territoire et organisés par ceux qui en ont la gestion.

Sur vos autres questions, la question de l'opacité et du contrôle, les budgets seront présentés au CA, il est là pour cela avec une trajectoire à 5 ans, je m'en porte garant, j'ai travaillé avec les services de l'EPIC pour construire à la fois le projet d'administration et le pendant financier du projet d'administration.
On n'est pas sur une structure pour une année avec une vision annuelle on est sur une trajectoire pluriannuelle avec des objectifs et des moyens, les concours de la ville n'augmentent pas alors que justement les missions de l'EPIC augmentent parce que on a une augmentation des recettes propres grâce aux synergies créées.

Sur les synergies entre le marché et pourquoi déléguer le marché : parce que tout simplement le marché fait l'objet de l'animation commerciale et qu'aujourd'hui le marché concourt à l'attractivité et au développement touristique du territoire.
Ce marché vous savez comment il fonctionne, il fonctionne avec une commission spécifique qui a un avis quasiment conforme à donner sur la tarification du marché, cette commission avec un règlement tout particulier, elle est transférée telle quelle de la commune à l'EPIC.
Les contrôles sur la tarification du marché sont faits exactement de la même manière au sein de l'EPIC qu'ils étaient faits au sein de la commune par la même commission avec la même

composition. Ensuite il y a un processus classique sur l'ensemble des tarifs qui est de dire, on a un conseil d'administration qui va proposer. Ce conseil d'administration il est majoritairement composé d'élus puisqu'ils ont la majorité absolue avec un membre qui n'est pas de la majorité municipale puisque c'était une disposition statutaire qui oblige le maire en exercice… et donc ces tarifs sont proposés et ils sont ensuite évoqués en commission et ils sont votés.
Je comprends la remarque de dire mais quelles garanties a-t-on sur l'évolution des tarifs du marché ? Effectivement vous aurez les mêmes garanties aujourd'hui puisque le lobby et les personnes consultées dans le cadre des tarifs émettent un avis conforme tout simplement je vous le dis, j'ai travaillé avec eux, de ce point de vue-là il me semble que vous avez des garanties et puis l'EPIC reste une émanation de la commune.

Aujourd'hui le seul enjeu c'est une réorganisation des services pour créer des synergies, parce que les marchés et notamment les marchés saisonniers concourent à l'élargissement de la fréquentation du territoire, à l'élargissement des saisons sur les « ailes » de saisons, c'est leur dénomination. En tout cas il y a une volonté de faire cette synergie entre l'animation touristique, l'animation commerciale et le développement du territoire dans les différents centres-bourgs de votre territoire, et c'était ça le projet d'administration et il dépasse aussi ce cadre des synergies développement touristique développement commercial et diversification des tourismes et amplification du tourisme réceptif pour les affaires avec une forte dimension environnementale puisque le volet RSE fait pleinement partie prenante du projet administration et a donné lieu dans le CA à la nomination d'une adjointe qui est en charge de l'environnement, pour dire que c'est bien l'attractivité dans l'ensemble de ces composantes qui a été retravaillé dans ce projet d'administration.

Monsieur le Maire :
Nous allons mettre cette délibération, nous allons donner la parole à M Chauteau.

Monsieur CHAUTEAU :
Monsieur Muret me donne l'occasion de préciser, je suis en effet administrateur et en tout cas pas contrôleur de gestion au profit de quiconque, je suis administrateur pour construire avec l'équipe du CA et de ce nouvel EPIC.
J'avais préparé une intervention un peu plus générale, assez courte, un peu emphatique comme certains me le reprochent mais peu importe.

Lors de mon intervention pendant le conseil précédent, plutôt que de m'écouter, deux de nos collègues se sont levés pour vaquer à leurs préoccupations personnelles du moment.
Cela s'appelle de la communication non verbale que j'ai trouvée particulièrement gênante et irrespectueuse.
J'ajoute que certaines communications verbales celles-ci, vis-à-vis de notre Maire ne sont pas dignes de la fonction qui est la nôtre ici, celle d'Elu de la République.

Je suggère aux membres de Conseil municipal des Jeunes de prendre une leçon de « ce qu'il ne faut pas faire ! »

Pour être plus sérieux, je ne peux rester sans rien dire sur ce sujet car notre vie démocratique est en danger. Pourquoi ne pas prendre acte que l'abstention est le résultat de la perte de confiance qu'ont nos concitoyens pour les Elus ?
Pourquoi ne pas considérer que cette perte de confiance est le résultat de la perte de respect qu'ont les Elus entre eux ?
L'abstention est un danger mortifère pour la Démocratie…

« Quand le peuple ne veut plus voter, il redevient une foule » disait Platon.
Moi plus modestement, je dis que la Politique n'est pas un sport de combat mais qu'elle est le plus noble des jeux de société.
Pour donner l'exemple, respectons-en les règles pour honorer les électeurs et les électrices qui jouent le jeu en allant voter.
Merci pour votre écoute.

Monsieur le Maire :
Nous mettons cette délibération au vote,

Oppositions : M. DUCASSE – Mme MONTEIL MACARD – M. MURET – Mme PHILIP par procuration – Mme DELMAS – M. MAISONNAVE

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à la majorité.

Simplement je voudrais rajouter que nous notre motivation c'est la construction, c'est l'avenir de notre ville ce n'est pas la destruction, ce que vous êtes en train de faire.

Madame DESMOLLES :

C'est pour rajouter à ce que vient de dire notre collègue, si je prends la parole aujourd'hui c'est en qualité de doyenne des élus, déjà au dernier conseil j'ai été choquée par l'intervention de certaines personnes par des propos que j'estime injurieux peu dignes de personnes responsables.
Il est bien évident que l'opposition fait son travail à sa façon mais la correction doit être de mise pour tous, politesse, respect, prendre la parole pour des propos acerbes c'est inutile, les joutes verbales ne font en rien avancer les choses, nous perdons tous notre temps.
Je pensais que vous étiez là vous aussi l'opposition pour le bien de la ville, nous, nous sommes une équipe soudée nous travaillons avec application sérieux pour faire ce que les électeurs attendent de nous, le bien vivre à la Teste.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Desmolles ce que vous avez dit est malheureusement une réalité, merci j'ose espérer que tout le monde se sentira concerné par les mots qui ont été donnés

Rapporteur : M. SAGNES **DEL2021-12-596**

ADOPTION DE LA CHARTE ARCHITECTURALE COMMUNALE

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,

Vu l'article L 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le projet de charte architecturale ci-joint,

Considérant que dans le cadre de la mise en œuvre d'une nouvelle politique d'urbanisme, pour un développement urbain plus harmonieux, la commune a souhaité élaborer une charte architecturale afin de renseigner les particuliers et les professionnels sur les attentes de la municipalité en matière de qualité de construction, d'aménagement extérieurs, et d'identité architecturale testerine.

Considérant que la rédaction de cette charte repose sur un diagnostic du territoire de la Teste de Buch, plus précisément de ses paysages, de sa structure urbaine ainsi que de son patrimoine architectural et naturel,

Considérant que l'analyse effectuée a permis d'établir un certain nombre de préconisations, ayant pour objectif d'assurer une bonne insertion des projets de construction dans le paysage de la rue et plus largement de la ville,

Considérant que cette charte se doit d'être un outil simple dans sa lecture et sa mise en œuvre, réalisé pour l'ensemble des acteurs (particuliers, professionnels de l'immobilier, architectes, service instructeur, etc…), en vue d'assurer une intégration architecturale et paysagère réussie des projets de constructions, et ce dès leur conception, concourant ainsi à la préservation et à la valorisation du territoire,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 07 décembre 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER la charte architecturale communale ci-jointe.

La charte architecturale a été transmise à l'ensemble des élus avec la convocation du conseil municipal

Adoption de la charte architecturale et paysagère communale

Note explicative de synthèse

Dans le cadre de la nouvelle politique d'urbanisme, la commune a souhaité établir une charte architecturale et paysagère afin de renseigner les particuliers et les professionnels sur les attentes de la municipalité en matière de qualité de construction, d'aménagements extérieurs, et d'identité architecturale testerine.

Cette charte a été établie par l'architecte conseil de la ville, en tenant compte de la volonté de l'équipe municipale : la ville souhaite accompagner de façon harmonieuse le développement urbain et affirme son attachement à la qualité des constructions, à une architecturale locale et à la préservation d'un cadre de vie apaisé.

Cette charte est un document de sensibilisation visant à attirer l'attention des maîtres d'ouvrages sur les qualités d'une ville, ses bâtiments, ses paysages et à donner des conseils et préconisations sur les projets à venir, en harmonie avec les objectifs de développement de la commune. Elle ne superpose pas au plan local d'urbanisme et n'a pas de caractère réglementaire.

La charte architecturale et paysagère se veut être :

- Un outil pédagogique et de sensibilisation pour les porteurs de projets (promoteurs, constructeurs, professionnels de l'immobilier, particuliers…)
- Un outil de travail et de conseil pour les instructeurs, architectes,
- Un outil d'aide à la décision pour les élus
- Et principalement un outil de dialogue et un référentiel pour tous les acteurs qui participent à l'évolution de la ville.

Volontairement didactique, elle se décline en neuf parties :

1. Les caractéristiques de la ville, avec un développement sur le type d'architecture locale
2. Les engagements sur le déroulement du projet
3. L'insertion urbaine et paysagère
4. La qualité architecturale
5. l'aspect et la durabilité des constructions
6. la qualité d'usage des logements
7. une architecture durable en lien avec son environnement
8. chantier propre et limitation des nuisances

Il s'agit de donner des préconisations et recommandations, afin que l'ensemble des acteurs s'engagent dans une architecture durable et identitaire afin de préparer la ville de demain.

La délibération a donc pour objet de :

- Approuver la charte architecturale et paysagère communale.

Monsieur SAGNES :
Comme convenu et avant de laisser la parole à M Vacheron, je souhaite replacer en quelques mots cette charte architecturale dans notre nouvelle démarche communale.
Aujourd'hui dans le cadre de la nouvelle politique d'urbanisme, l'équipe municipale souhaite définir par cette charte la qualité des projets d'aménagements afin d'assurer la cohérence entre les constructions actuelles et les futurs aménagements tout en préservant notre identité urbaine et locale.
Cette charte qui a été établie par notre architecte conseil M Vacheron en prenant en considération la volonté de la municipalité, se veut être un document pédagogique afin de répertorier un certain nombre d'enjeux et d'objectifs à prendre en compte dans les projets d'aménagements de notre commune.
Cette charte est là également pour fournir des pistes de réflexions et d'analyses en rapport avec ces objectifs, elle est multi-aide à la conception de projets afin de faire émerger une culture urbaine partagée entre les particuliers et les professionnels de la construction.

Cette charte architecturale et paysagère vise à renforcer la qualité des futures constructions, améliorer l'esthétisme des bâtiments, contribuer à l'image souhaitée par la municipalité d'une ville dynamique et agréable à vivre, mettre en avant les éléments architecturaux et paysager, protégés ou non par le PLU, prendre part au développement durable.
Il s'agit avec cette charte de donner des préconisations et des recommandations aux différents acteurs afin qu'ils s'engagent dans une architecture durable et testerine.
Les objectifs de cette charte sont d'accompagner les projets d'aménagements et de construire la ville de demain que nous laisserons à nos enfants.
Je vais laisser la parole à M Vacheron qui va nous présenter cette charte beaucoup plus en détail.

Monsieur VACHERON : (projection d'un power point) à joindre ??
Un constat de la commune, la commune est une commune multiple, c'est-à-dire composée de différents secteurs, secteur Cazaux Pyla et la Teste.
L'élément de liaison entre ces 3 secteurs est la nature, la forêt, dans la partie la plus importante de la Teste elle est composée également de différents secteurs, le quartier historique, le port ostréicole, le centre-ville et en périphérie un tissu pavillonnaire.

Dans le secteur centre-ville et historique, nous avons constaté l'existence de 3 types d'architecture, architecture de pierre, de cabane ostréicole, de chais et balnéaire.
L'élément de liaison entre les secteurs Cazaux, Pyla et la Teste c'est la nature et la végétation, au centre-ville de la Teste la végétation est peu perceptible depuis le domaine public par contre en photo aérienne on peut apercevoir qu'au cœur des ilots on a beaucoup de végétation et de forêt, par le biais des espaces publics nous voulons renforcer l'aménagement paysager.
Autres caractéristiques de la Teste c'est la présence des crastes, à l'heure actuelle elles sont busées plus visibles soit elles sont à l'air libre mais d'un entretien peu fréquent.
Nous souhaitons redonner vie à ces espaces naturels.

L'architecture testerine on va voir que l'on a trouvé différents détails d'architecture à appliquer pour caractériser l'architecture, tout d'abord la volumétrie principale au centre-ville nous avons la possibilité de monter en rez- de- chaussée + 2 étages en périphérie du centre et sur les structures rayonnantes et dans l'hyper centre nous pouvons monter en R+3.
Quand on est en R+2 on a décidé de donner la même surface au rez- de- chaussée, 1er et 2ème étage, à partir du 2ème étage lorsque on peut passer à du R+3 on a la possibilité d'avoir

des étages en attique c'est-à-dire en retrait des façades en périmétrie, par contre on souhaite éviter ce phénomène-là de socles et super-structures en partie attique qui ne sont pas protégées et offrent des façades relativement dégradées au bout de peu de temps.
Nous souhaitons 2 options, l'attique est à ciel ouvert par contre la toiture se prolonge comme une terrasse tropézienne et elle vient protéger la façade qui est au niveau de l'alignement.
Autre option, nous avons la toiture, un débordement avec un système de poteau métallique en fonte que l'on peut retrouver sur des maisons rue du port.

Après le problème du pastiche architectural, nous avons plusieurs exemples avec un socle traité de façon classique et une superposition de petits toits ça se raccorde par rapport à l'architecture balnéaire mais ce n'est pas la juxtaposition sur un socle de maisons plus ou moins balnéaires qui renforce l'architecture.
Nous souhaitons lorsque nous sommes en R+2 avoir des bâtiments monolithiques traités avec des éléments architecturaux typiques des bâtiments testerins, des chaines d'angles, des toitures à 4 pentes ponctuées d'épi de toiture et caractériser les balcons.
Nous avons la possibilité d'avoir ce même type de volumétrie mais associé avec de la maçonnerie et des bardages bois, mais attention pour éviter le vieillissement prématuré il faut qu'il soit traité, saturé et non pas laissé naturel.

Autre phénomène important au niveau du rez- de- chaussée du domaine public ce sont les façades, la meilleure des solutions est d'avoir des façades avec des commerces ce qui ouvre et anime le domaine public, par contre nous voyons de plus en plus de cas où ce sont les parkings qui sont présents en rez -de -chaussée, ces parkings rue du 14 juillet on a des façades totalement aveugles avec une porte de garage métallique. Il y a différentes options pour améliorer cela, soit un phénomène de transparence qui permet de voir à l'intérieur de l'ilot qui apporte un halo de lumière et également avec le renforcement de la végétation rapporter la végétation au niveau du domaine public. Là on a des systèmes de claustras métalliques le claustra béton peut-être aussi envisagé, une des meilleures solutions est d'avoir de fausses portes de garages, de fausses fenêtres donnant l'impression que le rez de chaussée est animé… par contre dans ce système là il faut que ces éléments menuisés soient traités de façon traditionnelle, non pas plaqués en surépaisseur sur la façade mais avec un petit défoncé au niveau de la maçonnerie afin que les portes et volets soient à fleur.

Pour les lieux de présentation des ordures ménagères, à l'heure actuelle la COBAS nous demande de trouver ce genre de chose au niveau du domaine public, ce qui a été fait jusqu'à présent, soit elle n'existait pas et les containers étaient stockés sur les trottoirs et nous avions des dégradations au niveau des enduits soit une solution simple de placer un élément bois ou métallique à hauteur des poignées des containers.

Là on a vu la volumétrie, maintenant on va faire un inventaire des éléments architecturaux en référence que l'on doit mettre en œuvre dans les prochains projets.
On s'aperçoit que la plupart des maisons anciennes au niveau des angles sont traitées en pierres soit en appareillages de pierres et briquettes là celui-ci le conduit de cheminée est habillé dans l'alignement, ou uniquement pierres mais fait de façon plus traditionnelles avec une corniche, des éléments bouchardés et un socle.
La photo 5 c'est un traitement de façade contemporaine avec un angle traité en bec d'oiseau et non pas avec un chanfrein par contre on s'aperçoit que dans la partie haute la sur épaisseur de la pierre par rapport à l'enduit crée une retenue d'eau et de saleté urbaine qui à terme va rendre la pierre totalement noire. Il y a des techniques il faut matérialiser un petit

solin en zinc engravé dans l'enduit et qui vient à recouvrement, ce sont des arguments que l'on va demander au fur et à mesure aux différents pétitionnaires.
Ce qui est à proscrire, c'est traiter les angles de façon unilatérale qui ne donne aucune matière au mur ou au poteau.
Ces pierres-là elles ont un gabarit, une pierre ça fait 33 centimètres de haut ça ne fait pas ni 25 ni 15 et également les assises de briquettes là on a 5 il en existe avec 4 assises et on a des rapports différents.
Le cas extrême, le bâtiment juste derrière la mairie, où c'est du carrelage mais du carrelage en grés Seram de hauteur de 25 centimètres et on peut s'apercevoir que les assises de pierres ne sont pas alignées, elles sont en quinconce et donnent une façade totalement déséquilibrée.

Monsieur SAGNES :
Ce genre est vraiment à proscrire c'est le genre de chose que l'on ne veut plus hors de question que l'on reproduise ça, ce que nous voulons c'est vraiment une identité forte testerine avec des toits qui avancent, des avants toits, des piliers.

Monsieur VACHERON :
Un autre élément important dans la façade c'est les tuyaux de descentes, généralement ils ne sont jamais dessinés au niveau des permis de construire, c'est pour ça les dossiers que je regarde à l'heure actuelle je les ennuie pour qu'ils les dessinent mais pas n'importe où.
La référence, dans les anciennes maisons les tuyaux de descentes sont positionnés au niveau des chaines d'angle mais non pas à coté ou au bout des pierres il est positionné dans la partie centrale.
Dans les exemples la position du tuyau de descente est identique, le seul inconvénient c'est que les pierres ont été peintes en blanc et le tuyau de descente aussi, il faut que le tuyau ne contraste pas avec la façade et soit traité en élément si possible en zinc qui avec la patine du temps va permettre de le fondre avec l'ensemble de la façade, et ça c'est ce que l'on ne souhaite absolument pas ce sont des tuyaux de descente positionnés au bon vouloir, n'importe où , là on a le cas flagrant du petit toit qui est aligné avec la fenêtre mais qui n'est pas aligné avec le cintre de l'ouverture du dessous.
Dans cette partie-là les tuyaux sont positionnés aux 2 extrémités et non pas en partie centrale, c'est le cas typique de l'oubli dans la dalle du balcon de la loggia de la réservation pour passer le tuyau de descente, il est passé à l'extérieur en plis de couleur noire pour bien le faire ressortir, là c'est des solutions que l'on n'acceptera plus.

Les encadrements de fenêtre dans les 4 photos nous avons des encadrements travaillés avec des linteaux, des clés ouvragées, des tableaux le retour de la partie verticale traités à l'identique de la façade et des soubassements pouvant être traités en briquettes ou en pierres, ce qui est à proscrire totalement c'est avec à l'origine la même configuration qu'a côté mais enduite avec un enduit mono couche avec un fort relief.
L'ouverture, la position du linteau a été transformée et la proportion de l'ouverture n'est plus équilibrée, tout ça pour pouvoir positionner une fenêtre achetée dans le commerce, généralement 120x115 et on est obligé de redescendre le linteau, ça non on n'acceptera plus.

Un autre détail les volets et les occultations, dans les maisons anciennes les volets étaient en bois persienné en partie haute, ouvrant à la française sur des gonds et que ces volets étaient la continuité des éléments de charpente par les dessins détaillés et la coloration.

Nous avons un volet coloré de teinte marron foncé qui s'harmonise bien avec l'encadrement et les briquettes.
Ce qui est à proscrire c'est la dépose de ces volets bois, le remplacement des volets par des volets roulants avec des tabliers en PVC, où ici la dépose du volet bois mais remplacés par des volets PVC ou le summum le caisson de volet roulant extérieur qui change la proportion de l'ouverture et qui rapporte un élément totalement étranger à la façade.
Sur l'autre photo on a une bonne harmonie entre volets persiennés , charpente, par contre on s'aperçoit que la menuiserie bois a été changée pour du PVC, là on a un linteau cintré et on a une menuiserie avec une partie haute rectiligne ce qui offre des espaces interstitiels des plus inesthétiques.

Du fait du changement du type de chauffage dans les maisons neuves on ne chauffe presque plus en chauffage gaz avec des chaudières, on a des pompes à chaleur il faut qu'elles se situent à l 'extérieur et là on a des exemples, rue Carnot une maison rénovée avec la pompe sans habillage.
Là en face de l'église le groupe qui sert à rafraichir la partie commerciale, posé sur l'appui de fenêtre, sur une autre maison une façade qui peut être agréable mais totalement dénaturée par la position des groupes. Il existe dans le commerce des claustras bois, métalliques ou que l'on peut fabriquer soi-même et qui assurent la fonction du groupe qui a besoin de ventilation et qui peuvent être mis en place pour masquer ou dissimuler ces groupes.
Les claustras on en retrouve, cette maison place du Coum avec ce système-là on peut très bien positionner les groupes et on ne les voit plus depuis le domaine public.

Les porches d'entrée et les marquises, les marquises on les trouve dans les types de maisons balnéaires et quand les propriétaires souhaitent implanter une marquise il faut qu'elle soit à l'image de la maison dans le même style et non pas un élément acheté dans le commerce et positionné-là qui dénature totalement.
Le porche ici il a été rajouté après coup mais aussi est en totale harmonie avec la pente de la façade, l'emboitement par rapport à la pénétration les éléments bois de charpente ainsi que la coloration et il fait partie intégrante de la maison.

Dans les nouvelles constructions on va faire très attention aux balcons, dans les maisons anciennes type de pierre le balcon est à petite échelle avec un dépassement par rapport à la façade de 60 à 80 cm ces balcons-là n'étaient pas là pour s'installer, discuter boire l'apéro ce n'était pas ça, c'était on profite de l'extérieur, à l'époque la vie extérieure était bien moins importante qu'a l'heure actuelle.
Dans les constructions récentes on s'aperçoit que l'on a des balcons saillants 1,60M à 1,80M par rapport à la façade et dont le garde-corps est traité de façon transparente, ce qui fait que dans la plupart des cas dès que les propriétaires ou locataires arrivent on a droit aux canisses, là le cas de loggia en rez de chaussée où ça monte encore plus haut 2M et là on a droit aux canisses aussi.
Dans l'ancien système de socle et super structure, l'immeuble en face le garde-corps du dernier étage monte à 0,80 cm on a un tube au-dessus et on a un canisse pour masquer les 20 cm restants, ce n'est plus acceptable.

Les espaces extérieurs on va les autoriser avec un dépassement par rapport à la façade de 0,60 à 0,80 cm mais à la faveur de loggia, toujours l'espace extérieur et qui offre un lieu de vie protégé, différentes options, soit c'est protégé par une jardinière, hauteur 0,80 cm à 1M la végétation au-dessus qui renforce le phénomène de claustra entre la partie privative et la partie domaine public. Ce que l'on demandera aussi au niveau de ces loggias c'est de

compléter l'espace extérieur par des rangements, des celliers extérieurs ou des placards pour stoker tout ce qui traine sur les balcons et auxquels cas plus besoin de les masquer.

Eléments importants notamment dans les maisons balnéaires, les fermes décoratives, on peut s'apercevoir qu'elles ne sont là que sur des pans de toitures au moins 100 à 120% alors qu'à l'heure actuelle les pentes sont limitées entre 25 et 40%.
A 40% on s'aperçoit que la proportion ou l'effet espéré n'a rien à voir avec ce qu'il y a en haut, c'est relativement fade ce genre de chose et là la flèche de pignon il y en avait avant mais elles se dégradent avec le temps sont coupées et chapeautées par un petit élément en zinc. Ce que l'on ne veut absolument pas voir ce sont ces fermes qui ne sont pas décoratives comme celles-ci et en plus elles sont associées à des flèches traversant les tuiles de faitage, ce qui est totalement à l'opposé du système d'étanchéité.
Eléments importants aussi les épis de faitage que l'on retrouve dans les constructions nouvelles, la liaison entre le faitage et les arêtiers.

L'architecture de toiture terrasse, que ce soit dans les maisons en pierre, les cabanes ostréicoles ou l'architecture balnéaire, ça n'existe pas, comme notre volonté est de retrouver une architecture testerine. Toute proposition de toiture terrasse sera refusée

Dernier point les clôtures, c'est l'image de l'aplomb ramené au niveau du domaine public, je parle pour le centre-ville, les lotissements sont gérés par des règlements de lotissement et on ne peut pas aller à l'encontre qui généralement on a un muret et on ne peut pas monter à plus de 1,80M
Au Pyla on a une technique, des murets type pylatais hauteur de 80cm.
Au centre-ville de la Teste, exemple de soubassement existant fait en moellons, un chapeautage en pierres avec goutte d'eau ce qui évite les coulures au niveau de la partie basse, une grille formant claustra que l'on retrouve dans différents cas et lorsque on veut augmenter la partie privatisation par rapport au domaine public rien n'empêche de positionner une haie dense.
On retrouve aussi des colorations et des matériaux identiques entre la maison et la clôture, là on a un autre type de clôture, une architecture avec une avancé bois et une clôture bois ajourée devant.
Ce que l'on ne se souhaite pas c'est avoir, exemple rue des prés salés, rue Brémontier des murs de 1,80M sur toute la longueur. On n'a pas l'impression d'être à la Teste.
Ce type de clôture, on aura un refus sur cette partie-là.
Egalement un mur de 1,80M coiffé d'une petite tôle en alu, pareil on a une dégradation du fait de l'absence de protection, des coulures rapides.
Une surélévation d'un mur existant fait par des éléments en PVC, pareil ce n'est pas qualitatif, dernier exemple les grillages soudés remplis de lamelles en bois ou PVC ça peut être en limite séparative entre maisons mais pas par rapport au domaine public.

Tout ça pour vous exposer et dans le niveau de la charte il y en a encore plus, les différents points que l'on a pu récupérer dans les maisons existantes, maisons anciennes, et que les pétitionnaires de permis de construire puissent les utiliser.
Pour ça il y a la procédure de permis de construire, mais il serait bon que les pétitionnaires viennent nous voir en amont pour les orienter par rapport au règlement du PLU un peu délicat du fait des 2 PLU et des qualités architecturales. Une fois que l'on est d'accord là-dessus il n'y a plus de problèmes au niveau des procédures de permis.

Monsieur le Maire :
Merci M Vacheron pour cette explication que j'ai trouvée très explicite, bien détaillée, vous pouvez poser des questions, ce que nous souhaitons c'est remettre en avant cette architecture testerine, que nous avons une identité et on veut la retrouver.
On a l'exemple derrière et on ne veut plus de ça nous allons être assez intransigeants, ce sont les consignes qu'a notre architecte conseil qui est un testerin et c'est la raison pour laquelle nous l'avons sollicité, et il y a une volonté à ce niveau-là de la population testerine.

Monsieur SAGNES :
Nous avons créé une commission architecturale qui se réunit tous les mois, tous les gros chantiers, les grosses opérations immobilières qui vont se faire sur la commune passent par cette commission.
Le constructeur vient avec son architecte, et un dialogue s'instaure entre eux et nous avec la façon dont ils vont faire et emmener leur projet jusqu'au bout, ça gagne du temps, de l'efficacité nous avons mis en place cela depuis plusieurs mois et ça se passe très bien.
Les chantiers et projets avancent vous aurez l'occasion de les découvrir un peu plus tard.

Monsieur DUCASSE :
C'est un plaisir d'écouter des gens qui connaissent parfaitement leur dossier comme M Savelli tout à l'heure ou M Vacheron qui connait la Teste mieux que personne et je remercie M Sagnes et Vacheron de leur travail pointilleux de vigilance sur notre identité.
Je remercie aussi cette intention qui est de créer comme vous l'avez écrit « tout projet structurant pour la commune comportant des enjeux importants d'un point de vue architectural et paysager fera l'objet d'un passage en commission d'urbanisme »
C'est la commission urbanisme dans laquelle les élus participent ou c'est une commission externe ?

Monsieur SAGNES :
C'est une commission à laquelle je participe, oui les élus sont représentés, la directrice de l'urbanisme, une instructrice, le DGS, les architectes et les promoteurs.

Monsieur DUCASSE :
Ce n'est donc pas la commission urbanisme traditionnelle représentant les élus.
C'est dommage, dans notre projet précédent, nous on avait une commission qui était plus complexe que ça où les projets à partir de 2000M² comme vous, étaient présentés en commission d'abord des services municipaux puis ensuite aux élus.
Cette commission avait l'avantage de mettre en concours systématiquement 3 projets et là c'était des élus et les techniciens qui prenaient la décision.
Mais il en reste que je suis très satisfait de votre travail qui me rappelle quelqu'un que vous avez connu à l'époque de M Acot Mirande on avait fait la même charte paysagère c'était M Courtot qui avec son petit crayon nous avait rabattu les oreilles sur les murs pignons…..

Monsieur VACHERON :
Ça n'a pas beaucoup changé, les dossiers traités en commission d'urbanisme ce ne sont pas uniquement les gros projets, on a eu des cas de maisons associées à des bureaux à petite échelle.
Quand c'est sur des lieux structurants comme l'avenue St Exupéry on ne peut pas laisser passer n'importe quoi.

Monsieur DUCASSE :
Je suis content que l'on y revienne.

Quelque chose qui me surprend c'est le fait que dans tout cet ensemble on n'a pas parlé des grands axes de vie de notre ville, cette pénétration de la nature dans le centre, les grands projets que l'on avait dessiné sur notre charte paysagère, les projets du pôle multimodal qui est une ouverture sur la mer en même temps qu'une ouverture sur le voyage, du Baou sur laquelle il y a un espace monumental là vous avez rien prévu , sur Cazaux, Cap de Mount…..
Pourquoi vous ne nous présentez pas les dossiers fignolés au lieu de coquilles vides

Monsieur le Maire :
Ça chauffe tout ça, on avance la première année il a fallu écoper considérablement, aujourd'hui on est en train d'avancer, le conseil n'est pas fini, ne vous impatientez pas, ne vous inquiétez pas.
Tout à l'heure vous disiez « vous avez travaillé pendant 12 ans », oui les testerins ont constaté et c'est une des raisons pour lesquelles ils n'ont pas beaucoup apprécié, c'est un des constats.

Monsieur DUCASSE :
Ne revenez pas systématiquement sur ces griefs, quand on est élu avec 19% on n'est pas élu par l'ensemble des testerins M le Maire, je vais devenir con moi aussi…

Monsieur le Maire :
Ça y est on dérape, c'est mots qui vous sont familiers…..

Monsieur DUCASSE :
Je suis d'un calme olympien quand les dossiers sont bien préparés….
C'est difficile de discuter avec vous quand les dossiers ne sont pas fignolés.
Merci M Vacheron et Sagnes, quant aux toits terrasses, je pense, la ville est disparate, il y a des ilots qu'il va falloir conserver on est au 21ème siècle, il y a des choses en particulier le Grenelle de l'environnement, des problèmes de fraicheur, les terrasses tropéziennes, je pense que l'on viendra un jour à abandonner le 4 pentes dans une partie et interdire complétement le toit terrasse, je pense que M Muret qui est un spécialiste pourra assurer la suite avec sérieux.

Monsieur le Maire :
On n'a pas besoin de spécialistes pour ça, c'est un choix, j'ai tranché, M Busse.

Monsieur BUSSE :
M Ducasse ne vous inquiétez pas on va parler dans les prochains points d'aménagements structurants à l'occasion de l'étude de circulation on va vous présenter les grands projets à l'occasion des autorisations de programme, vous aurez de quoi être satisfait.

Monsieur VACHERON :
Là c'étaient des orientations générales et après on va rentrer sur chaque dossier.

Monsieur SAGNES :
Juste revenir sur la complexité d'une commission municipale, nous elle se veut pas complexe, elle se veut efficace, M Vacheron fait partie aussi de cette commission il y a des professionnels, des spécialistes, aujourd'hui elle est efficace et si il y a trop de personnes je ne sais pas si on serait très efficaces.
Ce qui m'étonne M Ducasse, mais on déborde, on parle de la charte on ne parle pas du Baou, vous aurez l'occasion d'avoir des nouvelles de ces dossiers très rapidement.

Monsieur le Maire :
Ce que nous voulons nous, c'est rester patrons chez nous ce n'est pas nous laisser imposer.
Monsieur DEISS :
Sur votre désignation, vous n'êtes pas le seul architecte testerin et j'aimerais savoir concrètement pourquoi vous avez été choisi plutôt qu'un autre ?

Monsieur le Maire :
Il n'est pas le seul architecte, mais il est le seul architecte conseil de la ville, parce que M Vacheron a des compétences, il est quelqu'un d'intègre et il a pris sa retraite.
Aujourd'hui il n'a plus d'activités au sein de son cabinet, même si son cabinet peut porter son nom, il en a le droit, mais lui il n'y travaille plus.
Voilà pourquoi, on ne peut pas demander à des gens qui sont toujours en activité, il ne l'est plus il est architecte conseil pour la ville selon un contrat établi, comme il y avait autrefois un architecte conseil M Brochet mais qui était moins souvent là parce qu'il avait d'autres occupations, c'était un choix je respecte, nous ce choix je le voulais local, si on a besoin d'un dossier, 1 heure après il est là , je voulais de la réactivité et surtout de la passion quelqu'un qui vive sa ville, et M Vacheron correspond à ça, un local.

Monsieur DEISS :
La passion on la sent très bien, mais c'est donc par nomination directe du maire ?

Monsieur le Maire :
Oui, un choix du maire

Monsieur DEISS :
Je trouve que vous êtes passé rapidement sur les 3 types d'architecture, de chai, de pierre et balnéaire.
J'aimerais que vous nous disiez à quoi va ressembler l'esthétique de nos bâtiments à long terme.

Monsieur VACHERON :
L'esthétique ce n'est pas moi qui vais la déterminer, au vu des présentations des différents projets, si nous avons des pétitionnaires qui demandent la même chose qui a été faite jusqu'à présent, ce sera un refus.
Nous ce que l'on souhaite c'est, que sur chaque dossier, que ce soit une maison individuelle, une extension ou un projet à plus grande envergure, retrouver des éléments anciens de la ville, tant au niveau de la volumétrie, des encadrements de fenêtres, des soubassements … mais on a rien à proposer, mis à part des points pris à droite et à gauche.

Monsieur DEISS :
C'est bien dommage car l'homogénéité architecturale c'est quelque chose qui est très réclamé par nos concitoyens je pense qu'ils envient une région comme le pays basque par rapport à ça

Monsieur VACHERON :
A l'heure actuelle on a une homogénéité architecturale des bâtiments neufs, mais qui ne correspond pas à la volonté de la municipalité.

Monsieur SAGNES :
Cela vous a peut-être échappé M Deiss mais M Vacheron a été embauché par la commune, mais il y a une délibération qui est passée en conseil municipal, mais son embauche a été validée en conseil municipal.
Ce n'est pas quelqu'un que l'on a sorti du chapeau au dernier moment.

Monsieur MURET :
Encore une fois je trouve très bien qu'un expert vienne éclairer nos débats, mais pour tout dire je suis un petit peu mal à l'aise entre l'échange que nous, élus nous devons avoir avec l'expert sur des questions et des points techniques, et après sur nos interventions et nos positionnements c'est un peu la réaction de M Ducasse, nous, sur notre avis politique sur cette délibération à cet avis, l'expert n'a pas à répondre.
Je pense que vous devriez mieux scinder. Dans un cas de figure comme les deux que l'on a connus ce soir, les interventions techniques présentées à l'assistance qui peut poser des questions d'ordre technique et après avant de passer au vote on passe à un échange plus politique et à ce moment-là c'est à vous les élus à nous répondre et pas à un expert missionné comme MM Savelli et Vacheron.

De temps en temps un peu de cadrage, revenir aux règles, ces interventions sont prévues par le règlement intérieur, et il faut s'y tenir sinon on n'est pas dans la légalité, là on n'est pas dans la haine, dans le construire et déconstruire, on est simplement dans le respect de la règle et ça aussi c'est 'important dans un conseil municipal.

Monsieur le Maire :
Parce que vous les respectez les règles… nous on respecte

Monsieur MURET :
J'ai une question, je vais la fondre dans mon… je vais faire l'inverse de ce que je viens de dire puisque je ne sais pas si on va m'autoriser d'intervenir après.

S'agissant d'une charte qui est non opposable, quelque chose d'intentionnel et qui demande l'adhésion des porteurs de projets, des promoteurs, des particuliers qui construiraient, de voir un petit peu les moyens que l'on peut y mettre derrière pour les faire respecter.
Dans ce que vous nous avez décrit il y a tout un tas de constats, d'aberrations, de défauts qui sont venus sans doute a posteriori sur les projets, et sur les PC que l'analyse même pointue d'un permis de construire ne permettait pas de déceler et que le propriétaire successif qui aura mis de très disgracieuses pompes à chaleur sur sa façade, il n'aura pas fait de DP et il se sera permis de les faire quand même, quels moyens la ville a-t-elle de faire respecter ces choses-là, c'est très délicat, c'est très difficile et finalement si on se donne pas les moyens de cette vigilance de chaque instant effectivement des modifications qui pourraient se faire sur des bâtis existants ou en rénovation en fait la charte elle est très incantatoire.

Monsieur SAGNES :
Nous avons mis en place ce qu'il fallait pour surveiller, suivre les travaux qui pourraient se faire sans DP ou PC, nous avons 3 personnes qui sont aujourd'hui agréées pour dresser des PV et elles le font très souvent, nous avons quasiment une personne à temps complet qui ne fait que ça.
On est vigilants sur le terrain et on essaie de suivre au plus proche les demandes, les courriers et on fait même du passage dans les rues sans but précis mais pour vérifier que tout est bien respecté.

Par exemple les clôtures on a beaucoup de retour, nous suivons au maximum mais notre commune est grande et nous avons mis les moyens pour ça.

Monsieur le Maire :
Un exemple concret, dans la charte architecturale, sur le Pyla nous avons fait ce qui ne s'était jamais fait, on a contrôlé sur le boulevard de l'océan toutes les clôtures et les haies, ça nous a permis de faire des courriers en demandant de se mettre en conformité.
La majorité l'ont fait et les gens ne s'étaient pas rendu compte qu'il y avait la végétation qui débordait, on contrôle beaucoup.
On a reçu des courriers, on va les traiter, c'est la fonction de Fabrice Petit qui aujourd'hui a un véhicule et son rôle est de vérifier, contrôler et nous rectifions.
Si il y a des gens qui ne respectent pas on fera démolir si nécessaire on ira au bout du bout

Monsieur MURET :
Merci M Vacheron pour cette présentation, la charte a des aspects bien positifs en particulier la partie concertation et les porteurs de projets, les bonnes pratiques, le chantier propre … c'est des choses qui me parlent et que je trouve intéressantes, elle n'en demeure pas moins en dépit du travail qui est réel, elle est assez succincte alors la charte précédente qui aura vécu que 6 mois, elle faisait 90 pages, celle-ci en fait que 39.
Cela ne veut rien dire par rapport au contenu, mais pour dire qu'il y avait plus de mise en perspective à l'échelle des quartiers, il y avait un travail un peu plus abouti sur les entrées de ville, il y avait aussi les trames sans que ça devienne un PLU, mais il y avait aussi les trames vertes et bleues qui étaient un peu plus abordées, de ce que je peux m'en souvenir pour avoir assisté au conseil municipal qui l'avait adoptée.

Une question, pour élaborer ce travail, avez-vous procédé à une concertation particulière notamment les associations du patrimoine de la Teste et les associations de quartiers, l'ASPIT ou la DPPM et sur Cazaux, est ce que cette concertation a eu lieu ?

Monsieur VACHERON :
Une concertation a été effectuée avec les 2 représentants de l'ASPIT, oui à 2 reprises.
Au Pyla on va avoir un PLU patrimonial qui est un des premiers en Gironde et même au niveau de l'Aquitaine pour préserver les bâtiments à ne pas démolir, la végétation à conserver au niveau du Pyla.

Monsieur le Maire :
En accord avec les services de l'état et la DPPM.

Monsieur MURET :
Il n'en demeure pas moins que j'ai trouvé quelques points qui auraient pu être complétés notamment la typicité des villages, je comprends que si d'autres documents vont intervenir a posteriori ça change un petit peu le contenu de cette charte.
Au total elle ne contient pas beaucoup d'éléments supplémentaires par rapport aux éléments de bâti et constructif que la charte précédente.
On y trouve au milieu de tout ça l'interdiction des toits terrasses de façon assez ferme et impérative, je voudrais revenir dessus, vous nous présentez les toits terrasses comme des éléments abjects disgracieux plutôt bas de gamme, pas chers à proscrire totalement, il me semble que vous faites preuve d'une vision plutôt passéiste, presque un peu dogmatique mais en tout cas à mon sens injustifiée plutôt à contre-courant des modes constructifs des constructions modernes.

Je pense que vous avez voulu re proscrire tous bâtiments de type contemporain alors que si on peut les interdire dans les centres villes où la densité impose un peu une certaine allure des bâtiments sur le domaine public peut-être que dans les quartiers pavillonnaires on pourrait continuer à se l'autoriser.
Pour parler dans la technique à quoi sert un toit terrasse, il y a un fait établi et c'est irréfragable, quand une goutte d'eau tombe sur un toit en tuiles il ne va pas se passer beaucoup de secondes avant qu'elle ne termine dans la descente d'eau et dans le réseau, et quand il y a de fortes averses ça charge très vite.
Quand on bâtit et on artificialise pour prendre l'expression de M Savelli, on va concentrer les eaux d'orages dans les réseaux et une des solutions pour réduire ce phénomène, c'est quand on bâtit et que l'on arficicialise c'est effectivement mettre sur des toitures terrasses mettre des toitures végétalisées.
Cela sera un phénomène d'écrêtage l'eau va être retenue de façon temporaire et provisoire sur un toit plutôt que d'aller charger des réseaux. A la Teste on a un certain nombre de problèmes d'hydrologie et de gestion des eaux.

Interdire de façon ferme, définitive finalement la végétalisation des toitures, ça correspond à ça et une gestion en toiture d'une certaine rétention d'eau, ça me semble exagéré contre-productif et en tout cas à contre-courant de l'histoire.

Monsieur le Maire :
Je comprends M Muret que vous défendiez ça c'est votre métier aujourd'hui….

Monsieur MURET :
C'est mon gagne-pain…..

Monsieur le Maire :
Au-delà de ça, ce n'est pas testerin, ce n'est pas beau, c'est un choix.
Sur la charte architecturale de 90 pages que vous aviez, malheureusement il y avait des choses qui se faisaient mais que l'on n'interdisait pas derrière, nous ont fait que 39 pages et on va s'y tenir.
On s'aperçoit que le plus de cas d'infiltrations et de soucis que nous avons c'est avec les toits terrasses la preuve, l'école Gambetta en est l'exemple parfait.

Monsieur PASTOUREAU :
Revenir sur l'exemple de l'école Gambetta qui n'a pas été une franche réussite et aussi sur l'exemple du collège qui en 1996 quand je suis arrivé il y avait des seaux dans le hall du collège au-dessus des fuites et maintenant 25 ans plus tard les seaux sont aux mêmes endroits, moi aussi j'ai aussi une certaine aversion pour les toits terrasses et vous parliez des quartiers résidentiels, pendant la campagne on a écouté les testerins et nous avons entendu que les gens qui habitaient dans des quartiers résidentiels justement ce n'est pas ce qu'ils souhaitaient en face de chez eux ou à côté ce type d'architecture qui rompt avec ce que l'on peut voir dans nos quartiers résidentiels, je pense que pour toutes ces raisons, le toit terrasse pas top.

Monsieur MURET :
Il y a une villa classée sur Pyla qui a un toit terrasse…..

Monsieur PASTOUREAU :
On peut toujours trouver un exemple…

Monsieur SAGNES :
M Le maire je vais lire la délibération,

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : Mme MONTEIL MACARD – M. MURET – Mme PHILIP par procuration – Mme DELMAS – M. MAISONNAVE

Abstentions : M. DUCASSE

Le dossier est adopté à la majorité.

Merci pour cette charte architecturale que nous surveillerons, avec tous les permis et merci à M Vacheron.

Rapporteur : M. SAGNES **DEL2021-12-597**

ENTRETIEN DES ÉQUIPEMENTS D'ACCUEIL EN FORÊT DOMANIALE

PROGRAMME 2022

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le programme de travaux d'entretien et le plan de financement ci-annexés,

Mes chers collègues,

Considérant que les "Plans Plages" mis en place d'après un concept défini par la MIACA *(MIssion d'Aménagement de la Côte Aquitaine)* ont permis de résoudre pour l'ensemble du littoral girondin les problèmes posés par la fréquentation touristique et d'aménager les parkings des plages océanes en forêt domaniale, tout en permettant la préservation des espaces naturels.

Considérant que le financement de ces travaux est assuré par l'Etat, la Région, le Département et les Communes,

Considérant que, en contrepartie, les communes se sont engagées à participer à l'entretien de ces équipements soit par des travaux réalisés en propre, soit en contribuant financièrement au programme d'entretien des équipements d'accueil du public.

Considérant que le programme d'actions élaboré en collaboration avec l'Office National des Forêts et préconisé pour la gestion durable du patrimoine forestier concerne notamment :

- La sécurité des sites et la protection des personnes
- La préservation des espaces naturels, de la biodiversité et des paysages
- La gestion environnementale du site
- Le développement des modes de déplacements doux
- L'amélioration de la qualité d'accueil du public
- L'information et sensibilisation des publics

Considérant que le programme global 2022 des travaux d'entretien des équipements d'accueil du public en Forêt Domaniale de LA TESTE DE BUCH s'élève à 341 960,73 €,

Considérant que la contribution de la commune de La Teste de Buch d'entretien s'élève à 176 643,56€, réparti comme suit :

- Participation en propre: 146 643,56€
- Contribution financière: 30 000€

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 07 décembre 2022 de bien vouloir :

- ACCEPTER les modalités de contribution de la Commune au programme 2022 d'entretien des équipements d'accueil du public en Forêt Domaniale,

- AUTORISER le Maire à procéder au mandatement de la somme de 30 000 euros à l'Office National des Forêts.

Les crédits nécessaires à ces dépenses sont inscrits au Budget Primitif 2022.

ENTRETIEN DES ÉQUIPEMENTS D'ACCUEIL
EN FORÊT DOMANIALE
PROGRAMME 2022

Note explicative de synthèse

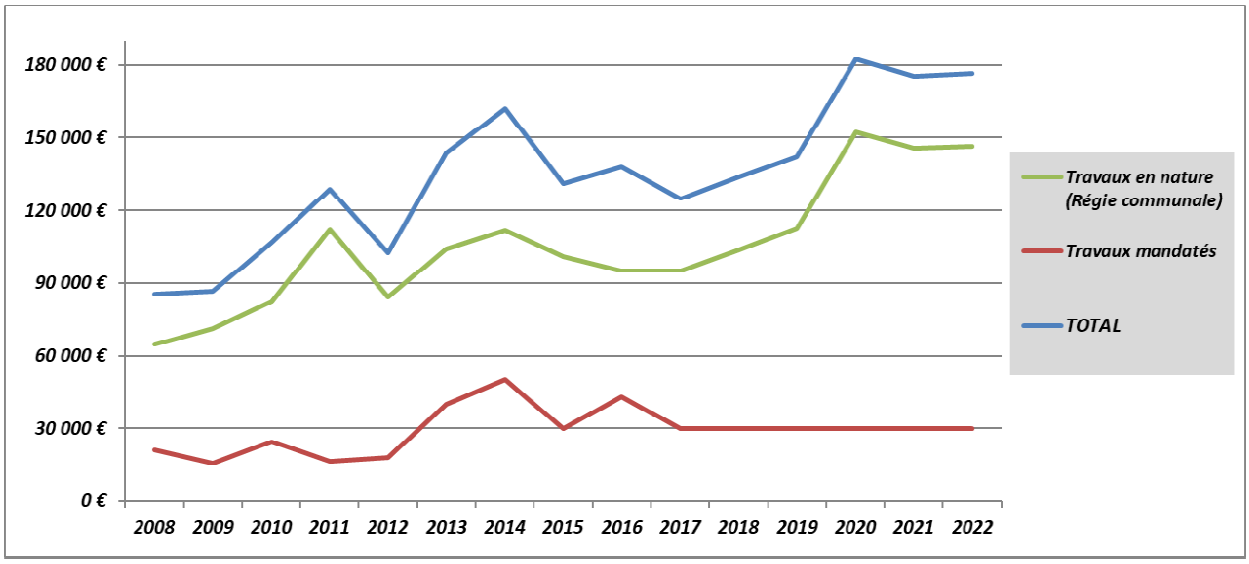
Mis en place d'après un concept défini par la MIACA *(MIssion d'Aménagement de la Côte Aquitaine)*, les "Plan Plages" ont permis de résoudre pour l'ensemble du littoral girondin les problèmes posés par la fréquentation touristique et, d'aménager les parkings des plages océanes en forêt domaniale, tout en permettant la préservation des espaces naturels.

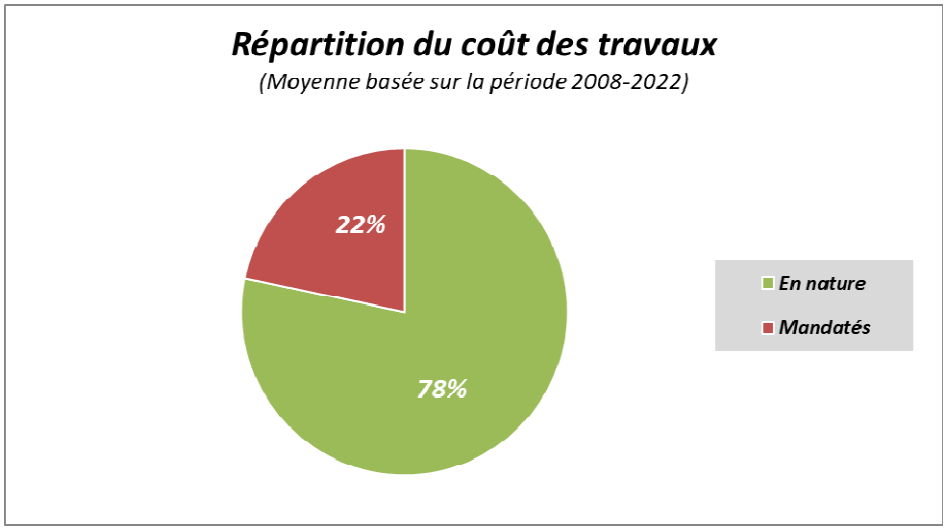
Le financement de ces travaux a été assuré par l'Etat, la Région, le Département et les Communes. En contrepartie, les communes s'engagent à participer à l'entretien de ces équipements soit par des travaux réalisés en intra, soit en contribuant par mandatement au programme d'entretien des équipements d'accueil du public.

L'essentiel du programme d'actions concerne :

- L'entretien de la voirie : balayage, bouchage des nids de poule…
- La réfection de la signalisation routière horizontale et verticale…
- L'entretien des places de parkings : rechargement en écorces, élagage des branches mortes…
- L'entretien des protections : remplacement des demi-traverses, réparation des barrières et portails…
- L'entretien des protections spécifiques limitant l'accès aux campings cars…
- L'entretien des dispositifs d'accueil et d'information : tables de pique-nique, blocs sanitaires, comptages routiers…
- Propreté des zones : ramassage des ordures dispersées en forêt et sur les parkings…
- Maintien des accès aux plages : caillebotis piéton, aire d'hélicoptère…
- Sauvetage des sites : reconstitution des zones de front de mer, nettoyage autour des parkings, et entretien des dunes littorales…

Récapitulatif de l'entretien des équipements d'accueil en forêt domaniale de 2008 à 2022





Office National des Forêts

Plan de financement

Date : 15 novembre 2021

OBJET : Entretien des plans plages domaniaux sur la commune de la Teste-de-Buch
7EPP22

1- Synthèse du programme

Programme réalisé par l'ONF

	Fonctionnement	Investissement	Total
1- Assurer la sécurité des sites et la protections des personnes	28424,52	0,00	28424,52
2- Garantir la préservation des espaces naturels, de la biodiversité et des pays	1154,64	0,00	1154,64
3- Assurer la gestion environnementale du site: hygiène et propreté	20350,44	0,00	20350,44
4- Développer et encourager les modes de déplacements doux	32112,18	24751,82	56864,00
5- Améliorer la qualité d'accueil du public	42126,31	31880,14	74006,45
6- Informer et sensibiliser les publics	14517,12	0,00	14517,12
Total	138685,21	56631,96	195317,17

Programme en régie communale

	Fonctionnement	Investissement	Total
1- Assurer la sécurité des sites et la protections des personnes	22000,00	0,00	22000,00
2- Garantir la préservation des espaces naturels, de la biodiversité et des pays	0,00	0,00	0,00
3- Assurer la gestion environnementale du site: hygiène et propreté	80382,33	0,00	80382,33
4- Développer et encourager les modes de déplacements doux	40561,25	0,00	40561,25
5- Améliorer la qualité d'accueil du public	0,00	0,00	0,00
6- Informer et sensibiliser les publics	3699,98	0,00	3699,98
Total	146643,56	0,00	146643,56

programme total (ONF+ régie communale)

	Fonctionnement	Investissement	Total
1- Assurer la sécurité des sites et la protections des personnes	50424,52	0,00	50424,52
2- Garantir la préservation des espaces naturels, de la biodiversité et des pays	1154,64	0,00	1154,64
3- Assurer la gestion environnementale du site: hygiène et propreté	100732,77	0,00	100732,77
4- Développer et encourager les modes de déplacements doux	72673,43	24751,82	97425,25
5- Améliorer la qualité d'accueil du public	42126,31	31880,14	74006,45
6- Informer et sensibiliser les publics	18217,10	0,00	18217,10
Total	285328,77	56631,96	341960,73

2- Proposition de plan de financement

ONF	Fonctionnement	Investissement	Total	Rappel 2021
Département de la Gironde	57065,75	8494,79	65560,55	64496
Commune de la Teste de Buch	85598,63	14157,99	99756,62	98331
TOTAL :	142664,39	33979,18	176643,56	175522
dont Régie communale	*285328,77*	*56631,96*	*341960,73*	
dont espèce	146643,56	0,00	146643,56	145522
	-3979,18	33979,18	30000,00	30000

ONF	Fonctionnement	Investissement
Département de la Gironde	20%	15%
Commune de la Teste de Buch	30%	25%
	50%	60%

La Responsable du Service SDLRN,

Sophie DANTHEZ

Office National des Forêts

Progamme de travaux

Forêt domaniale de COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH (33)

Office National des Forêts **UNITE TERRITORIALE DE BISCARROSSE** 1515 Avenue de la Plage 40600 - BISCARROSSE Tél :	**Destinataire** **COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH (33)** 1 ESPLANADE EDMOND DORE - 33260 - LA TESTE DE BUCH Tél : 05-56-22-35-00

Veuillez trouver ci-dessous en application de l'article D 214-21 du Code Forestier, le programme d'actions préconisé pour la gestion durable de votre patrimoine forestier. Ce programme est conforme au document d'aménagement de votre forêt. Les prestations sont à réaliser conformément aux engagements du Règlement National des Travaux et Services Forestiers (RNTSF).

Description du programme 7EPP22 - Entretien des zones d'accueil en FD de La Teste	**Auteur du programme** BOUCHET Cedric (onf)

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS	Qté ou Base	Un.	PU ou Taux	Montant estimé (€ HT)
1 - Assurer la sécurité des sites et la protection des personnes				
1.1 - Entretien des dispostifs de secours et de surveillance de la baignade				
RC - Rampes provisoires ou reprise d'accès plage pour les piétons 2u (Ref: 04-LOI-SECU00)	1	FO	17000	**17 000.00 €**
RC - Engins communaux pour nivellement DZ et aménagement des rampes d'accès piétons et secours 2u (Ref: 04-LOI-SECU00)	1	FO	999.999	**1 000.00 €**
Pose/dépose (2 u) et entretien (3 u) (Ref: 04-LOI-SECU00)	2	U	824.64	**1 649.28 €**
1.2 - Mise en sécurité des dispositifs d'accueil				
RC - Elagage des branches mortes avec nacelle et évacuation 120u (Ref: 04-LOI-SECU00)	120	U	33.333	**4 000.00 €**
Coupe Pins morts avec broyage et évacuation (Ref: 04-LOI-SECU00)	1	FO	5720	**5 720.00 €**
Elagage par grimpage des branches mortes et broyage (sécurité) 60 unités environ (Ref: 04-ARB-ABAT01)	1	FO	6975.2	**6 975.20 €**

Office national des forêts - EPIC/SIREN 662 043 116 Paris RCS
2, avenue de Saint-Mandé 75570 Paris Cedex 12.
Tél: 01.40.19.58.04 - Fax: 01.40.19.58.77

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS	Qté ou Base	Un.	PU ou Taux	Montant estimé (€ HT)
4 - Développer, encourager les modes de déplacements doux et maitriser les flux				
4.1 - Organisation des stationnements sous couvert forestier				
RC - Balayage-dessablage voies parking (2 passages) 12 km (Ref: 04-LOI-SECU00)	12	U	1125	**13 500.00 €**
RC - Bouchage nids de poule 11 km (Ref: 04-LOI-SECU00)	11	U	1010.994	**11 120.93 €**
RC - Mise en place écorces sur places de parking 2700 m2 (Ref: 04-LOI-SECU00)	2700	M2	2.2	**5 940.00 €**
RC - Entretien fléchages au sol (tous sites) 800 m2 (Ref: 04-LOI-SECU00)	800	M2	12.5	**10 000.32 €**
Réfection généralisée revêtement bi-couche (410 ml) La Salie Sud 1435 m2 (Ref: 04-DESS-ERV00)	1435	U	14.949	**21 451.82 €**
Entretien des 1/2 traverses (Ref: 04-LOI-ENTR00)	8000	U	**0.343**	**2 745.60 €**
Réparation barrières et portails (10 u), fourniture cadenas + linguets (Ref: 04-LOI-ENTR00)	10	U	384.832	**3 848.32 €**
Remplacement de portails (Voie de secours) (Ref: 04-LOI-SECU00)	3	U	1100	**3 300.00 €**
Fournitures plaquettes forestières ou écorces (Ref: 04-LOI-ENTR00)	2700	FO	2.851	**7 698.24 €**
4.2 - Entretien des liaisons douces et voies vertes				
Entretien bande de roulement et coupe de racine- piste cyclable (Ref: 04-LOI-ENTR00)	14	KM	707.146	**9 900.04 €**
Soufflage piste cyclable (Ref: 04-LOI-ENTR00)	14	KM	196.427	**2 749.98 €**
Entretien divers (fournitures) (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	2200	**2 200.00 €**
Recyclage des déchets hors DIB (Ref: 04-LOI-ENTR00)	1	FO	2970	**2 970.00 €**
5 - Améliorer la qualité de l'accueil du public - Améliorer l'accueil du public handicapé (Organisation des usages)				

Office national des forêts - EPIC/SIREN 662 043 116 Paris RCS
2, avenue de Saint-Mandé 75570 Paris Cedex 12.
Tél: 01.40.19.58.04 - Fax: 01.40.19.58.77

DESCRIPTIF DES ACTIONS ET LOCALISATIONS	Qté ou Base	Un.	PU ou Taux	Montant estimé (€ HT)
Fourniture poteaux et planches et support bois (Ref: 02-MOB-S-PK-020-BX)	1	N/A	7920	**7 920.00 €**

Total HT
341 960.73 € HT

Office national des forêts - EPIC/SIREN 662 043 116 Paris RCS
2, avenue de Saint-Mandé 75570 Paris Cedex 12.
Tél: 01.40.19.58.04 - Fax: 01.40.19.58.77

Monsieur le Maire

Merci M Sagnes, pas d'intervention ? Nous passons au vote,

Oppositions ; pas d'opposition

Abstentions pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DELEPINE **DEL2021-12-598**

ETUDE DE CIRCULATION DANS LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

Rapport d'étape

Vu le code général des collectivités territoriales,

Mes chers collègues,

Considérant la volonté de la Ville de La Teste de Buch de concilier ville mobile et ville durable, ville sûre et ville partagée,

Considérant le souhait de la ville de renforcer l'attractivité de notre commune,

Considérant qu'il est important que les propositions d'aménagement issues de cette étude de circulation profitent en premier lieu aux Testerins,

Considérant les termes du présent rapport, première étape, de restitution de l'étude de circulation en centre-ville lancée au début 2021 et notamment ces principaux objectifs,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 07 décembre 2022 de bien vouloir :

- ACCEPTER le diagnostic des mobilités présenté dans le rapport ci-annexé,
- ACCEPTER les enjeux majeurs issus de l'étude de circulation ci-jointe :
    - Conserver l'attractivité et l'accessibilité au centre-ville en réduisant les points noirs identifiés,
    - Améliorer les déplacements en modes actifs en libérant de l'emprise circulée par les voitures,
    - Améliorer la sécurité et la lisibilité des déplacements tant pour les voitures que pour les autres,
    - Développer à certains endroits qui le nécessitent, l'offre de stationnement (avec une réflexion quant à la modalité de sa gestion),
    - Créer des aménagements coercitifs afin de réduire la vitesse des véhicules et la faire respecter,
    - Réduire le trafic de transit en proposant une diffusion ou des itinéraires alternatifs en centre-ville,

- Renforcer l'urbanité de l'avenue de Gaulle en insérant les différents modes de déplacements (car elle est très fréquentée mais très peu en itinéraire de transit).

- ACCEPTER les premières réponses à ces enjeux et les orientations en termes d'aménagements suivants :

  - Enjeu n°1 :

    - Retisser le lien entre les différentes centralités et notamment entre la façade maritime et le centre-ville (réaménagement majeur de la rue du Port),

    - Agir sur le point de congestion moyen de la commune constitué par le nœud routier de la place Jean Hameau

    - Faciliter l'usage des transports collectifs (T.C.) avec le passage à la mi 2022 de 3 à 7 lignes de T.C. desservant le centre-ville.

  - Enjeu n° 2 :

    - Mettre en œuvre les aménagements en centre-ville visant à créer les conditions d'un report modal significatif vers les modes actuels,

    - Réaliser, selon les configurations des rues concernées, des aménagements cyclables permettant de mailler le centre-ville,

    - Libérer dès que ce sera possible des emprises pour les modes actifs (rue du Port notamment).

  - Enjeu n°3 :

    - Extension de la zone 30 du centre selon le périmètre proposé dans le rapport ci-joint,

    - Extension de la zone de partage à 20 km/h dans l'hyper centre-ville,

    - Réflexion à mener pour étendre également des zones 30 à Cazaux et au Pyla,

    - Renforcement de la signalisation verticale

  - Enjeu n° 4

    - Maintien de l'offre de stationnement, voire son renforcement en centre-ville,

- Renforcement de l'offre de stationnements spécifiques sur les secteurs principaux suivants : Baou, gare (P.E.M.), ilot Franklin

- Etude/réflexion sur le mode de gestion/tarification du centre-ville.

- Enjeu n°5

  - La vitesse excessive sera « combattue » soit par le renforcement des dispositifs physiques de ralentissement, soit grâce aux actions quotidiennes de la Police Nationale et Municipale.

- Enjeu n°6

  - Soutien pratique et technique à la COBAS qui sera la M.O.A. des études et des travaux du réaménagement de l'axe A660/RN250/RD1250, y compris le carrefour Bisserié donnant accès à la plaine des sports Gilbert Moga,

  - Mise en sens unique partiel de la rue du Port entre les rues Pasteur et la place Jean Hameau,

  - Facilitation au cœur de ville par la rue Camille Pelletan venant de l'Aiguillon.

- Enjeu n° 7

  - Le réaménagement de l'avenue Charles de Gaulle (RD217) est prévu en 3 phases décrites dans le présent rapport

- ACCEPTER la suite à donner à cette première phase :

  - Poursuite des études,

  - Etablissement pour la mi 2022 d'un nouveau plan de circulation centre-ville,

  - Etablissement pour l'ensemble de la ville, y compris le centre-ville, d'un schéma directeur des circulations douces à la même échéance,

  - Lancement des études techniques des aménagements proposés,

  - Mise en œuvre d'une concertation et d'une large information avec les testerins,

  - Programmation financière dans le cadre du plan pluriannuel des investissements 2022-2026 en cours de finalisation qui s'appuie sur les éléments financiers du D.O.B. présenté le 18 novembre 2021,

- AUTORISER M. le Maire à organiser la mise en œuvre des solutions apportées aux enjeux dans les suites à donner.

ETUDE DE CIRCULATION
DANS LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

RAPPORT D'ETAPE

I. Introduction

La Ville de La Teste de Buch a pour ambition de concilier ville mobile et ville durable tout en mettant en valeur un cœur de ville s'étendant du carreau du marché au port. Réduire significativement l'impact de la mobilité sur l'environnement et l'espace, placer l'habitant au cœur du dispositif de déplacements et conforter le dynamisme économique, constituent des objectifs continus à mener.

La croissance démographique, l'accueil de nouveaux habitants par la construction de nouveaux logements, la création d'emplois, l'enjeu touristique et plus généralement l'attractivité de notre territoire génèrent et vont générer une hausse constante du nombre de déplacements.

Le premier travail que la Commune a lancé à la fin du premier trimestre 2021 consiste à établir un état des lieux des mobilités notamment en centre-ville et ses axes majeurs d'accès en recensant tout d'abord les pôles générateurs de déplacements actuels (en et hors saison estivale) et futurs, en analysant l'accidentalité et sa gravité.
Cette étude a été complétée par une analyse des voiries concernées en terme de caractéristiques géométriques et en terme de fonctionnalité avec un regard important porté sur le recensement des différents modes alternatifs à la voiture.

Elle est réalisée en prenant en compte différentes interfaces : les projets d'urbanisme, les projets de bâtiment et d'aménagement de la Ville (par exemple l'Hôtel de Police, le futur pôle multimodal de la gare ou encore l'aménagement de la façade maritime).
Ce présent rapport établit l'avancement de cette première partie de l'étude réalisée, avec les diagnostics, les principaux enjeux définis, et les réponses à y apporter à court, moyen et long terme ainsi que les premières incidences en terme de modification des circulations actuelles.

II - Les objectifs généraux de l'étude

Le comité de pilotage animant cette démarche a donné au Bureau d'études choisi par cette étude les objectifs suivants :

- Observer sur le périmètre de la ville centre les comportements de déplacements actuels (trafic, vitesse, trajets, comportements en termes de sécurité routière), analyser le fonctionnement actuel, hiérarchiser les difficultés rencontrées et proposer les enjeux en fonction de la situation et des objectifs,
- Définir les impacts et les interactions de différents aménagements (bus, vélo, autres.) ou projets (création d'une nouvelle voie, de logements…) sur la circulation (véhicules légers, poids lourds, transports en commun, engins agricoles, vélos et marche) et sur le jalonnement au niveau d'un groupe de rues, d'un quartier ou d'une commune,
- Alerter sur les possibles difficultés rencontrées par les modes de déplacements, en particulier les piétons et les cyclistes, dues aux aménagements actuels,

- Alerter sur les possibles raccourcis « itinéraires malins » dus à la création d'aménagements contraignants pour l'automobile,
- Réinterroger la hiérarchisation du réseau de voirie et proposer des évolutions permettant de mieux prendre en compte les flux existants et futurs,
- Faire des préconisations (aménagements d'espace public, développement de modes alternatifs…) sur le périmètre proposé permettant :
    - De faire progresser le fonctionnement général compte tenu de la situation et des objectifs retenus,
    - De faciliter le déplacement des autres modes alternatifs (piétons et vélos et transports en commun) en toute sécurité,
    - De dissuader le recours à des « raccourcis »,
    - D'améliorer, la fluidité de la circulation des véhicules légers.

La finalité de cette demande est d'établir au final un plan de déplacements tous véhicules et 2 roues non motorisés dans le périmètre défini. Celui-ci devra permettre :

- D'optimiser les principes de circulation prenant en compte les besoins actuels et futurs,
- D'améliorer la lisibilité des différents types de modes de déplacements (transports collectifs, piste et voie cyclables, cheminement piéton/doux, rue, ...),
- D'accroitre les conditions de sécurité des usagers de l'espace public lors de leur déplacement,
- De mieux partager l'espace entre les usagers et les modes de déplacements.

III - Diagnostic des mobilités

Afin de réaliser un diagnostic territorial le plus exhaustif possible, la démarche fut conduite en deux types de travaux bien distincts et permettant d'avoir des éléments complémentaires. Tout d'abord une analyse statistique fut effectuée avec :

- Le recensement des pôles générateurs de déplacements actuels ou en projet (école, commerces, etc.) ;
- L'analyse de l'accidentologie : les fichiers BAAC administrés par l'ONISR permettent une localisation et une analyse des accidents sur le centre-ville de la Teste de Buch sur 5 ans.

Le second temps réside en une analyse empirique d'après l'observation sur le terrain :

- Par la mise en place de 2 campagnes de comptages de véhicules et de vitesses pratiquées,
- Par une analyse de la voirie : un relevé des caractéristiques principales des voies par profils en travers ainsi que des intersections permettant de comprendre si ces dernières sont correctement dimensionnées ou si un besoin d'optimisation est nécessaire (pour l'intégration de pistes cyclables en site propre par exemple),
- Par un recensement des différents modes alternatifs à la voiture (transports en commun, maillage cyclable, aire de covoiturage, etc.).

Cette pluralité de choix méthodologiques a permis de dresser un diagnostic complet des mobilités sur le territoire du centre-ville de La Teste de Buch afin de déterminer les principaux points noirs du territoire mais également ses principaux atouts.

IV – Campagnes de mesures et analyse

Ces campagnes ont été réalisées respectivement sur une semaine de juin (représentant la situation « hors saison ») et la semaine du 14 juillet (représentant la situation en « saison estivale ») et ont concerné 25 points de comptages (trafics et vitesse) donnant le diagnostic suivant :

- Campagne de comptage de trafics :

- Les principaux pôles générateurs de déplacements sont plutôt concentrés à l'ouest de la place Jean Hameau, sauf pour la fonction scolaire située à l'est et pour la gare proche du port,
- L'architecture des déplacements en centre-ville s'articule autour de trois axes de circulation majeurs :
    - L'axe est-ouest, constitué par l'avenue de Verdun, la rue Victor Hugo, la rue Pierre Dignac et l'avenue Charles de Gaulle, concentre un trafic journalier important compris entre 8 700 véhicules à l'ouest et 11 000 à l'est (hors saison) dont 1 et 2 % de poids lourds qui passe à 11 500 côté ouest et 9 500 côté est l'été.

    - L'axe nord-sud, constitué par les rues Carnot, Jean de Grailly et rue du Port, représente également un trafic journalier dense compris hors saison à 8 100 véhicules au nord et à 12 800 véhicules au sud passant respectivement en saison à 10 100 véhicules au nord et à 13 130 véhicules au sud.

    - Le long de la façade maritime, les boulevards de Curepipe et Maréchal Leclerc (RD650) supportent également un gros trafic (notamment de transit), compris entre 10 225 véhicules hors saison et 11 705 en été, mais avec un trafic lourd de près de 10 %. A noter qu'en dehors de la rue Lagrua, qui dessert la zone commerciale et d'activité de Cap Océan, supportant un trafic de près de 8 000 véhicules/jour, aucune autre rue du centre-ville ne supporte un trafic supérieur à 5 000 véhicules/jour.

Par conséquent, si le trafic est chargé, voire intense sur les axes principaux précités, le restant du réseau viaire « secondaire » reste correctement utilisé pour un usage très local. Les trafics augmentent en moyenne de 6% dans le centre-ville à la faveur de l'été avec pour seule exception notable une grande diminution (de l'ordre de 30%) sur le secteur scolaire autour du collège et de l'école Brémontier.

- Analyse des vitesses relevées

Sur la base de l'analyse des 25 points de comptage, les vitesses sont globalement respectées en ville sauf au niveau des zones 30 avec les zooms spécifiques suivants :

- Fortes infractions constatées sur la rue Henri Dheurle et la rue Gaston de Foix (2 zones 30),
- Légères infractions sur Verdun, 14 Juillet, Général Galliéni et Victor Hugo (zones de rencontre).

- Analyse de l'accidentalité

Elle est importante sur notre commune, car une soixantaine d'accidents corporels s'est produit sur la période 2015-2019 sur le centre-ville, impliquant 94 personnes et 81 véhicules. Si la grande majorité des personnes concernées n'ont été que légèrement blessées, il est à déplorer 2 tués et 12 blessés hospitalisés, les 2 décès s'étant déroulés sur le réseau départemental (RD 650/boulevard de Curepipe et RD1250 voie rapide) concernaient 2 motards. Il est aussi important de noter une sur-représentativité des 2 roues motorisées qui constituent, outre ces 2 décès, 27% des blessés hospitalisés, ce chiffre étant presque équivalent à celui du réseau départemental avec 33% des blessés hospitalisés.

- Analyse des modes alternatifs au « tout voiture »

Les caractéristiques géographiques voire géométriques, de notre réseau sont favorables aux modes actuels avec un réseau 2 roues en général constitué en périphérie de la ville centre mais présentent de fortes discontinuités dans le centre-ville et le secteur « scolaire » et les zones de centralités précitées.

Par contre, le maillage actuel du réseau de transport en commun (TC) dessert avec 3 lignes régulières à bon niveau, le centre-ville, la desserte de la gare méritant d'être mise en valeur. A noter le récent renouvellement de la DSP de la COBAS avec un objectif de compléter l'offre de TC et son cadencement notamment pour le centre ville de La Teste.

V – Définition des enjeux majeurs de l'étude de circulation

1) Conserver l'attractivité et l'accessibilité au centre-ville en réduisant les points noirs identifiés,

2) Améliorer les déplacements en modes actifs en libérant de l'emprise circulée par les voitures,

3) Améliorer la sécurité et la lisibilité des déplacements tant pour les voitures que pour les autres,

4) Développer à certains endroits qui le nécessitent, l'offre de stationnement (avec une réflexion quant à la modalité de sa gestion),

5) Créer des aménagements coercitifs afin de réduire la vitesse des véhicules et la faire respecter,

6) Réduire le trafic de transit en proposant une diffusion ou des itinéraires alternatifs en centre-ville,

7) Renforcer l'urbanité de l'avenue de Gaulle en insérant les différents modes de déplacements (car elle est très fréquentée mais très peu en itinéraire de transit).

VI – les premières réponses et orientations

- Enjeu n° 1

  - Renforcer et faciliter le lien entre les différentes centralités en améliorant la fluidité au droit du point de congestion principal sur la rue Victor Hugo, partie centrale, et surtout la place Jean Hameau,
  - Retisser le lien entre le centre-ville et la façade du Port en réalisant un important réaménagement plus urbain, apaisé, partagé, et marquant de la rue du Port,
  - Créer les conditions du développement de l'usage des transports collectifs avec le passage à horizon mi 2022 de 3 à 7 lignes de T.C. desservant le centre-ville (plus de 70 liaisons quotidiennes au total).

- Enjeu n°2

  - Etablir un schéma de circulation 2 roues en centre-ville et mettre en œuvre les aménagements nécessaires à un report modal vers les modes actifs (2 roues non motorisées mais aussi piétons),
  - Réalisation selon les cas de figures, de pistes cyclables en site propre, de voies vertes partagées (2 roues et piétons), de bandes cyclables bilatérales, de chaussée à voie centrale non banalisée (ou « Chaussidou ») et quelques zones de partages (20 km/h),
  - La constitution d'un réseau de modes actifs nécessitera dans certaines rues, comme la rue du Port, de libérer des emprises circulées pour les voitures.

- Enjeu n°3

  - L'extension des zones « 30 » sur un plus grand périmètre sera étudiée, avec comme première proposition celui compris entre, au nord, la façade maritime, à l'ouest la rue du Chemin des Dames, au sud la rue du Docteur Aristide Ichard et à l'Est les rues Jean de Grailly et Lody et l'arrière de la gare.
  - L'extension de la zone de rencontre (limitée à 20 km/h) dans les rues Victor Hugo,14 Juillet en partie et Pierre Dignac,
  - La mise en place d'une signalétique 2 roues spécifique ainsi qu'une signalisation verticale adaptée pertinente, sera mise en œuvre.
  - Dans le prolongement de cette étude, sera également étudiée l'extension des zones 30 dans les centralités de Cazaux et Pyla

- Enjeu n°4

  - La nécessité de places de stationnement bilatéral sera un objectif fort dès que le besoin en desserte pour les riverains et les commerces sera important,
  - L'offre de parkings de stationnement spécifiques secteurs : Baou, gare, Ilot Franklin-Gambetta, sera très fortement renforcée,
  - Le mode de gestion/tarification de l'offre de stationnement devra être retravaillé (zones bleues, cas des soirs, de la nuit et midi, possibilité de la gratuité sur une heure…)

- Enjeu n°5

  - La vitesse maximale souvent élevée doit être « combattue » par le renforcement des dispositifs physiques de ralentissement des voitures, y compris en mettant en œuvre des expérimentations techniques innovantes. Les aménagements en cours des boulevards Lignon, et des Miquelots, des chemins Braouet et L'Oustalet pourraient en être le cadre.
  - Le travail avec la Police Municipale au quotidien, la commission de sécurité, la concertation avec les élus, les riverains et les usagers, seront autant de leviers à activer.

- Enjeu n°6

  - Les 2 axes majeurs supportant un important trafic de transit sont la RD650 tout le long de la façade maritime et, à un degré moindre, la rue du port en direction du centre-ville. La poursuite des travaux d'aménagement de l'axe A660/RN250/ RD1250 depuis le carrefour Bisserié, récemment acté en financement par la COBAS, en sera à terme un important levier. En effet, l'aménagement de la rocade avec la mise en service en juin des 2 échangeurs sur Gujan-Mestras s'est traduit par une forte diminution des congestions observées en période estivale sur la RD650 en façade maritime.
  - Dans le cadre de cette étude, est proposée à court terme la mise en sens unique de la rue du port entre la rue Pasteur et la place jean Hameau, permettant également de répondre aux précédents enjeux.
  - Il est proposé de faciliter l'accès au cœur de ville et à la zone de Cap Océan depuis le boulevard Leclerc à partir de la rue Camille Pelletan aujourd'hui déjà jalonnée.

- Enjeu n°7

  - L'avenue Charles de Gaulle (RD217) qui supporte un trafic intense, constitue la porte d'entrée Est du centre-ville. Cette étude propose le principe d'aménagement suivant :
    - Section Curepipe-Coqs Rouges : création d'une piste cyclable en site propre à mailler avec le réseau 2R proche de la cité scolaire,
    - Section Coqs Rouges- Jules Favre : reprise à terme des trottoirs et de la chaussée en lien avec le département,
    - Section Jules Favre-Jean Hameau : Aménagement d'une zone 30 en mixant les usages et modifications des carrefours Lody et Favre et maintien du stationnement latéral

VII – La suite à donner

- L'étape suivante sera l'établissement pour la mi 2022 d'un plan de circulation du centre-ville accompagné d'un schéma directeur des circulations douces. Les modes d'information et de concertation seront à étudier.

- Les aménagements proposés feront l'objet d'une programmation technique et financière dans le cadre du Plan Prévisionnel des Investissements 2022-2026 en cours de finalisation

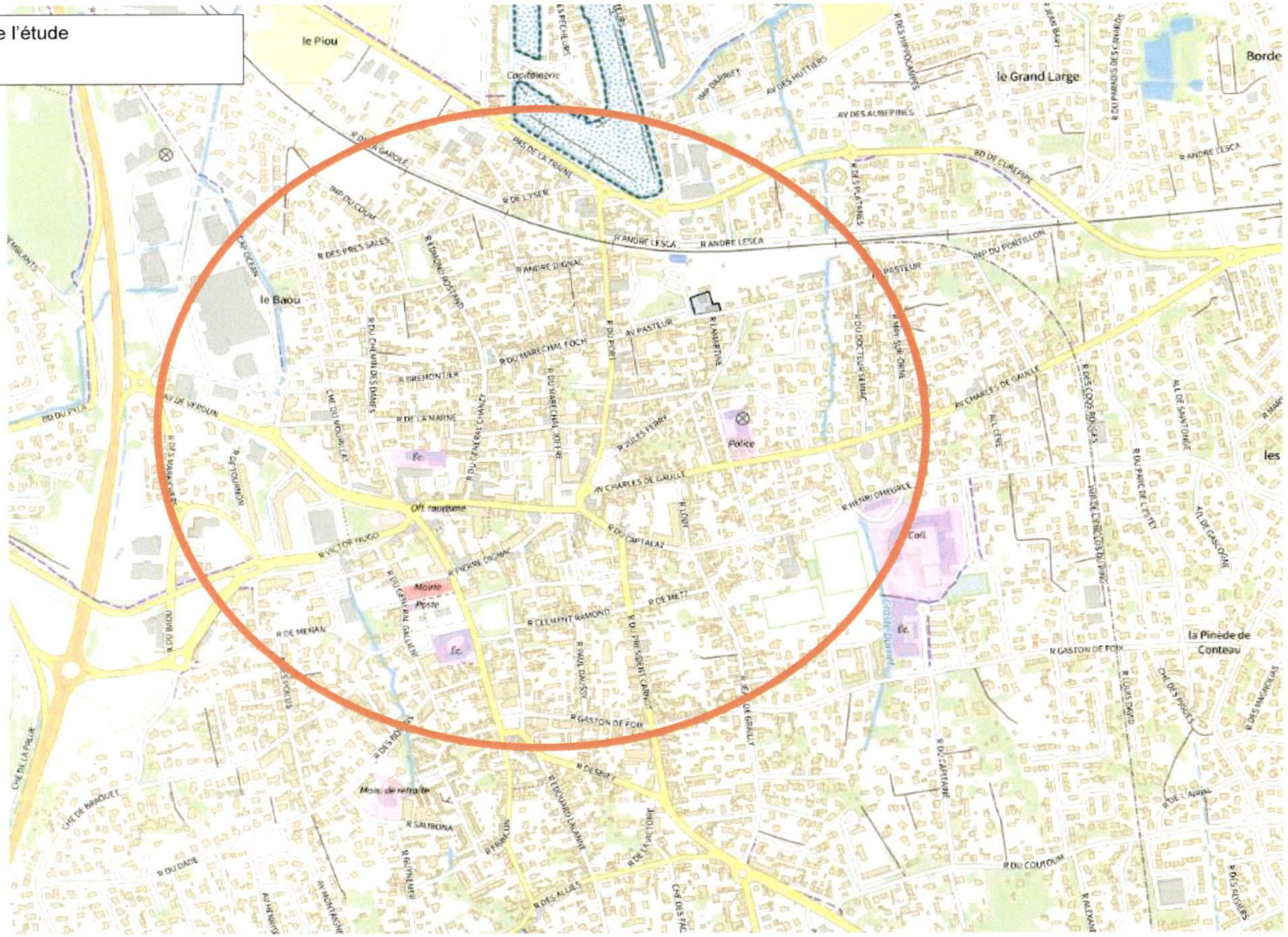
La délibération a donc pour objet d' :

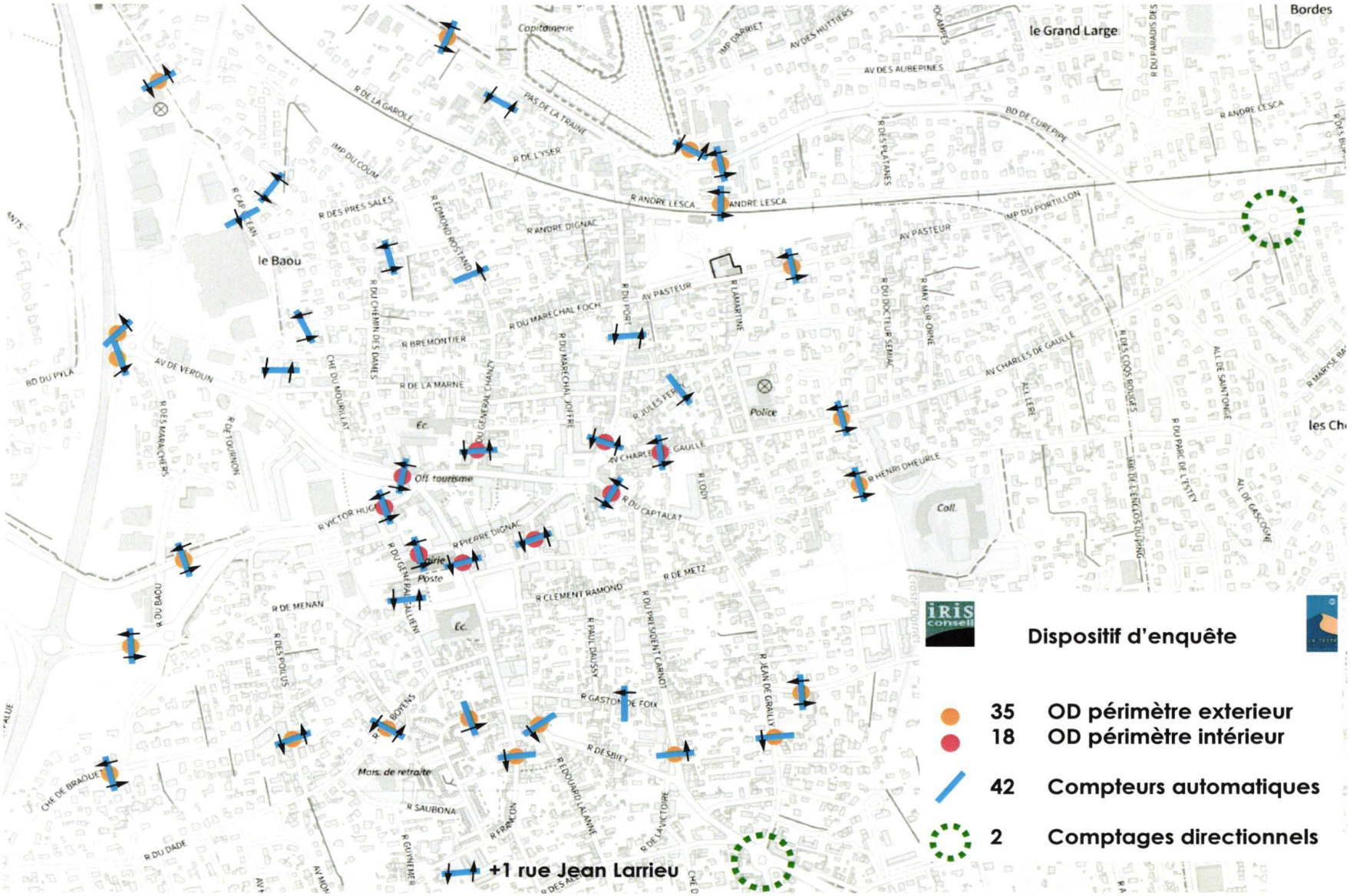
- Approuver les termes du présent rapport, enjeux et réponses apportés.

P.J. : Plans ou cartes représentant :

1. la zone d'étude,
2. le dispositif de comptage,
3. le relevé des vitesses
4. l'état de l'accidentologie,
5. le trafic journalier
6. la zone 30 actuelle,
7. la zone 30 envisagée

Zone de l'étude




Bordes
le Grand Large
le Baou
Capitainerie
R DE LA GAROLE
PAS DE LA TRAINE
R DE L'YSER
IMP DU COUM
R DES PRES SALES
R EDMOND ROSTAND
R ANDRE DIGNAC
R ANDRE LESCA
AV DES AUBEPINES
BD DE CUREPIPE
IMP DU PORTILLON
AV PASTEUR
R DU MARECHAL FOCH
R BREMONTIER
R DE LA MARNE
R JULES FERRY
AV CHARLES DE GAULLE
R HENRI DHEURLE
R DU CAPTALAT
R LODY
Police
Coll.
Off. tourisme
Poste
R PIERRE DIGNAC
R DU GENERAL GALLIENI
R CLEMENT RAMOND
R DE METZ
R DE MENAN
R PAUL DAUSSY
R GASTON DE FOIX
R DESBIEY
Mais. de retraite
R SAUBONA
CHE DE BRAOUE
R DU DADE
+1 rue Jean Larrieu
iRiS conseil
Dispositif d'enquête
35 OD périmètre exterieur
18 OD périmètre intérieur
42 Compteurs automatiques
2 Comptages directionnels

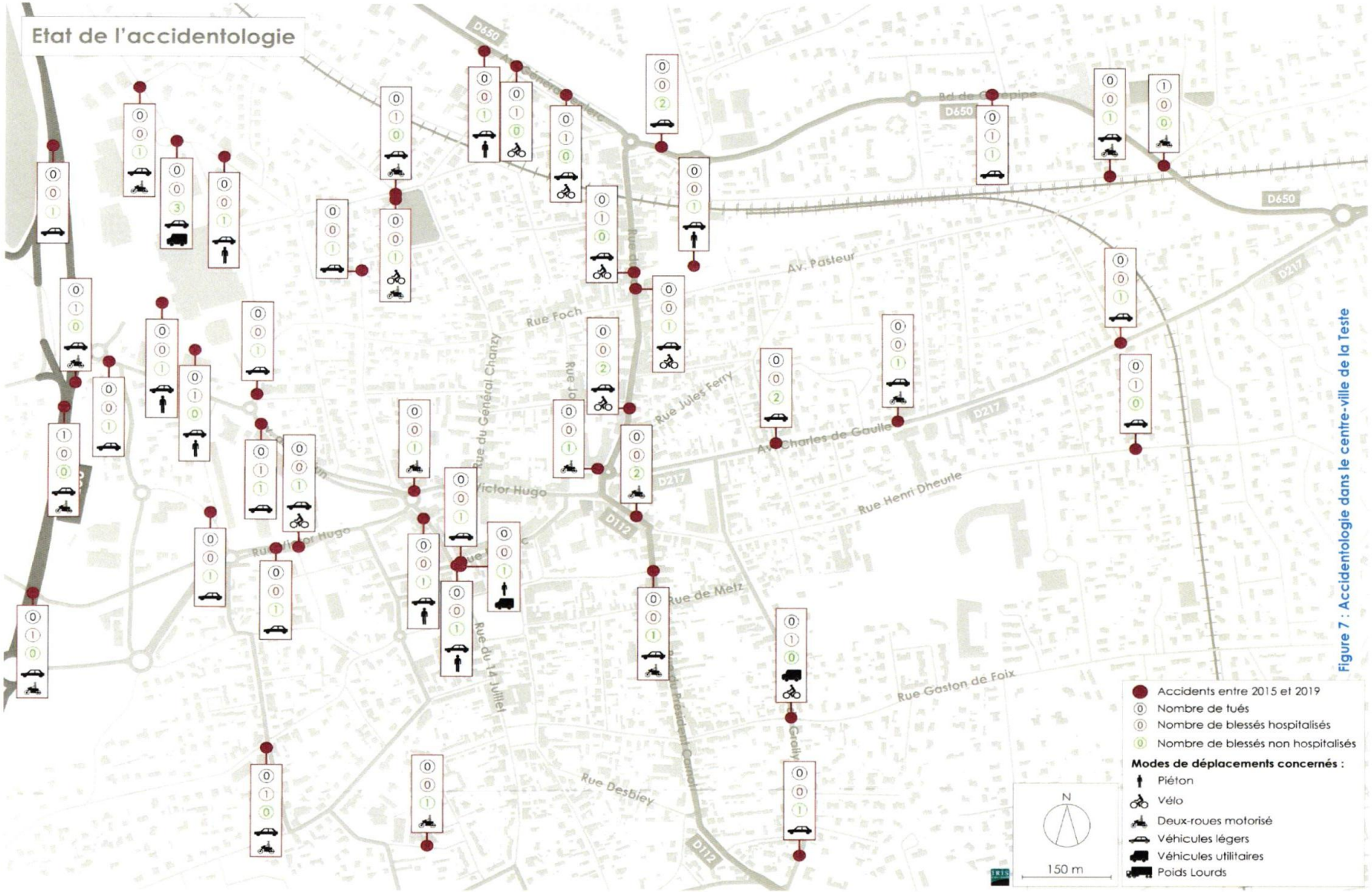
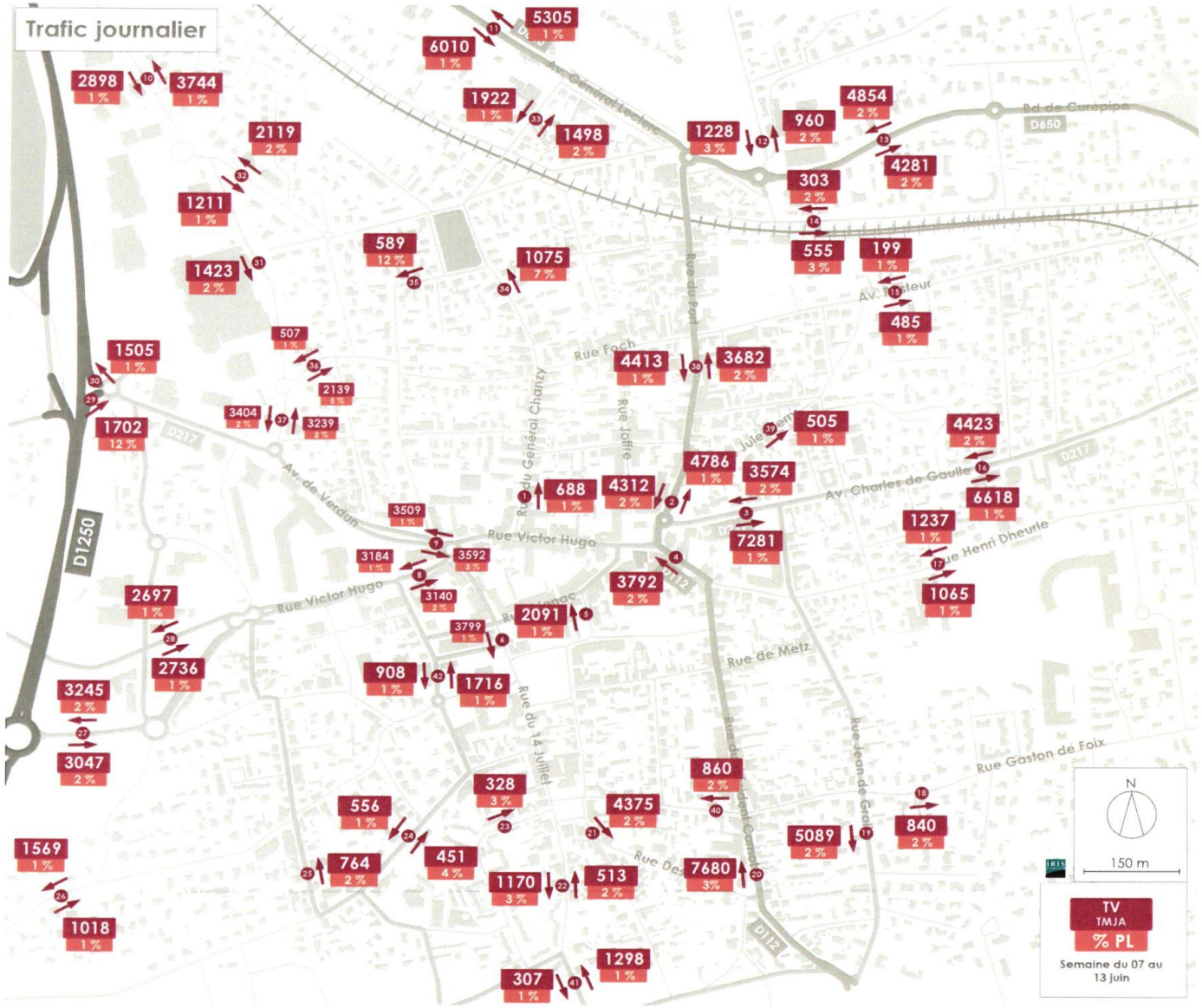
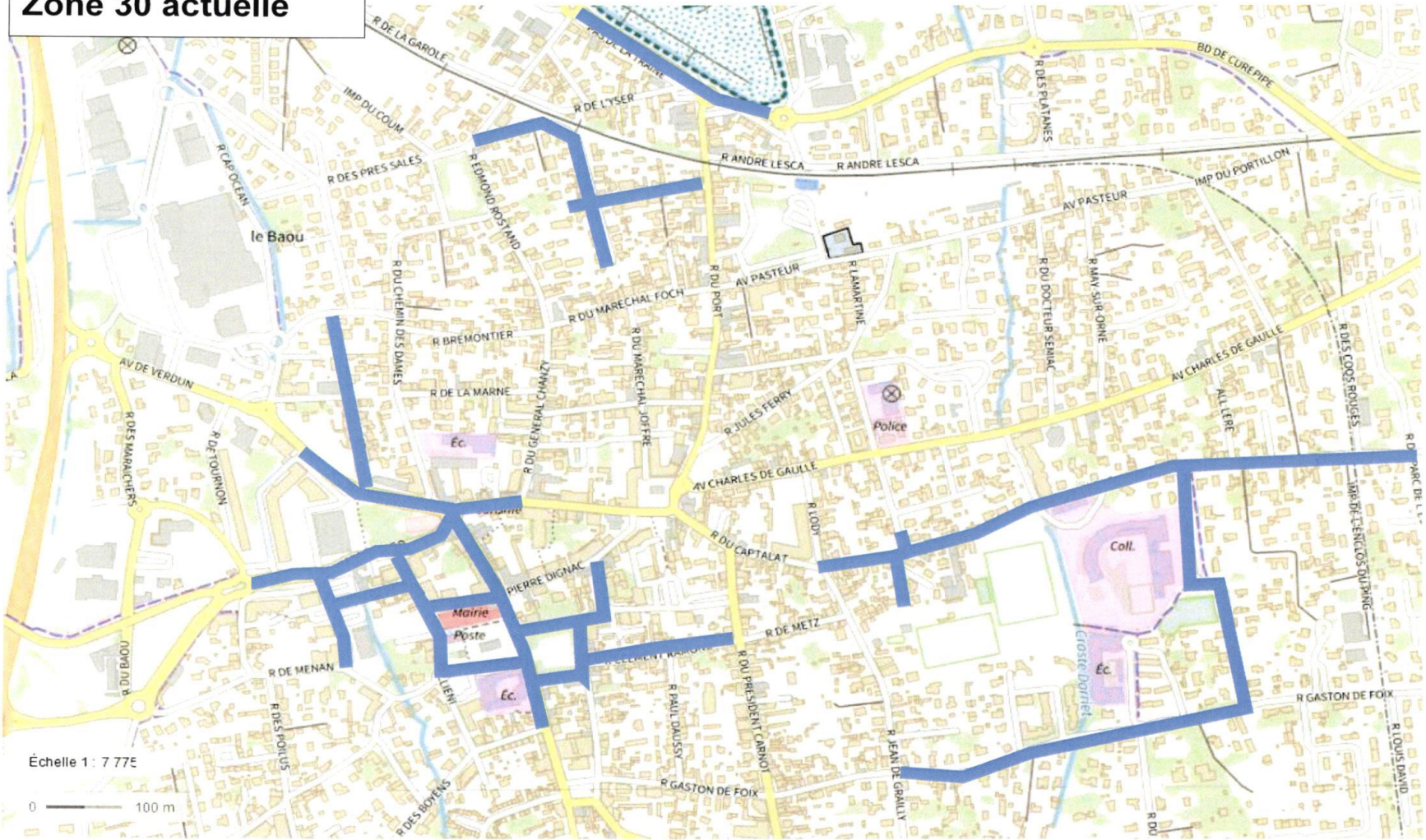


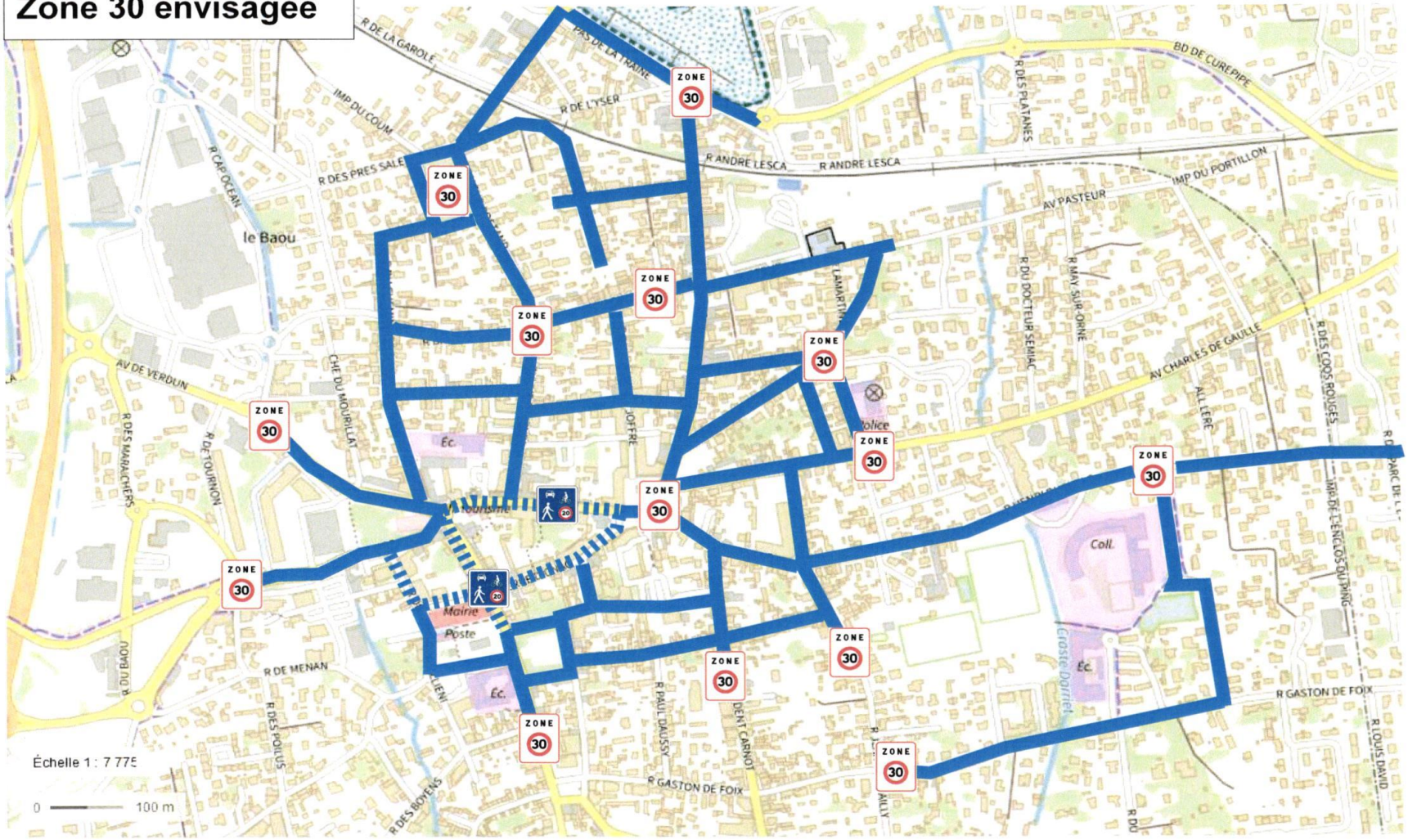
Figure 7 : Accidentologie dans le centre-ville de la Teste


Trafic journalier
5305 1 %
6010 1 %
2898 1 %
3744 1 %
1922 1 %
1498 2 %
1228 3 %
960 2 %
4854 2 %
4281 2 %
2119 2 %
1211 1 %
303 2 %
555 3 %
199 1 %
485 1 %
589 12 %
1075 7 %
1423 2 %
507 1 %
2139 2 %
3404 2 %
3239 2 %
1505 1 %
1702 12 %
4413 1 %
3682 2 %
505 1 %
4423 2 %
4786 1 %
3574 2 %
688 1 %
4312 2 %
6618 1 %
1237 1 %
7281 1 %
3509 1 %
3184 1 %
3592 3 %
3140 2 %
3792 2 %
1065 1 %
2697 1 %
2091 1 %
3799 1 %
2736 1 %
908 1 %
1716 1 %
3245 2 %
3047 2 %
860 2 %
328 3 %
556 1 %
4375 2 %
5089 2 %
840 2 %
1569 1 %
764 2 %
451 4 %
1170 3 %
513 2 %
7680 3 %
1018 1 %
307 1 %
1298 1 %
D1250
D217
D650
D112
Av. de Verdun
Rue Victor Hugo
Rue Foch
Rue Joffre
Rue du Général Chanzy
Rue du Port
Av. Charles de Gaulle
Rue Henri Dheurle
Rue de Metz
Rue du 14 Juillet
Rue Gaston de Foix
Rue Jean de Grailly
Bd de Curepipe
N
150 m
TV
TMJA
% PL
Semaine du 07 au 13 juin

Zone 30 actuelle



Zone 30 envisagée



Madame DELEPINE
Je vais vous faire une présentation avec l'aide de M Busse à l'élaboration et l'aboutissement de cette étude.

Monsieur BUSSE
Je vais faire un déroulé de notre présentation et je vous demande de réserver vos questions à la fin de notre présentation, on a des slides à vous présenter.

Une étude de circulation, pourquoi dans notre centre-ville, le centre-ville c'est l'image de la ville, c'est son identité et à la Teste force est de constater que c'est plutôt quasi inexistant ça ne fait pas très envie, ça ne favorise pas le développement commercial, pour l'instant c'est peu accessible pour les vélos, c'est parfois dangereux pour les piétons, pour les personnes handicapées, les chaussées sont déformées en mauvais état souvent embouteillées.

Alors notre équipe a l'ambition de donner aux testerins un vrai cœur de ville étendu qui conjugue tous les modes de déplacement. C'est pour ça que les services de la ville, les techniques, l'urbanisme et les élus ont demandé un Cabinet conseil pour faire cette étude complète sur notre centre-ville.
Nous en sommes à un rapport d'étape, avec Mme Delepine nous allons vous présenter les contours et les premières conclusions. Cette étude prend en compte les grands projets que nous comptons développer sur notre mandature.

Alors comment s'est déroulée cette étude inédite : 1ere phase, elle a consisté à faire des analyses statistiques, déterminer les pôles générateurs de trafic comme les administrations, les écoles …. étudier l'accidentologie.
Dans cette phase-là il y a eu aussi les relevés de caractéristiques de voirie, le recensement de l'ensemble des modes alternatifs à la voiture, les transports en commun, les déplacements en vélo, les aires de parkings et de covoiturages.
Cette phase s'est déroulée d'avril à juin, pour compléter il a fallu faire des campagnes de mesures, 42 compteurs ont été installés sur les voies de la ville dont 2 directionnelles et on a eu une campagne du 7 au 13 juin on a relevé aux heures de pointe et une 2ème campagne pour illustrer la période estivale, elle s'est déroulée la semaine du 14 juillet.
A l'issue de ces campagnes le cabinet a dû procéder à de nombreuses analyses et à une modélisation qui permettait de bien modéliser les trafics.
Dans ces campagnes on a pu mesurer entre juin et juillet l'effet positif de la mise en service de la 2X2 voie, comme vous avez pu le constater au rond-point de Curepipe qui était bien moins chargé que les autres années.
Dans cette phase de juillet août il y a eu, grâce aux données des mesures de compteurs, l'analyse des vitesses où un certain nombre d'infractions étaient relevées avenue du Général Leclerc et dans la zone 30.
L'étape d'août à décembre a consisté à étudier 3 scenarios sur la ville, nous allons vous présenter les caractéristiques et nous en sommes là et en 2022… finaliser les études pour déboucher sur un plan de circulation et un plan d'aménagement.

Quels étaient les objectifs majeurs de ce rapport : les 4 objectifs majeurs, c'est de réduire les congestions observées en répartissant les flux observés dans la ville, dégager des emprises pour tous les déplacements doux, favoriser l'utilisation des transports en commun, améliorer le stationnement, reconstruire un axe commercial marquant vers le port pour faire une liaison entre le centre-ville actuel et la zone de la gare et du port.

Mme Delepine va vous décrire les enjeux et les premières réponses apportées.

Madame DELEPINE :

Les enjeux identifiés on les connaît tous nous avons de gros points noirs sur notre centre-ville, la rue du port, la place Jean Hameau, nos entrées de ville qui ne sont pas vraiment des entrées de ville actuellement.
Les enjeux : c'est libérer de la place pour les vélos, les piétons, le centre-ville actuellement c'est la voiture, dégager également des stationnements, créer, aménager pour réduire la vitesse en créant des ralentisseurs, des chicanes, il faut apporter de la sécurité dans ce centre-ville.
Le trafic : le transit nous pourrions avoir des itinéraires alternatifs, la rue du port est souvent un accès direct, il y a d'autres moyens de circulation qui ne sont pas actuellement mis en œuvre pour désengorger notre centre-ville.

Désengorger la place Jean Hameau et la rue du Port avec un retour à sa vocation commerciale, redonner du sens aux commerces qui sont situés dans cette rue, qui sont inaccessibles, c'est dangereux, les trottoirs inexistants, étendre la zone 30, élargir la zone 20 dans l'hyper centre.
La création et l'aménagement de parkings : nous les verrons ultérieurement et redonner un nouveau sens de circulation, sur cette rue du port, avec des changements de circulation.

Réaménager l'avenue Charles de Gaulle : c'est rapporter des espaces vert, de la plantation, c'est vrai que nos entrées de ville sont d'une tristesse et on n'a pas vraiment d'entrées qualitatives, nos projets nos fiches sont très bien montées pour tout ce qui est de l'environnement.

Monsieur BUSSE :

Vous aviez dans les documents les périmètres d'étude et là sur les aménagements proposés, dans les 3 scenarios il y avait, soit le maintien à double sens de la rue du port, soit du sens unique sur toute la longueur de la rue du port, soit un sens unique partiel dans sa partie sud.
Ce qui est proposé c'est une mise en sens unique de la rue du port dans sa partie sud, la rue du port fait partie des points noirs de congestion, c'est à la fois le problème et la solution.
Si on veut changer de dimension, faire évoluer les choses, là ça permettra de diffuser le trafic et cela a été vérifié par les modélisations qui ont été faites et qui confirment qu'un tel dispositif permet de repartir et de soulager les axes les plus chargés en refaisant du report sur les axes moins chargés.
Cela va conduire à des changements de sens de circulation de plusieurs rues importantes du centre de la Teste ça va nous permettre d'étendre la zone 30… vous avez les annexes dans la délibération… la zone 30 sera étendue sur cette partie-là avec des liens avec la zone du collège actuellement qui comporte aussi des zones 30 et pour lesquelles il y aura une liaison d'aménagée.

Tout cela permettra de beaucoup mieux intégrer les modes actifs alternatifs à la voiture, des déplacements de vélos, soit à intégrer complétement à la circulation soit de façon séparée.
Cela permettra aussi d'avoir des espaces de stationnement plus nombreux, des créations sur le PEM, sur la place Gambetta, au niveau du Baou et des aménagements de rues importantes avec de la végétalisation, on va refaire rentrer des arbres au cœur de la ville, des espaces verts notamment la rue du port qui va être rendue à son commerce, la rue Charles de Gaulle qui doit redevenir une entrée de ville digne de ce nom.
Mme Delepine va conclure sur les suites à donner pour début 2022.

Madame DELEPINE :
Je reviens sur un comptage de la rue du port, plus de 10 000 voitures journalières qui ont été dénombrées, cela devient une urgence.

Monsieur BUSSE :
Nous avons 10 000 voitures dans la rue du port tous sens confondus, également 10 000 sur la rue Curepipe et Charles de Gaulle et 8000 en axe nord, sud

Madame DELEPINE :
Les suites à donner : la validation du schéma de circulation. Ce plan de circulation est indispensable pour valider le futur schéma directeur des mobilités douces sur l'ensemble de la commune, nous nous nourrissons de ce plan de circulation pour élaborer ce schéma directeur.
Les mises en œuvre : une concertation avec nos concessionnaires, SIBA, GRDF, SDEEG et surtout la concertation avec les testerins, puisque nous ne faisons rien depuis le début de la mandature sans concerter les testerins.
La mise à jour de la programmation budgétaire dans le cadre du plan pluriannuel : des investissements sur la totalité de la mandature.

Monsieur BUSSE :
Pour compléter, M le Maire vous l'avait annoncé dans un conseil municipal précèdent, voilà le futur rond-point que vous aurez à Bisserié d'ici 2 ans, un rond-point à 5 branches, permettant les accès de la plaine des sports permettant l'entrée et la sortie de façon sécurisée ce qui n'est pas le cas actuellement, M le Maire a refusé de pérenniser une telle situation ça n'avait pas été fait, nous l'avons fait, il y a les accords de l'Etat sur ce schéma que mettra en œuvre la COBAS d'ici 2 ans, financé dans le cadre du projet de la prolongation de la 2X2 voies.
Si vous avez des questions nous sommes à votre disposition.

Monsieur le Maire :
Merci à vous deux, je souligne l'arrivée de Mme Pamies
Vous vous êtes tous rendu compte que la sortie de la plaine des sports, c'est dangereux, il était nécessaire de faire quelque chose, les services de l'Etat ont validé pour que nous fassions ça.

Monsieur BUSSE :
En contrepartie, il y aura quand même l'inconvénient d'ici la mise en œuvre... c'est que quand on sortira de la plaine des sports, on sera obligé de tourner à gauche, interdit de tourner à gauche pour aller sur le rondpoint de la voie ferrée et par contre pendant ce laps de temps sera remise en service la contre--allée qui va vers Gujan dans le sens la Teste Gujan.

Monsieur MURET :
Je suis très positivement surpris, j'en ai rêvé, M Davet l'a fait ! C'est vraiment nécessaire cela sera utile à tous les utilisateurs qui vont chercher leurs enfants à la plaine des sports, j'applaudis des deux mains, vous parliez d'une réalisation sous 2 ans, mais qui va payer ?
Cela appartient à l'Etat et je sais que l'Etat ne donne rien

Monsieur BUSSE :
C'est financé dans le cadre du projet de prolongement de la 2x2 voie, dans les 55 millions qui ont été prévus, pris en charge par la COBAS.

Monsieur le Maire :
L'Etat ne donne rien, puisque les 55 millions qui ont été mis sur le doublement c'est nous qui les avons mis, les gens de la COBAS.
Sur cette opération-là il reste des fonds c'est avec ces fonds restants que nous pouvons réaliser cela.

Monsieur MURET :
Il y en a pour combien ?

Monsieur le Maire :
Deux millions,
Après ce n'est pas M Davet, c'est l'équipe qui fait pour les testerins.

Madame DELMAS :
Oui effectivement c'était très dangereux depuis le doublement des 2 voies, et c'est bien que ce soit pris en charge par la COBAS.
Est-ce que vous envisagez dans votre réflexion que certains parkings du centre-ville soient payants ? Pour l'instant tout est gratuit.

Monsieur le Maire :
Bonne question, dans la vie tout se discute, la gratuité c'est de moins en moins, même si nous avons baissé les impôts, on a réussi à faire ça, la vie est chère, tout s'envisage, on verra le moment venu, nous avons des projections de parkings, on verra.
Nous recevons beaucoup de monde l'été, il y a des touristes d'un jour qui nous coûtent et ne nous rapportent pas, nous nous posons les bonnes questions ces gens-là doivent participer comme nous puisqu'ils utilisent nos routes, notre service propreté….donc c'est quelque chose qui peut s'envisager pour les gens qui viennent de l'extérieur.
On baisse les impôts, mais je n'ai pas l'intention de baisser les recettes de notre ville, mais de les augmenter, si je ne veux pas prendre aux testerins il faut prendre aux autres.

Je viens d'avoir M. Rossignol Directeur de l'hôpital, je vous demande et recommande d'être vigilants, et pour ceux qui ne sont pas vaccinés de le faire nous sommes en limite de saturation dans notre hôpital au moment où je vous parle.
Il m'a demandé de sensibiliser tout le monde.

Madame PAMIES :
Souligner cette étude dont on avait vraiment besoin, et j'espère que ça ira encore plus loin, une question par rapport aux extensions sur Cazaux et Pyla, quand est-ce que l'étude va être faite ?

Monsieur BUSSE :
La priorité c'était sur le centre-ville, vous comprenez pourquoi, déjà cela nous bloque pour le schéma directeur des pistes cyclables mais nous pensons appliquer ces mêmes principes au centre village, les difficultés ne sont pas les mêmes mais on pense étendre les zones 30.

Madame PAMIES :
Je pense en particulier aux zones des écoles, où il y a un tas d'enfants qui partent tout seuls avec ce carrefour extrêmement dangereux, je pense que Cazaux en termes d'aménagement à 30 devient une priorité quand il y a une école.

Monsieur BUSSE :
Cela fait partie des programmes d'études, pour le moment on ne peut pas tout faire, vous voyez que l'on avance….

Madame PAMIES :
Oui, et je vous en félicite, mais je pense qu'il faut garder ça à l'esprit que c'est une zone extrêmement passante à l'heure d'embauche scolaire et une zone vraiment dangereuse.

Monsieur PASTOUREAU :
Je suis d'accord avec vous, et je pense aussi aux abords du collège, la rue Henri Dheurle où les gens vont très vite, les enfants en vélos ou à pied c'est assez dangereux.

Monsieur BUSSE :
Comme vous le verrez tout à l'heure dans le cadre de la planification des affaires il y a un aménagement à Henri Dheurle en 2022 sur la rue Coubertin.

Monsieur le Maire :
Egalement la piste cyclable qui passera rue H Dheurle dans le plan collège, nous avions défini de faire passer la piste cyclable.

Monsieur DUCASSE :
Jute un dernier mot pour féliciter M Busse de son excellent travail, tout ce qui va dans le sens de la sécurité en particulier, bravo pour Bonneval, pour le centre-ville cela sera un petit peu plus lourd, il faudra étendre, maintenant la vitesse limite c'est la vitesse du vélo qui gère la vitesse de circulation en centre-ville.

Monsieur le Maire :
Merci pour reconnaître notre bon travail

Madame Delepine ;
Lecture de la délibération

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Absentions : M. MURET – Mme DELMAS

Le dossier est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Rapporteur : M. PASTOUREAU **DEL2021-12-599**

RECONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE DES MIQUELOTS MISE A DISPOSITION DE TERRAINS SUPPLEMENTAIRES AU PROFIT DE LA COBAS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-21, L 5211-5, et L 1321-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2020-11-427 du 20 novembre 2020,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2021-09-438 du 23 septembre 2021,

Mes chers collègues,

Considérant que par délibération du 20 novembre 2020 modifiée le 23 septembre 2021, le Conseil Municipal a accepté de mettre à la disposition de la COBAS, d'une part, la parcelle GV n° 145 (d'une superficie de 1ha01a25ca) et une partie de la parcelle GV n° 142 (d'une superficie d'environ 1 300 m²) en vue de la reconstruction du Groupe Scolaire des Miquelots (en bleu sur le plan joint) et, d'autre part, un terrain de 4 800 m² cadastré GV n° 142p (en rose sur le plan joint) en vue d'y installer des bâtiments provisoires visant à accueillir temporairement le Groupe Scolaire pendant les travaux,

Considérant que le maître d'œuvre en charge du projet envisage l'implantation de plusieurs sondes dans le cadre d'une étude de géothermie ce qui nécessite la mise à disposition, au profit de la COBAS, de la totalité de la parcelle GV n° 142 (amputée du terrain d'assiette du bâtiment de la Maison des Habitants des Miquelots),

Considérant que la zone de relogement provisoire doit être élargie afin de prévoir une poche de stationnement et de stockage des équipements affectés au relogement, sur des parcelles communales situées à proximité, cadastrées section GX n°168 et 158, qui devront être restituées dans leur état initial à l'issue des travaux,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 07 décembre 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER la mise à disposition au profit de la COBAS, pendant toute la durée des travaux, à titre gratuit, de la parcelle GV n° 145, d'une superficie de 1ha 01a 25ca, et de la parcelle GV n° 142p d'une superficie de 1ha 50 a 76ca environ (en bleu hachuré sur le plan joint),

- APPROUVER la mise à disposition au profit de la COBAS, pendant toute la durée des travaux, à titre gratuit, des parcelles cadastrées section GX n° 168 et 158 (en jaune sur le plan joint),

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer le procès-verbal de mise à disposition et tout autre acte ou document à intervenir.

RECONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE DES MIQUELOTS
MISE A DISPOSITION DE TERRAINS SUPPLEMENTAIRES AU PROFIT DE LA COBAS

Note explicative de synthèse

Par délibération du 20 novembre 2020 modifiée par délibération du 23 septembre 2021, la Commune a accepté de mettre à la disposition de la COBAS :

- la parcelle GV n° 145 (d'une superficie de 1ha01a25ca) et une partie de la parcelle GV n° 142 (d'une superficie d'environ 1 300 m²), sises 5 avenue du Pays de Buch (en bleu sur le plan joint) en vue de la reconstruction du Groupe Scolaire des Miquelots et de la réalisation d'un équipement sportif attenant,

- une partie de la parcelle GV n° 142, d'une superficie de 4 800 m² (en rose sur le plan joint), en vue d'y installer des bâtiments provisoires visant à accueillir temporairement les élèves du Groupe Scolaire pendant les travaux (de décembre 2021 à l'été 2024).

Pour les besoins du projet de construction présenté par la COBAS, il nécessaire de lui mettre à disposition des emprises de terrain supplémentaires.

En effet, l'équipe de maîtrise d'œuvre intègre dans ses études d'avant-projet définitif la géothermie qui requiert la mise en place de plusieurs sondes géothermiques verticales (entre 16 et 20), chacune espacée de 10 mètres.

Le terrain d'assiette du projet de construction étant largement occupé par les bâtiments, l'implantation de ces sondes s'effectuerait sur la partie Nord de la parcelle GV n° 142 classée, au PLU, en zone NV qui autorise ce type d'affouillements et d'exhaussements des sols.

La COBAS a donc sollicité la mise à disposition, à son profit, de la totalité de la parcelle GV n° 142 d'une superficie de 1ha 53a 76ca amputée du terrain d'assiette du bâtiment de la Maison des Habitants des Miquelots également construite sur cette parcelle (environ 300 m²).

Par ailleurs, la zone de relogement provisoire (en rose) doit être élargie pour prévoir une poche de stationnement durant la phase des travaux et le stockage d'équipements qui ne pourraient pas être implantés, faute de place, dans l'emprise mise à disposition initialement.

Or, la Commune est propriétaire, à proximité immédiate, de la parcelle cadastrée section GX n°168, d'une superficie de 4 124 m², et de la parcelle cadastrée section GX n° 158 de 247 m², en nature d'espaces verts, qui pourraient être affectées à cet usage.

A l'issue des travaux, ces parcelles devront être restituées dans leur état initial à la Commune.

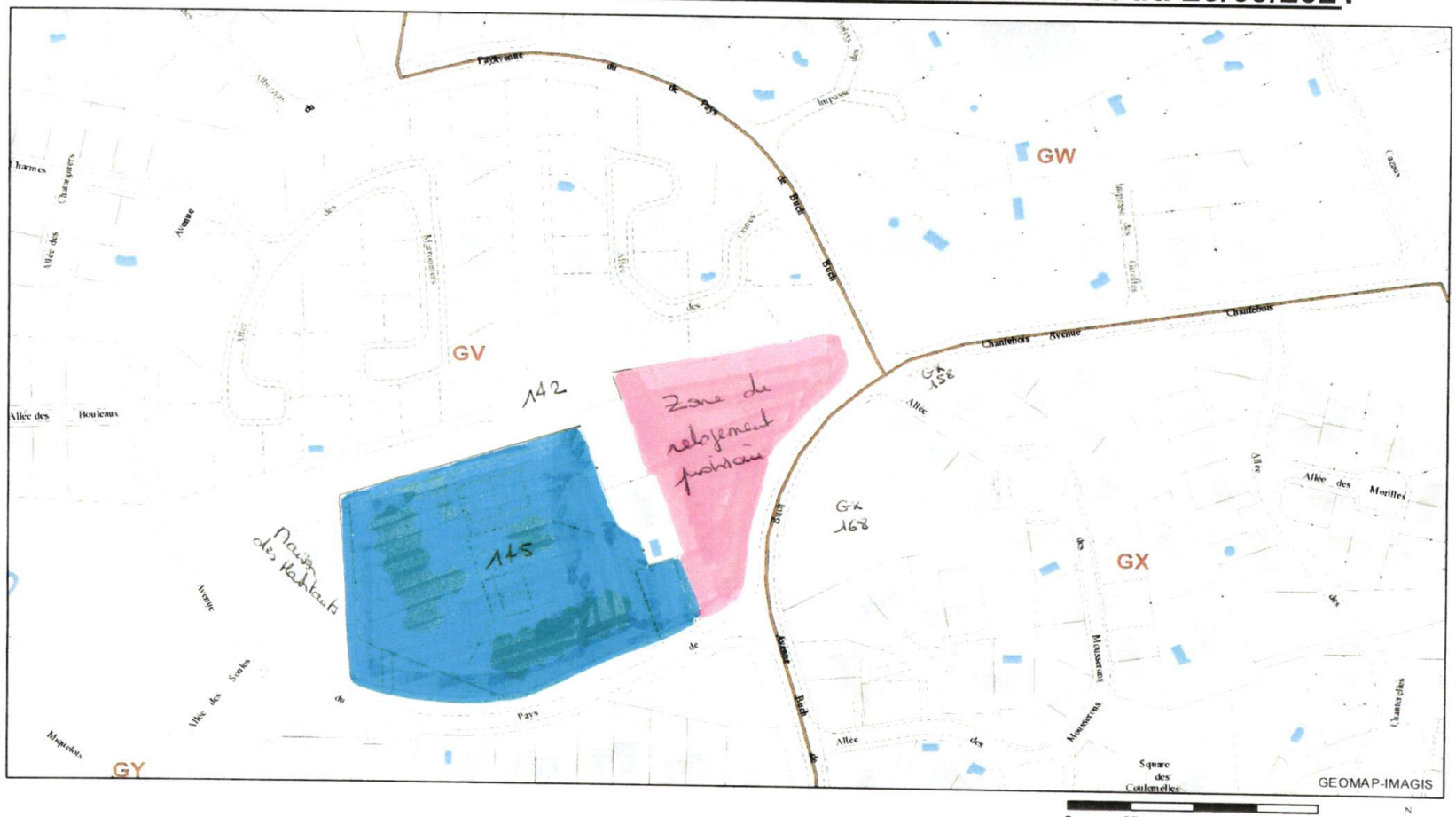
La délibération a donc pour objet de :

- Approuver la mise à disposition au profit de la COBAS, pendant toute la durée des travaux, à titre gratuit, de la parcelle GV n° 145 d'une superficie de 1ha 01a 25ca, et de la parcelle GV n° 142p d'une superficie de 1ha 50a 76ca environ (en bleu hachuré sur le plan joint),

- Approuver la mise à disposition au profit de la COBAS, pendant toute la durée des travaux, à titre gratuit, des parcelles cadastrées section GX n° 168 et 158 (en jaune sur le plan joint).

- Autoriser Monsieur le Maire à signer le nouveau procès-verbal de mise à disposition et tout autre acte ou document à intervenir.

Terrains mis à disposition par délibérations du 20/11/2020 et du 23/09/2021



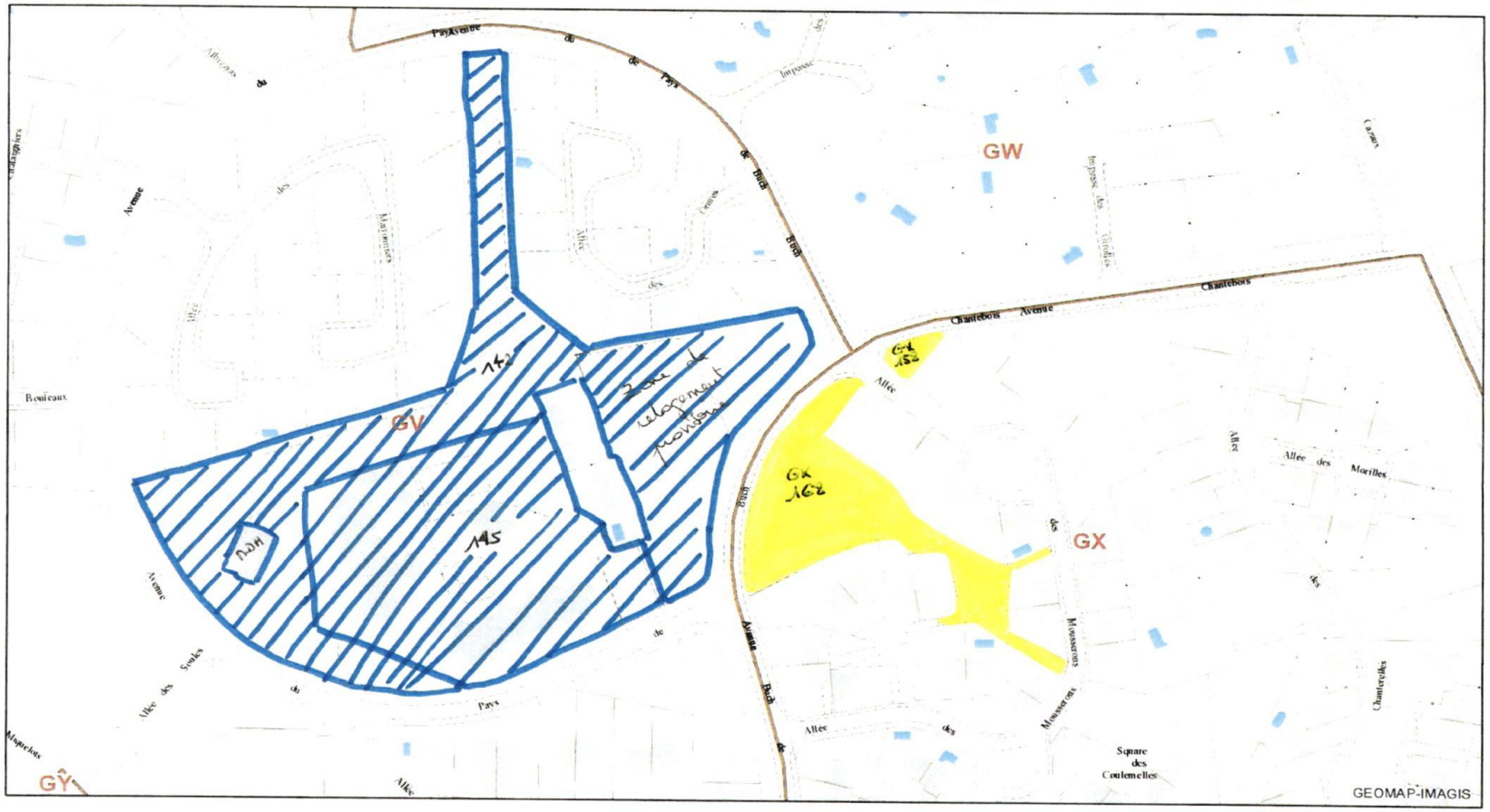
Légende

Parcelles défaillance actuel **Parcelles défaillance 2100**

Parcelles défaillance actuel Parcelles défaillance 2100

28/10/2021

TERRAINS MIS A DISPOSITION PAR DELIBERATION DU 14/12/2021



Légende

Parcelles défaillance actuel **Parcelles défaillance 2100**

Parcelles défaillance actuel Parcelles défaillance 2100

03/11/2021

Monsieur le Maire :

Merci M Pastoureau,

Monsieur PASTOUREAU :
Le déménagement de ces 2 écoles primaires et maternelles est toujours prévu pour la rentrée des vacances d'hiver après les vacances du mois de février.
Nous avons déjà fait une présentation aux enseignants, qui s'est très bien passée, aussi une présentation à quelques parents d'élèves qui étaient dans la salle et nous avons aussi profité de la même soirée pour faire une présentation aux voisins qui sont directement impactés par ce déménagement. Il y aura quelques désagréments bien entendu pendant une période de 2 ans.

Nous sommes en train de finaliser le déménagement avec les dernières demandes, notamment une salle de motricité pour la maternelle qui n'avait pas été prévue au départ et un plateau sportif pour le primaire et surtout nous sommes en train de réfléchir à la mise en sécurité des abords de la route qui passe devant, des places de stationnements, de l'arrêt de bus, tout ça des questions qui seront résolues avant le déménagement.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Merci pour ce beau projet qui va nous arriver pour nos enfants, pour l'avenir et pour l'environnement.

Rapporteur : Mme DEVARIEUX **DEL2021-12-600**

INCORPORATION DE BIENS SANS MAÎTRE DANS LE DOMAINE COMMUNAL - GN 150, 171, 178 et 179 SISES LOTISSEMENT « LA LEDE DE LA SEUVE »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2122-21,
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment ses articles L1123-1 et suivants,
Vu le Code Civil en particulier son article 713,

Mes chers collègues,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2020-11-428 en date du 20 novembre 2020 autorisant Monsieur le Maire à mettre en œuvre la procédure d'acquisition définie aux articles précités, pour les parcelles cadastrées section GN n°171, 150, 178 et 179 constituant l'emprise des espaces libres du lotissement la Lède de la Seuve,

Vu l'avis de la Commission Communale des Impôts Directs en date du 25 mars 2021,

Vu l'arrêté municipal n°2021-229 en date du 22 avril 2021 constatant que les parcelles cadastrées section GN n°171, 150, 178 et 179 n'ont pas de propriétaire connu et que les contributions foncières n'ont pas été acquittées depuis plus de 3 ans (aucune taxe foncière n'a été émise pour ces parcelles classées « S » pour sol),

Considérant qu'aucune personne n'a revendiqué la propriété de ces parcelles dans le délai de 6 mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicités prévues par l'article L 1123-3 alinéa 2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Considérant, dès lors, que ces immeubles sont présumés sans maître au titre de l'article 713 du Code Civil et qu'ils peuvent revenir à la Commune si cette dernière ne renonce pas à ce droit,

Considérant que la Commune prendra en charge les frais afférents à cette acquisition qui fera l'objet d'un acte notarié, d'un montant estimatif de 2 000€,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 07 décembre 2021, de bien vouloir :

- ACCEPTER d'exercer les droits reconnus à la Commune en application de l'article 713 du Code Civil,

- DECIDER que la Commune s'appropriera les parcelles cadastrées section GN n°171, 150, 178 et 179 constituant l'emprise des espaces libres du lotissement la Lède de la Seuve dans les conditions prévues par les textes en vigueur,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents et actes nécessaires à cet effet, après avoir pris l'arrêté constatant l'incorporation dans le domaine communal des parcelles précitées.

INCORPORATION DE BIENS SANS MAÎTRE DANS LE DOMAINE COMMUNAL - GN 150, 171, 178 et 179
SISES LOTISSEMENT « LA LEDE DE LA SEUVE »
Note explicative de synthèse

Par délibération n° 2020-11-428 du 20 novembre 2020, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires afin de déterminer si les parcelles cadastrées section GN n°171, 150, 178 et 179 d'une superficie respectivement de 228 m², 244 m², 281 m² et 22 607 m² sont des biens sans maître au sens de l'article L 1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Il s'agit de parcelles constituant l'emprise des espaces libres du lotissement la Lède de la Seuve : trois passages cyclo-piétons engazonnés et un espace vert portées, au Cadastre, au nom de la SARL La Lède de la Seuve, 55 avenue de l'Europe à Blanquefort.

Les recherches effectuées auprès du Trésor Public et du Notaire ont permis de conclure que les critères de qualification des biens sans maîtres sont réunis :

- selon Maître DAGUIN, Notaire, « il ressort de l'état hypothécaire que les parcelles cadastrées section GN 171, 150, 178 et 179 appartiennent à la Société dénommée LA LEDE DE LA SEUVE ». Or, cette société a été radiée du Registre du Commerce et des Sociétés le 30 juin 1992.
- le Centre des Finances Publiques d'Arcachon a indiqué que « ces parcelles n'ont pas fait l'objet de taxation », car elles sont en nature de sol et ne génèrent donc aucun revenu cadastral.

Suite à la réunion de la Commission Communale des Impôts Directs, le 25 mars 2021, l'arrêté municipal n° 2021-229 en date du 22 avril 2021 a été pris portant constatation de la vacance de ces parcelles, en application de l'article L 1123-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP).

Conformément à cet article, cet arrêté :

- a été transmis à la sous-Préfecture le 23 avril 2021,
- a été affiché in situ, à partir du 28 avril 2021.
- a été affiché à l'Hôtel de Ville le 23 avril 2021,

Il a, en outre, fait l'objet d'un avis mis en ligne sur le site internet de la Ville le 28 avril 2021 et publié dans les numéros 1300 – 1301 et 1302 de la Dépêche du Bassin couvrant la période du 29 avril au 19 mai 2021 inclus.

Aucun propriétaire ne s'est fait connaître dans un délai de six mois à dater de l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues par l'article L 1123-3 du CGPPP. Dès lors, conformément à l'alinéa 4 de cet article, les parcelles cadastrées section GN n°171, 150, 178 et 179 sont présumées sans maître.

Selon l'article 713 du Code civil, les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à la Commune sur le territoire de laquelle ils sont situés. Toutefois, la propriété est transférée de plein droit à l'Etat si la Commune renonce à exercer ses droits.

La procédure d'acquisition, par la Commune, est précisée par l'article L 1123-3 du Code Général de la Propriété des Personnes publiques : une délibération du Conseil Municipal prévoit l'incorporation dans le domaine communal puis un arrêté du Maire constate cette incorporation.

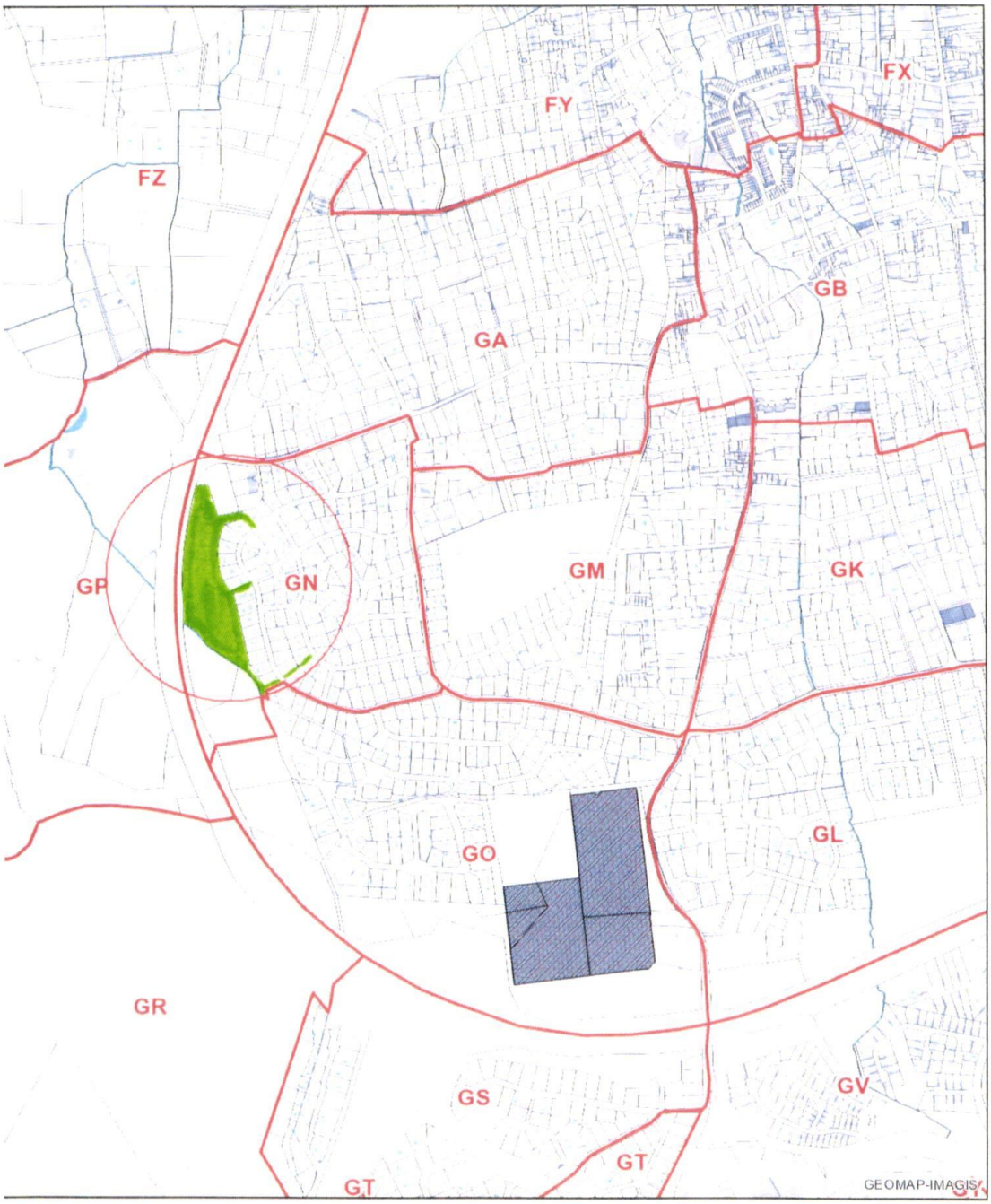
Le Conseil Municipal devra donc accepter d'exercer les droits reconnus en application de l'article 713 du Code Civil.

Les frais afférents à cette incorporation (frais de Notaires, dépôt des pièces auprès de la Conservation des Hypothèques) à la charge de la Commune, sont estimés à 2 000€.

La délibération a donc pour objet de :

- décider que la Commune s'approprie les parcelles cadastrées section GN n°171, 150, 178 et 179 constituant l'emprise des espaces libres du lotissement la Lède de la Seuve,

- autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents et actes nécessaires à cet effet, après avoir pris l'arrêté constatant l'incorporation dans le domaine communal des parcelles précitées.

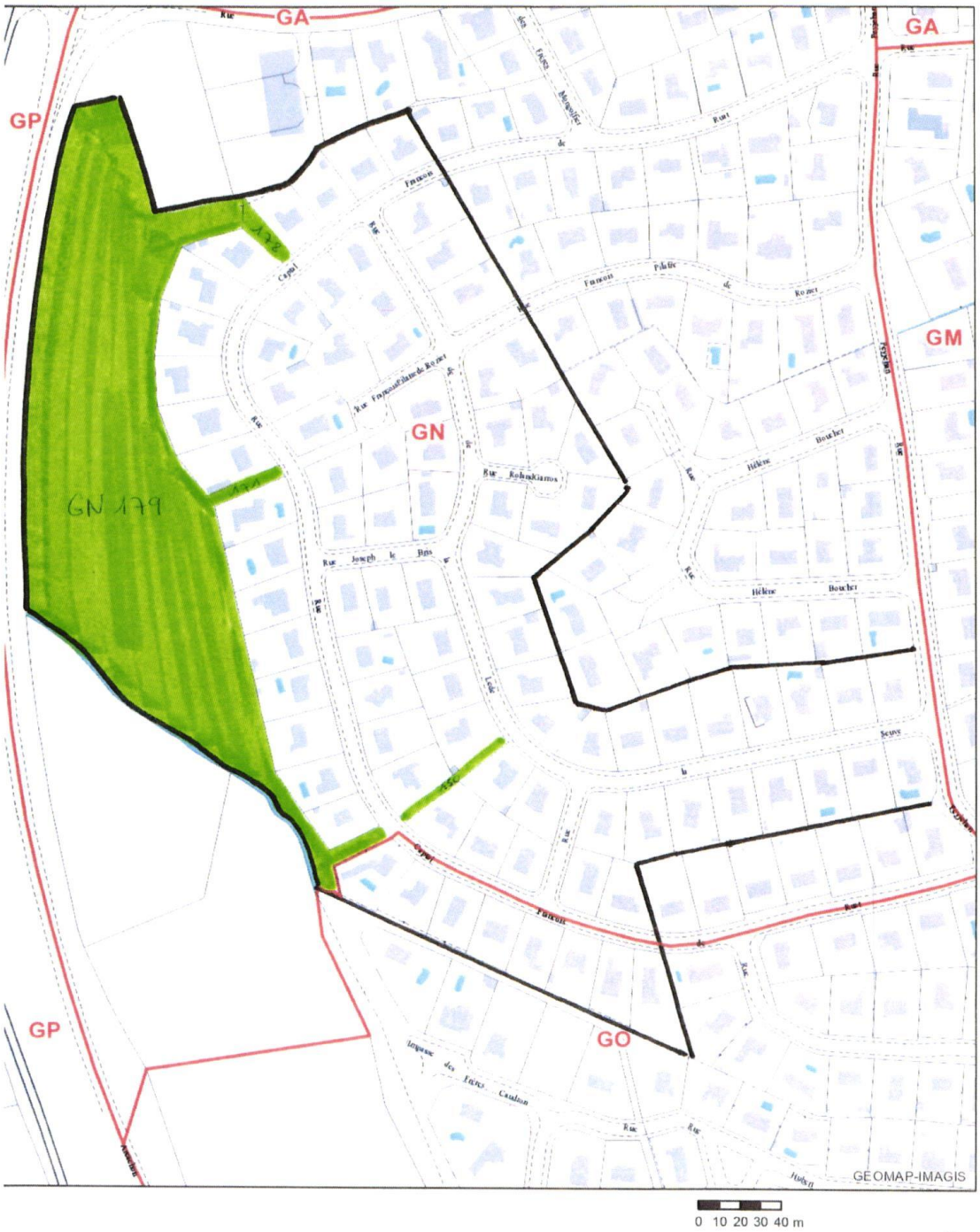


Plan de situation Lède de la Seuve

Légende

Parcelles défaillance actuel **Parcelles défaillance 2100**

Parcelles défaillance actuel Parcelles défaillance 2100



Lotissement la Lède de la Seuve

Légende

Parcelles défaillance actuel **Parcelles défaillance 2100**

Parcelles défaillance actuel Parcelles défaillance 2100

Monsieur le Maire :
Merci Mme Devarieux, des interventions ? Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme TILLEUL **DEL2021-12-601**

ETABLISSEMENT DE LA LISTE NATIONALE DES COMMUNES SOUMISES A L'EROSION DU TRAIT DE COTE (PROJET DECRET LOI CLIMAT ET RESILIENCE)

INSCRIPTION DE LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH

Vu l'article L. 321-15 du code de l'environnement, issu de l'article 239 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte,

Vu le document d'orientations et d'actions de la stratégie régionale de gestion de la bande côtière approuvé par le conseil d'administration du GIP le 20 février 2012,

Vu l'approbation du principe des opérations et du plan de financement du programme d'actions de la stratégie locale de gestion de la bande côtière par le Conseil Municipal du 26 septembre 2019,

Vu le courrier de Messieurs les sous-préfets d'Arcachon et de Lesparre-Médoc en date du 29 novembre 2021 ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant que la commune est soumise à des phénomènes d'érosion chroniques liés à l'action directe de la mer, conjugués aux flux et reflux des marées au niveau des passes et de l'évolution spatio-temporelle de celles-ci, se traduisant par un recul progressif du trait de côte, un abaissement des plages et une érosion des dunes.

Considérant l'adoption d'une stratégie locale de gestion de la bande côtière dans la continuité de la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte et dans le cadre de la stratégie régionale de gestion de la bande côtière en Aquitaine,

Considérant que la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, prévoit que les communes dont l'action en matière d'urbanisme et la politique d'aménagement doivent être adaptées aux phénomènes hydrosédimentaires entrainant l'érosion du littoral sont identifiées dans une liste fixée par décret,

Considérant que cette liste est établie après consultation des conseils municipaux des communes,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 07 décembre 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER l'inscription de la commune de La Teste de Buch au sein de la liste des communes soumises à l'érosion du trait de côte.

Etablissement de la liste nationale des communes soumises à l'érosion du trait de côte (projet de décret loi climat et résilience) :
Inscription de la commune de La Teste de Buch

Note explicative de synthèse

L'article L. 321-15 du code de l'environnement, issu de l'article 239 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets prévoit que les communes, dont l'action en matière d'urbanisme et la politique d'aménagement doivent être adaptées aux phénomènes hydrosédimentaires entraînant l'érosion du littoral, sont identifiées dans une liste fixée par décret.

Cette liste est élaborée en tenant compte de la particulière vulnérabilité de leur territoire au recul du trait de côte, déterminée en fonction de l'état des connaissances scientifiques résultant notamment de l'indicateur national de l'érosion littorale mentionné à l'article L. 321-13 et de la connaissance des biens et activités exposés à ce phénomène.

Elle est établie après consultation des conseils municipaux des communes et avis du Conseil national de la mer et des littoraux et du comité national du trait de côte. Elle est révisée au moins tous les neuf ans.

Il n'est aujourd'hui plus à démontrer que la commune est soumise à des phénomènes d'érosion chronique importants. Elle ainsi a fait le choix, dès 2013, de s'engager dans l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du trait de côte qui est aujourd'hui en phase opérationnelle de mise en œuvre. Cette démarche s'inscrit dans un cadre partenarial, sous l'égide du GIP littoral, avec des co-financements importants (Europe, Etat, Région, et.).

Compte-tenu de l'ensemble de ces éléments, la délibération a pour objet :

- D'APPROUVER l'inscription de la commune de La Teste de Buch au sein de la liste des communes soumises à l'érosion du trait de côte

PRÉFÈTE
DE LA GIRONDE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires et de la mer
Service Risques et Gestion de crise

Lesparre-Médoc, le 29 novembre 2021

Le sous-préfet de Lesparre-Médoc
Le sous-préfet d'Arcachon

à

Destinataires in fine

OBJET : Etablissement de la liste des communes soumises à l'érosion du trait de côte (projet de décret loi climat et résilience) - Réunion d'information

L'article L. 321-15 du code de l'environnement, issu de l'article 239 de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, prévoit que les communes dont l'action en matière d'urbanisme et la politique d'aménagement doivent être adaptées aux phénomènes hydrosédimentaires entraînant l'érosion du littoral sont identifiées dans une liste fixée par décret.

Cette liste est établie après consultation des conseils municipaux des communes qu'il est envisagé d'y faire figurer et avis du Conseil national de la mer et des littoraux et du Comité national du trait de côte.

Une consultation nationale des communes potentiellement concernées est en cours. Mme la Préfète de la Gironde vous a invité à lui faire part, par délibération du conseil municipal, de l'avis de votre commune quant à l'inscription de celle-ci sur cette liste avant le 15 janvier 2022.

Aussi, nous avons le plaisir de vous convier à une réunion d'information et d'échanges sur ces nouvelles dispositions afin de vous éclairer dans votre décision :

le lundi 13 décembre 2021 à 14h30
à la mairie de Carcans
(salle du conseil municipal)

4, allée du 8 mai 1945
33 340 Lesparre-Médoc
Tél : 05.35.00.24.00
www.gironde.gouv.fr

Nous vous remercions de bien vouloir faire connaître votre participation, ou le nom de votre représentant, à M. Sébastien PETIT (sebastien.petit@gironde.gouv.fr).

Nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

Le sous-préfet d'Arcachon

Ronan LEAUSTIC

Le sous-préfet de Lesparre-Médoc

L. Lagarde

Lionel LAGARDE

Destinataires :

- M. le maire d'Arcachon
- M. le maire de La-Teste-de-Buch
- M. le maire de Lège-Cap-Ferret
- M. le maire de Le Verdon-sur-Mer
- M. le maire de Soulac-sur-Mer
- Mme le maire de Grayan-et-l'Hôpital
- M. le maire de Vensac
- M. le maire de Vendays-Montalivet
- M. le maire de Naujac-sur-Mer
- M. le maire de Hourtin
- M. le maire de Carcans
- M. le maire de Lacanau
- Mme le maire de Le Porge

Ainsi que :

- M. le directeur départemental des territoires et de la mer

Monsieur le Maire :
Merci Mme Tilleul,

Monsieur BUSSE :
Hier j'étais à une réunion qui regroupait les 2 sous-préfectures du médoc et du bassin, les 13 communes concernées, les services de l'Etat, la DDTM a indiqué qu'il y a 6 communes qui étaient beaucoup plus concernées par cela et nous ont invité à rejoindre ce dispositif.
Les communes en question, La Teste, Arcachon, Lège Lacanau, Montalivet, Soulac.
Ces communes doivent passer la délibération comme nous, cela impliquera quelques modifications dans les dispositifs de mises à jour du plan de gestion des risques du littoral.

Monsieur le Maire :
Cela imposera une véritable prise en compte de ce qui pourrait nous arriver dans les années à venir, il serait un peu dommage que nous ne votions pas à l'unanimité, que la commune ne soit pas inscrite dans ce projet, il y a des financements à aller chercher.

Monsieur BUSSE :
Cela sera l'élaboration de cartographies, 0-30 ans avec des financements importants, et les communes qui seront dans ce dispositif seront financées à hauteur de 80%.

Monsieur DUCASSE :
Je suis content qu'il y ait eu une réunion des communes mais le 5/11 il y a eu une réunion du GIP où on a parlé des travaux faits de Sanguinet à Capbreton, de Lège à Soulac et de nous zéro.
En 2017, 2018 la stratégie avait été finalisée, on devait toucher 2,5 millions de subvention, on a touché cette année 49 820€ dont les ¾ ont été mangés par le ré ensablement des plages du Pyla et 16 000€ d'études sur le perré on n'a pas avancé d'un poil depuis 2019.
Que de temps perdu, il faut que l'on s'associe et que l'on y aille…..

Monsieur le Maire :
Juste vous rappeler que nous n'étions pas aux affaires à ce moment-là, et je vais vous poser la question, qu'est-ce que vous avez fait ?

Monsieur DUCASSE :
On vous a laissé les clés, M le Maire……

Monsieur le Maire :
Les clés avec un bateau qu'il a fallu écoper ça prenait l'eau….
C'est vous qui embrayez sur un sujet où on ne vous demande rien et vous nous reprochez quelque chose dont on n'a pas fait.
La seule fois où on nous donne l'occasion d'y aller on y va, venez pas nous le reprocher,

Madame TILLEUL :
Pour répondre à M Ducasse, en fait pour le moment rien au niveau de la stratégie locale il y a eu un changement de directives, jusqu'à il y a peu de temps la délocalisation du petit Nice était prévue, aujourd'hui ce n'est plus le cas.
Toute la stratégie a été revue et nous sommes en cours de travail, nous avançons, et les premiers travaux vous les verrez dans le courant de ces 2 prochaines années.

Monsieur DUCASSE :

Hors micro

Monsieur le Maire :
M Ducasse je ne vous prends pas pour un vieux c…, mais ne nous agressez pas, j'ai joué au rugby et avant le match il y avait des joueurs avec qui je n'étais pas copain après le match non plus et pendant le match j'étais copain, là on est dans le match sur des dossiers comme ça, soyons copains dans l'intérêt de notre ville. Arrêtez de nous mette les bâtons dans les roues, nous sommes aux affaires, vous avez fait 12 ans, maintenant c'est nous jusqu'en 2026 on est là.

Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Madame TILLEUL ;

Je profite de cette délibération pour faire un point et répondre à M Deiss par rapport au dernier conseil auquel je n'étais pas présente.
Les actions qui ont été mises en place tout au long de cette année, des continuités, des nouveautés et des projets que je n'avancerai pas car j'attendrai qu'ils soient un petit peu plus construits pour vous les annoncer.

De nouvelles méthodes de création et d'entretien des espaces publics : on parle de trame bleue trame verte, aujourd'hui il n'y a pas de plan de gestion.

Depuis plusieurs années, la Teste de Buch s'est engagée dans la démarche « Zéro pesticide ». Pour aller plus loin dans cette démarche, la Ville finalise aujourd'hui la rédaction d'un plan de gestion différencié des espaces verts avec l'appui du SIBA. Il s'agit d'adapter les niveaux et techniques d'entretien des sites en fonction de leur usage et objectif en ayant pour objectif de favoriser la biodiversité dans les espaces verts et naturels.
Adaptation de la gestion des cimetières : dans le cadre de la démarche « Zéro pesticide », la Ville a initié en 2020, avec l'appui du SIBA, la mise en place d'un nouvel entretien des cimetières avec pour objectifs le respect de l'environnement, la faisabilité technique et l'acceptation de la population. Les sols sableux de la commune imposent une progressivité dans la mise en place des nouvelles modalités d'entretien, notamment pour le cimetière de La Teste. Ainsi, des tests de végétalisation seront faits avant d'être développés.

L'Eclairage public : même si la commune ne rentre pas dans la « réserve internationale des ciels étoilés », il y avait déjà une politique de l'éclairage public, des actions mises en place et nous accélérons la démarche de diminution de la pollution lumineuse et énergétique.
A ce jour, près de 60% des luminaires sont équipés de dispositifs à performances lumineuses. Ceci, grâce au remplacement des lanternes vétustes par des luminaires de types LED, combinée à la mise en place de différentes techniques, telles que la graduation lumineuse au cours de la nuit Ainsi, la modernisation avec graduation permet une économie d'énergie de plus de 84% par rapport à un allumage classique et le système de détection une économie de plus de 97 %.
La convention s'arrête en 2022 et nous travaillons à reconduire cette convention pour essayer d'équiper l'ensemble de la commune sur ce type de dispositif.

L'Utilisation de procédés respectueux de l'environnement dans la voirie : la Ville souhaite développer les expérimentations dans l'objectif de réduire les impacts sur l'environnement. Par exemple, un revêtement contenant une matière à base de résine issue de déchets de la sylviculture a été utilisée place Meller au Pyla, en remplacement du bitume. Un sol beaucoup plus drainant et de plus comme la couleur est plus claire au niveau des zones de chaleur il y a moins d'impact.
Autre exemple, au niveau du boulevard des Miquelots, une cuve, avec séparateur d'hydrocarbures, sera mise en place pour récupérer les eaux de pluie et arroser les espaces verts dans un objectif de préservation de la ressource en eau.
De plus, pour chaque chantier, une revalorisation des déchets est systématiquement recherchée afin d'éviter le recours à des matériaux extérieurs.
Enfin, prochainement, la Ville utilisera l'éco-comparateur SEVE (Système d'Evaluation des Variantes Environnementales) qui est un outil permettant de comparer les candidatures des entreprises sous l'angle environnemental.

La Sensibilisation à la préservation de la qualité de l'eau du Bassin d'Arcachon avec le SIBA :
Les plaques « ici commence la mer », ont été installées par les services à proximité des avaloirs. Nous allons développer ce processus afin d'interagir avec la population, il faut que ce soit une piqûre de rappel, tous déchets qui passent par ces endroits arrivent directement dans l'océan. Des études ont été faites c'est 80% de déjections canines qui arrivent dedans, aujourd'hui un travail à faire sur ce point de vigilance.

Projet agricole sur une parcelle communale : nous avons anticipé d'où le besoin de structurer nos projets, nous avons cherché à mettre en place un projet agricole, nous sommes en plein travail, l'objectif.. nous avons travaillé avec le SCOT pour pouvoir mettre en place un projet et le sécuriser.
A chaque fois que nous allons exploiter une zone naturelle sur la commune nous allons avoir des obligations compensatoires, et de là nous pourrons développer ce projet.

Création d'un rucher participatif : le service Vie associative développe un projet de rucher qui sera géré de manière participative avec les habitants, 3 ruches seront installées dès mars-avril 2022 (il sera possible d'aller jusqu'à 6 ruches à terme) sur un terrain communal à Cazaux. Ainsi, dans deux ans, il sera possible de récupérer les produits de la ruche et de mettre en place des ateliers de création de bougies, de cosmétiques… Par ailleurs, ce projet contient un volet pédagogique et festif afin de sensibiliser les citoyens à la préservation de la biodiversité et plus particulièrement de l'abeille. « Fête de l'abeille »

Gestion durable des forêts communales avec l'Office National des Forêts :
Un plan de gestion des forêts communales est en cours de rédaction. Il a pour objectif de mettre en place une gestion multifonctionnelle de la forêt, l'objectif final est de pouvoir accéder au label PEFC, pour une forêt beaucoup plus durable, nous travaillons sur différents scenarios, remettre du feuillu dans nos forêts.
Le problème du changement climatique avec le réchauffement : il va falloir commencer à préserver nos forêts et le chêne liège sera un atout majeur pour la protection de ce bel espace.

Mise en place de chantiers environnement avec PASSEREL :
Trois sessions de chantiers ont été réalisées en 2021 : un chantier d'enlèvement des déchets sur les Prés Salés Ouest et un autre sur l'Ile aux Oiseaux, ainsi qu'un chantier d'arrachage de la Myriophylle du Brésil (plante exotique envahissante) aux Prés Salés Est.
Cette action poursuit deux objectifs : entamer une réinsertion professionnelle de jeunes (à partir de 16 ans) et mettre en place une action concrète améliorant l'état de conservation des espaces naturels gérés par la Ville.

Action expérimentale de gestion des déchets au Petit Nice (Hippo-éco) qui a été inaugurée et avait été annoncée l'année dernière, une structure géante remplie de bouteilles plastiques pour appeler à tous la nécessité de ne pas laisser trainer tous ces matériaux.
Nous avons travaillé avec l'Office National des Forêts et la COBAS a mis en place des bacs de tris, l'objectif est atteint, les gens ont été respectueux de ce tri, donc à renouveler.

Pose de six nichoirs à martinets au-dessus de l'école Gambetta : cette action sera poursuivie par la pose d'un nichoir pour les hirondelles au niveau du port de la Teste. Une demande faite auprès des

ostréiculteurs pour pouvoir avoir une continuité sur cette démarche de retour à ces oiseaux qui sont amateurs de moustiques, précieux pour la commune

Réalisation d'animations à destination du grand public : je félicite la bibliothèque pour son agenda 2030 qui a été réalisé en septembre 2021, atelier de fabrication de balles de graines avec les centres de loisirs, un entrepreneur de la Teste qui a proposé cet atelier,
Animations du service Vie des Quartiers à destination des habitants : ateliers réduction des déchets, fabrication d'essuie-tout lavables, éponges tawashis, etc.
L'ONF a accompagné les 3èmes années de maternelle sur la découverte de la forêt.

La Mise en valeur de la Halte Nautique de panneaux explicatifs qui vous accompagnent lors d'une balade et qui expliquent la biodiversité de cette forêt.
Nous avons mis en place une action guidée mais la commune a souhaité être plus rapide que d'autres sur la mise en place de cette règlementation en faisant des travaux de réfection au niveau des pontons afin de pouvoir accueillir des bateaux à énergie propre.

Participation par une aide logistique à la protection des gravelots au niveau des plages océanes, grands débats, cet été nous avons eu plusieurs naissances.
Et enfin l'achat et installation d'un local vélo sécurisé pour les agents de l'Hôtel de Ville
Voilà toutes les actions de cette dernière année et j'espère avoir autant à vous présenter l'année prochaine.

Monsieur le Maire :

Merci Mme Tilleul, j'avais demandé de recenser pour pouvoir vous répondre M Deiss.

Monsieur DEISS :
Toute nos félicitations pour l'énumération magnifique d'initiatives que l'on ne peut que saluer, moi je dois vous quitter pour raisons professionnelles et je donne pouvoir à Mme Pamies.
Sincèrement bravo Mme Tilleul

Monsieur le Maire :
Merci pour cet encouragement et nous allons continuer chaque fois que nous le pourrons,

Rapporteur : Mme POULAIN **DEL2021-12-602**

APPEL A CANDIDATURES CULTURE ET SANTÉ
CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE HOSPITALIER

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'appel à candidatures Culture et Santé, porté par l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Région Nouvelle-Aquitaine et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) de Nouvelle-Aquitaine.

Mes chers collègues,

Considérant que la Ville de La Teste de Buch participe avec le Centre Hospitalier à l'appel à candidatures Culture et Santé porté par l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Région Nouvelle-Aquitaine et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) de Nouvelle-Aquitaine,

Considérant que ce projet vise à garantir aux patients, à leurs familles et au personnel du centrehospitalier leur droit d'accès à la Culture en développant les pratiques artistiques et culturelles et la rencontre avec les œuvres et les artistes, au sein des unités de soins, dans le cadre de partenariats durables ou ponctuels.

Considérant qu'il est nécessaire de définir les modalités de coopération entre la Ville de la Teste deBuch et le Centre hospitalier dans le cadre d'un projet intitulé « Les langages de la nuit» pour la réalisation, par une artiste plasticienne, d'un dessin et d'un oreiller sonore inspirés des échanges recueillis auprès de l'équipe soignante et des patients.

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 07 décembre 2021 de bien vouloir :

- **AUTORISER** le Maire à signer la convention de partenariat culturel avec le Centre hospitalier dans le cadre du projet intitulé « Les Langages de la nuit ».

Appel à candidatures culture et Santé 2021-2022
Convention de partenariat culturel
entre le Centre Hospitalier et la ville de la Teste de Buch

Note explicative de synthèse

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'appel à candidatures Culture et Santé, porté par l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Région Nouvelle-Aquitaine et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) de Nouvelle-Aquitaine.

Ce programme est à destination des établissements de santé, il est ici porté par le centre hospitalier dans le cadre d'une collaboration avec la ville. Il vise à garantir aux patients, à leurs familles et au personnel de l'établissement leur droit d'accès à la Culture. Il s'agit de développer les pratiques artistiques et culturelles et la rencontre avec les œuvres et les artistes, au sein des unités de soins, dans le cadre de partenariats durables ou ponctuels.

Dans ce cadre, la Ville a sélectionné un artiste et formulé une proposition adaptée. Elle accompagnera l'artiste tout au long du projet, qui engage l'intéressée à réaliser un dessin et d'un oreiller sonore inspirés des échanges recueillis auprès de l'équipe soignante et des patients.

La Ville assurera la médiation de ce projet et sa communication auprès des équipes concernées et sur l'ensemble du centre hospitalier. Ce dernier s'engage à favoriser le meilleur accueil de l'artiste au sein de ses services et à valoriser les œuvres créées.

La délibération a donc pour objet d'autoriser le Maire à signer la convention de partenariat culturel établie entre le Centre hospitalier et la Ville, dans le cadre de ce projet avec l'artiste plasticienne Anne-Laure BOYER.

CONVENTION DE PARTENARIAT CULTUREL

Entre les soussignés :

Et **La Ville de la Teste de Buch,** représentée par son Maire en exercice dument habilité par délibération du conseil municipal du 14 décembre 2021, Monsieur Patrick DAVET,
Ci-après dénommée « La Ville »

Le Centre Hospitalier d'Arcachon, représenté par son directeur, Monsieur Julien ROSSIGNOL,
Ci-après dénommé « Le Centre Hospitalier »,

Préambule

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'appel à candidatures Culture et Santé, porté par l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Région Nouvelle-Aquitaine et la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) de Nouvelle-Aquitaine.

Ce programme vise à garantir aux patients, à leurs familles et au personnel de l'établissement leur droit d'accès à la Culture. Il s'agit de développer des pratiques artistiques et culturelles et de créer une rencontre avec des œuvres et des artistes au sein des unités de soins.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de partenariats durables et/ou ponctuels avec des structures culturelles ou des équipes artistiques professionnelles dont les activités de création ou de diffusion sont reconnues par la DRAC ou la Région.

Dans ce cadre, la Ville a sélectionné une artiste et formulé une proposition adaptée. Ce projet a pour objectif de soutenir des démarches culturelles au sein du Centre Hospitalier d'Arcachon.

Il est convenu les modalités de partenariat suivantes :

ARTICLE 1ER : OBJET

Le présent contrat a pour objet de définir les modalités de coopération entre la Ville de la Teste de Buch et le Centre Hospitalier d'Arcachon dans le cadre du projet « Les langages de la nuit ».

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS

La Ville s'engage à :

- Rémunérer Mme Anne-Laure BOYER pour la réalisation des œuvres évoquées, à hauteur de 110(cent dix) euros net, à réception de la facture correspondante et après réalisation de l'œuvre.

- Il est précisé que la Ville de la Teste de Buch a déjà versé en 2019 la somme de 1200 euros à Mme Boyer pour l'acquisition du dessin produit dans le cadre de la présente convention (facture annexée à la présente convention), qui s'ajoute à la rémunération prévue ci-dessus. L'œuvre/dessin sera donc acquise par la ville pour un montant total de 1310€ net.
- Laisser en exposition l'œuvre/dessin au Centre Hospitalier d'Arcachon pour une durée minimum de trois années.
- Missionner un chef de projet pour coordonner et accompagner cette action et sa médiation ;
- Assurer la rédaction du bilan du projet en lien avec l'ensemble des partenaires impliqués.

Le Centre Hospitalier s'engage à :

- Rémunérer l'artiste pour sa présence au Centre Hospitalier d'Arcachon dans le cadre de ses temps de création à hauteur de 355€ net, somme versée directement à l'artiste sur présentation de sa facture ;
- Valoriser le dessin en permettant un accrochage adéquat qui respecte des conditions de sécurité de l'œuvre ;
- Accompagner la médiation de ce projet ;
- Participer à la réalisation du bilan du projet avec l'ensemble des partenaires impliqués ;
- Restituer l'oreiller sonore à l'artiste, qui reste propriétaire de l'œuvre, après une durée d'un an de dépôt.

ARTICLE 3 - RÉSILIATION

Faute d'exécution de l'une des quelconques stipulations du présent contrat, et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse dans les 15 jours de sa réception, le présent contrat sera résilié de plein droit aux torts et griefs de la partie défaillante.

Sauf cas reconnu de force majeure, les trois parties s'engagent à respecter le programme prévu à l'article 1er et 2 du présent contrat.

Aucune modification ou annulation, même partielle, de ce programme ne pourra être décidée sans accord formel entre les parties, accord faisant l'objet d'un avenant à ce présent contrat.

ARTICLE 4 - LITIGES

En cas de litige ou de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie de règlement amiable et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre leur différend à une instance juridictionnelle.

Fait en 2 (deux) exemplaires, à la Teste de Buch le ….

Le Directeur du Centre Hospitalier — Le Maire de La Teste de Buch

Monsieur le Maire
Merci Mme Poulain, des interventions ? Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DESMOLLES **DEL2021-12-603**

BUDGET PRIMITIF 2022
ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2311-7 ;

Vu l'instruction comptable M14 modifiée, précisant les règles de la comptabilité publique et de présentation du budget et de ses modifications à compter du 1er janvier 2009 ;

Vu la délibération n°2021-11-565 du 18 novembre 2021 prenant acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire ;

Vu le budget primitif pour l'exercice 2022 et son rapport de présentation présentés en conseil municipal de ce jour,

Mes chers collègues,

Considérant qu'il y a lieu de réaffirmer et de concrétiser le soutien de la Municipalité à la vie associative locale au travers de l'aide financière de la ville, dans le cadre des axes primordiaux du programme municipal

Considérant que les associations et organismes concernés participent au développement d'actions d'intérêt local,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, vie collective et associative, démocratie de proximité du 07 décembre 2021 de bien vouloir

- ATTRIBUER les subventions de fonctionnement versées aux associations et aux établissements publics au titre du Budget Primitif 2022 conformément au tableau ci-dessous (l'état des subventions votées au titre de l'exercice 2022 figurant également dans l'annexe budgétaire B1.7) :

SUBVENTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Nature	Fonction	Subvention	Objet	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Total budget 2022
657358	**833**	**Aménagement et Service Urbain Environnement**				177 060,00 €
657358	833	Communauté des Communes des Grands Lacs	Subvention de fonctionnement	Communauté des Communes des Grands Lacs	Etablissement public	1 300,00 €
657358	833	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	SIBA	Etablissement public	175 760,00 €
				TOTAL 657358 : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS GROUPEMENT DE COLLECTIVITES AUTRES GROUPEMENTS		**177 060,00 €**
657362	**520**	**Interventions Sociales Services Communs**				1 200 000,00 €
657362	520	Centre Communal d'Action Sociale	Subvention de fonctionnement	Centre Communal d'Action Sociale	Etablissement public	1 200 000,00 €
				TOTAL 657362 : SUBVENTONS DE FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS ETABLISSEMENTS SERVICES RATTACHES CCAS		**1 200 000,00 €**

Nature	Fonction	Subvention	Objet	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Total budget 2022
6574	**020**	**Administration Générale de la Collectivité**				120 000,00 €
6574	020	Comité des Œuvre Sociales des Agents de la Ville de La Teste	Subvention de fonctionnement	Comité des Œuvre Sociales des Agents de la Ville de La Teste de	Association loi 1901	120 000,00 €
6574	**025**	**Aide aux Associations**				17 950,00 €
6574	025	Accompagner Conduire Transmettre - ACT	Subvention de fonctionnement	Accompagner Conduire Transmettre - ACT	Association loi 1901	300,00 €
6574	025	Amicale des volontaires du sang du Bassin d'Arcachon et des Landes Girondines	Subvention de fonctionnement	Amicale des volontaires du sang du Bassin d'Arcachon et des Landes Girondines	Association loi 1901	250,00 €
6574	025	Association Communale de Chasse Agrée (ACCA)	Subvention de fonctionnement	Association Communale de Chasse Agrée (ACCA)	Association loi 1901	4 500,00 €
6574	025	Association Nationale de croix de guerre et de la valeur militaire	Subvention de fonctionnement	Association Nationale de croix de guerre et de la valeur militaire	Association loi 1901	300,00 €
6574	025	Association Pour la Sauvegarde Des Animaux (APSDA)	Subvention de fonctionnement	Association Pour la Sauvegarde Des Animaux (APSDA)	Association loi 1901	1 000,00 €
6574	025	Association Union des Travailleurs Sénégalais en France	Subvention de fonctionnement	Association Union des Travailleurs Sénégalais en France	Association loi 1901	800,00 €
6574	025	Club Cœur et santé	Subvention de fonctionnement	Club Cœur et santé	Association loi 1901	200,00 €
6574	025	Club d'astronomie Cap Sud	Subvention de fonctionnement	Club d'astronomie Cap Sud	Association loi 1901	200,00 €
6574	025	Club des Aquariophiles du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Club des Aquariophiles du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	700,00 €
6574	025	Comité Locale d'Entraide aux Familles de Marins Pêcheurs	Subvention de fonctionnement	Comité Locale d'Entraide aux Familles de Marins Pêcheurs	Association loi 1901	200,00 €
6574	025	Fédération Nationale des Anciens Combattants Algérie Maroc Tunisie Comité de La Teste de Buch (FNACA)	Subvention de fonctionnement	Fédération Nationale des Anciens Combattants Algérie Maroc Tunisie Comité de La Teste de Buch (FNACA)	Association loi 1901	300,00 €
6574	025	La Gaule Cazaline	Subvention de fonctionnement	La Gaule Cazaline	Association loi 1901	200,00 €
6574	025	La Testerine	Subvention de fonctionnement	La Testerine	Association loi 1901	2 000,00 €
6574	025	Le Cœur à rire	Subvention de fonctionnement	Le Cœur à rire	Association loi 1901	300,00 €
6574	025	Les Ailes du Bassin	Subvention de fonctionnement	Les Ailes du Bassin	Association loi 1901	300,00 €
6574	025	Les Amis du Lapin Blanc	Subvention de fonctionnement	Les Amis du Lapin Blanc	Association loi 1901	200,00 €
6574	025	Les Jardiniers du Pays de Buch	Subvention de fonctionnement	Les Jardiniers du Pays de Buch	Association loi 1901	300,00 €
6574	025	Les Moussaillons de l'Aguillon	Subvention de fonctionnement	Les Moussaillons de l'Aguillon	Association loi 1901	800,00 €
6574	025	SOS Chats	Subvention de fonctionnement	SOS Chats	Association loi 1901	500,00 €
6574	025	30 Millions dAamis	Subvention de fonctionnement	30 Millions d'Amis	Association loi 1901	4 000,00 €
6574	025	Union Fraternelle des Anciens Combattants de Cazaux	Subvention de fonctionnement	Union Fraternelle des Anciens Combattants de Cazaux	Association loi 1901	300,00 €
6574	025	Union Nationale des Combattants	Subvention de fonctionnement	Union Nationale des Combattants	Association loi 1901	300,00 €
6574	**048**	**Autres actions de coopération décentralisée**				5 000,00 €
6574	048	La Teste de Buch Jumelage	Subvention de fonctionnement	La Teste de Buch Jumelage	Association loi 1901	5 000,00 €
6574	**114**	**Autres services de protection civile**				14 000,00 €
6574	114	Association Prévention Routière	Subvention de fonctionnement	Association Prévention Routière	Association loi 1901	200,00 €
6574	114	ASA DFCI	Subvention de fonctionnement	ASA DFCI	Association loi 1901	2 000,00 €
6574	114	Société Nationale de Sauvegarde en Mer Paris	Subvention de fonctionnement	Société Nationale de Sauvegarde en Mer Paris	Association loi 1901	11 800,00 €
6574	**22**	**Enseignement du 2ème degré**				2 500,00 €
6574	22	Collège Henri Dheurle	Subvention de fonctionnement	Collège Henri Dheurle	Association loi 1901	2 500,00 €
6574	**253**	**Sport Scolaire**				2 800,00 €
6574	253	Association Sportive Scolaire l'Ecureil	Subvention de fonctionnement	Association Sportive Scolaire l'Ecureil	Association loi 1901	2 800,00 €
6574	**311**	**Expressions musicales, lyrique et chorégraphique**				6 200,00 €
6574	311	Association des parents d'élèves et amis de l'Ecole de Musique de La Teste de Buch (APEC)	Subvention de fonctionnement	Association des parents d'élèves et amis de l'Ecole de Musique de La Teste de Buch (APEC)	Association loi 1901	300,00 €
6574	311	Groupe vocal du Captalat	Subvention de fonctionnement	Groupe vocal du Captalat	Association loi 1901	300,00 €
6574	311	Harmonie Junior de la Côte d'Argent	Subvention de fonctionnement	Harmonie Junior de la Côte d'Argent	Association loi 1901	700,00 €
6574	311	Orchestre d'harmonie de La Teste de Buch	Subvention de fonctionnement	Orchestre d'harmonie de La Teste de Buch	Association loi 1901	3 500,00 €
6574	311	Test'Ut Big Band	Subvention de fonctionnement	Test'Ut Big Band	Association loi 1901	1 400,00 €
6574	**322**	**Musée**				500,00 €
6574	322	Association Amis de la Préfiguration Musée	Subvention de fonctionnement	Association Amis de la Préfiguration Musée	Association loi 1901	500,00 €
6574	**33**	**Action culturelle**				70 400,00 €
6574	33	Associations Animations fêtes du port	Subvention de fonctionnement	Associations Animations fêtes du port	Association loi 1901	40 000,00 €
6574	33	Ciné Sans Frontières	Subvention de fonctionnement	Ciné Sans Frontières	Association loi 1901	4 000,00 €
6574	33	Collectif Komono	Subvention de fonctionnement	Collectif Komono	Association loi 1901	13 000,00 €
6574	33	Comité des Fêtes de Cazaux	Subvention de fonctionnement	Comité des Fêtes de Cazaux	Association loi 1901	1 500,00 €
6574	33	Groupe de recherches archéologiques mur de l'Atlantique (GRAMASA)	Subvention de fonctionnement	Groupe de recherches archéologiques mur de l'Atlantique (GRAMASA)	Association loi 1901	1 300,00 €
6574	33	Here Ori Tahiti	Subvention de fonctionnement	Here Ori Tahiti	Association loi 1901	1 000,00 €
6574	33	Le Calame 33	Subvention de fonctionnement	Le Calame 33	Association loi 1901	800,00 €
6574	33	Le Point Artistique	Subvention de fonctionnement	Le Point Artistique	Association loi 1901	2 000,00 €
6574	33	Sculpteurs du Bassin	Subvention de fonctionnement	Sculpteurs du Bassin	Association loi 1901	300,00 €
6574	33	Société Historique et Archéologigue d'Arcachon et du Pays de Buch	Subvention de fonctionnement	Société Historique et Archéologigue d'Arcachon et du Pays de Buch	Association loi 1901	500,00 €
6574	33	Union des Femmes Solidaires	Subvention de fonctionnement	Union des Femmes Solidaires	Association loi 1901	6 000,00 €
6574	**40**	**Sport et Jeunesse -Services Communs**				284 250,00 €
6574	40	Aïkido La Teste	Subvention de fonctionnement	Aïkido La Teste	Association loi 1901	500,00 €
6574	40	Amicale Laïque Testerine	Subvention de fonctionnement	Amicale Laïque Testerine	Association loi 1901	3 000,00 €
6574	40	Arcachon La Teste Entente Athlétisme ALTEA	Subvention de fonctionnement	Arcachon La Teste Entente Athlétisme ALTEA	Association loi 1901	3 000,00 €
6574	40	Arcachon - La Teste Handball Club	Subvention de fonctionnement	Arcachon - La Teste Handball Club	Association loi 1901	6 000,00 €
6574	40	Archers du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Archers du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	12 000,00 €
6574	40	Arts Martiaux Testerins	Subvention de fonctionnement	Arts Martiaux Testerins	Association loi 1901	10 000,00 €
6574	40	Association NSA Nettoyeurs Subaquatiques	Subvention de fonctionnement	Association NSA Nettoyeurs Subaquatiques	Association loi 1902	2 000,00 €
6574	40	Association Philippe Cabanieux Kite	Subvention de fonctionnement	Association Philippe Cabanieux Kite	Association loi 1901	300,00 €
6574	40	Association Sportive Testerine	Subvention de fonctionnement	Association Sportive Testerine	Association loi 1901	44 000,00 €
6574	40	Basket Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Basket Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	8 000,00 €
6574	40	Bassin Boxing Club	Subvention de fonctionnement	Bassin Boxing Club	Association loi 1901	1 000,00 €
6574	40	Caza Gym	Subvention de fonctionnement	Caza Gym	Association loi 1901	500,00 €
6574	40	Cazaux Olympique Football (dont Fêtes du Lac)	Subvention de fonctionnement	Cazaux Olympique Football (dont Fêtes du Lac)	Association loi 1901	16 500,00 €
6574	40	Cazaux Olympique Rugby (dont Fêtes du Lac)	Subvention de fonctionnement	Cazaux Olympique Rugby (dont Fêtes du Lac)	Association loi 1901	5 500,00 €
6574	40	Cercle de Voile de Cazaux Lac	Subvention de fonctionnement	Cercle de Voile de Cazaux Lac	Association loi 1901	12 500,00 €
6574	40	Cercle de Voile de Pyla sur Mer	Subvention de fonctionnement	Cercle de Voile de Pyla sur Mer	Association loi 1901	12 000,00 €
6574	40	Club des Randonneurs du Pyla et du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Club des Randonneurs du Pyla et du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	350,00 €
6574	40	Dunes et Forêts	Subvention de fonctionnement	Dunes et Forêts	Association loi 1901	600,00 €
6574	40	Football Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Football Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	14 000,00 €
6574	40	Grimpe en Teste	Subvention de fonctionnement	Grimpe en Teste	Association loi 1901	2 000,00 €
6574	40	Karaté Do	Subvention de fonctionnement	Karaté Do	Association loi 1901	1 000,00 €
6574	40	La Boule du Lac	Subvention de fonctionnement	La Boule du Lac	Association loi 1901	1 000,00 €
6574	40	La force testerine	Subvention de fonctionnement	La force testerine	Association loi 1901	1 000,00 €
6574	40	Les Jeunes du Captalat Section Gymnastique	Subvention de fonctionnement	Les Jeunes du Captalat Section Gymnastique	Association loi 1901	16 000,00 €
6574	40	La Teste Pyla Vol Libre	Subvention de fonctionnement	La Teste Pyla Vol Libre	Association loi 1901	1 000,00 €
6574	40	Loisir Amical Sportif Testerin	Subvention de fonctionnement	Loisir Amical Sportif Testerin	Association loi 1901	300,00 €
6574	40	Ollie les Petits	Subvention de fonctionnement	Ollie les Petits	Association loi 1901	1 000,00 €
6574	40	Pirates du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Pirates du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	800,00 €
6574	40	Planeurs du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Planeurs du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	600,00 €
6574	40	Retraités Sportifs Sud Bassin	Subvention de fonctionnement	Retraités Sportifs Sud Bassin	Association loi 1901	800,00 €
6574	40	Roller Hockey Club Testerin	Subvention de fonctionnement	Roller Hockey Club Testerin	Association loi 1901	3 500,00 €
6574	40	Rugby Club Bassin Arcachon (RCBA)	Subvention de fonctionnement	Rugby Club Bassin Arcachon (RCBA)	Association loi 1901	60 000,00 €
6574	40	Tennis club de Cazaux	Subvention de fonctionnement	Tennis club de Cazaux	Association loi 1901	6 000,00 €
6574	40	Tennis club de La Teste	Subvention de fonctionnement	Tennis club de La Teste	Association loi 1901	15 000,00 €
6574	40	Union des Surfs-clubs du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Union des Surfs-clubs du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	1 500,00 €
6574	40	Volley Sud Bassin Arcachon	Subvention de fonctionnement	Volley Sud Bassin Arcachon	Association loi 1901	1 000,00 €
6574	40	Voile scolaire - provision	Subvention de fonctionnement	Voile scolaire - provision	Association loi 1901	20 000,00 €
6574	**415**	**Manifestions sportives**				2 000,00 €
6574	415	Triathlon du Lac AST (Raid de la Grande Dune)	Subvention de fonctionnement	Triathlon du Lac AST (Raid de la Grande Dune)	Association loi 1901	2 000,00 €
6574	**520**	**Interventions sociales Services Communs**				7 000,00 €
6574	520	Les Restaurants du Cœur	Subvention de fonctionnement	Les Restaurants du Cœur	Association loi 1901	4 000,00 €
6574	520	L'Essor (Association d'Aide à Domicile)	Subvention de fonctionnement	L'Essor (Association d'Aide à Domicile)	Association loi 1901	3 000,00 €
6574	**833**	**Présevatin du milieu naturel**				5 200,00 €
6574	833	SEPANSO Réserve naturelle nationale du Banc d'Arguin	Subvention de fonctionnement	SEPANSO Réserve naturelle nationale du Banc d'Arguin	Etablissement public	5 200,00 €
6574	**90**	**Interventions économiques**				9 000,00 €
6574	90	Développement économique du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Développement économique du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	8 000,00 €
6574	90	Direction Centre Ville - La Teste	Subvention de fonctionnement	Direction Centre Ville - La Teste	Association loi 1901	1 000,00 €
				TOTAL 6574 : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE		**546 800,00 €**
					TOTAL GENERAL DES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	1 923 860,00 €

– AUTORISER Monsieur le Maire à signer les conventions et les avenants aux conventions en vigueur avec les organismes subventionnés ainsi que tout document complémentaire.

– ATTRIBUER les subventions d'investissements au titre du Budget Primitif 2022 conformément au tableau ci-dessous (l'état des subventions votées au titre de l'exercice 2022 figurant également dans l'annexe budgétaire B1.7) :

SECTION INVESTISSEMENT						
Nature	**Fonction**	**Subvention**	**Objet**	**Nom de l'Organisme**	**Nature juridique de l'organisme**	**Total budget 2022**
2041582	**833**	**Préservation du milieur naturel**				**413 920,00 €**
2041582	833	SIBA Stratégie locale Axe 6 - Action 6.3.1	Subvention d'investissement	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Etablissement public	397 920,00 €
2041582	833	SIBA Stratégie locale Axe 7 - Action 7.1.4	Subvention d'investissement	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Etablissement public	16 000,00 €
TOTAL 2041582 : SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX AUTRES GROUPEMENTS						**413 920,00 €**

TOTAL GENERAL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	413 920,00 €

– CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à ces subventions.

BUDGET PRIMITIF 202
ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS
Note explicative de synthèse

Conformément à l'article L2311-7 du code général des collectivités territoriales, l'attribution des subventions doit donner lieu à une délibération distincte du vote du budget.

Une subvention est une aide financière, directe ou indirecte, allouée par une personne publique en vue de financer une activité d'intérêt général. Cette aide peut être apportée à une association poursuivant une mission d'intérêt général ou gérant des services publics, mais elle concerne également l'aide apportée à l'action d'établissements publics.

Il s'agit le plus souvent d'une aide apportée sur un projet précis, par exemple à partir d'une action ponctuelle ou d'un plan de développement.

Pour l'accomplissement des missions d'intérêt général présentant un intérêt pour la généralité des habitants de la commune, les associations de la loi du 1er juillet 1901 qui œuvrent dans le domaine social, culturel ou sportif peuvent, en tant qu'organisme à but non lucratif, recevoir des aides financières de la commune. La vie associative est un élément fondamental, un support incontournable pour la solidarité, un lieu de rencontre et un lien social précieux.

Afin de pouvoir attribuer ces subventions, il faut d'une part que l'association dispose de la personnalité juridique et donc qu'elle ait bien été déclarée avec publication au Journal Officiel. D'autre part son activité doit répondre à un intérêt local (exception faite lorsque la subvention bénéficie à une cause d'intérêt général par exemple la lutte contre des maladies, aide à des victimes de catastrophes, etc.). L'association concernée ne doit pas être une association cultuelle, politique ou syndicale et enfin les subventions octroyées doivent être utilisées.

La subvention municipale et l'aide en nature (logistique) ne sont pas un droit. L'association doit toujours démontrer à la collectivité publique le bien-fondé de son projet et avoir pour objet un « intérêt local ». Ce projet argumenté doit être envoyé par courrier à Monsieur Le Maire avant le 30 août de chaque année. De même, le renouvellement de la subvention n'est jamais automatique. La demande doit être effectuée chaque année.

Au-delà de 23 000 €, la collectivité doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie.

La Municipalité, par l'attribution de subventions, a à cœur d'accompagner les associations et établissements publics œuvrant à l'intérêt local, en les aidant dans la réalisation de leurs projets et en soutenant leurs actions, elle affirme ainsi une politique de soutien actif au développement local.

La délibération a donc pour objet de :

- ATTRIBUER les subventions de fonctionnement versées aux associations et aux établissements publics au titre du Budget Primitif 2022 conformément au tableau joint à la délibération (l'état des subventions votées au titre de l'exercice 2022 figurant également dans l'annexe budgétaire B1.7)

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer les conventions et les avenants aux conventions en vigueur avec les organismes subventionnés ainsi que tout document complémentaire.

- ATTRIBUER les subventions d'investissements au titre du Budget Primitif 2022 conformément au tableau joint à la délibération (l'état des subventions votées au titre de l'exercice 2022 figurant également dans l'annexe budgétaire B1.7)

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à ces subventions.

Annexe I : Subventions de fonctionnement versées aux associations et aux établissements publics au titre du budget primitif 2022 :

SUBVENTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Nature	Fonction	Subvention	Objet	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Total budget 2022
657358	**833**	**Aménagement et Service Urbain Environnement**				177 060,00 €
657358	833	Communauté des Communes des Grands Lacs	Subvention de fonctionnement	Communauté des Communes des Grands Lacs	Etablissement public	1 300,00 €
657358	833	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	SIBA	Etablissement public	175 760,00 €
		TOTAL 657358 : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS GROUPEMENT DE COLLECTIVITES AUTRES GROUPEMENTS				**177 060,00 €**
657362	**520**	**Interventions Sociales Services Communs**				1 200 000,00 €
657362	520	Centre Communal d'Action Sociale	Subvention de fonctionnement	Centre Communal d'Action Sociale	Etablissement public	1 200 000,00 €
		TOTAL 657362 : SUBVENTONS DE FONCTIONNEMENT AUX ORGANISMES PUBLICS ETABLISSEMENTS SERVICES RATTACHES CCAS				**1 200 000,00 €**
6574	**020**	**Administration Générale de la Collectivité**				120 000,00 €
6574	020	Comité des Œuvre Sociales des Agents de la Ville de La Teste	Subvention de fonctionnement	Comité des Œuvre Sociales des Agents de la Ville de La Teste de	Association loi 1901	120 000,00 €
6574	**025**	**Aide aux Associations**				17 950,00 €
6574	025	Accompagner Conduire Transmettre - ACT	Subvention de fonctionnement	Accompagner Conduire Transmettre - ACT	Association loi 1901	300,00 €
6574	025	Amicale des volontaires du sang du Bassin d'Arcachon et des Landes Girondines	Subvention de fonctionnement	Amicale des volontaires du sang du Bassin d'Arcachon et des Landes Girondines	Association loi 1901	250,00 €
6574	025	Association Communale de Chasse Agrée (ACCA)	Subvention de fonctionnement	Association Communale de Chasse Agrée (ACCA)	Association loi 1901	4 500,00 €
6574	025	Association Nationale de croix de guerre et de la valeur militaire	Subvention de fonctionnement	Association Nationale de croix de guerre et de la valeur militaire	Association loi 1901	300,00 €
6574	025	Association Pour la Sauvegarde Des Animaux (APSDA)	Subvention de fonctionnement	Association Pour la Sauvegarde Des Animaux (APSDA)	Association loi 1901	1 000,00 €
6574	025	Association Union des Travailleurs Sénégalais en France	Subvention de fonctionnement	Association Union des Travailleurs Sénégalais en France	Association loi 1901	800,00 €
6574	025	Club Cœur et santé	Subvention de fonctionnement	Club Cœur et santé	Association loi 1901	200,00 €
6574	025	Club d'astronomie Cap Sud	Subvention de fonctionnement	Club d'astronomie Cap Sud	Association loi 1901	200,00 €
6574	025	Club des Aquariophiles du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Club des Aquariophiles du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	700,00 €
6574	025	Comité Locale d'Entraide aux Familles de Marins Pêcheurs	Subvention de fonctionnement	Comité Locale d'Entraide aux Familles de Marins Pêcheurs	Association loi 1901	200,00 €
6574	025	Fédération Nationale des Anciens Combattants Algérie Maroc Tunisie Comité de La Teste de Buch (FNACA)	Subvention de fonctionnement	Fédération Nationale des Anciens Combattants Algérie Maroc Tunisie Comité de La Teste de Buch (FNACA)	Association loi 1901	300,00 €
6574	025	La Gaule Cazaline	Subvention de fonctionnement	La Gaule Cazaline	Association loi 1901	200,00 €
6574	025	La Testerine	Subvention de fonctionnement	La Testerine	Association loi 1901	2 000,00 €
6574	025	Le Cœur à rire	Subvention de fonctionnement	Le Cœur à rire	Association loi 1901	300,00 €
6574	025	Les Ailes du Bassin	Subvention de fonctionnement	Les Ailes du Bassin	Association loi 1901	300,00 €
6574	025	Les Amis du Lapin Blanc	Subvention de fonctionnement	Les Amis du Lapin Blanc	Association loi 1901	200,00 €
6574	025	Les Jardiniers du Pays de Buch	Subvention de fonctionnement	Les Jardiniers du Pays de Buch	Association loi 1901	300,00 €
6574	025	Les Moussaillons de l'Aguillon	Subvention de fonctionnement	Les Moussaillons de l'Aguillon	Association loi 1901	800,00 €
6574	025	SOS Chats	Subvention de fonctionnement	SOS Chats	Association loi 1901	500,00 €
6574	025	30 Millions dAamis	Subvention de fonctionnement	30 Millions d'Amis	Association loi 1901	4 000,00 €
6574	025	Union Fraternelle des Anciens Combattants de Cazaux	Subvention de fonctionnement	Union Fraternelle des Anciens Combattants de Cazaux	Association loi 1901	300,00 €
6574	025	Union Nationale des Combattants	Subvention de fonctionnement	Union Nationale des Combattants	Association loi 1901	300,00 €
6574	**048**	**Autres actions de coopération décentralisée**				5 000,00 €
6574	048	La Teste de Buch Jumelage	Subvention de fonctionnement	La Teste de Buch Jumelage	Association loi 1901	5 000,00 €
6574	**114**	**Autres services de protection civile**				14 000,00 €
6574	114	Association Prévention Routière	Subvention de fonctionnement	Association Prévention Routière	Association loi 1901	200,00 €
6574	114	ASA DFCI	Subvention de fonctionnement	ASA DFCI	Association loi 1901	2 000,00 €
6574	114	Société Nationale de Sauvegarde en Mer Paris	Subvention de fonctionnement	Société Nationale de Sauvegarde en Mer Paris	Association loi 1901	11 800,00 €
6574	**22**	**Enseignement du 2ème degré**				2 500,00 €
6574	22	Collège Henri Dheurle	Subvention de fonctionnement	Collège Henri Dheurle	Association loi 1901	2 500,00 €
6574	**253**	**Sport Scolaire**				2 800,00 €
6574	253	Association Sportive Scolaire l'Ecureil	Subvention de fonctionnement	Association Sportive Scolaire l'Ecureil	Association loi 1901	2 800,00 €
6574	**311**	**Expressions musicales, lyrique et chorégraphique**				6 200,00 €
6574	311	Association des parents d'élèves et amis de l'Ecole de Musique de La Teste de Buch (APEC)	Subvention de fonctionnement	Association des parents d'élèves et amis de l'Ecole de Musique de La Teste de Buch (APEC)	Association loi 1901	300,00 €
6574	311	Groupe vocal du Captalat	Subvention de fonctionnement	Groupe vocal du Captalat	Association loi 1901	300,00 €
6574	311	Harmonie Junior de la Côte d'Argent	Subvention de fonctionnement	Harmonie Junior de la Côte d'Argent	Association loi 1901	700,00 €
6574	311	Orchestre d'harmonie de La Teste de Buch	Subvention de fonctionnement	Orchestre d'harmonie de La Teste de Buch	Association loi 1901	3 500,00 €
6574	311	Test'Ut Big Band	Subvention de fonctionnement	Test'Ut Big Band	Association loi 1901	1 400,00 €
6574	**322**	**Musée**				500,00 €
6574	322	Association Amis de la Préfiguration Musée	Subvention de fonctionnement	Association Amis de la Préfiguration Musée	Association loi 1901	500,00 €
6574	**33**	**Action culturelle**				70 400,00 €
6574	33	Associations Animations fêtes du port	Subvention de fonctionnement	Associations Animations fêtes du port	Association loi 1901	40 000,00 €
6574	33	Ciné Sans Frontières	Subvention de fonctionnement	Ciné Sans Frontières	Association loi 1901	4 000,00 €
6574	33	Collectif Komono	Subvention de fonctionnement	Collectif Komono	Association loi 1901	13 000,00 €
6574	33	Comité des Fêtes de Cazaux	Subvention de fonctionnement	Comité des Fêtes de Cazaux	Association loi 1901	1 500,00 €
6574	33	Groupe de recherches archéologiques mur de l'Atlantique (GRAMASA)	Subvention de fonctionnement	Groupe de recherches archéologiques mur de l'Atlantique (GRAMASA)	Association loi 1901	1 300,00 €
6574	33	Here Ori Tahiti	Subvention de fonctionnement	Here Ori Tahiti	Association loi 1901	1 000,00 €
6574	33	Le Calame 33	Subvention de fonctionnement	Le Calame 33	Association loi 1901	800,00 €
6574	33	Le Point Artistique	Subvention de fonctionnement	Le Point Artistique	Association loi 1901	2 000,00 €
6574	33	Sculpteurs du Bassin	Subvention de fonctionnement	Sculpteurs du Bassin	Association loi 1901	300,00 €
6574	33	Société Historique et Archéologigue d'Arcachon et du Pays de Buch	Subvention de fonctionnement	Société Historique et Archéologigue d'Arcachon et du Pays de Buch	Association loi 1901	500,00 €
6574	33	Union des Femmes Solidaires	Subvention de fonctionnement	Union des Femmes Solidaires	Association loi 1901	6 000,00 €
6574	**40**	**Sport et Jeunesse -Services Communs**				284 250,00 €
6574	40	Aïkido La Teste	Subvention de fonctionnement	Aïkido La Teste	Association loi 1901	500,00 €
6574	40	Amicale Laïque Testerine	Subvention de fonctionnement	Amicale Laïque Testerine	Association loi 1901	3 000,00 €
6574	40	Arcachon La Teste Entente Athlétisme ALTEA	Subvention de fonctionnement	Arcachon La Teste Entente Athlétisme ALTEA	Association loi 1901	3 000,00 €
6574	40	Arcachon - La Teste Handball Club	Subvention de fonctionnement	Arcachon - La Teste Handball Club	Association loi 1901	6 000,00 €
6574	40	Archers du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Archers du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	12 000,00 €
6574	40	Arts Martiaux Testerins	Subvention de fonctionnement	Arts Martiaux Testerins	Association loi 1901	10 000,00 €
6574	40	Association NSA Nettoyeurs Subaquatiques	Subvention de fonctionnement	Association NSA Nettoyeurs Subaquatiques	Association loi 1902	2 000,00 €
6574	40	Association Philippe Cabanieux Kite	Subvention de fonctionnement	Association Philippe Cabanieux Kite	Association loi 1901	300,00 €
6574	40	Association Sportive Testerine	Subvention de fonctionnement	Association Sportive Testerine	Association loi 1901	44 000,00 €
6574	40	Basket Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Basket Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	8 000,00 €
6574	40	Bassin Boxing Club	Subvention de fonctionnement	Bassin Boxing Club	Association loi 1901	1 000,00 €
6574	40	Caza Gym	Subvention de fonctionnement	Caza Gym	Association loi 1901	500,00 €
6574	40	Cazaux Olympique Football (dont Fêtes du Lac)	Subvention de fonctionnement	Cazaux Olympique Football (dont Fêtes du Lac)	Association loi 1901	16 500,00 €
6574	40	Cazaux Olympique Rugby (dont Fêtes du Lac)	Subvention de fonctionnement	Cazaux Olympique Rugby (dont Fêtes du Lac)	Association loi 1901	5 500,00 €
6574	40	Cercle de Voile de Cazaux Lac	Subvention de fonctionnement	Cercle de Voile de Cazaux Lac	Association loi 1901	12 500,00 €
6574	40	Cercle de Voile de Pyla sur Mer	Subvention de fonctionnement	Cercle de Voile de Pyla sur Mer	Association loi 1901	12 000,00 €
6574	40	Club des Randonneurs du Pyla et du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Club des Randonneurs du Pyla et du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	350,00 €
6574	40	Dunes et Forêts	Subvention de fonctionnement	Dunes et Forêts	Association loi 1901	600,00 €
6574	40	Football Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Football Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	14 000,00 €
6574	40	Grimpe en Teste	Subvention de fonctionnement	Grimpe en Teste	Association loi 1901	2 000,00 €
6574	40	Karaté Do	Subvention de fonctionnement	Karaté Do	Association loi 1901	1 000,00 €
6574	40	La Boule du Lac	Subvention de fonctionnement	La Boule du Lac	Association loi 1901	1 000,00 €

Nature	Fonction	Subvention	Objet	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Total budget 2022
6574	40	Pirates du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Pirates du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	800,00 €
6574	40	Planeurs du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Planeurs du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	600,00 €
6574	40	Retraités Sportifs Sud Bassin	Subvention de fonctionnement	Retraités Sportifs Sud Bassin	Association loi 1901	800,00 €
6574	40	Roller Hockey Club Testerin	Subvention de fonctionnement	Roller Hockey Club Testerin	Association loi 1901	3 500,00 €
6574	40	Rugby Club Bassin Arcachon (RCBA)	Subvention de fonctionnement	Rugby Club Bassin Arcachon (RCBA)	Association loi 1901	60 000,00 €
6574	40	Tennis club de Cazaux	Subvention de fonctionnement	Tennis club de Cazaux	Association loi 1901	6 000,00 €
6574	40		Subvention de fonctionnement	Tennis club de La Teste	Association loi 1901	15 000,00 €
6574	40	Union des Surfs-clubs du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Union des Surfs-clubs du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	1 500,00 €
6574	40	Volley Sud Bassin Arcachon	Subvention de fonctionnement	Volley Sud Bassin Arcachon	Association loi 1901	1 000,00 €
6574	40	Voile scolaire - provision	Subvention de fonctionnement	Voile scolaire - provision	Association loi 1901	20 000,00 €
6574	**415**	**Manifestions sportives**				2 000,00 €
6574	415	Triathlon du Lac AST (Raid de la Grande Dune)	Subvention de fonctionnement	Triathlon du Lac AST (Raid de la Grande Dune)	Association loi 1901	2 000,00 €
6574	**520**	**Interventions sociales Services Communs**				7 000,00 €
6574	520	Les Restaurants du Cœur	Subvention de fonctionnement	Les Restaurants du Cœur	Association loi 1901	4 000,00 €
6574	520	L'Essor (Association d'Aide à Domicile)	Subvention de fonctionnement	L'Essor (Association d'Aide à Domicile)	Association loi 1901	3 000,00 €
6574	**833**	**Préservatin du milieu naturel**				5 200,00 €
6574	833	SEPANSO Réserve naturelle nationale du Banc d'Arguin	Subvention de fonctionnement	SEPANSO Réserve naturelle nationale du Banc d'Arguin	Etablissement public	5 200,00 €
6574	**90**	**Interventions économiques**				9 000,00 €
6574	90	Développement économique du Bassin d'Arcachon	Subvention de fonctionnement	Développement économique du Bassin d'Arcachon	Association loi 1901	8 000,00 €
6574	90	Direction Centre Ville - La Teste	Subvention de fonctionnement	Direction Centre Ville - La Teste	Association loi 1901	1 000,00 €
TOTAL 6574 : SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE						**546 800,00 €**

TOTAL GENERAL DES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	1 923 860,00 €

Annexe 2 : Subventions d'investissement versées aux établissements publics au titre du budget primitif 2022 :

SECTION INVESTISSEMENT						
Nature	Fonction	Subvention	Objet	Nom de l'Organisme	Nature juridique de l'organisme	Total budget 2022
2041582	**833**	**Préservation du milieur naturel**				**413 920,00 €**
2041582	833	SIBA Stratégie locale Axe 6 - Action 6.3.1	Subvention d'investissement	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Etablissement public	397 920,00 €
2041582	833	SIBA Stratégie locale Axe 7 - Action 7.1.4	Subvention d'investissement	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon	Etablissement public	16 000,00 €
TOTAL 2041582 : SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES AUX AUTRES GROUPEMENTS						**413 920,00 €**

TOTAL GENERAL DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	413 920,00 €

Monsieur le Maire :
Merci Mme Desmolles, au niveau de ces subventions, malgré la période nous avons souhaité maintenir toutes ces subventions et ne priver aucune association ni même les diminuer, nous sommes sur les mêmes montants qui se faisaient précédemment.

Des interventions ?

Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. DUFAILLY **DEL2021-12-604**

CONVENTION DE PARTENARIAT 2022
entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH
et Le RUGBY CLUB du BASSIN d'ARCACHON

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001, notamment son article 1,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L2121-29

Vu la délibération de ce jour relative à l'attribution des subventions aux associations,

Vu le projet de convention de partenariat ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que le Rugby Club du Bassin d'Arcachon contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal.

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2022, attribuer une subvention de 60 000 € et renouveler par une convention l'ensemble des relations partenariales qui existent entre la Ville et le Rugby Club du Bassin d'Arcachon.

Considérant l'obligation de conclure une convention avec tout organisme de droit privé qui bénéficie d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000 euros,

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 07 décembre 2021 de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le Rugby club du Bassin d'Arcachon,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat pour l'année 2022 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET RUGBY CLUB DU BASSIN D'ARCACHON (RCBA)

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la ville et le RCBA. Cette convention définie les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Le projet de la convention précise les relations administratives entre le RCBA et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Il traduit l'intérêt que la commune porte au RCBA et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La convention de partenariat proposée au RCBA permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

L'association dénommée le RCBA est issue de la fusion entre les clubs de l'Union Sportive Testerine et le Sport Athlétique Arcachonnais. Le RCBA a été déclaré en préfecture le 18 juin 2008. Le projet principal du club réside dans la mise en œuvre d'une stratégie sur le long terme, visant à maintenir le club en 1ère Division Fédérale. Cette stratégie s'appuiera sur la formation des jeunes, de l'école de rugby en passant par les diverses catégories (cadets, juniors) du SBAR.

1/ LA SUBVENTION :

Dans le cadre de la convention de partenariat 2022, la ville décide d'allouer la subvention annuelle au regard du dossier de demande de subvention, remis par le club. Ce dossier tient compte des critères qui permettent d'évaluer la montant de la subvention.

La ville a décidé d'attribuer au RCBA une subvention de 60 000€ au titre de l'aide allouée aux Associations sportives dans le cadre du budget 2022.

Cette subvention sera versée sur le compte du RCBA dans le courant du premier trimestre 2022. Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables.

Vous trouverez ci-dessous l'aide en matière de subvention municipale attribuée depuis 2012 au Rugby Club du Bassin d'Arcachon :

LES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Année	Rugby Club du Bassin d 'Arcachon
2012 - RCBA	60 000 €
2013 - RCBA	60 000 €
2014 - RCBA	60 000 €
2015 - RCBA	60 000 €
2016 - RCBA	60 000 €
2017 - RCBA	60 000 €
2018 - RCBA	60 000 €
2019 - RCBA	60 000 €
2020 - RCBA	60 000 €
2021 - RCBA	60 000 €
2022 - RCBA	60 000 €

Commentaires sur la Subvention proposée au RCBA :

Le Rugby Club Bassin d'Arcachon représente 331 adhérents :
- 102 seniors (équipe 1er et équipe espoirs)
- 107 jeunes de moins de 18 ans représentent le SBAR (2 équipes Cadets et 3 équipes Juniors),
- 122 enfants sont à l'école de rugby.

Le niveau de pratique des Seniors, aujourd'hui en Fédérale 1 représente le premier étage du niveau amateur national, de même que pour les Espoirs.

Pour la subvention 2022, le dossier de demande de subvention a été reçu par le Service des Sports et la subvention sera votée dans le cadre de l'arbitrage budgétaire 2022.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition, à titre gracieux, les installations sportives suivantes :

1) Sur la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA :

- Le Club house du RCBA,
- Le Terrain d'honneur,
- Les deux Terrains d'entraînement annexes,
- Le Terrain des Cayocks,
- Les 4 Vestiaires sous les tribunes du stade d'honneur,
- La Salle de Musculation de 200m2 situé à l'entrée du stade.
- Les bureaux situés à l'arrière de la tribune regroupant les sections de l'école de rugby, du SBAR et des équipes espoirs et séniors.

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la ville pour les associations testerines.

- Aider par des moyens de promotion et communication le RCBA,

3/ <u>LES ENGAGEMENTS DU RUGBY CLUB DU BASSIN D'ARCACHON</u> :

Il est à noter que les Présidents du club sont :

- M. CHARBONNIER Bruno et M. CARPENTEY Didier,

- M. DESSORT Christian est le Secrétaire Général,
- M. SEMPE Patrick est le trésorier,

- Le RCBA s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention doit être adressé à la ville avant le 30 juin de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le RCBA s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,

- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales où marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,

- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an. Elle prendra effet à la date de notification du représentant de l'état.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la convention.

La délibération a donc pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec le Rugby Club du Bassin d'Arcachon pour l'année 2022.

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ANNEE 2022
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
LE RUGBY CLUB DU BASSIN D'ARCACHON (RCBA)

_____

ENTRE :

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dument habilité, Monsieur Patrick DAVET, par délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2021

Ci-après nommée la Ville

d'une part,

ET :

Le Rugby Club du Bassin d'Arcachon, ayant son siège social à la Plaine des sports et de loisirs Gilbert MOGA 33260 LA TESTE DE BUCH, représenté par ses présidents, dument habilités, Monsieur Bruno CHARBONNIER et Monsieur Didier CARPENTEY

Ci-après dénommé le RCBA

d'autre part,

PREAMBULE :

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité définir par la présente convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville de La Teste et le Rugby Club du Bassin d'Arcachon.

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que le Rugby Club du Bassin d'Arcachon, ancré dans le tissu associatif testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial.

Considérant, les aides directes ou indirectes dont bénéficie le RCBA, des relations partenariales qui sont engagées et que les deux parties souhaitent formaliser :

Il est convenu et arrêté ce qui suit,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1 Subvention :

La Ville alloue au Rugby Club du Bassin d'Arcachon une subvention de 60 000€ au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour l'année 2022, dans le cadre de l'exercice budgétaire 2022.

Cette subvention sera versée dans le courant du premier semestre 2022.

Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents ainsi que par l'analyse de leurs conformités et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables définies précisément dans l'article 2 de la présente convention.

1.2 Mise à disposition partielle et entretien des installations sportives:

La Ville s'engage à mettre à disposition du RCBA contractant les installations sportives dont la liste figure dans l'Article 3 qui définit les dispositions d'application.

1.3 Mise à disposition d'équipements, de matériels pour les opérations de promotions :

La mise à disposition se fera selon les conditions et règles de prêts communs définies par la Ville pour les associations testerines.

Toute demande en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Aides en moyens de promotion et communication :

Toute demande de soutien en communication (conception et impression d'affiches, documents…) fera l'objet d'un courrier adressé à M. Le Maire un 1 mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS du RCBA :

2.1. Affectation de la subvention de la Ville :

Le Rugby Club du Bassin d'Arcachon s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de la discipline, le bon fonctionnement du club, les actions de formation et d'accès des jeunes et en particulier de l'Ecole de rugby.

2.2 Documents administratifs et comptables :

Préalablement au versement de la subvention le club devra formuler sa demande annuelle de subvention, en bonne et due forme, accompagnée des pièces suivantes au plus tard le 30 juin de l'année précédant l'exercice considéré :

- Le dossier de demande de subvention édité par la ville,
- Le projet du Club pour la saison à venir,
- Une copie des derniers statuts du Rugby Club du Bassin d'Arcachon,
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif du club, tous documents faisant connaître les résultats de l'activité (art L.1611-4 du CGCT).
- Une copie certifiée du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel de la saison prochaine ainsi que tout document permettant d'établir la sincérité du budget.

D'une manière générale le RCBA s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation des subventions et des mises à disposition des équipements.

2.3 Opérations partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales entre le RCBA et la Ville pour lesquelles la Ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article1 de la présente convention, le RCBA s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.4 Accueil des jeunes testerins et développement du sport éducatif :

Le RCBA s'engage à mettre en œuvre les conditions d'accueil pour permettre l'accès des Testerins et des plus jeunes en particulier à la discipline par :

- la mise en œuvre d'une Ecole de sport autour d'un projet éducatif prenant en compte les rythmes de développement des enfants, sans spécialisation précoce pouvant les contrarier,
- la contribution au développement du sport scolaire dans le primaire et dans le secondaire.

2.5 Opérations de promotion et d'animation :

Le RCBA s'engage à assurer la représentativité de l'équipe fanion dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animation mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH ou le CCAS.

2.6 Ethique / lutte contre les pratiques déviantes :

- Actions de sensibilisation

Le RCBA s'engage à participer auprès de la Ville et de ses partenaires (CDOS, Comité Départemental de Rugby, Ligue d'Aquitaine de rugby) à toute action préventive ou de sensibilisation tendant à lutter contre les pratiques déviantes et le dopage en particulier.

- Actions de prévention / commission médicale

Le RCBA s'engage à tout mettre en œuvre pour préserver la santé des joueurs notamment au travers de mesures strictes de lutte anti-dopage et de mise en application des méthodes d'entraînement permettant une adaptation à l'effort sans recours à des produits ou des méthodes mettant en danger la santé des joueurs à moyen ou long termes.
Tout manquement constaté à cet engagement entraînerait l'annulation de la présente convention.

2.7 Promotion et Communication :

Le RCBA s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville de La Teste de Buch, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

Le RCBA s'engage à faire figurer autour du terrain d'honneur pour toute rencontre à domicile des panneaux ou banderoles reprenant le logo de la Ville. Ces supports seront fournis par la Ville.

Le RCBA s'engage à faire figurer sur les maillots des joueurs, pour toute rencontre en championnat, le logo de la Ville de La Teste de Buch.

Le RCBA s'engage à respecter le Règlement municipal en ce qui concerne le panneau publicitaire implanté, à l'angle du terrain d'entraînement.

ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS :

3.1 : Equipements et installations mis à disposition :

Le propriétaire s'engage à mettre à la disposition du RCBA les installations sportives suivantes :

- Le Club House du RCBA,
- Le Terrain d'Honneur pour les rencontres officielles de Championnat Fédéral,
- Les 4 Vestiaires et locaux de rangements situés sous les tribunes,
- Les 3 Terrains d'entraînements annexe1, 2 et Kayocks,
- La Salle de Musculation de 200 m² située à l'entrée du stade,
- Les bureaux situés à l'arrière de la tribune regroupant les sections de l'école de rugby, du SBAR et des équipes espoirs et séniors.

3.2 : Etat des lieux :

Tout, bâtiment à usage permanent du club devra faire l'objet d'un état des lieux annuel, établi contradictoirement entre les parties. Il sera réalisé avant la prise de possession des locaux.

3.3 : Utilisations :

Les périodes d'utilisation sont définies par le Club dès le début de la saison par :

- Le Calendrier de la saison sportive, pour les Séniors (équipes 1 et 2),
- Des courriers adressés au Service des Sports pour les utilisateurs :
    - L'Ecole de Rugby
    - Le SBAR
    - Les Anciens (Les Hippocampes)

Les terrains seront libérés, dès la fin des matchs officiels et des entraînements et **non utilisés du 15 juin au 1er août pour raison d'entretien de travaux**.

Ce calendrier est établi en concertation entre le propriétaire et l'utilisateur.

Ce dernier doit respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait du propriétaire, ou non utilisé par le RCBA, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps d'utilisation des équipements par le RCBA, celui-ci assumera la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'il utilise.

D'une manière générale, les utilisateurs devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, le propriétaire pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

L'utilisateur devra prendre connaissance des règles de sécurité propres à chaque équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

En dehors de ces périodes, le propriétaire aura la libre disposition des lieux et en assurera la responsabilité.

3.4 Assurances :

Chacune des deux parties, propriétaire et utilisateur, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'utilisateur souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers et des voisins, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile ou d'activité.

Le propriétaire prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,

- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol.
- Le propriétaire adressera un certificat de non recours (incendie, dégât des eaux, explosions), au bénéfice de l'utilisateur sous condition de réciprocité.
- Le propriétaire assurera la responsabilité qui incombe au propriétaire, et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3.5 : Dispositions financières :

La mise à disposition des équipements est effectuée à titre **gracieux**.

L'utilisateur prendra à sa charge les réparations des dégradations qu'elles soient de son fait ou de celui des équipes visiteuses.

3.6 : Dispositions informatives :

Afin que le propriétaire puisse coordonner l'utilisation des équipements il est de la responsabilité du RCBA **d'informer par courrier** de l'annulation ou de la nécessité de plages horaires supplémentaires :

- Matchs de championnats, calendrier et horaires de la saison, dès leurs parutions officielles,
- Stages organisés par le club, au minimum un mois avant la date effective,
- Stages organisés par le Comité de côte d'argent de rugby, en collaboration avec le club, mise en place d'un calendrier annuel, en concertation avec le Service des Sports.
- Matchs amicaux, un mois avant la date effective,
- Demandes de stages émanant de clubs extérieurs à la commune, trois mois avant la date effective, ces clubs sont soumis à l'application des tarifs en vigueur ; il est toléré, que ces clubs demandeurs de rencontres sportives amicales auprès du RCBA, puissent bénéficier d'un créneau à titre gracieux, dans la mesure où celui-ci entre dans les plages horaires usuelles du RCBA,

Ces règles sont applicables à l'ensemble des catégories du RCBA, tout manquement de précisions sur les informations demandées, ne permettront pas la réalisation de ladite convention.

3.7 : Application de la convention :

A l'occasion de la répartition annuelle des heures de réservation, les parties feront le point sur l'application de cette convention.

A tout moment, à la demande de l'une ou l'autre des parties, une réunion de concertation peut être organisée en cas de besoin.

ARTICLE 4 : DUREE - MODIFICATION DE LA CONVENTION :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

La collectivité notifiera au RCBA la présente convention signée en lui faisant connaître la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'Etat. Elle prendra effet à la date de cette notification.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la Ville de La Teste de Buch

ARTICLE 5 : INCIDENCES FINANCIERES :

En cas de dépôt de bilan du Rugby Club du Bassin d'Arcachon en cours de saison le paiement de la subvention, ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville de Teste de Buch devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION :

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 7 : ARBITRAGE :

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 8 : CONTENTIEUX :

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à La Teste de Buch, **le : . . . . . .**

Le Maire,	**Les Co-Présidents,**
de la Teste de Buch,	**du Rugby Club du Bassin d'Arcachon,**
Patrick DAVET	**Bruno CHARBONNIER Didier CARPENTEY**

Monsieur le Maire :
Merci M Dufailly, pour le rugby j'espère que nous allons voter ça à l'unanimité c'est notre sport phare même si il y a de belles associations ailleurs, c'est un des principaux sports de la commune.

Madame DELMAS :
Nous sommes tout à fait d'accord pour soutenir le RCBA, juste dans la convention ça nécessite une mise à jour au niveau du nom du trésorier, maintenant c'est M. Hervé Lajous, il conviendra d'actualiser.

Monsieur le Maire :
Nous prenons note, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Merci ils ont pour ambition de monter à l'échelon supérieur ils ont 3 matches de retard.

Rapporteur : M. SLACK **DEL2021-12-605**

CONVENTION DE PARTENARIAT 2022 entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et L'ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE (AST)

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001, notamment son article 1,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L2121-29

Vu la délibération de ce jour relative à l'attribution des subventions aux associations,

Vu le projet de convention de partenariat ci-joint,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association Sportive Testerine contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2022, attribuer une subvention de 44 000€ et renouveler par une convention de partenariat l'ensemble des relations partenariales qui existent entre la Ville et l'Association Sportive Testerine.

Considérant l'obligation de conclure une convention avec tout organisme de droit privé qui bénéficie d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000 euros,

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 07 décembre 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association sportive testerine,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour l'année 2022 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT 2022
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
ET L'ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE (AST)

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la ville et l'Association Sportive Testerine. Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Le projet de la convention précise les relations administratives entre et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Il traduit l'intérêt que la commune porte à l'Association Sportive Testerine et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La convention de partenariat proposée à l'Association Sportive Testerine permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ LA SUBVENTION :

Dans le cadre de la convention de partenariat 2022, la ville a décidé d'allouer la subvention annuelle au regard du dossier de demande de subvention, remis par le club, pour l'année budgétaire 2022. Ce dossier tient compte des critères qui permettent d'évaluer le montant de la subvention.

La ville a décidé d'attribuer à l'AST une subvention de 44 000 € au titre de l'aide allouée aux associations sportives dans le cadre du budget 2022.

Cette subvention sera versée sur le compte de l'AST Omnisports dans le courant du premier semestre 2022. Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables.

Vous trouverez ci-dessous l'aide en matière de subvention municipale attribuée depuis 2012 à l'Association Sportive Testerine :

LES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Année	Association Sportive Testerine
2012	42 600€
2013	42 600€
2014	43 000€
2015	43 000€
2016	43 000€
2017	43 000€
2018	43 000€
2019	43 000€
2020	43 000€

2021	44 000€
2022	44 000€

Commentaires sur la subvention proposée à l'Association Sportive Testerine :

L'Association Sportive Testerine avec ses 11 sections sportives représentée par 632 adhérents dont 231 jeunes de moins de 18 ans est l'association la plus importante de la commune sur le critère « Sport de Masse ». Les niveaux de pratiques sont divers selon les sections sportives représentées et oscillent entre le niveau départemental et national.

Le dynamisme associatif de l'Association Sportive Testerine est souvent représenté dans les divers dispositifs municipaux, tels que :

- Le Forum des Associations,
- Le Dispositif CAP33,

La subvention de l'Association Sportive Testerine pour l'année 2022 a été étudiée dans le cadre de l'arbitrage budgétaire 2022 à travers le dossier de demande de subvention.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition, à titre gracieux, les installations sportives suivantes :

1) Les équipements à usage exclusif :

- Le siège de l'AST à la plaine des Sports et de Loisirs G. MOGA,
- Un chalet « Bordeaux » sur le site de la plaine G. Moga,
- Un chalet situé sur la plaine des sports G. Moga,
- Le local du Boulodrome de la plaine G. MOGA,

2) A la maison des associations :

- La Salle de tennis de table,
- La Salle d'escrime,
- La Salle de boxe,

3) Les équipements soumis à un planning d'utilisation en commun :

- Le Boulodrome plaine des sports et de loisirs G. MOGA,
- 2 Containers aux Cercle de Voile du Pyla,
- Le SPOT et le Point Glisse à la Salie Nord,

La ville s'engage à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la ville pour les associations testerines.

- Aider par des moyens de promotion et communication l'Association Sportive Testerine en application du règlement municipal de la vie associative.

3/ LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE :

Il est à noter que le Président de l'AST Omnisports est :

- M. CHEF Stéphane
- Mme ROG Fabienne est la Secrétaire
- M. DUMORA Sylvain est le Trésorier

- L'Association Sportive Testerine s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention devra être adressé à la ville avant le 30 juin de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

L'Association Sportive Testerine organise chaque année des manifestations sportives :

- Participation au dispositif CAP 33 : AST escrime, AST Pétanque Testerine,
- Organisation de Compétitions de Natation au Stade Nautique par l'AST Natation dans le cadre de la DSP avec EQUALIA,
- Organisation du National et de l'Indoor de Pétanque de La Teste,
- Organisation du Championnat Aquitaine de Boxe amateur,
- Organisation du Duo Testerin (Cyclisme),

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, l'Association Sportive Testerine s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales ou marchandes, y compris dans le cadre de la sous location,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité,

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an. Elle prendra effet à la date de notification du représentant de l'état.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la convention.

La délibération a donc pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec l'Association Sportive Testerine pour l'année 2022.

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ANNEE 2022
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
ET L'ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE (AST)

ENTRE :

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH,
représentée par son Maire Monsieur Patrick DAVET, dûment habilité par délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2021,

Ci- après nommée la « Ville »,

d'une part,

ET :

L'Association Sportive Testerine, ayant son siège social à la Plaine des sports et de loisirs Gilbert MOGA Salle Bonneval au Bureau AST à LA TESTE DE BUCH,
représentée par son Président, dûment habilité, Monsieur Stéphane CHEF

Ci-après dénommée l' « A.S.T »,

d'autre part,

PREAMBULE :

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité, formaliser par la présente convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville de La Teste et l'Association Sportive Testerine.

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert,

Considérant que l'AST, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial,

Considérant l'antériorité des aides directes ou indirectes dont bénéficie l'AST depuis des années, des relations partenariales qui sont engagées et que les deux parties souhaitent formaliser :

Il est convenu et arrêté ce qui suit,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1Subvention :

La Ville alloue à l'A.S.T. une subvention de 44 000€ au titre de l'aide attribuée aux Associations sportives testerines pour l'année 2022 dans le cadre de l'exercice budgétaire 2022.

Cette subvention sera versée dans le courant du 1er semestre 2022.

Le versement de cette subvention est conditionné à la remise de documents ainsi que par l'analyse de leurs conformités et par le respect des délais imposés par les procédures administratives et comptables définies précisément dans l'article 2 de la présente convention.

1.2. Mise à disposition partielle et entretien des équipements sportifs :

La Ville s'engage à mettre à disposition de l'AST contractant, les installations sportives dont la liste figure dans l'article 3 qui définit les dispositions d'application.

1.3. Mise à disposition d'équipements et de matériels pour les opérations de promotions :

Toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4. Aides en moyens de promotion et communication :

Toute demande de soutien en communication (conception et impression d'affiches, documents…) fera l'objet d'un courrier adressé à M. Le Maire un 1 mois avant la date de la manifestation.

1.5. Relations administratives :

La Ville s'engage à communiquer, les courriers et informations des différentes sections de l'AST au Président de l'AST Omnisports.

Toutes correspondances des sections de l'A.S.T. devront être présentée et co-signée par le Président de l'AST Omnisports.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'AST :

2.1 Affectation de la subvention de la Ville :

L'AST s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement des disciplines sportives et le bon fonctionnement de l'association.

2.2 **Documents administratifs et comptables :**

Préalablement au versement de la subvention le club devra formuler sa demande annuelle de subvention, en bonne et due forme, accompagnée des pièces suivantes au plus tard le 30 juin de l'année précédant l'exercice considéré :

- Le dossier de demande de subvention édité par la ville,

- Le projet de l'association AST et de ses sections pour la saison à venir,

- Une copie des derniers statuts de l'AST,

- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,

- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif du club, tous documents faisant connaître les résultats de l'activité (art L. 1611-4 du CGCT).

- Une copie certifiée du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.

- Le budget prévisionnel de la saison prochaine ainsi que tout document permettant d'établir la sincérité du budget.

D'une manière générale l'AST s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation des subventions et des mises à disposition des équipements.

2.3 **Opérations partenariales :**

Dans le cadre des relations partenariales entre l'AST et la Ville pour lesquelles la Ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, l'AST s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.4 **Opérations de promotion et d'animation :**

L'AST s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animations mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par le service Jeunesse, Sports et Vie Educative et le centre social.

2.5 **Promotion et Communication :**

L'AST s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation de la Ville de La Teste de Buch, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 3 : UTILISATIONS DES EQUIPEMENTS SPORTIFS MIS A DISPOSITION DE L'AST :

Le propriétaire s'engage à mettre à la disposition de l'utilisateur, les équipements et installations sportives suivantes :

3.1 Equipements à usage exclusif :

- Siège de l'AST, Salle Bonneval Plaine Gilbert Moga,

  - 1 Chalet « Bordeaux » sur le site de la plaine G. Moga (AST Cyclisme),
  - 1 local au boulodrome de la plaine G. Moga (AST Pétanque Testerine),
  - 1 local pour l'AST dans le chalet situé sur la plaine des sports G. Moga (AST Triathlon),

- Maison des Associations :

  - Salle de Tennis de Table, (AST Tennis de Table),
  - Salle d'Escrime, (AST Escrime),
  - Salle de Boxe, (AST Boxe).

3.2 Equipements soumis à un planning d'utilisation en commun :

- 2 Containers de stockage au Cercle de Voile du Pyla, (AST Kayak),
- Bâtiment du SPOT et le Point Glisse de la Salie Nord (AST Char à voile),
- Le Boulodrome de la plaine G. Moga,

3.3 Principes généraux :

La période d'utilisation est définie par le calendrier de la saison sportive.

Ce calendrier d'utilisation est établi en concertation entre le propriétaire et les associations concernées.

Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait du propriétaire, ou non utilisé par l'utilisateur, chacune des parties devra en être informée au préalable.

Pendant le temps d'utilisation des équipements par l'utilisateur, celui-ci assumera la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'elle utilise.
D'une manière générale, les utilisateurs devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Ville pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès des installations.

Les utilisateurs devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à chaque équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

Dans le cas de mauvais fonctionnement identifié par l'utilisateur, ce dernier devra en informer le plus rapidement possible le propriétaire ou l'un de ses représentants.

3.4 <u>Assurances</u> :

Chacune des deux parties, propriétaire et utilisateur, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'utilisateur souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité : responsabilité civile (recours des tiers et des voisins appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile ou d'activité.

Le Propriétaire prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol.
- Le propriétaire adressera un certificat de non recours (incendie, dégât des eaux, explosions), au bénéfice de l'utilisateur sous condition de réciprocité.
- Le propriétaire assurera la responsabilité qui incombe au propriétaire, et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3.5 <u>Conditions d'utilisation</u> :

L'utilisateur devra s'acquitter des contributions personnelles mobilières ainsi que de tout abonnement et consommation d'eau, de gaz, d'électricité et de téléphone des locaux mis à leur disposition exclusive.

<u>ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES</u> :

La mise à disposition des équipements est effectuée à **titre gracieux**.

Toute réparation d'une dégradation des équipements dûment prouvée est à la charge de l'utilisateur, il en est de même concernant les équipes visiteuses.

Dans le cadre de la mise à disposition des équipements à des tiers, l'AST devra faire parvenir à la Mairie :

- Le montant des indemnités demandées ainsi qu'une copie de la convention,
- Un bilan annuel faisant apparaître le nombre d'heures de mise à disposition par équipement,
- Le montant des contributions reçues,

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS INFORMATIVES :

Afin que le propriétaire puisse coordonner l'utilisation des équipements il est de la responsabilité de l'utilisateur d'informer par courrier de l'annulation ou de la nécessité de plages horaires supplémentaires, aux conditions suivantes :

- Compétitions officielles :
  Calendrier et horaires de la saison, dès leurs parutions officielles.

- Stages organisés par l'utilisateur :
  Au minimum un (1) mois avant la date effective.

- Stages organisés par les Comités départementaux, en collaboration avec l'utilisateur :
  Mise en place d'un calendrier annuel, en concertation avec le Service des Sports.

- Compétitions amicales ou manifestations diverses :
  Un mois avant la date effective.

- Demandes de stages émanant de clubs extérieurs à la commune :
  Trois (3) mois avant la date effective ; C*es clubs extérieurs sont soumis à l'application des tarifs en vigueur* ; il est toléré, que ces clubs demandeurs de rencontres sportives amicales auprès de l'utilisateur, puissent bénéficier d'un créneau à titre gracieux, dans la mesure où celui-ci entre dans les plages horaires usuelles de l'utilisateur.

- Ces règles sont applicables à l'ensemble des catégories de l'utilisateur, tout manquement de précisions sur les informations demandées, ne permettront pas la réalisation de ladite convention.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES EQUIPEMENTS A USAGE EXCLUSIF :

Les équipements concernés sont cités à l'article 3.1.

6.1 Entretien des locaux :

L'entretien extérieur, la maintenance et le gros œuvre de ces locaux seront assurés par la commune.

L'entretien intérieur des locaux sera assuré par les sections utilisatrices.

6.2. Aménagements intérieurs

Tout aménagement intérieur envisagé par l'utilisateur devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la Ville. Aucune modification ne pourra être réalisée sans accord écrit du propriétaire.

ARTICLE 7: APPLICATION DE LA CONVENTION :

A l'occasion de la répartition annuelle des heures de réservation, les parties feront le point sur l'application de cette convention.
A tout moment, à la demande de l'une ou l'autre des parties, une réunion de concertation peut être organisée en cas de besoin.

ARTICLE 8 : DUREE - MODIFICATION DE LA CONVENTION :

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 1 an.

La collectivité notifiera à l'AST, la présente convention signée en lui faisant connaître la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'Etat. Elle prendra effet à la date de cette notification.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la Ville de La Teste de Buch.

ARTICLE 9 : INCIDENCES FINANCIERES :

En cas de dépôt de bilan de l'AST en cours de saison survenant avant le paiement de de la subvention, le paiement de celle-ci ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville de Teste de Buch devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 10 : RESILIATION DE LA CONVENTION :

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 11 : ARBITRAGE :

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 12 : CONTENTIEUX :

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le tribunal administratif de Bordeaux, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à La Teste de Buch, le :

Le Maire **de la Teste de Buch,**	**Le Président** **de l'Association Sportive Testerine,**
Patrick DAVET	**Stéphane CHEF**

Monsieur le Maire :
Merci M Slack …Des interventions ? Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme GRONDONA **DEL2021-12-606**

AVENANT DE PROLONGATION DE LA CONVENTION

« CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE »

AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA GIRONDE

DU 1ER JUILLET AU 31 AOUT 2021

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2121-29,
Vu la délibération municipale du 20 novembre 2020 par laquelle le conseil municipal a autorisé le Maire à signer la convention de partenariat avec la CAF Gironde pour le Contrat Local d'accompagnement à la Scolarité 2020/2021.
Vu le projet d'avenant ci-joint,

Considérant la lettre circulaire CNAF n° 176-2011 du 02 novembre 2011, relative à la mise en œuvre de la Prestation de Service Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S), les actions financées par la CAF doivent répondre aux objectifs suivants :

- aider les enfants à acquérir des méthodes,
- faciliter leur accès au savoir et à la culture,
- promouvoir leur apprentissage à la citoyenneté,
- valoriser les acquis afin de renforcer leur autonomie,
- soutenir les parents dans le suivi scolaire de leurs enfants.

Considérant le projet d'Accompagnement à la Scolarité porté par le centre social depuis 2006 et proposé dans les Maisons de quartier de Cazaux et de la Règue Verte,

Considérant que depuis la mise en place du confinement sur le plan national, la CAF met en place des mesures exceptionnelles et dérogatoires afin de soutenir les activités qu'elle finance : ainsi cette année, la CAF prolonge sa convention pour des actions d'accompagnement à la scolarité réalisées durant l'été 2021.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 07 décembre 2021 de bien vouloir :

- ACCEPTER les termes de l'avenant annexé,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant.

AVENANT DE PROLONGATION DE LA CONVENTION CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA GIRONDE POUR LA PERIODE DU 1ER JUILLET AU 31 AOUT 2021.

Note explicative de synthèse

Objet de la délibération

Dans le cadre des mesures dérogatoires mises en place dans le cadre du confinement, prolongation, pour la période 1er juillet - 31 août 2021, de la Convention CLAS signée le 20/11/2020 afin de prendre en compte les activités d'accompagnement à la scolarité réalisées durant l'été.

1 - Le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité : *Les textes de référence*

- ***La charte de l'accompagnement à la scolarité***

Cette charte nationale offre un cadre de référence aux actions d'aide aux élèves. Elle précise les objectifs et fixe les principes d'action (les bénéficiaires, les accompagnateurs, les relations avec les écoles et les établissements secondaires, les relations avec les familles, les relations locales).

- **La charte de la Laïcité**

Cette charte a été adoptée par la branche Famille, avec ses partenaires, le 1er septembre 2015.

Au travers des 9 articles qui la composent, la charte de la laïcité a pour objectif principal de promouvoir le vivre-ensemble en réaffirmant les valeurs fondatrices de la République que sont

- le respect de la dignité humaine ;
- la laïcité, la neutralité et la mixité ;
- la solidarité, la liberté et la fraternité ;
- la participation et le partenariat.

2 - Le C.L.A.S de La Teste de Buch : l'action « Coup de Pouce ».

Depuis le 1er Janvier 2006, ce projet s'inscrit dans le projet global du Centre Social. (Cependant la mise en œuvre du C.L.A.S a démarré dès 1998)
Véritable action de soutien à la parentalité, « Coup de Pouce » permet de faire le lien entre les enfants et les parents, entre les parents et l'école.
Dans ce cadre les équipes de professionnels des Maisons de Quartier sont des facilitateurs de liens et de relations entre les acteurs.

6 animateurs gèrent cette action qui se déroule sur 2 structures du lundi au jeudi avec l'implication 31 bénévoles.

« Coup de Pouce » représente 1705 heures pour l'équipe des professionnels et 2700 heures environ de présence pour les bénévoles.

En 2019, 50 enfants (élèves de primaires et collégiens) ont été inscrits.

3 - BILAN CLAS ACTION « COUP DE POUCE » 2020-2021

MAISON DE QUARTIER CAZAUX : 10 enfants

A NOTER **: Année de fonctionnement en période de crise sanitaire** : 1 adulte pour 1 ou 2 enfants, période d'interruption de l'action.

Elèves du CE1 au CM2 qui fréquentent la même école de secteur, à proximité de la Maison de quartier.

- Enfants récupérés par animateur et bénévole à l'école.
- Fonctionnement : 3 séances par semaine avec les mêmes enfants inscrits pour l'année scolaire hors vacances.
- Lundi et jeudi : aide aux devoirs en petit groupe avec des bénévoles.
- Mardi : ludothèque avec animateur spécifique, ou projets ponctuels encadrés par des bénévoles
- Séance type : 16h30 - 18h, goûter, aide aux devoirs, bibliothèque, temps d'échange avec les parents.
- 10 bénévoles / 11 enfants.

Tous les bénévoles n'étant pas présent tous les soirs, plusieurs bénévoles peuvent se partager le même groupe d'enfants d'un soir à l'autre.

MAISON DE QUARTIER REGUE VERTE

- ✓ **Accueil des primaires : 31 enfants**

Les séances se sont déroulées les lundis, mardis, jeudis de 16h30 à 18h, et les mercredis de 10h à 12h hors période de vacances scolaires.

A la sortie de l'école, les parents récupèrent leurs enfants et les amènent à la maison de quartier de la Règue verte.

Les séances se sont organisées de la manière suivante :

- 16h30 : Arrivée des enfants / dépôt des sacs à leurs places respectives,
- 16h30-17h00 : Goûter préparé par une bénévole qui les accueille et pointe la présence de chaque enfant,
- 16h30- 17h00 : Temps libre (jardin, city stade) afin de se détendre et d'échanger après la journée d'école,
- 17h- 18h : Temps studieux : réalisation des devoirs en petits groupes avec les bénévoles, repartis par classe,

- Dès que les devoirs sont terminés les enfants participent à des activités sportives, créatives et ludiques.

« PERIODE DE CRISE SANITAIRE »

Au moment de l'accompagnement scolaire, la maison de quartier de la Règue verte a été dédiée uniquement à l'accueil des enfants et des bénévoles.

Chaque petit groupe d'enfants avait son entrée, sa sortie et son point d'eau pour se laver les mains.

La crise sanitaire a accentué les difficultés et le retard scolaire de beaucoup d'enfants.

Au total 31 enfants ont été accueillis sur le dispositif.

Certains enfants ont intégré le dispositif en cours d'année.

Etablissements scolaires

Les 31 enfants accueillis viennent de 3 écoles différentes :

Ecole les Mouettes à Arcachon,
Ecole Paul Bert à Arcachon,
Ecole Gambetta à La Teste de Buch.

La maison de quartier de la Règue verte est située sur la commune de la Teste de Buch mais l'école de secteur la plus proche est située sur la commune d'Arcachon.

Tout au long de l'année, des échanges réguliers ont lieu avec la directrice de l'établissement ainsi qu'avec les enseignants.

Cette année, la communication s'est maintenue essentiellement par mail et téléphone.

Bénévoles

En début d'année, tous les bénévoles ont été réunis afin d'organiser l'année scolaire.

Durant cette période, certains bénévoles se sont retirés du dispositif et de nouveaux ont fait leur entrée. Au vu du contexte, les rencontres avec l'équipe enseignante n'ont pas pu avoir lieu cette année.

En fin d'année, tous les acteurs de l'accompagnement ont pu se retrouver autour d'un grand goûter festif.

Parents

Les parents ont rencontré quotidiennement les professionnels et bénévoles de l'accompagnement scolaire et échangés sur le déroulé des séances.

Partenariat

Orthophoniste, assistante sociale du Service Maritime, éducateurs de PASSEREL PRADO.

- ✓ **Accueil du Secondaire : 22 collégiens / 1 lycéenne**
  Les séances de l'accompagnement à la scolarité se déroulent les lundis, mardis et jeudis de 16h30 à 19h.
  Les jeunes sont accueillis dans l'annexe (bâtiment type algéco situé derrière la Maison des habitants de la Règue verte, à proximité du city stade).

Les séances s'organisent de la manière suivante :

- Arrivée des jeunes de manière échelonnée à partir de 16h /16h30 (voir parfois un peu plus tôt en fonction des emplois du temps)
- Accueil par un goûter et temps « libre » afin de pouvoir souffler après une journée d'école bien chargée.
- Temps studieux accompagné par un bénévole pour la réalisation des devoirs.
- Temps d'activités (sportives, jeux de société, discussion avec les jeunes et les bénévoles).

Cette année, 23 jeunes se sont inscrits au dispositif dont 20 habitent à proximité ou sur le quartier de la Règue verte, avec en moyenne 13 jeunes présents par séance, qui viennent au minimum 2 fois par semaine.

- Cela concerne 3 collèges (Marie Bartette Arcachon ; Henri Dheurle La Teste de Buch et Chante Cigale Gujan-Mestras) et 1 jeune au Lycée Grand Air D'Arcachon.
- 3 jeunes ont décroché du dispositif au cour de l'année.
  - ➔ 1 n'est jamais venu,
  - ➔ 2 ont préféré faire les devoirs à la maison en raison de la crise sanitaire.
- 1 lycéenne a pu bénéficier d'un accompagnement personnalisé avec le même bénévole toute l'année.
- Une équipe au départ composée de 8 bénévoles dont 2 pour raison médical et sanitaire ont dû arrêter et vers Mars une nouvelle bénévole a rejoint l'équipe.

A noter en 2021

- Arrivé d'un nouvel animateur le 04/01/2021,
- La crise sanitaire et les confinements n°2 et 3 ont perturbé la prise de rythme pour les jeunes et ont accentué les difficultés et le retard scolaire chez certains,
- La présence de l'animateur est indispensable pour permettre un suivi régulier et faire la médiation avec les bénévoles et les parents,
- La plupart des activités mises en place sont effectuées en fonction de leurs envies : activités sportives sur le city stade (Basket, Foot, Ping-Pong), jeux de société (éducatifs ou ludiques).
-

Beaucoup d'échanges ont lieu avec eux sur leur quotidien, leurs problématiques d'adolescents, et leur orientation.

- ✓ **<u>Coup de Pouce de l'été :</u>**

Du 19/07/2021 au 11/08/2021.
16 participants : 6 collégiens/ 10 primaires.
Tous les lundis, mardis et mercredis.

9h à 10h : accueil/petit déjeuner/temps libre.

10h-12h : devoirs personnalisés avec des bénévoles sur cahiers de vacances avec une ou plusieurs pause (jeux sportifs, créatifs…) selon les besoins de l'enfant.

Financement

- Le montant de la Prestation de Service CNAF « Accompagnement à la scolarité » pour 2021 s'élève à 2563 € par an pour un cycle de 5 à 15 enfants, dans la limite d'un coût total de 7 885 € (prix plafond d'un cycle) hors bénévolat, soit une prestation totale maximum de 15376 euros.

Perspectives 2021 / 2022

- Mise en œuvre du nouveau projet
- Ouverture CLAS à la Maison de quartier Miquelots.

La délibération a donc pour objet d'approuver l'avenant.

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf de la Gironde

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

Avenant de prolongation

N° dossier	200600501
Année	2020 / 2021
Gestionnaire	29
Commune	LA TESTE DE BUCH
Structure	Mairie
Type pièce	Avenant
Nature de l'aide	Ps Clas

Juin 2020

Entre :

La ville de la Teste de Buch, représenté(e) par son Maire, Monsieur Patrick DAVET, dont le siège est situé – 1 rue Edmond Doré - 33260 LA TESTE DE BUCH

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

Et :

La Caisse d'allocations familiales de la Gironde représentée par Madame Christine MANSIET, directrice, dont le siège est situé rue du Docteur Gabriel Péry – 33078 BORDEAUX Cedex

Ci-après désignée « la Caf ».

Préambule

Depuis la mise en place du confinement sur le plan national, des mesures exceptionnelles et dérogatoires se mettent en place afin de faciliter au quotidien les activités.

Dans ce contexte et dans le cas de convention initiale arrivant à échéance, pour toutes subventions d'action sociale, il est proposé de soumettre au gestionnaire le présent avenant.

Article 1 - L'objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objectif unique de prolonger la convention initiale sans en modifier les conditions.

Article 2 - Les pièces justificatives

Une attestation de non-changement au regard de la convention initiale est à adresser avec le présent avenant.

Article 3 - Incidences de l'avenant sur la convention

Toutes les clauses de la convention initiale et de son(ses) éventuels précédents avenant(s), et leurs annexes, restent inchangées et demeurent applicables.

Article 4 – Effet et durée de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter du 1er **juillet 2021** et jusqu'au **31 août 2021**.

A titre dérogatoire, il est accepté une signature scannée, du présent avenant pour chacun des cosignataires.

Fait à Bordeaux, le 13 septembre 2021 en 2 exemplaires originaux

La Caf de la Gironde	Le gestionnaire
La Directrice Christine MANSIET	Le Maire Patrick DAVET

Monsieur le Maire :

Merci Mme Grondona un avenant que l'on va signer avec grand plaisir, c'est quelque chose que vous aviez mis en place avant et que nous continuons et en profiter pour saluer tous les bénévoles.

Madame GRONDONA :

Depuis la rentrée 2021/2022 la maison de quartier des Miquelots accueille aussi ce soutien scolaire.

Monsieur le Maire :

Dans une période qui est vraiment difficile pour les jeunes, je pense que l'on ne se rend pas compte parfois ça peut changer leur avenir. C'est le témoignage que nous avons de la Principale du collège, des Directeurs des écoles primaires, la période est très difficile pour les enfants.

Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme COUSIN **DEL2021-12-607**

FETE DE FIN D'ANNEE ORGANISEE PAR LA MAISON DE QUARTIER DE LA REGUE VERTE

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC GIRONDE HABITAT

Mes chers collègues,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,

Vu le projet de convention ci-joint,

Considérant le projet d'Animation de la Vie Sociale porté et mis en œuvre par le service Vie des Quartiers – Démocratie Participative au sein des Maisons de quartier,

Considérant l'action de Gironde Habitat en faveur du « Bien Vivre Ensemble » et sa contribution à l'organisation de temps conviviaux au sein de ses résidences,

Considérant le projet de fin d'année mis en place par la Maison de quartier de la Règue Verte,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 07 décembre 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention ci-annexée et AUTORISER Monsieur le Maire à la signer.

FETE DE FIN D'ANNEE ORGANISEE
PAR LA MAISON DE QUARTIER DE LA REGUE VERTE
CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC GIRONDE HABITAT

Note explicative de synthèse

Objet de la délibération
Contribution financière de Gironde Habitat à l'organisation de la fête de fin d'année organisée par la Maison de quartier de la Règue Verte.

Gironde Habitat est l'Office Public de l'Habitat (OPH) du Département de la Gironde) présent sur plus de 160 communes du territoire, il gère aujourd'hui 19 000 logements sur toute la Gironde pour contribuer chaque jour à répondre au besoin d'habiter de tous les Girondins.

Gironde Habitat veille également au bien-vivre ensemble de ses locataires : actions collectives, médiation des conflits et accompagnement social des personnes en difficultés.

Le Service Vie des quartiers – Démocratie Participative développe un projet d'Animation de La Vie Sociale au sein des structures de quartier de la commune depuis 2006.

Les Maisons de quartier sont des équipements de quartier ouvert à tous, quel que soit l'âge des personnes, quelles que soient leurs conditions économiques et sociales.

Elles offrent des services utiles à la population, favorise la participation des habitants à la vie sociale et facilite le développement d'échanges sociaux.

La Maison de Quartier de La Régue Verte Aiguillon propose un fonctionnement adapté aux besoins des habitants du quartier avec notamment un Jardin partagé et une Laverie Solidaire.

Elle propose tout au long de l'année de nombreuses activités, accompagnement à la scolarité, atelier d'échanges de savoir-faire, accès aux droits, animations collectives en direction des Familles… ainsi que des évènements ponctuels en direction des habitants du quartier.

La fête de fin d'année s'inscrit dans une dynamique collective impliquant bénévoles, habitants du quartier et adhérents. Cette année, elle se déroulera le 15 décembre, la journée s'articulera autour des animations suivantes :

- Balades en calèche et arrivée du Père Noël
- Spectacle de cirque
- Après-midi dansant avec un DJ
- Grand goûter pour tous.

Les prestations de cette journée, hors salaires et alimentation s'élèvent à 1250 euros. Les dépenses prévisionnelles alimentation pour environ 400 personnes s'élèvent à 500 euros.

Ainsi la contribution de 2000 euros prévue par Gironde Habitat permettra de couvrir l'ensemble des dépenses.

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés

Gironde Habitat, Office Public de l'Habitat (OPH), Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux sous le numéro B 404 877 086 et identifié au répertoire SIRENE sous le numéro 404 877 086, dont le siège social est à Bordeaux (33074), 40 rue d'Armagnac.

Représenté par Sigrid MONNIER, Directrice Générale dudit Office, dûment habilitée à l'effet des présentes.

Code APE : 6820A

TVA Intracommunautaire : FR83404877086

d'une part,

Et

La Ville de La Teste de Buch

Représenté par son Maire, Patrick DAVET, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 14 décembre 2021,

d'autre part,

Ensemble ou séparément ci-après désignés « Les Parties » ou « La Partie »

Préambule

Gironde Habitat est l'Office Public de l'Habitat (OPH) du Département de la Gironde. Présent sur plus de 160 communes du territoire, il gère aujourd'hui 19 000 logements sur toute la Gironde pour contribuer chaque jour à répondre au besoin d'habiter de tous les

Girondins. Gironde Habitat veille également au bien-vivre ensemble de ses locataires : actions collectives, médiation des conflits et accompagnement social des personnes en difficultés.

Le Service Vie des quartiers développe un projet d'Animation de La Vie Sociale au sein des Maisons de quartier de la commune.

La Maison de Quartier de La Régue Verte Aiguillon a pour vocation d'organiser et de proposer des activités culturelles, sportives, et des animations pour le quartier de la Règue Verte où elle est implantée. Tout au long de l'année, elle propose de nombreuses activités qui s'inscrivent dans la durée ainsi que des évènements ponctuels en direction des habitants du quartier.

Gironde Habitat apporte son soutien à ces actions organisées sur le quartier et plus particulièrement au profit des résidents de la Règue Verte.

Il a été convenu ce qui suit

ARTICLE I : OBJET

Pour l'année 2021, la participation financière de Gironde Habitat s'élèvera à 2000 euros.

Gironde Habitat apportera cette contribution financière pour l'organisation de la fête intergénérationnelle de fin d'année de la Maison de Quartier de La Règue Verte Aiguillon, avec notamment les animations suivantes :

- Balades en calèche et arrivée du Père Noël
- Spectacle de cirque
- Après-midi dansant avec un DJ
- Grand goûter pour tous.

ARTICLE II : RÉGLEMENT

Le règlement des sommes dues par Gironde Habitat à la ville sera effectué à la signature de la présente convention.

Le paiement s'effectuera par virement bancaire, à l'ordre de La Ville de La Teste de Buche.

ARTICLE III : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra fin le 31 Décembre 2021.

ARTICLE IV : COMPÉTENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Bordeaux, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc.).

La Ville de La Teste de Buch renonce à tout recours à l'encontre de Gironde Habitat ainsi que des assureurs de ce dernier pour tout dommage et/ou préjudice indirect ou immatériel à raison de l'implantation ou de l'utilisation de l'équipement. Il déclare en outre être assuré pour l'ensemble des nuisances et dommages que cette action et occupation peuvent faire naître de manière à ce que Gironde Habitat ne puisse en aucune manière être inquiété à ce sujet.

ARTICLE V : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, les parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux et/ou demeures respectives.

Fait à Bordeaux, le …… en deux exemplaires originaux.

Gironde Habitat (*),	**Mairie de La Teste de Buch**
Représenté par sa Directrice Générale	**Représentée par son Maire**
	Patrick DAVET,

Sigrid MONNIER

Nota : chaque page de la présente convention doit être paraphée par les deux parties
(*) Faire précéder la signature de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Monsieur le Maire :
Merci Mme Cousin

Madame GRONDONA :
L'objet de cette délibération, est la contribution financière de Gironde Habitat à l'organisation de la fête de fin d'année de la Régue Verte.

Gironde Habitat est l'office public de l'habitat du département de la gironde. Présent sur plus de 160 communes du territoire, il gère 19 000 logements sur la Gironde. Il veille également au bien vivre ensemble de ses locataires, actions collectives, médiation des conflits et accompagnement social des personnes en difficulté.

Je souhaite préciser que la maison de quartier de la régue verte propose tout au long de l'année un fonctionnement adapté aux besoins des habitants du quartier avec notamment un jardin partagé et une laverie solidaire.

Elle propose également de nombreuses activités, accompagnement à la scolarité, atelier d'échange de savoir-faire, accès aux droits animations collectives en direction des familles, ainsi que des événements ponctuels en direction des habitants du quartier.

En effet, depuis 2006 que la fête de fin d'année existe, c'est la première fois que Gironde Habitat verse une subvention de 2 000 euros pour participer à son financement.

Cet événement s'inscrit dans une dynamique collective impliquant les bénévoles, les habitants du quartier et les adhérents.

Pour l'année 2022, le bailleur financera directement des prestataires, théâtre, ou ateliers d'écriture, il n'a pas encore défini toutes les interventions qui interviendront dans la maison de quartier de la régue verte, pour un montant équivalent.

J'en profite pour annoncer l'ouverture au mois de février de la maison de quartier du centre-ville.

Cette nouvelle structure va développer son activité autour de l'accès aux droits et l'accompagnement numérique pour faciliter les démarches dématérialisées.

Des accompagnements individuels et collectifs seront proposés en fonction des besoins publics. Un espace de co-working sera accessible sur les temps d'ouverture.

L'association Les amis de jean-hameau aura une salle réservée au 1er étage.

Une équipe de 4 personnes sera présente pour assurer le fonctionnement de la structure du lundi au samedi, des bénévoles pourront être intégrés au fonctionnement des projets.

Le service vie des quartiers est composé d'une équipe de 16 agents et 87 bénévoles qui sont vraiment très dévoués.

Monsieur le Maire :
Je voudrais souligner le comité de quartier de la règue verte à la fois sa Présidente, l'autre jour il y avait la fête de quartier un moment fabuleux, des gens adorables, je tiens à remercier aussi M. Badet, les gens ont apprécié et nous l'ont dit à maintes reprises.

Madame POULAIN :

Parmi toutes les actions du CCAS, il y a également mercredi et vendredi après-midi à 16H00 au théâtre Cravey un spectacle de Gospel organisé par le CCAS pour que les personnes âgées puissent avoir une activité durant cette fin d'année et ça remplacera le repas de fin d'année.

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. VOTION **DEL2021_12_608**

PROJET d'ANIMATION de la VIE SOCIALE 2022 / 2025

VALIDATION DES AXES PRIORITAIRES et DU PLAN D'ACTIONS

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la circulaire de la Cnaf N° 56 de 1995 relatives aux 4 missions caractéristiques des équipements de proximité, les modalités du partenariat et la procédure de renouvellement de l'agrément.

Vu la circulaire Cnaf N° 2012 – 12 relative à l'Animation de la Vie Sociale.

Considérant le projet d'Animation de la Vie Sociale porté par la Ville de La Teste de Buch depuis 2006,

Considérant la démarche de demande de renouvellement de l'agrément mise en œuvre depuis janvier 2021 pour définir le nouveau projet d'Animation de la Vie Sociale 2022 / 2025 piloté par le service Vie des Quartiers / Démocratie Participative,

Considérant la validation des axes prioritaires et plan d'actions 2022 2025 lors du Comité de Pilotage du 21 octobre 2021,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 07 décembre de bien vouloir :

- APPROUVER les axes prioritaires et le plan d'actions présentés dans la note ci-jointe.

VALIDATION DES AXES PRIORITAIRES et DU PLAN D'ACTIONS DU PROJET d'ANIMATION de la VIE SOCIALE 2022 / 2025

Note explicative de synthèse

1 - L'ANIMATION de LA VIE SOCIALE pour la CAF

Les textes règlementaires de référence

La circulaire de la Cnaf N° 56 de 1995 précise les 4 missions caractéristiques des équipements de proximité, les modalités du partenariat et la procédure de renouvellement de l'agrément.
La circulaire Cnaf N° 2012 – 12 relative à l'Animation de la Vie Sociale.

L'Animation de la Vie Sociale, axe constant de la politique des caisses d'Allocations familiales, s'appuie sur des équipements de proximité, centres sociaux (maisons de quartier, centres d'animation …) et espaces de vie sociale.

Leur action se fonde sur une démarche globale et sur une dynamique de mobilisation des habitants pour apporter des solutions aux besoins des familles et à leurs difficultés de vie quotidienne, mais aussi pour répondre aux problématiques sociales collectives d'un territoire.

Lieux-ressources qui proposent des services et activités à finalités sociales et éducatives, ils soutiennent le développement de la participation des usagers habitants afin de leur permettre de contribuer eux-mêmes à l'amélioration de leurs conditions de vie, au développement de l'éducation et de l'expression culturelle, au renforcement des solidarités et des relations de voisinage, à la prévention et la réduction des exclusions.

Les missions des équipements de proximité

- un équipement de quartier à vocation sociale globale, ouvert à l'ensemble de la population habitant à proximité, offrant accueil, animation, activités et services à finalité sociale,
- un équipement à vocation familiale et pluri générationnelle, lieu de rencontre et d'échanges entre les générations, favorisant le développement des liens familiaux et sociaux,
- un lieu d'animation de la vie sociale prenant en compte l'expression des demandes et des initiatives des usagers et favorisant le développement de la vie associative,
- un lieu d'interventions concertées et novatrices compte tenu de son action concertée et innovante, concertée et négociée, contribuant au développement du partenariat.

2 - LA DEMARCHE D'AGREMENT des STRUCTURES d'ANIMATION de LA VIE SOCIALE :

La demande de renouvellement de l'agrément d'une structure d'animation de la Vie Sociale fait l'objet d'une procédure spécifique.
La demande se renouvelle tous les 4 ans avec la présentation d'un nouveau projet au terme d'une démarche de définition du projet partagée.
Dans le cadre de ses missions, la Caf soutient ces structures d'animation locale et se doit de veiller à la qualité, l'utilité et la pertinence de leur projet social, projet qu'il appartient à la Caf de valider au regard du diagnostic établi.

C'est ce qui constitue l'objectif du projet quadriennal et de son évaluation.

Le projet quadriennal est une feuille de route qui positionne le centre social dans son environnement, guide son action généraliste et lui permet :

- d'interroger l'environnement social, économique et institutionnel et de repérer les caractéristiques et évolutions d'un territoire.
- d'engager un bilan partagé avec l'ensemble des acteurs concernés
- de recueillir les observations et attentes des acteurs, de définir les objectifs prioritaires du territoire et de mettre en place un projet social global décliné en plan d'actions en réfléchissant d'emblée à ses modalités d'évaluation.

Le projet quadriennal constitue la feuille de route du centre social. Il légitime les financements institutionnels et positionne la structure dans le tissu partenarial local.

3 - LE PROJET AVS de LA TESTE de BUCH

Bref Historique…
L'animation sociale dans les quartiers est une volonté politique forte sur le territoire qui s'est traduite par la création de points rencontres dès 1998, projet structuré en centre social en **2006**, après une période de préfiguration.

En effet, la commune est une des plus étendue de France avec un environnement naturel vaste et des quartiers identifiés éloignés les uns des autres.

La 1ère période d'agrément a permis de structurer un nouveau projet de fonctionnement, d'expérimenter des instances pour la participation des habitants, et de structurer une équipe de professionnels et de bénévoles pour faire fonctionner **les 3 structures d'accueil situées dans 3 quartiers de la commune : Cazaux, Miquelots et Règue Verte.**

Dès 2007, **l'épicerie sociale** a été intégrée au projet du centre social, suite à la dissolution de l'association « Avec » qui jusqu'alors gérait l'aide alimentaire.
Le centre social a expérimenté des « modes de faire » avec et pour le public tout en faisant évoluer ses activités et sa place dans les quartiers.

2019 : rattachement du centre social à la Ville

Dans le cadre de la réorganisation des services, le centre social est rattaché à la ville le 1er juillet 2019. Il devient un service, dissocié du CCAS, pour clarifier et valoriser ses missions.

2020 : arrivée d'une nouvelle équipe municipale

La nouvelle équipe municipale souhaite renforcer la participation citoyenne en développant de nouvelles structures de proximité dans d'autres quartiers, en instaurant de nouvelles modalités de fonctionnement conseils de quartier avec notamment un budget annuel de 5000 euros par conseil.

Le « centre social » évolue et se transforme en service « Vie des quartiers / Démocratie participative. »

Création et structuration du service « Vie des quartiers / Démocratie participative »

- Une équipe de 17 agents et 87 bénévoles.
- Gestion et animation des 3 Maisons de quartier (Cazaux, Miquelots, Règue Verte) et Maison de quartier Centre-Ville, à partir de janvier.
- Gestion et co-animation des 6 conseils de quartier de la ville et du conseil des sages
- Pilote du projet d'Animation de la Vie Sociale 2022/25
- Pilote du projet Espace de Vie Sociale à Cazaux.

A noter : depuis le 1er janvier 2021, l'épicerie sociale ne fait plus partie du projet global mais continue de fonctionner au sein du CCAS. Par ailleurs, le service n'organisera plus d'Accueil de Loisirs mais des partenariats devraient être mis en place Education/Jeunes

4 - LA DEMARCHE DE RENOUVELLEMENT de L'AGREMENT 2021.

L'ensemble de la démarche de bilan et de diagnostic est validé lors de points d'étapes dans le cadre des réunions du Comité de Pilotage des projets dont les participants sont

- pour ***la Ville de La Teste de Buch***, M. le Maire, l'adjointe aux affaires sociales, et à la Vie des quartiers, Démocratie Participative, le Directeur Général des Services, la directrice adjointe des Servie à la Population, le directeur de l'Action Éducative, de la Vie des Quartiers et des Sports, la responsable du service Vie des quartiers (pilote du projet A.V.S et la coordonnatrice du projet E.V.S de Cazaux.
- pour ***la Caisse Allocations Familiales de la Gironde,*** le Conseiller Thématique Animation Vie Sociale, la Conseillère Territoriale, le Responsable de l'Unité Territoriale Atlantique, des représentants du Conseil d'Administration de la CAF.

- pour ***Département de la Gironde***, la *Responsable Mission Territoires et Développement social, le Chargé de* mission Développement social

- pour la ***Fédération des Centres Sociaux de Gironde***, la Présidente, et/ ou la déléguée ou un représentant.

RETROPLANNING 2021	
Janvier 2021	Bilan du projet 2021 / 2018 avec l'équipe
Février / Avril **4 février 2021**	**Comité de pilotage 1** Présentation du bilan et de la démarche de renouvellement. Présentation du nouveau cadre d'intervention : Service Vie des quartiers / 6 maisons des habitants / budgets participatifs. Demande d'un agrément Espace de Vie Sociale à Cazaux. ***MARS*** : dépôt de la demande de Préfiguration pour l'Espace de Vie Sociale à Cazaux. Durant la période : réalisation d'un état des lieux / Diagnostic partagé avec les Elus, les services, les partenaires et les bénévoles.
Juin / juillet 2021 **8 juin 2021**	**Comité de pilotage 2** Présentation du diagnostic partagé, des enjeux repérés et des objectifs prioritaires. Définition du plan d'actions pour les 4 ans pour le projet AVS avec l'équipe
21 Octobre 2021	**Comité de pilotage 3** Présentation des Axes prioritaires et Plan d'Actions du Projet AVS de La Teste de Buch 2022/2025. Présentation du projet EVS pour 2022.
14 décembre 2021	**Conseil Municipal** **Présentation des axes prioritaires et plan d'actions du projet 2022 / 2025**
17 décembre 2021	**Remise des dossiers à la CAF pour une présentation au Conseil d'Administration à la CAF en janvier 2022.**

➢ Comité de pilotage 1 – 4 février 2021

Présentation du **Bilan du projet A.V.S 2018 / 2021**

✓ **3 structures de proximité + une épicerie sociale =**
1467 personnes accueillies durant la période
750 bénéficiaires Aide alimentaire en 2019

- **Renforcer la Gouvernance partagée et le Pouvoir d'Agir des Habitants**

L'objectif initial était de renforcer les liens avec les Elus, la Direction Générale et les services.
En effet, le centre social a toujours eu des difficultés, dues en partie à son image de « CCAS bis », pour se faire connaitre et reconnaitre au sein même de la Ville malgré son activité importante.
L'absence de travail transversal avec les services et la DGS a toujours posé la question de la

place du centre social dans l'organisation globale de la Ville.

C'est pourquoi *son rattachement à la Ville en juillet* 2019 devait permettre d'améliorer les relations interservices et la connaissance du fonctionnement de ce projet atypique (12 salariés / 80 bénévoles).

Parallèlement, la responsable a co-piloté la 2ème Convention Territoriale Globale avec la CAF de 2017 à 2019. La mise en œuvre du plan d'actions définies avec les acteurs du territoire (élus, habitants, bénévoles, partenaires, conseillers de quartier) a permis de mobiliser d'autres habitants et notamment les instances participatives de la Ville sur des groupes de travail tels que Accès aux droits, Cadre de Vie et Handicap.

La réalisation des actions a eu un impact direct sur les structures du centre social :

- Recrutement d'un agent au CCAS pour accès aux droits et accompagnement numérique. (Permanences accès aux droits accompagnement numérique dans les quartiers).
- Création d'une laverie solidaire quartier de la Règue Verte.
- Cafés des parents : temps d'échanges avec intervenants extérieurs sur les thématiques du Jeux, de l'utilisation des écrans
- Rencontres Citoyennes dans les quartiers 2018/2019 : travail co-construit avec les Conseil de Quartiers et les habitants.
  La mobilisation des habitants dans le fonctionnement des structures a toujours été importante tant dans les activités permanentes (accompagnement à la scolarité /échanges de savoir-faire/ aide alimentaire) que les évènements ponctuels. (vide greniers/fêtes de quartiers/fête du Jeu) : 80 bénévoles sont aujourd'hui impliqués régulièrement.

- **Faire ensemble pour renforcer la cohésion sociale, la mixité sociale et intergénérationnelle sur le territoire.**

Quelques chiffres :
1467 personnes adhérentes pour la période,
Accueil total de 3500 inscriptions sur 3 structures en 2018.

On retiendra la *réalisation de 3 projets de rénovation et d'agrandissement* en 2018 et 2019 avec un partenariat de la CAF sur le financement des travaux.
Ces transformations permettent de mieux repérer les structures dans les quartiers.

- Règue Verte - Jardin Partagé - Laverie Solidaire
- Miquelots - Ludothèque – – Ateliers créatifs.
- Cazaux - Bibliothèque - Accueil des seniors.

Les bâtiments ont été ouverts en février 2020 et fermés dès mars 2020 pour confinement.
Depuis le fonctionnement des structures s'est adapté au contexte COVID.

Actions spécifiques selon les publics

Pour les 16-25 ans : améliorer l'accès aux droits, le repérage des « invisibles » : projet INSYSTEM avec la Mission Locale et PASSEREL.
Pour les Seniors : projet Bien Vieillir, subventionné par la CARSAT via la Fédération des Centres sociaux. 2017/2018 Création de l'équipe citoyenne Mona Lisa.

Renforcer l'accès à la culture et à la créativité : partenariat avec le service culture sur l'accès aux spectacles et installation d'un four céramique dans la structure des Miquelots.

- **Renforcer le soutien à la parentalité.**

Accueil de loisirs jusqu'en 2020.
Accompagnement à la scolarité depuis 1998,
2 sites aujourd'hui : Cazaux et Règue Verte, 60 élèves de primaires et collège, une trentaine de bénévoles impliquée.
Le projet Famille coordonné par la référente CESF s'appuie sur les 2 dispositifs CAF Projets Vacances de Territoire et Soutien du Réseau d'Aide et d'Appui à la Parentalité. Tout au long de l'année le Collectif Familles s'investit sur la définition des sorties, séjour annuel, activités partagée : 650 personnes participantes pour la période.

➢ COMITE DE PILOTAGE N°2 – 8 juin 2021

Quelques éléments de diagnostic

Si le territoire est « relativement mixte et privilégié socialement », réside sur la commune un nombre significatif de personnes et de familles dans une situation précaire : familles allocataires à bas revenus.

La précarisation d'une partie de la population est liée à une dégradation de la situation économique et/ou familiale touchant particulièrement les mono-parents, certaines personnes âgées, les bénéficiaires de minima sociaux et les travailleurs pauvres.

- Population qui a augmenté de 4,5% grâce au solde migratoire + (1,3) lié à la densification du centre-ville.
- Population vieillissante / indice de jeunesse inférieur à 100
- Baisse des tranches d'âges des 2 à 24 ans. (-3,9%)

Situation des allocataires

- Taux de monoparentalité important (39%des F.)
- Isolement (46%allocataires)
- Disparités fortes entre les quartiers …

Des temps d'échanges ont été mis en place pour prendre en compte les attentes et besoins des différents acteurs :

✓ ***les Habitants***

Le contexte Covid n'a pas permis d'organiser une démarche collective, ouverte avec les habitants pour faire un état des lieux des attentes et besoins, néanmoins des espaces d'Échanges ont été organisés ponctuellement à l'intérieur ou à l'extérieur des structures avec les personnes accueillies ponctuellement, de passage, croisées dans le quartier….

Des cahiers ont été mis à disposition, et des affiches avec des questions sur les murs.

On retiendra « **Que ça continue ! »**

✓ ***les Services***

Les temps de travail partagés ont permis aux différentes équipes de se présenter et découvrir le fonctionnement du service, des lieux, des instances participatives. Il apparaît des perspectives de partenariat à construire :

Avec …

- Le CCAS : accès aux droits/accompagnement numérique / aide alimentaire / public seniors
- CULTURE pour tous ! Grâce à des interventions et projets développés dans les quartiers
- Développement Durable / Jardins : environnement, cadre de vie + création d'un Rucher Participatif
- SPORTS : Sports pour tous / « le club du mois »
- PETITE ENFANCE : permanences LAEP / RAM
- EDUCATION : partenariat écoles/projet CLAS / projets partagés dans les temps périscolaires
- JEUNESSE : veille commune sur les quartiers de Cazaux et Règue Verte.

✓ ***les partenaires***

- Informations et problématiques partagées avec les équipes via des réunions type « veille ».
- Utilisation des maisons de quartier pour réaliser des permanences : ESSOR, ACT, Mission locale, Gironde Habitat

Au terme de ces échanges, il apparaît que l'enjeu sur le territoire depuis 2006 reste le même…

Comment prendre en compte les besoins des habitants étant donné les caractéristiques géographiques du territoire communal ?...des quartiers et des profils sociologiques différents…

Comment répondre aux besoins spécifiques des publics ?

COMITE DE PILOTAGE N°3 - 21 octobre 2021

Présentation des axes prioritaires et du plan d'action.

AVS LTDB 2022/25 AXE 1 / DEVELOPPER et ACCOMPAGNER LA PARTICIPATION DES HABITANTS	
Objectifs opérationnels	**Actions**
Favoriser les initiatives et les projets des habitants	- Nouvelles modalités de fonctionnement des Conseils de quartier - Budget « projet » pour chaque conseil
Impliquer les habitants dans le fonctionnement des maisons de quartier	***Participation au fonctionnement de la vie quotidienne des structures, activités, projets, évènements*** : - Animation d'Ateliers d'Echanges de savoir-faire. - Actions : Accompagnement scolaire Equipe Citoyenne Mona Lisa Jardins partagés, Collectif de lecteurs et gestion bibliothèque

	Ludothèque / Fête du jeu ***Nouveaux projets 2022*** Création d'un Rucher « Repair Café…. »
Faire évoluer la gouvernance partagée du projet en valorisant l'engagement et l'expérience des bénévoles dans le projet global	- Création d'une instance transversale aux 4 structures pour organiser un diagnostic partagé permanent. - Journée des bénévoles - Bilan annuel
Renforcer l'engagement citoyen **Renforcer l'engagement citoyen**	**Création d'une « Réserve Citoyenne »** - **Réalisation d'un état des lieux des besoins des services sur des actions ou évènements.** Mobilisable sur des évènements de la Ville **Définition d'une Charte citoyenne** Création d'un groupe projet transversal Bénévoles / conseillers

AVS LTDB 2022/25 **Axe 2 / RENFORCER LA COHESION, l'EQUITE SOCIALE et INTERGENERATIONNELLE**	
Répondre aux besoins spécifiques des habitants sur l'ensemble du territoire	➢ **Création d'un Espace de Vie Sociale à Cazaux : demande d'un agrément avec un projet spécifique.** **Ouverture de structures de proximité supplémentaires avec des projets adaptés aux besoins de habitants :** ➢ **Ouverture de la Maison de quartier du centre-ville en 2022** ➢ **Ouverture Maison de quartier EST en 2023**
Structurer le projet Bien vieillir	➢ Ateliers dans les 4 maisons de quartier : bien être, santé, mémoire, équilibre, sécurité routière, ➢ Equipe citoyenne Mona Lisa : visite de convivialité à domicile
Faciliter l'accès aux droits et l'inclusion numérique	- Permanence accès aux droits dans chaque maison - Point numérique CAF - Ateliers collectifs

	- Interventions associations spécialisées
Développer des projets partagés avec les services et les associations locales	➢ CCAS : Epicerie /Public Senior ➢ Education / jeunesse : temps périscolaires… ➢ Développement Durable : Semaine nationale

AVS LTDB 2022/25 **AXE 3 / DEVELOPPER L'ACCUEIL DES FAMILLES**	
Renforcer le soutien à la parentalité	- Mise en œuvre du nouveau projet d'accompagnement à la scolarité (C.L.A.S) avec un accueil supplémentaire primaires et adolescents à la Maison de quartier des Miquelots
Développer les activités enfants / parents	- Ateliers partagés : arts créatifs, animations à la bibliothèque, ludothèque, projet « souris verte »
Favoriser les liens entre les familles	- Sorties famille - Café des parents thématiques - Création d'une journée spéciale « famille ».
Développer et valoriser le fonctionnement de la ludothèque	- Horaires adaptés : soirées / samedi - Fête du jeu

Ce plan d'actions a été validé par le Comité de Pilotage.
Le projet final détaillé sera transmis à la CAF le 17 décembre 2021.
Le conseiller thématique Animation de la Vie Sociale le présentera au Conseil d'Administration de la CAF fin janvier 2022.

BUDGET PREVISIONNEL 2022

DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	**RECETTES ADHESIONS / ACTIVITES**
148400	9500
SALAIRES	**CAF** 140280
600000	**DEPARTEMENTS** 20000
	FEDERATION des CS / CARSAT 5600
	VILLE 573020
TOTAL	***TOTAL***
748400	**748400**

Monsieur le Maire :
Merci M Votion,

Madame SECQUES :
Je profite de cette délibération pour rappeler notre attachement à la vie des quartiers avec la participation en proximité des testerins.
Dès son arrivée notre équipe a voulu renforcer et développer la participation des habitants à l'animation des quartiers par la transformation du centre social en service « vie des quartiers démocratie participative » et l'intégration des conseils de quartiers dans ce dispositif avec de nouvelles modalités de fonctionnement notamment la dotation d'un budget annuel de 5000€ à chaque conseil de quartier pour favoriser la co construction de projets.

C'est dans cet esprit que le projet d'action animation de la vie sociale et ses axes prioritaires ont été travaillés en vue d'obtenir le renouvellement de l'agrément de la CAF pour 4 ans, objet de cette délibération.
On peut citer l'ouverture de Jean Hameau en février 2022 et une autre au quartier Est en 2023.
La création d'une instance partagée commune, des ateliers dans le cadre du projet bien vieillir dans les 4 structures, le renforcement du soutien de parentalité avec l'accueil supplémentaire à la maison de quartier des Miquelots, des primaires et collégiens dans le cadre à l'accompagnement à la scolarité et la création d'un espace vie sociale à Cazaux qui fera l'objet de la prochaine délibération.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DELFAUD **DEL2021-12-609**

ESPACE DE VIE SOCIALE 2022 / 2023 de CAZAUX

VALIDATION DES AXES PRIORITAIRES et du PLAN D'ACTIONS

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du 23 septembre 2021 par laquelle le Conseil municipal valide la convention de partenariat et de financement avec La Caisse d'allocations de la Gironde relative à la prestation « Animation Locale des Espaces de Vie Sociale ».

Vu la circulaire de la Cnaf N° 56 de 1995 relatives aux 4 missions caractéristiques des équipements de proximité, les modalités du partenariat et la procédure de renouvellement de l'agrément.

Vu la circulaire Cnaf N° 2012 – 12 relative à l'Animation de la Vie Sociale.

Considérant la démarche de demande de renouvellement de l'agrément mise en œuvre depuis janvier 2021 pour définir le nouveau projet d'Espace de Vie Sociale à Cazaux 2022 / 2023 piloté par le service Vie des Quartiers / Démocratie Participative,

Considérant la validation des axes prioritaires et plan d'actions 2022 2025 lors du Comité de Pilotage du 21 octobre 2021,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 7 décembre de bien vouloir :

- APPROUVER les axes prioritaires et le plan d'actions présentés dans la note ci-jointe,

VALIDATION DES AXES PRIORITAIRES et du PLAN D'ACTIONS DU PROJET d'ESPACE de VIE SOCIALE de CAZAUX 2022/2023
Note explicative de synthèse

1 – Nouvel Agrément « Espace de Vie Sociale » (E.V.S) de Cazaux :

Cadre de référence
L'agrément du projet social de l'espace de vie sociale d'une durée de 1 à 4 ans relève de la responsabilité du conseil d'administration de la Caf. Il permet d'ouvrir droit à la prestation de service « animation locale ». La décision d'agrément se fonde sur un socle de critères précisés dans la circulaire Cnaf n°2012 - 013 relative à l'animation de la vie sociale

La CAF de la Gironde a accordé un agrément spécifique (EVS) au projet de Cazaux depuis le 24 février 2021.

L'espace de vie sociale est une structure de proximité qui touche tous les publics, a minima, les familles, les enfants et les jeunes pour développer les compétences des personnes et les impliquer dans la vie sociale du territoire concerné.

La Maison de quartier de Cazaux propose les activités et animations suivantes tout au long de l'année :

- Accueil des habitants du lundi au vendredi de 9 à 18h30.
- Accompagnement à la scolarité 3 soirs par semaine pour les élèves de l'école primaire et du collège le samedi matin.
- Bibliothèque animée par un collectif de lecteur : en soirée et en journée.
- Activités partagées enfants / parents le mercredi.
- Atelier photo.
- Ateliers d'échanges de savoir-faire animés par des bénévoles : aquarelle, danse, guitare…
  Nouveau :
- Projet d'aménagement d'un Jardin des senteurs et d'une Cabane à Lire
- Permanences des services de la Petite Enfance : LAEP et RAM.
- Permanence Accès aux droits / accompagnement numérique.

2 – Demande renouvellement de l'agrément pour le projet Espace de la Vie Sociale : plan d'actions 2022 /2023

AXE 1 - VALORISER la BIBLIOTHEQUE comme « 3ème LIEU »
- Repenser l'installation de la Bibliothèque au sein de la structure.
- Fabrication et installation d'une Cabane à Lire dans le jardin extérieur
- Renforcer les missions du Comité de Lecteurs
- Développer les animations dans la bibliothèque

AXE 2 - DEVELOPPER L'ACCUEIL DES FAMILLES

- Favoriser les temps de partage entre parents et enfants « La Classe est finie » / Les RDV en Familles du Mercredi.
- Accompagnement à la scolarité pour les collégiens : mercredi et samedi.
- Utiliser de nouveaux supports d'animation…*Chant, Création d'un Rucher Participatif*

AXE 3 - DEVELOPPER LES SERVICES DE PROXIMITE

- Accès aux droits
- Point Numérique CAF
- Permanences des services de la Ville : LAEP / RAM / CCAS
- Permanences des Associations : Mission locale / Essor
- Mise en place de réunions partenaires

Le plan d'actions 2022/23 a été validé par le comité de pilotage du 21 octobre 2021.

3 - Modalités de calcul de la prestation et versement :

La prestation vise à co-financer le projet. Elle peut couvrir des dépenses de fonctionnement y compris des charges salariales. La prestation de service est calculée selon la formule suivante :

Dépenses de fonctionnement dans la limite d'un plafond annuellement fixée par la CAF (38 887€ pour 2021) x 60 %.

Le montant maximal accordé pour une année complète est de 23 332 euros.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Delfaud,

Madame DELFAUD :
Je tiens à remercier le service vie des quartiers ainsi que l'équipe de la maison de quartier de Cazaux pour leur travail et leur investissement.
Le 1er agrément a été fait en février 2021 pour une année et là nous avons un agrément supplémentaire pour 2022 et 2023, qui nous ramène des budgets supplémentaires pour le bon fonctionnement de la maison de quartier de Cazaux.

Les nouveautés, il y a un projet d'aménagement d'un jardin des senteurs et une cabane à lire extérieure, un accueil de familles le vendredi soir qui va s'appeler « la classe est finie » pour accueillir enfants et parents, ouverture le samedi matin pour un accompagnement scolaire pour les collégiens en complément avec des ateliers peinture, bibliothèque et création d'un rucher participatif avec nos adhérents et des bénévoles qui sera piloté avec un diplômé en apiculture.
Je remercie aussi tous les adhérents et bénévoles de la maison de quartier de Cazaux.

Monsieur le Maire :
Merci, si les Cazalins sont heureux de tout ça, on continuera et encore plein de choses de prévues.
Je souligne l'arrivée d'Éric Bernard, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BOUYROUX **DEL2021-12-610**

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET L'ASSOCIATION D'ANIMATION DES FETES DU PORT

Pour l'organisation d'une manifestation dénommée « Les Fêtes du Port 2022»

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001, notamment son article 1,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2121-29

Vu la délibération de ce jour relative à l'attribution des subventions aux associations,

Vu le projet de convention de partenariat ci-joint,

Mes chers collègues,

L'Association d'Animation des Fêtes du Port participe à l'animation estivale, festive et conviviale de la Ville et, en ce sens, à son image de marque en organisant une manifestation dénommée « LES FÊTES DU PORT » qui se déroulera du 28 au 31 juillet 2022.

Considérant que la ville de La Teste de Buch a décidé, d'allouer une aide financière à l'Association d'Animation des Fêtes du Port pour l'organisation de cette manifestation pour un montant de 40.000,00 €.

Considérant l'obligation de conclure une convention avec tout organisme de droit privé qui bénéficie d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000 euros,

Considérant que la convention de partenariat entre la Ville et l'Association d'Animation des Fêtes du Port définit les engagements réciproques de chacune des parties ainsi que les modalités de contrôle et d'évaluation de ces engagements.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 07 décembre 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de convention ci-annexée,
- AUTORISER Monsieur le Maire à la signer ladite convention.

CONVENTION DE PARTENARIAT
Entre LA VILLE de LA TESTE DE BUCH
ET L'ASSOCIATION d'ANIMATION DES FETES DU PORT
pour l'organisation des Fêtes du Port 2022

Note explicative de synthèse

La Ville de La Teste de Buch aide au développement des actions culturelles et festives dans la commune en partenariat avec les associations locales depuis de nombreuses années.

L'Association d'Animation des Fêtes du Port prend en charge l'animation des Fêtes du Port qui auront lieu cette année les 28, 29, 30 et 31 juillet 2022.

En raison de l'intérêt suscité par la mise en œuvre de ses Fêtes, qui constituent un élément essentiel de l'animation estivale, la Ville de La Teste de Buch souhaite apporter son soutien à l'Association d'Animation des Fêtes du Port pour l'organisation de cette manifestation, par :

- une aide en moyens humains et matériels,
- l'attribution d'une subvention,
- une aide en matière de communication.

1) Moyens humains et matériels :
La Ville permettra l'intervention de personnels municipaux nécessaires à la bonne marche de la manifestation, en fonction des contraintes des services concernés. En relation avec les chefs de services des agents, l'Association d'Animation des Fêtes du Port veillera au meilleur déroulement de ces interventions.

La Ville mettra à la disposition de l'Association d'Animation des Fêtes du Port les matériels municipaux nécessaires à la bonne marche de la manifestation. La participation matérielle de la Ville sera établie au vu de la présentation des documents de l'exercice écoulé (soit le rapport d'activités et le bilan financier) et des documents présentant le projet et mentionnant les besoins en matériels, au plus tard deux mois avant la manifestation.

La Ville et l'Association d'Animation des Fêtes du Port élaboreront conjointement un document listant les personnels et les matériels municipaux pouvant être mis à disposition de l'Association pour cette manifestation.

2) Subvention :
L'aide financière de la ville, d'un montant de 40.000 euros, a pour objectif de contribuer à l'animation de ces fêtes. Elle est attribuée en deux versements : 30 000 € avant la manifestation, 10 000 € après la manifestation sur présentation du bilan moral et financier.

3) Communication :
Au titre d'évènement organisé en partenariat avec la Ville, l'association bénéficie d'une communication sous la forme de :

- la mise à disposition d'abris-bus,
- la diffusion de la manifestation via les panneaux lumineux, le site internet de la ville, la page facebook et le compte instagram de la commune ainsi que l'agenda de l'été.

CONVENTION DE PARTENARIAT
Entre LA VILLE de LA TESTE DE BUCH
ET L'ASSOCIATION d'ANIMATION DES FETES DU PORT

pour l'organisation des Fêtes du Port 2022
(28, 29, 30, 31 juillet)

Entre :
La Ville de La Teste de Buch, représentée par Monsieur Patrick DAVET, Maire en exercice, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 14 décembre 2021, ci-après dénommée la Ville,

d'une part,

Et :
L'Association d'Animation des Fêtes du Port, représentée par Monsieur Patrick BORDAGARAY, Président en exercice, ci-après dénommée l'Association,

d'autre part,

La Ville de La Teste de Buch a décidé de développer l'action culturelle et festive en partenariat avec les associations locales et de formaliser les interventions de la collectivité auprès des organisateurs de manifestations dans ce domaine.

En raison de l'intérêt suscité par la mise en œuvre des Fêtes du Port qui constituent un élément essentiel de l'animation estivale de la Ville de La Teste de Buch, il y a lieu de définir, dans le cadre de la présente convention, les obligations et engagements réciproques qui régiront le partenariat entre l'Association d'Animation des Fêtes du Port qui prend en charge l'animation de ces fêtes et la Ville de La Teste de Buch.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

La Ville de La Teste de Buch apportera son soutien à l'Association d'Animation des Fêtes du Port par une subvention ainsi que par le prêt de matériel, aide d'agents municipaux et l'assistance du Service Communication de la Ville.

ARTICLE 2 : SUBVENTION

La Ville attribuera une subvention annuelle au vu de la présentation des documents de l'exercice écoulé (soit le rapport d'activités et le bilan financier) et des documents présentant le projet prévisionnel indiquant le montant de la subvention demandée.

Les crédits nécessaires à cette opération ont été prévus lors du vote du Budget Primitif au chapitre 65 – article 6574 – fonction 33 du budget communal, pour un montant de 40 000 € :

- 75 % de la subvention, soit 30 000 €, seront versés à l'Association au plus tard un mois avant la date de la manifestation, le complément, 10 000 €, sera versé un mois après la manifestation sous condition de présentation du bilan d'activité et du bilan financier détaillé établis par l'association.

ARTICLE 3 : PERSONNELS ET MATERIELS MUNICIPAUX

Personnels Municipaux :

La Ville permettra l'intervention de personnels municipaux nécessaires à la bonne marche de la manifestation en fonction des contraintes des services concernés.
En relation avec les chefs de services des agents, l'Association veillera au meilleur déroulement de ces interventions.

Matériels Municipaux :

La Ville mettra à la disposition de l'Association les matériels municipaux nécessaires à la bonne marche de la manifestation. La participation matérielle de la Ville sera établie au vu de la présentation des documents de l'exercice écoulé (soit le rapport d'activités et le bilan financier) et des documents présentant le projet et mentionnant les besoins en matériels, au plus tard deux mois avant la manifestation.
La Ville et l'Association élaboreront conjointement un document listant les personnels et les matériels municipaux pouvant être mis à disposition de l'Association pour cette manifestation.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

L'Association s'engage à faire apparaître dans l'ensemble de ses publications, la participation de la Ville, particulièrement sous forme de logos et d'annonces sonores lors de la promotion de la manifestation et après celle-ci.
Pour sa part la Ville réalisera :

- la mise à disposition d'abris-bus,
- la diffusion de la manifestation via les panneaux lumineux, le site internet de la ville, la page facebook et le compte instagram de la commune ainsi que l'agenda de l'été.

ARTICLE 5 : ASSURANCES

En qualité d'organisateur, l'Association souscrira toute assurance nécessaire et réglementaire à la couverture de la manifestation qu'elle organise. Celle-ci devra être de nature à exonérer la Ville en la matière.
L'Association devra également veiller à la tranquillité des riverains et sera responsable des désordres occasionnés du fait de la manifestation.

ARTICLE 6 : DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de l'organisation des Fêtes du Port et se clôturera au plus tard au 31 décembre 2022.
En cas de non-respect des engagements réciproquement convenus ci-dessus, chacune des parties pourra dénoncer la convention par lettre recommandée avec accusé réception. La résiliation prendra effet 15 jours après réception de l'envoi en recommandé.

En cas de litige, il conviendra dans un premier temps de rechercher un règlement amiable, notamment en soumettant à l'avis d'un médiateur reconnu, à défaut le différend pourra être porté devant la juridiction administrative de Bordeaux.

ARTICLE 7 : REDISTRIBUTION DE LA SUBVENTION

Monsieur Le Maire autorise l'Association d'Animation des Fêtes du Port à procéder à la redistribution de tout ou partie de la subvention à une ou plusieurs associations. En cas d'annulation de la manifestation pour quelque cause que ce soit, il est convenu que la subvention attribuée sera restituée à la Commune.

Fait à La Teste de Buch, le

Le Président de l'Association d'Animation des Fêtes du Port,

Patrick BORDAGARAY

Le Maire de La Teste de Buch,

Patrick DAVET

Monsieur le Maire :

Merci M Bouyroux nous étions l'autre jour 4 élus à l'assemblée générale des fêtes du port où nous avons réitéré notre soutien, notre confiance puisque nous avons renouvelé la subvention, qui avait été renouvelée l'an dernier même si ils n'avaient pu faire les fêtes, ce sont des fonds qu'ensuite ils redistribuent à des associations, nous passons au vote, tout le monde peut voter, et merci à son Président qui fait un gros travail.

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. AMBROISE **DEL2021-12-611**

MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU SECTEUR JEUNES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,

Vu la délibération du conseil municipal du 12 juillet 2018 approuvant le règlement intérieur de l'accueil multi-sites Kzo jeunes – club ados,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 23 septembre 2021 portant sur la création d'un structure d'Information Jeunesse au sein du secteur Jeunes ;

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 03 décembre 2021,

Vu le projet de règlement intérieur ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant que la Ville de la Teste de Buch souhaite faire évoluer son action à l'attention de la Jeunesse par le biais d'actions structurantes afin de s'adapter aux besoins et aux demandes des jeunes testerins,

Considérant que ces actions auront un effet sur le fonctionnement et l'aménagement de la structure d'accueil Jeunesse,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 07 décembre 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER la modification du règlement intérieur du secteur Jeunes de la Ville ci-joint.

Modification du règlement intérieur du secteur Jeunes
Note explicative de synthèse

Durant l'année 2021, l'équipe du secteur Jeunes a travaillé à la construction et à la préparation de deux projets forts permettant de répondre à des besoins identifiés lors d'un diagnostic préalable et en conformité avec le projet municipal.

Les besoins identifiés sont :

- Un travail de proximité de la part de l'équipe décliné par le biais d'une logique « hors les murs ». Concrètement il est apparu nécessaire que les animateurs municipaux soient présents dans les différents quartiers de la ville, dans des espaces identifiés comme lieux de rassemblement des jeunes afin d'aller directement à leur rencontre.
- La création d'une structure permettant d'informer et d'accompagner les jeunes sur tous les sujets qui les concernent : études, métiers, emploi – petits boulots, formation continue, vie quotidienne, droits, santé, logement, projets – initiatives, culture, loisirs, sports…

Ainsi, dès le début de l'année 2022, deux projets se concrétiseront afin de répondre à ces objectifs :

- Le B'arratin itinérant, structure mobile animée par l'équipe du secteur Jeunes, se déplacera sur l'ensemble du territoire afin de proposer un espace d'animation, de rencontre, de médiation sociale et culturelle.
- L'Information Jeunesse (ancien BIJ), qui sera animé par un membre de l'équipe Jeunesse, ouvrira ses portes au sein de l'Entrepotes (site Jean de Grailly) et se déclinera également en formule itinérante afin d'aller au contact des jeunes sur l'ensemble du territoire.

Ces nouveaux projets impliquent des modifications dans le fonctionnement du secteur Jeunes, et notamment dans l'aménagement et la structuration des locaux d'accueil. C'est pourquoi il apparaît nécessaire aujourd'hui de modifier le règlement intérieur du secteur Jeune afin d'y intégrer ces nouveautés dans l'article I (Fonctionnement). L'ensemble des autres articles (constitution du dossier, conditions d'admission, tarification et paiement…) restent inchangés.

La délibération a donc pour objet de :

– AUTORISER les modifications apportées dans le règlement intérieur du secteur Jeunes de la Ville.

SECTEUR JEUNES

L'ENTREPOT(E)S 11-17 ans

Contact : 06.50.87.20.71 – 06.07.43.35.10

Courriel : jeunesse@latestedebuch.fr

REGLEMENT INTERIEUR

Préambule

L'Entrepot(e)s est une structure d'actions socioculturelles déclarée auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale, de la Jeunesse et des Sports (DDCSJS). Cette institution accueille des jeunes de 11 à 17 ans.
C'est un lieu d'accueil, d'écoute, d'échanges, d'animation et de socialisation. Les objectifs pédagogiques sont :

- *Favoriser la participation active des jeunes*
- *Développer la dynamique du vivre ensemble*
- *Permettre de respecter le rythme du jeune*

ARTICLE 1 : FONCTIONNEMENT

I.1. Les OUVERTURES

En période scolaire
Sur cette période les jeunes sont accueillis les jours et horaire suivants :

- Mardi, jeudi et vendredi de 16h à 18h
- Mercredi de 12h30 à 18h (possibilité de prendre le repas sur le site)
- Samedi de 14h à 18h

Les animateurs sont présents sur le site Jean de Grailly de 9h30 à 18h.

Les horaires peuvent varier en fonction des projets. Les adolescents seront alors prévenus.
ATTENTION, L'Entrepot(e)s est fermé les samedis avant chaque période de vacances scolaires.

Les vacances scolaires
L'accueil des jeunes est organisé de 10h à 18h du lundi au vendredi.
L'Entrepot(e)s est ouvert chaque vacances scolaires, mis à part celle du mois de décembre.

Des convoyages peuvent être organisés sous certaines conditions (activités spécifiques, séjours, horaires …).
Des soirées peuvent être organisées par l'équipe d'animation ou sur demande des jeunes, en fonction des projets.

I.2. L'ACCUEIL

Un local : le site JEAN DE GRAILLY

Localisation
Adresse postale : *9 Bis Rue Jean de Grailly, 33260 LA TESTE DE BUCH*
Accès parking : *impasse du stade, 33260 LA TESTE DE BUCH*

Le site Jean de Grailly est situé au centre-ville de la commune, à proximité du collège Henri Dheurle, et de la gare. Des arrêts de transport en commun (Bus Baia) sont présents aux abords de la structure.

Le site est composé de deux bâtiments :

Un premier de 100m2 composé des espaces suivants :

Au rez-de-chaussée :

- Un **ESPACE MULTIMEDIA**, avec une console de jeux, deux ordinateurs, un vidéo projecteur,
- Une **CUISINE PEDAGOGIQUE**, avec trois postes de cuisson,
- Un **ESPACE COLLECTIF** (billard, baby-foot, etc.),

A l'étage :

- Les bureaux administratifs de l'équipe d'animation

Un deuxième bâtiment avec :

- Une **SALLE DE REUNION – ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE**
- Des **BIBLIOTHEQUES**

Pour information dans ce bâtiment se trouve également le Bureau Info Jeunes.

Des sanitaires extérieurs : 3 blocs WC dont un adapté pour les personnes à mobilité réduite et 3 lavabos.

Aux abords de la structure nous retrouvons différentes infrastructures municipales :
- un city stade (accès libre),
- le terrain de foot Jean de Grailly,
- la salle omnisports Pierre de Coubertin,
- la bibliothèque municipale…

Un DISPOSITIF ITINERANT : Le B'Aratin

A partir de cette année 2021/2022, L'Entrepot(e)s ouvre un volet itinérance afin de développer ses champs d'action et son impact sur les publics éloignés.

Le B'Aratin se compose d'une terrasse atypique et sera mobile sur l'ensemble du territoire. Il pourra également s'installer au cœur d'événements culturels, sportifs, etc.
Une programmation spécifique sera communiquée et disponible par mailing, site internet de la collectivité et auprès des animateurs.

I.3. CONTACTS

Téléphone : 06.50.87.20.71 et 06.07.43.35.10
Courriel : jeunesse@latestedebuch.fr

ARTICLE 2 : LA CONSTITUTION DU DOSSIER

Seule la fiche d'inscription peut rendre possible l'adhésion à l'Entrepot(e)s. Ce dossier est valable sur l'année scolaire en cours. Il doit être constamment mis à jour par les responsables légaux en fonction des évolutions de la famille (déménagement, changements de coordonnées téléphoniques, mise à jour des vaccins …). Il se compose de plusieurs éléments :

- **La fiche d'inscription** *
- Photocopie du livret de famille
- Assurance responsabilité civile couvrant l'enfant pendant les activités extra-scolaires
- Une attestation CAF d'une validité de moins d'un mois
- Carnet de santé ou photocopie des vaccinations
- **Fiche sanitaire *** + PAI le cas échéant
- **Règlement intérieur** *
- Règlement de l'adhésion annuelle à l'Entrepot(e)s, en espèces ou par chèque à l'ordre « régie recette ALSH et périscolaire »
- Photocopie du justificatif de domicile de moins de 3 mois
- Attestation d'aptitudes à la pratique des activités nautiques et aquatiques * (**)

**Documents disponibles sur le site de la Mairie*
(**) L'attestation d'aptitudes à la pratique des activités nautiques et aquatiques n'est pas obligatoire pour l'inscription. Par contre elle est nécessaire pour toute participation à une activité nautique. Pour récupérer ce document soit nous fournir le diplôme « savoir-nager » (test passé en Cm2 et/ou 6e) ou se rendre en piscine munit du document vierge pour le valider. Des sessions peuvent être proposées par L'Entrepot(e)s au mois de juin.

Les dossiers sont à retirer auprès des animateurs sur le site Jean de Grailly ou téléchargeables sur le site Internet de la Ville.

https://www.latestedebuch.fr/enfance-jeunesse/accueil-de-loisirs/clubs-ados-de-la-teste/

ARTICLE 3 : LES CONDITIONS D'ADMISSION

Le secteur Jeunes accueille les jeunes de 11 à 17 ans révolus. Ils doivent être au minimum âgés de 11 ans et être scolarisés au collège.

Le dossier d'inscription donne accès à l'ensemble de nos propositions. Seul l'accompagnement à la scolarité nécessite un rendez-vous entre l'adhérent, un responsable légal et un animateur, afin de définir ensemble les conditions de l'accompagnement.

Pour des questions de responsabilité et d'assurance, tout enfant non inscrit ne peut bénéficier ni des activités à l'extérieur de la structure, ni des séjours.
Son accueil physique dans les structures est laissé à l'appréciation de l'équipe d'animation.

ARTICLE 4 : L'ACCUEIL DES JEUNES EN SITUATION DE HANDICAP

La ville de La Teste De Buch a pris l'engagement dans sa charte Ville Handicap de 2015, d'accueillir les enfants et les jeunes porteurs de handicap, dans ses ALSH (Accueil de Loisirs Sans Hébergement).
Pour que cet accueil se déroule dans les meilleures conditions, un entretien préalable entre la famille, le jeune et la direction du site est indispensable.

Les difficultés du jeune, mais aussi ses envies de loisirs en collectivité seront examinées au cas par cas. Des temps d'évaluation devront se faire régulièrement entre les professionnels et la famille.
Le nombre de jeunes accueillis en même temps sera laissé à l'appréciation de l'équipe qui devra veiller au juste équilibre de la mixité handivalides.

ARTICLE 5 : LES INSCRIPTIONS

Les inscriptions sont effectives sur une année scolaire et peuvent être effectuées à tout moment. Une fois inscrits, les jeunes peuvent fréquenter L'Entrepot(e)s aux heures et périodes d'ouverture, décrites ci-dessous.
Les programmes d'activités sont élaborés par l'équipe d'animation et/ou avec les jeunes. Les animateurs/trices mettent en place des activités, séjours et projets en corrélation avec les besoins des jeunes et les orientations pédagogiques et éducatives du secteur Jeunes. Ceux-ci peuvent être anticipés ou spontanés.

Des informations relatives à la programmation sont envoyées par mail aux familles et sont disponibles sur le site de la ville : https://www.latestedebuch.fr/enfance-jeunesse/accueil-de-loisirs/clubs-ados-de-la-teste/.

Les inscriptions aux activités et séjours sont à effectuer directement auprès des animateurs du secteur Jeunes. Les activités ont un nombre de places limité en fonction du transport et de l'encadrement. Des séjours peuvent être organisés dans l'année, les places sont limitées et l'équipe veille à ce que le maximum de jeunes participe. Les dates d'inscription ou de pré-inscription sont communiquées par message, mail ou figurent dans la programmation.

Une activité ou un séjour peut être annulé si le nombre de participants n'est pas suffisant.

La validation d'une inscription à une prestation payante ne sera définitive qu'une fois le paiement effectué auprès de l'équipe.

ARTICLE 6 : TARIFICATION ET PAIEMENT

6.1. L'adhésion

L'adhésion à l'Entrepot(e)s est calculée en fonction des ressources et du Quotient Familial. Elle donne accès à l'ensemble de nos propositions. Celle-ci est annuelle et individuelle. Ces tarifs sont fixés chaque année, par délibération du Conseil Municipal.

6.2 Le paiement des activités et des séjours

La participation financière demandée aux familles pour le coût de certaines activités (dites de consommation) est de 30 %. La participation financière séjour est modulée en fonction des ressources et des Quotients Familiaux (Cf. grille tarifaire votée en Conseil Municipal).

En cas de difficulté de paiement, la famille peut se rapprocher de l'équipe d'animation.

6.3 Les modes de paiement

Le paiement doit être effectué au moment de l'adhésion et au moment des activités.
. Par chèque libellé à l'ordre de « Régie A.L.S.H. et périscolaire »,
Ou
. En numéraire.

6.4 Annulation – Absence – Retards

Dans un souci d'organisation, l'équipe demande aux jeunes et à leurs familles de prévenir de toute annulation de séjour au minimum 48H avant le départ.
En cas de non-respect du délai de prévenance, aucun remboursement ne pourra être effectué.
Seules les absences justifiées par un certificat médical pourront donner lieu à un remboursement sans préavis.
En cas de retour anticipé d'un séjour, la somme intégrale du séjour sera encaissée.

ARTICLE 7 : SANTE

Les jeunes doivent être à jour de leur vaccination.

Les allergies, l'asthme et tout autre aspect relatif à la santé du jeune doivent être signalés au moment de l'inscription et mentionnés sur la fiche sanitaire.
En cas d'accident, même d'apparence bénigne, l'animateur référent fera appel au Samu ou aux Pompiers, seuls habilités à évaluer la blessure et à assurer si besoin les conditions de

transport à l'hôpital. La famille sera prévenue simultanément, ou à défaut les personnes ressources mentionnées dans la fiche d'inscription.

En cas de maladie ou incident remarquable (mal de tête, mal au ventre, contusion, fièvre…) : les parents seront contactés dans les meilleurs délais pour venir chercher leur enfant, qui sera installé dans un endroit calme, sous la surveillance du personnel.
Les médicaments : l'équipe d'animation n'est pas autorisée à administrer de médicaments (paracétamol, etc…), sauf dans le cas d'un PAI (Protocole d'Accueil Individualisé), après entretien préalable avec la famille et sur présentation d'un certificat médical.

ARTICLE 8 : LES REPAS

Sauf cas exceptionnel (séjour, ateliers cuisine…), les parents sont entièrement responsables des repas et des encas fournis. Il en est de même pour les goûters et les pique-niques.

Merci de veiller à l'équilibre alimentaire des repas et des gouters. L'équipe d'animation y est sensible, ce point est évoqué dans le projet pédagogique. Les adolescents peuvent emmener des produits alimentaires à cuisiner sur place dans les cuisines pédagogiques et ainsi préparer leurs repas. Dans ces cas-là, les parents assument l'entière responsabilité de la qualité des produits emportés.

Le projet pédagogique de L'Entrepot(e)s met en avant une sensibilisation aux pratiques de développement durable. Il est demandé aux jeunes de venir avec des repas, pique-nique et autre « PRESQUE 0 DÉCHET ».

Le café et le thé sont proscrits pour les jeunes de 11 à 17 ans.

ARTICLE 10 : TRANSPORT

Le transport sur les lieux des activités et des séjours est assuré par des minibus conduits par l'équipe d'animation. Les jeunes peuvent néanmoins être amenés à se déplacer à pied, à vélo lorsque l'activité se trouve à proximité. Dans certains cas, ils pourront également emprunter le train, le bateau et les transports en commun.
Dans certains cas les rendez-vous peuvent s'organiser directement sur le lieu de l'activité. Il s'agit de l'organiser avec l'équipe d'animation.

ARTICLE 11 : PROGRAMMATION / RESERVATIONS

La programmation est communiquée par mail en fonction des périodes. Elle peut également être trouvée à L'Entrepot(e)s (sur le site Jean de Grailly), sur le site de la ville, en Mairie et sur les différentes structures partenaires.

Afin de permettre la participation d'un maximum d'adolescents, le fonctionnement peut être réajusté pour chaque période de vacances (nombre d'activités payantes, de séjours, fréquentation …).

Des listes d'attente sont constituées (en général par ordre d'inscription).

ARTICLE 12 : ASSURANCE - RESPONSABILITE

La Ville a souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux activités mises en place.
Pour autant, cette assurance ne dégage pas les parents de leur propre responsabilité. A ce titre, une assurance responsabilité civile pour les activités extra-scolaires doit être contractée par les parents. Elle est obligatoire.
Celle-ci doit être fournie lors de l'inscription.
Il est conseillé aux adolescents de ne pas porter ou apporter d'objets de valeurs (téléphone, bijoux, tablette, vélo, trottinette, skate-board…) lors de leur venue. La Ville décline toute responsabilité en cas de perte, détérioration ou vol d'effets personnels.

ARTICLE 13 : AUTORISATIONS/CONDITIONS D'ARRIVEES DES JEUNES

L'Entrepot(e)s a un mode de fonctionnement dit en **« structure ouverte** ». Cela signifie que les jeunes sont libres d'aller et venir sur les différents sites, durant les périodes d'ouverture, sans contre-indication de durée minimale ou maximale et peuvent quitter les lieux quand ils le souhaitent. Il n'y a pas de prise en charge totale des adolescents qui garantisse aux parents la présence de leur enfant sur le centre.

Certaines activités et soirées peuvent être organisées spécifiquement pour une catégorie d'âge.

Lorsqu'un jeune arrive dans la structure, celui-ci doit se présenter à l'équipe d'animation. Il doit impérativement parapher la feuille de présence (nom, prénom, heure d'arrivée). Il a l'obligation de noter son heure de départ lorsqu'il quitte le site et d'en avertir l'équipe d'animation.

Les jeunes peuvent être autorisés à se rendre ou à repartir seul des lieux d'activité.

Les jeunes sont autorisés à quitter seuls les structures sauf contre-indication écrite des parents. **Ce document pourra être réalisé après un rendez-vous préalable avec l'équipe d'animation.**

Dans des cas particuliers (soirées, séjours), des autorisations parentales peuvent être demandées.

ARTICLE 14 : VIE COLLECTIVE

Les adolescents doivent respecter un certains nombres de règles de vie pour le bon déroulement des activités :

- Porter une tenue vestimentaire cohérente avec l'activité pratiquée ;
- Respecter les autres : adolescents, animateurs, prestataires ou toutes autres personnes extérieures. Tout geste, parole violente ou injure ne seront pas

tolérés et pourront être soumis à une rencontre entre les représentants légaux et l'équipe d'animation ;
- Respecter les locaux et le matériel mis à disposition ;
- Respecter les consignes ;
- Ne pas apporter d'objets dangereux type arme blanche, cutter, etc. ;
- Ne pas fumer, ne pas « vapoter », ne pas consommer d'alcool, ni de boissons énergisantes ou de produits illicites sur les lieux et pendant les activités.

Les représentants légaux sont pécuniairement responsables de toute détérioration et devront prendre en charge la totalité des frais engendrés par les réparations et/ou remplacements.

Tout manquement à ces règles de vie sera signalé aux parents ou représentant légaux ; une exclusion temporaire ou définitive pourra être envisagée.

Patrick DAVET

Maire de La Teste de Buch
Conseiller Départemental de la Gironde

Monsieur le Maire :
Merci M Ambroise, les jeunes ont besoin de nous plus que jamais, il faut vraiment les aider, c'est ce que nous faisons.

Monsieur PASTOUREAU :
Nous vous présenterons des actions dans les prochains conseils, des actions nouvelles dans le cadre de l'aide à la jeunesse.

Monsieur AMBROISE :
Je voudrais prendre quelques instants pour commenter cette délibération d'apparence anodine, mineure, puisqu'il s'agit d'une simple modification de règlement et liée à une modification du fonctionnent, laquelle a pour but de permettre à l'entrepotes d'ouvrir un volet itinérance afin d'élargir son champ d'action et de toucher ainsi des publics éloignés.
Nous avons pour ce faire acquis un triporteur électrique, nous n'avons pas inventé l'entrepotes, il existait avant nous, mais nous n'avons jamais eu pour objectif de faire table rase du passé.

Nous cherchons à apporter des aménagements, des évolutions, j'insiste sur cette délibération parce que j'ai lu avec surprise dans sud-ouest que les membres de l'opposition divers droite étaient très inquiets, avaient le sentiment que le mandat du Maire n'avait même pas commencé après 1 an et demi d'exercice.
Alors je me suis interrogé sur l'origine d'une pareille cécité et je me suis dit qu'en mettant de côté la mauvaise foi il y a peut-être 2 explications : la 1ere est une erreur dans l'estimation de l'action politique, elle se constitue de divers éléments qui n'ont pas tous la même visibilité.
Il y a des évolutions, des innovations, il peut y avoir aussi des révolutions et je crois qu'il ne faut surtout pas limiter son regard aux seules actions spectaculaires, aux révolutions en quelque sorte pour jauger l'action d'un maire.
Je pense au contraire que l'addition de multiples mesures en apparence mineures mais mises en cohérence est très efficace et je voudrais citer la formule d'un prêtre qui est décédé : « quiconque attend de poser des actions d'éclat pour donner sa mesure humaine risque de n'être jamais un homme » ; je crois que l'on peut parfaitement appliquer ça à la situation d'un maire, tout maire qui attend de poser des actions d'éclat pour donner sa mesure risque de n'être jamais un maire.
2ème explication, elle est d'ordre pathologique, c'est une sorte d'amnésie traumatique, un trouble mémoriel lié à un choc impensable : la perte des élections quand on était tellement sûr d'être réélu une 3ème fois avant peut-être une 4ème.
Pour les gens qui pensent que le mandat n'a pas commencé effectivement je crois qu'il n'a pas commencé parce que dans leur esprit, l'élection n'a jamais eu lieu, cet événement ne s'est jamais produit, il est enfoui, occulté au plus profond de leur inconscient.

Pour conclure je dirai que face à l'échec il y a 2 attitudes, une attitude stérile qui consiste à considérer que c'est la faute des autres, on a perdu à cause de l'arbitre à cause des coups bas de l'adversaire, de l'état du terrain, du comportement des spectateurs, bref c'est de la faute de tout le monde mais pas de la sienne, ça c'est une attitude stérile.
La deuxième attitude qui est fructueuse, consiste à savoir se remettre en question et je voudrais inviter les gens qui sont concernés par le jugement que j'ai évoqué tout à l'heure à lire un petit ouvrage du philosophe Charles Pépin qui s'appelle « les vertus de l'échec » ils y découvriront que l'on peut même en arriver à réussir ses échecs mais à condition de savoir se remettre en question. C'est la psychothérapie que je leur souhaite.

Madame DELMAS :
Vous m'avez beaucoup amusée Monsieur

Monsieur le Maire :
Nous on s'amuse beaucoup toute la semaine, on travaille beaucoup aussi, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme TILLEUL **DEL2021-12-612**

CONVENTION D'OCCUPATION DU SITE DE L'ILE AUX OISEAUX EN VUE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE RENOVATION DE LA CABANE DE GESTION N°21

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2121-29 ;

Vu l'Article L 322-10 du Code de l'Environnement;

Vu le code de la commande publique et notamment ses articles L2411-1 et suivants

Vu la convention de gestion de l'Ile aux Oiseaux signée le 1er juillet 2014 entre le Conservatoire du Littoral et la Commune de La Teste de Buch ;

Vu le projet de convention d'occupation ci-annexé ;

Mes chers collègues,

Considérant que la cabane n°21 est affectée par le Conservatoire du Littoral à la Commune en tant que cabane de gestion,

Considérant que l'état actuel de la cabane ne permet plus un usage adapté,

Considérant que la nature des travaux nécessaires au rétablissement de son usage ne relève pas d'un simple entretien ou d'une maintenance autorisés par la convention de gestion de l'Ile aux Oiseaux signée le 1er juillet 2014 entre le Conservatoire du Littoral et la Commune,

Considérant qu'une délégation de maitrise d'ouvrage du Conservatoire du Littoral permettra à la Commune de réaliser ces travaux,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collectivité et associative du 07 décembre 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention d'occupation du site de l'Ile aux Oiseaux entre le Conservatoire du Littoral et la Commune de La Teste de Buch ci-annexée,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer ladite convention et tout autre acte à intervenir pour sa mise en œuvre.

CONVENTION D'OCCUPATION DU SITE DE L'ILE AUX OISEAUX EN VUE DE LA REALISATION DE TRAVAUX DE RENOVATION DE LA CABANE DE GESTION N°21
Note explicative de synthèse

I. Contexte

- **La gestion de l'Ile aux Oiseaux**

Le Domaine Public Maritime (DPM) de l'Ile aux Oiseaux a été attribué au Conservatoire du Littoral par l'Etat en 2004. Le Conservatoire du Littoral a ensuite confié la gestion du site à la Commune de La Teste de Buch, par convention en date du 1er juillet 2014.

En tant que gestionnaire, la Commune met en œuvre un plan de gestion, adopté en 2013. Il fixe les priorités suivantes :

- Disposer d'une connaissance suffisante et renouvelée, socle d'une stratégie de gestion efficace et partagée,
- Assurer la préservation et l'amélioration de l'équilibre et de la qualité des écosystèmes de l'Ile aux oiseaux,
- Maintenir une présence humaine compatible avec la conservation du patrimoine naturel et garante de la qualité architecturale et paysagère de l'Ile,
- Préserver l'identité paysagère et architecturale de l'Ile aux oiseaux,
- Garantir le respect de l'ensemble des réglementations sur le site de l'Ile aux Oiseaux.

La Commune est affectataire de trois cabanes parmi les 42 cabanes situées sur le DPM : deux à l'intérieur de l'Ile, les cabanes de gestion n°21 et 44, et la cabane tchanquée n°53, ouverte ponctuellement au public et aux scolaires.
Les autres cabanes situées sur le domaine public sont occupées par des particuliers dans le cadre d'Autorisations d'Occupation Temporaires (AOT) attribuées par le Conservatoire du Littoral.

- **La cabane de gestion n°21**

Son usage :
Cette cabane doit permettre d'abriter et de mettre en sécurité les gardes-gestionnaires employés par la Commune, notamment dans un contexte insulaire qui peut représenter des risques en cas, par exemple, de conditions climatiques rendant impossible un retour à terre.
Par ailleurs, cette cabane doit permettre d'accueillir des prestaires et des partenaires dans le cadre de la réalisation de missions nécessitant de rester sur place plusieurs jours d'affilé, y compris la nuit. En effet, les interventions sur le site sont complexes, car rythmées par les horaires des marées et les conditions de navigation.
Enfin, la cabane doit permettre de stocker du matériel nécessaire à la gestion de l'Ile aux Oiseaux (petit outillage).

Projet de rénovation :
Les travaux de rénovation de la cabane permettront de retrouver un usage adapté aux besoins de la Commune en tant que gestionnaire de l'Ile aux Oiseaux. En effet, son état dégradé ne permet plus aujourd'hui son utilisation dans de bonnes conditions.

Dans le cadre des travaux de rénovation, il est prévu :

- un démontage partiel de la cabane avec maintien des éléments liés à l'ossature, à la structure et aux fondations
- une reconstruction à l'identique du bâti (sans agrandissement et avec une apparence extérieure inchangée) conformément à la Déclaration Préalable à déposer
- une amélioration du bâti, notamment avec une meilleure isolation

Le cahier des prescriptions architecturales et paysagères de l'Ile aux Oiseaux sera respecté.

Le coût estimatif des travaux s'élève à 147 000 € ttc, pris en charge par le budget annexe de l'Ile aux Oiseaux.



Figure 1- façade principale cabane n°21 (sud)



Figure 2 – vue façades Nord/Est cabane n°21

II. Convention d'occupation du site de l'ile aux oiseaux en vue de la réalisation de travaux de rénovation de la cabane de gestion n°21

La convention de gestion de l'Ile aux Oiseaux signée le 1er juillet 2014 entre le Conservatoire du Littoral et la Commune de La Teste de Buch prévoit que cette dernière peut effectuer des travaux d'entretien et de maintenance des bâtiments qui lui sont affectés.

Or, les travaux prévus vont au-delà d'un entretien ou d'une maintenance et il est donc nécessaire de prévoir une délégation de maitrise d'ouvrage du Conservatoire du Littoral à la Commune.

Le projet de convention d'occupation du site de l'Ile aux Oiseaux permet de définir les modalités de cette délégation de maitrise d'ouvrage.

La délibération a donc pour objet d' :

- APPROUVER les termes de la convention de délégation de maitrise d'ouvrage entre le Conservatoire du Littoral et la Commune de La Teste de Buch ci-annexée,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation du site de l'Ile aux Oiseaux en vue de la réalisation de travaux de rénovation de la cabane de gestion n°21

CONVENTION D'OCCUPATION DU SITE DE L'ILE AUX OISEAUX (33-724) EN VUE DE L'AMENAGEMENT ET LA REALISATION DE TRAVAUX.

Vu l'Article L 322-10 et l'article R 322-12 du Code de l'Environnement ;

Vu la délibération du Conseil d'administration du Conservatoire du littoral du 5 mars 2020 approuvant la convention type ;

Vu l'article L 322-6-1 du code de l'environnement ;

Vu la convention-type visée par le contrôle général économique et financier en date du 28 février 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de La Teste de Buch en date du 14 décembre 2021 approuvant la présente convention entre le Conservatoire du Littoral et la Ville de La Teste de Buch,

ENTRE

le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, représenté par sa directrice Agnès VINCE, agissant en application de l'article R. 322-37 du Code de l'environnement, et ci-après appelé **« le Conservatoire »**

d'une part

ET

La Commune de La Teste de Buch représentée par son Maire Patrick DAVET, Gestionnaire du site par convention passée avec le Conservatoire du Littoral en date du 1er juillet 2014, et ci-après appelé(e) **« le Bénéficiaire »**

d'autre part

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Préambule général

La présente convention est établie en application de l'article L.322-10 du Code de l'Environnement qui prévoit que "*l'aménagement et la réalisation des travaux portant sur des immeubles relevant du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres peuvent être confiés, en vue d'assurer la conservation, la protection et la mise en valeur des biens, à l'une des personnes publiques ou privées désignées à l'article L. 322-9 du présent code dans le cadre d'une convention d'occupation n'excédant pas trente ans. Les missions confiées doivent être conformes à la mission poursuivie par le Conservatoire. Cette convention peut habiliter le bénéficiaire à accorder des autorisations d'occupation non constitutives de droits réels d'une durée n'excédant pas celle de la convention (…). Le bénéficiaire est choisi librement. En fin de convention d'occupation, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité pour les améliorations apportées à l'immeuble*".

Le Conservatoire du littoral transfère la responsabilité de la conception et de la réalisation d'un programme de travaux :
la maîtrise d'ouvrage des travaux visés par la présente convention est transférée au bénéficiaire.

Cette convention n'est pas constitutive de droits réels sur les biens concernés.

Article 1 : Objet

Conformément aux articles L 322-10 et L 322-9 du Code de l'Environnement, le Conservatoire confie à la Commune de La Teste de Buch, qui est gestionnaire du site par convention en date du 1er Juillet 2014, l'aménagement et la réalisation de travaux définis à l'article 4 ci-après, sur les terrains du site de l'Île aux Oiseaux qui lui ont été attribués par l'Etat.

La présente convention définit les droits et obligations des parties contractantes.

Article 2 : Consistance des biens concernés :

Les biens concernés par la présente convention consistent en :
- La cabane de gestion n°21, conformément au plan en annexe 1 à la présente convention.

Article 3 : Principes d'aménagement et de réalisation des travaux.

3.1 Disposition générale

Il est ici rappelé que conformément à l'article L 322-1 du Code de l'Environnement, l'intervention du Conservatoire sur le site de l'Île aux Oiseaux a pour objectifs la sauvegarde de l'espace littoral ainsi que le respect des sites naturels et de l'équilibre écologique et conformément à l'article L 322-9 du Code de l'Environnement « ce domaine est ouvert au public dans la limite de la vocation et de la fragilité de chaque espace ».

Les terrains objet des présentes ont fait l'objet d'un Plan de gestion approuvé par le Conservatoire et le gestionnaire en 2013 fixant notamment les priorités suivantes:

➢Disposer d'une connaissance suffisante et renouvelée, socle d'une stratégie de gestion efficace et partagée

➢Assurer la préservation et l'amélioration de l'équilibre et de la qualité des écosystèmes de l'Ile aux oiseaux
➢Maintenir une présence humaine compatible avec la conservation du patrimoine naturel et garante de la qualité architecturale et paysagère de l'Ile
➢Préserver l'identité paysagère et architecturale de l'Ile aux oiseaux
➢Garantir le respect de l'ensemble des réglementations sur le site de l'Ile aux oiseaux

Les principes de gestion et d'aménagement du site devront dans tous les cas être conformes aux prescriptions du plan de gestion, dont le bénéficiaire déclare avoir pris connaissance, et respecter les réglementations d'urbanisme applicables.
Sur ce dernier point, le bénéficiaire instruira et déposera **les demandes d'autorisations préalables aux travaux qui seront visées par le Conservatoire et établies en son nom**.

Le Bénéficiaire s'engage à communiquer au Conservatoire, préalablement à la réalisation du chantier, les plans d'exécution des ouvrages et de conduite du chantier.

Pour les bâtiments, les travaux autorisés devront avoir un caractère exemplaire quant à leur qualité architecturale et leur insertion paysagère.
Cette exigence vaut également pour le choix des matériaux et pour la consommation d'énergie des locaux par référence aux prescriptions du label Haute Qualité Environnementale (HQE) ou d'autres démarches de développement durable.

3.2 Dispositions particulières

Le Bénéficiaire devra stipuler, dans tous les contrats et marchés qu'il serait amené à passer avec des tiers, que le Conservatoire en tant que propriétaire, sera subrogé au Bénéficiaire dans toutes les garanties légales ou particulières prévues aux contrats notamment concernant les travaux sur le bâti dans l'hypothèse de la résiliation de la présente convention du fait du Bénéficiaire.

Article 4 : Programme et enveloppe financière prévisionnels.

4.1 – Programme des travaux

L'opération consiste en la réalisation de :
- travaux de **rénovation de la cabane de gestion n°21**
Le programme prévisionnel des travaux est défini à l'annexe 2 à la présente convention.

L'ensemble des travaux sera conduit par le Bénéficiaire ou confié à des entreprises intervenant sous sa maîtrise d'ouvrage.
Dans le cas où, au cours de cette mission, le Conservatoire ou le Bénéficiaire estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière, un avenant à la convention devra être conclu avant la mise en œuvre de ces modifications.

Le Bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme défini en annexe et de la réglementation en vigueur au regard notamment du Code de la Commande Publique.

Toute nouvelle tranche de travaux devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention signé par les parties.

4.2 – Montant des travaux

L'enveloppe financière des travaux de rénovation de la cabane de gestion n°21 est fixée à titre indicatif à **147 000 € ttc**[1], selon le détail figurant en annexe 2 de la présente convention. Elle sera prise entièrement en charge par le Bénéficiaire.
La modification de la répartition des dépenses pourra être amendée par voie d'avenant par la suite.

Article 5 : Suivi -Evaluation

➢ Des réunions de suivi seront organisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux à la diligence du Bénéficiaire ou du Conservatoire du littoral.

➢ A la fin des travaux, le Bénéficiaire adresse au Conservatoire du littoral un compte rendu des travaux achevés accompagné d'un bilan financier exhaustif des investissements réalisés. Une visite sur place est organisée à la suite de laquelle est délivré un procès-verbal de réception sans réserve des travaux réalisés valant quitus pour le bénéficiaire, et acceptation des travaux par le Conservatoire transférant la propriété des travaux à cette date.

➢ En cas de désaccord les parties pourront s'en remettre à un tiers compétent en la matière choisi d'un commun accord.
Si le désaccord subsiste le Conservatoire fera application des clauses prévues à l'article 10 ci-après.

Article 6 : Occupations du bâtiment et sous-traitance.

6.1 – Conditions générales

6-1-1 Conditions d'occupation

L'occupation étant la condition indispensable et consubstantielle à la réalisation des travaux visés par la présente convention, celle-ci est délivrée à titre gratuit pour la durée des travaux.

6-1-2 Etat des lieux

Le Bénéficiaire de la présente convention prend le terrain et les installations dans leur état au jour de son entrée en jouissance, et ne peut exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre le Conservatoire, ni réclamer aucune indemnité pour quelque cause que ce soit.

6.1.3 Respect des lois et règlements

Les lois et règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail, à l'urbanisme, à la police, aux monuments historiques classés et, d'une manière générale, les lois et règlements applicables, doivent être strictement respectés par le Bénéficiaire.

[1] "Les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient également des attributions du Fonds de compensation pour la TVA au titre des dépenses d'investissement réalisées à compter du 1er janvier 2005 sur des biens relevant du Conservatoire du littoral. Seules ouvrent droit aux attributions du fonds les dépenses d'investissement réalisées par les collectivités territoriales ou leurs groupements ayant conclu une convention avec le Conservatoire, précisant notamment les équipements à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties". Article L 1615-2 du CGCT.

Article 7 : Responsabilités et assurances

7-1 Dommages

Le bénéficiaire est responsable de tout dommage causé par la mise en place ou l'exploitation des réalisations.

7-2 Assurances

Le bénéficiaire se garantit contre tout dommage.

Il souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile dans tous les cas où elle pourrait être recherchée, notamment du fait de son occupation des lieux, des entreprises, de l'existence et de l'exploitation des ouvrages et installations.
En ce qui concerne les dommages aux personnes, le montant couvert devra être du maximum possible sur le marché national de l'assurance et si possible illimité.

Une clause expresse spécifie que les polices d'assurances sont automatiquement résiliées dès la fin de l'occupation quelle qu'en soit la cause.

Les attestations d'assurance et quittances doivent être communiquées au Conservatoire sur simple demande.

Article 8 : Disposition d'exécution

8.1 - Produits de la gestion

Si le Bénéficiaire perçoit à son profit les produits des parcelles concernées, conformément à l'article L 322-10, « il doit procéder au reversement périodique au Conservatoire du surplus des produits qui n'ont pas été affectés à la mise en valeur et à la gestion du bien »

8.2 - Durée

La durée de la présente convention est de un an, à compter de sa signature.

Article 9 : Sort des installations et équipements à l'issue de la convention

A l'issue du titre d'occupation, les installations et les équipements nouvellement réalisés seront incorporés au domaine public du Conservatoire sans que celui-ci soit tenu au versement d'aucune indemnité.

Article 10 : Résiliation

10.1- Résiliation amiable

La résiliation ou la modification de la présente convention ne peut intervenir avant son terme, sauf accord entre les parties qui devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention qui en précisera les modalités.

10.2 – Résiliation de l'autorisation à l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut obtenir la résiliation de la présente autorisation en notifiant sa décision par lettre recommandée adressée au Conservatoire, moyennant un préavis de deux mois.

En outre, cette résiliation ne pourra prendre effet que sous les conditions suivantes :

➢ Le Bénéficiaire devra terminer les tranches de travaux en cours jusqu'à leur achèvement définitif et solder financièrement tous les contrats et marchés qu'il pourrait avoir contractés afin que le Conservatoire ne puisse être inquiété à quelque titre que ce soit.

➢ Il devra dénoncer tous les contrats et assurances qu'il aurait contractés vis à vis des biens objet des présentes en veillant à régler toutes les factures.

Dans ce cas, aucune indemnisation ne sera due par le Conservatoire à quelque titre que ce soit.

10.3 – Retrait de l'autorisation d'occupation par le Conservatoire pour inexécution des clauses et conditions

Faute par le bénéficiaire de se conformer à l'une quelconque des conditions générales ou particulières de la présente convention et notamment en cas de :

- Cession partielle ou totale de l'autorisation sans agrément du Conservatoire,
- Non-exécution totale ou partielle des travaux prévus à l'article 4.1 entraînant un risque de perte d'intégrité du domaine du Conservatoire,
- Sous-location partielle ou totale, ou perte par le bénéficiaire des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur,

La présente convention peut être retirée par décision motivée du Conservatoire deux mois après en avoir informé le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Un constat contradictoire entre le Conservatoire et le bénéficiaire aura été dressé au préalable.
Ce retrait de l'autorisation sera notifié en recommandé avec A/R et se fait sans indemnité de quelque nature que ce soit.

10.4 - Retrait de l'autorisation d'occupation par le Conservatoire pour un motif d'intérêt général, en particulier en cas de modifications législative ou réglementaire s'imposant au Conservatoire.

Nonobstant la durée prévue à l'article 8.2 ci-dessus, la présente convention peut être retirée par le Conservatoire, à tout moment, si l'intérêt général l'exige ou en cas de résiliation par l'Etat d'une convention d'attribution (L 322-6-1 du code de l'environnement) portant sur les biens visés à l'article 2.
Dans ces cas, conformément à l'article R 322-12 du Code de l'environnement, « le bénéficiaire est indemnisé pour la partie non amortie des aménagements et des travaux qu'il aura réalisés avec l'accord du Conservatoire » sur ses fonds propres.
Les modalités d'information du Bénéficiaire sont les mêmes que dans le cas de retrait pour inexécution des clauses et conditions.

10.5 - Caducité.

Tout changement législatif ou réglementaire affectant un ou plusieurs articles de la Convention, en particulier toute modification des articles L 322-9 et L 322-10 du Code de l'Environnement ou de leurs textes d'application, entraînera la caducité de cette convention, sauf avenant la mettant en conformité.

Article 11 : Impôts et frais

Le Bénéficiaire supportera tous les frais inhérents à la présente autorisation. En accord entre les parties, les impôts fonciers, auxquels sont ou pourraient être assujettis les biens faisant l'objet de la présente autorisation, continueront à être supportés par le Conservatoire du littoral.

Article 12- Litiges

La présente convention étant un contrat administratif, seul le tribunal administratif de Bordeaux est compétent pour régler les éventuels conflits entre les partenaires.

A……, le……..

Le Conservatoire du littoral Le Bénéficiaire

ANNEXE 1 : PLAN DU SITE
ANNEXE 2 : PROGRAMME PREVISIONNEL ET ENVELOPPE FINANCIERE DE TRAVAUX

ANNEXE 1: PLAN DU SITE


Localisation Cabane de gestion n°21
Échelle 1 : 10 159
0
200 m

ANNEXE 2 : PROGRAMME PREVISIONNEL ET ENVELOPPE FINANCIERE DE TRAVAUX

- **Descriptif des travaux**

- Démontage partiel de la cabane avec maintien des éléments liés à l'ossature, à la structure et aux fondations

- Reconstruction à l'identique conformément à la Déclaration Préalable à déposer

- Amélioration du bâti, notamment avec une meilleure isolation et possibilité d'y incorporer des éléments photovoltaïques, conformes à la réglementation, de manière à en renforcer l'autonomie énergétique.

- **Coût estimatif**

Le coût estimatif sélève à 147 000 € ttc.

Monsieru le Maire :
Merci Mme Tilleul,

Madame TILLEUL :
C'est des gros tavaux qui sont à mettre en œuvre, nous avons des agents sur sites, aujourd'hui des travaux d'urgence pour être en adéquation avec la sécurité de nos agents.

Monsieru le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BERILLON **DEL2021-12-613**

ANIMATION DU SITE NATURA 2000 « ZONES HUMIDES DE L'ARRIERE DUNE DES PAYS DE BORN ET DE BUCH »

Convention de participation financière entre la Communauté de Communes des Grands Lacs et la commune de La Teste de Buch (année 2021)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5111-1 et L5111-1-1;

Vu la délibération 2021-063a du 30 mars 2021 du conseil communautaire de la Communauté de Communes des Grands Lacs, approuvant le plan de financement du programme d'actions 2021 et sollicitant les subventions pour l'animation du site Natura 2000 « zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch » pour la période 2021 à 2023,

Vu le projet de convention ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant que la Commune de La Teste de Buch est située dans le périmètre du site Natura 2000 « Zones humides de l'arrière dune des Pays de Born et de Buch »,

Considérant que les modalités d'animation et de gestion de ce site sont portées par la Communauté de Communes des Grands Lacs,

Considérant le plan de financement prévisionnel de la Communauté de Communes des Grands Lacs pour les missions qu'elle porte incluant notamment des subventions auprès des partenaires financiers (Europe, Etat notamment),

Considérant que le solde est réparti selon une clé de répartition basée sur un calcul pondéré par la surface du site Natura 2000 incluse sur chaque collectivité comme suit :

- Communauté de communes des Grands Lacs : 70 %
- Ville de La Teste-de-Buch : 17 %
- Communauté de communes de Mimizan : 11 %
- Communauté de communes Cœur Haute Lande : 2 %

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 07 décembre 2021 de bien vouloir :

– ACCEPTER la participation financière de la Commune au financement de l'animation du site Natura 2000 « Zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch »,

– AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe et tout autre acte à intervenir.

ANIMATION DU SITE NATURA 2000 « ZONES HUMIDES DE L'ARRIERE DUNE DES PAYS DE BORN ET DE BUCH »
Convention de participation financière entre la Communauté de Communes des Grands Lacs et la commune de La Teste de Buch (année 2021)

Note explicative de synthèse

I. Le dispositif européen Natura 2000

Natura 2000 a pour objectif de préserver la diversité biologique en Europe par la constitution d'un réseau de sites naturels dont le but est de concilier biodiversité et activités humaines, dans une logique de développement durable.

Le réseau Natura 2000 est constitué de sites désignés pour assurer la conservation de certaines espèces d'oiseaux (Directive « Oiseaux » de 1979), et de sites permettant la conservation de milieux naturels et d'autres espèces de faune et de flore (Directives « Habitats-Faune-Flore » de 1992).

II. Le site des zones humides de l'arrière dune des pays de born et buch

Ce site, désigné au titre de la Directive Habitats-Faune-Flore, concerne la chaîne des grands lacs du nord des Landes et leurs principaux affluents. D'une superficie supérieure à 12 000 hectares, ce site touche 14 communes landaises et une commune girondine : La Teste-de-Buch.

Il possède une multitude d'habitats et compte de nombreuses espèces animales et végétales. Certaines de ces espèces dépendent directement du maintien en bon état de milieux naturels spécifiques (c'est le cas par exemple de l'Isoète de Bory qui ne se développe que dans des eaux oligotrophes, uniquement présentes sur le lac de Cazaux-Sanguinet).

La Communauté de Communes des Grands Lacs porte l'animation du document de gestion de ce site, le document d'objectifs (DOCOB) depuis 2014.

Les objectifs de développement durable du DOCOB sont les suivants :

Objectifs généraux (enjeux)	Objectifs opérationnels		Espèces concernées	Habitats concernés
A. Enjeux transversaux	A1.	Maintenir une vigilance et une lutte contre les espèces invasives (animales et végétales)	Loutre et Vison, Cistude d'Europe	Habitats aquatiques, milieux dunaires, boisements
	A2.	Maintenir des niveaux d'eau compatibles avec les exigences écologiques des milieux	Toutes les espèces	Habitats aquatiques, milieux ouverts, marais et tourbières et boisements
	A3.	Sensibiliser, informer les utilisateurs du site aux enjeux écologiques du territoire et animer	Toutes les espèces	Tous les habitats
B. Assurer la conservation des milieux aquatiques et ouverts des rives d'étangs	B1.	Maintenir les milieux ouverts en favorisant les pratiques agropastorales	Toutes les espèces	Lacs, milieux ouverts et marais et tourbières
	B2.	Limiter les impacts de l'activité nautique, touristique et récréative sur les habitats et les espèces	Loutre, Vison, Cistude d'Europe, Isoète de Bory et Faux-cresson de Thore	Lacs, milieux ouverts et marais et tourbières
C. Assurer la conservation des habitats forestiers, du réseau hydrographique, et favoriser la mosaïque de paysage	C1.	Maintenir la mosaïque d'habitats, entretenir le corridor feuillu, restaurer et gérer les milieux ouverts	Loutre, Vison, Cistude d'Europe, Chauves-souris, insectes, poissons et Fluteau nageant	Rivières, boisements, milieux ouverts et tourbières
	C2.	Travailler sur la réduction d'apports de polluants	Toutes les espèces	Rivières et milieux ouverts
	C3.	Limiter l'ensablement des milieux	Toutes les espèces	Rivières
D. Protéger les habitats dunaires et halophiles	D1.	Conserver la naturalité des milieux	Loutre, Vison, chauves-souris et insectes	Milieux dunaires et halophiles
	D2.	Améliorer les conditions d'accueil du public en veillant à diminuer son impact sur les milieux	Loutre, Vison et chauves-souris	Milieux dunaires et halophiles
	D3.	Restaurer les milieux dégradés	Toutes les espèces	Milieux dunaires et halophiles
E. Lutter contre les sources de mortalité, de dégradation et de dérangement des espèces, et conserver leurs habitats respectifs	E1.	Prendre en compte les exigences des espèces lors de travaux ou manifestations	Toutes les espèces	Tous les habitats
	E2.	Limiter les risques de mortalité directe et indirecte des espèces d'intérêt communautaire	Toutes les espèces	Tous les habitats
F. Améliorer les connaissances sur la biodiversité	F1.	Améliorer les connaissances sur la faune et la flore	Toutes les espèces	-
	F2.	Améliorer les connaissances sur les habitats	-	Tous les habitats

Les principales missions qui incombent à la Communauté de Communes des Grands Lacs, porteurs de l'animation du site, sont :

- sensibilisation et information des usagers sur les enjeux du site,
- proposition des contrats Natura 2000 aux ayants droits,
- communication sur les prescriptions de gestion de la Charte Natura 2000 et proposition aux propriétaires de s'engager à les respecter,
- accompagnement à l'application du régime réglementaire d'évaluation d'incidences,
- amélioration des connaissances et suivi,
- mise à jour du DOCOB

III. Modalités de financement

Chaque année, la Communauté de Communes des Grands Lacs présente un plan de financement prévisionnel pour les missions qu'elle porte. Elle élabore une demande de subventions auprès des partenaires financiers (Europe et Etat notamment).

Le solde est réparti selon une clé de répartition basée sur un calcul pondéré par la surface du site Natura 2000 incluse sur chaque collectivité :

- Communauté de communes des Grands Lacs : 70 %
- Ville de La Teste-de-Buch : 17 %
- Communauté de communes de Mimizan : 11 %
- Communauté de communes Cœur Haute Lande : 2 %

Le montant prévisionnel de la contribution de chaque collectivité partenaire est notifié dans la convention.

Pour l'année 2021, le montant prévisionnel du programme d'actions s'élevait à :
35 838,71 € TTC, dont un solde autofinancé de 7 167,74 € (20 %).

La participation prévisionnelle de la ville de La Teste de Buch s'élève à :
1 218,52 € TTC (17% de l'autofinancement)

Ce remboursement s'effectue, après appel de fonds de la communauté de communes des Grands Lacs, en année n+1, au vu des dépenses réelles et pièces justificatives fournies.

IV. Objet de la délibération

La délibération a donc pour objet de :

- ACCEPTER la participation financière de la Commune au financement de l'animation du site Natura 2000 « Zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch »,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe et tout autre acte à intervenir.

PJ : projet de convention

CONVENTION DE PRESTATION DES SERVICES
ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES GRANDS LACS
ET LA VILLE DE LA TESTE-DE-BUCH
ANNEE 2021

Entre

La communauté de communes des Grands Lacs, représentée par sa Présidente, Françoise DOUSTE, 29 avenue Léopold Darmuzey 40160 PARENTIS EN BORN

Et

La ville de La Teste-de-Buch, représenté par son Maire, Patrick DAVET, sis Hôtel de ville, 33164 LA TESTE DE BUCH, d'autre part,

Vu les articles L 5111-1 et L 5111-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant les possibilités et modalités d'association des collectivités territoriales pour l'exercice de leurs compétences,

Vu la délibération 2020-048 du conseil de la communauté de communes des Grands Lacs donnant délégation de signature à la Présidente,

Vu la délibération 2021-063a du 30 mars 2021 du conseil de la communauté de communes des Grands Lacs confirmant la candidature de la structure au portage de l'animation du site Natura 2000 « zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch » pour la période 2021 à 2023,

Vu la délibération 2021-064a du 30 mars 2021 du conseil de la communauté de communes des Grands Lacs sollicitant l'Union Européenne au titre du FEADER ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet et durée de la convention

Le site Natura 2000 FR7200714 intitulé « Zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch » concerne les 15 communes suivantes (du nord au sud) :

- La Teste-de-Buch,
- Sanguinet,
- Biscarrosse,
- Parentis-en-Born,
- Ychoux,
- Gastes,
- Sainte-Eulalie-en-Born,
- Mimizan,
- Aureilhan,
- Bias,
- Saint-Paul-en-Born,
- Pontenx-les-Forges,
- Escource,
- Luë,
- Labouheyre.

Trois E.P.C.I. et une commune sont alors touchées entièrement ou partiellement :

- la Communauté de communes des Grands Lacs,
- la Communauté de communes de Mimizan,
- la Communauté de Communes Cœur Haute Lande,
- la ville de La Teste-de-Buch.

Le COPIL a été installé en juillet 2010 à Sanguinet et comprend l'ensemble des usagers concernés répartis en 3 collèges : les collectivités territoriales et leurs groupements, les services et établissements publics de l'Etat, les organisations socio-professionnelles, représentants des propriétaires et exploitants de biens ruraux, les associations, usagers et deux personnes qualifiées.

La présente convention vise à assurer la gestion du site Natura 2000 à l'échelle de son périmètre, plus large que celui de la communauté de communes des Grands Lacs et d'en prévoir les modalités de financement pour une durée d'un an renouvelable.

Article 2 : Durée de la convention

Cette prestation de service prend effet à compter du 1er mars 2021 pour une durée d'un an.

Article 3 : Condition d'emploi

Le travail de l'animateur Natura 2000 est organisé par un comité de pilotage réunissant les 70 usagers du site Natura 2000 « zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch » et dont la liste est fixée par l'arrêté préfectoral n° 878 portant constitution du comité de pilotage local du site d'importance communautaire.

La durée hebdomadaire de 35 heures durant lesquelles l'agent est chargé de réaliser les missions suivantes sur l'ensemble du site Natura 2000 :

- gestion des habitats et des espèces par le biais de la charte et des contrats,
- amélioration des connaissances naturalistes en utilisant des démarches scientifiques,
- appui technique aux porteurs de projet pour la mise en place des évaluations des incidences Natura 2000,
- information, sensibilisation et valorisation du site,
- veille à la cohérence des politiques locales et publiques,
- suivi et mise à jour du DOCOB, gestion administrative,….

La situation administrative (avancement, autorisation de travail à temps partiel, congés de maladie, pour formation professionnelle ou syndicale, discipline) sera gérée par la communauté de communes des Grands Lacs, son employeur principal ;

Article 4 : Rémunération

La communauté de communes des Grands Lacs versera à l'agent la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi).

La collectivité ou l'établissement d'accueil ne peut verser à l'intéressé aucun complément de rémunération.

Article 5 : Conditions de financement

Chaque année, la communauté de communes des Grands Lacs présente un plan de financement prévisionnel pour les missions listées à l'article 3. Elle élabore également une demande de subventions auprès des partenaires financiers (Europe, Etat notamment).

Le solde est réparti–selon la clé de répartition indiquée en annexe 1 basée sur un calcul pondéré par la surface du site Natura 2000 incluse sur chaque collectivité :

- Communauté de communes des Grands Lacs : 70 %
- Ville de La Teste-de-Buch : 17 %
- Communauté de communes de Mimizan : 11 %
- Communauté de communes Cœur Haute Lande : 2 %

Le montant prévisionnel de la contribution de chaque collectivité partenaire est notifié par la présente convention. Chaque collectivité pourra à son tour valider le plan de financement et prévoir sa participation dans son budget respectif.

Pour l'année 2021, le montant prévisionnel du programme d'actions s'élève à :
35 838,71 € TTC, dont un solde autofinancé de 7 167,74 € (20 %).

La participation prévisionnelle de la ville de La Teste de Buch s'élève à :
1 218,52 € TTC (17% de l'autofinancement)

Ce remboursement se fera, après appel de fonds de la communauté de communes des Grands Lacs, en année n+1, au vu des dépenses réelles et pièces justificatives fournies.

Article 6 : Contrôle et évaluation de l'activité

Un bilan d'activité est rédigé et présenté en séance plénière à l'issue de chaque année.

Article 7 – Congés de maladie et autres congés statutaires

Les décisions relatives aux congés de maladie ordinaire et aux congés pour accident de service ou maladie contractée dans l'exercice des fonctions sont prises dans les mêmes conditions qui concernent les congés annuels.

La communauté de communes des Grands Lacs prend à l'égard des agents relevant des services mis à disposition les décisions relatives aux congés suivants : congés de longue maladie ou de longue durée, temps partiel pour raison thérapeutique, congé pour maternité ou pour adoption, congé de formation professionnelle, congé pour validation des acquis de l'expérience, congé pour bilan de compétences, congé pour formation syndicale, congé pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, congé pour infirmité de guerre, congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie, congé de représentation auprès d'une association, congé de présence parentale. Il en est de même des décisions d'aménagement de la durée du travail.

Article 8 : Fin de la prestation de services

La prestation de services de l'agent peut prendre fin avant le terme à l'initiative de :

- la communauté de communes des Grands Lacs
- la ville de La Teste-de-Buch
- la communauté de communes de Mimizan
- la communauté de communes Cœur Haute Lande

Cette décision des services devra respecter un préavis de trois mois, décompté à partir de la date de la présentation de la demande de la partie intéressée.

Dans ce cas de figure, les prestations rendues entre le 1er janvier et la date de rupture de la convention seront dues.

Le renouvellement peut intervenir sur demande expresse des différentes parties dans les mêmes conditions après demande des parties au moins un mois avant le terme de la convention.

Article 9 : Modification de la convention

Toute modification d'un des éléments de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Fait à Parentis-en-Born, le

La Présidente de la communauté de communes des Grands Lacs

Le Maire de la ville de La Teste-de-Buch

Annexe 1

Clefs de répartition du plan de financement fixées en 2017

Annexe 2

Programme détaillé d'activités

Annexe 3

Délibération communauté de communes des Grands Lacs

Délibération 2021-063a du 30 mars 2021 du conseil communautaire de la Communauté de Communes des Grands Lacs, approuvant le plan de financement du programme d'actions 2021 et sollicitant les subventions.

NATURA 2000

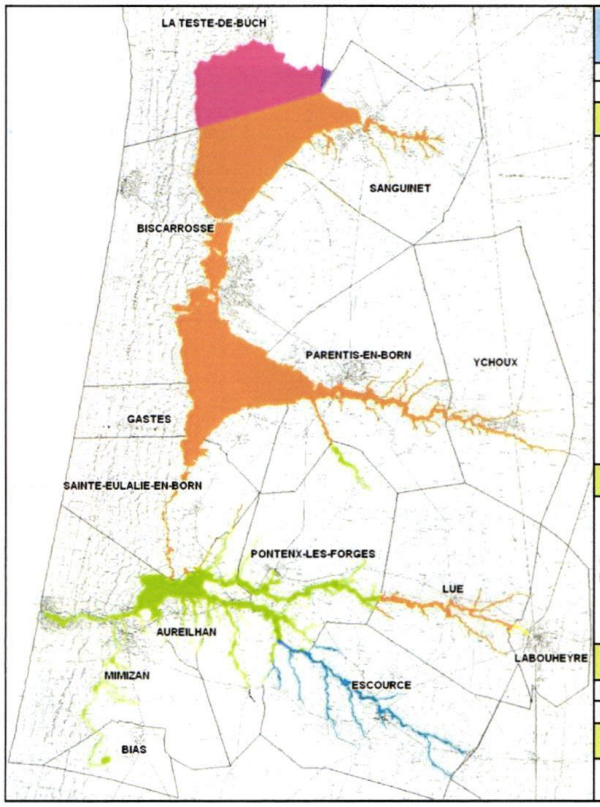
Site FR7200714 « Zones humides de l'arrière-dune du pays de Born »

- Clefs de répartition du plan de financement fixées en 2017-

Cette note, pour proposer une mise à jour de la clé de répartition de l'autofinancement établie en janvier 2014.

Répartition financière de l'autofinancement en janvier 2014

Le périmètre non validé s'étendait sur 16 communes et **13 340 hectares**. Il était réparti sur les collectivités selon le tableau suivant :



GESTIONNAIRE	SUPERFICIE (ha calculée sur la base du S.I.G)
La Teste-de-Buch	2 556
Gujan-Mestras	55
Total	**2 611**
Communauté de communes des Grands Lacs	8 996
Total	**8 996**
Communauté de communes de Mimizan	1 480
Total	**1 480**
Escource	242
Labouheyre	11
Total	**253**
Total	**13 340**

1/2

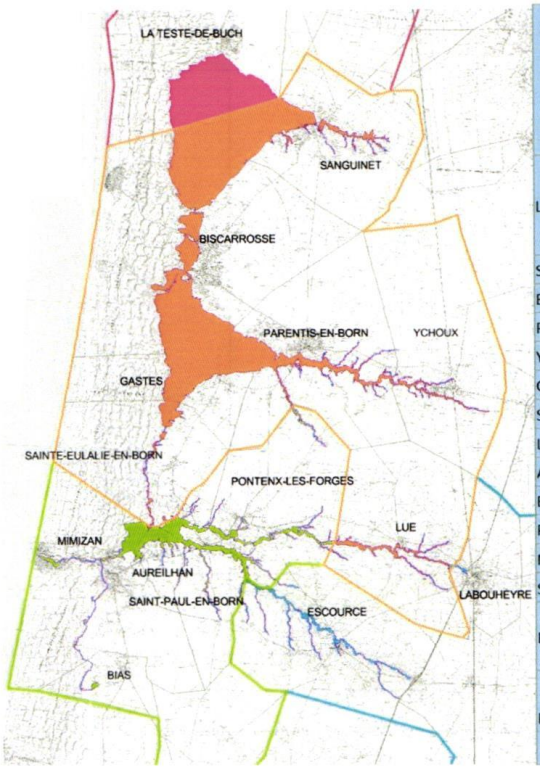
Cette répartition géographique, en excluant les communes de Labouheyre et de Gujan-Mestras pour leur faible emprise dans le site, se traduisait de la manière suivante :

Communes ou collectivités territoriales	Pourcentage
Commune de La Teste-de-Buch	19 %
Communauté de communes des Grands Lacs	68 %
Communauté de communes de Mimizan	11 %
Commune d'Escource	2 %
Total	**100 %**

Nb : Escource ne répondant jamais aux sollicitations, les sommes (environ 150 €) restaient à la charge de la communauté de communes des Grands Lacs.

Répartition financière de l'autofinancement en 2017

2014 et, notamment lors de la validation du DOCOB, le 3 juillet 2014, le périmètre a évolué. De **13 340 hectares** on est passé à **12 890 hectares** répartis comme suit :



Commune	Proposition de périmètre (en hectares calculé sous S.I.G. septembre 2016)	Collectivité sollicitée et pourcentage
La Teste de Buch	2253	Commune de La Teste-de-Buch **17%**
Sanguinet	2120	Communauté de communes des Grands Lacs **70%**
Biscarrosse	3722	
Parentis-en-Born	1665	
Ychoux	112	
Gastes	840	
Sainte-Eulalie-en-Born	270	
Lue	220	
Aureilhan	265	Communauté de communes de Mimizan **11%**
Bias	20	
Pontenx-les-Forges	435	
Mimizan	360	
Saint-Paul-en-Born	350	
Labouheyre	17	Communauté de communes de Haute Lande **2%**
Escource	242	

La nouvelle clé de répartition serait donc la suivante :

Communes ou collectivités territoriales	Pourcentage
Commune de La Teste-de-Buch	17 %
Communauté de communes des Grands Lacs	70 %
Communauté de communes de Mimizan	11 %
Communauté de communes de Haute Lande	2 %
Total	**100 %**

Pour validation en séance plénière.

Fait à Parentis en Born, le 12/09/2016

Claire BETBEDER
Chargée de mission Natura 2000



PROGRAMME DÉTAILLÉ

2021

NATURA 2000

Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales

Claire BETBEDER
Chargée de mission Natura 2000

GRANDS LACS
T. 05 58 78 54 63 - P. 07 77 26 21 08
c.betbeder@ccgrandslacs.fr
www.ccgrandslacs.fr

SOMMAIRE

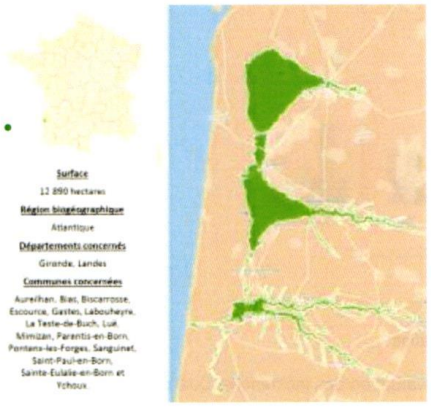
CONTEXTE **2**
L'animation 2
Les missions de la structure animatrice 2
Le calendrier d'étape 2
L'élaboration d'un prévisionnel 3
GESTION DU SITE **3**
AMÉLIORATION DES CONNAISSANCES **4**
COMMUNICATION **6**
MISE EN ŒUVRE DES PROCESSUS DE CONTRACTUALISATION POUR LES HIC & EIC **7**
Animation de la charte 7
Les contrats Natura 2000 7
ÉVALUATION DES INCIDENCES DES PROJETS (E.I.N.) **9**
SOUTIEN A L'ARTICULATION DE NATURA 2000 ..... **9**
BILAN **10**
Répartition des missions d'animation pour 2021 10
Calendrier prévisionnel 11
ANNEXES **12**

CONTEXTE

L'animation

L'objet du présent dossier est de programmer la vie du site Natura 2000 FR7200714 intitulé « Zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch » pour l'année 2021.

Pour rappel, le DOCOB a été validé le **3 juillet 2014 à Sainte-Eulalie-en-Born**. Depuis cette date, 2 phases d'animation de 3 ans chacune ont eu lieu entre janvier 2015 et décembre 2020.



Le 4 février 2021, lors du 12ème COPIL, le site est rentré dans **sa 3ème phase d'animation** (d'une durée de 3 ans renouvelable) et l'animation est à nouveau portée par la Communauté de Communes des Grands Lacs, seule candidate approuvée à l'unanimité par l'ensemble des collectivités associées (annexe 1 : compte rendu du COPIL).

Ce site Natura 2000 présente un intérêt majeur patrimonial pour de nombreuses espèces rares et menacées, souvent endémiques. La concertation locale avec les usagers du territoire a permis d'identifier 6 enjeux, déclinés en 15 objectifs opérationnels. L'intérêt de la mission d'animation est alors de parvenir à ces buts fixés ensemble en utilisant les différents outils du dispositif au travers de 6 actions détaillées ci-après.

Les missions de la structure animatrice

Le rôle de la structure animatrice est pluridisciplinaire. La mission comprend en effet plusieurs activités listées ci-contre.

Toutes personnes volontaires, collectivités, propriétaires, gestionnaires ou pratiquants de loisirs du site peuvent agir pour la préservation du site Natura 2000, de ses habitats naturels ou de ses espèces protégées, en mettant en application les actions de gestion des habitats ou des espèces.



La structure animatrice, quant à elle, peut engager des démarches et études pour :
- réaliser l'animation concrète et interpeller ces potentiels maîtres d'œuvre,
- informer, sensibiliser et valoriser le site,
- améliorer les connaissances.

Ces activités d'animation réalisées chaque année sont notamment présentées dans les paragraphes suivants.

Calendrier d'étape

Afin d'en savoir plus et de garder en tête le fil d'animation connue par le site Natura 2000 « zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch », un calendrier récapitulatif est disponible en annexe 3.

L'élaboration d'un prévisionnel

L'intérêt de ce document est de se projeter pour l'année à venir et de programmer les actions à mettre en place. Ce n'est pas un exercice très simple car différentes tâches arrivent au compte-goutte. C'est le cas notamment des projets, aménagements, et manifestations à encadrer ou à veiller. Toutefois, ce prévisionnel s'établit sur la base des bilans effectués les années précédentes. Ceux-ci nous aiguillent sur les missions à privilégier.

Au travers des bilans réalisés les années passées et des bilans écrits, les missions de communication, de veille et d'amélioration des connaissances paraissent être les plus importantes.

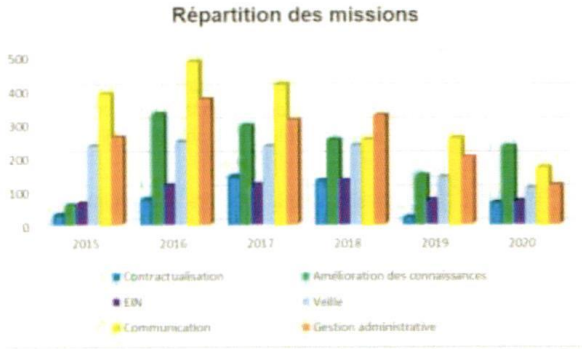


Figure 1 : Bilan des 6 années d'animation

Il parait toutefois nécessaire de rester vigilant sur les missions d'aide à l'évaluation des incidences. Quant à la mise en œuvre de la contractualisation, les outils connaissent une meilleure réputation et commencent à être connus, il est donc nécessaire de passer du temps à leur animation. Enfin, la gestion administrative requiert toujours un temps important.

GESTION DU SITE

Puisque la vie du site entre dans sa 3ème phase triennale, la gestion administrative sera accentuée dans l'optique de mettre à jour certaines parties telles qu'évoquées lors du COPIL du 4 février 2021 (périmètre, charte, etc.).
Les activités à réaliser dans le cadre de cette action seront les suivantes :

- évaluer les budgets, monter et suivre le dossiers de demandes de subventions,
- organiser le COPIL et animer les échanges de l'année,
- préparer le bilan complet et une partie de mise à jour du DOCOB (selon les prérogatives des services de l'Etat).

Tableau 1 : Nombre de jours consacrés à la gestion

Evaluation temps chargé de mission (en jours)	Organisation du COPIL	5
	Suivi global	5
	Mise à jour du DOCOB	12
TOTAL		**22 jours**

AMÉLIORATION DES CONNAISSANCES

Cette mission permet d'enrichir les connaissances du site Natura 2000 et de mettre en place des études sur des espèces ou des habitats qui n'en ont pas bénéficié dans le cadre de l'inventaire initial. Cela est d'autant plus vrai sur un vaste territoire comme celui des zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch où, finalement, on constate le manque de données précises sur différentes espèces (insectes, chauves-souris, plantes) et sur plusieurs types d'habitats (milieux forestiers, landes,...).
Pour l'année 2021 plusieurs études relatives à l'amélioration des connaissances seront suivies en partenariat avec les acteurs locaux, et les associations de protection de l'environnement :



L'Isoète histrix, implanté sur les pelouses oligotrophes d'Aureilhan (en majeure partie sur un camping) et sur certains secteurs de Biscarrosse nécessite un suivi régulier afin d'évaluer les impacts des activités. Cet inventaire se déroulera sur une journée avec l'appui de la direction de l'environnement du département des Landes et le CBNSA.



Afin de répondre à un besoin de connaissances à l'échelle de la Région Nouvelle-Aquitaine, il avait été convenu avec les animateurs des sites littoraux des Landes : Marensin Nature, Orx Nature, le CPIE Seignanx Adour, la zone du Métro, de réaliser un inventaire participatif dédiées aux chauves-souris. Ce travail a été initié en 2020 sur les communes du sud du site (Pontenx-les-Forges, St Paul-en-Born, Aureilhan, Mimizan et Bias) mais mérite de se poursuivre. En organisant un week-end participatif, on a pu se rendre compte des limites de l'organisation. Il est donc prévu, en 2021, de travailler à l'échelle d'une à deux communes en associant, le plus en amont possible les données des habitants. Pour ce faire, une large communication sera appliquée dans les communes visées et choisies et un protocole d'échantillonnage et d'identification sera réalisé.



Suite au lancement du PNA papillons de jour, le département des Landes va se lancer dans le suivi du Fadet des Laîches. Dans ce cadre, la Communauté de Communes des Grands Lacs sera volontaire pour proposer des prospections de site et de mailles non étudiées. Par ailleurs, des inventaires ponctuels pourront être menés pour déterminer les potentialités en faveur du Damier de la Succise.



Projet tutoré sur les Lichens : depuis plusieurs années, la Communauté de Communes des Grands Lacs mène des projets tutorés en partenariat avec l'Université de Bordeaux. L'objectif est de pouvoir encadrer des étudiants de Master (groupe de 4 à 5) et de leur permettre de développer leurs connaissances dans un contexte d'étude particulier et dans une structure. En 2020 et 2019 aucun projet n'avait pu être proposé dans le cadre de l'animation du site Natura 2000. En 2021, il est prévu d'organiser un sujet d'étude, qui permette à la fois d'améliorer les connaissances du site et de faire le lien avec une autre démarche suivie par la chargée de mission : le Plan Climat Air Energie Territorial.



En termes d'amélioration des connaissances sur les habitats, 8 jours pourront être dédiés pour deux types de végétation à étudier :
1. les forêts rivulaires des cours d'eau,
2. les grèves d'étangs

1. Lors de l'élaboration du projet de télédétections des habitats via des images satellitaires en partenariat avec la DREAL Nouvelle-Aquitaine, le CBNSA et I-SEA, en 2020, il a été mis en évidence (cf. Bilan de l'étude, annexe 4) que les habitats forestiers sont trop peu connus pour être répertoriés et reconnus via le machine-learning généré dans le cadre de l'étude. Un manque de connaissances a donc été pointée et la nécessité de mettre en place une amélioration de connaissance continue sur ces habitats est justifiée.
2. Les grèves d'étangs, en revanche disposent de plus de connaissance sur notre territoire. Notamment suite aux investigations réalisées tous les 6 ans (2012 et 2018) pour en évaluer l'état de conservation. Lors de la 2ème lecture des transects initiés par le CBNSA, les phytosociologues avaient proposés la mise en place d'un outil pratique : une grille d'évaluation des milieux. Ce dernier n'a pu être testé en 2020, il est donc proposé de le mettre en application pour l'année 2021.

Enfin, une journée sera consacrée à l'accompagnement des chercheurs de l'INRAE pour leurs projets d'étude sur les lacs et les espèces spécifiques : Lobélie et Isoète notamment.

L'amélioration des connaissances c'est le recueil de données de terrain.
Or, en tant que collectivité locale ces données sont publiques et il est donc essentiel de les transmettre officiellement aux observatoires de la biodiversité :

- L'OBV pour les végétations et habitats naturels,
- FAUNA pour la Faune sauvage.

Tableau 2 : Nombre de jours consacrés à l'amélioration des connaissances

Evaluation temps chargé de mission (en jours)	Suivi Isoète histrix	1
	Suivi chauves-souris sur une commune (Biscarrosse ou Parentis)	3
	Suivi papillons de jour (PNA)	5
	Encadrement projet tutoré Lobaria et lichens	10
	Suivi forêts amélioration des connaissances	4
	Suivi des grèves d'étangs via la grille de suivi des habitats	4
	Projets INRAE	1
	Transmission des données observatoires	2
TOTAL		**30 jours**



En parallèle de la démarche Natura 2000, la Communauté de Communes des Grands Lacs souhaite s'engager dans la réalisation d'un Atlas de la Biodiversité Communale (Communautaire, du coup).
Cet outil, qui permet à une commune, ou une structure intercommunale, de connaître, de préserver et de valoriser son patrimoine naturel aura deux axes de travail :

- les espaces à urbaniser, afin d'aider les collectivités à mieux appréhender les futurs projets. Pour ce faire il est demandé aux élus de transmettre une estimation d'hectares destinés à l'urbanisation.
- les secteurs les plus empruntés et utilisés par la population pour révéler leurs enjeux (bords de route, parcs, forêts communales).

Il permettra, par ailleurs, de sensibiliser et mobiliser les élus, les acteurs socio-économiques et les citoyens à la préservation de cette biodiversité, avec le déploiement d'une communication spécifique sur ce projet.

Au travers de cette démarche et de sa mise en place on peut déjà noter les interconnexions avec Natura 2000. Le site Natura 2000 des zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch vise à protéger la biodiversité remarquable. En l'animant, on se charge de présenter les espèces et de communiquer sur leur importance et la nécessité de les préserver. La biodiversité commune est souvent négligée et oubliée alors que son rôle est tout aussi utile. L'ABC des Grands Lacs permettra alors de redonner sa place à ces espèces et aux espaces parfois trop peu abordés.

Un projet, une méthodologie et un plan d'actions pour les 2 années à venir sont en cours d'élaboration et seront soumis à l'Office Français de la Biodiversité avant le 15 mars 2021 dans le cadre de leur appel à projet.

COMMUNICATION

C'est une action essentielle dans l'animation et notamment dans le contexte de l'année 2021 qui fait suite à une année électorale. Les élus sont des acteurs indispensables pour la bonne réalisation de la démarche Natura 2000, il est donc important de les éveiller à la protection des enjeux écologiques. Ceux-ci ont renouvelé leur mandat en 2020, commencent à prendre leur fonction et à se projeter dans leurs différentes intentions. Il est alors nécessaire de leur rappeler l'utilité de la démarche, les connexions possibles entre leurs priorités et les aspects environnementaux et la plus-value que l'on peut obtenir grâce aux enjeux du site Natura 2000 (éducation des scolaires, santé publique optimisée, développement des activités récréatives, aménagement d'un cadre de vie sain). Pour cela, l'organisation d'un COPIL ne suffit pas toujours. Dans ce cadre, tous les moyens seront utilisés tels que :

- l'information transmise lors des commissions relatives à la protection de l'environnement (1 par trimestre à la CCGL),
- les articles dans le journal communautaire (2 publications / an), dans la newsletter et dans le rapport d'activité,
- les publications sur les réseaux-sociaux.

Les usagers du site et le public seront, quant à eux, sensibilisés lors d'événements spécifiques ou au travers de publications adaptées (carte réglementation du lac par exemple). Un temps important sera alors consacré à cette mission avec notamment la participation et l'organisation des événements suivants :

- sorties natures dans le cadre du printemps des Landes : à Biscarrosse, sur la lagune prévue d'être restaurée, sur Ychoux ou Parentis cf. sorties prévues en 2020 qui n'ont pu se réaliser,
- intervention lors de la sortie randonnée d'une association Service d'Animation, de Prévention et d'Accompagnement des Landes (SAPAL) qui viendrait faire une visite sur le territoire, entre Biscarrosse et Gastes
- 3 matinées au lac dans le cadre des Vis-ta-plage.

L'année 2021 comprendra également la confection d'outils de communication tels que :

- des dépliants sur la réglementation des lacs : le lac nord est déjà doté de cet outil mais nécessitera une mise à jour, le lac sud devra, en revanche, faire l'objet de ce travail, à la demande de différentes communes).
- Des panneaux ludiques :
  - sur la commune de Parentis-en-Born, dans le cadre de leur « plan plage » des panneaux présentant le patrimoine naturel, bâti et historique seront réalisés.
  - Sur la Halte nautique de Cazaux,
  - Sur la commune de Ste Eulalie-en-Born, dans le cadre de la protection du marais de la Tafarde et la communication des règles de bonne conduite à suivre,
  - ...

En termes d'occasion, il avait été prévu en 2020 d'organiser une « fête » d'anniversaire du site. Celle-ci n'a pu être réalisée à cause de la crise sanitaire. Peut-être qu'un rendez-vous des animateurs pourra être envisagé mais à ce stade nous n'avons aucune assurance.

Selon les conditions sanitaires des actions avec les scolaires pourront aussi être réalisées : fête de la science, journée mondiale des zones humides, etc. A ce stade, l'organisation est encore inconnue.

Tableau 3 : Nombre de jours consacrés à la communication

Evaluation temps chargé de mission (en jours)	Communication en faveur des élus	3
	Communication interne (journal communautaire, réseaux sociaux, presse, etc)	3
	Editions de flyer, posters, etc.	5
	Création et rédaction de panneaux pour les communes	5
	Organisation d'événements	5
	Sorties scolaires	2
TOTAL		**23 jours**

MISE EN ŒUVRE DES PROCESSUS DE CONTRACTUALISATION POUR LES HIC & EIC

Animation de la charte

La charte Natura 2000 constitue un engagement unilatéral du propriétaire envers les milieux naturels situés sur ses parcelles, sans contrepartie financière. Au-delà du résultat final - la signature de la charte - la priorité demeure l'information sur les bonnes pratiques listées dans ce document.

En 2021, il a été acté de faire un bilan de l'outil avec les 1ers signataires, engagés en 2015 et 2016 et de connaître leur volonté quant à un ré-engagement. A titre d'exemple, une demande de l'association des pêcheurs, la Gaule Cazaline a été portée pour faire évoluer l'outil et ne pas faire apparaître le Black-Bass comme espèce exotique prohibée. Des réflexions seront donc à mener pour envisager l'intégration de la demande. Par ailleurs d'autres évolutions seront certainement à prendre en compte.

Puis, il a été proposé, en COPIL du 4 février 2021 de s'inspirer de cet outil en vue de l'adapter et de le compléter pour le proposer aux prestataires d'activités touristiques (canoë, paddle, pirogues, etc). Dans cette optique, ils pourraient recevoir une sorte de Label et entériner leurs valeurs en faveur de l'environnement. L'idée évoquée est d'aller au-delà de la protection de la biodiversité et de s'engager sur des thématiques plus larges telle que les choix de matériaux, le recyclage et la solidarité, les piliers du développement durable en somme. Ainsi, les connexions entre les enjeux écologiques évoqués dans la démarche Natura 2000 et le Plan Climat Air Energie Territorial seraient ici effectives.

Une fois la réalisation ou mise à jour de ces 2 outils, on poursuivra leur animation.

Les contrats Natura 2000

L'action autour des contrats comprend à la fois :

- l'accompagnement du signataire et la préparation de délégations de maîtrise d'ouvrage. Pour ce faire, il faut envisager des rencontres successives avec le propriétaire ou le gestionnaire, et de nombreux échanges avec les différentes parties,
- les diagnostics terrains nécessaires pour le montage et l'orientation technique des contrats,
- la définition des modalités de mise en œuvre,
- un encadrement de chantier et des échanges avec les exploitants durant la mise en place de ces contrats,
- la réception des travaux et le suivi post travaux.

En 2021, plusieurs jours seront consacrés pour travailler avec les porteurs de projet de contrat volontaire. Début janvier, on recensait les projets suivants :

- Améliorer la franchissabilité d'un ouvrage en faveur des mammifères semi-aquatiques, Pontenx-les-Forges, contrat porté par le Département des Landes, suivi par l'association La Faune Landaise,
- Réhabiliter une lagune, Biscarrosse, contrat porté par la commune en partenariat avec le Département des Landes,
- Aménager l'étang de Bourg-le-Vieux, Bias, contrat porté par la commune avec la définition d'un multi partenariat : le Département des Landes, les Fédérations de Chasseurs et de Pêche.
- Sensibiliser les usagers du lac, Ste Eulalie en Born, contrat porté par la commune

Le calendrier présenté par la DREAL, avec une transmission des projets pour le 26 février 2021 a finalement fait désister deux des 4 porteurs de projet. Le manque de temps de concertation et de de préparation ont été évoqués. Les démarches se poursuivront alors avec les projets de Biscarrosse et de Bias. Mais pour les deux autres communes, les échanges seront maintenus, dans un autre cadre, ou pour un futur contrat 2022.

Concernant le contrat lancé sur Ychoux (contrat validé en 2019 mais dont les travaux ont été réalisés en 2020) quelques jours seront nécessaires pour accompagner la propriétaire dans ses démarches et notamment à la recherche d'animaux pour lancer la mise en pâture du site.

Tableau 4 : Nombre de jours consacrés à la mise en œuvre de la contractualisation

Evaluation temps chargé de mission (en jours)	Mise à jour charte Natura 2000	3
	Elaboration charte dédiée aux activités (temps de travail réparti entre le PCAET et la démarche N2000)	3
	Animation des chartes	1
	Suivi des contrats	3
	TOTAL	**10**

Les projets en photos :



Contrat sur Ychoux, ouverture d'une parcelle embroussaillée et colonisée par le bambou



Amélioration de la franchissabilité du pont, Pontenx-les-Forges



Ouverture de lagune à Biscarrosse



Aménagement de l'étang de Boug le Vieux à Bias



Sensibilisation des usagers du lac à Ste Eulalie en Born

ÉVALUATION DES INCIDENCES DES PROJETS (E.I.N.)

La prise en compte des enjeux Natura 2000 et la préservation de l'état de conservation des sites passent par une intégration des objectifs de conservation des DOCOB dès l'amont des plans, programmes, travaux, et interventions dans les sites Natura 2000, ou en zone d'influence. Le régime d'évaluation des incidences impose la mise en cohérence des projets.

Une des missions pour l'animateur Natura 2000 consiste à assurer l'assistance technique à l'évaluation des incidences Natura 2000, et à veiller à ce que le site Natura 2000 et les objectifs du DOCOB soient bien respectés dans les projets, manifestations, et autres plans et programmes. Depuis 2, 3 ans cette mission s'équilibre en nombre de jours. En 2020, on a pu consacrer 68,30 heures, et en 2019 : 71 heures. En 2021 on veillera alors à conserver le même nombre d'heures pour accompagner les porteurs de projets et leur offrir les renseignements jugés nécessaires. D'autant qu'à l'heure de l'écriture du présent document, différents plans et programmes sont connus et nécessiteront l'appui technique de la chargée de mission Natura 2000.

La structure animatrice assure également des actions de veille, soit grâce aux porteurs de projets qui la contactent directement pour disposer d'informations générales ou de données écologiques, soit par les services de l'État qui la sollicitent pour un avis technique et local, adapté aux réalités du territoire.

Tableau 5 : Nombre de jours consacrés à l'évaluation des incidences

Evaluation temps chargé de mission (en jours)	Assistance à l'application du régime d'évaluation des incidences.	5
	Transmission de données et préparation d'avis	5
	Veille	5
	TOTAL	**15**

SOUTIEN A L'ARTICULATION DE NATURA 2000

Il est primordial de faire connaître le site Natura 2000, et notamment ses enjeux écologiques et de préservation, l'état de conservation de ses milieux et de ses espèces ayant justifié sa désignation, les objectifs fixés, etc. Pour ce faire, la structure animatrice se doit de suivre les démarches de développement et d'aménagement du territoire (Plan Climat Air Energie Territorial, Schéma de Cohérence Territoriale, Plans Locaux d'Urbanisme).

La mise en réseau pour mutualiser, échanger et construire des éléments communs aux différents gestionnaires naturalistes est également une étape inévitable. L'animatrice attachera donc de l'importance à cette activité en participant aux rencontres nationales et régionales des animateurs N2000.

Le réseau régional des animateurs (appelé localement « Rézo ») commence à prendre forme : des échanges virtuels s'organisent autour de forums et la tenue de rencontres (une à deux fois / an) est nécessaire aux échanges d'expériences.

En 2020, une journée devait être organisée sur le site des zones humides de l'arrière dune des pays de Born et de Buch, notamment pour fêter les 6 ans d'animation du site. Cette rencontre n'ayant pu être réalisée, il peut être prévu de la ré-organiser en 2021.
On espère que l'année sera également ponctuée de rencontres avec les sites voisins et nouveaux-aquitains, puisque les DDTM et la DREAL organisent elles aussi des rencontres annuelles. Ces journées sont l'occasion de faire le point sur l'état des financements, informent des appels à projets et présentent des démarches « intéressantes » à expérimenter sur chacun des sites.

Tableau 6 : Nombre de jours consacrés à la veille

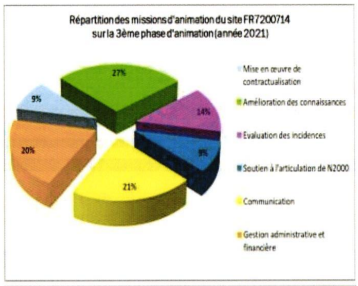
Evaluation temps chargé de mission (en jours)	Participation aux rencontres régionales, départementales, etc	5
	Soutien à l'articulation de Natura 2000	5
	TOTAL	**10**

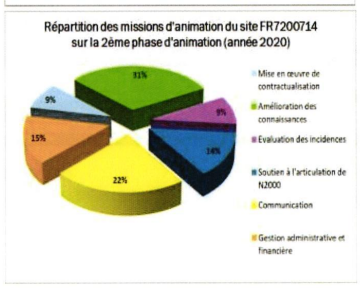
BILAN

Répartition des missions d'animation pour 2021

110 jours seront consacrés à l'animation du site des zones humides de l'arrière-dune des pays de Born et de Buch, ils seront répartis comme suit :

Mission	Opération	Janvier 2021 - décembre 2021
Mise en œuvre des processus de contractualisation pour les HIC & les EIC	Mise à jour charte Natura 2000	3
	Elaboration charte dédiée aux activités (temps de travail réparti entre le PCAET et la	3
	Animation des chartes	1
	Suivi des contrats	3
	Sous-total	**10**
Amélioration des connaissances	Suivi Isoète histrix	1
	Suivi chauves-souris sur une commune (Biscarrosse ou Parentis)	3
	Suivi papillons de jour (PNA)	6
	Encadrement projet tutoré Lebarra et lichens	10
	Suivi forêts amélioration des connaissances	4
	Suivi des grèves d'étangs via la grille de suivi des habitats	4
	Projets INRAE	1
	Transmission des données observatoires	2
	Sous-total	**30**
Évaluation des incidences	Assistance à l'application du régime d'évaluation des incidences.	5
	Transmission de données et préparation d'avis	5
	Veille	5
	Sous-total	**15**
Soutien à l'articulation de Natura 2000	Participation aux rencontres régionales, départementales, etc	5
	Soutien à l'articulation de Natura 2000	5
	Sous-total	**10**
Communication	Communication en faveur des élus	3
	Communication interne (journal communautaire, réseaux sociaux, presse, etc)	3
	Editions de flyer, posters, etc.	5
	Création et rédaction de panneaux pour les communes	5
	Organisation d'événements	5
	Sorties scolaires	2
	Sous-total	**23**
Suivis administratif et financier	Organisation du COPIL	5
	Suivi global	5
	Mise à jour du DOCOB	12
	Sous-total	**22**
	Total jours	**110**

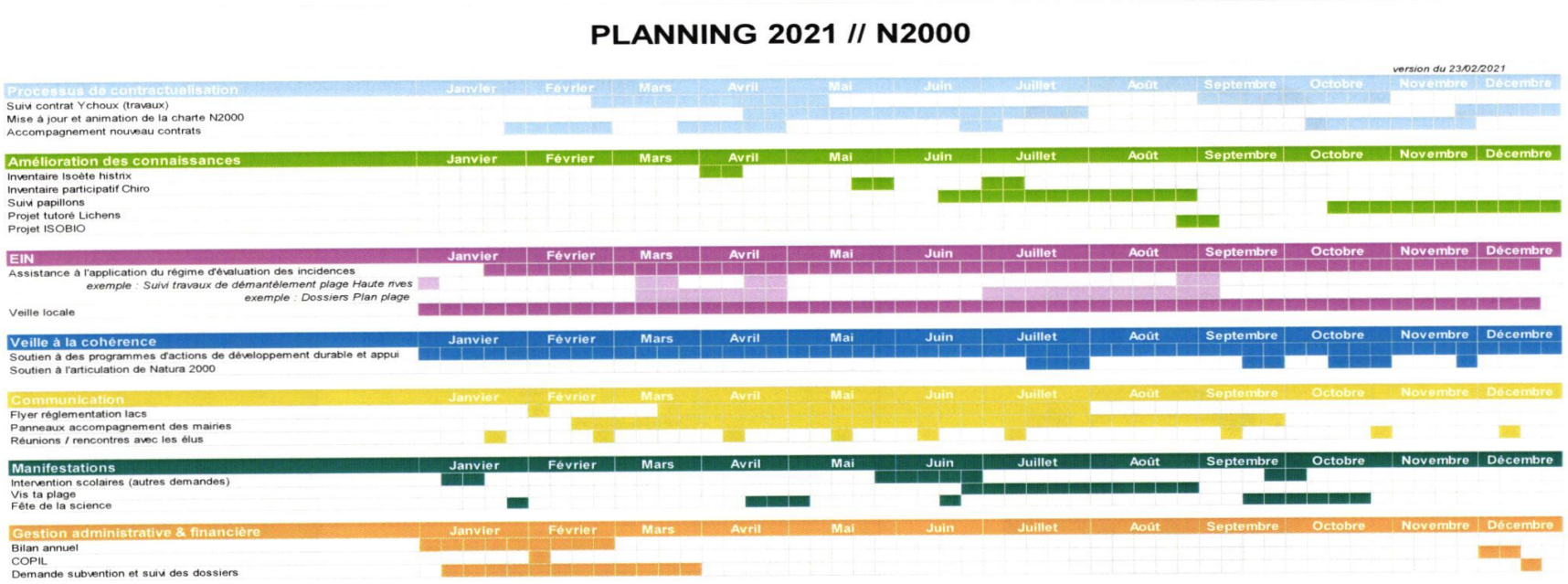




Par rapport au bilan 2020 le prévisionnel pour l'année 2021 sera équivalent.

.

Calendrier prévisionnel



Monsieur le Maire :

Merci M Berillon,

Monsieur BERILLON :

Juste rajouter, c'est une action qui démontre une fois de plus l'engagement de la commune en faveur de la biodiversité, Mme Tilleul l'a démontré tout à l'heure mais au-delà de nos seuls périmètres de la Teste de Buch nous intervenons pour renforcer l'animation et la vie des contrats Natura 2000 par le respect des sites, l'amélioration des connaissances cette participation est importante elle montre vraiment notre engagement et mérite un vote unanime

Monsieur DUCASSE :

Juste pour féliciter aussi les associations locales, en particulier cazalines « la pêche à la ligne » qui a signé des accords avec Natura 2000 et c'est le travail de fond de la population testerine par rapport au travail communal, je trouve ça très bien.

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme GRONDONA **DEL2021-12-614**

RAPPORT ANNUEL 2021

DE LA COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE

_____

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2143-3,

Vu le rapport d'activités ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant que chaque année la Commission Communale pour l'Accessibilité établit un rapport d'activités à présenter en conseil municipal sur l'état d'avancement de la mise en accessibilité du territoire,

Considérant que la Commission Communale pour l'Accessibilité s'est réunie le 22 novembre 2021 pour dresser le rapport annuel des travaux réalisés en matière de voirie, d'espaces publics et du cadre bâti (établissement recevant du public),

En conséquence je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 07 décembre 2021 de bien vouloir :

- PRENDRE ACTE de la présentation en conseil municipal du rapport annuel d'activité ci-joint.

Commission communale pour l'accessibilité
NOTE EXPLICATIVE DE SYTHESE

Chaque année, la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA), composée l'élus désignés par M. le Maire, de représentant d'associations de personnes en situation de handicap et de techniciens de la Ville, de la COBAS et de l'Etat, se réunit avec pour missions de :

- dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports ;
- établir un rapport annuel présenté en conseil municipal ;
- faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant ;
- organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées ;
- tenir à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire communal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées.

La CCA s'est réunie le 22 novembre 2021 pour présenter les travaux réalisés en 2021 concernant le Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des aménagements des Espaces Publics (PAVE) et concernant l'Agenda d'Accessibilité Programmée. Cette présentation reprend les investissements engagés par la Ville.

La Ville réalise actuellement une étude de circulation de son centre-ville et des principaux accès. Une réflexion globale sur les déplacements et sur les futurs investissements est donc en cours. Le but est de redonner de l'espace aux mobilités douces, modifier des sens de circulation et établir un programme d'investissement. Les déplacements des personnes à mobilité réduite sont évidemment au cœur de la réflexion.

Commission communale pour l'accessibilité
ANNEE 2021

Rappel du cadre réglementaire :

L'article L 2143-3 du code général des collectivités territoriales impose la création, dans toutes les communes de plus de 5 000 habitants, d'une commission communale pour l'accessibilité (CCA).

Présidée par le maire, cette commission est composée des représentants de la commune, d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap – notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique – d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers de la ville.

Cette commission exerce 5 missions :

- elle dresse le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports ;
- elle établit un rapport annuel présenté en conseil municipal ;
- elle fait toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant ;
- elle organise un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées ;
- elle tient à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire communal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées.

Commission Communale pour l'Accessibilité 2020-2026

Par la délibération du 4 octobre 2007, le Conseil municipal a approuvé la création de la commission communale pour l'accessibilité.
Par arrêté municipal du 1er septembre 2020, M. Patrick DAVET a désigné les représentants de la Commission Communale d'Accessibilité.

Cette commission est composée de 4 élus (M. Patrick DAVET, Président, Mme Brigitte GRONDONA, M. Philippe BUSSE, Mme Geneviève SECQUES) et des représentants des associations suivantes :

- Associations départementales ou locales traitant de la déficience auditive,
- Associations départementales ou locales traitant de la déficience visuelle,
- Associations départementales ou locales traitant de la déficience motrice,
- Associations départementales ou locale traitant de la déficience psychique,
- Un ou plusieurs administrés atteints de l'une de ces déficiences ou un membre de sa famille,

- Associations ou organismes représentant les personnes âgées
- Des représentants des acteurs économiques ainsi que d'autres usagers de la ville
- Un Technicien de la C.O.B.A.S.

Des techniciens de la Ville de La Teste de Buch participent à la commission pour présenter les actions réalisées et à venir (Services Techniques, Service Prévention, Service Urbanisme, CCAS).

La Commune de La Teste de Buch s'est engagée dans l'élaboration de l'Ad'AP (Agenda d'Accessibilité Programmé) et du PAVE (Le plan de mise en *accessibilité* de la voirie et des aménagements des espaces publics) en 2015 sur 9 ans. Le dossier Ad'Ap a été déposé le 25 septembre et validé par l'Etat le 06 janvier 2016.

Conformément à l'article L 2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commission pour l'accessibilité se réunie le 22 novembre 2021 pour dresser le rapport annuel des travaux réalisés en 2021.

Plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE)

BILAN SUR LES PRIORITES A MOYEN TERME (de 2021 à 2026)

Secteur	Rue	Nature de travaux	Réalisé	Détails
LA TESTE DE BUCH	Rue Lagrua	Mise en conformité du cheminement piéton	Oui	Travaux d'aménagement fait en 2019
	Avenue Pasteur	Mise en conformité du cheminement piéton (<1.40m et suppression obstacles → poteaux électriques)	Non	En cours de réflexion en lien avec le pôle multimodal et le schéma de circulation
	Rue des Maraichers	Revêtement trottoirs	Oui	
	Rue Pierre Dignac	Mise en conformité du cheminement piéton	Non	En cours de réflexion avec le schéma de circulation
	Avenue Charles de Gaulle	Mise en conformité du cheminement piéton	Non	En cours de réflexion avec le schéma de circulation
	Rues Carnot et Captalat	Mise en conformité du cheminement piéton	Non	En cours de réflexion avec le schéma de circulation
	Allée Camille Julian	Mise en conformité du cheminement piéton	Oui	
	Rues Jean Larrieu & Grand Banc	Piste cyclable sur cheminement	Non	En cours de réflexion avec le schéma de circulation
	Boulevard des Miquelots , près intermarché	Mauvais état du revêtement du cheminement	Non	Travaux dans le secteur en 2022
	Boulevard des Miquelots entre intermarché et CFA	Mise en conformité du cheminement piéton (<1.40m et mauvais état revêtement)	Non	
	Avenue de Chantebois	Revêtement trottoirs en mauvais état + Traversée piétonne	Oui	Fait en 2020
	Avenue Pays de Buch	Mise en conformité du cheminement piéton (<1.40m et mauvais état revêtement)	Non	Travaux construction école → programmé à la fin de ces travaux

PYLA SUR MER	Boulevard de l'Océan	Différentes haies envahissantes	En cours	En cours avec courriers propriétaires
	Allée de la Chapelle	Mise en conformité du cheminement piéton (<1.40m et mauvais état revêtement)	Non	
CAZAUX	Allée de la Libération	Mise en conformité du cheminement piéton (obstacles et mauvais état revêtement)	Non	

Autres travaux faits (en dehors du PAVE) ayant un impact sur les mobilités dans la Ville, en 2021

- **LA TESTE DE BUCH : 2 348 484,24 €**
  - Aménagement de l'impasse de l'Houriquey (2021) : 337 269.54 € TTC
  - Aménagement de l'impasse Enclos du Ping (2021) : 452 769.16 €
  - Aménagement boulevard des Miquelots, 1e tranche (2021) : 1 110 000€ TTC
  - Trottoirs dans le quartier de la Séougue (2021) (réfection en bicouche) : 400 350.32€ TTC (Avenue des Chênes Verts – Rue Dieudonné Coste – Rue Icare – Rue des Pins Verts – Rue de la Peyle – Rue de la Pépinière – Rue de la Migrèque
  - Création 2 places PMR + accès padel (2021) : 9 899.22 € TTC
  - Création de trottoirs en bord de voirie, rond-point du Coutoum (2021) : 38 196 € TTC

- **PYLA SUR MER : 2 265 796,27 €**
  - Aménagement de l'avenue de Bellevue (2021) : 654 450€ TTC
  - Aménagement avenue de la Mer (2021) : 46 432.46€ TTC
  - Aménagement avenue Pasteur (2021) : 102 197.68 € TTC
  - Aménagement avenue Maréchal Lyautey (2021) : 41 740.62 € TTC
  - Aménagement du boulevard Louis Lignon , 1e tronçon (2021) : 940 000€ TTC
  - Aménagement avenue de Paris (2021) : 480 975.51€ TTC

- **CAZAUX : 1 537 996,09 €**
    - Aménagement de la rue du Maréchal Leclerc (2021) : 984 345.38€
    - Aménagement de l'allée Jacques Dufaure(2021) : 184 852.75€
    - Aménagement de la rue du Docteur Orfila (2021) : 368 797.96 €

La Ville réalise actuellement une étude de circulation de son centre-ville et des principaux accès. Une réflexion globale sur les déplacements et sur les futurs investissements est donc en cours. Le but est de redonner de l'espace aux mobilités douces, modifier des sens de circulation et établir un programme d'investissement. Les déplacements des personnes à mobilité réduite sont évidemment au cœur de la réflexion. Un plan pluriannuel d'investissement pour ces travaux sera établi début 2022.

Agenda d'accessibilité programmée (AD'AP)

Prévisionnel	AGENDA ACCESSIBILITE années 2016 à 2018						Coût des travaux (estimation)	
	Sites	Catégorie ERP (1,2,3,4 ou 5)	Type ERP (U, V, L, M,...)	Surface bâtie	Espace extérieur	Nombre de niveaux	Bâtiments PRIX HT	Espaces Extérieurs PRIX HT
~~2016~~	~~Commissariat~~	~~5ème~~	~~W~~	~~210 m²~~	~~900 m²~~	~~2~~	~~5 250,00 €~~	~~2 250,00 €~~
~~2016~~	~~Mairie annexe Cazaux~~	~~5ème~~	~~W~~	~~244 m²~~	~~1 000 m²~~	~~1~~	~~6 100,00 €~~	~~2 500,00 €~~
2016	Service Culture (ex)	5ème	W	200 m²	900 m²	1	ATTENTE AUDIT SDI, Non occupé	
~~2016~~	~~Service Police Municipale~~	5ème	W	211 m²	1 100 m²	1	5 275,00 €	2 750,00 €
2018	Office du Tourisme + étage	5ème	W	384 m²	750 m²	1	PROJET EN COURS	
2018	Banque Alimentaire	5ème	W	278 m²	600 m²	2	ATTENTE AUDIT SDI, Non occupé	
~~2017~~	~~Maison des Artistes (C ble) Arts~~	~~5ème~~	~~V~~	~~221 m²~~	~~800 m²~~	~~1~~	~~5 525,00 €~~	~~2 000,00 €~~
~~2016~~	~~Salle du Zik zag~~	~~4ème~~	~~R~~	~~202 m²~~	~~200 m²~~	~~1~~	~~5 050,00 €~~	~~500,00 €~~
~~2017~~	~~Salle Fleury~~	~~5ème~~	~~L~~	~~222 m²~~	~~550 m²~~	~~2~~	~~5 550,00 €~~	~~1 375,00 €~~
2018	A.A.A.G	5ème	L	145 m²	400 m²	1	ATTENTE AUDIT SDI,	
~~2016~~	~~Bâtiment Associatif & BIJ~~	~~5ème~~	~~L~~	~~354 m²~~	~~800 m²~~	~~2~~	~~8 850,00 €~~	~~2 000,00 €~~
~~2016~~	~~Club du 3è âge La Teste~~	~~5ème~~	~~L~~	~~207 m²~~	~~200 m²~~	~~1~~	~~5 175,00 €~~	~~500,00 €~~
~~2017~~	~~Maison pour Tous~~	~~5ème~~	~~S~~	~~472 m²~~	~~250 m²~~	~~1~~	~~11 800,00 €~~	~~625,00 €~~
~~2016~~	~~Club du 3è age Cazaux~~	~~5ème~~	~~L~~	~~150 m²~~	~~750 m²~~	~~1~~	~~3 750,00 €~~	~~1 875,00 €~~
2016	Vestiaire Populaire	5ème	L	202 m²	475 m²	1	1 050,00 €	1 187,50 €
~~2017~~	~~Cimetière CZX~~	~~5ème~~		~~36 m²~~	~~500 m²~~	~~1~~	~~900,00 €~~	~~1 250,00 €~~
~~2018~~	~~Salles De Gaulle~~	~~5ème~~	~~R/L/N/W~~	~~210 m²~~	~~250 m²~~	~~1~~	~~45 250,00 €~~	~~625,00 €~~
~~2017~~	~~Bibliothèque Captalat~~	~~5ème~~	~~S~~	~~107 m²~~	~~750 m²~~	~~1~~	~~2 675,00 €~~	~~1 875,00 €~~
2017	Salle Musique Monteil	5ème	L	422 m²	500 m²	2	ATTENTE AUDIT SDI, Projet de Déménagement	
2016	Cimetière LT	5ème	W	40 m²	300 m²	2	ATTESTATION IMPOSSIBLE	
~~2016~~	~~Eglise St Vincent~~	~~3ème~~	~~V~~	~~1 003 m²~~	~~800 m²~~	~~2~~	~~3 780,00 €~~	~~2 000,00 €~~
~~2016~~	~~Eglise St Pierre~~	~~5ème~~	~~V~~	~~368 m²~~	~~500 m²~~	~~1~~	~~9 200,00 €~~	~~1 250,00 €~~
~~2017~~	~~Salles reunion des Catalans~~	~~5ème~~	~~X~~	~~351 m²~~	~~800 m²~~	~~1~~	~~8 775,00 €~~	~~2 000,00 €~~
2017	Stade du Clavier	2ème	X	74 m²	900 m²	1	PROJET EN COURS	
~~2016~~	~~Club Voile Cazaux~~	~~5ème~~	~~X~~	~~359 m²~~	~~500 m²~~	~~1~~	~~8 975,00 €~~	~~1 250,00 €~~
2017	Club Voile Pyla	5ème	X	405 m²	350 m²	1	10 125,00 €	875,00 €
~~2016~~	~~Halte Nautique Capitainerie~~	~~5ème~~	~~X~~	~~50 m²~~	~~200 m²~~	~~1~~	~~1 250,00 €~~	~~500,00 €~~
2018	Tennis CZX	5ème	X	30 m²	350 m²	1	ATTESTATION IMPOSSIBLE	
2017	Club Jeunes CZX	5ème	X	58 m²	350 m²	1	PROJET EN COURS	
~~2017~~	~~Club house Rugby LT~~	~~3ème~~	~~LN~~	~~549 m²~~	~~500 m²~~	~~2~~	~~13 725,00 €~~	~~1 250,00 €~~
~~2016~~	~~Sièges Pétanque~~	~~5ème~~	~~X~~	~~112 m²~~	~~350 m²~~	~~1~~	~~2 800,00 €~~	~~875,00 €~~
2016	Club-house Rugby CZX	5ème	X	73 m²	900 m²	1	ATTESTATION IMPOSSIBLE	
~~2016~~	~~Vestiaire Open~~	~~5ème~~	~~X~~	~~84 m²~~	~~200 m²~~	~~1~~	~~2 100,00 €~~	~~500,00 €~~
33	**Sous-total surfaces traitées**			4 962 m²				

AGENDA ACCESSIBILITE années 2019 à 2021						Coût des travaux	
Sites	Catégorie ERP (1,2,3,4 ou 5)	Type ERP (U, V, L, M,...)	Surface bâtie	Espace extérieur	Nombre de niveaux	Bâtiments	Espaces Extérieurs
						PRIX HT	PRIX HT
~~Maison Verthamon (ex HDV)~~	~~5ème~~	~~W~~	~~994~~	~~900 m²~~	~~2~~	~~50 068,00 €~~	~~2 250,00 €~~
Service CCAS	5ème	W	300	750 m²	1		PROJET EN COURS
Centre technique municipal	5ème	W	4378	1 000 m²	1		PROJET EN COURS
Marché Municipal	4ème	M	1740,00	900 m²	1		PROJET EN COURS
~~Salle des Fêtes LT~~	~~3ème~~	~~L~~	~~1000,00~~	~~1 100 m²~~	~~1~~	~~13 740,00 €~~	~~2 750,00 €~~
Mairie du Pyla	5ème	W	239,00	200 m²	1	8 196,00 €	500,00 €
~~Ecole La Farandole Mat.~~	~~4ème~~	~~R~~	~~1496,00~~	~~800 m²~~	~~2~~	~~Réputé OK~~	
~~Ecole Brémontier Primaire~~	~~4ème~~	~~R~~	~~1623,00~~	~~650 m²~~	~~2~~	~~Réputé OK~~	
~~Ecole Gambetta Primaire~~	~~4ème~~	~~R~~	~~2340,00~~	~~500 m²~~	~~2~~	~~Réputé OK~~	
Maison Lalanne	5ème	S	210,00	250 m²	2		RECEPTION EN COURS
~~Ecole Lafon Primaire~~	~~4ème~~	~~R~~	~~1798,00~~	~~750 m²~~	~~1~~	~~Réputé OK~~	
Ecole Miquelots Primaire	4ème	R	1230,00	475 m²	1		PROJET EN COURS
Ecole Gaume Primaire	5ème	R	1894,00	500 m²	1		PROJET EN COURS
Cap Girondin	4ème	R/L/N/W	943,00	1 250 m²	1		PROJET EN COURS
Cap Giresse	3ème	L.N.R.	1449,00	750 m²	1		PROJET EN COURS
~~Stade Intercommunal~~	~~3ème~~	~~PA~~	~~894,00~~	~~500 m²~~	~~2~~	~~13 908,00 €~~	~~1 250,00 €~~
Complexe Brameloup	5ème	W	1166,00	300 m²	2		PROJET EN COURS
Stade Municipal	4ème	PA	721,00	500 m²	2	20 317,20 €	1 250,00 €
Salle Omnisports Coubertin	3ème	X	1658,00	800 m²	1	2 352,00 €	2 000,00 €
Salle Omnisports Bonneval	2ème	X	2700,00	900 m²	2	14 532,00 €	2 250,00 €
~~Dojo de Cazaux~~	~~5ème~~	~~X~~	~~592,00~~	~~500 m²~~	~~1~~	~~32 100,00 €~~	~~1 250,00 €~~
Tennis La Teste	5ème	X	1444,00	350 m²	1		PROJET EN COURS
Sous-total surfaces traitées			9 743 m²				

AGENDA ACCESSIBILITE années 2022 à 2024						Coût des travaux	
Sites	Catégorie ERP (1,2,3,4 ou 5)	Type ERP (U, V, L, M,...)	Surface bâtie	Espace extérieur	Nombre de niveaux	Bâtiments	Espaces Extérieurs
						PRIX HT	PRIX HT
~~Cabane d'Arnaud + (ADUFFU)~~			~~133 m²~~	~~70 m²~~	~~1~~	~~3 325,00 €~~	~~175,00 €~~
Cabane du Lac			48 m²	350 m²	1	1 200,00 €	875,00 €
Tir a la Cible			950 m²	150 m²	1		Projet en cours
Cabane La Gemeyre			48 m²	125 m²	1	1 200,00 €	312,50 €
Asso. Tir a l'Arc			574 m²	100 m²	1	14 350,00 €	250,00 €
Spot La Salie			250 m²		1	6 250,00 €	OK
Projet Musée			67 m²	85 m²	1		PROJET EN COURS
Asso. Pena Aficion			78 m²	50 m²	2		ATTENTE AUDIT SDI, Non occupé
Asso. Pena Flamenca			85 m²	50 m²	1		ATTENTE AUDIT SDI, Non occupé
Asso. DEBA			55 m²	50 m²	1	1 375,00 €	125,00 €
Asso. Conso. Log. Cadre de Vie			69 m²	50 m²	1		ATTENTE AUDIT SDI, Non occupé
Asso. Chasse du Natus			126 m²	50 m²	1		Mise en conformité de la banque d'accueil en
Asso. Passerel			166 m²	70 m²	1		
Asso. Le GIEQ			71 m²	50 m²	1		ATTENTE AUDIT SDI,
Asso. Dunes & Forêt			245 m²	70 m²	1	6 125,00 €	175,00 €
Camping du Lac			127 m²	25 m²	1	3 175,00 €	62,50 €
~~Camping Cap du Mount~~			~~180 m²~~	~~25 m²~~	~~1~~		DEMOLI
Maisons 11 rue de l'Yser			180 m²	50 m²	1		ATTENTE AUDIT SDI, Non occupé
Jardiniers du Pays de Buch			150 m²	250 m²	1	3 750,00 €	625,00 €
Asso. Bal-Trap			40 m²	500 m²	1	1 000,00 €	1 250,00 €
Asso. Randonneurs			25 m²	50 m²	1	625,00 €	125,00 €
Asso. Aquariophiles			96 m²	50 m²	1	2 400,00 €	125,00 €
Asso. à Bonneval			142 m²	50 m²	1		ATTENTE AUDIT SDI,
Secours Populaire			84 m²	150 m²	1		ATTENTE AUDIT SDI,
Salle réception Bonneval			718 m²	50 m²	1		PROJET EN COURS
Commerce Esquirey			175 m²	50 m²	1	4 375,00 €	125,00 €
Commerce Coiffure			100 m²	50 m²	1	2 500,00 €	125,00 €
Commerce Assurance			145 m²	50 m²	1	3 625,00 €	125,00 €
Poste communale MIQ			25 m²	50 m²	1	625,00 €	125,00 €
Sous-total surfaces concernées			5 571 m²	3 080 m²	**Sous-total HT**	**139 262,61 €**	**7 700,00 €**
					TVA	**27 852,52 €**	**1 540,00 €**
					Sous-total TTC	**167 115,13 €**	**9 240,00 €**

8

AD'AP 2016 – 2024

2016 – 2018 : 33 bâtiments publics concernés

Bâtiments : 8 133 m² ➔ 5 511 m² traités soit 67,8 % de la programmation

Espaces extérieurs : 18 675 m² ➔ 10 800 m² traités soit 57,8 %

Coûts : Bâtiments 172 930 € estimés (91,5 % concernent des surfaces traités) / Espaces extérieurs 38 312,50 € (87,5 % des surfaces traitées)

2019 – 2021 : 22 bâtiments publics concernés

Bâtiments : 30 809 m² ➔ 10 677m² traités soit 31,6 % de la programmation

Espaces extérieurs : 14 625 m² ➔ 5 700 m² traités soit 39 %

Coûts : Bâtiments 155 213 € estimés (70,7 % concernent des surfaces traités) / Espaces extérieurs 13 455 € (55,7 % des surfaces traitées)

2022 – 2024 : 29 bâtiments publics concernés

Bâtiments : 5 152 m² à traiter

Espaces extérieurs : 2 720 m² à traiter

Coûts : Bâtiments 55 900 € estimés / Espaces extérieurs 4 600 € estimés

Attestations d'accessibilité 2019 - 2020

Bâtiment	Date
Maison des Habitants Règue Verte	28/10/2019
Maison des Habitants J FLEURY Miquelots	27/02/2020
Tribunes Dubroc	24/02/2020
Cimetière Cazaux	17/03/2020
Maison des Habitants Cazaux	16/06/2020
Bibliothèque Captalat	18/12/2020
Halte Nautique	21/12/2020
Club de Voile Cazaux	21/12/2020

ERP Privés (bilan 2021)

Ont été déposées 56 autorisations de travaux auprès du service de l'Urbanisme : 30 ont reçu un avis favorable ou un avis favorable avec prescriptions et 7 un avis défavorable, 4 dossiers ont été classés sans suite et 2 dossiers incomplets. 13 dossiers sont encore en cours d'instruction.

Registre d'accessibilité

Rappelons la mise en place du registre public d'accessibilité, suite au décret du 28 mars 2017 : ce registre, élaboré par le service Prévention de la Ville est disponible sur le site internet de la Ville (màj le 19/01/2021).

Monsieur le Maire :

Merci Mme Grondona, des interventions ? Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme SECQUES **DEL2021-12-615**

COMITÉ DES ŒUVRES SOCIALES DES AGENTS DE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS COMMUNAUX (COES)
Convention 2022

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, article 9

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment son article 88-1

Vu la délibération du conseil municipal du 13 avril 2021 n°DEL2021-04-133 portant instauration des Lignes Directrices de Gestion à compter du 1er mai 2021,

Vu l'avis favorable du Comité technique du 3 décembre 2021

Considérant qu'il convient de renouveler la convention avec le Comité des œuvres sociales des agents de la Ville de la Teste de Buch et des Etablissements publics communaux (COES), afin de continuer à formaliser les relations que la Ville entretient avec cette association,

Considérant que la Ville accorde au Comité des œuvres sociales son soutien financier par le biais d'une subvention, mais aussi un soutien en personnel, locaux et aides logistiques lorsque l'association organise des activités ou des manifestations,

Considérant qu'afin de permettre à cette association de remplir au mieux sa mission d'aide sociale auprès des agents communaux, il est proposé en accord avec les dirigeants du COES de renouveler dès maintenant cette convention,

Ainsi, il est notamment proposé d'attribuer une subvention annuelle de 120 000 € comprenant la subvention annuelle, les participations aux médailles des agents et lors des départs en retraite, versée selon l'échéancier suivant :

- 15 mars : 25 % de la somme totale ;
- 30 juin : 50 % de la somme totale ;
- 15 novembre : 25 % de la somme totale.

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la Commission Administration générale, ressources humaines, finances et budgets, service à la population du 07 décembre 2021 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention ci-annexée qui définit les engagements réciproques de chacune des parties, pour l'année 2022

- INSCRIRE au budget la subvention de 120 000 € et prévoir les crédits correspondants,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe.

Renouvellement Convention COES 2022

Note explicative de synthèse

Pour mémoire, la mise en place d'une politique d'Action sociale pour les agents de la FPT est obligatoire depuis la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016. La Ville de la Teste de Buch souhaite donc dans ce cadre, poursuivre son partenariat avec le Comité des Œuvres Sociales de la Ville (COES).

Dans le cadre de la mise en œuvre des Lignes Directrices de Gestion définissant la politique RH et sociale pour les agents, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser M. le Maire à renouveler la convention liant la Ville de La Teste de Buch et le Comité des œuvres sociales (COES) des agents de la Ville de la Teste de Buch et des Etablissements publics communaux (CCAS, EPIC Office de tourisme).

Cette convention formalise leurs relations, dans l'intérêt des agents concernés, actifs ou retraités, pour une nouvelle période d'un an à compter du 1er janvier 2022.

La contribution de la Ville aux activités et aux charges du COES s'effectue sous forme de :

- Participation financière, par le versement d'une subvention annuelle de 120 000€ inscrite au BP 2022. (subvention annuelle suivant le nombre d'agent actifs et retraités (529 éligibles), départs en retraite 2022 et « médailles du travail)
- Mise à disposition d'un agent de la Ville à temps plein ;
- Mise à disposition de locaux ;
- Mise à disposition de matériel, notamment informatiques.

Le projet de convention a été transmis aux membres du Comité technique et a reçu un avis favorable le 3 décembre 2021.

Pour sa part, l'association COES est tenue de transmettre à la Ville, chaque année, un bilan d'activités moral et financier, un compte de résultat, ainsi qu'un rapport contenant les prestations versées aux agents et le nombre d'agents concernés.

Les engagements des deux parties ayant été respectés, il est proposé de renouveler la convention pour une nouvelle période d'un an et de poursuivre la mise à disposition un agent de la Ville, à compter du 1er janvier 2022.

CONVENTION 2022

Entre la Ville de La Teste de Buch
et le Comité des Œuvres Sociales de La Teste de Buch

ENTRE :

La Ville de La Teste de Buch, représentée par son Maire, Monsieur Patrick DAVET, ci-après dénommé « VILLE », habilité par délibération de Conseil Municipal du 14 décembre 2021.

D'une part,

ET :

Le Comité des Œuvres Sociales des Agents de la Ville de La Teste de Buch et des Etablissements publics communaux, constitué sous forme d'association loi 1901, déclarée à la Préfecture de la Gironde, et dont le siège est situé à l'Hôtel de Ville de la Teste de Buch – 33260 LA TESTE DE BUCH, représenté par son Président, Monsieur Christophe BABILLOT, ci-après dénommé « COES ».

D'autre part.

EXPOSE

Le présent protocole a pour objet de déterminer d'un commun accord les moyens dont le Comité des Œuvres Sociales (COES) disposera pour mener à bien la mission qui lui revient, conformément à ses statuts et à la délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2021.

La Convention a été transmise aux membres du Comité technique et a reçu un avis favorable le 03 décembre 2021.

ARTICLE 1- CONTRIBUTION DE LA VILLE

La contribution de la Ville aux activités et aux charges dudit COES est fournie sous forme :

- Participation financière.
- De mise à disposition des locaux,
- De mise à disposition de matériel,
- De mise à disposition de personnel.

TITRE I – DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTENAIRES

ARTICLE 2 – PRESTATIONS MATERIELLES ET HUMAINES DE LA VILLE

La Ville s'engage à assurer la diffusion des informations du COES parmi le personnel actif bénéficiaire.

A cet effet, le service Courrier transmettra tout document dans les mêmes conditions que ceux émanant des services municipaux ; les responsables et les chefs de service étant chargés de veiller à leur diffusion la plus large et la plus complète possible auprès des agents.

Pour sa part, le COES, avec l'aide logistique du service Courrier pour l'expédition, se charge de ces diffusions auprès des retraités.

La Ville s'engage à :

- Aider le travail informatique du COES en fournissant les prestations nécessaires ;
- Faciliter la participation des adhérents du COES aux assemblées générales statutaires ainsi qu'à l'élection des organes de direction du COES ;
- Réserver un emplacement au COES sur des panneaux d'affichage dans l'ensemble des services ;
- Transmettre par l'intermédiaire de la Direction des Ressources Humaines le fichier mis à jour des agents municipaux.
- Suivant les besoins du COES, du personnel communal titulaire du BAFA pourra être mis à disposition de l'association pour encadrer les voyages et sorties organisés pour les enfants des membres du COES ; la Ville s'engage à étudier toute demande ;
- La mise à disposition d'équipements et de matériels se fera selon les conditions et les règles de prêt communes définies par la Ville pour les associations testerines.

ARTICLE 3 – MISE EN ŒUVRE

La Direction des Ressources Humaines, la Direction de l'Innovation Numérique et des Systèmes d'information (DINSI), le service Courrier et le service info-reprographie sont les supports logistiques du COES. Les demandes de travail à accomplir sont formulées par le COES auprès du Directeur Général des Services.

De même, les demandes du COES au service infographie-reprographie pour travaux et édition doivent être formulées auprès du service concerné sous couvert du Directeur Général des Services.

ARTICLE 4 – EQUIPEMENTS ET MATERIELS

Les équipements et matériels mis à disposition occasionnellement par la Ville, restent la propriété de la Ville. Ils lui reviennent en cas de dissolution dudit COES.

ARTICLE 5 – PERSONNELS

L'ensemble des moyens en matière de personnels mis à disposition du COES représente un poste à temps complet.
La mise à disposition d'un même agent sera reconduite jusqu'à sa mise en retraite (date à confirmer mars 2025).
Les agents ainsi mis à disposition ne pourront exercer de fonctions électives au sein du COES.
Leur temps de travail est géré par le COES et la Direction des Ressources Humaines.

ARTICLE 6 – LOCAUX

Le COES dispose pour sa gestion et son organisation d'un bureau situé dans l'Hôtel de Ville, Esplanade Edmond Doré, équipé en postes informatiques, connexion Internet, téléphones et photocopieur/télécopieur.
L'association devra, chaque fin d'année, participer à la préparation budgétaire selon le même calendrier de préparation que les services municipaux notamment pour ses besoins prévisionnels en fournitures de bureau.

ARTICLE 7 – DROITS ET OBLIGATIONS DU COES

La liste des membres du Conseil d'Administration et des membres du Bureau est transmise à Monsieur le Maire de la Teste de Buch par le Président du Comité des Œuvres Sociales dès leur officialisation par le Conseil d'Administration.

La liste prévisionnelle des prestations accordées ainsi que les modalités d'attribution est transmise à la Ville.

A l'égard de la Ville, les membres du COES ne sont responsables que dans la limite du montant des fonds que le Conseil Municipal a alloué en faveur des personnels municipaux.

Ils sont responsables des dettes dans leurs rapports avec les tiers dans les conditions posées par le droit public et le droit privé.

ARTICLE 8 – TENUE DES COMPTES

Conformément à la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993, le COES est tenu de transmettre à la Ville, chaque année, un bilan d'activité moral et financier, un compte de résultat ainsi qu'un rapport contenant les prestations versées aux agents et le nombre d'agents concernés. Ces documents devront être envoyés dans un délai de six mois à compter du dernier jour de l'exercice, clos le 31 décembre de chaque année.

Le COES est soumis au contrôle d'un expert-comptable. Ce dernier est choisi par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration.

TITRE II – FINANCEMENT DU COES

ARTICLE 9 – SUBVENTION DE LA VILLE

La subvention est accordée dans le respect de la réglementation en vigueur en ce qui concerne la bonne utilisation des fonds publics.

Son attribution et son montant sont décidés, chaque année, par le Conseil Municipal au moment du vote du Budget.

La subvention pour l'année 2022 s'élève à 120 000€ pour l'année 2022.

Elle sera versée en trois fois selon le calendrier établi comme suit :
- 15 mars, 25% de la somme totale
- 30 juin, 50% de la somme totale
- 15 novembre, 25% de la somme totale

TITRE III – CONDITIONS D'EXERCICE

ARTICLE 10 – DISPOSITION DE TEMPS – DECHARGES DE SERVICES

Une autorisation d'absence est accordée aux administrateurs élus pour leur permettre de participer aux réunions de l'Assemblée Générale, du Conseil d'Administration, du Bureau, ainsi qu'aux audiences accordées par l'autorité administrative, à l'initiative de cette dernière sur simple présentation de leur convocation.
La durée de cette autorisation comprend, outre les délais de route et la durée personnelle de la réunion, un temps égal à cette durée pour permettre aux intéressés d'assurer la préparation et le compte rendu des travaux.

Lors de l'élection du Conseil d'Administration, l'organisation, la régularité et la bonne tenue des scrutins sont confiées aux membres sortants. A ce titre, ils bénéficient d'une autorisation d'absence équivalente à une journée de travail.

Les membres du Conseil d'Administration bénéficient également d'une autorisation d'absence de cinq heures afin de leur permettre de préparer l'arbre de Noël des enfants du personnel.

De même, les agents sollicités pour participer aux différents groupes de travail bénéficient d'une autorisation d'absence signée par le chef de service.

Le Président, le Trésorier et le Secrétaire bénéficient en outre, pour les besoins de fonctionnement du COES, de décharges de services supplémentaires.
L'amplitude totale maximum de cette décharge spécifique est de deux jours par mois pour chaque agent, pris en fonction des besoins.
De plus, l'association bénéficie d'un crédit de neuf jours d'autorisations d'absence par mois attribués par le Président selon les besoins de l'association.

Ces décharges, à l'intérieur du même mois, peuvent être cumulées. Elles peuvent être reportées sur un autre mois, ou sur un tiers autorisé. Elles seront portées sur le planning de gestion du temps de travail, et transmises à la Direction des ressources humaines.

ARTICLE 11 – MODALITÉS D'UTILISATION

Les absences, au titre de l'article 10, font l'objet d'une demande préalable d'autorisation adressée au chef de service par le Président du COES. Les élus du COES recevront dans le

même temps une convocation signée par le Président de l'association, qu'ils remettront à leur chef de service.

L'autorisation est accordée suivant les nécessités de service. Un refus d'autorisation doit être expressément formulé dans les meilleurs délais.

ARTICLE 12 – FORMATION DES ÉLUS DU COES

Les deux parties conviennent de favoriser la promotion des agents et notamment la participation aux formations, dans le cadre du plan pluriannuel de formation des personnels municipaux, à la demande des élus du COES et correspondant à son objet social sur la base d'une autorisation d'absence d'une durée maximale de cinq jours par an et par personne retenue, et de prise en charge des frais.

Les formations supérieures à cinq jours seront étudiées attentivement lors de l'élaboration du plan de formation. La demande devra être déposée à la Direction des ressources humaines. Les conditions et délais à respecter sont les mêmes que pour les stages du CNFPT.

ARTICLE 13 – FRAIS DE DÉPLACEMENTS

Conformément aux dispositions des statuts du COES, des frais de mission pourront être attribués aux membres du conseil d'administration suivant les mêmes dispositions que celles régissant, par analogie, les agents de la Ville de la Teste de Buch.

ARTICLE 14 - DURÉE

La présente convention est établie pour une durée d'un an à compter de la date de signature.

Fait à La Teste de Buch, le

Le Maire, Le Président,

Monsieur le Maire

Merci Mme Secques, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme GRONDONA **DEL2021-12-616**

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE ET LE CCAS

2022-2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1611-4,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles pris notamment ses articles L 123-4 et suivants et R123-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2018 relative à la Convention d'Objectifs entre la Ville et le CCAS,

Vu la délibération du Conseil d'Administration du CCAS du 21 décembre 2018 relative à la Convention d'Objectifs entre la Ville et le CCAS,

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 03 décembre 2021,

Vu le projet de convention ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant la lettre de Madame la Vice-Présidente du CCAS en date du 15 septembre 2021, sollicitant la résiliation de la convention d'objectifs conclue en 2018 à compter du 31 décembre 2021,

Considérant la nécessité d'une convention d'objectifs et de moyens entre le CCAS et la Ville de La Teste de Buch afin de renforcer la coopération entre ces deux entités,

Considérant le souci de clarification et d'une bonne organisation, la Ville et le CCAS proposent de conclure une nouvelle convention définissant, outre les missions obligatoires qui sont dévolues au CCAS par la loi, les missions confiées et les objectifs attendus par la Ville envers le CCAS, ainsi que l'étendue des concours apportés par la Ville au CCAS et inversement (service juridique, marchés publics, ressources humaines, finances, services techniques, etc.),

Considérant que ladite convention répondra aux objectifs suivants :

- Permettre à la Ville de disposer d'un outil co-construit de suivi de l'activité du CCAS
- Donner au CCAS une feuille de route claire pour les 5 années à venir ;
- Formaliser le partenariat Ville-CCAS.

Je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, finances et budgets, services à la population du 07 décembre 2021 de bien vouloir :

- AUTORISER, à compter du 1er janvier 2022, le concours des services de la Ville de La Teste de Buch pour optimiser la gestion du CCAS, dans le respect de son autonomie de fonctionnement et d'organisation,

- APPROUVER les conditions et termes de la convention d'objectifs et de moyens ci-annexée,

- AUTORISER Monsieur le Maire à la signer ainsi que tout acte ou document relatif à cette affaire.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS VILLE/CCAS

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La convention d'objectifs conclue en 2018 pour une durée de 4 ans, entre la Ville et le CCAS, nécessite d'être revue suite aux transferts des services petite enfance (2018) et centre social du CCAS à la Ville (2019) puis de l'épicerie sociale de la Ville au CCAS (2021).

En 2021, la Direction Générale des Services de la Ville de La Teste de Buch, la Direction Générale Adjoint Services Ressources de la Ville de La Teste de Buch, la Direction du Centre Communal d'Action Sociale, et l'ensemble des services concernés, ont travaillé à la rédaction d'un partenariat formalisé sous la forme d'une nouvelle convention d'objectifs et de moyens.

Dans un souci de clarification et d'une bonne organisation, la Ville et le CCAS proposent donc de conclure cette convention définissant, outre les missions obligatoires qui sont dévolues au CCAS par la loi, les missions confiées et les objectifs attendus par la Ville envers le CCAS.

Cette convention précise également l'étendue des concours apportés par la Ville au CCAS et inversement, en-dehors de la subvention annuelle d'équilibre du budget (service juridique, marchés publics, ressources humaines, finances, services techniques, etc.).

La convention répondra aux objectifs suivants :

- Permettre à la Ville de disposer d'un outil co-construit de suivi de l'activité du CCAS
- Donner au CCAS une feuille de route claire pour les 5 années à venir
- Formaliser le partenariat Ville-CCAS.

La délibération a donc pour objet de :

- AUTORISER, à compter du 1er janvier 2022, le concours des services de la Ville de La Teste de Buch pour optimiser la gestion du CCAS, dans le respect de son autonomie de fonctionnement et d'organisation,
- APPROUVER les conditions et termes de la convention d'objectifs et de moyens ci-annexée,
- AUTORISER Monsieur le Maire à la signer ainsi que tout acte ou document relatif à cette affaire,

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE LA VILLE ET LE CCAS DE LA TESTE DE BUCH 2022-2026

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch représentée par son Maire en exercice, Monsieur Patrick DAVET, agissant en vertu de la délibération n° ….. du 14 décembre 2021

Ci-après dénommée « La Ville », d'une part,

ET

Le Centre Communal d'Action Sociale représenté par sa Vice-Présidente en exercice, Madame Brigitte GRONDONA, agissant en vertu de la délibération n°……, du conseil d'administration en date du XX/XX/2021
Ci-après dénommé « CCAS » d'autre part.

PREAMBULE

La loi détermine le statut des CCAS dans le code de l'action sociale et des familles, article L123-5 et suivants. En tant qu'établissements rattachés aux communes, ils disposent de compétences propres (personnalité juridique, existence administrative et financière distincte, un conseil d'administration). Le CCAS est, par conséquent, un établissement public administratif de la Ville en charge de l'action sociale municipale.
Il constitue donc l'outil stratégique privilégié de la Ville pour impulser, animer et développer des actions dans les différents champs sociaux : personnes fragiles, aides facultatives, personnes âgées, familles, enfance, solidarité, citoyenneté, handicap et logement etc…

Le CCAS exerce l'intégralité de ses compétences en matière d'action sociale, telle qu'elles sont définies par les articles L 123-4 et -5 du CASF ainsi que dans le cadre du décret n°95-562 du 6 mai 1995, qui précise les attributions de cet établissement.

Afin de lui permettre d'exercer ses missions, la Ville attribue au CCAS une subvention d'équilibre annuelle et lui apporte divers concours permettant d'accompagner et d'optimiser le fonctionnement de l'établissement et l'utilisation de ses ressources mais aussi d'apporter une cohérence globale de gestion des services municipaux et du CCAS.

Dans un souci de clarification et de bonne organisation, la Ville et le CCAS ont décidé de conclure une convention définissant, outre les missions obligatoires qui sont dévolues au CCAS par la loi, les missions confiées, les objectifs et les moyens attendus par la Ville envers le CCAS.

Cette convention prévoit la subvention annuelle d'équilibre du budget ainsi que l'étendue des concours apportés par la Ville au CCAS et inversement.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objectifs de définir :

- Le champ d'action du CCAS en vertu des textes
- Les objectifs attendus par la Ville à travers les missions qu'elle lui confie
- La nature et l'étendue des concours apportés par la Ville au CCAS et inversement,
- Les échanges financiers entre les deux personnes publiques.

Article 2 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans.

Article 3 – Missions réalisées par le CCAS

A- Actions en faveur des personnes en situation de précarité

Instruction des aides légales
Instruction et octroi des aides facultatives
Accompagnement social individuel des personnes
Développement d'actions d'insertion
Election de domicile pour les personnes sans résidence stable
Gestion de l'Epicerie Sociale

B- Actions en faveur des personnes âgées

Gestion de la résidence autonomie Lou Saubona
Gestion d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile (aide à domicile, auxiliaire de vie, propositions de services de portage de repas et de téléalarme)
Développement d'actions favorisant l'insertion sociale et l'autonomie des personnes âgées
Développement d'actions intergénérationnelles

C- Actions de développement social local

Analyse des besoins sociaux
Soutien et développement du partenariat institutionnel et associatif

Article 4 – Objectifs et Missions attendues par la Ville

Les objectifs attendus et qui doivent être déclinés dans chaque secteur, sont les suivants :

- Participer aux projets et développer ceux-ci en matière développement social
- Améliorer et développer la communication sur la structure et sa connaissance du grand public
- Proposer des actions collectives et individuelles d'accompagnement des testerins en situation de fragilité, afin de proposer des réponses adaptées à leurs besoins
- Faire du CCAS un outil stratégique, partenarial et transversal de la solidarité au cœur du territoire dans une perspective prenant en compte l'aspect intercommunal

- Proposer des objectifs stratégiques sur l'ensemble des secteurs, des publics et des quartiers, issus de l'observation et de l'analyse des besoins du territoire. Les objectifs, définis par le Président du CCAS, devront être déclinés dans un plan d'actions pluriannuelles.
- Apporter conseils et être force de proposition sur l'ensemble des secteurs
- Rédiger, en lien avec les services de la Ville, un projet de structure en cohérence avec les besoins du territoire et les actions de la Ville et l'ajuster en fonction de l'évolution des besoins.

La Ville a décidé de confier au CCAS les missions suivantes :

- Gestion managériale, administrative et financière du CCAS et de ses établissements en étroite collaboration avec les services supports et la direction générale de la ville
- Mise en œuvre et suivi de l'accompagnement des personnes sans domicile stable
- Mise en œuvre et suivi des plans d'alerte et d'urgence (canicule, grand froid, incendie, épidémie etc.)
- Gestion des logements (participation aux commissions d'attribution des logements, sous location, chalets, urgence etc.)
- Organisation d'animations à destination des seniors
- Impulsion d'une dynamique de réflexion et d'innovation en matière d'intervention sociale et médico-sociale
- Organisation et mise en œuvre de la politique sociale sur le territoire
- Mise en œuvre de l'offre de service sur le territoire à l'encontre de tous les publics fragiles
- Gestion de l'épicerie sociale
- Pilotage et/ou participation aux projets et aux expérimentations dans son domaine d'activités, avec les acteurs municipaux, institutionnels et locaux
- Pilotage et gestion du secteur du handicap sous toutes ses formes et mise en œuvre d'actions
- Assurer une veille juridique en matière sociale
- Gestion de la livraison des repas aux personnes âgées (DSP)
- Aide et soutien à l'aide aux sinistrés
- Accompagnement social des agents de la Ville et du CCAS

Article 5 – Nature et étendue des concours apportés par la Ville au CCAS

Dans des objectifs de mutualisation et de cohérence de gestion, les fonctions support de la Ville (finances, RH, juridique, prévention, marchés publics / assurance, service techniques, informatique, communication, archives etc) sont mis à la disposition du CCAS.
A partir du 1er janvier 2022, ils feront l'objet d'une valorisation financière.

De façon exceptionnelle, pour la mise en place et la réflexion sur des projets importants, le CCAS pourra recourir au conseil, à l'assistance et à l'expertise de tous les autres services de la Ville, en plus des services supports, après accord de monsieur le Maire et validation de la Direction Générale des Services de la Ville.

5.1. Prestations des Services techniques

Les services techniques de la Ville sont chargés de :
- Entretenir et de suivre l'ensemble des bâtiments, espaces verts, voiries et équipements techniques mis à disposition du CCAS ou lui appartenant en propre
- Réaliser des plans, des programmes ou autres documents techniques.
- Conseiller le Président, les élus et la direction

- Réaliser des travaux de fonctionnement ou d'investissement en fonction des besoins et des projets (réalisation d'un plan pluriannuel ou annuel d'investissement)
- Evaluer le coût des prestations réalisées.
- Conseil et accompagnement dans la passation des marchés publics (rédaction, présentation en commission, avenants, aide à l'analyse et à la publication)
- Assurer l'entretien des véhicules moteurs du CCAS
- Assurer les contrôles d'accès des bâtiments du CCAS
- Mise à disposition d'un véhicule et un agent pour la collecte hebdomadaire des denrées alimentaires de l'Epicerie Sociale

5.2. Prestations du service des Ressources humaines

5.2.1 Direction des RH

- Analyse, conseils, suivi et vérification auprès des élus et de la direction du CCAS
- Organisation de points réguliers entre la DRH et le CCAS
- Réalisation du Rapport Social Unique du CCAS
- Rédaction et suivi des Lignes Directrices de Gestion

5.2.2 Gestion administrative et statutaire du personnel

- Gestion des paies, des indemnités, des charges sociales, des rémunérations accessoires pour l'ensemble des statuts et la Déclaration Sociale Nominative (DSN)
- Gestion des dossiers individuels des agents et de leur archivage (absences, inaptitudes, actes administratifs, déroulement de carrière, instruction dossiers retraite, gestion des départs ou cessation d'activité)
- Gestion des entretiens professionnels annuels
- Médailles du travail
- Accompagnement dans la gestion du temps de travail
- Gestion des demandes de retraites
- Gestion RQTH / FIPHP - mise à disposition du référent Handicap
- Gestion des instances : de la CAP, du CT, du CHSCT, des CCP
- Gestion des élections professionnelles
- Gestion des écrits administratifs (arrêtés, contrats, ordre de mission, notes etc.)
- Gestion participation employeur santé / prévoyance
- Procédures de licenciement et démission
- Assurance statutaire (marché, suivi…)
- Gestion de la carrière des agents

5.2.3 Gestionnaire de l'emploi et des mobilités

- Accompagnement dans la gestion de la procédure des recrutements des personnels permanents ou non permanents
- Accompagnement dans la gestion du tableau des effectifs
- Gestion des mobilités choisies ou subies

5.2.4 Formation

- Suivi des formations réalisées par les agents (obligatoires, tout au long de la carrière, intégration etc), et conseil en ce domaine

- Gestion des inscriptions aux concours
- Gestion des droits individuels à la formation (CPA/ CPF)
- Elaboration et gestion du plan de formation du CCAS
- Accompagnement dans la gestion des stages
- Formations obligatoires – sécurité

5.3. Prestations du service prévention interne et externe – médecine de prévention

- Conseil/expertise/accompagnement
- Organisation des visites médicales et de vaccination auprès du médecin de prévention
- Assistance à la Qualité de vie au travail
- Sécurité des locaux, vigipirate, accompagnement administratif et technique lors des commissions de sécurité des bâtiments du CCAS ;
- Rédaction de protocole d'évacuation incendie, idem pour les protocoles de confinement (PPMS), mise à jour et/ou rédaction de plans d'évacuation et/ou plan d'intervention ;
- Conseil en matière d'achat d'équipement de sécurité, EPI, vêtements (cependant le CCAS reste autonome dans ses dépenses de fonctionnement et d'investissement) ;
- Réalisation des audits de poste et évaluations pour certains secteurs les risques professionnels (Résidence Lou Saubona…) ;
- Mise à disposition d'un défibrillateur à la Résidence Lou Saubona (suivi maintenance en interne / renouvellement consommables) ;
- Vérification annuelle des extincteurs présents dans les bâtiments du CCAS ;
- Renouvellement par acquisition des extincteurs réformés (au bout de 10 ans - idem (€)) ;
- Sensibilisation/formation du personnels CCAS au maniement des extincteurs

5.4. Prestations de la direction de l'innovation numérique et des systèmes d'information (DINSI)

Les missions réalisées par le service DINSI de la Ville pour le CCAS sont les suivantes :

- Assure la confidentialité, la disponibilité et l'intégrité des données

- Installation et maintenance de 1er, 2ème et 3ème niveau sur les ordinateurs

- Installation et maintenance de 1er et 2ème niveau sur les équipements périphériques, les serveurs, les équipements réseaux et télécoms

- Réalisation de l'intégration des nouveaux composants dans le parc informatique ainsi que de leurs évolutions et mises à jour

- Gestion des accès informatiques, à la messagerie

- Assistance et conseil auprès des agents

- Dialoguer avec les utilisateurs en s'adaptant à leurs attentes

- Assurer l'interface et le suivi technique des prestations avec les entreprises intervenant sur site ou à distance dans son domaine d'activité

- Suivi et Gestion des sauvegardes des différents serveurs

- Sensibiliser les utilisateurs au respect de la charte informatique

- Mise à disposition du parc de copieurs pour l'ensemble des services du CCAS et service de maintenance associé

Le Directeur du DINSI réalise également des missions pour le CCAS :

- Conseiller et faire des propositions dans la définition des orientations stratégiques et des points techniques en matière de SI et de numérique
- Organiser et mettre en œuvre la politique SI
- Contrôler l'efficacité et la maitrise des risques liés au SI
- Évaluer et préconiser les investissements en fonction des évolutions informatiques souhaitées par le CCAS.

5.5. Prestations du service juridique et de la commande publique

- Relectures de délibérations,
- Gestion des contentieux et pré-contentieux,
- Aide à la gestion des contrats d'assurances,
- Analyses de conventions ou contrats (ex: convention MGEN-Service d'aide à domicile, contrat individuel de prestation de portage à domicile et/ou d'aide à domicile ou AVS, convention de location avec ENEAL), règlement de fonctionnement ou de séjour (ex: RA Lou Saubona),
- Conseils sur l'application de textes législatifs ou réglementaires, sur les modalités d'approbation d'actes (quel organe compétent, CA ou Président),
- Rédaction, gestion des offres, passation des marchés publics
- Groupement de commande avec la Ville

5.6. Prestations de la Direction générale des services

- Assure un rôle d'expertise et de conseil auprès de la Direction du CCAS
- Facilite le travail en transversalité du CCAS avec l'ensemble des services de la Ville pour la bonne réalisation des missions
- Apporte une aide à la décision concernant les notes et divers documents du CCAS avant présentation au Président
- Transmet les informations au CCAS dans les domaines des services à la population, communique sur les grands projets stratégiques de la ville

5.7. Prestations du service des Finances

Les missions réalisées par la direction des finances de la Ville pour le CCAS consistent à :

- Accompagner et conseiller le CCAS (Elus et agents) en matière d'élaboration budgétaire à travers les différentes étapes budgétaires (Budget Primitif, Reports/Restes à Réaliser, Budget Supplémentaire, Décisions Modificatives), de manière à harmoniser les procédures et les documents à destination des élus,
- Accompagner et conseiller le CCAS (Elus et agents) dans la déclinaison et l'élaboration de sa stratégie financière, notamment par la réalisation d'analyses budgétaires rétrospectives et/ou prospectives,
- Accompagner et conseiller le CCAS (Elus et agents) en matière d'exécution budgétaire et de suivi de l'actif, de manière à harmoniser les procédures mises en œuvre (Ville et CCAS), et à optimiser les relations entre les différents acteurs concernés (agents CCAS, agents Ville, agents Trésor Public et fournisseurs et usagers),
- Développer un partenariat entre les agents des deux structures de manière à harmoniser et rationnaliser les connaissances et les savoirs faire des agents, permettant d'optimiser

l'utilisation des outils informatiques communs (CIRIL, Ixbus, etc…), et de rationaliser les outils de paiement.
- Assurer le suivi des procédures financières découlant de cette convention : analyse des balances budgétaires mensuelles, des rapports trimestriels et annuels transmis par le CCAS, élaboration et suivi des mesures correctives validées.
- Accompagner le CCAS sur les recherches de subventions

5.8. Prestations du service Communication

- Conseils stratégiques auprès des élus et de la direction du CCAS
- Réalisation des supports de communication et d'impressions après validation du Président et de la direction générale des services de la Ville
- Mise à disposition du site internet et accompagnement dans son utilisation et Intranet
- Accompagnement et conseil dans la relation avec les médias

5.9. Prestations du service Archives

- Analyse, conseils et suivi auprès de la direction du CCAS
- Accompagnement et suivi de l'archivage des documents, et à titre exceptionnel, réalisation des versements
- Formation des agents en la matière
- Stockage et destruction des archives du CCAS
- Suivi de la gestion des archives du CCAS.

5.10.Prestations du service Urbanisme

- Rédaction et suivi des conventions de mise à disposition des locaux
- Aide et conseils en la matière

5.11. Service vie des quartiers

- Mise à disposition d'un agent du Service Vie des Quartiers à l'Epicerie Sociale pour les collectes hebdomadaires des denrées alimentaires

Article 6 – Nature et étendue des concours apportés par le CCAS à la Ville

Le CCAS apporte son expertise sociale à la Ville.

Une assistante sociale du CCAS est mise à disposition au service RH de la Ville pour accompagner les agents dans leurs démarches et leurs difficultés.

Le Service Logement accompagne ou représente monsieur le Maire aux commissions d'attribution de logement.

Le CCAS assure l'animation et le suivi de la Commission d'Accessibilité Communale et participe à la Commission d'Accessibilité de la COBAS.

Le directeur du CCAS participe aux astreintes d'encadrement de la Ville, au Comité de Direction ainsi qu'aux différents projets et dispositifs de la Ville (Plan Communal de Sauvegarde,…). Le CCAS assure le suivi du Plan Canicule et tiens à jour le Registre Communal des Personnes Vulnérables.

A partir du 1er janvier 2022, ces concours feront l'objet d'une valorisation financière.

Article 7 – Mise à disposition de locaux par la Ville au CCAS

La Ville met à disposition les locaux nécessaires à la réalisation de ses missions et notamment les locaux présentés dans le tableau suivant.

IDENTITE DU PRENEUR	NATURE DU PRENEUR	ADRESSE DU BIEN LOUE / DESCRIPTIF	DATE DE PRISE D'EFFET DU BAIL	DUREE/ DATE DE FIN DU BAIL	LOYER	CONVENTION / DECISION - DELIBERATION
CCAS		Siège social 12 rue du Parc de l'Estey (FS 448) - RDC	01/01/2017	15 ans jusqu'au 31/12/2031	gratuit	Délibération du 12/12/ 2017 Convention du 18/12/2017
CCAS	Epicerie Sociale Banque alimentaire Réserve	12 bis rue du Parc de l'Estey (FS 439p) à l'angle avec l'allée d'Aquitaine	15/09/2017	15 ans jusqu'au 14/09/2032	€ symbolique non exigé et non recouvré	Délibération du 21/11/ 2017 Convention en date du 28/11/2017
CCAS	Logements d'urgence	27 rue du Général Castelnau	31/03/2004	1 an renouvelable par tacite reconduction	360€/an	Convention du 31 mars 2004
CCAS		Logements temporaires d'urgence Chalets Mexico, Nantes, Wroclaw, Léon et Bonneval (accueil) à Bonneval Parcelle GE 4	13/10/2014	31/08/2025	gratuit	Décision n° 2014-370 du 19/09/2014 Décision n°2016-278 du 10/06/2016 convention du 13/10/2014 Avenant n°1 du 15/06/2016
CCAS		17 bis avenue Charles de Gaulle FR 401 pour mise à dispo de l'Asso Prado 33 : hébergement temporaire de familles défavorisées	23/07/2012	15 ans jusqu'au 22/07/2027	gratuit	Délibération CM du 31/05/2012 convention en date du 23/07/2012

Pour plus d'informations, se référer aux conventions correspondantes réalisées par le service Urbanisme de la Ville.

Article 8 – Rapport annuel du CCAS

A travers son rapport annuel habituel et dans le cadre du bon suivi de la présente convention, le CCAS transmettra, chaque année, avant le 31 mars de l'année N+1, un bilan de mise en œuvre de la convention sous la forme d'un rapport. Ce dernier doit comporter, a minima :

- un état des lieux qualitatif et quantitatif de l'activité de la structure en lien direct avec les objectifs définis et les missions attendues
- des perspectives annuelles et pluriannuelles des activités et des projets
- l'exécution budgétaire de l'année N et la prospective financière sur les années restant de la convention (N+1, N+2 etc).

Ce rapport sera présenté en conseil d'administration du CCAS et en conseil municipal de la Ville.

Article 9 – Versement d'une subvention annuelle par la Ville au CCAS

Le montant annuel de la subvention est déterminé d'un commun accord entre le CCAS et la Ville. Il est établi en fonction d'un fonds de roulement prévisionnel de 45 jours au 31 décembre de l'exercice considéré. Le versement de la subvention est notamment lié à :

- l'atteinte des objectifs fixés
- la bonne réalisation des missions
- la fourniture d'un rapport annuel

Pour l'année 2022, le montant de la subvention annuelle s'élève à 1 200 000 €.

Le versement de la subvention est convenu chaque année par avenant.

Article 10 – Valorisation financière des concours apportés par la Ville au CCAS et du CCAS par la Ville

Comme convenu par les articles 5 et 6, la Ville et le CCAS conviendront, chaque année, par avenant les valorisations des actions de la Ville pour le compte du CCAS et inversement.

La valorisation financière est établie comme suit :

Remboursements du CCAS à la Ville : (montants révisables chaque année par avenant)

Service	Modalité de calcul	Montant pour 2022
Services Techniques	Montant forfaitaire par an pour l'entretien des bâtiments, espaces verts, véhicules… + 10 % du coût annuel (salaire + charges) d'un agent polyvalent mis à disposition pour l'Epicerie Sociale	25 400 € + 4 000 €
Services Ressources Humaines	Coût de l'ensemble du personnel (chap. 012) du service RH au prorata du nombre d'agent du CCAS par rapport à celui de la Ville (N-1)	70 500 €
Service Finances/ juridique/archives	Montant forfaitaire par an	9 300 €
DINSI	Montant forfaitaire par an *+ remboursement des copieurs (location + consommables pour l'année N-1) mis à disposition du CCAS*	7 800 € Facturation à part
Vie des quartiers	50 % du coût annuel (N-1) d'un agent à mis à disposition de l'Epicerie Sociale	15 000 €
Communication	Montant forfaitaire par an	1 500 €

Remboursements de la Ville au CCAS : (montants révisables chaque année par avenant)

Service	Modalité de calcul	Montant pour 2022
Assistante sociale du personnel	10 % du coût annuel (N-1) de l'assistante sociale du CCAS mise à disposition de la Ville pour l'accompagnement des agents	3 150 €
Missions du directeur du CCAS (Commission d'accessibilité, astreinte d'encadrement…)	Montant forfaitaire par an. (montant révisable chaque année par avenant, en fonction des projets et interventions)	350 €

Pour l'année 2022, le montant de la valorisation des actions s'élève donc à 130 000 €, que le CCAS remboursera à la Ville.

Article 11 – Modification et Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de 3 mois. Toute modification de cette convention fera l'objet d'un avenant.

Article 12 – Litiges

Tout litige relatif à la présente convention pouvant survenir dans le cadre de son application relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Bordeaux. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable.

Fait à La Teste de Buch, le

La Vice-Présidente du CCAS,

Brigitte GONDONA

Le Maire de La Teste de Buch,
Conseiller Départemental de la Gironde

Patrick DAVET

Monsieur le Maire :
Merci Mme Grondona

Madame GRONDONA :
Rappelons, que le CCAS est un établissement public communal qui intervient dans les domaines de l'aide sociale légale et facultative, ainsi que des actions en faveur des personnes âgées, des personnes handicapées et des personnes en situation de précarité. Le CCAS gère aussi un établissement médico-social, la Résidence Autonomie Lou Saubona et un Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile.

La convention qui vous est proposée, pour une durée de 5 ans à compter du 1er janvier 2022, a pour but de définir les objectifs attendus entre la ville et le CCAS et les moyens mis à disposition.

Les objectifs et missions attendues de la ville sont déclinés autour du développement social, de l'amélioration de la prise en charge des difficultés des habitants de La Teste de Buch et de faire du CCAS un outil stratégique, partenarial et transversal des solidarités.

Pour cela, cette Convention d'Objectifs et de Moyens permet de structurer un projet cohérent avec les besoins du territoire, les acteurs de la Ville et l'adapter si nécessaire.

Outre les missions dévolues au CCAS par le Code de l'Action Sociale et des Familles, la ville de La Teste de Buch a souhaité confier à son établissement public la gestion de services à la population comme l'Epicerie Sociale, le suivi des personnes sans domicile stable, l'accompagnement des demandeurs de logement social, des personnes âgées ou en situation de handicap, assurer une veille en matière sociale, une aide aux sinistrés mais aussi un accompagnement des agents de la collectivité en difficulté.

Le CCAS n'a cependant pas les moyens de fonctionner correctement sans les fonctions supports de la Ville : du service Ressources Humaines, à l'entretien technique des bâtiments mis à disposition par la Ville, en passant par les services informatique, financier, communication ou juridique. En contrepartie, la Ville a aussi besoin des compétences spécifiques du CCAS citées auparavant.

La subvention de la Ville au CCAS, de 1 200 000 € pour 2022, représente en moyenne ces dernières années 70 % des recettes du CCAS. Les autres ressources proviennent, entre autres, de subventions du Département, de la CAF, des caisses de retraite et de la participation des bénéficiaires aux services du CCAS.

En 2021 la subvention de la ville au CCAS a été 1 200 000€ au budget primitif, le budget supplémentaire a permis d'accorder 100 000€. Pour rappel en 2021 nous avons pu aider de façon exceptionnelle les étudiants boursiers plus de 100 bénéficiaires pour un montant de 11 000€.

Si l'établissement public communal a des besoins supplémentaires de financement, la ville lui accordera une subvention.

La convention prévoit donc la valorisation apportée par les services de la Ville en permettant le remboursement de 130 000 €/an par le CCAS.

Même si ce type de protocole ne relève pas d'une obligation légale, le conventionnement entre la Ville et le CCAS est fortement recommandé par l'Union Nationale des CCAS, en particulier pour des communes de notre taille.

La crise sanitaire, que nous vivons depuis 2 ans, a montré la complémentarité et la réactivité des services de la Ville et du CCAS pour permettre la continuité du Service Public. Nous avons pu ainsi répondre aux besoins sociaux des habitants en lien avec nos partenaires.

Je profite de la présentation de cette délibération pour remercier M. le Maire de la confiance qu'il me fait au quotidien pour gérer la gestion de l'action sociale de la commune.

Monsieur le Maire :
Je suis très honoré du travail qui est fait au CCAS entre son directeur, les élus et entre tout le personnel, c'est ce que j'entends au quotidien. Bravo pour ce travail, l'objectif c'est rendre service à tous ceux qui en ont besoin, et à la Teste comme ailleurs il y a de gens qui ont besoin. On a vraiment des testerins qui sont dans des situations difficiles nous nous devons de les aider, et c'est ce qui est fait.

Monsieur CHAUTEAU :

Naturellement, je voterai pour cette délibération n°23 relative au CCAS.
Mais je veux faire une courte intervention pour évoquer une problématique sociale importante et pour poser quelques questions la concernant.
La liste des missions confiées par la ville au CCAS indique une quinzaine de points.
Je souhaite porter une attention particulière au sixième point que je cite : « Impulsion d'une dynamique de réflexion et d'innovation en matière sociale et médico-sociale. »

Comme partout en France, je pense qu'il y a à La Teste de Buch une demande de service de plus en plus importante pour une partie de nos concitoyens très vulnérables eu égard aux maladies telle que la maladie d'Alzheimer mais également à cause de certains troubles mentaux et psycho-sociaux dont l'origine se trouve être souvent une situation de précarité sociale elle-même consécutive aux accidents de la vie (divorces, perte d'emploi, addictions etc).
Il y a environ 90 0000 personnes qui nécessitent une protection juridique. Environ 50 % d'entre elles sont mises par décision du Juge des Tutelles sous la protection effective d'un membre de leur famille.
L'autre moitié est mise sous la protection de la collectivité via des MJPM Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs, professionnels privés ou exerçant au sein d'Associations familiales, agréés par l'État.

Mes questions portent sur le rôle actuel du CCAS quant à l'assistance que notre Commune doit apporter aux Majeurs protégés par le dispositif de « Sauvegarde de Justice, de Curatelle et de Tutelle. »
- Quel est le niveau de coopération effective avec les Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs installés sur notre territoire ? L'Association Tutélaire du Bassin d'Arcachon (anciennement ATBA) est une des structures importantes, mais est-elle aujourd'hui suffisante ?

- Y a-t-il au sein du CCAS une ligne budgétaire et du personnel administratif juridico-social dédié à cette demande spécifique dont malheureusement il faut anticiper une évolution quasi exponentielle.

Madame GRONDONA
Au CCAS nous n'avons pas de service juridique, nous avons une assistante sociale.

Madame POULAIN :
Je me permets de répondre en tant que mandataire judiciaire à la protection des majeurs, j'ai travaillé à l'ATBA, vous étiez membre du conseil d'administration à l'époque, en fin de compte ce sont les juges qui décident c'est uniquement un domaine juridique, nous avons affaire aux CCAS des différentes villes où vivent les majeurs protégés mais en leur demandant et faisant appel aussi bien pour le portage de repas que pour les alarmes, une assistance d'aide sociale mais les mandataires sont tout à fait aptes à faire cela.
En fait le CCAS n'intervient absolument pas auprès des mandataires judiciaires à la protection des majeurs mais les MJPM font appel au CCAS en cas de besoin

Monsieur CHAUTEAU :

C'était bien le sens de ma question, c'est que le CCAS est un outil pour les mandataires judiciaires pour atteindre et porter le service aux personnes protégées.

Madame GRONDONA
Les mandataires ont toutes facultés de tout faire, si ce n'est les aides sociales où là il faut passer par le CCAS.

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote
Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **M. SAGNES** **DEL2021-12-617**

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES EMPLOIS PERMANENTS, DES EMPLOIS NON PERMANENTS POUR ACROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE ET LE RECOURS EVENTUEL A DES VACATAIRES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2321-2 et R 2313-3 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée ;

Vu le décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2021-06-254 du 29 juin 2021 portant modification du tableau des effectifs des emplois permanents et des emplois non permanents,

Vu la délibération du conseil municipal n°2021-04-133 du 13 avril 2021 portant instauration des Lignes Directrices de Gestion à compter du 1er mai 2021, notamment en matière d'évolution professionnelle,

Vu l'avis favorable du Comité Technique du 03 décembre 2021,

Mes Chers Collègues,

Considérant les orientations générales en matière de recrutement, promotion, valorisation des parcours professionnels, adaptation des compétences et des métiers, la diversité des profils, présentées dans les lignes directrices de gestion,

Considérant la mise en œuvre des lignes directrices de gestion par le plan d'action n° 8 qui précise notamment : « *Définir et mettre en place une politique d'avancement de grade, de nomination par promotions internes et suite à réussite aux concours pour les agents titulaires »,*

Considérant que conformément aux dispositions fixées par l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant,

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique élargit les possibilités de recruter des agents sous contrats,

Considérant que les avis de vacance d'emploi ont été publiés, accompagnés de la fiche de poste précisant les missions, les qualifications requises, les compétences attendues, les conditions d'exercice et les sujétions particulières,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une modification du tableau des effectifs titulaires, afin de l'adapter pour permettre le recrutement par voie de mutation externe,

Considérant qu'en application des dispositions de l'article 3-3-2°de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les collectivités peuvent recruter principalement des agents contractuels sur des emplois permanents lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté statutairement (recherche infructueuse de candidats statutaires, quelle que soit la catégorie hiérarchique),

Considérant, les besoins des services et l'ajustement des emplois aux qualifications nécessaires, qu'il y a lieu de procéder à une modification du tableau des effectifs, afin de permettre le recrutement de contractuels sur des emplois permanents,

Considérant qu'en application des dispositions de l'article 3 I 1° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les collectivités peuvent recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité. Considérant que ces recrutements peuvent être effectués par contrat à durée déterminée de maximum douze mois, renouvellements compris, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs.

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une modification du tableau des effectifs afin d'assurer d'une part, la promotion d'agents reçus à des concours ou examen professionnel, et de permettre, d'autre part, la nomination des agents par avancements de grade ou promotions internes,

Considérant qu'en cas de besoin des services, il est possible d'avoir recours ponctuellement à des agents vacataires. Considérant qu'il s'agit d'un travail spécifique et ponctuel à caractère discontinu, les vacataires seront rémunérés après service fait sur la base de taux de vacation, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022,

Ces modifications prendront effet à partir du 1er janvier 2022, nécessitent une mise à jour du tableau des effectifs,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant à l'emploi et au grade ainsi créé sont inscrits au budget de l'exercice 2022.

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population en date du 07 décembre 2021, de bien vouloir :

- ACCEPTER les suppressions des postes des effectifs titulaires à temps complet, suite à un départ à la retraite, une mutation externe ou un avancement de grade d'agents qui se décomposent de la façon suivante :

2 postes de Rédacteur ;
8 postes d'Adjoint administratif principal de 2e classe ;
1 poste d'Ingénieur ;
30 postes d'Adjoint technique ;
1 poste d'Assistant socio-éducatif ;
7 postes d'Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2e classe ;
1 poste d'Educateur des Activités Physiques et Sportives principal de 2e classe ;
1 poste d'Educateur des Activités Physiques et Sportives ;
1 poste d'Adjoint du patrimoine principal de 2e classe ;
1 poste d'Animateur principal de 1re classe ;
4 postes d'Adjoint d'animation ;
5 postes de Gardien-Brigadier / Brigadier ;
2 postes de Puéricultrice de classe supérieure ;
1 poste d'Auxiliaire de puériculture principal de 2e classe.

- d'ACCEPTER les créations des postes des effectifs titulaires à temps complet, en prévision de recrutements, qui se décomposent de la façon suivante :

1 poste de rédacteur principal de 2e classe ;
1 poste de Technicien principal de 1re classe ;
1 poste de Technicien principal de 2e classe ;
2 postes de Brigadier-Chef principal de police municipale ;
1 poste de Puéricultrice de classe normale.

- d'ACCEPTER les créations des postes des effectifs titulaires à temps complet, en prévision de nominations par avancements de grade ou promotions internes, qui se décomposent de la façon suivante :

- 3 postes de rédacteur principal de 2e classe ;
- 5 postes d'adjoint administratif principal de 1re classe ;
- 2 postes d'agent de maîtrise principal ;
- 6 postes d'agent de maîtrise ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1re classe ;
- 4 postes d'adjoint technique principal de 2e classe ;
- 1 poste d'assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle ;
- 2 postes d'éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle ;
- 2 postes d'agent spécialisé principal de 1re classe des écoles maternelles ;

- 1 poste d'éducateur des activités physiques et sportives principal de 1re classe;
- 1 poste d'animateur ;
- 1 poste d'adjoint d'animation principal de 1re classe ;
- 1 poste de chef de service de police municipale ;
- 3 postes de Brigadier-chef principal.

- d'ACCEPTER la création de postes de contractuels sur emplois permanents à temps complet dans différents services en prévision de recrutements :

2 postes de Technicien ;
3 postes d'Adjoint technique ;
1 poste de Rédacteur ;
4 postes d'Adjoint administratif ;
1 poste d'Adjoint du Patrimoine ;
1 poste d'Educateur des activités physiques et sportives ;
1 poste d'Auxiliaire de Puériculture principal de 2e classe.

- d'ACCEPTER la création de postes de contractuels sur emplois non permanents, au 15 décembre 2021, compte tenu de l'évolution des besoins des services et de l'ajustement habituel des emplois aux qualifications nécessaires :

2 postes d'adjoint administratif,
5 postes d'adjoint technique,
1 poste d'adjoint d'animation,
1 poste d'adjoint du patrimoine,
1 poste d'auxiliaire de puériculture principal de 2e classe,
1 poste d'attaché principal.

- d'APPROUVER la modification des tableaux des effectifs ci-joints :

annexe 1/ tableau des effectifs titulaires et stagiaires,
annexe 2/tableau des contractuels sur emplois permanents,
annexe 3/tableau des contractuels sur emplois non permanents

- d'AUTORISER Monsieur le Maire à avoir recours à des vacataires pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, uniquement pour des missions spécifiques et ponctuelles,

- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

- d'INCRIRE les crédits budgétaires correspondants au budget en cours et au budget primitif 2022.

Modification du tableau des effectifs des emplois permanents, des emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité, et le recours éventuel à des vacataires
Note explicative de synthèse

Références

Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires (art. 3).
Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (art. 7 et 34).

A. Rappel cadre juridique

I). Compétence et conditions

Compétence de l'organe délibérant

« Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement » (loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 34).

Le pouvoir de créer (ou de supprimer) des emplois est un des éléments du principe de la libre administration des collectivités territoriales inscrit dans la Constitution du 4 octobre 1958 que la loi ne peut elle-même réduire.

La loi ne peut obliger les collectivités territoriales à créer des emplois, c'est ce qu'a relevé le Conseil constitutionnel dans sa décision du 20 janvier 1984 (n° 83-168 DC, JO du 21 janvier 1984).

Ouverture des crédits

« Aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent » (loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 34).

Conditions de création de certains emplois et de grades d'avancement

La création de certains emplois et de certains grades d'avancement est soumise au respect de règles liées à l'existence de seuils démographiques, de quotas, de ratios, d'effectifs encadrés, ou subordonnée à un nombre d'ouvrages ou à l'inscription sur une liste fixée par arrêté conjoint du ministre de la Culture et du ministre chargé des Collectivités territoriales.

2). Délibération fixant le tableau des effectifs des emplois permanents

Occupation des emplois

L'emploi créé a normalement vocation à être occupé par un fonctionnaire (loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 3). « Les fonctionnaires territoriaux ont vocation à occuper les emplois de la fonction publique territoriale » (loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 7).

Cadre d'emplois

L'emploi doit obligatoirement relever d'un cadre d'emplois existant.

Compétence de l'organe délibérant

Le nombre, la définition et le contenu des emplois relevant des cadres d'emplois restent de l'entière compétence de l'organe délibérant.

En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité technique (CT).

Les membres du CT ont émis un avis favorable à ces modifications lors de la séance du 03 décembre 2021.

B. Points essentiels de la délibération du 14 décembre 2021

1). Mouvements des effectifs sur le budget Ville de La Teste de Buch

Les postes deviennent vacants suite à un départ à la retraite, une mutation externe ou un avancement de grade, ainsi nous devons supprimer des postes budgétaires du tableau des effectifs des titulaires :

2 postes de Rédacteur ;
8 postes d'Adjoint administratif principal de 2e classe ;
1 poste d'Ingénieur ;
30 postes d'Adjoint technique ;
1 poste d'Assistant socio-éducatif ;
7 postes d'Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2e classe ;
1 poste d'Educateur des Activités Physiques et Sportives principal de 2e classe ;
1 poste d'Educateur des Activités Physiques et Sportives ;
1 poste d'Adjoint du patrimoine principal de 2e classe ;
1 poste d'Animateur principal de 1re classe ;
4 postes d'Adjoint d'animation ;
5 postes de Gardien-Brigadier / Brigadier ;
2 postes de Puéricultrice de classe supérieure ;
1 poste d'Auxiliaire de puériculture principal de 2e classe.

Des adaptations au tableau des effectifs des titulaires apparaissent indispensables pour assurer la promotion d'agents reçus à des concours ou examen professionnel, et pour permettre des avancements de grade et promotions internes. Ainsi, nous devons créer :

- 3 postes de rédacteur principal de 2e classe ;
- 5 postes d'adjoint administratif principal de 1re classe ;
- 2 postes d'agent de maîtrise principal ;
- 6 postes d'agent de maîtrise ;
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1re classe ;
- 4 postes d'adjoint technique principal de 2e classe ;
- 1 poste d'assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle ;
- 2 postes d'éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle ;
- 2 postes d'agent spécialisé principal de 1re classe des écoles maternelles ;
- 1 poste d'éducateur des activités physiques et sportives principal de 1re classe;
- 1 poste d'animateur ;

- 1 poste d'adjoint d'animation principal de 1re classe ;
- 1 poste de chef de service de police municipale ;
- 3 postes de Brigadier-chef principal.

Des adaptations au tableau des effectifs des titulaires apparaissent indispensables pour permettre des recrutements par voie de mutation externe. Ainsi, nous devons créer :

1 poste de rédacteur principal de 2e classe ;
1 poste de Technicien principal de 1re classe ;
1 poste de Technicien principal de 2e classe ;
2 postes de Brigadier-Chef principal de police municipale ;
1 poste de Puéricultrice de classe normale.

De même pour permettre le recrutement de contractuel, nous devons créer dans le tableau des emplois permanents à temps complet dans différents services en prévision de recrutements :

- 2 postes de Technicien ;
- 3 postes d'Adjoint technique ;
- 1 poste de Rédacteur ;
- 4 postes d'Adjoint administratif ;
- 1 poste d'Adjoint du patrimoine ;
- 1 poste d'Educateur des activités physiques et sportives ;
- 1 poste d'auxiliaire de Puériculture principal de 2e classe.

Compte tenu de l'évolution des besoins des services et de l'ajustement habituel des emplois aux qualifications nécessaires, il convient d'adapter les modifications du tableau des emplois non permanents. Ainsi seront créés des emplois de contractuels de catégorie C pour un accroissement temporaire d'activité à temps complet :

- 2 postes d'adjoint administratif pour assurer des missions dans les services administratifs,
- 5 postes d'adjoint technique pour assurer des missions dans les services du Pôle technique, des Services Education et Jeunesse, des équipements sportifs,
- 1 poste d'adjoint d'animation pour assurer des missions de la Direction de la vie culturelle, des Services Education et Jeunesse,
- 1 poste d'adjoint du patrimoine pour assurer des missions de la Direction de la vie culturelle,
- 1 poste d'auxiliaire de puériculture principal de 2e classe pour assurer des missions au pôle petite enfance.

De plus, pour faire face à une surcharge de travail importante au sein de la Direction de la Communication, et au vu de l'accroissement d'activité à venir sur la fin de l'année 2021, début d'année 2022 nous devons ouvrir au 15 décembre 2021 un poste budgétaire au tableau des emplois non permanents :

- 1 poste d'attaché principal contractuel à temps complet.

Monsieur le Maire sera chargé de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions, de leur profil et de leur diplôme.

Ces modifications qui prendront effet au 1er janvier 2022 nécessitent une mise à jour des tableaux des effectifs des titulaires (annexe 1), des contractuels sur emplois permanents (annexe 2), des contractuels sur emplois non permanents (annexe 3 au 15 décembre 2021).

En dehors de ces cas de recrutement, les employeurs territoriaux peuvent avoir recours à des vacataires, trois conditions doivent être réunies :

- Exécuter un acte déterminé,
- Travail discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel,
- Rémunération attachée à l'acte.

Pour répondre à ces besoins des services de la collectivité, les vacataires seront rémunérés après service fait sur la base de taux de vacation, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois et grades ainsi créés sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

ANNEXE I - ETAT DU PERSONNEL TITULAIRE
VILLE

GRADES OU EMPLOIS	CAT.	EFFECTIFS BUDGETAIRES VILLE au 01/07/2021	création / suppression	EFFECTIFS BUDGETAIRES VILLE au 01/01/2022	EFFECTIFS POURVUS	
EMPLOIS FONCTIONNELS	**A**	**5**		**5**	**4**	
. *Directeur général des services*	A	1		1	1	
. *Directeur général adjoint des services*	A	3		**3**	2	
. *Directeur Général des services techniques*	A	1		1	1	
SECTEUR ADMINISTRATIF		**134**	**-1**	**133**	**99**	
. Administrateur général	A	1		1	1	
. Administrateur hors classe	A	1		1	0	
. Administrateur	A	1		**1**	0	
. Attaché hors classe	A	1		**1**	1	
. Directeur	A	2		2	1	*1
. Attaché principal	A	5		5	3	
. Attaché	A	12		12	9	
. Rédacteur principal 1re classe	B	2		2	0	
. **Rédacteur Principal 2e classe**	B	8	**+ 4**	**12**	8	
. **Rédacteur**	B	13	**- 2**	**11**	8	*2
. **Adjoint Administratif Principal de 1re cl**	C	21	**+ 5**	**26**	21	
. **Adjoint Administratif Principal 2e cl**	C	43	**- 8**	**35**	29	*3
. Adjoint Administratif	C	24		24	18	*4
*1 (+ 1 en disponibilité)						
*2 (+ 1 en détachement)						
*3 (+ 2 en disponibilité)						
*4 (+ 1 en disponibilité)						
SECTEUR TECHNIQUE		**280**	**-16**	**264**	**211**	
. Ingénieur en chef hors classe	A	1		1	0	
. Ingénieur Principal	A	4		4	2	
. **Ingénieur**	A	4	**- 1**	**3**	1	
. **Technicien principal 1re classe**	B	5	**+ 1**	**6**	5	
. **Technicien principal 2e classe**	B	10	**+ 1**	**11**	9	
. Technicien	B	8		8	3	*1
. **Agent de maîtrise principal**	C	19	**+ 2**	**21**	18	
. **Agent de maîtrise**	C	24	**+ 6**	**30**	21	*2
. **Adjoint Technique principal 1re cl**	C	29	**+ 1**	**30**	23	*3
. **Adjoint Technique principal 2e cl**	C	73	**+ 4**	**77**	64	*4
. **Adjoint Technique**	C	103	**- 30**	**73**	65	*5
* 1 (+ 1 en disponibilité)						
*2 (+ 1 en disponibilité)						
*3 (dont 1 en détachement,)						
*4 (dont 1 en détachement, +1 disponibilité)						
*5 (+ 3 disponibilité)						
SECTEUR SOCIAL		**33**	**-3**	**30**	**20**	
. **Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle**	A	0	**+ 1**	**1**	0	
. **Assistant socio-éducatif**	A	2	**- 1**	**1**	1	
. **Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle**	A	0	**+ 2**	**2**	0	
. Educateur de jeunes enfants	A	4		4	3	*1
. **A.S.E.M. principal 1re classe**	C	8	**+ 2**	**10**	7	
. **A.S.E.M. principal 2e classe**	C	19	**- 7**	**12**	9	*2
*1 (+ 1 en disponibilité)						
*2 (+ 1 en disponibilité)						
SECTEUR SPORTIF		**11**	**-1**	**10**	**8**	
. **Educateur Activités Physiques Sportives principal 1re cl**	B	6	**+ 1**	**7**	5	
. **Educateur Activités Physiques Sportives principal 2e cl**	B	2	**- 1**	**1**	1	
. **Educateur Activités Physiques Sportives**	B	3	**- 1**	**2**	2	
SECTEUR CULTUREL		**17**	**- 1**	**16**	**10**	
. Assistant de conservation principal 1re classe	B	3		3	2	
. Assistant de conservation principal 2e classe	B	2		2	1	
. Assistant de conservation du patrimoine	B	2		2	2	
. Adjoint du Patrimoine principal 1re classe	C	3		3	2	
. **Adjoint du Patrimoine principal 2e classe**	C	5	**- 1**	**4**	2	
. Adjoint du Patrimoine	C	2		2	1	*1
* 1(+ 1 en disponibilité)						
SECTEUR ANIMATION		**47**	**-3**	**44**	**31**	
. **Animateur principal 1re classe**	B	4	**- 1**	**3**	2	
. Animateur principal 2e classe	B	2		2	1	
. **Animateur**	B	2	**+ 1**	**3**	2	
. **Adjoint d'Animation principal 1re classe**	C	4	**+ 1**	**5**	4	
. Adjoint d'Animation principal 2e classe	C	13		13	11	
. **Adjoint d'Animation**	C	22	**- 4**	**18**	11	*1
* 1(+3 en disponibilité)						
SECTEUR POLICE MUNICIPALE		**30**	**1**	**31**	**21**	
. **Chef de service de police municipale**	B	2	**+ 1**	**3**	2	
. **Brigadier Chef Principal**	C	11	**+ 5**	**16**	11	*1
. **Gardien-Brigadier / Brigadier**	C	16	**- 5**	**11**	8	
. Garde champêtre	C	1		1	0	
* 1(+ 2 en disponibilité)						
SECTEUR MEDICO-SOCIAL		**19**	**-2**	**17**	**13**	
. Psychologue de classe normale	A	1		1	0	*1
. Puéricultrice hors classe	A	3		3	3	
. **Puéricultrice de classe supérieure**	A	3	**- 2**	**1**	0	
. **Puéricultrice classe normale**	A	0	**+ 1**	**1**	0	
. Auxiliaire de puériculture principal 1re classe	C	4		4	4	
. **Auxiliaire de puériculture principal 2e classe**	C	8	**- 1**	**7**	6	
* 1(+ 1 en disponibilité)						
TOTAL GENERAL (au 01/01/2022)		**576**	**-26**	**550**	**417**	

dernière modification CM du 29 juin 2021
Direction Ressources Humaines

01/12/2021

ANNEXE 2- ETAT DU PERSONNEL CONTRACTUEL PERMANENT VILLE

GRADES OU EMPLOIS	CAT	SECTEUR	EFFECTIFS BUDGETAIRES au 01/07/2021	CREATION	EFFECTIFS BUDGETAIRES au 01/01/2022	EFFECTIFS POURVUS	BASES	CONTRAT	Dont TNC
EMPLOIS NON CITES (11)									
Directeur de cabinet	A	ADM	1		1	1	883	art. 110 = 1	
Conseiller Technique	A	ADM	1		1	0		art. 110	
Ingénieur	A	TECHN	2		2	2	774 565	art 3-3 2° = 1 art 3-2 = 1	
Technicien principal de 2e cl	B	TECHN	1		1	0			
Technicien	B	TECHN	5	+2	**7**	4	397 372	art 3-1 = 1 art 3-3 2° = 3	
Adjoint Technique	C	TECHN	54	+3	**57**	53	354 354-355-356	art 3-1 = 9 art 3-3 2° = 44	
Attaché principal	A	ADM	2		2	1	791	art 3-3 2° = 1	
Rédacteur principal 1re	A	ADM	1		1	1	707	art 3-2 = 1	
Rédacteur	A	ADM	0	+1	**1**	1			
Adjoint Administratif	C	ADM	6	+4	**10**	6	354 354	art. 3-1 = 3 art 3-3 2° = 3	
Assistant conservation patrimoine	B	CULT	1		1	1	372	art 3-3 2° = 1	
Adjoint du patrimoine	C	CULT	1	+1	**2**	0			
Adjoint Animation	C	ANIM	5		5	1	354	art. 3-1 = 1	
Psychologue hors classe	A	MED-SOC	1		1	1	995	art 3-3 2° = 1	
Psychologue	A	MED-SOC	2		2	2	Vacation 619	art. 3-1 = 1	1
Auxiliaire puericulture pal 2e cl	C	MED-SOC	1	+1	**2**	1	356	art. 3-1 = 1	
Educateur jeunes enfants de 2e cl	A	SOC	1		1	1	478	art 3-2 = 1	
Educateur APS	B	SPORT	0	+1	**1**				
Assistante maternelle			8		8	4			
TOTAL GENERAL (01/01/2022)			**93**	**13**	**106**	**80**			

(1) CATEGORIE: A.B.C
(2) SECTEUR ADM: Administratif (dont emplois de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)
FIN: Financier
TECHN: Technique et Informatique (dont emplois de l'article 47 loi du 26 janvier 1984)
URB: Urbanisme (dont aménagement urbain)
ENV: Environnement (dont Espaces Verts et aménagement rural)
COM: Communication
S: Social (dont aide sociale)
MS: Médico-Social
MT: Médico-Technique (dont laboratoires)
SP: Sportif
CULT: Culturel (dont enseignement)
ANIM: Animation
RS: Restauration Scolaire
ENT: Entretien
CAB: Collaborateurs de cabinet (article 110 de la loi du 26 janvier 1984)
(3) REMUNERATION: Référence à un indice brut de la fonction publique ou en euros annuels bruts
(4) CONTRAT: Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée)

3-1: 1er alinéa
3-2: Article 3, 2ème aliéna
3-3: Article 3, 4ème aliéna
47: Article 47
110: Article 110

ANNEXE 3 - ETAT DU PERSONNEL CONTRACTUEL NON PERMANENT (Art 3 / 1°)

GRADES OU EMPLOIS	CAT	SECTEUR	EFFECTIFS BUDGETAIRES VILLE au 01/05/2021	CREATION	EFFECTIFS BUDGETAIRES au15/12/2021	EFFECTIFS POURVUS	BASES	CONTRAT	Dont TNC
EMPLOIS NON CITES (11)									
Attaché principal	A	ADM	0	1	1	1			
Adjoint Administratif	C	ADM	2	2	2	0			
Adjoint Technique	C	TECHN	5	5	5	3	354	art 3 / 1° = 3	
Adjoint du patrimoine	C	CULT	1	1	1	0			
Adjoint Animation	C	ANIM	1	1	1	0			
Auxiliaire puericulture pal 2e cl	C	MED-SOC	1	1	1	1	356		
TOTAL GENERAL (15/12/2021)			**10**	**11**	**11**	**5**			

(1) CATEGORIE: A.B.C
(2) SECTEUR ADM: Administratif (dont emplois de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)
FIN: Financier
TECHN: Technique et Informatique (dont emplois de l'article 47 loi du 26 janvier 1984)
URB: Urbanisme (dont aménagement urbain)
ENV: Environnement (dont Espaces Verts et aménagement rural)
COM: Communication
S: Social (dont aide sociale)
MS: Médico-Social
MT: Médico-Technique (dont laboratoires)
SP: Sportif
CULT: Culturel (dont enseignement)
ANIM: Animation
RS: Restauration Scolaire
ENT: Entretien
CAB: Collaborateurs de cabinet (article 110 de la loi du 26 janvier 1984)
(3) REMUNERATION: Référence à un indice brut de la fonction publique ou en euros annuels bruts
(4) CONTRAT: Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée)

3-1: 1er alinéa
3-2: Article 3, 2ème aliéna
3-3: Article 3, 4ème aliéna
47: Article 47
110: Article 110
A: Autres (préciser)

Monsieur le Maire :
Merci M Sagnes,

Monsieur MAISONNAVE :
Il est bon de préciser que le tableau des effectifs constitue la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, ils sont classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins de service.
Il concerne les emplois de fonctionnaire stagiaire et titulaire ainsi que les emplois contractuels de droit public.
A la lecture de ce tableau, il est utile de préciser que les effectifs budgétaires de la ville pour le personnel titulaire ont fluctué modérément, 576 postes budgétaires ont été répertoriés au 1er juillet dernier pour 430 pourvus, et 550 postes budgétaires seront hiérarchisés au 1er janvier 2022 pour 417 emplois pourvus.
Une certaine stabilité se dégage pour le personnel titulaire de notre commune.
Par contre nous remarquons une augmentation des emplois contractuels, en effet 103 postes budgétaires étaient recensés au 1er juillet 2021 pour 66 postes pourvus, contre 117 postes dénombrés au 1er janvier 2022 pour 85 postes pourvus ce qui représente une augmentation de 29% des effectifs pourvus sachant que 76 % de 85 postes occupés par des contractuels de catégorie C, dont les salaires sont les plus faibles de la grille indiciaire de la fonction publique territoriale.
Un rapport sur l'état de la fonction publique a démontré que les salaires des contractuels de droit public sont en moyenne inférieurs à 38% de ceux des fonctionnaires et 34% de ceux des secteurs privés.
Sachant que c'est les communes qui emploient la très grande majorité des agents contractuels territoriaux.
Les contractuels de droit public qui ne sont pas protégés par un statut représentent 20% des effectifs pourvus au sein de notre ville, pour une grande majorité d'entre eux ils dépendent de la catégorie C et constituent une main d'œuvre susceptible d'être touchée par la précarité.
Même si nous comprenons que l'action publique exige aujourd'hui de plus en plus de souplesse pour répondre aux attentes et aux besoins croissants de la population.
Bien évidemment nous voterons pour cette délibération mais il est important aussi de signaler la progression des emplois contractuels au sein de la commune.

Monsieur PASTOUREAU :
Juste une remarque, M le Maire nous avait demandé l'an dernier de rencontrer tout le personnel de nos services, nous l'avons tous fait, cela a pris du temps, notamment M Ambroise Mme Devarieux et moi-même, ce qui m'avait choqué c'était le fait que certains agents étaient contractuels en effet sur des durées très courtes, renouvelés de 6 mois en 6 mois, ce que j'appelle une grande précarité.
Quand on a des dépenses, un logement, un emprunt les gens demandent des garanties et quand on est renouvelé de 6 mois en 6 mois on n'a quasiment aucune garantie à donner.
Je me suis intéressé au service éducation jeunesse, ce type de contrat a été supprimé et je suis très heureux de le dire, nous avons 24 agents qui ont basculé d'un CDD emploi non permanent en renfort d'activité vers un CDD emploi permanent leurs permettant d'accéder à l'avenir à un CDI. C'est maintenant des contrats de 1,2 ou 3 ans qui donnent une certaine visibilité et qui permettent d'espérer pour ceux qui auront bien fait leur travail un CDI, je pense que vous relevez un chiffre, moi j'en relève un autre, il y a une amélioration très nette de la situation des contractuels dans notre commune.

Monsieur MAISONNAVE :
Une remarque je suis d'accord avec vous sur les contrats, 1,2 et 3 ans sachant aussi que ce type de contrat là il faut aller jusqu'aux 6 ans pour avoir un CDI, on s'arrête pas au bout des 3 ans, on peut faire un CDI qu'au bout des 6 ans.

Monsieur le Maire :
Ce n'est pas tout à fait vrai, il y a aucune raison que l'on ne passe pas du 1,2 au 3 cela se fait automatiquement.
Cela fait 18 mois que nous sommes là on a déjà passé des 1 en 2 ans. Il faut que le comportement de la personne ne soit pas celui que l'on attend d'elle ou qu'elle parte.
Vous allez me dire, vis-à-vis d'un banquier ce n'est pas la même chose mais aujourd'hui ça permet d'avoir aux gens une certitude, c'est mieux que ces contrats réduits où on était dans l'illégalité, il y a une personne qui a eu 22 contrats sur une période très courte.

Monsieur MAISONNAVE :
Vous n'avez pas compris ma dernière intervention, je ne remets pas en cause les 1, 2 3 ans, je dis juste que pour faire un CDI il faut aller au bout des 6 ans de contrat.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. DAVET **DEL2021-12-618**

RENOVATION DE L'ENTRETIEN PROFESSIONNEL ANNUEL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ; articles 9 bis A et 9 bis B,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,
Vu la délibération du conseil municipal du 13 avril 2021 n°DEL2021-04-133 portant instauration des Lignes Directrices de Gestion à compter du 1er mai 2021,
Vu la délibération du conseil municipal du 18 novembre 2021 n°DEL2021-11-562 portant sur l'instauration du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) au sein de la collectivité de la Teste de Buch à compter de décembre 2021,
Vu l'avis favorable du Comité Technique du 3 décembre 2021,

Mes chers collègues,

Considérant l'obligation de mettre en place l'évaluation des agents par l'entretien professionnel,

Considérant les Lignes Directrices de Gestion de la Ville applicables depuis le 1er mai 2021,

Considérant l'obligation depuis le 1er janvier 2015 pour la collectivité de procéder à cet entretien professionnel annuel pour l'ensemble des fonctionnaires territoriaux dès lors qu'ils relèvent de cadres d'emplois de la fonction publique territoriale dotés d'un statut particulier,

Considérant que cet entretien professionnel concerne également les agents contractuels recrutés sur un emploi permanent par contrat à durée indéterminée ou par contrat à durée déterminée d'une durée supérieure à un an en application de l'article 1-3 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Considérant que les modalités d'organisation devront respecter les dispositions fixées par le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014,

Considérant qu'il convient de fixer les critères qui serviront de base à l'appréciation de la valeur professionnelle du fonctionnaire au terme de cet entretien,

Considérant que le dispositif s'articulera en deux temps :

- Un entretien professionnel portant sur les objectifs professionnels, les compétences, la formation et les conditions de travail,

- Un entretien professionnel portant sur la valeur professionnelle, la manière de servir et l'engagement professionnel,
- suivant les grilles d'entretien professionnel jointes pour les catégories A, B et C (annexes 1,2 et 3) pour les agents de la ville, et à partir de la fiche de poste de l'agent jointe en annexe 4).

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission Administration générale, ressources humaines, finances et budgets, service à la population du 07 décembre 2021, de bien vouloir :

- DECIDER que les critères qui servent de base à l'appréciation de la valeur professionnelle du fonctionnaire au terme de l'entretien prévu par le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014, portent sur :
- les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs ;
- les compétences professionnelles et techniques.

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer les comptes rendus d'entretien professionnel de l'ensemble des agents concernés,

Rénovation de la procédure et du Compte-rendu
de l'entretien professionnel annuel
Note explicative de synthèse

La Ville de La Teste de Buch a mis en place un système d''évaluation professionnelle de ses agents via l'entretien professionnel, en lieu et place de l'ancienne notation.

Dans le cadre de la mise en œuvre des Lignes Directrices de Gestion (LDG), il est proposé au Conseil Municipal de rénover le dispositif tant dans sa procédure que dans les outils utilisés, afin de faciliter le management des services et contribuer au développement de l'accompagnement professionnel des agents de la Ville.

Ces entretiens professionnels ont lieu tous les ans, pour les agents titulaires et les contractuels occupant un poste permanent depuis plus d'un an.

Il constitue un temps d'échange individuel et formalisé entre l'agent et son supérieur hiérarchique direct. C'est un moment propice pour l'échange, permettant à chacun de faire le bilan de l'année écoulée, et d'échanger autour des perspectives.

En effet, l'entretien professionnel s'articulera désormais en 2 temps, afin d'assurer un suivi et un accompagnement tout au long de l'année de l'agent, il aura pour objectif de :

- Effectuer un bilan de l'année écoulée, et l'atteinte des objectifs fixés (stratégiques et opérationnels),
- Analyser les résultats de l'année passée, avec des indicateurs
- Convenir des objectifs à atteindre pour l'année à venir,
- Echanger sur l'évolution de la carrière de l'agent,
- Exprimer les souhaits de formation et/ou préparation aux concours,
- Donner un avis sur le poste de travail et les conditions de travail.
- D'évaluer les compétences techniques, professionnelles et des acquis de l'expérience professionnelle
- D'évaluer la valeur professionnelle, la manière de servir, l'engagement professionnel et le cas échéant les compétences d'encadrement ou de responsabilité prononcée, au moment de l'attribution du CIA (Complément Indemnitaire Annuel) mis en place par délibération du Conseil du 18 novembre dernier.

Le supérieur hiérarchique direct établira et signera le compte-rendu de l'entretien qui comportera une appréciation générale littérale traduisant la valeur professionnelle du fonctionnaire.

Elle sera appréciée sur la base de critères déterminés en fonction de la nature des tâches confiées et du niveau de responsabilité, conformément aux modèles de compte-rendu annexés à la présente délibération, fixés suivant les catégories hiérarchiques A, B et C.

Un travail de concertation sur la procédure et les outils dédiés a été mené avec les organisations syndicales.

Un travail a été mené également pour la rénovation des maquettes de fiches de poste des agents qui seront également déployées à partir de 2022 (modèle joint en annexe).

Les membres du Comité Technique ont été consultés le 03 décembre 2021 et se sont prononcés favorablement.

Enfin, il est à noter que les modalités d'organisation de l'entretien professionnel respecteront les dispositions fixées par le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 (convocation de l'agent, établissement du compte-rendu, notification du compte-rendu, demande de révision de l'entretien professionnel, saisine de la commission administrative paritaire).

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du 1er janvier 2022.

FICHE D'ENTRETIEN PROFESSIONNEL – Catégorie A

Date : **Année :**

Service :
Ancienneté dans le service :
Nom et fonction de l'évaluateur (*supérieur hiérarchique direct*) :

Agent évalué	**Numéro de matricule de l'agent :**
Nom :	
Prénom :	**Statut :** ☐ Agent titulaire ☐ Agent contractuel
Fonction :	**Date d'entrée dans la collectivité :**
Âge :	
Grade et échelon actuel :	**Temps de travail :**
Avancement d'échelon :	

Partie 1 : Vous dans votre service : bilan de l'année écoulée

- **Appréciation des résultats professionnels suivant les objectifs fixés, les conditions d'organisation et de fonctionnement du service :**

Rappel des objectifs fixés	Atteint	Partiellement atteint	Non atteint	Sans objet	Commentaires :

- **Evaluation synthétique des résultats obtenus :**

Excellents	Très bons	Bons	A améliorer	Insuffisants

- **Bilan des formations de l'année 2021 :**

Intitulés	La formation a-t-elle été suivie ?		Effets constatés et compétences acquises
	Oui	Non Motif :	
	Oui	Non Motif :	
	Oui	Non Motif :	
	Oui	Non Motif :	

- **Appréciation des compétences techniques et professionnelles et des acquis de l'expérience professionnelle :**

Compétences	Acquis	En cours d'acquisition	Non acquis	Sans objet	Commentaires :
Maîtriser le cadre règlementaire et savoir expertiser le domaine d'activité					
Connaître les instances et procédures décisionnelles de la Ville					
Connaître l'environnement professionnel, les publics et les partenaires extérieurs					
Maîtriser les méthodes de gestion et d'évaluation de l'activité (*tableaux de bord, indicateurs…*)					
Maîtriser les outils, logiciels, techniques nécessaires au poste ou au domaine d'activité					
Maîtriser les techniques d'information, de négociation et de communication					
Conseiller, assister et alerter hiérarchie et élus sur les risques (*juridiques, techniques, financiers, …*)					
Opérer des choix techniques et traduire les orientations stratégiques en projets et actions					
Prendre des initiatives, des responsabilités et être force de propositions					
Anticiper les évolutions					
Identifier et hiérarchiser les priorités					
Identifier et mobiliser les partenaires stratégiques et opérationnels					
Suivre, contrôler et évaluer l'activité / les projets					
Synthétiser les informations et les analyser					
Informer / communiquer sur les enjeux, les projets et les résultats					
Animer et conduire des réunions et groupes de travail					
S'exprimer à l'écrit et à l'oral					
Animer et fédérer son équipe					

Partie 2 : Vous dans votre service : orientations et perspectives pour l'année à venir

- **Objectifs fixés pour l'année à venir et perspectives d'amélioration des résultats professionnels :**

Objectifs	Moyens	Délais	Indicateurs

- **Besoins en formation et préparation concours ou examens professionnels pour l'année 2022 :**

Besoins en formation (intitulé, code stage si CNFPT, organisme, coût et lieu de la formation)	Initiative	Motivations, attentes, objectifs	Avis hiérarchie
	❑ Agent ❑ Supérieur hiérarchique		**N+1** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **N+2** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **DGS** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) :
	❑ Agent ❑ Supérieur hiérarchique		**N+1** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **N+2** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **DGS** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) :
	❑ Agent ❑ Supérieur hiérarchique		**N+1** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **N+2** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **DGS** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : :

Demande de Compte Personnel de Formation (CPF) / Validation des Acquis et de l'Expérience (VAE) (Préciser et motiver le projet)	Initiative	Motivations, attentes, objectifs	Avis hiérarchie
	❑ Agent ❑ Supérieur hiérarchique		**N+1** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **N+2** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **DGS** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) :

N'hésitez pas à développer sur papier libre vos souhaits de formation /préparation concours ou examen, CPF, VAE et à le joindre à ce formulaire.
Toute demande trop imprécise et non motivée ne pourra être prise en considération.

Souhaits de l'agent d'être :	Oui	Non	Motivations
Intervenant pour formations internes			
Tuteur de stagiaires			
Maitre d'apprentissage			
Assistant de prévention			

- **Vos souhaits en matière de perspectives d'évolution professionnelle :**

Souhaits	Avis motivé du supérieur hiérarchique direct

- **Vos observations et propositions d'amélioration :**

Faits marquants, modifications dans le service, le poste, les outils, les responsabilités	Avis du supérieur hiérarchique direct

À remplir par le supérieur hiérarchique direct	Appréciation générale exprimant la valeur professionnelle de l'agent
	Date : Signature :
Date de notification à l'agent (maxi 15 jours) :	Signature de l'agent :
À remplir par l'agent et à renvoyer sous 15 jours	**Observations de l'agent, le cas échéant, sur la conduite de l'entretien et / ou les différents sujets sur lesquels il a porté**
	Date : Signature :
Avis du chef de service	
Avis du Directeur Général des Services	
Le Maire	

L'agent est informé qu'il peut contester le compte-rendu dans les conditions suivantes :
- Demande de révision auprès du Maire, dans les 15 jours francs suivant la notification
- Demande de révision à la CAP 1 mois maximum après réception de la réponse de la Ville
- Recours gracieux et/ou contentieux dans les conditions de droit commun

FICHE D'ENTRETIEN PROFESSIONNEL – Catégorie B

Date : **Année :**

Service :
Ancienneté dans le service :
Nom et fonction de l'évaluateur (*supérieur hiérarchique direct*) :

Agent évalué	**Numéro de matricule de l'agent :**
Nom :	
Prénom :	**Statut :** ☐ Agent titulaire ☐ Agent contractuel
Fonction :	**Date d'entrée dans la collectivité :**
Âge :	
Grade et échelon actuel :	**Temps de travail :**
Avancement d'échelon :	

Partie 1 : Vous dans votre service : bilan de l'année écoulée

- **Appréciation des résultats professionnels suivant les objectifs fixés, les conditions d'organisation et de fonctionnement du service :**

Rappel des objectifs fixés	Atteint	Partiellement atteint	Non atteint	Sans objet	Commentaires :

- **Evaluation synthétique des résultats obtenus :**

Excellents	Très bons	Bons	A améliorer	Insuffisants

- **Bilan des formations de l'année 2021 :**

Intitulés	La formation a-t-elle été suivie ?		Effets constatés et compétences acquises
	Oui	Non Motif :	
	Oui	Non Motif :	
	Oui	Non Motif :	
	Oui	Non Motif :	

- **Appréciation des compétences techniques et professionnelles et des acquis de l'expérience professionnelle :**

Compétences	Acquis	En cours d'acquisition	Non acquis	Sans objet	Commentaires éventuels
Maîtriser le cadre règlementaire et savoir expertiser le domaine d'activité					
Connaître les instances et procédures décisionnelles de la Ville					
Connaître l'environnement professionnel, les publics et les partenaires extérieurs					
Maîtriser les outils, logiciels, techniques nécessaires au poste ou au domaine d'activité					
Maîtriser les techniques d'information, de négociation et de communication					
Prendre des initiatives, des responsabilités et être force de propositions					
Rendre compte de ses activités					
Anticiper les évolutions					
Identifier et hiérarchiser les priorités					
Synthétiser les informations et les analyser					
Animer et conduire des réunions					
S'exprimer à l'écrit et à l'oral					

Partie 2 : Vous dans votre service : orientations et perspectives pour l'année à venir

- **Objectifs fixés pour l'année à venir et perspectives d'amélioration des résultats professionnels :**

Objectifs	Moyens	Délais	Indicateurs

- **Besoins en formation et préparation concours ou examens professionnels pour l'année 2022 :**

Besoins en formation (intitulé, code stage si CNFPT, organisme, coût et lieu de la formation)	Initiative	Motivations, attentes, objectifs	Avis hiérarchie
	❑ Agent ❑ Supérieur hiérarchique		**N+1** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **N+2** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **DGS** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) :
	❑ Agent ❑ Supérieur hiérarchique		**N+1** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **N+2** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **DGS** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) :
	❑ Agent ❑ Supérieur hiérarchique		**N+1** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **N+2** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **DGS** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : :

Demande de Compte Personnel de Formation (CPF) / Validation des Acquis et de l'Expérience (VAE) (Préciser et motiver le projet)	Initiative	Motivations, attentes, objectifs	Avis hiérarchie
	❑ Agent ❑ Supérieur hiérarchique		**N+1** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **N+2** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **DGS** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) :

N'hésitez pas à développer sur papier libre vos souhaits de formation /préparation concours ou examen, CPF, VAE et à le joindre à ce formulaire.
Toute demande trop imprécise et non motivée ne pourra être prise en considération.

Souhaits de l'agent d'être :	Oui	Non	Motivations
Intervenant pour formations internes			
Tuteur de stagiaires			
Maitre d'apprentissage			
Assistant de prévention			

- **Capacité à exercer des fonctions d'un niveau supérieur :**

Excellente	Très bonne	Bonne	A améliorer	Insuffisante

- **Vos souhaits en matière de perspectives d'évolution professionnelle :**

Souhaits	Avis motivé du supérieur hiérarchique direct

- **Vos observations et propositions d'amélioration :**

Faits marquants, modifications dans le service, le poste, les outils, les responsabilités	Avis du supérieur hiérarchique direct

À remplir par le supérieur hiérarchique direct	Appréciation générale exprimant la valeur professionnelle de l'agent
	Date : Signature :
Date de notification à l'agent (maxi 15 jours) :	Signature de l'agent :
À remplir par l'agent et à renvoyer sous 15 jours	**Observations de l'agent, le cas échéant, sur la conduite de l'entretien et / ou les différents sujets sur lesquels il a porté**
	Date : Signature :
Avis du chef de service	
Avis du Directeur Général des Services	
Le Maire	

L'agent est informé qu'il peut contester le compte-rendu dans les conditions suivantes :

- Demande de révision auprès du Maire, dans les 15 jours francs suivant la notification
- Demande de révision à la CAP 1 mois maximum après réception de la réponse de la Ville
- Recours gracieux et/ou contentieux dans les conditions de droit commun

FICHE D'ENTRETIEN PROFESSIONNEL – Catégorie C

Date : **Année :**

Service :
Ancienneté dans le service :
Nom et fonction de l'évaluateur (*supérieur hiérarchique direct*) :

Agent évalué	**Numéro de matricule de l'agent :**
Nom :	
Prénom :	**Statut :** ☐ Agent titulaire ☐ Agent contractuel
Fonction :	**Date d'entrée dans la collectivité :**
Âge :	
Grade et échelon actuel :	**Temps de travail :**
Avancement d'échelon :	

Partie 1 : Vous dans votre service : bilan de l'année écoulée

- **Appréciation des résultats professionnels suivant les objectifs fixés, les conditions d'organisation et de fonctionnement du service :**

Rappel des objectifs fixés	Atteint	Partiellement atteint	Non atteint	Sans objet	Commentaires :

- **Evaluation synthétique des résultats obtenus :**

Excellents	Très bons	Bons	A améliorer	Insuffisants

- **Bilan des formations de l'année 2021 :**

Intitulés	La formation a-t-elle été suivie ?		Effets constatés et compétences acquises
	Oui	Non Motif :	
	Oui	Non Motif :	
	Oui	Non Motif :	
	Oui	Non Motif :	

- **Appréciation des compétences techniques et professionnelles et des acquis de l'expérience professionnelle :**

Compétences	Acquis	En cours d'acquisition	Non acquis	Sans objet	Commentaires éventuels
Connaître les procédures et techniques propres au domaine d'activité					
Connaître les règles d'hygiène et de sécurité					
Connaître l'environnement professionnel					
Maîtriser les outils, logiciels, techniques nécessaires au poste ou au domaine d'activité					
Organiser, planifier son travail et mettre en œuvre les instructions					
Respecter les règles et directives dans le domaine d'activité					
Savoir utiliser et manipuler les moyens matériels					
Rendre compte de ses activités					
Respecter les délais et exécuter les consignes avec efficacité					
Prendre des initiatives					
Savoir traiter les informations recueillies					

Partie 2 : Vous dans votre service : orientations et perspectives pour l'année à venir

- **Objectifs fixés pour l'année à venir et perspectives d'amélioration des résultats professionnels :**

Objectifs	Moyens	Délais	Indicateurs

- **Besoins en formation et préparation concours ou examens professionnels pour l'année 2022 :**

Besoins en formation (intitulé, code stage si CNFPT, organisme, coût et lieu de la formation)	Initiative	Motivations, attentes, objectifs	Avis hiérarchie
	❑ Agent ❑ Supérieur hiérarchique		**N+1** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **N+2** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **DGS** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) :
	❑ Agent ❑ Supérieur hiérarchique		**N+1** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **N+2** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **DGS** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) :
	❑ Agent ❑ Supérieur hiérarchique		**N+1** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **N+2** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **DGS** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : :

Demande de Compte Personnel de Formation (CPF) / Validation des Acquis et de l'Expérience (VAE) (Préciser et motiver le projet))	Initiative	Motivations, attentes, objectifs	Avis hiérarchie
	❑ Agent ❑ Supérieur hiérarchique		**N+1** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **N+2** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) : **DGS** ❑ Favorable ❑ Défavorable (*motif*) :

N'hésitez pas à développer sur papier libre vos souhaits de formation /préparation concours ou examen, CPF, VAE et à le joindre à ce formulaire.
Toute demande trop imprécise et non motivée ne pourra être prise en considération.

Souhaits de l'agent d'être :	Oui	Non	Motivations
Intervenant pour formations internes			
Tuteur de stagiaires			
Maitre d'apprentissage			
Assistant de prévention			

- **Capacité à exercer des fonctions d'un niveau supérieur :**

Excellente	Très bonne	Bonne	A améliorer	Insuffisante

- **Vos souhaits en matière de perspectives d'évolution professionnelle :**

Souhaits	Avis motivé du supérieur hiérarchique direct

- **Vos observations et propositions d'amélioration :**

Faits marquants, modifications dans le service, le poste, les outils, les responsabilités	Avis du supérieur hiérarchique direct

À remplir par le supérieur hiérarchique direct	Appréciation générale exprimant la valeur professionnelle de l'agent
	Date : Signature :
Date de notification à l'agent (maxi 15 jours) :	Signature de l'agent :
À remplir par l'agent et à renvoyer sous 15 jours	**Observations de l'agent, le cas échéant, sur la conduite de l'entretien et / ou les différents sujets sur lesquels il a porté**
	Date : Signature :
Avis du chef de service	
Avis du Directeur Général des Services	
Le Maire	

L'agent est informé qu'il peut contester le compte-rendu dans les conditions suivantes :

- Demande de révision auprès du Maire, dans les 15 jours francs suivant la notification
- Demande de révision à la CAP 1 mois maximum après réception de la réponse de la Ville
- Recours gracieux et/ou contentieux dans les conditions de droit commun

Direction des Ressources Humaines
Ville ou CCAS de La Teste de Buch

Poste :

Titulaire du poste :
Groupe de fonctions :

Descriptif du poste :

Direction Générale :	Direction Générale des Services
Direction Adjointe:	Direction Générale Adjointe
Direction :	Direction
Hiérarchie directe :	Responsable
Filière :	
Grade :	
Catégorie :	
Lieu d'emploi :	La Teste de Buch

Définition générale du poste	L'agent…

Missions principales	

Compétences	**FORMATION INITIALE** : Exemple • Etre titulaire du grade d'ingénieur en chef ou d'administrateur principal de la fonction publique territoriale **FORMATION PROFESSIONNELLE NECESSAIRE A L'OCCUPATION DU POSTE :** Exemple • Aptitudes au management et à l'encadrement • Connaissances administrative, juridique et financière des collectivités publiques • Titulaire du CACES R472 cat 1 • Titulaire d'une habilitation électrique type BS, B0, BR **SAVOIR-FAIRE – EXPERIENCE :** Exemple • Expérience minimum de 5 ans dans un poste de direction en collectivité **SAVOIR-ÊTRE :** Exemple • Disponibilité, autonomie • Sens du service public

Conditions et organisation du poste	
Base hebdomadaire de travail :	38h45
NBI :	OUI / NON
Astreinte :	OUI / NON
Télétravail possible sur le poste :	OUI / NON (préciser sur quelles missions et la quotité temps ?)
Contraintes :	Disponibilité et déplacement sur des lieux d'expertise
Autres :	

Equipements de Protection Individuelle (EPI) :	Liste des EPI que l'agent doit porter obligatoirement pour être en sécurité sur son poste de travail

Vêtements de travail	Indiquer la dotation de vêtements de travail nécessaire pour occuper ce poste

Moyens matériels	**Ex.** : Voiture, téléphones fixe et mobile, poste informatique, Internet et e-mail

Créée le : **Mise à jour le :**

N.B. : La présente fiche n'est pas exhaustive, d'autres tâches pourront être demandées à l'agent dans l'intérêt du service de la collectivité.

Monsieur le Maire :
Lecture de la délibération….nous avons souhaité l'actualiser la moderniser de façon à faire une véritable fiche professionnelle.
Je ne dis pas que c'était moins bien avant, je dis simplement que l'on a fait évoluer cette fiche et cet entretien, les gens ont besoin d'être valorisés, l'entretien est un moment de valorisation également.

Madame DELMAS :
Cet entretien professionnel annuel ce support rénové, il sera applicable en 2022 je suppose puisque on le vote que maintenant ? La campagne d'appréciation et notamment l'attribution du CIA, c'est fait ?

Monsieur le Maire :
Ils ont déjà eu dans les bulletins

Madame DELMAS :
La campagne d'évaluation elle s'est faite sur un autre support ?

Monsieur le Maire :
Certainement, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BOUDIGUE **DEL2021-12-619**

CONSTITUTION DES PROVISIONS ET REPRISES SUR PROVISIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2021

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R.2321-2,

Vu la délibération du conseil municipal n°2020-07-176 du 16 juillet 2020 relative au maintien du régime des provisions budgétaires pour les budgets M14,

Mes chers collègues,

Considérant que conformément à l'article R.2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) la constitution de provisions comptables est une dépense obligatoire pour les communes. Que les provisions sont obligatoires pour les cas et dans des conditions précises. Et qu'elles sont à constituer sur la base de la survenance de risques réels :

1) En cas de litige : dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité, une provision doit être impérativement constituée par délibération de l'assemblée délibérante. Cette provision est constituée à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru. Lorsque le risque se concrétise, il convient de reprendre la provision et de régler la condamnation. Si le risque est écarté, la provision est reprise par une recette de fonctionnement.

2) Dès l'ouverture d'une procédure collective, pour les garanties d'emprunts, les prêts et les créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordées par la collectivité à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective. Cette provision est constituée à hauteur du risque d'irrécouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation estimée par la commune.

3) En cas de recouvrement compromis des restes à recouvrer vis-à-vis d'un tiers.

Considérant que par délibération n°2020-07-176 du 16 juillet 2020, la Ville de La Teste de Buch a choisi le système de provisions budgétaires.

Considérant qu'une délibération spécifique doit être approuvée par l'assemblée délibérante, il est donc proposé de délibérer sur toutes les constitutions et reprises de provisions réalisées dans le courant de l'exercice 2021, et dont le détail est présenté dans le tableau ci-dessous :

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES PROVISIONS

A4 - ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision		Montant de la provision de l'exercice 2021	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 31/12/2020	Montant des reprises de l'exercice 2021	SOLDE au 31/12/2021
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Prov. pour risques et charges (2)		**58 000,00**	**-**	**176 600,00**	**41 100,00**	**193 500,00**
Prov. pour litiges :		8 000,00		**63 000,00**	**22 000,00**	**49 000,00**
PROVISION NON AFFECTEE			**2021**			
URBANISME	affaire 2102592-2	1 500,00	2021			1 500,00
URBANISME	affaire 2005201-2	4 000,00	2021			4 000,00
URBANISME	affaire 2005060-2	2 500,00	2021			2 500,00
URBANISME	affaire 2000012-2		2020	3 000,00		3 000,00
URBANISME	affaire 200041 1		2020	3 000,00		3 000,00
URBANISME	affaire 2001540-2		2020	3 000,00		3 000,00
URBANISME	affaire 2001545-2		2020	1 500,00		1 500,00
URBANISME	affaire 20BX02796		2020	2 000,00		2 000,00
URBANISME	affaire 20BX03067		2020	2 500,00		2 500,00
URBANISME	affaire 20BX03068		2020	2 500,00		2 500,00
URBANISME	affaire 2004257-2		2020	2 500,00		2 500,00
URBANISME	affaire 2004082-2		2020	2 000,00		2 000,00
URBANISME	affaire 1904660-2		2019	1 500,00		1 500,00
URBANISME	affaire 1905197-2		2019	3 000,00		3 000,00
URBANISME	affaire 19BX00309		2019	3 000,00		3 000,00
URBANISME	affaire 19BX00323		2019	2 500,00		2 500,00
URBANISME	affaire 19BX00311		2019	2 500,00		2 500,00
URBANISME	affaire 1902247		2019	1 000,00		1 000,00
URBANISME	affaire 19BX02647		2019	2 500,00		2 500,00
URBANISME	affaire 1804869-2		2019	3 000,00		3 000,00
URBANISME	affaire 1903611-2		2019	2 000,00	2 000,00	-
URBANISME	affaire CE425942		2019	4 000,00	4 000,00	-
URBANISME	affaire 1705464-2		2018	3 000,00	3 000,00	-
URBANISME	affaire 1803374-2		2018	2 500,00	2 500,00	-
URBANISME	affaire 1802877-2		2018	2 500,00	2 500,00	-
URBANISME	affaire 1802431-2		2018	2 500,00	2 500,00	-
URBANISME	affaire 1801770-2		2018	2 500,00	2 500,00	-
DRH	affaire 1702575-4		2017	3 000,00	3 000,00	-
Prov. pour garanties d'emprunts						
Autre provisions pour risques		**-**		**19 100,00**	**19 100,00**	**-**
Recouvrement compromis des restes à recouvrer 2018			2018	15 600,00	15 600,00	-
Recouvrement compromis des restes à recouvrer 2017			2017	3 500,00	3 500,00	-
Prov. pour pertes de change						
Provision pour dépréciation de cpte		**50 000,00**		**94 500,00**		**144 500,00**
Provision pour dépréciation de cpte (4912)			2019	16 500,00		16 500,00
Provision pour risques recouvrements (4912)			2020	78 000,00		78 000,00
Provision pour risques recouvrements (491		50 000,00	2021			50 000,00
Provisions pour dépréciations (2)		**-**		**-**	**-**	**-**
Provision pour dépréciation titres		-				

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provisions pour litiges et contentieux au titre du procès… ; provisions pour dépréciations des immobilisations de l'équipement…)

PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Prov. pour risques et charges (2)						
Provisions pour dépréciations (2)		**NEANT**				
TOTAL PROV. SEMI-BUDGETAIRES						

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provisions pour litiges au titre de procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

A5 - ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées	Montant restant à provisionner
		NEANT			

Je vous propose, mes chers collègues, , après avis de la commission Administration générale, ressources humaines, finances et budgets, service à la population du 07 décembre 2021, de bien vouloir :

- ADOPTER la constitution des provisions telles que prévues dans le tableau ci-dessus pour un montant cumulé de 8 000 €, au titre des provisions pour litiges et 50 000 € au titre de provisions pour risques de recouvrements,

- ADOPTER la reprise des provisions telles que prévues dans ce même tableau pour un montant cumulé de 22 000 €, au titre de reprise des provisions pour litiges et 19 100 € au titre de reprise d'autres provisions pour risques.

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à ce dossier.

CONSTITUTION DES PROVISIONS ET REPRISES SUR PROVISIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2021
NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Depuis la réforme de l'instruction budgétaire et comptable M14, applicable depuis le 1er janvier 2006, la constitution de provisions comptable est une dépense obligatoire pour les communes.

En vertu du principe comptable de prudence, la collectivité comptabilise toute perte financière probable, dès lors que cette perte est envisagée. Les provisions permettent ainsi de constater un risque ou une charge probable ou encore d'étaler une charge.

Ainsi lorsque la survenance d'un risque ou d'une charge apparaît comme probable, la collectivité provisionne sur l'exercice en cours, c'est-à-dire qu'elle enregistre, en compte de résultat, une dotation (charge non décaissée) d'un montant égal au risque (évalué) ou à la charge estimée. Elle crédite simultanément un compte de bilan (passif) pour le même montant.

Puis, lorsque le risque ou la charge se réalise (sur un exercice ultérieur), la collectivité constate la charge réelle et effective (dépense réelle) dans son résultat comptable et budgétaire. En parallèle, elle effectue la « reprise » de la provision constatée antérieurement en enregistrant, à hauteur du montant de la provision, en compte de résultat, un produit (non encaisse) et en débitant le compte de bilan mouvemente initialement. La charge comptabilisée au cours de l'exercice de réalisation du risque ou de la charge est ainsi « neutralisée » à hauteur du montant provisionné à l'origine (par l'écriture de reprise en produit du compte de résultat).

Les provisions sont à constituer sur la base de la survenance de risques réels. L'article R.2321-2 du Code des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit la constitution de provision pour trois grandes catégories de risques :

1) *Provisions pour litiges (1)*
2) *Provisions, en cas d'ouverture de procédure collective pour les garanties d'emprunts, les prêts, les créances, les avances de trésorerie, les participations accordées par la collectivité à l'organisme sujet de la procédure collective (2)*
3) *Provisions pour risques sur recouvrement (3)*

En dehors de ces trois points, dès l'apparition d'un risque avéré.

En ce qui concerne les provisions pour litiges : dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité, une provision doit être impérativement constituée par délibération de l'assemblée délibérante. Cette provision est constituée à hauteur du montant estimé par la collectivité de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru. Lorsque le risque se concrétise, il convient de reprendre la provision et de régler la condamnation. Si le risque est écarté, la provision est reprise par une recette de fonctionnement.

En ce qui concerne les provisions à réaliser dès l'ouverture d'une procédure collective, pour les garanties d'emprunts, les prêts et les créances, les avances de trésorerie et les participations en capital accordées par la collectivité à l'organisme faisant l'objet de la procédure collective. Cette provision est constituée à hauteur du risque d'irrécouvrabilité ou de dépréciation de la créance ou de la participation estimée par la commune.

En ce qui concerne les cas de recouvrement compromis des restes à recouvrer vis-à-vis d'un tiers. Cette provision est constituée à hauteur du risque d'irrécouvrabilité de la créance.

Par délibération du 16 juillet 2020, la Ville de La Teste de Buch a choisi de maintenir le système de provisions budgétaires. La budgétisation totale des provisions (en fonctionnement et en investissement) donne une souplesse de financement puisqu'elle permet sur l'exercice considéré, d'utiliser la recette liée aux provisions pour financer les dépenses d'investissement en lieu et place d'un montant correspondant d'emprunt. Elle autorise ainsi la collectivité à ne mobiliser réellement cette recette d'emprunt que lors de la reprise de la provision et uniquement dans le cas où le risque se réalise effectivement.

Ce système des provisions budgétaires s'applique à l'ensemble des budgets annexes de notre commune.

Les constitutions et reprises de provisions sont délibérées au moment du vote des décisions modificatives de l'année en cours, mais l'article R.2321-2 du CGCT prévoit qu'une délibération spécifique doit être approuvée par l'assemblée délibérante.

Afin d'assurer le strict respect de cette disposition, il est proposé de délibérer sur toutes les constitutions et reprises de provisions réalisées dans le courant de l'exercice 2021, et dont le détail est présenté dans le tableau joint en annexe.

Les provisions font l'objet d'un suivi global et toutes les opérations réalisées sont retracées dans les annexes des documents budgétaires du budget primitif et du compte administratif.

Ainsi il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ADOPTER la constitution des provisions telles que prévues dans le tableau ci-dessus pour un montant cumulé de 8 000 €, au titre des provisions pour litiges, 50 000 € au titre des provisions pour dépréciation de compte.

- ADOPTER la reprise des provisions telles que prévues dans ce même tableau pour un montant cumulé de 22 000 €, au titre de reprise des provisions pour litige et 19 100 € au titre de reprise des provisions pour risques.

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à ce dossier.

ANNEXES :

a) Provisions sur litiges :

Nature de la provision		Montant de la provision de l'exercice 2021	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 31/12/2020	Montant des reprises de l'exercice 2021	SOLDE au 31/12/2021
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Prov. pour risques et charges (2)		**58 000,00**	**-**	**176 600,00**	**41 100,00**	**193 500,00**
Prov. pour litiges :		8 000,00		**63 000,00**	**22 000,00**	**49 000,00**
PROVISION NON AFFECTEE			**2021**			
URBANISME	affaire 2102592-2	1 500,00	2021			1 500,00
URBANISME	affaire 2005201-2	4 000,00	2021			4 000,00
URBANISME	affaire 2005060-2	2 500,00	2021			2 500,00
URBANISME	affaire 2000012-2		2020	3 000,00		3 000,00
URBANISME	affaire 2000411		2020	3 000,00		3 000,00
URBANISME	affaire 2001540-2		2020	3 000,00		3 000,00
URBANISME	affaire 2001545-2		2020	1 500,00		1 500,00
URBANISME	affaire 20BX02796		2020	2 000,00		2 000,00
URBANISME	affaire 20BX03067		2020	2 500,00		2 500,00
URBANISME	affaire 20BX03068		2020	2 500,00		2 500,00
URBANISME	affaire 2004257-2		2020	2 500,00		2 500,00
URBANISME	affaire 2004082-2		2020	2 000,00		2 000,00
URBANISME	affaire 1904660-2		2019	1 500,00		1 500,00
URBANISME	affaire 1905197-2		2019	3 000,00		3 000,00
URBANISME	affaire 19BX00309		2019	3 000,00		3 000,00
URBANISME	affaire 19BX00323		2019	2 500,00		2 500,00
URBANISME	affaire 19BX00311		2019	2 500,00		2 500,00
URBANISME	affaire 1902247		2019	1 000,00		1 000,00
URBANISME	affaire 19BX02647		2019	2 500,00		2 500,00
URBANISME	affaire 1804869-2		2019	3 000,00		3 000,00
URBANISME	affaire 1903611-2		2019	2 000,00	2 000,00	-
URBANISME	affaire CE425942		2019	4 000,00	4 000,00	-
URBANISME	affaire 1705464-2		2018	3 000,00	3 000,00	-
URBANISME	affaire 1803374-2		2018	2 500,00	2 500,00	-
URBANISME	affaire 1802877-2		2018	2 500,00	2 500,00	-
URBANISME	affaire 1802431-2		2018	2 500,00	2 500,00	-
URBANISME	affaire 1801770-2		2018	2 500,00	2 500,00	-
DRH	affaire 1702575-4		2017	3 000,00	3 000,00	-

b) Provisions sur risque de recouvrement

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice 2021	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 31/12/2020	Montant des reprises de l'exercice 2021	SOLDE au 31/12/2021
PROVISIONS BUDGETAIRES					
Prov. pour garanties d'emprunts					
Autre provisions pour risques	**-**		**19 100,00**	**19 100,00**	**-**
Recouvrement compromis des restes à recouvrer 2018		2018	15 600,00	15 600,00	-
Recouvrement compromis des restes à recouvrer 2017		2017	3 500,00	3 500,00	-

c) Provisions sur risque de recouvrement et dépréciation de valeur d'actif

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice 2021	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 31/12/2020	Montant des reprises de l'exercice 2021	SOLDE au 31/12/2021
PROVISIONS BUDGETAIRES					
Prov. pour pertes de change					
Provision pour dépréciation de cpte	**50 000,00**		**94 500,00**		**144 500,00**
Provision pour dépréciation de cpte (4912)		2019	16 500,00		16 500,00
Provision pour risques recouvrements (4912)		2020	78 000,00		78 000,00
Provision pour risques recouvrements (491	50 000,00	2021			50 000,00
Provisions pour dépréciations (2)	-		-	-	-
Provision pour dépréciation titres	-				
(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provisions pour litiges et contentieux au titre du procès… ; provisions pour dépréciations des immobilisations de l'équipement…)					

d) Provisions semi-budgétaires

PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES					
Prov. pour risques et charges (2)					
Provisions pour dépréciations (2)	**NEANT**				
TOTAL PROV. SEMI-BUDGETAIRES					

e) Etalement des provisions

A5 - ETALEMENT DES PROVISIONS (1)					
Nature de la provision	**Objet**	**Montant total de la provision à constituer**	**Durée**	**Montant des provisions constituées**	**Montant restant à provisionner**
		NEANT			

Monsieur le Maire :
Merci M Boudigue, des interventions ? Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BUSSE **DEL2021-12-620**

ADOPTION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP)
Exercices budgétaires 2022-2026

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R2311-9 ;
Vu la délibération du conseil municipal n° 2020-12-530 du 18 décembre 2020 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier pour la gestion des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP),

Mes chers collègues,

Considérant que la procédure d'Autorisation de Programme et de Crédit de Paiement (AP-CP) constitue une exception au principe d'annualité budgétaire,

Considérant que cette procédure d'AP-CP favorise, d'une part, la gestion et la mise en œuvre pluriannuelle des investissements et, d'autre part, améliore la visibilité financière des engagements de la commune à moyens termes,

Considérant la volonté de la municipalité d'améliorer la performance de sa gestion financière en ayant recours à partir de 2022 aux AP-CP pour une partie des projets d'investissement pluriannuels.

Considérant que dans le cadre d'une politique efficiente d'investissements structurants pour notre ville et après des diagnostics réalisés par les services de la ville relatifs aux voiries et infrastructures s'y rattachant, aux bâtiments publics (280 points immobiliers pour plus de 80 000 m² pour mémoire) ainsi qu'aux matériels de transport, il est proposé un programme d'AP/CP d'un montant global de 59 255 000 € pour les exercices budgétaires 2022-2026,

Le premier programme d'AP/CP relatif aux travaux sur les bâtiments d'un montant global d'Autorisation de Programme de 28 105 000 € est réparti en Crédit de Paiement comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
28 105 000	2 205 000	7 310 000	6 640 000	6 100 000	5 850 000

Le deuxième programme d'AP/CP relatif aux travaux de voiries et infrastructures pour un montant d'Autorisation de Programme de 29 630 000 € est réparti en Crédit de Paiement comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
29 630 000	3 620 000	9 330 000	7 490 000	6 250 000	2 940 000

Le troisième et dernier programme d'AP/CP relatif aux matériels de transports et véhicules d'un montant global d'Autorisation de Programme de 1 520 000 € est réparti en Crédit de Paiement comme suit :

Montant AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026
1 520 000	355 000	365 000	300 000	300 000	200 000

Vous trouverez en annexe de la présente délibération le programme précis des interventions des services de la ville.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 07 décembre 2021 de bien vouloir :

- AUTORISER l'ouverture de ces trois programmes d'AP/CP pour un montant global de 59 255 000 € pour toute la durée de l'actuelle mandature tel que définis ci-dessus,

- VOTER les montants des autorisations de programme et la répartition des crédits de paiement comme précisés en annexe.

ADOPTION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME
ET CREDITS DE PAIEMENT (AP/CP)
Exercices budgétaires 2022-2026
Note explicative de synthèse

Outil indispensable de suivi démocratique et fonctionnel des investissements, la gestion en AP-CP permet une plus grande lisibilité du budget par une meilleure identification des crédits engagés à travers les opérations dont l'exécution est pluriannuelle

La loi ATR du 6/2/92 autorise l'utilisation des autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) dans les Communes de plus de 3500 hab. L'ordonnance du 26/8/05 et deux décrets du 27/12/05 sont venus actualiser le cadre comptable.

Les AP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements. Elles correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la commune, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers (*Art L 2311-3 et R 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales*).

Les AP se distinguent du programme pluriannuel d'investissement (PPI) qui est l'outil de programmation et d'affichage. Ce programme, qu'il soit biennal ou quinquennal, comprend tous les projets d'investissement du mandat : ceux gérés en AP comme ceux hors AP (dépenses annuelles récurrentes ou projets à long terme).

Au contraire, les AP sont un outil budgétaire de mobilisation de crédit. Elles permettent justement d'établir la corrélation entre la programmation (PPI) et la capacité financière de la Ville.

Chaque AP se décline en plusieurs enveloppes annuelles successives : les CP.
Les AP doivent être, dès le moment du vote, traduites dans un échéancier de CP.

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour couvrir les engagements contractés dans le cadre de l'AP. A tout moment, la somme des CP doit être égale au montant de l'AP (Art L 2311-3 du CGCT).

Chaque CP détermine le montant des inscriptions budgétaires pour l'exercice concerné. L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie donc en tenant compte des seuls CP.

La Ville de La Teste de Buch a souhaité améliorer la performance de sa gestion financière en mettant à profit les dispositifs budgétaires mis à sa disposition par la gestion en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP). Ainsi, par délibération en date du 18 décembre 2020 le conseil municipal a adopté à l'unanimité le règlement budgétaire et financier pour la gestion des AP-CP.

Il a ainsi été décidé dans le cadre d'une politique efficiente d'investissements structurants pour notre ville de gérer pour les exercices budgétaires 2022-2026 une partie des projets d'investissement pluriannuels de la Ville en AP/CP d'un montant global de 59 255 000 €.

. La délibération a donc pour objet :

- D'AUTORISER l'ouverture de ces trois programmes d'AP/CP pour un montant global de 59 255 000 € pour toute la durée de l'actuelle mandature,

- VOTER les montants des autorisations de programme et la répartition des crédits de paiement comme précisés en annexe.

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE INVESTISSEMENT — AP / CP — ANNEXE BUDGET PRIMITIF 2022

				AUTORISATIONS DE PROGRAMMES (AP) ET CREDITS DE PAIEMENTS (CP)								PÉRIODE QUINQUENNALE	
				2022		2023		2024		CP 2025	CP 2026**	AP/CP	
N°AP/CP	TRAVAUX VOIRIES INFRASTRUCTURES	Article comptable	Années AP	AP	CP	AP	CP	AP	CP			TOTAL AP	TOTAL CP
2022002-1	AMGT SECTEUR MONTAIGNE / JOLIOT CURIE / LA PÉROUSE - LTDB		2023			860 000	860 000					860 000	860 000
2022002-2	SECTEUR BRAOUET L'OUSTALET	2151	2022	1 520 000	930 000		590 000					1 520 000	1 520 000
2022002-3	AMENAGEMENT RUE PIERRE DE COUBERTIN	2151	2022	900 000	900 000							900 000	900 000
2022002-4	AMENAGEMENT RUE DU CAPITAINE		2024					580 000	100 000	480 000		580 000	580 000
2022002-5	RUE DU PORT		2023			1 000 000	1 000 000					1 000 000	1 000 000
2022002-6	PLACE JEAN HAMEAU - RÉAMÉNAGEMENT		2023			200 000	200 000					200 000	200 000
2022002-7	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE (RD217)		2023			800 000	100 000		700 000			800 000	800 000
2022002-8	RUE CHANZY / PLACE JEAN JAURÈS / RUE CAMILLE PELLETAN		2023			400 000	400 000					400 000	400 000
2022002-9	AMÉNAGEMENT RUE DES FACTEURS		2023			1 400 000	600 000		800 000			1 400 000	1 400 000
2022002-10	ÉCLAIRAGE BOULEVARD MIQUELOTSE(HORS ZONE AMÉNAGEMENT NEUF)		2023			800 000	800 000					800 000	800 000
2022002-11	RUE EDMOND DORÉ		2023			600 000	80 000		520 000			600 000	600 000
2022002-12	RUE GUYNEMER		2023			780 000	350 000		430 000			780 000	780 000
2022002-13	AVENUE DE VERDUN		2024					400 000		200 000	200 000	400 000	400 000
2022002-14	AMÉNAGEMENT PLACE BLOCH - PYLA		2024					400 000	200 000	200 000		400 000	400 000
2022002-15	CHEMIN DE BRAOUT (FIN)		2023			480 000	200 000		280 000			480 000	480 000
2022002-16	AMÉNAGEMENT RUE DU PRÉSIDENT CARNOT (RD112)		2023			1 150 000	100 000		400 000	650 000		1 150 000	1 150 000
2022002-17	RUE DES POILUS		2024					850 000	100 000	450 000	300 000	850 000	850 000
2022002-18	RUE HENRI DHEURLE		2023			1 300 000	500 000		400 000	400 000		1 300 000	1 300 000
2022002-19	AVENUE DU PAYS DE BUCH		2024					1 100 000	110 000	890 000	100 000	1 100 000	1 100 000
2022002-20	RUE BÉRANGER		2024					1 370 000	130 000	520 000	720 000	1 370 000	1 370 000
2022002-21	RUE DES BORDES		2023			400 000	50 000		350 000			400 000	400 000
2022002-22	COUCHES DE ROULEMENT **AP/CP 2022**	2151	2022	2 800 000	1 000 000		1 800 000					2 800 000	2 800 000
2022002-23	COUCHES DE ROULEMENT **AP/CP 2024**		2024					3 700 000	1 700 000	1 300 000	700 000	3 700 000	3 700 000
2022002-24	AMÉLIORATION CARACTÉRISTIQUE CHAUSSÉE		2023			300 000	120 000		60 000	60 000	60 000	300 000	300 000
2022002-25	ÉCLAIRAGE PUBLIC REM **AP/CP 2022**	21534	2022	600 000	300 000		300 000					600 000	600 000
2022002-26	ÉCLAIRAGE PUBLIC REM **AP/CP 2023**		2023			600 000	600 000					600 000	600 000
2022002-27	ÉCLAIRAGE PUBLIC REM **AP/CP 2024**		2024					1 500 000	600 000	600 000	300 000	1 500 000	1 500 000
2022002-28	FIBRE POUR VIDÉO PROTECTION		2023			200 000	50 000		50 000	50 000	50 000	200 000	200 000
2022002-29	TRAVAUX DIVERS VOIRIE **AP/CP 2022**	2151	2022	200 000	150 000		50 000					200 000	200 000
2022002-30	TRAVAUX DIVERS VOIRIE **AP/CP 2023**		2023			200 000	200 000					200 000	200 000
2022002-31	TRAVAUX DIVERS VOIRIE **AP/CP 2024**		2024					500 000	200 000	150 000	150 000	500 000	500 000
2022002-32	RESEAUX EAUX PLUVIALES COMMUNE **AP/CP 2022**	21531	2022	200 000	200 000							200 000	200 000
2022002-33	RESEAUX EAUX PLUVIALES COMMUNE **AP/CP 2023**		2023			200 000	200 000					200 000	200 000
2022002-34	RESEAUX EAUX PLUVIALES COMMUNE **AP/CP 2024**		2024					540 000	200 000	140 000	200 000	540 000	540 000
2022002-35	SIGNALISATION HORIZONTALE CRÉATION	2152	2022	200 000	20 000		60 000		40 000	40 000	40 000	200 000	200 000
2022002-36	TRAVAUX DIVERS PERRÉS / DESCENTE PLAGE **AP/CP 2022**	21538	2022	200 000	100 000		100 000					200 000	200 000
2022002-37	TRAVAUX DIVERS PERRÉS / DESCENTE PLAGE **AP/CP 2024**		2024					300 000	100 000	100 000	100 000	300 000	300 000
2022002-38	ÉTUDES VOIRIE	2031	2022	100 000	20 000		20 000		20 000	20 000	20 000	100 000	100 000
Sous-total 430 TRAVAUX VOIRIES INFRASTRUCTURES				*6 720 000*	*3 620 000*	*11 670 000*	*9 330 000*	*11 240 000*	*7 490 000*	*6 250 000*	*2 940 000*	*29 630 000*	*29 630 000*

		TOTAL AP	CP 2022		CP 2023		CP 2024	CP 2025	CP 2026
AP/CP	2022	6 720 000	3 620 000		2 920 000		170 000	170 000	170 000
AP/CP	2023	11 670 000			6 410 000		3 880 000	1 050 000	
AP/CP	2024	11 240 000					3 440 000	5 030 000	2 770 000
	TOTAUX	29 630 000	3 620 000		9 330 000		7 490 000	6 250 000	2 940 000

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE INVESTISSEMENT

AP / CP

ANNEXE BUDGET PRIMITIF 2022

				AUTORISATIONS DE PROGRAMMES (AP) ET CRÉDITS DE PAIEMENTS (CP)								PÉRIODE QUINQUENNALE	
				2022		2023		2024		CP 2025	CP 2026	AP/CP	
N°AP/CP	*MATERIELS DE TRANSPORTS ET VEHICULES*	*Article comptable*	*Années AP*	AP	CP	AP	CP	AP	CP			TOTAL AP	TOTAL CP
2022003-01	MATÉRIELS ET VÉHICULES TECHNIQUES	2182	2022	550 000	100 000		125 000		125 000	150 000	50 000	550 000	550 000
2022003-02	VÉHICULES LÉGERS	2182	2022	815 000	175 000		190 000		150 000	150 000	150 000	815 000	815 000
2022003-03	VÉHICULES MMS	2182	2022	50 000	50 000							50 000	50 000
2022003-04	VÉHICULES POLICE MUNICIPALE	2182	2022	105 000	30 000		50 000		25 000			105 000	105 000
Sous-total 411 - MATERIELS DE TRANSPORTS ET VEHICULES				*1 520 000*	*355 000*		*365 000*	*0*	*300 000*	*300 000*	*200 000*	*1 520 000*	*1 520 000*

		TOTAL AP	CP 2022		CP 2023		CP 2024	CP 2025	CP 2026
AP/CP	2022	1 520 000	355 000		365 000		300 000	300 000	200 000

				AUTORISATIONS DE PROGRAMMES (AP) ET CRÉDITS DE PAIEMENTS (CP)								PÉRIODE QUINQUENNALE	
				2022		2023		2024		CP 2025	CP2026	AP/CP	
N°AP/CP	*TRAVAUX BATIMENTS*	*Article comptable*	*Années AP*	AP	CP	AP	CP	AP	CP			TOTAL AP	TOTAL CP
2022001-01	CONSTRUCTION D'UN HOTEL DE POLICE MUNICIPALE	2313	2022	2 350 000	750 000		1 450 000		150 000			2 350 000	2 350 000
2022001-02	AMENAGEMENT CONSERVATOIRE DE MUSIQUE	2313	2022	7 750 000	300 000		1 315 000		3 850 000	2 285 000		7 750 000	7 750 000
2022001-03	MAISON DE QUARTIER DES COQS ROUGES (BRAMELOUP)	2313	2022	2 550 000	600 000		1 850 000		100 000			2 550 000	2 550 000
2022001-04	CRÉATION VESTIAIRE / TRIBUNE ET DIVERS FOOT CAZAUX CLAVIER	2313	2022	1 425 000	100 000		750 000		175 000		400 000	1 425 000	1 425 000
2022001-05	ALSH BONNEVAL ET ABORDS (VOIRIE+OA)		2024					2 000 000	150 000	400 000	1 450 000	2 000 000	2 000 000
2022001-09	RECONSTRUCTION CABANE TCHANQUE	2313	2022	1 080 000	105 000		395 000		580 000			1 080 000	1 080 000
2022001-06	TRAVAUX COURANTS ET EXTENSION CTM 2024 : EXTENSION HANGAR / STOCKAGE 2025 : BUREAUX		2024					600 000	100 000	350 000	150 000	600 000	600 000
2022001-07	BATIMENTS ARCHIVES		2023			2 000 000	400 000			300 000	1 300 000	2 000 000	2 000 000
2022001-10	SCHÉMA DIRECTEUR IMMOBILIER (TRAVAUX BATIMENTS CLASSES 4 ET 5 : LES + DÉGRADÉS)	21318	2022	4 550 000	350 000		1 150 000		1 000 000	1 000 000	1 050 000	4 550 000	4 550 000
2022001-11	SCHÉMA DIRECTEUR IMMOBILIER (TRAVAUX BATIMENTS CLASSES 1, 2 ET 3 : LES - DÉGRADÉS)		2024					3 500 000	500 000	1 500 000	1 500 000	3 500 000	3 500 000
2022001-08	RÉNOVATION SPOT POINT GLISSE		2024					300 000	35 000	265 000		300 000	300 000
Sous-total 450 - TRAVAUX BATIMENTS				*19 705 000*	*2 205 000*	*2 000 000*	*7 310 000*	*6 400 000*	*6 640 000*	*6 100 000*	*5 850 000*	*28 105 000*	*28 105 000*

		TOTAL AP	CP 2022		CP 2023		CP 2024	CP 2025	CP 2026
AP/CP	2022	19 705 000	2 205 000		6 910 000		5 855 000	3 285 000	1 450 000
AP/CP	2023	2 000 000			400 000			300 000	1 300 000
AP/CP	2024	6 400 000					785 000	2 515 000	3 100 000
	TOTAUX	28 105 000	2 205 000		7 310 000		6 640 000	6 100 000	5 850 000

RÉCAPITULATIF GÉNÉRAL

			2022		2023		2024		2025	2026		
			AP	CP CUMULES	AP	CP CUMULES	AP	CP CUMULES	CP CUMULES	CP CUMULES		
TOTAL GÉNÉRAL			*27 945 000*	*6 180 000*	*13 670 000*	*17 005 000*	*17 640 000*	*14 430 000*	*12 650 000*	*8 990 000*	*59 255 000*	*59 255 000*
TOTAL AP/CP 2022	27 945 000			6 180 000		10 195 000		6 325 000	3 755 000	1 820 000		
TOTAL AP/CP 2023	13 670 000					6 810 000		3 880 000	1 350 000	1 300 000		
TOTAL AP/CP 2024	17 640 000							4 225 000	7 545 000	5 870 000		
	59 255 000	TOTAUX		6 180 000		17 005 000		14 430 000	12 650 000	8 990 000		

Monsieur Busse :
On va profiter avec Mme Delepine pour vous présenter le Plan pluriannuel des investissements de la commune sur 2022/2026.
Comme tout à l'heure je vous demande de réserver vos questions pour la fin de la présentation, cela va être un peu long.
Le PPI c'est le fruit déjà d'un travail colossal de l'ensemble des services et de beaucoup d'élus, un travail d'équipe qui s'appuie sur tout le patrimoine communal qui est conséquent ça permet une programmation des affaires et une gestion financière en autorisation de programme et crédit de paiement que l'on vous avait annoncé en décembre 2020 où nous avions présenté une délibération allant dans ce sens-là.

Comment on va dérouler la présentation, d'abord je vais vous présenter la démarche globale de la ville, la méthode d'élaboration de notre PPI, les avantages des AP/CP, la consistance du PPI, la présentation les affaires, les programmes par grande nature, la voirie et les infrastructures, les bâtiments, les espaces cadre de vie, et les moyens techniques.

La démarche globale de la ville s'appuie sur des diagnostics dans tous les domaines, pour la voirie et les infrastructures, un diagnostic complet, l'étude de circulation qui est en cours, pour les bâtiments c'est pareil, des grands projets, pour les espaces verts même principe en veillant à optimiser pour avoir une cohérence en prenant en compte le développement durable dans l'ensemble de ces projets et en privilégiant la commande publique.
Tout ce travail permet de proposer aujourd'hui un PPI il est prêt à cette fin d'année on vous propose de voter la liste des affaires qui seront suivies en autorisation de programme.

Le processus continue, vous avez déjà vu pour l'étude de circulation, en 2022 on vous aura proposé le plan d'aménagement de la circulation, le schéma directeur des pistes cyclables, le schéma directeur des effacements de réseaux pour mettre en valeur notre ville, fin 2022, je vous donne rendez-vous pour vous présenter le schéma directeur immobilier, on vous présentera également le résultat de la gestion différenciée dans les espaces publics et le nouveau règlement de voirie.
Un beau programme mais ce sont des outils qu'il nous faut pour vraiment piloter et gérer cette commune.

Cela sert à nous concerter avec l'ensemble des concessionnaires et partenaires, la COBAS, le Département aussi à informer la population, les élus, à anticiper planifier, réaliser et faire le retour d'expériences pour sans cesse améliorer nos processus, faire tourner la boucle d'amélioration.
Nous avons un dispositif qui couvre l'ensemble de nos activités techniques.

Mme Delepine va présenter un peu plus dans le détail le PPI.

Madame DELEPINE :
Le PPI une véritable feuille de route, je pense que c'est la première fois que nous établissons un PPI sur la totalité de la mandature, cela va s'appuyer sur 4 grandes natures de dépense, les infrastructures, la voirie, réseaux, bâtiments espaces cadre de vie, moyens techniques.
Au préalable il faut une parfaite connaissance de notre patrimoine, les chaussées, les bâtiments et espaces communaux.

Ce PPI est en vision à long terme, en toute transparence ce qui permet d'identifier, planifier les besoins de travaux sur le mandat et il présente le montant des coûts et leur financement.
La méthodologie d'élaboration, 4 grandes catégories, on applique toujours les mêmes principes, les diagnostics, les analyses, le plan d'action, le phasage des travaux et le financement.

C'est un travail très précis effectué très consciencieusement, nous reviendrons plus en détail avec toujours ce même souci que les diagnostics sont nécessaires, les analyses et les plans d'actions….

Monsieur Busse :
Pour illustrer, chaque affaire a une fiche d'opération cela fait une centaine de projets chaque projet a sa fiche, on va en présenter quelques-unes.
Sur les autorisations de programme et crédits de paiement, ce dispositif est un magnifique outil budgétaire de mobilisation des crédits, sur les voiries infrastructures, 30 millions de prévus sur la mandature autant sur les bâtiments et 1,5 millions sur les moyens techniques.

Les avantages du dispositif : un engagement de la commune sur plus de 80% du montant des investissements de la mandature, une visibilité complète de la planification technique et financière, une meilleure mobilisation des crédits sur toutes les affaires décidées et avec une clause de revoyure annuelle et une obligation de délibérer en cas de modification importante.
La consistance du PPI : on est sur un montant total de 70 millions ça représente une somme qui n'avait jamais été réalisée sur 5 ans de mandature, c'est 20% de plus d'investissement. C'est 60 millions gérés en autorisation de programme.
En 2021 nous avons eu une activité importante sur la voirie et on va monter en flèche sur les bâtiments, à partir de 2022 les dépenses sur les bâtiments augmentent on vous présentera des projets qui vont démarrer comme l'hôtel de police, la halle de Cazaux.
Des 2023 on atteint un palier important que l'on va maintenir pendant 3 ans à la fois sur la voirie et sur les bâtiments pour terminer en 2026 notre programme ambitieux en ayant une certaine marge de manœuvre.

Madame DELEPINE :
Le diagnostic voirie : le cabinet d'étude a ausculté 207 kms de chaussées sur les structures travaux sur la chaussée très abimée et les surfaces les bandes de roulement, nous avions des notes de 1 à 10. L'état actuel : 32 kms de très mauvais 15% de nos voiries, 57 km de mauvais 28%, 38km de moyen 19%, et 80 km de bon 38%.

Monsieur Busse :
Premier exemple sur la Teste sur la cartographie beaucoup de rouge dans le centre de la Teste qui justifie tous les projets que nous avons dans le réaménagement de ce centre que nous avons évoqué dans l'étude de circulation, plus d'autres axes.
Sur Cazaux encore des axes importants à traiter, il reste la rue vers le centre-ville plus les allées qui mènent au lac.
Sur Pyla beaucoup plus homogène compte tenu des efforts réalisés ces dernières années et il restera des points d'amélioration à combler.
Ce qui donne en résultat final par structure et par surface, le traitement doit être complet, décaisser, tout remplacer, 45% des voiries qui sont touchées et 50% qui sont touchées pour les voies de roulement.
Quand on traite les structures on traite la voie de roulement ce qui représente 90km de voirie, un état assez calamiteux de la situation, nous nous employons à programmer tous ces travaux pour essayer de remonter la moyenne.

Madame DELEPINE :
Un exemple de fiche, chemin de Braouet et de l'Oustalet, toujours sur le principe de plan d'action, de phasage de travaux, de l'impact environnemental les solutions pour le financement de ces travaux et les recherches de subventions. C'est quelque chose qui va revenir, qui sera récurrent, toutes ces fiches sont pour nos travaux importants qui seront prévus dans ce plan pluriannuel et nous y tenons, car c'est un travail considérable qui a été

fait. Nous partons de l'évaluation d'un diagnostic voirie à traiter dans l'urgence, ce qui est intéressant c'est que nous avons le calendrier prévisionnel des travaux, le démarrage, la réception, le coût financier, avec des crédits de paiements très détaillés, transparents et n'oublions pas l'impact environnement, où nous sommes tous conscients de son importance sur ces travaux durant toute la mandature.
L'aménagement rue de Coubertin, toujours la même fiche, de la transparence, des dates, le coût, cet aménagement sera plutôt sur la sécurité, cheminement cyclable, de l'accès aux piétons autour du collège, tout est détaillé.

Monsieur Busse :
Nous avons aussi la volonté de créer des parkings nous allons aménager la place du Baou, pour cela on crée un parking, le parking des maraichers qui est situé près du centre-ville, à l'ancien échangeur de sortie de la Départementale, il permettra d'accueillir l'ensemble des camionnettes des commerçants qui sont sur le marché, en remplacement de celui du Baou.

Madame DELEPINE :
Une autre fiche sur l'esplanade de Cazaux sur le même principe avec un diagnostic, les objectifs, les enjeux. Là c'est une conformité d'éclairage sur la façade du lac.
Sécuriser, toujours le calendrier prévisionnel et le coût financier

Monsieur Busse :
Une autre fiche sur l'éclairage et la modernisation de l'éclairage, des investissements qui ont lieu tous les ans, il y a un renouvellement de notre marché. On a 2/3 des points lumineux sur les 7500 qui ont été traités avec des leds, nous allons aller plus loin dans ce nouveau marché, nous serons une des 1ere communes en Gironde à aller si loin, il y a un volet environnemental très important sur le domaine de l'éclairage, non seulement cela nous fait faire des réductions d'énergie voire 80% d'économie voire plus. Nos services techniques réfléchissent sur les meilleures méthodes à utiliser pour renforcer cette économie et nous proposons en dégradation suivant les heures et encore plus économique que l'extinction totale de nuit.
Cela nous prépare à diminuer la pollution lumineuse de façon importante et préserver toute la biodiversité, la flore, la faune par ces nouveaux dispositifs qui sont beaucoup plus adaptés.
C'est une réglementation que l'on doit respecter au plus tard en 2025.

Les réfections de chaussées, voies de roulement c'est aussi des dépenses qui ont lieu tous les ans elles concernent les travaux sur la couche de roulement elles comprennent la réalisation de purges et changements de bordures si nécessaire. Nous allons traiter 13,5 km sur 2 ans. Il y a 90 km à traiter sur la mandature, là 13 km.
Cette année ça a été fait sur Bisserié à la Teste une quinzaine de rues vont être traitées, rue Notre dames des Monts, Dr Sémiac,….. Sur Cazaux et Pyla également pendant ces 2 prochaines années.

Madame DELEPINE :
Encore des travaux divers pour sécuriser et embellir notre espace public, la réfection des perrés 100 000 €/an, l'amélioration de la gestion des eaux pluviales 200 000€/an et l'enfouissement des réseaux, des travaux en partenariat avec le SDEEG et Orange, toujours avec la concertation de nos partenaires et la recherche de financements.

Monsieur Busse :
Chaque grand projet fait l'objet d'une présentation en public aux riverains et nous expliquons le projet et nous proposons des options, exemple traiter la vitesse, il y a un débat et nous proposons les options au vote, le vote qui sort gagnant l'emporte pour la mise

en œuvre de cette option. Le cas pour le Boulevard des Miquelots, à Cazaux pour du stationnement,…

Madame DELEPINE :
L'aboutissement, les affaires principales, datées, diagnostiquées voirie infrastructures (voir tableau p25)

Monsieur Busse :
Ce sont les affaires hors autorisation de programme qui représentent 10 millions sur la mandature
Dans la 2ème colonne nous avons expliqué les motifs qui ont conduit à retenir ces affaires, la planification sur 2023 et d'autres qui sont en fin de mandature, et on retrouve aussi les affaires récurrentes, les couches de roulement, l'éclairage public….
Nous avons terminé sur la partie voirie infrastructure maintenant la présentation sur les bâtiments.

Nous allons commencer par la présentation de 2 films, l'hôtel de police (projection), on arrive par le nouveau rond-point de Quincarneau, vers le rond-point du Baou et on arrive sur la place triangulaire des commerçants, le projet envisagé, l'architecte retenu c'est Delineavit de Bordeaux.
Un bâtiment bien proportionné avec des parkings, on a veillé à mettre l'entrée dans l'angle pour sécuriser son entrée, un bâtiment qui sera important pour notre police municipale et tous les habitants, en plus cette situation se trouve à l'entrée de la ville poche du centre-ville et près de la départementale pour aller rapidement sur Cazaux ou Pyla

Maintenant la halle de Cazaux (projection) qui sera entièrement construite sur l'année 2022 et qui est attendue par les locaux.
A côté de l'annexe de la mairie, l'école se situe entre l'aire de jeux et le parking, il y a un pin qui sera conservé. L'architecte retenu c'est M. Jean Dubrous, cette architecture reprend l'ancienne halle du centre-ville de la Teste, c'est un rappel aux sources historique de la Teste et elle permettra d'accueillir le marché et d'autres activités en plein centre de Cazaux.
Les travaux vont démarrer très rapidement en 2022.

On va vous présenter des fiches pour les bâtiments, pour tous les projets une fiche détaillée

Madame DELEPINE :
On va parler de la construction du conservatoire de musique, notre choix est parti sur la réhabilitation d'un bâtiment emblématique de la commune, l'ancienne école Victor Hugo.
Nous allons faire un bâtiment performant pour augmenter le nombre d'élèves, d'accompagnants, d'associations. Regrouper en un même lieu l'ensemble des disciplines musicales et lui donner un rayonnement à l'échelle intercommunale voire inter départementale.
Toujours la même rigueur sur ces fiches, le calendrier, le coût financier et l'impact environnemental.

Monsieur Busse :
Même fiche pour Brameloup, l'objectif est de mutualiser, regrouper sur un même lieu des services sociaux et des associations.
La Plaine des sports du Clavier, la reconstruction de la cabane tchanquée n°3 dont nous avons dû faire des travaux d'urgence cet été pour permettre une reconstruction avec un appel à mécénat qui va se réaliser sur les 2 prochaines années avec le partenariat du conservatoire du littoral.

Madame DELEPINE :
Vous avez le récapitulatif des principaux projets (voir tableau p36)
C'est un outil de travail assez exceptionnel, d'une transparence, rigueur sur lequel on peut s'appuyer, ce n'est pas des dépenses faites dans l'urgence au cas par cas, non c'est vraiment une feuille de route. Les personnes qui ont présenté ces fiches ont fait un travail considérable.

Monsieur Busse :
On retrouve en fin de liste des projets intitulés SDI ce sont des travaux sur des locaux les plus dégradés, on en a sur les 5 prochaines années, des travaux sur les moins dégradés qui démarrent en 2024.

On va vous faire une présentation sur l'approche du Schéma Directeur Immobilier.
Ces travaux avaient commencé en 2017 par une étude du Sybarval qui a travaillé avec plusieurs communes et examiné l'ensemble de notre patrimoine.
Le patrimoine c'est 252 biens, 85 000M² cette étude a permis de classer de façon très sommaire en catégorie ces 252 biens.
Quand on est arrivé on a repris les choses en mains pour approfondir ces études, notamment sur une analyse complétement exhaustive de l'état d'occupation de ces locaux, leur fonctionnalité, la plupart de ces locaux accueillent des associations.
Un travail d'inventaire complété au cours de l'année 2021, tout n'est pas terminé mais cela a conduit de faire une catégorie plus précise à partir de 3 critères, on a obtenu 5 classes.

De la classe 1 au meilleur état jusqu'à la classe 4 état préoccupant et 5 état critique.

Ça conduit à une programmation d'impact du PPI c'est 8 millions d'euros dont 4,5 millions sur les catégories 4 et 5 mais aussi 3,5 millions sur les catégories en meilleur état nous avons l'obligation d'appliquer le décret tertiaire à partir de 2025, qui concerne les surfaces de plus de 1000M² ça représente la moitié de notre patrimoine. On a aussi à prévoir des investissements dans ce cadre-là, dont l'objectif est de réduire énormément les bilans énergétiques, de mettre aux normes les bâtiments.
Pour 2022 en crédit de paiement nous avons 350 000€ qui vont concerner la réhabilitation de la maison rue Pierre Dignac pour reloger provisoirement certaines activités de l'école de musique, on va reprendre les menuiseries et faire des travaux dans le domaine de l'isolation et du chauffage, sur le Dojo du Clavier et une remise aux normes du bâtiment qui accueille rue Jean de Grailly les associations Femmes solidaires et Couleurs du temps.

Sur le SDI il y a encore tout un projet à travailler sur l'occupation des locaux, l'optimisation, le travail va consister à voir les biens qui sont à aliéner et qui permettront de dégager du foncier à valoriser.
Tout ce travail reste à faire à la fois dégager ces catégories-là et travailler sur les taux d'occupation.
Je vous donne rendez-vous en décembre prochain pour présenter le détail du SDI.

Madame DELEPINE :
Beaucoup de travail dans l'espace cadre de vie pour l'année 2022, place Meller réaménagement complet de la place, nous créons une aire de jeux, la réfection du rond-point Curepipe et la création d'un Street Workout. Remplacement de mobilier urbain également.
Toujours la même conception analyse diagnostic des travaux, ce ne sont pas des bouts de papiers, ces fiches c'est quelque chose d'important.

Monsieur DUFAILLY :
Le Street Workout. C'est des agrès que l'on va mettre en place sur la plaine Gilbert Moga qui seront en lien avec le parcours santé et notre dispositif Sport en Buch qui sera ouvert à toute la population pour faire du sport n'importe quand, gratuitement, en plein air.

Monsieur Busse :
Je vais compléter, c'est la démarche de gestion différenciée des espaces, les objectifs « ne pas appliquer à tous les espaces en milieu urbain la même nature de soin », il faut différencier les choses, adapter les niveaux et les techniques d'entretien en fonction de leurs usages. Cela va nous obliger de combiner différents modes de gestion et de créer des espaces nouveaux comme des endroits que l'on ne touchera pas pour faire toute sa place à la biodiversité.
Une approche environnementale importante, une approche raisonnée des espaces verts plus respectueux de l'environnement sans perte de qualité et en ayant une efficacité économique importante.
EN 2021 avec l'aide du SIBA toujours la même démarche, diagnostic, état des lieux l'inventaire des sites, la localisation de tous les types d'espaces, une cartographie sur l'ensemble de la commune, tous ces sites ont été répartis en 3 catégories, les espaces fonctionnels qui sont les parties les plus sensibles, le cœur de ville, ensuite les espaces de transition péri-urbains, les placettes des lotissements, les accotements, et les espaces naturels avec un entretien très réduit.
Décrire des tâches d'entretien à adapter pour mettre en place ce dispositif, une restitution a été faite à l'ensemble des équipes des services techniques.

La suite le plan d'action 2022, c'est l'appropriation de la démarche par l'ensemble des acteurs, l'élaboration par les services techniques d'une fiche par zone en fonction de la classification, des usages et des nouveaux objectifs de maintenance.
Ce PGD va faire l'objet d'une présentation en conseil municipal dans le courant de l'année 2022 et sera associé un plan de communication, on souhaite aussi entrainer la population vers les mêmes gestes sur les pas de nos agents municipaux.
Les services techniques auront à mettre les outils de mesure par des feuilles de suivi et des indicateurs.

Madame TILLEUL :
En termes de développement durable il est important de parler de l'eau et aujourd'hui nous souhaitons pouvoir conventionner avec la COBAS et le SIBA d'une part pour récupérer des eaux de vidange qui une fois débarrassées de certaines substances peuvent servir à arroser des routes ou des espaces à moindre coût, et d'autre part le SIBA par les stations d'épuration , les eaux filtrées mais pas traitées qui restent riches en azote et potassium peuvent servir de substrat et d'engrais. Le SIBA nous a annoncé que cela n'aurait aucun coût pour la commune.
Avoir peut-être un plan de fleurissement un petit peu différent

Madame DELEPINE :
Les moyens techniques : renouvellement des véhicules et engins, il faut moderniser le parc automobile et les outils et engins.
Protéger les agents avec ce renouvellement adapté et sécurisé.
Nous allons être livrés en février 2022 d'un blowpatcher , d'un robot traceur et d'une nouvelle balayeuse.

Monsieur Busse :
Nous arrivons au terme de cette présentation, au nom de toute la municipalité nous voudrions remercier Nicolas Pezas et Roberto Benzi qui avec leurs équipes ont produit un travail important d'analyse pour arriver à cette qualité de quantification des affaires et planifications.
Maintenant place aux questions

Monsieur le Maire :
A mon tour de vous remercier pour ce travail qui a été fait, quand vous vous posiez la question quand est ce que l'on avait démarré, je vous laisse imaginer que pour faire ça on n'a pas démarré hier, je l'avais évoqué quand on est arrivé on a trouvé une situation humaine difficile il a fallu colmater, on a trouvé des situations particulièrement compliquées.
Le patrimoine de la ville à l'abandon, il y a un budget conséquent.

Notre intention n'est pas de marquer notre passage par des grands sites, vous nous avez amenés au tribunal administratif vous auriez mieux fait d'être sévères avec cet établissement, nous on est en pré contentieux, là vous auriez dû alerter le tribunal administratif, vous auriez dû être sévère avec Cravey qui va coûter, on est en pré contentieux, c'est ce que nous faisons aujourd'hui, nous suivons les dossiers, c'est l'argent du contribuable.
Aujourd'hui les gens nous disent il n'y a pas eu de sérieux dans la réception des bâtiments, ça n'a pas été fait sérieusement.
Nous on veut faire avec sérieux, on consolide, comme une maison avant de mettre la décoration il faut faire les fondations, c'est ce que nous avons fait pendant 18 mois, les fondations avec toute cette équipe qui est là, je remercie tous les élus, les services techniques, on a fait le bon choix et on va continuer à faire le bon choix pour les testerins.
Il est vrai qu'a Cazaux, Pyla ou la Teste centre nous recevons des compliments, bien sûr on va toujours nous dire qu'il y a trop de vitesse bien sûr l'incivilité, l'insécurité on travaille pour ça, je remercie la police municipale, il y a un travail considérable qui est fait.
Surtout quand on lit ce qui est écrit ce matin, « quand est-ce qu'ils vont démarrer » il y a véritablement un problème de cécité, d'écoute.

Madame PAMIES :
Pour saluer la prise en compte des impacts environnementaux sur chaque fiche action, ma question par rapport à l'abaissement de l'éclairage public, en quoi c'est moins impactant que l'extinction totale ?

Monsieur Busse :
Notre responsable a fait une étude comparative, c'est une question de comparaison de consommation électrique, quand vous multipliez la puissance par le temps, on fait une gradation.
Souvent les communes qui choisissent l'extinction choisissent du 100% et du zéro.
Ils font du zéro quelques heures dans la nuit tandis que nous on fait de la gradation, on fait une période à 100% en début de nuit et fin de nuit ensuite on baisse à 70%, 50% et quand on fait le calcul de l'énergie consommée on va au-delà de l'énergie que l'on consommerait si on faisait de l'extinction.
Ça c'est pour les grandes avenues et dans les petites rues on a choisi de faire de la détection, c'est toujours éteint et s'allume quand il y a un piéton ou une voiture.

Madame PAMIES :
Vous avez pris en compte l'aspect économique mais pas l'aspect biodiversité.

Monsieur Busse :
Si beaucoup, actuellement on avait sur les lampes à mercure et les autres types elles éclairent partout très largement, les nouveaux dispositifs installés sont directionnels ils éclairent que les bandes dont on a besoin et il y a beaucoup moins d'espaces illuminés.
C'est très règlementé par la loi que l'on doit appliquer en 2025 ça diminue énormément la pollution lumineuse.

Madame TILLEUL :
L'année dernière en début d'année avec la responsable du service développement durable nous avons rencontré la personne en charge de ce service et posé la question, l'extinction totale n'avait pas été demandée, impossible de changer, ce sont des plaquettes électroniques aujourd'hui, par contre sur la progression de cette mise en place nous avons demandé un diagnostic du territoire et certaines zones où l'application des zones noires pouvait être appliquée, c'est en cours de réflexion.
Hors agglomération sur des endroits spécifiques il faut savoir qu'une extinction totale, il n'y a pas encore d'étude, le procédé tel qu'il nous a été présenté et avec les études apportées était plus que convenable sur la biodiversité, une extinction totale, nous sommes des animaux avant l'heure et le rythme biologique étant pour nous humains ou le monde animal c'est très important de se lever avec le soleil et de se coucher avec le soleil, cela sera pris en compte sur la programmation de ce système.

Monsieur MURET :
Un aspect qui n'a pas été abordé quand on parle d'extinction, l'extinction totale et là on ne parle pas d'une réduction et d'une gradation à 20,30 ou 40%, ça permet d'éviter la disparition des insectes, en réalité sur un point lumineux de nuit meurent entre 5 et 10000 insectes par point lumineux. L'intérêt de les éteindre totalement même 3 ou 4 heures ça permet quand même de préserver un petit peu du capital insecte qui est si important pour la biodiversité des oiseaux.

Monsieur BUSSE :
Lecture de la délibération

Monsieur le Maire :
Merci M Busse,

Madame DELMAS :
Je suis rassurée enfin ça va pouvoir démarrer, je salue cet énorme travail qui nous a été présenté, effectivement c'est très intéressant ce PPI, c'est transparent vous l'avez dit, souligné, on a une vision de votre programme sur 2022/2026.
Ce que j'ai pu voir et ce que nous avions annoncé c'est le conservatoire de musique 7,7 M€ qui va coûter in fine plus cher à la ville que le projet initial de territoire qui devait être financé par moitié par la COBAS mais sans l'auditorium, sans le conservatoire d'arts dramatiques, sans les 180 places de parking gratuit, sans les aménagements parvis, voirie….
Vous avez opté pour l'Hôtel de police à l'entrée de ville, nous avions opté pour un projet culturel qui est aussi une arme douce pour le bien vivre ensemble.

Les APCP présentées nous passons de la conception à l'opérationnel, un instrument budgétaire légal mais à utiliser prudemment pour que cela ne se transforme pas en usine à gaz, le dispositif doit être sécurisé, vous l'avez évoqué …règles d'annulation, de modification.
Concernant les autorisations de programme soit 59,255 M€ pour la période 2022/2026, travaux sur les bâtiments ; voirie et infrastructures et matériels de transports et véhicules.

Le rapport ne fait pas mention du montant des AP 2022 ce qui n'est pas normal.

S'agissant des crédits de paiement annuel CPI 2022, en 2022 sont inscrits 6,18 M€ soit un taux de couverture de 22 % par rapport au 27,975 M€ d'AP et
10,4 % par rapport aux 59,255 M€ d'AP.
Ces taux de couverture sont insuffisants au regard des échéanciers prudentiels qui tournent sur 4 ans ordinairement avec 30/30/20/20 %
Il va falloir accélérer, je ne sais pas, c'est un point de vigilance sur ces taux de couverture, on n'a pas eu les perspectives d'évolution d'épargne comme évoqué la dernière fois mais peut-être que ça viendra

Monsieur le Maire :
Là c'est une intervention pour intervenir, si vous comparez 20 millions que vous ne tenez jamais et qui finissent à 25 oui c'est vrai on n'aura pas la même chose mais il faut arrêter. Aujourd'hui, cet hôtel de ville il va coûter 30 millions une fois fini, c'est démesuré, votre pôle musique vous l'annoncez à 20, mais on va finir à 20, 26,27 et ce n'était pas la priorité des testerins, la preuve ils nous ont élus, et on avait clairement dit on ne le fera pas, donc ils ont fait un choix et ils ont confirmé 6 mois après puisqu' ils nous réélisent au Département.
Ce choix-là il faut l'assumer, on ne va pas reparler du pôle musique on n'en veut plus, on avance on a des projets, ils correspondent à l'attente des testerins, pylatais et cazalins.
On ne va pas y revenir, allez-vous faire élire ailleurs changez de commune et proposez-le, c'est peut-être une solution.

Madame DELMAS :
Juste pour dire que finalement vous avez argumenté tout le temps en disant que ça allait coûter très cher et finalement le conservatoire de musique il est budgété à 7,7 millions et on verra si vraiment c'est ce montant-là.
Je vais reprendre une expression que vous aimez bien « c'est après le bal que l'on règle l'orchestre »

Monsieur le Maire :
Et bien on verra,

Monsieur PASTOUREAU :
Pour dire concernant le pôle de musique je suis très heureux, que cette école ne soit pas rasée pour construire autre chose et qu'elle garde cette vocation scolaire et culturelle. On a un très beau bâtiment en centre-ville et un bâtiment emblématique, historique et c'est très bien que ça reste une école.
Ensuite je suis, comme tout le monde ici dans la majorité et en partie dans l'opposition du moins je l'espère, bluffé par le travail qui a été fait et très heureux de constater que cela correspond à notre programme, on est là-dessus depuis le début et on s'aperçoit depuis l'an dernier que les promesses sont tenues, et je tiens à le dire, ce programme c'est le nôtre, il ne nous a pas été imposé en cours de campagne par un chef, sur un papier glacé venant de je ne sais où et pour lequel nous n'avions aucune parole rien à dire, là on l'a fait nous-mêmes.
Je remercie Mme Sagnes de nous avoir accueillis chez elle pendant 1 mois et demi pour rédiger ce programme autour de notre maire.
Ce programme c'est le nôtre on y tient et on a tous essayé de faire passer des idées fortes auxquelles nous tenions. Très heureux de voir ce programme appliqué.

Madame PAMIES :
Je n'ai rien vu sur le projet musée, il n'y a rien, on oublie ?

Monsieur le Maire :
C'est dans la façade maritime ça viendra, c'est un ensemble

Nous passons au vote,

Oppositions : M. DUCASSE – Mme MONTEIL MACARD – M. MURET – Mme DELMAS – M. MAISONNAVE – Mme PHILIP par procuration

Absentions : Mme PAMIES – M. DEISS par procuration

Le dossier est adopté à la majorité.

Rapporteur : Mme JECKEL **DEL2021-12-621**

Exercice 2022 – Budget principal et budgets annexes

TARIFS PUBLICS

Mes chers collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-29 et L2331-2 à L2331-4,
Vu le tableau récapitulatif des tarifs publics ci-annexé,

Considérant la reconduction à l'identique de la plupart des tarifs et de l'augmentation modérée de certains tenant compte de l'évolution du taux de l'inflation,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal se prononcer sur le montant des tarifs municipaux,

Je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budget, services à la population du 07 décembre 2021, de bien vouloir :

- APPROUVER le tableau récapitulatif des tarifs publics et les conditions d'application pour l'année 2022.

TARIFS PUBLICS 2022

CONSEIL MUNICIPAL DU14 DECEMBRE 2021

SOMMAIRE

REPROGRAPHIE DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET DOCUMENTS D'URBANISME 3

ETAT-CIVIL 4

RESTAURATION SCOLAIRE ET MUNICIPALE 5

ACCUEIL PERISCOLAIRE 7

ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENTS 9

SERVICE MUNICIPAL DE LA PETITE ENFANCE 11

VIE DES QUARTIERS 12

POLE NAUTIQUE 16

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL 21

TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE 24

MARCHE MUNICIPAL LA TESTE DE BUCH – CAZAUX- PYLA SUR MER 25

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE 26

CULTURE 27

VIE ASSOCIATIVE 32

SPORTS 37

REPROGRAPHIE DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET DOCUMENTS D'URBANISME

TARIFICATION DES PHOTOCOPIES : (frais d'expédition compris)

La reproduction et la vente de documents administratifs et d'urbanisme pour un montant inférieur à 5 euros ne sont pas facturées

	2021	**2022**
Copie N&B A4	0,20	0,25
Copie N&B A4 Recto/verso	0,25	0,50
Copie N&B A3	0,35	0,50
Copie N&B A3 Recto/verso	0,50	0,75
Copie couleur A4	0,65	0,90
Copie couleur A4 Recto/verso	1,00	1,30
Copie couleur A3	1,25	1,50
Copie couleur A3 Recto/verso	1,90	2,30
Documents graphiques format supérieur à 42x29,7) le M²	6,50	7,00
Cédérom + boîte	10,00	15,00

ÉTAT CIVIL

CIMETIERES LA TESTE DE BUCH ET CAZAUX

	2021	2022
Vacations funéraires : FIXE	20,00	20,00
Dépositoire		
▪ 1er mois (gratuit 10 jours)	2,85	2,90
▪ 2ème mois	2,85	2,90
▪ 3 et 4ème mois	3,55	3,60
▪ 5ème au 12ème mois	6,60	6,70
Concessions funéraires :		
Concessions temporaires 10 ans	116,00	117,00
Concessions temporaires 30 ans :		
2 corps	316,00	319,00
4 corps	490,00	495,00
6 corps	691,00	698,00
8 corps	892,00	900,00
Concessions temporaires 50 ans :		
2 corps	527,00	532,00
4 corps	816,00	824,00
6 corps	1156,00	1167,00
8 corps	1486,00	1500,00
Columbarium et cavurne :		
15 ans	623,00	630,00
30 ans	1167,00	1178,00
50 ans	1506,00	1521,00
Astreinte journalière	12,30	
Vente caveau repris :		
2 places + concession 50 ans	1177,00	1189,00
4 places + concession 50 ans	1791,00	1809,00
6 places + concession 50 ans	2451,00	2475,00
8/9 places + concession 50 ans	3111,00	3142,00
12 places + concession 50 ans	3761,00	3798,00

RESTAURATION SCOLAIRE ET MUNICIPALE

Commune de LA TESTE DE BUCH : établissements publics et privés

Tarif applicable du : 01/09/2021 au 31/08/2022 - *Délibération du conseil municipal du 29-06-2021*

RESTAURATION SCOLAIRE

Repas Enfants (facturés par le prestataire dans le cadre de la DSP)

	2021	2022
	TVA 5,5%	TVA 5,5% TTC
Quotient inférieur ou égal à 400	0,93 HT/0,98TTC	0,93 HT/0,98TTC
Quotient familial de 401 à 600 QF x 0,64 : 200 - 0,30	de 0,93 HT/ 0,98 TTC à 1,54 HT/1,62 TTC	de 0,93 HT/ 0,98 TTC à 1,54 HT/1,62 TTC
Quotient familial de 601 à 800 QF x 0,57 : 200 - 0,09	de 1,54 HT/1,62 TTC à 2,08 HT/2,19 TTC	de 1,54 HT/1,62 TTC à 2,08 HT/2,19 TTC
Quotient familial de 801 à 1000 QF x 0,81 : 200 - 1,05	de 2,08 HT/2,19 TTC à 2,84 HT/3,00 TTC	de 2,08 HT/2,19 TTC à 2,84 HT/3,00 TTC
Quotient familial de 1001 à 1100 QF x 0,7 : 100 - 4,00	de 2,84 HT/3,00 TTC à 3,51 HT/3,70 TTC	de 2,84 HT/3,00 TTC à 3,51 HT/3,70 TTC
Supérieur à 1100 et familles extérieures Tarif plafond	3,51 HT/3,70 TTC	3,51 HT/3,70 TTC
Repas enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)	2,08 HT/2,19 TTC	2,08 HT/2,19 TTC
Repas maternelle non réservé	4,91 HT/5,18 TTC	4,91 HT/5,18 TTC
Repas élémentaire non réservé	5,14 HT/5,42 TTC	5,14 HT/5,42 TTC

Temps du repas pour enfants déclarés en PAI alimentaire (repas fourni par la famille et temps facturé par la Ville)

	2021	2022
	TTC	TTC
Quotient inférieur ou égal à 400	0,51	0,51
Quotient familial de 401 à 600, QF x 0,24 : 200 + 0,03	de 0,51 à 0,75	de 0,51 à 0,75
Quotient familial de 601 à 800, QF x 0,23 : 200 + 0,06	de 0,75 à 0,98	de 0,75 à 0,98
Quotient familial de 801 à 1000, QF x 0,18 : 200 + 0,26	de 0,98 à 1,16	de 0,98 à 1,16
Quotient familial ~~supérieur à~~ de1001 jusqu'à 1100, QF x 0,28 : 100 - 1,64	de 1,16 à 1,44	de 1,16 à 1,44
supérieur à 1100 et familles extérieures Tarif plafond	1,44	1,44
Temps de Repas pour enfant en PAI placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)	0,98	0,98

Repas adultes servis dans les écoles (facturés par le prestataire dans le cadre de la DSP)

	2021	2022
	TVA 5,5%	TVA 5,5% TTC
Personnel municipal affecté dans les écoles	3,51 HT/3,70 TTC	3,51 HT/3,70 TTC
Enseignants, Personnel Inspection Académique, Parents d'élèves	5,15 HT/5,43 TTC	5,15 HT/5,43 TTC

PARTICIPATION VILLE A LA RESTAURATION MUNICIPALE

(Libre choix du plateau repas)

	2021	2022
	TVA à 10%	TVA 10% TTC
Personnels ville - CCAS - stagiaires de l'enseignement (prise en compte des droits d'admission)	2,19 HT/ 2,41 TTC	2,19 HT/ 2,41 TTC
Repas adulte services publics autre que la ville et le CCAS	Pas de participation de la Ville	Pas de participation de la Ville

ACCUEIL PERISCOLAIRE

Le Quotient Familial est celui attribué par la CAF et la MSA.

Tarif applicable du : 01/09/2021 au 31/08/2022 - *Délibération du conseil municipal du 29-06-2021*

Accueil périscolaire du matin

	2021	2022 TTC
Pour les familles résidant sur la commune		
Quotient familial égal ou inférieur à 400	0,46	0,46
Quotient familial de 400 à 1199 : QF x 0,00116	0,47 à 1,38	0,47 à 1,38
Quotient familial égal ou inférieur à 1200	1,39	1,39
Pour les familles extérieures	1,39	1,39
Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)	0,93	0,93

Accueil périscolaire du soir

	2021	2022 TTC
Pour les familles résidant sur la commune		
Quotient familial égal ou inférieur à 400	0,92	0,92
Quotient familial de 400 à 1199 : QF x 0,00231	0,93 à 2,76	0,93 à 2,76
Quotient familial égal ou inférieur à 1200	2,77	2,77
Pour les familles extérieures	2,77	2,77
Pour un enfant déclaré en PAI alimentaire (sans goûter)		
Quotient familial égal ou inférieur à 400	0,74	0,74
Quotient familial de 400 à 1199 : QF x 0,00184	0,74 à 2,20	0,74 à 2,20
Quotient familial égal ou inférieur à 1200	2,21	2,21

<u>Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil</u> (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)	1,85	1,85
Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus) et déclaré en PAI alimentaire	1,47	1,47
Accueil du soir non réservé	5,00	5,00
Séances Aide aux devoirs (avec goûter et accueil en périscolaire après la séance)	du 01/09/2021 au 31/08/2022	du 01/09/2021 au 31/08/2022
<u>Pour les familles résidant sur la commune</u>		
Pour les quotients inférieurs à 1200	2,04	2,04
Pour les quotients supérieurs ou égaux à 1200	3,64	3,64
<u>Pour les familles extérieures</u>		
Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents sont inconnus)	2,84	2,84

ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT

Le Quotient Familial est celui attribué par la CAF et la MSA

Tarif applicable du : 01/09/2021 au 31/08/2022 - *Délibération du conseil municipal du 29-06-2021*

Accueils de Loisirs Sans Hébergement 3-12 ans

	2021	2022
Pour les familles résidant sur la commune		
1/2 journée avec repas (matin ou après-midi) du mercredi, QF x 0,0075	2,25 à 9,00	2,25 à 9,00
Journée avec repas (mercredi et vacances), QF x 0,01	3,00 à 12,00	3,00 à 12,00
Pour les familles extérieures		
1/2 journée avec repas (matin ou après-midi) du mercredi QF x 0,01125	3,38 à 13,50	3,38 à 13,50
Journée avec repas (mercredi et vacances) QF x 0,015	4,50 à 18,00	4,50 à 18,00
Pour les familles résidant sur la commune et extérieures		
1/2 journée (matin ou après-midi) du mercredi pour enfant déclaré en PAI alimentaire (sans repas ni goûter) QF x 0,0066	1,98 à 7,92	1,98 à 7,92
Journée du mercredi et des vacances pour enfant déclaré en PAI alimentaire (sans repas ni goûter) QF x 0,009	2,70 à 10,80	2,70 à 10,80
1/2 journée avec repas pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus.	6,75	6,75
Journée avec repas pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus	9,00	9,00
1/2 journée pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, et déclaré en PAI alimentaire si les revenus des parents biologiques sont inconnus. (sans repas ni goûter)	5,94	5,94
Journée pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil et déclaré en PAI alimentaire si les revenus des parents biologiques sont inconnus. (sans repas ni goûter)	8,10	8,10

SECTEUR JEUNES 11-17 ans

	2021	**2022**
Pour les familles résidant sur la commune		
Adhésion annuelle pour famille résidant sur la commune		
Quotient familial de 0 à 500	3,00	3,00
Quotient familial de 501 à 900	6,00	6,00
Quotient familial de 901 à 1200	9,00	9,00
Adhésion annuelle pour famille extérieures	15,00	15,00
Participation aux coûts des séjours - familles résidants sur la commune		
Quotient familial de 0 à 500	15,00%	15,00%
Quotient familial de 501 à 900	20,00%	20,00%
Quotient familial de 901 à 1200	30,00%	30,00%
Participation aux coûts des séjours familles extérieures	40,00%	40,00%
Participation aux coûts des activités payantes familles domiciliées sur la commune et extérieures	30,00%	30,00%

PETITS ARTICLES DE RESTAURATION - L'ENTREPOT(E)S

	2021	**2022**
Boissons 33 cl	1,00	1,00
Boissons 20 cl	0,50	0,50
Boissons chaudes	0,50	0,50
Soupes	0,50	0,50
Barres chocolatées	0,50	0,50
Sachets individuels de gâteaux	0,50	0,50
compotes individuelles	0,50	0,50

Peuvent bénéficier des tarifs communaux de la Restauration scolaire, de l'Aide aux devoirs, des Accueils périscolaires et des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) les familles extérieures dont les enfants sont scolarisés en UL.IS et dans les écoles Gambetta et Saint Vincent, et les familles en garde alternées quand l'un des parents est domicilié sur la commune et que l'enfant est inscrit dans une école de la commune.

SERVICE MUNICIPAL DE LA PETITE ENFANCE

PARTICIPATION FINANCIERE DES FAMILLES

Annexe -1-

Délibération du conseil municipal du 13-04-2021

TARIF D'URGENCE en l'absence de ressources familiales connues

	2021	2022
Multi accueil collectif et familial	1,65/heure	**1,65/heure**
Multi accueil Alexis Fleury	1,53/heure	**1,53/heure**

VIE DES QUARTIERS

L'adhésion est gratuite pour tous les bénévoles (les conjoints doivent payer une adhésion individuelle) régulièrement impliqués dans une activité et les bénéficiaires de l'aide alimentaire.

ADHESION Maisons de quartiers: annuelle obligatoire

	2021	2022
Famille (par an)	19,00	19,00
Famille monoparentale (par an)	11,00	11,00
Individuelle (par an)	11,00	11,00

ATELIERS - ACTIVITES

	2021	2022
Atelier cuisine et repas (par atelier et par personne)	3,00	3,00
Atelier d'Arts créatifs (par trimestre)	3,00 par cycle d'activités spécifique	15,00
~~Atelier poterie - céramique (par trimestre)~~	~~5,00 par trimestre~~	
Atelier informatique (par trimestre)	5,00	5,00

MANIFESTATIONS

	2021	2022
Vide Greniers ~~: (le ML)~~ forfait emplacement 4MX2,50M	3,00	8,00
Vide Greniers : ~~Location de table~~ forfait espace 5Mx5M	2,00	10,00
Vide Greniers – Location de table	2,00	2,00

PETITE RESTAURATION dans le cadre des événements : fêtes de quartier - fête du jeu - vide greniers

	2021	**2022**
Crêpes (les 3)	2,00	2,00
1 part de gâteau	2,00	2,00
1 sandwich		2,00
Boisson (le verre)	0,50	0,50

BIBLIOTHEQUE – LUDOTHEQUE

	2021	2022
Ludothèque (Miquelots) Atelier jeux- Soirées jeux - prêt de jeux	GRATUIT	GRATUIT
Bibliothèque (Cazaux) Prêt de livres - Animations autour de la lecture et des livres	GRATUIT	GRATUIT

«PROJET BIEN VIEILLIR A LA TESTE DE BUCH »

REPAS SENIORS - ADULTES - ACCUEIL CAZAUX

	2021	2022
~~Revenu inférieur ou égal à l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées~~	~~5,00~~	
~~Revenu supérieur à l'ASPA et inférieur ou égal au SMIC~~	~~5,00~~	
~~Revenu supérieur au SMIC~~	~~5,00~~	
~~Tarif spécifique pour les invités~~	~~5,00~~	
Repas le jeudi midi réservé aux seniors (sur inscription 15 et 18 personnes)	5,00	5,00

ACTIVITES PHYSIQUES ADAPTEES POUR LES SENIORS

(de septembre à juin hors vacances scolaires)

	2021	2022
~~Séance d~~'Activités physiques adaptées et sportives par les ETAPS de l'équipe dans les maisons de quartiers- forfait pour l'année	1,00 la séance	15,00
Séance d'activités physiques et sportives avec un prestataire ex, tir à l'arc, paddle, tennis, bowling… (la séance)	5,00	5,00

SORTIES INTERGENERATIONNELLES (la journée)

	2021	2022
~~Journée à~~ Visite Bordeaux	5,00	5,00
Marche à la journée		3,00

PROJET « FAMILLES » ACTIVITES DE SOUTIEN A LA PARENTALITE

ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE

L'accueil pour l'accompagnement est fait dans les maisons des habitants

	2021	2022
Accompagnement à la scolarité	12,00/an	12,00/an

SORTIES FAMILIALES

	2021	2022
Sortie cinéma –Grand écran la Teste de Buch	Adultes : 4,00 + 2,00 si 3D Enfants jusqu'à 14 ans : 2,00 +2,00 si 3D	Adultes : 4,00 + 2,00 si 3D Enfants jusqu'à 14 ans : 2,00 +2,00 si 3D
Sortie Familles à la Piscine – Adultes	2,50	2,50
Sortie Familles à la Piscine - Enfants et Ados	GRATUIT	GRATUIT
Autres sorties collectives – parc thématique, zoo…	Tarifs (enfants/adultes) calculés selon le coût de la sortie, ne doit pas excéder le tiers du tarif de groupe	Tarifs (enfants/adultes) calculés selon le coût de la sortie, ne doit pas excéder le tiers du tarif de groupe

LAVERIE SOLIDAIRE

	2021	2022
Lavage - machine 18/20 kg (1 cycle)	3,00	3,00
Lavage - machine 8/9 kg (1 cycle)	2,00	2,00
Séchage - sèche-linge 24 kg (cycle de 10 mm)	1,50	1,50

~~SEJOURS FAMILLES~~ : ~~2021~~ ***annulé pour 2022***

6 tranches de QF	de 0 à 350€	de 351 à 450€	de 601 à 900€	de 901 à 1200€	1201€ et plus
Adultes	37 €	47 €	67 €	87 €	107 €
~~**Adolescents 12 /17 ans**~~	~~33 €~~	~~43 €~~	~~63 €~~	~~83 €~~	~~103 €~~
enfants de 1 à 12 ans	15 €	20 €	30 €	40 €	50 €
enfants moins de 1 an	gratuit	gratuit	gratuit	gratuit	gratuit

Séjours Annulés en 2020 et non reconduits en 2021 étant donné le contexte sanitaire.
Celui-ci étant encore fragile, les séjours ne seront pas reconduits en 2022.
Les activités enfants/parents dans les structures ainsi que les sorties familles seront renforcées tout au long de l'année.

POLE NAUTIQUE

INSTALLATIONS FIXES - HALTE NAUTIQUE DE CAZAUX

	2021	2022
TARIF A L'ANNEE	**TTC**	**TTC**
	Largeur <3m	Largeur <3m
Moins de 5 mètres	502,00	512,00
de 5 à 5,99 m	561,00	572,00
de 6 à 6,99 m	610,00	622,00
de 7 à 7,99m	657,00	670,00
8m et plus	755,00	770,00
	Largeur > ou = 3m	Largeur > ou = 3m
Moins de 5 mètres	558,00	569,00
de 5 à 5,99 m	626,00	639,00
de 6 à 6,99 m	690,00	704,00
de 7 à 7,99m	737,00	752,00
8m et plus	852,00	869,00
TARIFS POUR 10 MOIS (sauf juillet et août)		
	Largeur <3m	Largeur <3m
Moins de 5 mètres	340,00	347,00
de 5 à 5,99 m	378,00	386,00
de 6 à 6,99 m	398,00	406,00
de 7 à 7,99m	445,00	454,00
8m et plus	510,00	520,00
	Largeur > ou = 3m	Largeur > ou = 3m
Moins de 5 mètres	373,00	380,00
de 5 à 5,99 m	419,00	427,00
de 6 à 6,99 m	462,00	471,00
de 7 à 7,99m	510,00	520,00
8m et plus	570,00	581,00
TARIFS POUR 11 MOIS (sauf juillet ou août)		
	Largeur <3m	Largeur <3m
Moins de 5 mètres	426,00	435,00
de 5 à 5,99 m	475,00	485,00
de 6 à 6,99 m	510,00	520,00
de 7 à 7,99m	557,00	568,00
8m et plus	638,00	651,00
	largeur > ou = 3m	largeur > ou =3m
Moins de 5 mètres	468,00	477,00
de 5 à 5,99 m	526,00	537,00
de 6 à 6,99 m	571,00	582,00
de 7 à 7,99m	619,00	631,00
8m et plus	716,00	730,00

	2021	2022
TARIFS SEMESTRE du 01/10 au 31/03		
	largeur <3m	largeur <3m
Moins de 5 mètres	282,00	288,00
de 5 à 5,99 m	325,00	332,00
de 6 à 6,99 m	349,00	356,00
de 7 à 7,99m	397,00	405,00
8m et plus	446,00	455,00
	largeur > ou =3m	largeur > ou =3m
Moins de 5 mètres	305,00	311,00
de 5 à 5,99 m	348,00	355,00
de 6 à 6,99 m	368,00	375,00
de 7 à 7,99m	417,00	425,00
8m et plus	466,00	475,00
~~**DEMI-TARIFSEMESTRIEL**~~ **TARIF TRIMESTRIEL**		
	largeur <3m	largeur <3m
Moins de 5 mètres	162,00	165,00
de 5 à 5,99 m	184,00	188,00
de 6 à 6,99 m	195,00	199,00
de 7 à 7,99m	218,00	222,00
8m et plus	244,00	249,00
	largeur > ou =3m	largeur > ou =3m
Moins de 5 mètres	172,00	175,00
de 5 à 5,99 m	195,00	199,00
de 6 à 6,99 m	205,00	209,00
de 7 à 7,99m	228,00	233,00
8m et plus	254,00	259,00
TARIFS POUR UNE SEMAINE		
	largeur <3m	largeur <3m
Moins de 5 mètres	74,00	75,00
de 5 à 5,99 m	84,00	86,00
de 6 à 6,99 m	88,00	90,00
de 7 à 7,99m	98,00	100,00
8m et plus	112,00	114,00
	largeur > ou =3m	largeur > ou =3m
Moins de 5 mètres	83,00	85,00
de 5 à 5,99 m	93,00	95,00
de 6 à 6,99 m	103,00	105,00
de 7 à 7,99m	108,00	110,00
8m et plus	124,00	126,00
TARIFS POUR UN MOIS consécutif : location 3 mois maximum		
	largeur <3m	largeur <3m
Moins de 5 mètres	167,00	170,00
de 5 à 5,99 m	173,00	176,00
de 6 à 6,99 m	191,00	195,00
de 7 à 7,99m	221,00	225,00
8m et plus	254,00	259,00
	largeur > ou =3m	largeur > ou =3m

Moins de 5 mètres	186,00	190,00
de 5 à 5,99 m	197,00	201,00
de 6 à 6,99 m	208,00	212,00
de 7 à 7,99m	243,00	248,00
8m et plus	279,00	285,00
Tarif jour (maximum 3 jours)	17,00	18,00
Tarif week-end (du samedi matin au dimanche soir)	39,00	40,00
Utilisation de la nacelle soulève personne (PMR)	GRATUIT	GRATUIT
Utilisation de la borne de récupération des eaux noires et grises des bateaux (par jeton)	GRATUIT	GRATUIT

- **Tarifs remplacement ~~bouée~~ pendilles pour défaut d'amarrage : 149,00 TTC 152,00 TTC (heure de plongée + ~~bouée~~ pendilles)**

- **Frais d'enlèvement de bateaux ou épaves en situations irrégulières, enlèvement aux frais risques et périls du propriétaire: forfait de 275,00 TTC 284,00 TTC**

- **Frais de stockage : 104,00TTC 106,00TTC**

INSTALLATIONS LEGERES - CORPS MORTS

Organisation des zones de mouillage des bateaux de plaisance :

Zones 21, 22, 23, 29 sud et 30 (pleine eau)

	2021	2022
< 5 m		
1er mars au 31 octobre sauf 30 Sud	566,00	577,00
1er mai au 30 septembre	533,00	544,00
1er octobre au 30 avril (zones 21-22)	626,00	639,00
Juillet	373,00	380,00
Août	432,00	441,00
Juillet et Août	510,00	520,00
Tarif de passage à la semaine durant la période juillet août	140,00	143,00
Tarif de passage à la journée durant la période juillet août	29,00	30,00
Autres mois	247,00	252,00
Tarif de passage à la semaine durant autres mois	71,00	73,00
Tarif de passage à la journée durant autres mois	17,00	18,00
De 5 m à 7,99 m		
1er mars au 31 octobre sauf 30 Sud	638,00	651,00
1er mai au 30 septembre	617,00	630,00
1er octobre au 30 avril (zones 21-22)	681,00	695,00
Juillet	433,00	442,00
Août	491,00	501,00
Juillet et Août	593,00	605,00
Tarif de passage à la semaine durant la période juillet août	167,00	170,00
Tarif de passage à la journée durant la période juillet août	32,00	33,00
Autres mois	271,00	276,00
Tarif de passage à la semaine durant autres mois	79,00	81,00
Tarif de passage à la journée durant autres mois	18,00	19,00
De 8 m à 11,99 m		
1er mars au 31 octobre sauf 30 Sud	798,00	814,00
1er mai au 30 septembre	772,00	787,00
1er octobre au 30 avril (zones 21-22)	899,00	917,00
Juillet	550,00	561,00
Août	609,00	621,00
Juillet et Août	746,00	761,00
Tarif de passage à la semaine durant la période juillet août	214,00	218,00
Tarif de passage à la journée durant la période juillet août	39,00	40,00
Autres mois	343,00	350,00
Tarif de passage à la semaine durant autres mois	98,00	100,00
Tarif de passage à la journée durant autres mois	22,00	23,00
	2021	**2022**
> 12 m		

1er mars au 31 octobre sauf 30 Sud	936,00	955,00
1er mai au 30 septembre	892,00	910,00
~~1er octobre au 30 avril (zones 21-22)~~	1 030,00	Supprimé
Juillet	609,00	621,00
Août	670,00	683,00
Juillet et Août	877,00	895,00
Tarif de passage à la semaine durant la période juillet août	248,00	253,00
Tarif de passage à la journée durant la période juillet août	44,00	45,00
Autres mois	401,00	409,00
Tarif de passage à la semaine durant autres mois	115,00	117,00
Tarif de passage à la journée durant autres mois	24,00	25,00

Zones 21 et 22 dites "asséchantes"

	2021	2022
< 6 m		
du 1er mars au 31 octobre	209,00	213,00
du 1er janvier au 31 décembre	263,00	268,00

BATEAUX EN INFRACTION

	2021	2022
Déplacement du bateau	268,00	274,00
Frais de gade du bateau au-delà de 48H (par jour)	75,00	77,00

STATIONNEMENT DES DERIVEURS LEGERS - domaine public PYLA/MER

	2021	2022
Redevance saisonnière d'occupation d'un dispositif de rangement pour un dériveur léger	40,00	41,00
Déplacement d'un bateau occupant l'espace public sans titre	50,00	51,00
Gardiennage mensuel des bateaux ayant occupé l'espace public sans titre	100,00	102,00

STATIONNEMENT DES ANNEXES

	2021	2022
Redevance saisonnière d'occupation d'un dispositif de rangement pour une annexe	20,00	21,00

TRANSPORT DE PASSAGER CORPS-MORTS

	2021	2022
Titre de transport aller par personne	GRATUIT	GRATUIT

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR TRAVAUX

	2021	2022
Toute occupation déclarée du domaine public communal pour travaux par jour et par M² (unités entières)	0,80	0,80
Toute occupation non déclarée du domaine public communal pour travaux (tarif n'excluant pas les poursuites pénales) ou dépassant les délais prévus lors de la demande d'autorisation -par jour et par m² (unités entières) ou Toute occupation faisant l'objet d'une prolongation dont la demande n'est pas transmise à la ville 10 jours avant la fin de l'autorisation en cours – par jour et par M² (unités entières)	2,00	2,00
Occupation du domaine public communal pour déménagement	GRATUIT	GRATUIT
Engins de levage (grues mobiles, camions grues...) par jour et par unité	80,00	80,00
Engins mobiles télescopiques (nacelles…) par jour et par unité	5,00	5,00
Installations sur voirie (bennes, containers, baraques de chantiers, bureaux provisoires (hors chantiers clôturés)…) - par jour et par unité	15,00	15,00
Câbles électriques, conduites ou canalisations au sol - par jour et par ml	1,00	1,00
Poteaux ou blocs béton - par jour et par unité	2,00	2,00
Forfait complémentaire - Fermeture d'une voie - par demi-journée	150,00	150,00
Forfait pour toute occupation non déclarée du domaine public communal ou dépassant les délais prévus lors de la demande d'autorisation (par les engins de levage, les engins mobiles télescopiques, les installations sur voirie, les câbles électriques, conduite ou canalisation au sol, les poteaux ou blocs béton) - par jour	90,00	90,00
Occupation du domaine public communal pour travaux pour le compte de la Ville	GRATUIT	GRATUIT
Occupation du domaine public communal pour un montant de redevance inférieur à 50 €	GRATUIT	GRATUIT
Occupation du domaine public communal dans le cas où une occupation est sollicitée plusieurs fois à une même adresse le cumul des redevances dues doit être inférieur à 50€	GRATUIT	GRATUIT
~~**Interventions sur voies communales :**~~		
~~bordures béton type 2 - le ml~~	~~6,50~~	
~~bordures béton type A2~~	~~6,40~~	

~~géotextile non tissé- le m²~~	~~1,00~~	
~~béton de pose pour bordures - le m3~~	~~122,00~~	
~~béton balayé- le m3~~	~~132,00~~	
~~béton balayé- le m3~~	~~132,00~~	
~~pavés béton - type I - épaisseur 0,06 (coloris saumon,) le m²~~	~~24,00~~	
~~pavés béton - type I - épaisseur 0,06 (coloris rouge)- le m²~~	~~21,80~~	
~~pavés béton - type I - épaisseur 0,06 (coloris sable)- le m²~~	~~24,00~~	
~~calcaire le m²~~	~~5,10~~	
~~réparation enrobé noir - mini 1 m² - maxi 3 m² - le m²~~	~~47,00~~	
~~main d'œuvre /m² de pavés (pour information non facturé)~~	~~37,00~~	
~~matériel /m² de pavés (pour information non facturé)~~	~~21,00~~	
~~Plaque 3,60m x 2,40m de treillis soudé 6mm maille 20x20~~	~~20,60~~	
~~Traitement des déblais de décaissement des trottoirs/ la tonne~~	~~51,00~~	
~~Forfait déplacement livraison béton~~	~~122,40~~	

OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

	2021	2022
Marchands ambulants (par stand)		
Annuels (par mois)	76,00	77,50
Saisonniers (forfait)	736,00	751,00
Vente mobile de produits (par jour)	43,00	44,00
Cimetière communal : vente de fleurs (le M², par jour)	**1,75**	1,80
Etalage sur trottoir et voie publique		
Forfait annuel par M²	31,00	31,70
Panneaux, réclames, chevalets publicitaires		
Forfait annuel	104,00	106,00
Terrasses à l'année		
Ouvertes le M²/an	29,00	29,60
Couvertes ou fermées le M²/an	62,00	63,30
Terrasses saisonnières		
Ouvertes le M²	47,00	48,00
Couvertes ou fermées le m²/an	87,00	88,80
Présentoirs (cartes postales, imp. journaux), jardinières (forfait annuel)	68,00	69,50
KIOSQUE ALIMENTAIRE	1200,00/an	1200,00/an

Marché municipal (par an) fin convention juin 2022		
	2021	2022
MANEGE - Marché municipal (délibération du conseil municipal du 29-06-2021)	3500,00/an	**3570,00/an**
EMPLACEMENT FOOD TRUCK		**CREATION**
Forfait pour participation à une manifestation		450,00
Forfait saisonnier (juin à septembre)		2300,00
Forfait annuel		3500,00
Jardinière décoratives (forfait annuel)	89,00	91,00
TAXIS - forfait annuel	66,00	67,50
OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER EN FAVEUR DE L'ETABLISSEMENT LA CO(O)RNICHE *Délibération du conseil municipal du 29-06-2021*	**1500,00** pour 5 places du 01-07 au 15-09-2021	**1530,00** pour 5 places du 01-07 au 15-09-2022
~~**Commerces de plage saisonniers**~~ ~~(par m² et par mois)~~	32,00	**Tarif non utilisé**
~~**Clubs de plage** (forfait)~~	601,00	**Tarif non utilisé**
~~**Location d'engins de plage** (par engin)~~	64,00	**Tarif non utilisé**
Stationnement de camions expositions ventes		
Cazaux (forfait par jour)	298,00	304,00
Parking du Baou (forfait par jour)	472,00	482,00
Stationnement pour véhicules à grand gabarit parking Petit Nice		GRATUIT Limité à 24H
~~La nuitée (de 23h00 à 06h00)~~	25,00	
~~Forfait post stationnement~~	50,00	
TOURNAGE DE FILMS ET DE PRISE DE VUE AU MOYEN DE DRONE	*Délibération du conseil municipal du 29-06-2021*	
Tournage de film	150,00/jour	153,00/jour
Utilisation de Drone (à titre professionnel et par zone d'exclusion de tiers)	35,00/jour	35,70/jour
CONSIGNES CONNECTEES	*Délibération du conseil municipal du 29-06-2021*	
Plage Petit Nice ou autres emplacements de la commune	1,00/heure	1,00/heure

TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (PAR M² et PAR AN)

DISPOSITIFS PUBLICITAIRES DE PRE-ENSEIGNES

DISPOSITIFS PUBLICITAIRES DE PRE-ENSEIGNES

	2021	2022
Dispositifs publicitaires et préenseignes non numériques dont la superficie ≤ à 50 M²	15,40	15,40
Dispositifs publicitaires et préenseignes non numériques dont la superficie est > à 50 M²	30,80	30,80
Dispositifs publicitaires et préenseignes numériques dont la superficie est ≤ à 50 M²	46,20	46,20
Dispositifs publicitaires et préenseignes numériques dont la superficie est > à 50 M²	92,40	92,40

ENSEIGNES

Enseignes dont la somme des superficies est > à 7 M² et ≤ à 12 M²	15,40	15,40
Enseignes dont la somme des superficies est > à 12 M² et≤ à 50 M²	30,80	30,80
Enseignes dont la somme des superficies est > à 50 M²	61,60	61,60
Enseignes dont la somme des superficies est ≤ à 7M²	exonération	exonération

MARCHE MUNICIPAL
LA TESTE DE BUCH – CAZAUX – PYLA SUR MER

POUR 2022 GESTION TARIFAIRE PAR L'EPIC-OT OCA

Marché intérieur LA TESTE DE BUCH : (par mois le m²)

	2021	2022
Bancs tous commerces	7,20	
Réserves sèches	7,20	
Chambres froides	7,20	
Pénalités (par jour, au-delà de 10 absences par an)	50,00	

Marché extérieur LA TESTE DE BUCH et CAZAUX : (par jour le m²)

	2021	2022
Passagers		
octobre à avril	0,48	
mai à septembre	1,20	
Abonnés (le m² par nombre de présence hebdomadaire pour 11mois 12ème mois gratuit)	3,50	
Banc mixte intérieur / extérieur (par mois le m²)	7,20	

Marché extérieur PYLA SUR MER marché des producteurs : (par jour le m2)

(la taille des stands sera de 9m² minimum et carreaux de 3x3m	2021 *Délibération du conseil municipal du 29-06-2021*	2022
Juillet-août	2,00	

MARCHES NOCTURNES (la taille des stands sera de 9m² minimum et carreaux de 3x3m)	*Délibération du conseil municipal du 29-06-2021*	
La TESTE DE BUCH	4,00 le m²/jour	
CAZAUX	2,00 le m²/jour	

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

	2021	**2022**
Plage Laouga Nord ("chez Loud")	2371,68 (12€/m²)	2569,32 (13€/m²)
Plage Laouga Sud ("chez Juliette")	1 368,24 (12€/m²)	1482,26 (13€/m²)
Plage de Larrouet (Halte Nautique « La cabane du Lac »)	3509,28 (12€/m²)	3801,72 (13€/m²)
Esplanade Jean Labat ("la Cazaute")	1602,00 (12€/m²)	1735,50 (13€/m²)
Rue Osmin Dupuy (Snack du camping du Lac « la Paillotte »)	1296,00 (12€/m²)	1404,00 (13€/m²)
Rue Osmin Dupuy (restaurant le Bô Site)	900,00 (12€/m²)	975,00 (13€/m²)
Rue Osmin Dupuy (restaurant « la petite Playa »)	1932,72 (12€/m²)	2093,78 (13€/m²)
~~18 chalets Centre Bonneval pour V.L.J~~	15 000,00	AOT non renouvelée
1 chalet Centre Bonneval : une partie de "Maracana" (veilleur de nuit Habitat Jeunes)	2 116,20	2116,20 (conforme à AOT du 24/12/2019)
1 chalet Centre Bonneval : "Langoiran" (association SOS Chats 33)	GRATUIT	GRATUIT

CULTURE

~~*CARTE DE FIDELITE : gratuite et valable pour 4 spectacles à reporter (tarif réduit à compter du 3ème spectacle acheté et entrée gratuite au 4ème spectacle).*~~

~~*Pour les tarifs réduits le 4ème spectacle est gratuit.*~~

Les tarifs 2021 seront applicables jusqu'au 30 juin 2022 pour les spectacles de la saison culturelle 2021-2022

Les tarifs 2022 seront applicables pour la saison culturelle 2022/2023 à partir du 1er-07-2022

SPECTACLES TOUT PUBLIC (gratuit pour les moins de 5 ans)

	2021	2022
Plein tarif : TARIFS ADULTES		
A	10,00	10,00
B	12,00	15,00
C	15,00	20,00
D	20,00	25,00
E	25,00	30,00
F	30,00	35,00
G		40,00
TARIFS ADULTES REDUITS *groupes à partir de 10 pers -Iddac- carte Avignon Off -demandeurs d'emploi les personnes bénéficiant de l'allocation de solidarité aux personnes âgées ASPA -du revenu de solidarité active RSA- les personnes handicapées titulaires de l'AAH -les séniors (+ de 65 ans)*		
A	8,00	8,00
B	9,00	13,00
C	12,00	17,00
D	15,00	22,00
E	20,00	27,00
F	25,00	32,00
G		37,00
TARIFS JEUNES (~~scolaires à partir de12 ans~~ à partir de 5 ans et étudiants)		
A	5,00	5,00
B	6,00	8,00
C	9,00	10,00
D	12,00	13,00
E	15,00	15,00
F	20,00	18,00
G		20,00
TARIFS GROUPE ENFANTS (+ de 10)		
A	3,00	4,00
B	4,00	7,00
C	6,00	9,00
D	9,00	11,00
E	12,00	14,00
F	15,00	16,00
G		19,00

SPECTACLES A TARIF UNIQUE applicables au 1er janvier 2022

		2022
H		5,00
I		10,00
J		20,00
K		30,00
L		40,00

~~SPECTACLES JEUNE PUBLIC~~

	~~2021~~	
~~**TARIF F** Le spectacle~~		
~~Tarif unique adulte ou enfant~~	~~5,00~~	
~~Groupe de plus de 10 personnes~~	~~3,00~~	
~~Groupe CCAS (supérieur à 10 enfants) gratuit pour les accompagnateurs~~	~~3,00/enfant~~	
~~Enfants des Centres de loisirs de la Teste de Buch~~	~~GRATUIT~~	

CIRQUES et FETES DE PLEIN AIR

	2021	**2022**
Cirques et spectacles de plein air		
Grands cirques (par jour)	320,00	327,00
Caution grands cirques (par jour)	320,00	327,00
Petits cirques (<500 m²) par jour	106,00	108,00
Marionnettes (- 100 pers.) par jour	53,00	54,00
Forains et manèges - Fête de la Pentecôte		
Baraques (ml et pour la durée de la fête)	12,00	12,25
Manèges enfants (forfait/pour la durée de la fête)	160,00	163,00
Gros métiers (forfait/pour la durée de la fête)	220,00	225,00
Autres fêtes		
Baraques (ml et pour la durée de la fête)	27,00	27,50
Manèges enfants (forfait/pour la durée de la fête)	540,00	551,00
Gros métiers (forfait/pour la durée de la fête)	750,00	765,00
~~CHALETS DE NOEL (pour la durée de la manifestation)~~ OCCUPATION DE LA PLACE GAMBETTA pour manifestations, spectacles expos…..	225,00	100,00/jour

LA BIBLIO CULTURES PARTAGEES

	2021	2022
Droits d'inscription	GRATUIT	GRATUIT
Moins de 18 ans, plus de 60 ans bénéficiaires du ASPA, RSA	GRATUIT	GRATUIT
Vacanciers	GRATUIT	GRATUIT
Consultation sur tous supports disponibles (imprimés, liseuses, tablettes et ordinateurs) emprunts, accès aux ateliers multimédia organisés au Point Cyb et aux ateliers de créations numériques programmés dans l'espace numérique, accès à la salle de conférences et de projections, utilisation des salles de travail partagé).	GRATUIT	GRATUIT
Mise à disposition au profit des ASSOCIATIONS ayant un savoir, une expertise à transmettre dans le domaine artistique et culturel ainsi que dans celui des cultures numériques.	GRATUIT	GRATUIT

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE - Inscriptions - Tarifs annuels

Délibération du conseil municipal du 29-06-2021

Possibilité de paiement fractionné -à parts égales dès 60€ (1er versement avant fin novembre - 2ème versement avant fin février.

	2021	2021	2022	2022
	COBAS	HORS COBAS	COBAS	HORS COBAS
Cours pour enfants et étudiants (- de 26 ans)				
Formation musicale + instrument + pratique collective				
pour le 1er enfant	95,00	215,00	100,00	250,00
pour le 2ème enfant	80,00	185,00	80,00	200,00
pour le 3ème enfant	70,00	165,00	60,00	150,00
pour le 4ème enfant et suivant	60,00	155,00	40,00	100,00
Deuxième instrument et pour chaque instrument supplémentaire pratiqué	50,00	110,00	L'accès au cours pour le deuxième instrument est subordonné à l'excellent résultat dans le premier instrument. Ces résultats sont évalués par les professeurs et directeurs concernés.	
Eveil musical seul	45,00	95,00	50,00	100,00
Formation musicale seule			50,00	100,00
Pratique collective seule			50,00	100,00
Cours pour ADULTES				
Cours collectifs	95,00	215,00	50,00	130,00
Cours individuels de pratique instrumentale	175,00	255,00	130,00	300,00
Deuxième instruments et pour chaque instrument supplémentaire	100,00	150,00	Les adultes ne sont pas prioritaires : leur inscription est validée en fonction des places disponibles, elle est réétudiée au début de chaque année scolaire.	
Atelier vocal adultes	45,00	95,00	50,00	100,00
	2021	2021	2022	2022

Cours individuels de pratique instrumentale pour les membres de l'Orchestre d'Harmonie de La Teste de Buch, du Big du conservatoire de l'Ensemble instrumental du Pays de Buch du conservatoire	95,00	95,00	90,00	90,00
BIG BAND ou Ensemble instrumental du Pays de Buch	45,00	95,00	50,00	100,00
Concerts du Conservatoire				
Adultes	GRATUIT	GRATUIT	GRATUIT	GRATUIT
Membres de l'APEC	GRATUIT	GRATUIT	GRATUIT	GRATUIT
Élève du conservatoire de musique- scolaires et étudiants	GRATUIT	GRATUIT	GRATUIT	GRATUIT
Location instruments				
Caution	230,00	230,00	230,00	230,00
Location instruments	85,00	85,00	85,00	85,00

LOCATION DE SALLES CULTURELLES

1gratuité par an pour les associations de la commune

THEATRE CRAVEY - Location

	2021	**2022**
Location de la salle (la prestation) avec les techniciens et matériel technique	1 000,00	2000,00
Location pour les associations testerines	1 Gratuité /an	1 Gratuité /an
~~Mise à disposition des techniciens~~	~~500,00~~	
~~Mise à disposition du matériel technique~~	~~500,00~~	

Salle d'Exposition 6BIS ART -salle le Garage (par semaine)

	2021	2022
En saison juillet-août	120,00	120,00
Hors saison	80,00	80,00

Salle d'exposition la SOURCE (par semaine)

	2021	2022
En saison juillet-août	120,00	120,00
Hors saison	80,00	80,00

Salle d'exposition contigüe à la mairie du PYLA (par semaine)

	2021	2022
En saison juillet-août	120,00	120,00
Hors saison	80,00	80,00

GALERIE DU PILAT ~~(pour 7 jours consécutifs)~~(par semaine)

	2021	2022
En saison juillet-août	120,00	120,00
Hors saison	80,00	80,00
Matériels d'exposition (par semaine)		
En saison juillet-août	40,00	40,00
Hors saison	40,00	40,00

Le ZIK ZAC

	2021	2022
Salle destinée à la diffusion de spectacles programmés par le service culture et par les associations culturelles. Cette salle accueille également des cours de théâtre, chant, danse et musique.	GRATUIT	GRATUIT

~~Salle d'exposition CRAVEY (par semaine)~~

	~~2021~~	~~2022~~
~~En saison juillet-août~~	~~120,00~~	
~~Hors saison~~	~~60,00~~	

VIE ASSOCIATIVE

LOCATION DE SALLES :

2gratuités par an pour les associations de la commune

BONNEVAL salle de réception (120 personnes)

	2021	2022
Salle de Réceptions (avec utilisation de la cuisine)		
▪Particuliers résidants sur la commune		
Utilisation pour une journée (en semaine)	310,00	310,00
Utilisation pour le week-end	620,00	620,00
▪Associations locales de la commune :	2 gratuités/an	2 gratuités/an
Utilisation pour une journée (en semaine)	414,00	414,00
Utilisation pour le week-end	413,00	413,00
▪Entreprises ayant le siège social de leurs activités sur la commune		
Utilisation pour une journée	520,00	520,00
▪Particuliers résidants hors de la commune :		
• Utilisation pour le week-end	988,00	988,00
Utilisation en salle de réunion (sans la cuisine) :		
▪Associations locales de la commune		
Dans le cadre de leurs activités ou assemblées générales	2 gratuités/an	2 gratuités/an
Utilisation pour une journée	146,00	146,00
▪Membre titulaire du personnel municipal en activité :		
• Utilisation pour le week-end	294,00	294,00

MAISON DES ASSOCIATIONS: salle et bureau

	2021	2022
Institutions pédagogiques, associations locales pour activités ou assemblées générales	GRATUIT	GRATUIT
Organismes privés, syndics pour assemblées générales des copropriétés		
Utilisation pour une journée	80,00	80,00
Utilisation pour la demi-journée	44,00	44,00

L' AMASSADA : salle de réunions

	2021	2022
Institutions pédagogiques, associations locales pour activités ou assemblées générales	2 gratuités/an	2 gratuités/an
Organismes privés, syndics pour assemblées générales des copropriétés		

Utilisation pour une journée (en semaine)	107,00	107,00
Utilisation pour la demi-journée	63,00	63,00

MAUGIS : (100 personnes)

	2021	2022
Particuliers résidants sur la commune :		
• Utilisation pour le Week-end	534,00	534,00
Associations locales de la commune :	2 gratuités/an	2 gratuités/an
Utilisation pour une journée (en semaine)	180,00	180,00
• Utilisation pour le week-end	358,00	358,00
Entreprises ayant le siège social de leurs activités sur la commune		
Utilisation pour une journée	451,00	451,00
Particuliers résidents hors de la commune:		
• Utilisation pour le week-end	862,00	862,00
Salle de réunions sans la cuisine (100 personnes)		
Institutions pédagogiques, associations locales pour activités ou assemblées générales	2 gratuités/an	2 gratuités/an
Organismes privés, syndics pour assemblées générales des copropriétés :	146,00	146,00
Tarif forfaitaire	172,00	172,00

Cabane Le PIOU (80 personnes)

	2021	2022
Associations locales dans le cadre de leurs activités ou assemblées générales	2 gratuités/an	2 gratuités/an

Salle des fêtes de CAZAUX : (200 personnes)

	2021	**2022**
▪Associations locales de la commune	2 gratuités/an	2 gratuités/an
Utilisation pour une journée (en semaine)	391,00	391,00
▪Habitants de la Commune		
Utilisation pour une journée (en semaine)	391,00	391,00
• Utilisation pour le week-end	645,00	645,00
▪Particuliers résidants hors de la commune		
• Utilisation pour le week-end	996,00	996,00
▪Entreprises ayant le siège social de leurs activités sur la commune :		
• Utilisation pour une journée (en semaine)	487,00	487,00
▪Membre titulaire du personnel municipal en activité :		
• Utilisation pour le week-end	391,00	391,00

Salle des Associations Mairie de CAZAUX (98 personnes)

	2021	2022
Uniquement pour les associations Testerines : utilisation pour assemblées générales, réunions	GRATUIT	GRATUIT

Salle du SCRABBLE Mairie de CAZAUX (19 personnes)

	2021	2022
Uniquement pour les associations Testerines : utilisation pour assemblées générales, réunions	GRATUIT	GRATUIT

Salle La CABANE DU LAC - CAZAUX (20 personnes)

	2021	2022
Uniquement pour les associations Testerines : utilisation pour assemblées générales, réunions	GRATUIT	GRATUIT

Salle PRESTIGE du Champ de courses de l'Hippodrome

(Pour des événements culturels, des expositions, des réunions publiques et des rassemblements associatifs ou professionnels ainsi que des séminaires d'entreprises)

	2021	2022
La journée jusqu'à 19H00 (sans gardiennage)	250,00	250,00
La journée au-delà de 19H00 (avec gardiennage)	640,00	640,00

Cercle Culturel Pierre DIGNAC - PYLA-SUR-MER : (140 personnes)

	2021	**2022**
▪Institutions pédagogiques et Associations locales	2 gratuités/an	2 gratuités/an
• Utilisation pour une journée	214,00	214,00
• Utilisation pour une demi-journée (maxi 4 heures)	108,00	108,00
▪Associations locales, habitants de la Commune :		
• Utilisation pour une journée (en semaine)	214,00	214,00
• Utilisation pour le week-end	416,00	416,00
▪Membre titulaire du personnel municipal en activité :		
• Utilisation pour une journée	126,00	126,00

Tarifs de location de matériel uniquement pour les associations

2 gratuités par an pour les associations de la commune

	2021	**2022**
Prêt de matériel aux associations Testerines	2 gratuités/an	2 gratuités/an
stand 3x3	24,00	24,00
tente 4x5	33,00	33,00
tente 8x5	58,00	58,00
tente 8x16 avec montage	275,00	275,00
parquet pour tente 8x16 avec montage	275,00	275,00
table	3,00	3,00
chaise	1,00	1,00
bancs	2,00	2,00
barrière	3,00	3,00
podium roulant	552,00	552,00
▪ Valeur de remplacement en cas de matériel détérioré ou manquant		
stand 3x3	1041,00	1041,00
tente 4x5	2816,00	2816,00
tente 8x5	4010,00	4010,00
tente 8x16	10313,00	10313,00
parquet pour tente 8x16	12588,00	12588,00
table	186,00	186,00
chaise	34,00	34,00
bancs	68,00	68,00
barrière	85,00	85,00
podium roulant	23947,00	23947,00

~~PRÉVENTION~~ SERVICES TECHNIQUES

Tarifs régularisés conformément au marché en cours

Mise à disposition de matériel incendie aux associations testerines :

	2021	2022 TTC
Prêt du matériel	GRATUIT	GRATUIT
coût du remplacement : (si équipement non restitué ou détérioré)		
Extincteur 6 L à eau pulvérisée - recharge	47,88	45,00
Extincteur 6 L à eau pulvérisée - neuf	17,69	75,00
Extincteur 9 L à eau pulvérisée - recharge	50,28	75,00
Extincteur 9 L à eau pulvérisée - neuf	25,52	95,00
Extincteur 6 kg poudre - recharge	48,06	53,00
Extincteur 6 kg poudre - neuf	31,40	75,00
Extincteur 9 kg poudre - recharge	54,64	73,00
Extincteur 9 kg poudre - neuf	47,88	95,00
Extincteur 2 kg CO^2 - recharge	58,32	80,00
Extincteur 2 kg CO^2 - neuf	198,00	96,00

Mise à disposition de matériel de secours aux associations testerines :

	2021	2022 TTC
Prêt du matériel	GRATUIT	GRATUIT
Coût du remplacement : (si équipement non restitué ou détérioré)		
Défibrillateur entièrement automatisé-réparations	Sur devis	Sur devis
Défibrillateur entièrement automatisé - neuf	1950,00	1950,00
Paire d'électrodes adulte	61,20	98,00
Sacoche de transport	86,40	145,00

SPORTS

En cas d'événements exceptionnels : une convention d'occupation spécifique sera signée avec les organisateurs.

Annexe - 2 - *Gratuité en faveur des clubs locaux, comités, ligues, fédérations ou collectivités territoriales*

Location des installations sportives : Tarifs horaires

Plaine GILBERT MOGA

	2021	2022
Terrain d'honneur piste	30,00	30,00
Terrain d'honneur + piste+ éclairage	35,00	35,00
Terrains annexes	20,00	20,00
Plaine sportive	20,00	20,00
Terrain base-ball	20,00	20,00
Vestiaire supplémentaire	10,00	10,00
Terrain de Beach (volley, soccer)	20,00	20,00

Stade JEAN DE GRAILLY

	2021	2022
Terrain d'honneur	30,00	30,00
Terrains annexes	20,00	20,00
Vestiaire supplémentaire	10,00	10,00

Stade de CAZAUX

	2021	2022
Terrain d'honneur	30,00	30,00
Terrain Clavier 1	20,00	20,00
Terrain Clavier 2	20,00	20,00
Terrain Clavier 3	20,00	20,00
Vestiaires supplémentaires	10,00	10,00

MAISON DES ASSOCIATIONS

	2021	2022
Escrime	40,00	40,00
Tennis de Table	30,00	30,00
Danse	30,00	30,00

	2021	**2022**
Salle ETIENNE TURPIN & vestiaires	50,00	50,00
Salle PIERRE DE COUBERTIN	50,00	50,00
Salle du CLAVIER- Dojo	20,00	20,00
Salle COUBERTIN - Dojo	50,00	50,00

SALLE DE MUSCULATION - TARIF ASSOCIATIF

Tarif associatif est exclusivement réservé aux associations sportives testerines (Attestation du président du club testerin faisant foi)

	2021	**2022**
Tarif association jeunes moins de 18 ans (interdit aux moins de 16 ans)	GRATUIT	GRATUIT
Tarif Trimestriel	30,00	30,00
Tarif semestriel	50,00	50,00
Tarif annuel (sur 10 mois 1/2 -Fermeture du 15/07 au 15/08 et du 24/12 au 02/01)	95,00	95,00
Location de la salle de musculation aux associations extérieures à la ville, pour stage sportif	50,00 de l'heure	50,00 de l'heure

CAP 33

	2021	**2022**
Séances de découvertes (toutes activités)	GRATUIT	GRATUIT
Inscriptions aux tournois (toutes activités)	2,00	GRATUIT

ANNEXE -1-

TARIFS PUBLICS 2022
Fixation du prix du tarif d'urgence en l'absence de ressources familiales connues

La circulaire CAF n°2014-009 stipule dans l'article 4.2 (principe de la facturation en cas d'accueil d'urgence) :

« Concernant l'accueil d'urgence, les ressources de la famille n'étant pas toujours connues, la structure peut, dans le cas de ressources inconnues, appliquer indifféremment le tarif plancher défini par la C.N.A.F. ou un tarif fixe. Ce dernier est défini annuellement par le gestionnaire. Il correspond au montant total des participations familiales facturées sur l'exercice précédent divisé par le nombre d'actes facturés au cours de l'année précédente. ».

L'application d'un tarif fixe moyen pour chaque établissement a été retenu depuis 2015 par le gestionnaire. Il est peu utilisé car les familles accueillies en urgence dans les établissements d'accueil du jeune enfant de La Teste de Buch ont la plupart du temps des justificatifs de ressources ou un numéro d'allocataire CAF qui permet de retrouver leurs ressources sur le site CDAP.

Les tarifs sont habituellement votés en début d'année, au regard de l'exercice de l'année N-1, comme exigé par la CNAF.

Ainsi lors du conseil municipal du13 avril dernier, les tarifs 2021 ont été votés, basés sur l'année 2020 :

- Pour le Multi accueil Alexis Fleury : **1,53 €**
- Pour le Multi accueil Collectif et Familial : **1,65 €**

ANNEXE -2-

TARIFS DE LOCATION
DES INSTALLATIONS SPORTIVES

GRATUITÉ EN FAVEUR :

➢ Des clubs locaux :

- dans le cadre de leurs entraînements et de leurs compétitions officielles ou amicales,

- dans le cadre des stages qu'ils organisent.

➢ Des Comités, Ligues, Fédérations ou Collectivités Territoriales :

- Invités par la commune et proposant des compétitions ou animations ayant un intérêt médiatique pour la commune de LA TESTE DE BUCH,

- Invités par un club local :

a) dans le cadre de ses créneaux d'entraînement,

b) dans le cadre de créneaux autres que ses créneaux habituels d'entraînement, à condition :

- que les installations sportives soient disponibles,

- qu'une convention soit établie entre le club et le Comité, la Ligue ou la Fédération devant préciser :

d'une part les conditions d'accès des membres du club au stage,

d'autre part, le bénéfice sportif à destination du club local.

Dans tous les cas, des demandes de gratuité seront effectuées par courrier arrivé en mairie :

- au moins un mois à l'avance pour les stages,

- en fonction de la réglementation en vigueur pour les manifestations sportives accueillant du public.

➢ Dispositif CAP 33 (saison juillet – août) :

- Dans le cadre des Tournois de CAP33, Il a été décidé la suppression du tarif de l'inscription de 2.00 € par personne **pour une Gratuité**, privilégiant ainsi l'accessibilité à tous publics aux tournois.

Monsieur le Maire :
Vous avez eu en annexe tous les tarifs, pas d'intervention ? Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition,

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est approuvé à l'unanimité

Rapporteur : **M. BOUDIGUE** **DEL2021-12-622**

BUDGET PRIMITIF 2022- Budget principal et budgets annexes
EXERCICE 2022

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1612-1 à L1616-20 et L 2311-1 à L 2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets communaux ;

Vu les instructions budgétaires et comptables M14 et M4 modifiées précisant les règles de la comptabilité publique et de présentation du budget et de ses modifications à compter du 01/01/2021 ;

Vu la délibération n°2021-11-565 du 18 novembre 2021 prenant acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire ;

Vu les projets de budget primitif pour l'exercice 2022 pour le budget principal et ses deux budgets annexes et son rapport de présentation,

Mes chers collègues,

Considérant que le budget primitif de l'exercice 2022 de la commune se décompose en un budget principal et deux budgets annexes retraçant l'activité du Pôle nautique et de l'Ile aux oiseaux.

Considérant que ces budgets sont votés au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement, avec chapitres « opérations d'équipement » et sans vote formel pour chacun des chapitres. Le rapport de présentation ci-joint en retranscrit les différents mouvements budgétaires.

Je vous propose mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budgets, services à la population du 07 décembre 2021, de bien vouloir :

- EXAMINER les différents chapitres qui constituent le budget principal et les deux budgets annexes,

COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH - BUDGET PRINCIPAL

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		RECETTES DE FONCTIONNEMENT	
		Chapitre 013 : Atténuation de charges	20 000,00 €
Chapitre 011 : Charges à caractère général	7 898 420,00 €	Chapitre 70 : Produits des services	1 367 810,00 €
Chapitre 012 : Charges de personnel	20 730 560,00 €	Chapitre 73 : Impôts et taxes	33 193 600,00 €
Chapitre 014 : Atténuation de produits	2 484 050,00 €	Chapitre 74 : Dotations et participations	4 497 510,00 €
Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante	2 824 890,00 €	Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante	405 440,00 €
Total des dépenses de gestion courante	**33 937 920,00 €**	**Total des recettes de gestion courante**	**39 484 360,00 €**
Chapitre 66 : Charges financières	608 800,00 €	Chapitre 76 : Produits financiers	1 100,00 €
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	87 000,00 €	Chapitre 77 : Produits exceptionnels	46 500,00 €
Chapitre 022 : dépenses imprévues			
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**34 633 720,00 €**	**Total des recettes réelles de fonctionnement**	**39 531 960,00 €**
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement	1 270 740,00 €		
Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	4 000 000,00 €	Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	372 500,00 €
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	**5 270 740,00 €**	**Total des recettes d'ordre de fonctionnement**	**372 500,00 €**
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	39 904 460,00 €	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	39 904 460,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		RECETTES D'INVESTISSEMENT	
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles	400 500,00 €		
Chapitres 204 : Subventions d'équipement	413 920,00 €	Chapitre 13 : Subventions	968 460,00 €
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	8 475 300,00 €	Chapitre 16 : Emprunts et dettes	3 095 000,00 €
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	3 530 000,00 €	Chapitre 23 : Immobilisations en cours	1 000 000,00 €
Total des dépenses d'équipement	**12 819 720,00 €**	**Total des recettes d'équipement**	**5 063 460,00 €**
Chapitre 10 : Dotations, fonds divers, reserves	60 000,00 €	Chapitre 10 : Dotations, fonds divers, reserves (hors 1068)	2 950 000,00 €
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	2 125 000,00 €	Chapitre 27 : Autres prêts	5 400,00 €
Chapitre 27 : Autres prêts		Chapitre 024 : Produits de cessions	2 087 620,00 €
Total des dépenses financières	2 185 000,00 €	**Total des recettes financières**	**5 043 020,00 €**
Chapitre 45 : Opérations pour compte de tiers		**Chapitre 45 : Opérations pour compte de tiers**	
Total des dépenses réelles d'investissement	**15 004 720,00 €**	**Total des recettes réelles d'investissement**	**10 106 480,00 €**
		Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement	1 270 740,00 €
Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	372 500,00 €	Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	4 000 000,00 €
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	500 000,00 €	Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	500 000,00 €
Total des dépenses d'ordre d'investissement	**872 500,00 €**	**Total des recettes d'ordre d'investissement**	**5 770 740,00 €**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	15 877 220,00 €	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	15 877 220,00 €

TOTAL DU BUDGET EN DEPENSES	55 781 680,00 €	TOTAL DU BUDGET EN RECETTES	55 781 680,00 €

– ADOPTER le budget primitif 2022 du budget principal dans son ensemble, conformément à la répartition décrite ci-dessus,

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		RECETTES DE FONCTIONNEMENT	
		Chapitre 013 : Atténuation de charges	
Chapitre 011 : Carges à caractère général	337 140,00 €	Chapitre 70 : Produits des services	567 000,00 €
Chapitre 012 : Charges de personnel	187 000,00 €	Chapitre 73 : Impôts et taxes	
Chapitre 014 : Atténuation de produits		Chapitre 74 : Dotations et participations	
Chapitre 65 : Charges de transferts	1 000,00 €	Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante	
Total des dépenses de gestion courante	525 140,00 €	**Total des recettes de gestion courante**	567 000,00 €
Chapitre 66 : Charges financières	860,00 €	Chapitre 76 : Produits financiers	
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles		Chapitre 77 : Produits exceptionnels	
Chapitre 022 : dépenses imprévues			
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**526 000,00 €**	**Total des recettes réelles de fonctionnement**	**567 000,00 €**
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement			
Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	41 000,00 €	Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	**41 000,00 €**	**Total des recettes d'ordre de fonctionnement**	**- €**
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	567 000,00 €	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	567 000,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		RECETTES D'INVESTISSEMENT	
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles			
Chapitres 204 : Subventions d'équipement		Chapitre 13 : Subventions	80 000,00 €
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	115 580,00 €	Chapitre 16 : Emprunts et dettes	
Chapitre 23 : Immobilisations en cours		Chapitre 23 : Immobilisations en cours	
Total des dépenses d'équipement	115 580,00 €	**Total des recettes d'équipement**	80 000,00 €
Chapitre 10 : Dotations, fonds divers, reserves		Chapitre 10 : Dotations, fonds divers, reserves (hors 1068)	
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	5 420,00 €	Chapitre 27 : Autres prêts	
Chapitre 27 : Autres prêts		Chapitre 024 : Produits de cessions	
Total des dépenses financières	5 420,00 €	**Total des recettes financières**	- €
Chapitre 45 : Opérations pour compte de tiers		**Chapitre 45 : Opérations pour compte de tiers**	
Total des dépenses réelles d'investissement	**121 000,00 €**	**Total des recettes réelles d'investissement**	**80 000,00 €**
		Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement	
Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections		Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	41 000,00 €
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales		Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	
Total des dépenses d'ordre d'investissement	**- €**	**Total des recettes d'ordre d'investissement**	**41 000,00 €**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	121 000,00 €	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	121 000,00 €

TOTAL DU BUDGET EN DEPENSES	688 000,00 €	TOTAL DU BUDGET EN RECETTES	688 000,00 €

– ADOPTER le budget primitif 2022 du budget annexe Pôle nautique, conformément à la répartition décrite ci-dessus,

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		RECETTES DE FONCTIONNEMENT	
		Chapitre 013 : Atténuation de charges	
Chapitre 011 : Carges à caractère général	34 700,00 €	Chapitre 70 : Produits des services	76 850,00 €
Chapitre 012 : Charges de personnel	52 000,00 €	Chapitre 73 : Impôts et taxes	
Chapitre 014 : Atténuation de produits		Chapitre 74 : Dotations et participations	82 900,00 €
Chapitre 65 : Charges de transferts		Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante	
Total des dépenses de gestion courante	86 700,00 €	**Total des recettes de gestion courante**	159 750,00 €
Chapitre 66 : Charges financières		Chapitre 76 : Produits financiers	
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles		Chapitre 77 : Produits exceptionnels	
Chapitre 022 : dépenses imprévues			
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**86 700,00 €**	**Total des recettes réelles de fonctionnement**	**159 750,00 €**
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement	52 100,00 €		
Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	20 950,00 €	Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	**73 050,00 €**	**Total des recettes d'ordre de fonctionnement**	**- €**
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	159 750,00 €	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	159 750,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES D'INVESTISSEMENT		RECETTES D'INVESTISSEMENT	
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles			
Chapitres 204 : Subventions d'équipement		Chapitre 13 : Subventions	132 800,00 €
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	205 850,00 €	Chapitre 16 : Emprunts et dettes	
Chapitre 23 : Immobilisations en cours		Chapitre 23 : Immobilisations en cours	
Total des dépenses d'équipement	205 850,00 €	**Total des recettes d'équipement**	132 800,00 €
Chapitre 10 : Dotations, fonds divers, reserves		Chapitre 10 : Dotations, fonds divers, reserves (hors 1068)	
Chapitre 16 : Emprunts et dettes		Chapitre 27 : Autres prêts	
Chapitre 27 : Autres prêts		Chapitre 024 : Produits de cessions	
Total des dépenses financières	- €	**Total des recettes financières**	- €
Chapitre 45 : Opérations pour compte de tiers		**Chapitre 45 : Opérations pour compte de tiers**	
Total des dépenses réelles d'investissement	**205 850,00 €**	**Total des recettes réelles d'investissement**	**132 800,00 €**
		Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement	52 100,00 €
Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections		Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	20 950,00 €
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales		Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	
Total des dépenses d'ordre d'investissement	**- €**	**Total des recettes d'ordre d'investissement**	**73 050,00 €**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	205 850,00 €	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	205 850,00 €

TOTAL DU BUDGET EN DEPENSES	365 600,00 €	TOTAL DU BUDGET EN RECETTES	365 600,00 €

- ADOPTER le budget primitif 2022 du budget annexe de l'Ile aux Oiseaux, conformément à la répartition décrite ci-dessus,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération.

Les documents budgétaires ont été transmis aux élus avec la convocation du conseil municipal

RAPPORT DE PRESENTATION DU BUDGET PRIMITIF 2022

Le débat d'orientation budgétaire s'est tenu lors du Conseil Municipal du 18 novembre 2021, dans le délai légal (L.2312-1 du CGCT) des deux mois précédant le vote du budget par l'assemblée.

Le Budget Primitif (BP) constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité.

Il doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte (loi du 2 mars 1982) et transmis au représentant de l'Etat dans les 15 jours qui suivent son approbation.

Par cet acte, l'ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile. Ce principe d'annualité budgétaire comporte quelques aménagements pour tenir compte d'opérations prévues et engagées mais non dénouées en fin d'année.

D'un point de vue comptable, le budget se présente en deux parties, une section de fonctionnement et une section d'investissement. Chacune de ces sections doit être en équilibre, les recettes égalant les dépenses.

Schématiquement, la section de fonctionnement retrace toutes les opérations de dépenses et de recettes nécessaires à la gestion courante des services de la collectivité. L'excédent de recettes par rapport aux dépenses, dégagé par la section de fonctionnement, est utilisé en priorité au remboursement du capital emprunté par la collectivité, le surplus constituant de l'autofinancement qui permettra d'abonder le financement des investissements prévus par la collectivité.

La section d'investissement présente les programmes d'investissements nouveaux ou en cours. Ces dépenses sont financées par les ressources propres de la collectivité, par des dotations et subventions et éventuellement par l'emprunt. La section d'investissement est par nature celle qui a vocation à modifier ou enrichir le patrimoine de la collectivité.

Les documents budgétaires remis à l'ensemble des membres du Conseil Municipal, répondent aux exigences du cadre légal comptable et budgétaire des instructions comptables et budgétaires (M14 et M4). La présentation est issue du logiciel de l'Etat TOTEM. Celui-ci formate les données budgétaires pour la télétransmission au contrôle de légalité à la Préfecture.

I – BUDGET PRIMITIF 2022 : LE BUDGET PRINCIPAL

Le budget principal retranscrit financièrement l'action municipale dans le périmètre des compétences générales de la commune de La Teste de Buch.

Ce budget est régi par l'instruction budgétaire et comptable M14. Sa forme et sa présentation répondent par conséquent aux obligations prévues à l'article L.2312-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) à savoir :

I) Informations générales,

II) Présentation générale du budget,

III) Vote du budget,

IV) Annexes.

Afin d'en simplifier l'approche et la lecture, il vous est proposé d'aborder le Budget Primitif 2022 sous l'angle de la présentation générale du budget figurant dans les paragraphes II A2 et II A3 du document budgétaire.

Cette présentation se déclinera selon le schéma suivant :

- Section de fonctionnement :
    - Dépenses :
        - Dépenses réelles
        - Dépenses d'ordre
    - Recettes :
        - Recettes réelles
        - Recettes d'ordre
- Section d'investissement :
    - Dépenses :
        - Dépenses réelles
        - Dépenses d'ordre
    - Recettes :
        - Recettes réelles
        - Recettes d'ordre

SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement du Budget Primitif 2022 retrace les opérations courantes nécessaires au bon fonctionnement courant des services de la ville.

Au Budget Primitif 2022, cette section s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 39 904 460 € (39 081 800 € en 2021).

I-A LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chapitres et libellés	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 011 : Charges à caractère général	8 083 000,00 €	7 898 420,00 €
Chapitre 012 : Charges de personnel	20 320 000,00 €	20 730 560,00 €
Chapitre 014 : Atténuation de produits	1 706 600,00 €	2 484 050,00 €
Chapitre 65 : Charges de transferts	3 121 150,00 €	2 824 890,00 €
Total des dépenses de gestion courante	**33 230 750,00 €**	**33 937 920,00 €**
Chapitre 66 : Charges financières	651 100,00 €	608 800,00 €
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	37 000,00 €	87 000,00 €
Chapitre 022 : dépenses imprévues		
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**33 918 850,00 €**	**34 633 720,00 €**
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement	1 456 950,00 €	1 270 740,00 €
Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	3 706 000,00 €	4 000 000,00 €
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	**5 162 950,00 €**	**5 270 740,00 €**
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	39 081 800,00 €	39 904 460,00 €

1) LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT : 34 633 720 €

Les dépenses réelles de fonctionnement correspondent aux dépenses qui génèrent des flux de trésorerie en direction de tiers (décaissements).

Elles comprennent d'une part, les dépenses de gestion courantes, d'autres part, les charges financières et les charges exceptionnelles.

a) Les dépenses de gestion courante : 33 937 920 €

Chapitres et libellés	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 011 : Charges à caractère général	8 083 000,00 €	7 898 420,00 €
Chapitre 012 : Charges de personnel	20 320 000,00 €	20 730 560,00 €
Chapitre 014 : Atténuation de produits	1 706 600,00 €	2 484 050,00 €
Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante	3 121 150,00 €	2 824 890,00 €
Total des dépenses de gestion courante	**33 230 750,00 €**	**33 937 920,00 €**

Ces charges correspondent aux dépenses liées directement à l'activité de service public. Elles se ventilent budgétairement sous les chapitres suivants :

- **Chapitre 011 : Charges à caractère général : 7 898 420 €**

Ce chapitre retrace les dépenses réelles telles que les acquisitions de fournitures, de prestations de services ainsi que les taxes payées par la Ville pour l'action municipale. Ces dépenses sont essentiellement composées des fournitures, des fluides (eau, électricité, chauffage urbain), des contrats de prestation de service, de l'entretien, la réparation, la maintenance, les charges locatives et les impôts payés par la ville.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 011 : Carges à caractère général	8 083 000,00 €	7 898 420,00 €

Ces dépenses sont orientées à la baisse par rapport au BP 2021 en raison d'un effort d'optimisation des crédits par les services afin de dégager dans la section de fonctionnement une épargne pour l'investissement.

Les principales variations sont :

- Fluides : (-71 K€) eau, électricité, chauffage urbain
- Fournitures d'entretien : (-23 K€)
- Vêtements de travail : (+18 K€)
- Fournitures administratives : (-10 K€)
- Fournitures scolaires : (+10 K€)
- Prestations de services : (-66 K€) du au transfert d'une partie de l'animation de la Ville à l'EPIC Office du Tourisme et Office du Commerce et de l'Artisanat
- Crédit-bail mobilier : (+38 K€) copieurs numériques
- Locations mobilières : (-33 K€) du au transfert d'une partie de l'animation de la Ville à l'EPIC Office du Tourisme et Office du Commerce et de l'Artisanat
- Entretien de terrains : (+ 54 K€)
- Entretien de voiries : (+42 K€)
- Entretien de réseaux : (-120 K€) après un investissement significatif dans l'éclairage public à « leds »
- Assurances : (30 K€)
- Etudes et recherches : (-285 K€) essentiellement la stratégie locale
- Formation : (+80 K€)
- Honoraires : (-12 K€)
- Frais d'actes et de contentieux : (-10 K€)
- Transports collectifs : (+32 K€)
- Réceptions : (+20 K€)

- Frais de télécommunications : (+31 K€)
- Nettoyage des locaux : (+50 K€)

➢ Chapitre 012 : Charges de personnel : 20 730 560 €

Ce chapitre retrace l'ensemble des charges de personnel que représentent les rémunérations, les charges sociales salariales et patronales du personnel municipal.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 012 : Charges de personnel	20 320 000,00 €	20 730 560,00 €

Ces dépenses sont orientées à la hausse de 410 560 € par rapport au BP 2021 du fait :

- Des recrutements liés à la montée en puissance des services techniques, et la pérennisation des contractuels et des apprentis dans les services,
- De la saisonnalité des missions et de l'augmentation des recrutements saisonniers, aux alentours de 120 saisonniers (450 000 € brut chargé),
- De la mise en œuvre du volet du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) dans le cadre de la rénovation du régime indemnitaire pour l'ensemble des agents,
- Du glissement vieillesse technicité (GVT) de 1,2 % afférent au personnel municipal en poste,
- De l'augmentation du taux d'absentéisme global des agents permanents en 2020 établit à 12,44 %, conduisant à une augmentation de plus de 50 000 €/an de la prime d'assurance statutaire,
- La réorganisation des services engagée depuis juillet 2020 se poursuivra en 2022 avec pour objectif d'optimiser la gestion des services municipaux, tout en maitrisant la masse salariale.

➢ Chapitre 014 : Atténuations de produits : 2 484 050 €

Ce chapitre retranscrit l'ensemble des prélèvements opérés sur les produits fiscaux communaux.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 014 : Atténuation de produits	1 706 600,00 €	2 484 050,00 €

Ces dépenses se déclinent en :

- Prélèvement au titre de l'article 55 de la loi Solidarité Rurale et Urbaine (SRU) correspondant aux pénalités de déficit de logements sociaux = 500 000 € (450 000 € au BP 2021),
- Attribution de compensation (AC) versée à la COBAS = 665 000 € (664 600 € au BP 2021),
- Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) = 560 000 € (592 000 € au BP 2021),
- Taxe de séjour reversée à l'EPIC OT/OCA dont 10 % sur N-1 au Département = 750 000 € (nouveauté)
- Remboursement de la taxe additionnelle des droits d'enregistrement (TADE) prévisionnel si besoin = 9 050 € (rien au BP 2021 et 5 000 e au BS 2021).

➢ Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante : 2 824 890 €

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante	3 121 150,00 €	2 824 890,00 €

Ces dépenses s'articulent :

❖ *Les contingents obligatoires* = 473 780 €
- Participation écoles privées St Vincent et Saint Thomas = 158 000 € (152 000 € au BP 2021),
- Cotisation au syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) = 5 750 € (4 050 € au BP 2021),
- Délégation de service public de restauration scolaire = 310 000 €,
- Prélèvement à la source pour les arrondis mensuels = 30 €.

❖ *Les subventions aux organismes publics* = 1 477 060 €
- Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) = 1 200 000 € (identique au BP 2021),
- Caisse des écoles en vue de sa dissolution est intégrée dans le budget principal à la demande de la Trésorerie d'Arcachon,
- Reversement des subventions perçues en lien direct avec les dépenses planifiées dans le cadre du programme d'actions de la stratégie locale de la bande côtière, sous la maîtrise d'œuvre du syndicat intercommunal du bassin d'Arcachon (SIBA), Observatoire de la Côte Aquitaine/Office national des forêts et Conservatoire du Littoral = 175 760 € (528 600 e au BP 2021),
- Communauté de commune des grands lacs = 1 300 € (1 800 € au BP 2021),
- EPIC Office du Tourisme Commerce & Artisanat pour les animations de festival, carnaval, feu d'artifice et marché de noël = 100 000 € (transfert).

❖ *Les subventions aux organismes privés* = 546 800 € (543 765 € au BP 2021)

Ces subventions aux associations sont imputées à l'article 6574 « subventions aux associations ». Elles se répartissent comme suit :

- Comité des œuvres sociales = 120 000 €,
- Aides aux associations = 17 950 €,
- Autres actions de coopération décentralisées = 5 000 €,
- Autres services de protection civile = 14 000 €,
- Enseignement du 2ème degré = 2 500 €,
- Sport scolaire = 2 800 €,
- Expression musicale, lyrique et chorégraphique = 6 200 €,
- Musée = 500 €,
- Action culturelle = 70 400 €,
- Sport et jeunesse = 284 250 €,
- Manifestations sportives = 2 000 €,

- Interventions sociales = 7 000 €,
- Préservation du milieu naturel = 5 200 €,
- Intervention économique = 9 000 €.

❖ *Les admissions en non-valeur* de créances irrécouvrables et les créances éteintes = 15 000 € (identique au BP 2021).

❖ *Les indemnités, frais de mission et de formation des élus* = 278 000 € (283 000 € au BP 2021).

❖ *Les abonnements relatifs à l'usage de logiciels* = 34 250 € (identique au BP 2021).

b) Les dépenses financières et exceptionnelles = 695 800 €

Cet agrégat retranscrit les dépenses réelles de fonctionnement hors « gestion ». Il retrace les chapitres suivants :

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 66 : Charges financières	651 100,00 €	608 800,00 €
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	37 000,00 €	87 000,00 €

➢ **Chapitre 66 : Charges financières : 608 800 €**

Ces charges correspondent à l'ensemble des charges liées à la gestion financière de la commune : intérêts de la dette bancaire et partenariat public privé, intérêts courus non échus (ICNE) et intérêts liés aux prêts avec option de trésorerie.

Elles sont orientées à la baisse en raison du profil d'extinction de la dette et de la stabilité des taux d'intérêts constatée sur les marchés financiers. La ventilation s'opère ainsi :

- Intérêts réglés aux échéances d'emprunts bancaires = 363 000 € (410 000 € au BP 2021),
- Intérêts de dettes du partenariat public privé PPP = 260 000 € (255 000 € au BP 2021),
- Intérêts courus non échus = - 14 200 € (-15 000 € au BP 2021).

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 66 : Charges financières	651 100,00 €	608 800,00 €

➢ **Chapitre 67 : Charges exceptionnelles : 87 000 €**

Les charges exceptionnelles regroupent l'ensemble des charges qui ne se rapporte pas à la gestion courante de la collectivité : annulation de titres sur exercices antérieurs, intérêts moratoires, exonération de charges et prix versés par la commune.

Elles sont des inscriptions de précaution intègrant les différentes écritures exceptionnelles relatives aux exonérations liées à la crise sanitaire, aux régularisations comptables, aux remboursements des usagers et au retards sur paiement de marchés.

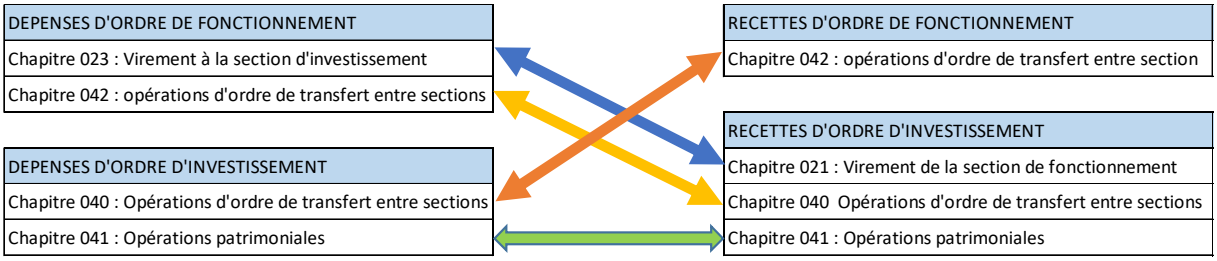
	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	37 000,00 €	87 000,00 €

2) LES DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT : 5 270 740 €

LE PRINCIPE DES OPERATIONS D'ORDRE :

Les dépenses d'ordre en fonctionnement et en investissement n'ont pas de conséquences sur la trésorerie de la collectivité, il s'agit de jeux d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissement ni à décaissement.

Ces dépenses s'équilibrent toujours sur l'ensemble du budget selon le schéma suivant :



Le chapitre 023 représente l'épargne de gestion qui est transféré à l'investissement au chapitre 021 afin de participer au financement de cette section.

Le chapitre 042 en fonctionnement s'équilibre avec le chapitre 040 en investissement pour les écritures d'amortissements qui constatent l'usure des biens acquis.

Le chapitre 040 en investissement s'équilibre avec le chapitre 042 en fonctionnement pour les écritures d'amortissement qui constatent la dépréciation des subventions liées aux biens d'investissement qui se déprécient comptablement avec les amortissements.

Les chapitres 041 de la section d'investissement en dépenses et en recettes constatent les régularisations d'affectation comptable définitives de certaines dépenses d'investissement.

LES DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT : 5 270 740 €

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement	1 456 950,00 €	1 270 740,00 €
Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	3 706 000,00 €	4 000 000,00 €

Le chapitre 023 retrace l'autofinancement libre dégagé par la section de fonctionnement. Il participe à l'équilibre de la section de fonctionnement. Le montant transféré à l'investissement est de 1 270 740 €.

Le chapitre 042 retrace les dotations aux amortissements figurant au compte 6811 « Dotations aux amortissement des immobilisations » d'un montant de 3 900 000 €. Le montant est en hausse car il est la constatation comptable de l'usure des acquisitions d'investissement cumulées de ces dernières années. Les dotations aux provisions figurant au compte 6875 « Dotation aux provisions pour risques et charges exceptionnels » sont d'un montant prévisionnel de 100 000 € (identique au BP 2021).

I-B LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chapitres et libellés	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 013 : Atténuation de charges	24 500,00 €	20 000,00 €
Chapitre 70 : Produits des services	1 154 400,00 €	1 367 810,00 €
Chapitre 73 : Impôts et taxes	32 047 900,00 €	33 193 600,00 €
Chapitre 74 : Dotations et participations	4 971 500,00 €	4 497 510,00 €
Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante	385 200,00 €	405 440,00 €
Total des recettes de gestion courante	**38 583 500,00 €**	**39 484 360,00 €**
Chapitre 76 : Produits financiers	1 200,00 €	1 100,00 €
Chapitre 77 : Produits exceptionnels	82 500,00 €	46 500,00 €
Total des recettes réelles de fonctionnement	**38 667 200,00 €**	**39 531 960,00 €**
Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	414 600,00 €	372 500,00 €
Total des recettes d'ordre de fonctionnement	**414 600,00 €**	**372 500,00 €**
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	39 081 800,00 €	39 904 460,00 €

1) LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT : 39 531 960 €

Les recettes réelles de fonctionnement correspondent aux recettes qui génèrent des flux de trésorerie en provenance de tiers (encaissements).

Elles comprennent d'une part, les recettes de gestion courante, d'autre part, les produits financiers et les produits exceptionnels.

a) Les recettes de gestion courante : 39 484 360 €

Chapitres et libellés	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 013 : Atténuation de charges	24 500,00 €	20 000,00 €
Chapitre 70 : Produits des services	1 154 400,00 €	1 367 810,00 €
Chapitre 73 : Impôts et taxes	32 047 900,00 €	33 193 600,00 €
Chapitre 74 : Dotations et participations	4 971 500,00 €	4 497 510,00 €
Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante	385 200,00 €	405 440,00 €
Total des recettes de gestion courante	**38 583 500,00 €**	**39 484 360,00 €**

Les recettes de gestion courante sont les ressources pérennes de la collectivité. Elles garantissent l'équilibre financier des dépenses liées à l'action municipale sur le long terme.

Ces recettes se déclinent en 5 postes :

- Les atténuations de charges,
- Les produits de services, du domaine et ventes diverses,
- Les impôts et taxes,
- Les dotations et participations,
- Les autres produits de gestion courante.

➢ Chapitre 013 : les atténuations de charges : 20 000 €

Ce chapitre retrace les recettes atténuant les charges de personnel. Elles correspondant pour l'essentiel, aux remboursements d'indemnités journalières, aux remboursements de charges sociales lors d'absence pour maladie.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 013 : Atténuation de charges	24 500,00 €	20 000,00 €

Ces recettes au Budget Primitif 2022 sont prévisionnelles.

➢ Chapitre 70 : Produits des services : 1 367 810 €

Ce chapitre retrace les ventes, les prestations de service et produits afférents aux activités annexes des services municipaux.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 70 : Produits des services	1 154 400,00 €	1 367 810,00 €

Ces recettes des services sont particulièrement dépendantes des évènements (crise sanitaire, télétravail…) qui font fluctuer la fréquentation et le recours aux services de la ville. Les produits de services se déclinent en :

- Recettes des services municipaux correspondant aux produits payés par les usagers (Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH), Garderies périscolaires, Crèches municipales, Activités des maisons de quartier, Billetterie du théâtre Cravey, Adhésion au Conservatoire de musique…),
- Redevances d'occupation du domaine public telles que les permissions de voirie, les redevances des concessionnaires de réseaux publics (électricité, gaz, télécom…) et les concessions dans les cimetières,
- Remboursements de charges des usagers du domaine privé communal ainsi que les frais liés aux mises à disposition tels que les budgets annexes Pôle nautique et Ile aux Oiseaux ; et à l'EPIC Office du Tourisme / Office de Commerce et d'Artisanat.

➢ Chapitre 73 : Impôts et taxes : 33 193 600 €

Les impôts et taxes figurent au chapitre 73 du budget. Ces recettes sont la ressource essentielle de la collectivité.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 73 : Impôts et taxes	32 047 900,00 €	33 193 600,00 €

Ce chapitre comprend :

❖ *Les contributions directes* pour un montant prévisionnel attendu de 28 040 700 € (27 622 500 € au BP 2021) avec une évolution prudente des bases de 1 %. Dans l'attente des bases prévisionnelles 2022, le produits inscrit au Budget Primitif 2022 est le produit correspondant :

- Produit de la taxe d'habitation perçue au titre des résidences secondaires,
- Produit attendu de la taxe foncière sur les propriétés bâties conformément aux dispositions prévues dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation,
- Complément de l'Etat en fonction du différentiel des ressources 2020,
- Produit de la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales est compensée par le transfert du produit départemental de la taxe foncière sur les propriétés bâties et par le versement par l'Etat d'un complément permettant de maintenir le produit perçu antérieurement par le biais d'un coefficient correcteur.

L'engagement de la municipalité concernant une baisse de 20 % sur le taux communal 2020 de la taxe foncière sur les propriétés bâties est maintenu. Cette perte de recette est compensée par une efficience de l'ensemble des ressources de la collectivité et une optimisation des dépenses.

- *Les compensations de fiscalité de la COBAS* pour un montant de 81 000 € (identique au BP 2021). C'est en lien direct avec l'attribution de compensation (dépense de fonctionnement au chapitre 65) versée par la Ville à la COBAS.

- Les autres recettes fiscales pour un montant estimé à 5 071 900 € (4 344 400 € au BP 2021) comprennent entre autres :

  - La taxe additionnelle aux droits de mutation (TADM) pour un montant plus proche de la réalité = 3 000 000 € (2 700 000 € au BP 2021),
  - La taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) = 800 000 € (identique au BP 2021),
  - La taxe de séjour prévisionnelle = 750 000 € (nouveauté) qui sera reversé à l'EPIC Office de Tourisme / Office de Commerce et d'Artisanat,
  - La taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) = 250 000 € (identique au BP 2021),
  - La redevance des mines = 200 000 € (identique au BP 2021),
  - Le reversement du prélèvement Etat sur les produits des jeux pour les paris hippiques conformément à la loi de finances 2019 = 60 000 € (changement d'imputation comptable de 2021),
  - Les impôts sur les spectacles = 5 400 €, les taxes sur les passagers du bancs d'Arguin = 4 000 € et les autres reversements de fiscalité = 2 500 €.

- **Chapitre 74 : Dotations et participations : 4 497 510 €**

Ce chapitre retranscrit les produits en provenance de l'Etat et des principaux partenaires que sont la CAF, la COBAS, le Conseil Départemental, La Région Nouvelle Aquitaine et l'Union Européenne.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 74 : Dotations et participations	4 971 500,00 €	4 497 510,00 €

Ces produits marquent une baisse prévisionnelle de 473 990 € par rapport au BP 2021.

Une différence significative de 557 640 € s'établie sur les subventions attendues avec le programme d'action de la stratégie locale sur la bande côtière. De légères diminutions sont aussi constatées sur la dotation globale forfaitaire et la dotation nationale de péréquation versées par l'Etat. Cependant des participations supplémentaires minorent ces réductions.

L'ensemble de ces recettes s'établissent ainsi :

- Dotation globale de fonctionnement = 2 468 200 €,
- Dotation nationale de péréquation = 390 000 €,
- Compensation de l'Etat au titre de contributions directes ont été prévues pour un montant de 54 500 €,
- Financement de la stratégie locale = 199 760 €,
- Subventions des différents partenaires de la Ville (Etat, Conseil Départemental, Région, Union Européenne, Caisse d'Allocations Familiales et COBAS) = 1 385 050 €.

  Sont notamment prises en compte les participations pour :
  - les contrats d'apprentissages = 24 000 €,
  - la participation de la CAF sur de nombreux secteurs d'activités (familles, jeunesse, petite enfance, sport, vie sociale, scolarité…) = 1 133 760 €,
  - Organisation des élections = 12 000 €,
  - Projets en faveur des jeunes = 37 000 €,
  - Surveillance, gestion et nettoyage des plages = 60 411 €
  - Animation du site Natura 2000 = 21 000 €,
  - Plan de gestion des prés salés = 16 400 €,
  - Titres sécurisés (CNI, passeport) = 12 130 €.

➢ **Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante : 405 440 €**

Ces recettes correspondent aux loyers et aux différentes redevances relatives à la délégation de service public (DSP) de la restauration municipale.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante	385 200,00 €	405 440,00 €

Les recettes sont envisagées à la hausse avec une reprise d'activité normale après la crise sanitaire.

b) Les recettes financières et exceptionnelles = 47 600 €

Cet agrégat retranscrit les recettes réelles de fonctionnement hors « gestion ».

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 76 : Produits financiers	1 200,00 €	1 100,00 €
Chapitre 77 : Produits exceptionnels	82 500,00 €	46 500,00 €

➢ **Chapitre 76 : produits financiers : 1 100 €**

Ces recettes correspondent à la rémunération des parts sociales de la Caisse d'Epargne que possède la Ville et au remboursement par le Budget Annexe Pôle Nautique des intérêts du prêt de 65 000 € souscrit en 2008.

- **Chapitre 77 : produits exceptionnels : 46 500 €**

Ces recettes correspondent au produit de pénalités perçues consécutives aux astreintes pénales d'urbanisme sur des travaux sans autorisations.

Les remboursements des sinistres par les sociétés d'assurances (40 000 €) ont été transférés au chapitre 75 dans un souci de qualité comptable.

2) LES RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT : 372 500 €

Les recettes d'ordre de fonctionnement n'ont pas d'incidence sur la trésorerie de la collectivité, il s'agit d'un jeu d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissement ni à décaissement.

Voir explication du principe en Dépenses d'ordre de fonctionnement.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	414 600,00 €	372 500,00 €

Ce chapitre retrace les amortissements de subventions transférables au compte 777 « Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat » = 122 500 € et la valorisation des travaux en régie figurant au compte 722 « Travaux en régie – Immobilisations corporelles ».

CONCLUSION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre pour un montant de 39 904 460 € soit en augmentation de 2,10 %par rapport au budget primitif 2021.
L'autofinancement permettant de financer une partie des investissements et en priorité le remboursement de la dette sera de l'ordre de 1 270 740 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement retrace les opérations non courantes, ponctuelles, de nature à modifier le patrimoine de la commune.

Au Budget Primitif 2022, cette section s'équilibre en dépenses et en recettes à un montant de 15 877 220 €.

I-C LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chapitres et libellés	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles	896 600,00 €	400 500,00 €
Chapitres 204 : Subventions d'équipement	1 505 600,00 €	413 920,00 €
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	8 178 400,00 €	8 475 300,00 €
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	1 000 000,00 €	3 530 000,00 €
Total des dépenses d'équipement	**11 580 600,00 €**	**12 819 720,00 €**
Chapitre 10 : Dotations, fonds divers, reserves	60 000,00 €	60 000,00 €
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	2 191 200,00 €	2 125 000,00 €
Chapitre 27 : Autres prêts	2 000,00 €	
Total des dépenses financières	**2 253 200,00 €**	**2 185 000,00 €**
Chapitre 45 : Opérations pour compte de tiers		
Total des dépenses réelles d'investissement	**13 833 800,00 €**	**15 004 720,00 €**
Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	414 600,00 €	372 500,00 €
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	1 000 000,00 €	500 000,00 €
Total des dépenses d'ordre d'investissement	**1 414 600,00 €**	**872 500,00 €**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	15 248 400,00 €	15 877 220,00 €

Les dépenses d'investissement se décomposent comme les dépenses de fonctionnement en dépenses réelles et dépenses d'ordre.

1) LES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT : 15 004 720 €

Ces dépenses se déclinent en dépenses d'équipement, en dépenses financières et en opérations pour le compte de tiers.

a) Les dépenses d'équipement : 12 819 720 €

Les dépenses d'équipement sont les acquisitions durables de biens dans le patrimoine de la commune. Elles se comptabilisent aux chapitres budgétaires :

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles	896 600,00 €	400 500,00 €
Chapitres 204 : Subventions d'équipement	1 505 600,00 €	413 920,00 €
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	8 178 400,00 €	8 475 300,00 €
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	1 000 000,00 €	3 530 000,00 €
Total des dépenses d'équipement	**11 580 600,00 €**	**12 819 720,00 €**

INVESTISSEMENTS EN AP/CP :

Dans le cadre d'une politique efficiente d'investissements structurants pour la ville, il est décidé d'adopter trois Autorisations de Programmes (AP) et de Crédits de Paiement (CP) pour les exercices budgétaires de 2022 à 2026.

Pour le Budget Primitif 2022, ils se déclinent ainsi :

	CP 2022
1 - Travaux sur les bâtiments	2 205 000 €
2 - Travaux Voiries et Infrastructures	3 620 000 €
3 - Matériels de transport et véhicules	355 000 €
Total des crédits de paiement en 2022	**6 180 000 €**

Le détail des opérations relatives à ces programmes d'investissement vous a été détaillé avec la délibération des AP/CP présentée avant la présente délibération relative au budget primitif 2022.

INVESTISSEMENTS HORS AP/CP :

Principaux investissements hors dépenses des services techniques et AP/CP :

- Hypothèse stable d'avances versées dans le cadre de certains marchés publics à 1 000 000 €,
- Systèmes d'information : 396 000 € licences de logiciels, travaux sur réseaux câblés, matériel informatique et radios,
- Equipements police municipale : 21 000 € gilets pare-balles, caméras piétons, équipement motard, matériel sécurité routière, tasers, bac armement,
- Prévention : 15 500 € extincteurs et matériel ergonomique,
- Vie des quartiers : 23 000 € aménagement des maisons de quartiers,
- Collections muséales : 12 600 € matériel de conservation,
- Autres petits investissements hors services techniques : 154 620 €

Principaux investissement des services techniques hors AP/CP :

1) Travaux neufs voirie infrastructures :
    - Aménagement rue Lanusse à Cazaux : 540 000 €
    - Façade du lac (éclairage et place Jean Labat) à Cazaux : 150 000 €
    - Parking des Maraîchers : 445 000 €
    - Jalonnement – signalisation verticale : 60 000 €

2) Travaux d'entretien du patrimoine :
   - Magasin : 98 000 €
   - Logistique : 5 000 €
   - Espaces verts : 480 000 €
   - Cadre de vie : 10 000 €
   - Sports : 98 000 €
   - Bâtiments : 55 000 €
   - Voirie : 25 000 €
   - Fluides : 280 000 €

3) Travaux neufs bâtiments :
   - Travaux pour accessibilité handicapés : 30 000 €
   - Création de deux courts de tennis (revêtement poreux) Cazaux Clavier : 20 000 €
   - Réhabilitation du DOJO Cazaux Clavier : 190 000€
   - Rénovation des 4 logements 6 rue de l'Aiguillon : 40 000 €
   - Rénovation du bâtiment 8 rue Dignac : 150 000 €
   - Halle de Cazaux : 300 000 €
   - Travaux dépôts de Cazaux et du Pyla : 300 000 €
   - Travaux tous bâtiments communaux : 325 000 €

4) Aménagement et urbanisme :
   - Acquisition de terrains nus : 232 000 €
   - Acquisition de terrains de voirie : 20 000 €
   - Acquisition de terrains bâtis : 500 000 €
   - Documents d'urbanisme et cadastre : 191 000 €
   - Frais d'études : 60 000 €
   - Stratégie locale : 413 000 €

b) Les dépenses financières : 2 185 000 €

Ces dépenses se déclinent sur 3 chapitres :

➢ Chapitre 10 : Dotation, fonds divers, réserves : 60 000 €

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 10 : Dotations, fonds divers, reserves	60 000,00 €	60 000,00 €

Ce chapitre retrace les remboursements de taxes d'urbanisme liés aux annulations de permis de construire.

➢ Chapitre 16 : Emprunts et dettes : 2 125 000 €

Ce chapitre retrace les remboursements de capital lié à la dette de la Ville.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	2 191 200,00 €	2 125 000,00 €

Conformément aux tableaux d'amortissement de nos prêts, il sera remboursé 1 808 000 € au titre de la dette bancaire sur l'exercice 2022.

Parallèlement est remboursé depuis 2014 la part « capital » du loyer LIA du contrat de Partenariat Public Privé (PPP) de l'Hôtel de ville. Celui-ci est payé trimestriellement pour un total de 293 500 € en 2022.

Le remboursement du loyer « viager » correspondant à la dette afférente à l'acquisition du bar tabac « le Diplomate » s'élève à 23 500 € pour 2022.

- **Chapitre 27 : Autres prêts : 0 €**

Pour l'exercice 2022, il n'est prévu aucune caution à verser.

c) Les opérations pour compte de tiers : 0 €

Il n'est prévu aucune opération pour compte de tiers en 2022.

2) LES DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT : 872 500 €

Les dépenses d'ordre d'investissement n'ont pas d'incidence sur la trésorerie de la collectivité, il s'agit d'un jeux d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissement ni à décaissement.

Voir explication du principe en Dépenses d'ordre de fonctionnement.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	414 600,00 €	372 500,00 €
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	1 000 000,00 €	500 000,00 €

Le chapitre 040 retrace les mouvements comptables liés à l'amortissement des subventions transférables aux comptes 139… = 122 500 € et la valorisation des travaux en régie figurant au compte 2318 « Autres immobilisations corporelles » = 250 000 €.

Le chapitre 041 retranscrit les mouvements comptables liés aux intégrations patrimoniales pour 500 000 €.

I-D LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes d'investissement se décomposent en recettes réelles et en recettes d'ordre.

Chapitres et libellés	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 13 : Subventions	2 236 080,00 €	968 460,00 €
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	2 231 130,00 €	3 095 000,00 €
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €
Total des recettes d'équipement	**5 467 210,00 €**	**5 063 460,00 €**
Chapitre 10 : Dotations, fonds divers, reserves (hors 1068)	2 800 000,00 €	2 950 000,00 €
Chapitre 27 : Autres prêts	7 400,00 €	5 400,00 €
Chapitre 024 : Produits de cessions	810 840,00 €	2 087 620,00 €
Total des recettes financières	**3 618 240,00 €**	**5 043 020,00 €**
Chapitre 45 : Opérations pour compte de tiers		
Total des recettes réelles d'investissement	**9 085 450,00 €**	**10 106 480,00 €**
Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement	1 456 950,00 €	1 270 740,00 €
Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	3 706 000,00 €	4 000 000,00 €
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	1 000 000,00 €	500 000,00 €
Total des recettes d'ordre d'investissement	**6 162 950,00 €**	**5 770 740,00 €**
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	15 248 400,00 €	15 877 220,00 €

1) LES RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT : 10 106 480 €

Les recettes réelles d'investissement correspondent aux recettes qui génèrent des flux de trésorerie en provenance de tiers (encaissements).

Elles se décomposent en recettes d'équipement, en recettes financières et en recettes d'opérations pour compte de tiers.

a) Les recettes d'équipement : 5 063 460 €

Les recettes d'équipement retracent les plans de financement des dépenses d'équipement.

Chapitres et libellés	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 13 : Subventions	2 236 080,00 €	968 460,00 €
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	2 231 130,00 €	3 095 000,00 €
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €
Total des recettes d'équipement	**5 467 210,00 €**	**5 063 460,00 €**

Ces recettes se déclinent en subventions, en emprunts nouveaux et en immobilisation en cours.

- **Chapitre 13 : Subventions d'investissement : 968 460 €**

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 13 : Subventions d'investissement	2 236 080,00 €	968 460,00 €

Ce chapitre retrace les subventions d'équipement de l'union Européenne, de l'Etat, de la Région Nouvelle Aquitaine, du Département de la Gironde et de la Caisse d'Allocations Familiales perçues au titre d'opérations d'équipement selon des critères définis par chaque organisme subventionneur.

Les recettes attendues sont :

- Les subventions attendues avec le programme d'action de la stratégie locale sur la bande côtière = 334 330 €, en lien direct avec les dépenses réalisées, seront intégralement reversées au SIBA par le biais de subventions d'équipement,
- Les amendes de police = 160 000 € (150 000 € au BP 2021),
- Les subventions de l'Etat et FEDER pour le confortement de la digue Johnston = 389 091 € pour la phase 2022,
- Les subventions de Fonds départemental à l'équipement des communes (FDAEC) pour les équipements correspondant au champ d'application = 64 412 €,
- Les subventions de plan de relance informatique de l'Etat et la Région = 18 387 €,
- Les subventions de l'Etat et de l'Europe (FAEDER) pour nichoirs dans le cadre de l'animation du site Natura 2000 = 2 240 €.

➢ Chapitre 16 : Emprunts et dettes assimilés : 3 095 000 €

Ce chapitre retrace l'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget. Il n'est pas obligatoirement mobilisable.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	2 231 130,00 €	3 095 000,00 €

L'emprunt n'est pas obligatoirement mobilisable et s'appréciera en fonction du résultat de l'exercice 2022.

➢ Chapitre 23 : Immobilisations en cours : 1 000 000 €

Ce chapitre retrace les avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles (dont les marchés).

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 23 : Immobilisations en cours	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €

Ces recettes correspondent aux dépenses figurant en immobilisations en cours.

b) Les recettes financières : 5 043 020 €

Elles correspondent aux recettes non affectées directement aux dépenses d'équipement.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 10 : Dotations, fonds divers, reserves (hors 1068)	2 800 000,00 €	2 950 000,00 €
Chapitre 27 : Autres immobilisations financières	7 400,00 €	5 400,00 €
Chapitre 024 : Produits de cessions	810 840,00 €	2 087 620,00 €
Total des recettes financières	**3 618 240,00 €**	**5 043 020,00 €**

Ces recettes se déclinent en dotations, autres immobilisations financières et produits de cessions.

➢ Chapitre 10 : Dotations, fonds divers et réserves : 2 950 000 €

Ce chapitre retrace les dotations versées en section d'investissement.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 10 : Dotations, fonds divers, reserves (hors 1068)	2 800 000,00 €	2 950 000,00 €

Ces recettes correspondent :

c) Au fonds de compensation de la TVA (FCTVA) perçu au titre des dépenses d'équipement réalisées en 2021 = 2 100 000 €
d) A la taxe d'aménagement perçue au titre des autorisation d'urbanisme = 850 000 €

➢ Chapitre 27 : Autres immobilisations financières : 5 400 €

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 27 : Autres immobilisations financières	7 400,00 €	5 400,00 €

Cette recette correspond au remboursement du capital du prêt consenti au Budget Annexe du Pôle Nautique.

➢ Chapitre 024 : Produits de cessions : 2 087 620 €

Ce chapitre retrace les produits de vente des biens immobiliers et mobiliers de la commune.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 024 : Produits de cessions	810 840,00 €	2 087 620,00 €

Ces recettes correspondent aux ventes prévues :

- Terrain sud Hôpital au CH Arcachon = 450 000 € (délibération du 29/06/2021)
- Terrain « cercle canin » 211 route de Cazaux = 134 620 €
- Stade de football rue Raymond Sanchez à Cazaux = 1 500 000 €
- Véhicules = 3 000 €

c) Les opérations pour compte de tiers : 0 €

Il n'est prévu aucune opération pour compte de tiers en 2022.

2) LES RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT : 5 770 740 €

Les recettes d'ordre d'investissement n'ont pas de conséquences sur la trésorerie de la collectivité, il s'agit de jeux d'écritures qui ne donnent lieu ni à encaissements ni à décaissements.

Voir explication du principe en Dépenses d'ordre de fonctionnement.

	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement	1 456 950,00 €	1 270 740,00 €
Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	3 706 000,00 €	4 000 000,00 €
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	1 000 000,00 €	500 000,00 €
Total des recettes d'ordre d'investissement	**6 162 950,00 €**	**5 770 740,00 €**

Le chapitre 021 retrace l'autofinancement libre dégagé par la section de fonctionnement et transféré à l'investissement pour 1 270 740 €. Il participe à l'équilibre de la section d'investissement.

Le chapitre 040 retrace les dotations aux amortissements figurant aux comptes 28… « Amortissement des immobilisations … », déclinés selon la nature d'achat des biens, d'un montant de 3 900 000 €. Le montant est en hausse car il est la constatation comptable de l'usure des acquisitions d'investissement cumulées de ces dernières années. Les dotations aux provisions figurant au compte 15112 « Provisions pour litiges » sont d'un montant prévisionnel de 100 000 € (identique au BP 2021).

Le chapitre 041 retranscrit les mouvements comptables liés aux intégrations patrimoniales pour 500 000 €.

CONCLUSION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre pour un montant de 15 877 220 € soit une augmentation de 4.12 % par rapport au budget primitif 2021.

Les dépenses d'équipement nettes (hors subventions d'équipements versées) passent de 10 075 000 € en 2021 à 12 405 800 € en 2022, soit une augmentation de 23,13 %.

CONCLUSION DU BUDGET PRIMITIF 2022 : BUDGET PRINCIPAL

Le budget primitif 2022 est dans la pleine continuité de celui de 2021. Au-delà de la baisse volontaire de certaines ressources issues de la réduction de 20 % de la taxe foncière, le programme d'investissement de la Ville est même supérieur à celui de l'an dernier.

De plus, il est la concrétisation de l'ensemble des études mises en place en 2021 mais sans cette phase capitale de diagnostic, il n'aurait pas été possible de définir notre plan d'action, à savoir un ambitieux programme d'AP/CP pour non seulement l'année 2022 mais aussi pour le reste de la mandature pour des travaux de voiries et des infrastructures s'y rattachant ainsi que des travaux de réalisations et d'entretien des bâtiments municipaux et ce dans le cadre d'optimisation de la dépense publique.

La feuille de route est clairement définie et les services municipaux avec l'ensemble de l'équipe municipale n'ont plus qu'à s'assurer de son application sur le terrain afin de pouvoir satisfaire les besoins des testerins.

2 – BUDGET PRIMITIF 2022 : LES BUDGETS ANNEXES

Les budgets annexes du Pôle Nautique et de l'Ile aux Oiseaux retranscrivent des compétences optionnelles exercées par la Ville de La Teste de Buch. Il est mis fin au budget annexe du Parc des Expositions car cette compétence est reprise par le nouvel EPIC Office du Tourisme Commerce & Artisanat.

La structure de financement de ces budgets reste stable, à l'exception d'investissements ponctuels et des subventions afférentes. De ce fait, les montants des inscriptions budgétaires varient donc à la marge d'un exercice à l'autre.

2-A BUDGET ANNEXE DU PÔLE NAUTIQUE

Par délibération du 27 novembre 2012, le conseil municipal a décidé de refondre les budgets annexes de la **halte nautique** et **des corps morts** en un seul budget dénommé budget annexe du Pôle Nautique. Ce budget retrace l'ensemble des activités générées par la halte nautique de Cazaux et les zones de mouillages du Pyla et de l'Aiguillon à la La Teste de Buch.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chapitres et libellés	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022	Chapitres et libellés	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
			Chapitre 013 : Atténuation de charges		
Chapitre 011 : Charges à caractère général	339 140,00 €	337 140,00 €	Chapitre 70 : Produits des services, du domaine et ventes dive	564 000,00 €	567 000,00 €
Chapitre 012 : Charges de personnel	187 000,00 €	187 000,00 €	Chapitre 73 : Impôts et taxes		
Chapitre 014 : Atténuation de produits			Chapitre 74 : Dotations et participations		
Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante	1 000,00 €	1 000,00 €	Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante		
Total des dépenses de gestion courante	**527 140,00 €**	**525 140,00 €**	**Total des recettes de gestion courante**	**564 000,00 €**	**567 000,00 €**
Chapitre 66 : Charges financières	860,00 €	860,00 €	Chapitre 76 : Produits financiers		
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles			Chapitre 77 : Produits exceptionnels		
Chapitre 022 : dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**528 000,00 €**	**526 000,00 €**	**Total des recettes réelles de fonctionnement**	**564 000,00 €**	**567 000,00 €**
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement					
Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	36 000,00 €	41 000,00 €	Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections		
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	**36 000,00 €**	**41 000,00 €**	**Total des recettes d'ordre de fonctionnement**	**- €**	**- €**
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	564 000,00 €	567 000,00 €	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	564 000,00 €	567 000,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

Chapitres et libellés	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022	Chapitres et libellés	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles	700,00 €				
Chapitres 204 : Subventions d'équipement			Chapitre 13 : Subventions		80 000,00 €
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	29 880,00 €	115 580,00 €	Chapitre 16 : Emprunts et dettes		
Chapitre 23 : Immobilisations en cours			Chapitre 23 : Immobilisations en cours		
Total des dépenses d'équipement	**30 580,00 €**	**115 580,00 €**	**Total des recettes d'équipement**		**80 000,00 €**
Chapitre 10 : Dotations, fonds divers, reserves			Chapitre 10 : Dotations, fonds divers, reserves (hors 1068)		
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	5 420,00 €	5 420,00 €	Chapitre 27 : Autres prêts		
Chapitre 27 : Autres prêts			Chapitre 024 : Produits de cessions		
Total des dépenses financières	**5 420,00 €**	**5 420,00 €**	**Total des recettes financières**		- €
Chapitre 45 : Opérations pour compte de tiers			**Chapitre 45 : Opérations pour compte de tiers**		
Total des dépenses réelles d'investissement	**36 000,00 €**	**121 000,00 €**	**Total des recettes réelles d'investissement**	**- €**	**80 000,00 €**
			Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement		
Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections			Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	36 000,00 €	41 000,00 €
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales			Chapitre 041 : Opérations patrimoniales		
Total des dépenses d'ordre d'investissement	**- €**	**- €**	**Total des recettes d'ordre d'investissement**	**36 000,00 €**	**41 000,00 €**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	36 000,00 €	121 000,00 €	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	36 000,00 €	121 000,00 €

TOTAL DU BUDGET EN DEPENSES	600 000,00 €	688 000,00 €	TOTAL DU BUDGET EN RECETTES	600 000,00 €	688 000,00 €

1) LA SECTION DE FONCTIONNEMENT : 567 000 €

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 567 000 € comme suit :

a) Les dépenses de fonctionnement :

❖ DEPENSES REELLES : 526 000 €

- **Chapitre 011 : Charges à caractère général : 337 140 €**
  Cumul des charges relatives à la gestion des deux activités.
- **Chapitre 012 : Charges de personnel : 187 000 €**
  Rémunération des personnels de la halte nautique de Cazaux et des zones de mouillage de La Teste de Buch et du Pyla.
- **Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante : 1 000 €**
  Prévision si demande d'admission en non-valeur de créance par le comptable public.
- **Chapitre 66 : Charges financières : 860 €**
  Intérêt courus du prêt souscrit en 2008 pour la halte nautique.

❖ DEPENSES D'ORDRE : 41 000 €

- **Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections : 41 000 €**
  Amortissement des immobilisations acquises antérieurement.

b) Les recettes de fonctionnement :

❖ RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT : 567 000 €

- **Chapitre 70 : Produits de services, du domaine : 567 000 €**
  Recettes des locations d'emplacements à la halte nautique de Cazaux (190 000 €) et des corps morts sur les différentes zones de mouillage (377 000 €).

2) LA SECTION D'INVESTISSEMENT : 121 000 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 121 000 € comme suit :

a) Les dépenses d'investissement :

❖ DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT : 121 000 €

- **Chapitre 21 : Immobilisations corporelles : 115 580 €**
  - Travaux sur quai : 1 000 €
  - Matériel informatique : 2 000 €
  - Electricité des pontons : 2 000 €
  - Douche à la capitainerie : 2 000 €

- Serrures à code et grilles de protection sur les pontons de la halte nautique : 3 000 €
- Véhicule pour le service Pôle Nautique : 12 000 €
- Investissements prévisionnels : 24 080 €
- Achat de 20 pontons innovants bi-pentes et de lests en fontes avec liaisons textiles (subventions de l'Office Nationale de Biodiversité à 80 % sur le programme de 2021 à 2023) = 69 500 €

➢ **Chapitre 15 : Emprunts et dettes : 5 420 €**
Remboursement du prêt de la halte nautique réalisée en 2008 au budget principal.

b) Les recettes d'investissement :

❖ RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT : 80 000 €

➢ **Chapitre 13 : Subventions : 80 000 €**
- Subvention de l'Office Nationale de Biodiversité à 80 % sur l'ensemble du programme d'achat de pontons innovants bi-pentes et de lests en fontes avec liaisons textiles de 2021 à 2023. En 2022 : 65 000 €
- Subvention du Département pour l'électrification des pontons de la halte nautique de Cazaux : 15 000 €

❖ RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT : 41 000 €

➢ **Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections : 41 000 €**
Amortissement des immobilisations acquises antérieurement.

CONCLUSION DU BUDGET PRIMITIF 2022 : BUDGET ANNEXE PÔLE NAUTIQUE

Le budget annexe Pôle Nautique s'équilibre au Budget Primitif 2022 à la somme de 688 000 €.

Ce montant ne reprend pas les excédents antérieurs (le Compte Administratif 2021 du Pôle Nautique n'est pas voté à ce jour). Ses résultats seront repris dans le cadre du Budget Supplémentaire 2022 du budget annexe Pôle Nautique.

2-B BUDGET ANNEXE DE L'ÎLE AUX OISEAUX

Le budget annexe de l'Île aux Oiseaux retranscrit les mouvements budgétaires propres aux dépenses liées à la gestion de l'Île aux Oiseaux conformément au plan de gestion établi en concertation avec le Conservatoire du Littoral.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chapitres et libellés	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022	Chapitres et libellés	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
			Chapitre 013 : Atténuation de charges		
Chapitre 011 : Charges à caractère général	45 113,00 €	34 700,00 €	Chapitre 70 : Produits des services, du domaine et ventes dive	78 000,00 €	76 850,00 €
Chapitre 012 : Charges de personnel	57 000,00 €	52 000,00 €	Chapitre 73 : Impôts et taxes		
Chapitre 014 : Atténuation de produits			Chapitre 74 : Dotations et participations	40 413,00 €	82 900,00 €
Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante			Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante		
Total des dépenses de gestion courante	**102 113,00 €**	**86 700,00 €**	**Total des recettes de gestion courante**	**118 413,00 €**	**159 750,00 €**
Chapitre 66 : Charges financières			Chapitre 76 : Produits financiers		
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles			Chapitre 77 : Produits exceptionnels		
Chapitre 022 : dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**102 113,00 €**	**86 700,00 €**	**Total des recettes réelles de fonctionnement**	**118 413,00 €**	**159 750,00 €**
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement		52 100,00 €			
Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	16 600,00 €	20 950,00 €	Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	300,00 €	
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	**16 600,00 €**	**73 050,00 €**	**Total des recettes d'ordre de fonctionnement**	**300,00 €**	**- €**
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	118 713,00 €	159 750,00 €	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	118 713,00 €	159 750,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

Chapitres et libellés	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022	Chapitres et libellés	Budget Primitif 2021	Budget Primitif 2022
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles					
Chapitres 204 : Subventions d'équipement			Chapitre 13 : Subventions		132 800,00 €
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	16 300,00 €	205 850,00 €	Chapitre 16 : Emprunts et dettes		
Chapitre 23 : Immobilisations en cours			Chapitre 23 : Immobilisations en cours		
Total des dépenses d'équipement	**16 300,00 €**	**205 850,00 €**	**Total des recettes d'équipement**	**- €**	**132 800,00 €**
Chapitre 10 : Dotations, fonds divers, reserves			Chapitre 10 : Dotations, fonds divers, reserves (hors 1068)		
Chapitre 16 : Emprunts et dettes			Chapitre 27 : Autres prêts		
Chapitre 27 : Autres prêts			Chapitre 024 : Produits de cessions		
Total des dépenses financières		**- €**	**Total des recettes financières**		**- €**
Chapitre 45 : Opérations pour compte de tiers			**Chapitre 45 : Opérations pour compte de tiers**		
Total des dépenses réelles d'investissement	**16 300,00 €**	**205 850,00 €**	**Total des recettes réelles d'investissement**	**- €**	**132 800,00 €**
			Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement		52 100,00 €
Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	300,00 €		Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	16 600,00 €	20 950,00 €
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales			Chapitre 041 : Opérations patrimoniales		
Total des dépenses d'ordre d'investissement	**300,00 €**	**- €**	**Total des recettes d'ordre d'investissement**	**16 600,00 €**	**73 050,00 €**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	16 600,00 €	205 850,00 €	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	16 600,00 €	205 850,00 €

TOTAL DU BUDGET EN DEPENSES		365 600,00 €	TOTAL DU BUDGET EN RECETTES		365 600,00 €

1) LA SECTION DE FONCTIONNEMENT : 159 750 €

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 159 750 € comme suit :

a) Les dépenses de fonctionnement :

❖ DEPENSES REELLES : 86 700 €

- **Chapitre 011 : Charges à caractère général : 34 700 €**
  Dépenses liées à la gestion durable de cet espace.
- **Chapitre 012 : Charges de personnel : 52 000 €**
  Rémunération du gardien du site et de la mise à disposition à hauteur de 25 % du gardien des prés salés.

❖ DEPENSES D'ORDRE : 73 050 €

- **Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement : 52 100 €**
  Autofinancement dégagé par la section de fonctionnement transféré à la section d'investissement.
- **Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections : 20 950 €**
  Amortissement des immobilisations acquises antérieurement.

b) Les recettes de fonctionnement :

❖ RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT : 159 750 €

- **Chapitre 70 : Produits de services, du domaine : 76 850 €**
  Recettes des autorisations d'occupation temporaire (AOT) des cabanes.
- **Chapitre 74 : Dotations et participations : 82 900 €**
  Subventions du Conseil Départemental de la Gironde (30 000 €) et de l'Agence de l'eau de l'Adour Garonne (52 900 €) relatives à la gestion des cet espace protégé.

2) LA SECTION D'INVESTISSEMENT : 205 850 €

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 205 850 € comme suit :

a) Les dépenses d'investissement :

❖ DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT : 205 850 €

- **Chapitre 21 : Immobilisations corporelles : 205 850 €**
  Les dépenses d'investissement nécessaires à la mise en œuvre du plan de gestion sont :
  - Bateau plat type ostréicole (subventions) : 200 000 €
  - Panneaux solaires pour la cabane de gestion n°21 : 3 500 €
  - Mobilier pour la cabane de gestion n°21 : 1 300 €
  - Outillage : 1 050 €

b) Les recettes d'investissement :

❖ RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT : 132 800 €

- **Chapitre 13 : Subventions : 132 800 €**
  Subvention pour l'achat d'un bateau par le Parc Naturel Marin (65 570 €) et l'Agence de l'eau de l'Adour Garonne (67 230 €).

❖ RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT : 73 050 €

- **Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement : 52 100 €**
  Autofinancement dégagé par la section de fonctionnement transféré à la section d'investissement.
- **Chapitre 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections : 20 950 €**
  Amortissement des immobilisations acquises antérieurement.

CONCLUSION DU BUDGET PRIMITIF 2022 : BUDGET ANNEXE ÎLE AUX OISEAUX

Le budget annexe Île aux Oiseaux s'équilibre au Budget Primitif 2022 à la somme de 365 600 €.

Le programme de gestion de cet espace naturel sera complété lors du vote du budget supplémentaire après le vote du Compte Administratif 2021.

Monsieur BOUDIGUES :

Plutôt que de vous lire le rapport tel que vous l'avez, qui est un rapport exhaustif, je vais vous faire une synthèse du budget.

Le sommaire, la stratégie financière de la ville, un BP 2022 ambitieux comme vous venez de le découvrir, le fonctionnement, les recettes, les dépenses l'investissement, la dette et les soldes intermédiaires de gestion et nous terminerons par les budgets annexes, nous n'en avons plus que deux, le budget du parc des expos a disparu.

Notre stratégie financière du BP 2022 c'est de maintenir le gel des taux d'imposition locale
Poursuivre les efforts de rationalisation des dépenses à caractère général, maîtriser la masse salariale, engager une politique dynamique d'investissement avec AP/CP, poursuivre le soutien aux associations, préserver les épargnes, optimiser les recettes, et maîtriser le désendettement.
Ne croyez pas que l'on a donné le portefeuille aux services techniques en leur disant vous avez 60 millions pour faire ce que vous voulez.

Non d'abord on a fait aux finances une analyse financière prospective, plusieurs scenarios ont été étudiés, le financement des investissements d'un PPI à 70 M€, un à 80M€ et le scenario retenu a été à 70M€ sur la mandature.
Parce qu'on ne voulait pas dégrader la capacité de désendettement au bout des 5 années, on voulait rester dans une valeur qui était inférieure à 7.
Dans ce scénario, le financement est assuré principalement par les recettes propres d'investissements comprenant les cessions, ainsi que par l'autofinancement. Ces deux sources représentent 73 % des recettes nécessaires. L'emprunt assurera le complément du financement. On note que le fonds de roulement joue un rôle négligeable dans le financement de ce scénario à 70 millions.
Voilà pourquoi on va essayer de rester dans l'indicateur central qui mesure la capacité de la commune à rembourser sa dette. Sachant que les communes de 20 000 à 99 000 habitants en moyenne se situent à 5,80 notre objectif est de rester là à 5,2 en fin de la mandature.

Une préparation budgétaire cadrée par les objectifs suivants, faire face à la crise sanitaire et sociale, passer à la phase opérationnelle de notre programme politique, exécuter le plan prévisionnel d'investissement, trois programmes d'AP/CP :
premier programme d'AP/CP relatif aux travaux sur les bâtiments
deuxième programme d'ACP/CP relatif aux travaux de voiries et infrastructures
troisième et dernier programme d'AP/CP relatif aux matériels de transports et véhicules
Maintenir les actions en faveur de la jeunesse, par la dotation financière par enfant scolaire, nous avons une volonté de le relever à la demande de M Pastoureau et M Ambroise
Maternelle (2022 : 49,20 € vs 2021 : 46,20 €)
Elémentaire (2022 : 49,80 € vs 2021 : 47,80 €)
Apporter des prestations de services de qualité à nos administrés, développer des actions sportives et culturelles pour tous et dans tous les domaines.

Appliquer les lignes directrices de gestion, on a vu des choses qui sont la prévention, la santé la sécurité qui étaient mal définies, y compris la formation on intègre ça dans notre préparation budgétaire. Maintenir les ratios financiers à un niveau soutenable pour ne pas obérer les marges de manœuvre de la ville.
C'est le budget global qui s'équilibre en dépense en recette en investissement en fonctionnement et le budget ça sera un total de 55 millions en BP, en augmentation de 2,67% par rapport au budget de 2021.

Le budget de fonctionnement, vous avez tout dans le rapport, L'accroissement des recettes fiscales et la baisse des dotations résultent de la mise en œuvre de la réforme de la fiscalité. La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales est compensée par le transfert du produit départemental de la taxe foncière sur les propriétés bâties et par le versement par l'Etat d'un complément permettant de maintenir le produit perçu antérieurement par le biais d'un coefficient correcteur.
Ce coefficient aujourd'hui on ne le connaît pas, je pense qu'il nous sera favorable.
On a pris une hypothèse prudente, à + 1% avec maintien des taux de fiscalité et des exonérations, je pense que ça sera un peu supérieur. Cela ne change pas par rapport au DOB, la partie de fonctionnement il n'y a pas d'évolution.

Le chapitre 011 qui est conséquent, tout l'été on a pressé tous les services pour essayer de faire baisser les charges à caractères général. On a réussi de faire baisser à 2,28%
Les charges de personnel seront limitées à 2%.
Le chapitre 014, la loi SRU nous demande d'augmenter de 50 000 on passe à 500 000 pour les pénalités, la taxe de séjour on l'encaisse mais on la reverse au nouvel EPIC.
Le chapitre 023 retrace l'autofinancement libre dégagé par la section de fonctionnement. Il participe à l'équilibre de la section de fonctionnement. Le montant transféré à l'investissement est de 1 270 740 €.

Focus sur les dépenses de personnel : Les charges de personnel augmentent globalement de 2,02 % par rapport à 2021, soit + 410 560 euros, hors dépenses nouvelles (créations de postes et élections).
Cette faible augmentation est rendue possible par le redéploiement des moyens et une gestion rigoureuse des effectifs. La variation s'explique notamment par :
Le Glissement Vieillesse Technicité à + 1,2% afférent au personnel municipal en poste.
Des recrutements liés à la montée en puissance des Services Techniques, la pérennisation des postes de contractuels et la politique d'apprentis dans les services
Une augmentation de la cotisation annuelle des risques statutaires de plus de 50 000 euros/an.
La réorganisation des services engagée depuis 2020 qui se poursuivra en 2022 tout en maitrisant la masse salariale.
Le plan de formation en 2021 est poursuivi en 2022 dans sa mise en œuvre par la programmation de la régularisation des formations en matière de sécurité non actualisées les années précédentes et la formation des agents sur les logiciels métiers.
Indicateur d'évolution de la Ressource Humaine sont de 59,86 % dépenses de personnel sur les dépenses de fonctionnement, c'est un indicateur important.
Conclusion Section de fonctionnement, Les recettes réelles de fonctionnement sont en augmentation de 2,24% par rapport à 2021.
La section de fonctionnement s'équilibre pour un montant de 39 904 460 € soit en augmentation de 2,10 %par rapport au budget primitif 2021.
L'autofinancement prévisionnel permettra de financer une partie des investissements et en priorité le remboursement de la dette, sera de l'ordre de 1 270 740 €.

L'investissement, vous reconnaissez l''hôtel de police, les recettes d'investissement,
Chapitre 10 : FCTVA perçu au titre des dépenses d'équipement réalisées en 2021 - 2 100 000 € + Taxe d'aménagement perçue au titre des autorisations d'urbanisme - 850 000 €
Chapitre 13 : Forte baisse liée à la révision de la stratégie locale commencée avec la DM 1 de 2021.

Chapitre 16 : Ce chapitre retrace l'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget, ce que vous nous aviez reproché de ne pas nommer la dernière fois, Il n'est pas obligatoirement mobilisable.
Chapitre 23 : Ce chapitre retrace les avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations, on a pris 1 million, c'est les avances sur les marchés.
Chapitre 24 : Les recettes de ce chapitre correspondent aux ventes prévues en 2022, il y a un terrain pour l'hôpital, le centre canin et le stade de Cazaux, des ventes de véhicules.

Les dépenses d'investissement sont les acquisitions durables de biens dans le patrimoine de la commune. Elles se comptabilisent aux chapitres budgétaires 20, 21, 23, 204 d'un montant total de 12 819 720 €.
Mais elles se décomposent, le 204 c'est de la stratégie locale pour 413 000
INVESTISSEMENTS EN AP/CP pour 6 180 000 €
INVESTISSEMENTS HORS AP/CP pour 6 225 800
Vous voyez que hors AP/CP vous avez un montant qui est supérieur à ce que vous avait décrit M Busse.

Dans le cadre d'une politique d'investissements structurants pour la ville, il est décidé d'adopter trois programmes AP/CP un total de crédit de 1 millions 180 et hors AP/CP on a listé et budgété 1 million 621 800€ vous avez la liste dans le rapport.

Il y a aussi des investissements pour les services techniques hors AP/CP pour 4 millions 604 000€. La halle de cazaux se trouve là.
Mme Delmas lors de la commission vous avez fait une remarque, que les totaux n'étaient pas bons, pourquoi, parce que nous avions laissé une ligne en dessous des frais d'étude (slide19) on avait laissé stratégie locale 413 000€ il fallait retirer de votre calcul ce montant pour tomber sur les bons montants précédents.

Madame DELMAS :
Puisque vous l'abordez, c'est des subventions versées dans le cadre de la stratégie et donc logiquement ça ne doit pas être dans les dépenses, c'est le SIBA qui le fait ?

Monsieur BOUDIGUES :
Si ça rentre dedans, non ce n'est pas forcément le SIBA

Madame DELMAS :
Mais là c'est des subventions versées, en principe on enlève des dépenses réelles d'équipement.

Monsieur BOUDIGUES :
C'est pour ça que j'ai détaillé les dépenses d'équipement nettes, on ne comptabilise que le chapitre 20-21-23 et on arrive à 12 405 000 par rapport à l'année dernière où on avait 10 075 000. Vous voyez que le budget d'investissement pour 2022 va augmenter de 23,13%.

Pour les bâtiments neufs on a 1 355 000, les travaux d'entretien du patrimoine 1 051 000 , aménagement et urbanisme 1 003 000, travaux neufs voirie infrastructures 1 195 000 hors AP/CP.

Les Soldes Intermédiaires de Gestion :
Encours de dette au 01/01/2022 : 26 245 987,57 €
Excédent brut d'exploitation : 4 898 240,00 €
Epargne de Gestion : 4 938 740,00 €
Epargne brute : 4 329 940,00 €

Epargne Nette : 2 209 174,43 €
Un taux d'épargne brute prévisionnel à 9,13 %
Une capacité de désendettement prévisionnelle de 6,02 ans
Quand je l'ai présenté sur l'étude financière que l'on a faite à 70 millions d'euros ce sont des projections en compte administratif, c'est pour ça que l'on trouve un peu moins.
Les soldes intermédiaires de gestion devraient progresser par rapport au BP 2021, le taux d'épargne brute s'établissant à 9,13 %.
Cette amélioration des différentes épargnes s'explique par des recettes réelles attendues en légère augmentation par rapport aux dépenses réelles.

La dette, caractéristiques de la dette au 01/01/2022, nombre d'emprunts : 19, l'encours dette 26 245 987,57, taux moyen de l'exercice : 2,38%.
Vous avez la liste de tous les emprunts, un qui tombe au 01/01/2022, car il y a un tirage le matin, c'est un prêt à taux structuré. Les autres sont des taux fixes ou taux variables mais contrôlables.

CONCLUSION DU BUDGET PRINCIPAL Le budget primitif 2022 est dans la continuité de celui de 2021. Au-delà de la baisse volontaire de certaines ressources issues de la réduction de 20 % de la taxe foncière engagée en 2021, le programme d'investissement de la Ville est même supérieur à celui de l'an dernier +23,13 %.
Après la phase études réalisée en 2021, nous passons à la phase opérationnelle de notre plan d'action, à savoir un ambitieux programme d'AP/CP pour non seulement l'année 2022 mais aussi pour le reste de la mandature pour :
Des travaux de voiries et des infrastructures des bâtiments municipaux des matériels de transports et véhicules.
Notre politique financière est clairement définie, les services municipaux avec l'ensemble de l'équipe municipale doivent s'assurer de son application sur le terrain afin de répondre aux besoins d'équipements et de services public des testerins.

Budget annexe de l'ile aux oiseaux, on a de l'entretien et budgété l'achat d'un bateau qu'il faut remplacer au niveau des immobilisations corporelles.
Un budget qui sera forcément en augmentation de 170%

Le Budget annexe pôle nautique, pareil la seule chose des subventions qui arrivent d'Adour Garonne plus du conseil départemental pour acheter des pontons bi pentes qui permettront d'avoir 2 bateaux sur chaque corps mort avec des mouillages beaucoup plus verts.
Le budget il est de 688 000 en augmentation de 14,7%.

Madame TILLEUL :
Concernant les pontons bi pentes respectueux de son environnement, aujourd'hui sur un même nombre d'accueil de bateaux nous allons diminuer de moitié l'emprise dans le fond marin du fait de ces pontons.
C'est l'OFB qui par le Parc marin nous a proposé des aides de financement, au départ des pontons plus respectueux or c'est vrai que le coût nous permettait d'acheter 4 pontons sur un même montant.
Aujourd'hui c'est signé l'achat va se faire, en contrepartie ils ont demandé de mettre des socles en fonte, pour faire de la recherche et du développement pour eux, et des géotextiles à la place des chaines pour éviter la rague marine et la protection de la zostère.

Monsieur BOUDIGUES :
Ainsi se termine le budget de la halte nautique et la présentation du budget 2022.

Monsieur le Maire :
Merci M Boudigue et à tous les services d'avoir présenté un peu différemment ce budget mais de façon éclairée.
Voilà un beau budget, ambitieux, audacieux qui donne de l'espoir de l'envie que l'année 2022 démarre vite.
Malgré la baisse d'impôt vous nous aviez annoncé la foudre eh bien on continue d'investir, et quelque part sur le mandat un petit peu plus que vous, ce qui veut dire que l'on a bien fait de diminuer les impôts.
La campagne présidentielle qui vient de démarrer pour tout le monde, la même famille politique que vous et moi, Mme Delmas, M Muret, annonce qu'il faut baisser les impôts et c'est vrai qu'il faut baisser les impôts, les français en paient trop et les testerins en particulier aussi.
Nous avons bien fait, et comme nous sommes sérieux et comme nous avons déjà diminué les charges, les frais fixes, cela nous permet à continuer d'investir et investir des choses qui sont attendues par l'ensemble des testerins.

Mme DELMAS :
Un petit rappel sur le mandat précèdent c'est 100 millions d'euros qui ont été investis, on ne va pas faire la bataille des chiffres…..

Monsieur le Maire :
C'est 85 millions sur le mandat…
.
Mme DELMAS
Je n'ai pas les mêmes chiffres, en tout état de cause c'est plus de 70 ça reste ambitieux….

Monsieur le Maire :
Si on rajoute la première année on va être à 90…..

Mme DELMAS
On verra….
Une remarque, on constate un glissement en 2022 des investissements prévus en 2021, mais on est ravis de voir que ça commence.
Vous nous avez donné des billes pour que l'on constate que ça allait avancer.
Vous venez de dire ce que vous alliez faire, maintenant il reste à faire ce que vous avez dit.

Vous aviez prévu en 2021 le vestiaire clavier, la rue Coubertin, le parking provisoire du Baou et hop ça a glissé en 2022, beaucoup d'études, beaucoup de travail….

Monsieur le Maire :
Hors micro

Mme DELMAS
Le résultat c'est 100 millions d'un côté ou 85 et 70 de l'autre, donc au final on en fait plus.

Monsieur le Maire :
Non, exactement 87 sur le mandat comparez ce qui est comparable

Mme DELMAS
Nous on l'a fait vous c'est à faire on verra à la fin…..

Monsieur le Maire :
Vous, vous n'y êtes plus et nous on y est.

Mme DELMAS
On verra réellement ce qui aura été exécuté

Un budget certes dans la continuité du précédent de votre mandature.
Je n'ai pas tout à fait la même vison que vous des dépenses de fonctionnement non maitrisées qui sont prévues à 1319 € par habitant pour une moyenne nationale de la strate à 1060 €/ hab…

Monsieur le Maire :
Hors micro

Mme DELMAS
Je parle des dépenses de fonctionnement non maîtrisées qui sont prévues à 1319 € par habitant pour une moyenne nationale de la strate à 1060 €/ hab…

Monsieur le Maire :
Dans ces dépenses de fonctionnement vous faites allusion à quoi ?

Mme DELMAS
L'ensemble des dépenses y compris les charges de personnel qui sont de 60%

Monsieur le Maire :
Vous rappelez-vous, vous nous avez laissé des cadeaux dans les tiroirs sur le personnel, on paie du personnel que l'on n'a plus, et des cadres.

Mme DELMAS
On verra à la fin, pour l'instant ce n'est que des paroles.

Soit des dépenses de fonctionnement comparées à la moyenne nationale de la même strate de plus de 24 % supérieures.
Parallèlement des recettes de fonctionnement qui évoluent sensiblement à la même cadence, et qui sont revenues au niveau de 2019
Il en résulte une réduction importante de l'épargne nette après paiement de la dette par rapport à 2019 et 2020 qui chute de plus de 40 %
On note un autofinancement libre en diminution constante BP 2020 3 M€. BP 2021 1,457 M€, BP 2022 : 1,270 M€

Le programme d'investissement est légèrement supérieur à l'année précédente 23% soit 12, 819 m€ mais bien inférieur à celui de 2020 (17,6 m€. Cette augmentation de 23% elle est financée essentiellement par des cessions afin de maintenir des ratios convenables.
Vous avez recours à la vente de biens municipaux, cessions 2 M€ exercice 2022.
Vente du terrain de foot à cazaux pour 1.5 M€ quel est le programme ?

A ce rythme, votre planche de salut sera le dynamisme du marché immobilier à travers les droits de mutation, vous avez prévu à 3 millions et les cessions.
A quand la vente du parc des expositions ?

Monsieur CHAUTEAU :

Je me garderai de faire une critique positive ou négative du Budget présenté par Monsieur Boudigue mais je salue le travail sérieux et très important effectué par lui-même et son équipe.

Néanmoins, je souhaite évoquer la non évolution de la Subvention d'équilibre prévue pour le CCAS. Elle reste à 1,2 M€. Sauf erreur de calcul de ma part, cela représente 3 % du budget fonctionnement.

« Comparaison n'est pas raison » dit-on communément, mais enfin je m'y risque quand même... avec une petite taquinerie amicale.
Une ville voisine et redevenue amie, je l'espère, la 2ème plus peuplée du Bassin d'Arcachon prévoit pour cette subvention à son CCAS un taux de 3,55 % de son budget de fonctionnement.
Si nous voulons devenir la ville exemplaire que nous avons l'ambition d'être, porter au même taux notre subvention au CCAS lui ferait atteindre 1,4 M€.
Les 200 000 € complémentaires permettraient d'avoir un financement pour satisfaire de façon proactive la mission que j'ai évoquée lors de mon intervention précédente sur la délibération 23, à savoir : « Impulsion d'une dynamique de réflexion et d'innovation en matière sociale et médico-sociale ».
Sans corrélation avec l'insatisfaction probable que j'aurai sur ce desiderata, je m'abstiendrai lors du vote de cette délibération.

Monsieur BERILLON :
Je voudrais réagir aux critiques de l'opposition, ce budget est significatif du travail.
Prenons le contexte général les compensations et dotations de l'Etat en faveur des communes n'augmentent pas dans la loi de finance 2022.

Là nous avons un budget primitif qui présente d'abord le travail accompli, félicitations à M Boudigue, de la rigueur budgétaire, et pour moi il y a 2 critères, il est sincère et il est solide.
La sincérité parlons-en, nous avons tous été irrités par cet article paru dans sud-ouest aujourd'hui comme quoi M le Maire aurait menti. Il n'aurait pas anticipé la mise en carence de la commune dans son programme.
Il va falloir m'expliquer si M le Maire est considéré comme un devin ou si c'est vous qui n'aviez pas compris vos affaires, pourquoi ?
Le programme municipal, il a été élaboré au printemps 2020, or l'arrêté de carence il est sorti le 18 décembre 2020.
Il faut peut-être arrêter de délirer, si vous avez un problème de calendrier, au moins éviter de raconter n'importe quoi.
Sincérité encore, l'an dernier encore les cassandres de l'opposition nous prédisaient de sombres lendemains budgétaires.
Inconscients nous étions de penser d'abord au pouvoir d'achat des testerins en diminuant la part communale de la taxe foncière, inconséquents nous étions de penser à investir pour l'avenir sans anticiper les coûts de l'énergie, il allait nous manquer 2 millions 600€ pour travailler……
Là aussi soyons sérieux, alors plutôt que de vous forcer à ce que vous auriez pu faire dans votre passé, avouez plutôt que vous vous êtes trompés, pire, est-ce que vous n'avez voulu tromper les testerins dans ces articles de presse ?

Je vais faire comme M Ambroise, je vais citer un personnage historique Abram Lincoln « On peut tromper qu'une partie du monde tout le temps, on peut tromper le monde une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le monde tout le temps »

Solidité du budget aussi, oui elle est là et les faits sont là, la commune n'a pas rétrogradé, elle n'a pas perdu d'argent, les finances de la commune sont saines. Alors incapables nous étions, les recettes d'investissement sont soutenues, les dotations inscrites au chapitre 10 des recettes de fonctionnement sont même un peu supérieures à celles de l'an dernier.
Le FCTVA 2millions 100 il était le même en 2021 il était le même en 2020, ça veut dire que les dépenses que les investissements engagés par la précédente municipalité, ça veut dire soit vous étiez des petits joueurs, petits investisseurs, soit au contraire nous n'avons pas de leçons à recevoir de vous.

Regardons nos recettes de fonctionnement qui augmentent en 2021, les impôts et taxes finalement ils augmentent un peu puisque M Boudigue a expliqué il a anticipé une revalorisation a minima de 1% des bases, arrêtez de dire que l'on va ruiner la commune, encore une tromperie qui fait pschitt.

Pour mémoire quand on prend les impôts et taxes qui s'élevaient à 32,2 millions en 2020, 32 millions en 2021, 33,2 dans ce budget où est la catastrophe ?
Tout ça cette année à fiscalité constante, tout simplement M Boudigue anticipe la valeur des taxes et que pour nous il n'est pas nécessaire de ponctionner les contribuables testerins plus que nécessaire.
Il faut savoir que la ville de la Teste est une des 5 communes de la Gironde qui a osé diminuer sa taxe foncière en 2021, et nous nous en portons très bien.

La fiscalité locale elle faisait 1030€ à la Teste dont 498€ pour la taxe foncière du bâti par habitant alors que la moyenne nationale était de 700€, est ce nécessaire d'être aussi cher ?
Effectivement le taux de taxe foncière a diminué globalement de 11,5% pour s'établir à 39,50% en 2021, c'est ça le changement, la marque qu'imprime Patrick Davet et toute l'équipe, pas de dépenses démesurées, des dépenses raisonnables, des dépenses raisonnées.

Avec une dotation globale de fonctionnement de 2,4 millions comme l'an dernier, des entrées fiscales soutenues, la commune s'en sort plutôt bien et son auto financement est plutôt stabilisé voire en un peu en hausse.
Oui, le mandat est commencé, vous avez vu le PPI, personne n'avait fait autant et aussi précis avant, 70 millions qui sont investis pour cette commune et pour ce mandat, dont 59 millions de PPI que M Busse et Mme Delepine vous ont présenté pour l'exercice de 2022 à 2026.

Nous travaillons pour l'avenir et moi je suis très fier de faire partie de cette équipe.

Monsieur BERNARD :
Beaucoup trop de chiffres, en fait ça n'intéresse personne, je vais être franc, cela intéresse que les experts que vous êtes, en fait qu'attendent nos testerins, des choses et des vérités simples.
M Berillon a rappelé la baisse de nos impôts, c'est tous les ans que ça joue, on oublie de le dire on pense que c'est one shoot, mais c'est valable pour la durée de la mandature, ça va être 6 fois 10% de baisse sur nos impôts.

Le deuxième point que je voudrais relever qui donne du crédit à l'engagement municipal, c'est la sécurité, c'est un peu noyé dans les budgets.

Je vous rappelle que depuis un an et demi on a fortement augmenté les effectifs de police municipale on a augmenté leurs équipements, bien entrainé, des moyens de déplacements rénovés, et bientôt c'est un bâtiment d'Hôtel de police qui va être construit.
Derrière ce débat des chiffres qui tous les ans est très ennuyeux, le DOB et BP et on aura le compte administratif, en fait les citoyens n'attendent pas ces débats, qui n'apportent rien à la conscience collective sauf entre vous experts.
Je salue vos expertises, je voudrais rappeler des faits simples, la baisse des impôts, la police municipale, les travaux du PPI qui vont après une analyse, ça fait des projets, et des projets ça fait faire, sans projet on ne sait pas faire.
Je vous rappellerai que nous avons eu parfois des moments difficiles, aujourd'hui on est sur une autre époque, arrêtons de parler du passé, il est derrière nous et demain ça s'appelle le futur. Merci pour ce budget

Monsieur BOUDIGUE :
Lecture de la délibération

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Budget principal

Oppositions : M. DUCASSE – M. MAISONNAVE – Mme DELMAS – Mme PHILIP par procuration – M. MURET – Mme MONTEIL MACARD – Mme PAMIES - M. DEISS par procuration – Mme PETAS

Abstentions : M. CHAUTEAU

Le dossier est adopté à la majorité.

Budget annexe pôle nautique :

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est approuvé à l'unanimité

Budget annexe Ile aux oiseaux :

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est approuvé à l'unanimité

Rapporteur : M. DAVET **DEL2021-12-623**

COMMUNICATION DES RAPPORTS D'ACTIVITES DE LA COBAS ET DU SIBA AINSI QUE DES RAPPORTS SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS (RPQS) DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET POUR L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS POUR L'ANNEE 2020

Vu les articles L 5211-39 et D 2224-3 du Code général des collectivités territoriales,
Vu l'article L 3131-5 du Code de la commande publique,
Vu le rapport d'activité 2020 de la Cobas ci-joint ainsi que les rapports annuels 2020 sur le prix et la qualité du service public de l'eau et sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets transmis (RPQS) par la Cobas le 23 juillet 2021 ci-joints,
Vu le rapport annuel d'activité 2020 du SIBA ainsi que le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2020 transmis le 19 octobre 2021 ci-joints,
Vu l'avis de la commission consultative des services publics du 02 décembre 2021 et l'avis de la commission de contrôle financier du 02 décembre 2021,

Mers chers collègues,

Considérant que le conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du ou des rapports annuels adoptés par ce ou ces établissements.

Considérant que dans chaque commune ayant transféré l'une au moins de ses compétences en matière d'eau potable ou d'assainissement ou de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, le Maire présente au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale ci-dessus mentionnés. Il indique, dans une note liminaire :

– la nature exacte du service assuré par ce ou ces établissements publics de coopération intercommunale et, le cas échéant, ce qui relève de la gestion directe de la commune concernée ;
– le prix total de l'eau et ses différentes composantes,
– le prix total de la prévention et de la gestion des déchets et ses différentes composantes, et son financement,

Considérant que ces rapports ont été mis à la disposition du public à la Mairie de La Teste de Buch et aux mairies annexes de Pyla sur Mer et Cazaux, dans les conditions prévues à l'article L 1411-13.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir prendre acte de ces rapports et de la note liminaire ci-jointe.

RAPPORTS SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS (RPQS) DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS POUR L'ANNEE 2020

Note liminaire

Les compétences **Eau Potable** et **Prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés** font partie des compétences statutaires de la COBAS.
Il en est de même pour la compétence Assainissement, qui a toutefois fait l'objet d'un transfert de compétence par adhésion au SIBA.
Conformément aux dispositions de l'article D 2224-3 du CGCT, le maire présente au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels reçus des établissements ci-dessus mentionnés.

Compétence Eau potable

La COBAS exerce la compétence alimentation en Eau Potable sur l'ensemble de son territoire. Cette compétence fait l'objet d'une délégation de service public attribuée à la société Véolia Eau depuis le 1er janvier 2016 et pour une durée de 12 ans.

Le délégataire assure la production et la distribution de l'eau potable, l'entretien du réseau et la relation avec les usagers (gestion des abonnements et facturations). Il doit un programme contractuel de renouvellement du réseau de distribution, la COBAS réalisant également un programme d'investissement complémentaire pour le renouvellement et l'extension du réseau.

Sur la commune de la Teste, ce service desservait 17870 abonnés au 31/12/2020 pour un volume vendu de 2 425 553 m^3.

Compétences Assainissement

Le SIBA exerce les compétences relatives à l'assainissement collectif et non collectif.

Le SIBA a confié l'exploitation des installations d'assainissement collectif à la Société ELOA, société dédiée du groupe Veolia eau, par le biais d'une délégation de service public qui a pris effet le 1er janvier 2013 pour 8 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2020. Au 1er janvier 2020, le SIBA a intégré le périmètre de Marcheprime et de Mios, dont l'exploitation est déléguée respectivement à AGUR et SUEZ.

La société ELOA est responsable du fonctionnement et de la continuité du service. Elle assure l'entretien et une partie du renouvellement des installations construites par le SIBA, ainsi que les relations avec les abonnés.

Au 31/12/2020, 2669 installations d'assainissement non collectif ont été recensées sur le périmètre du SIBA, augmentation liée à l'intégration des communes de Marcheprime et de Mios. Elles font l'objet d'un contrôle périodique tous les 8 ans avec un taux de conformité de 93 %

Le coût de l'eau

L'analyse du coût de l'eau est réalisée sur la base d'une consommation moyenne évaluée par l'INSEE à 120 m3 pour un foyer. Cette moyenne permet d'assurer une comparaison du prix de l'eau entre les territoires, même si le contexte de ressource et de pollution peut fortement varier entre différents bassins de vie.

Prix de l'eau et de l'Assainissement - Territoire de la C.O.B.A.S.	Montant au 01/01/2019	Montant au 01/01/2020	Montant au 01/01/2021	Variation 2020-2021 (%)
Production et distribution de l'eau	160,88	163,28	163,664	0,24%
Part délégataire	118,12	120,51	120,90	0,32%
Abonnement	33,96	34,64	34,76	0,35%
Consommation	84,16	85,87	86,14	0,31%
Part C.OB.A.S	42,77	42,77	42,77	0,00%
Abonnement	13,26	13,26	13,26	0,00%
Consommation	29,51	29,51	29,51	0,00%
Collecte et dépollution des eaux usées	221,76	224,44	224,44	0,00%
Part délégataire	118,96	121,64	117,30	-3,57%
Abonnement	11,56	11,84	11,70	-1,18%
Consommation	107,40	109,80	105,60	-3,83%
Part S.I.B.A.	102,80	102,80	107,14	4,22%
Abonnement	44,00	44,00	44,14	0,32%
Consommation	58,80	58,80	63,00	7,14%
TAXES D'ENVIRONNEMENT	79,00	79,00	76,80	-2,78%
Agence de l'eau: Préservation des ressources en eau	9,40	9,40	7,20	-23,37%
Agence de l'eau: Lutte contre la pollution	39,60	39,60	39,60	0,00%
Agence de l'eau: Modernisation du réseau de collecte	30,00	30,00	30,00	0,00%
TOTAL HT FACTURE (€ HT)	461,64	466,71	464,90	-0.39%
TVA	36,72	37,12	37,02	-0,27%
TOTAL TTC FACTURE (€ TTC)	498,36	503,83	501,92	-0,38%
PRIX DU M3 POUR 120 M3 (€ TTC)	4,15	4,20	4,18	-0,38%

En 2020, le coût moyen de 1m3 d'eau a été estimé à 4.18 € TTC, en baisse de 0,38 %.

Il comprend les abonnements aux services, une part variable relative à la consommation et au volume d'eaux usées traitées, ainsi que des taxes.

Compétence prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés

La COBAS exerce la mission de service public d'élimination des déchets dans le cadre législatif défini notamment par les articles L.2224-13 et L.2224614 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La COBAS dispose de la compétence globale de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés de l'agglomération.

La pré-collecte (gestion des bacs et des points d'apports volontaires), la collecte des déchets ménagers, les déchèteries et le centre de transfert sont gérés en régie directe.

Le transport est assuré selon le flux concerné en régie directe ou par des prestataires privés.

Le traitement est assuré selon le flux concerné en régie directe (centre de valorisation des déchets au Teich) ou par des prestataires privés, sous la forme de marchés de prestations.

Les chiffres clés pour l'année 2020 sont :

- 65 500 tonnes de déchets ont été collectés soit 773,2 kg/hab, en baisse de 2,9 %.
- Les dépenses du service se sont élevées à 21,17 M€, dont 17,71 M€ de charges de fonctionnement (personnel, marché de prestations, carburant …) et 3,45 M€ d'investissement.
- Les recettes du service se sont élevées à 21,67 M€ dont 14,15 M€ de TEOM et 0,69 M€ de redevance spéciale. Les aides perçues se sont élevées à 1,55 M€.

Au titre des actions de préventions menées en 2020 sur la Teste de Buch pour inciter au tri et à la réduction des déchets :

- 188 résidences collectives et 943 usagers individuels ont été rencontrés,
- 4 classes du CFA ont été sensibilisées,
- Les opérations de sensibilisation au tri et compostage ont été réduites en raison de la crise sanitaire.

.

Monsieur le Maire

Lecture de la délibération,
Vous avez eu tous les rapports, on ne va pas les détailler, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est approuvé à l'unanimité

Rapporteur : M. PASTOUREAU **DEL2021-12-624**

SOGERES

Rapport d'activités de l'exercice 2020-2021

Vu l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport d'activités et le compte-rendu financier de l'année 2020-2021 transmis par Sogéres dans le cadre du contrat de délégation de service pour la restauration collective de la ville et du CCAS ci-joints,

Vu l'avis de la commission consultative des services publics du 02 décembre 2021 et l'avis de la commission de contrôle financier du 02 décembre 2021

Mes chers collègues,

En application de l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte rendu annuel d'activités ainsi que le compte-rendu financier 2020-2021 de la Société SOGERES doivent faire l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal.

Ces rapports ont été examinés par la Commission consultative des services publics locaux et la Commission de Contrôle Financier lors de sa séance du 02 décembre 2021.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir prendre acte de ces documents.

Monsieur le Maire

Merci M Pastoureau,

Monsieur PASTOUREAU :
Je voudrais souligner l'excellence de nos relations avec la Sogeres, notamment dans tout ce qui est gestion des problèmes financiers que peuvent rencontrer certaines familles, on a un triumvirat entre les services éducation, jeunesse, CCAS et la Sogeres qui fonctionne très bien. Le taux de non-paiement est de 0,85% pour l'année 2019, pour ce qui est cantine et autres frais je pense que c'est un des taux le plus bas de France, on est arrivés à mettre en place quelque chose qui fonctionne.

Monsieur le Maire
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est approuvé à l'unanimité

Rapporteur : M. DAVET **DEL2021-12-625**

AUXIFIP

Rapport d'activités de l'exercice 2020

Vu les articles L 1413-1 et L 3131-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport d'activités de l'année 2020 ainsi que le compte-rendu comptable et financier transmis par la Société Auxifip dans le cadre du contrat de partenariat public privé pour le financement, la conception, la réalisation, l'entretien et la maintenance de l'Hôtel de Ville ci-joints,

Vu l'avis de la commission consultative des services publics locaux et de la commission de contrôle financier du 02 décembre 2021,

Mes chers collègues,

En application de l'article L 1411-3 du Code général des collectivités territoriales, le compte rendu annuel d'activités et le compte rendu comptable et financier de la Société AUXIFIP doivent faire l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal.

Ces rapports ont été examinés par la Commission consultative des services publics locaux et la Commission de Contrôle Financier le 02 décembre 2021.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir prendre acte de ces rapports.

Monsieur le Maire
Lecture de la délibération, Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est approuvé à l'unanimité

Rapporteur : M BUSSE **DEL2021-12-626**

CONCESSION DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE DE GAZ RAPPORT D'ACTIVITES 2020

Vu l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport d'activité 2020 transmis par GRDF ci-joint,

Vu l'avis de la commission consultative des services publics locaux et de la commission de contrôle financier du 02 décembre 2021,

Mes chers collègues,

La distribution publique du gaz naturel est confiée à GRDF par un contrat de concession rendu exécutoire le 03/01/2012 pour une période 30 ans.

La compétence Gaz est exercée par le SDEEG, qui assure pour la ville de la Teste de Buch le respect du contrat de concession. Dans le cadre de ces relations contractuelles, un compte rendu d'activité de la concession est présenté chaque année à l'autorité concédante.

L'article 32 de la convention de concession prévoit que le concessionnaire présente chaque année avant le 30 juin à l'autorité concédante, un compte rendu d'activité.

Ce rapport a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux et la Commission de Contrôle Financier lors de sa séance du 02 décembre 2021,

En conséquence, je vous demande mes chers collègues de bien vouloir prendre acte de ce rapport.

Monsieur le Maire
Merci M Busse, Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est approuvé à l'unanimité

Rapporteur : Mme COUSIN **DEL2021-12-627**

CONCESSION DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ENERGIE ELECTRIQUE - SDEEG
RAPPORT D'ACTIVITE 2020

Vu l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le rapport d'activité 2020 transmis par le SDEEG ci-joint,

Vu l'avis de la commission consultative des services publics locaux et de la commission de contrôle financier du 02 décembre 2021,

Mes chers collègues,

La compétence générale du SDEEG est liée à l'organisation du service public de distribution électrique. Le syndicat est, en effet notamment chargé de passer, pour le compte des communes membres propriétaires des réseaux électriques de basse et moyenne tensions, les actes de concession et cahiers des charges relatifs à la distribution de l'électricité et d'exercer le contrôle de cette distribution. Dans le cadre de ces relations contractuelles, un compte rendu d'activité de la concession est présenté chaque année à l'autorité concédante.

Dans la convention de concession il est prévu que le concessionnaire présente chaque année avant le 30 juin à l'autorité concédante, un compte rendu d'activité.

Ce rapport a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux et la Commission de Contrôle Financier lors de sa séance du 02 décembre 2021,

En conséquence, je vous demande mes chers collègues de bien vouloir prendre acte de ce rapport.

Monsieur le Maire
Merci Mme Cousin, Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est approuvé à l'unanimité

Rapporteur : Mme OTHABURU **DEL2021-12-628**

EPIC OFFICE DE TOURISME

Bilan d'activités de l'exercice 2021

Vu le code du tourisme notamment son article R133-3,
Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 septembre 2019 approuvant le transfert de l'exploitation commerciale du Parc des expositions à l'Office de Tourisme, et les statuts de l'office de tourisme mis à jour,
Vu le bilan d'activités ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant que le bilan d'activités de l'exercice 2021 de l'Epic Office de Tourisme a été soumis au comité de direction lors de sa séance du 25 novembre 2021 et qu'il n'a fait l'objet d'aucune observation.

Considérant qu'il convient que le rapport de l'activité de l'office de tourisme soit soumis, chaque année, au conseil municipal,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir prendre acte de ce document.

Monsieur le Maire
Merci Mme Othaburu, Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est approuvé à l'unanimité

Monsieur le Maire :
Eh bien voilà 6 heures de conseil ! Avez-vous des questions sur les décisions ?
Nous allons vous souhaiter de bonnes fêtes soyez en bonne santé c'est le plus important.

Monsieur DUCASSE :
Je vous remercie de nous avoir séparés les uns des autres pour éviter la contamination, je m'inquiète par contre pour vous les adjoints qui êtes collés les uns aux autres.
J'ai commis une erreur tout à l'heure en parlant des pêcheurs à la ligne de Cazaux, il s'agit essentiellement de la Gaule Cazaline qui est Natura 2000.

Monsieur le Maire :
Nous, nous sommes serrés pour que vous puissiez être à l'aise, merci à vous et bonnes fêtes à tout le monde.

La séance est levée à 21H00

_____

Approuvé par Mme POULAIN secrétaire de séance le : 07 février 2022